

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

14e Législature – 2e session

Séances du 4 décembre 1917 au 9 février 1918

1917-1918

Texte établi par Richard Ouellet

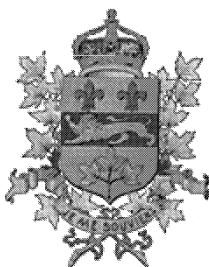
Orateur : l'honorable Antonin Galipeault

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

14e Législature – 2e session

Séances du 4 décembre 1917 au 9 février 1918

1917-1918



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

14e Législature – 2e session

Séances du 4 décembre 1917 au 9 février 1918

1917-1918

Texte établi par Richard Ouellet

Québec

Service de la reconstitution des débats

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2002

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre. V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction : Jocelyn Saint-Pierre

Recherche et reconstitution : Richard Ouellet

Traduction : Mathieu Boily
Tony Gagnon

Révision et édition : Michel Rhéaume
Donald Chouinard

Indexation : Nicole Davignon

Collaboration : Gilles Gallichan
Carmen Gosselin

Tous droits réservés
Dépôt légal – 3^e trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-21520-X
ISSN 0847-4273
15 \$

Faits marquants de la session de 1917-1918

Le contexte politique

Le Canada, et tout particulièrement le Canada français, a été marqué pendant l'année 1917 par des prises de décision cruciales du chef conservateur et premier ministre canadien, Robert L. Borden. Ces décisions politiques ont modelé radicalement le paysage politique de la province de Québec. Lorsque la deuxième session de la quatorzième législature de Québec s'ouvrira, le milieu politique sera déjà en pleine effervescence. Il convient, pour bien situer le contexte politico-social, d'analyser les événements dominants de 1917.

Pendant toute cette période, la contribution du Canada à l'effort de guerre en Europe canalise toutes les énergies. Depuis la fin de l'année 1916, le recrutement volontaire des soldats canadiens connaît des ralentissements importants. À l'origine de cette faiblesse du recrutement se trouvent plusieurs facteurs explicatifs: épuisement du volontariat de souche britannique, main-d'œuvre indispensable au bon fonctionnement de l'industrie et de l'agriculture; au Québec, s'ajoutent l'opposition du clergé rural à l'enrôlement et les tensions ethniques résultant de la question scolaire en Ontario¹. Pour pallier au problème, le premier ministre conservateur, M. Borden, crée une Commission du service national chargée de recenser les hommes en état de porter les armes et d'activer le recrutement. Alléguant que le but du service national ne consistait qu'à recenser les hommes utiles à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, Borden assura que cette commission n'était pas le prélude à la conscription.

Au printemps 1917, Borden se rend à Londres pour une conférence impériale. Il en revient décontenancé, car les nouvelles militaires sur le front européen augurent mal pour les Alliés. En raison de cette situation précaire, le Canada doit augmenter impérieusement son aide militaire et Borden doit se résoudre à imposer la conscription². En dépit de ses promesses antérieures, Borden annonce, le 17 mai 1917, « la conscription sélective, c'est-à-dire graduelle. Les hommes seraient répartis en un certain nombre de classes, appelées au fur et à mesure des besoins³ ».

Même si l'on s'y attendait, cette nouvelle éclate comme une bombe au Canada français. Une fois de plus, la politique fédérale va servir de détonateur aux luttes ethniques et permettre aux différents protagonistes d'afficher leurs convictions. L'opposition à la conscription se manifeste aux paliers fédéral et provincial. À l'instigation de Laurier, la presse libérale soulève des questions embarrassantes. Le gouvernement Borden est invité à porter à la connaissance de la population les circonstances qui l'ont amené à changer brusquement d'idée. On l'exhorte d'examiner les besoins agricoles et industriels du Canada, avant d'envoyer de nouvelles unités au front. Enfin, on insiste sur l'obligation morale du gouvernement de tenter de faire renouveler son mandat par la population avant d'entériner une mesure si draconienne⁴. Les libéraux fédéraux cautionnent l'idée que le volontariat bien organisé fournirait autant de recrues que la conscription. Au mois de juin, Laurier proposera un référendum préalable à la conscription; son amendement est rejeté par la majorité conservatrice.

Au Québec, la classe politique forme un front pratiquement unanime. Tous les ministres du cabinet provincial s'affichent comme anticonscriptionnistes et le chef de l'opposition réclame un référendum. L'opinion des médias se partage bien souvent selon leur affiliation ethnique: les journaux anglophones favorisent la conscription alors que les journaux francophones, à l'exception de *La Patrie* et de *L'Événement*, s'y objectent. L'attitude de l'Église catholique face à l'enrôlement obligatoire est loin d'être uniforme mais, en général, le haut-clergé des villes appuie la participation militaire alors que les curés des paroisses s'y opposent⁵.

La position des nationalistes sur la contribution du Canada dans les guerres où l'Empire britannique est impliqué date déjà du début du siècle. En principe, ils s'opposent à toute participation du Canada aux guerres étrangères, sauf pour la défense du territoire canadien. Depuis 1911, ils soulignent les affres du régime scolaire imposé aux Canadiens français de l'Ontario. Pour eux, les principaux ennemis de la civilisation française au Canada ne se trouvent pas chez les Allemands mais plutôt chez les anglicisateurs anglo-canadiens, meneurs orangistes ou prêtres irlandais⁶...

L'annonce de la conscription sème l'inquiétude chez la population canadienne-française et exacerbe, de nouveau, les passions. Tout au long du printemps et de l'été 1917, cette mesure tant décriée provoque des rassemblements populaires. Certaines entreprises journalistiques qui appuient la conscription sont victimes de vandalisme. Malgré ces protestations, le gouvernement Borden ne recule pas et le *Military Service Bill* est adopté en troisième lecture le 24 juillet 1917 avec 58 voix de majorité. La plupart des libéraux des provinces anglaises votent avec les conservateurs.

Entre temps, le premier ministre Borden a tenté de consolider ses positions en proposant à Laurier de constituer un gouvernement de coalition et de prolonger pour une deuxième année consécutive l'existence légale du gouvernement⁷. Cette fois-ci, Laurier lui oppose un refus catégorique. Cette rebuffade incite Borden à employer des méthodes fort discutables pour gagner les élections devenues maintenant imminentes. Le 29 août, le gouvernement adopte le *Military Voters' Act* donnant le droit de vote à tous les sujets anglais faisant partie des forces canadiennes et à tous ceux qui se sont enrôlés dans certaines forces anglaises pendant leur séjour au Canada. Cette loi permet aussi de voter outre-mer.

Le 14 septembre, le gouvernement conservateur ajoute un nouvel élément à sa stratégie électorale en adoptant le *War Time Election Bill* qui accorde le droit de vote aux parents féminins de soldats, mais l'enlève aux néo-Canadiens venus de pays ennemis et aux objecteurs de conscience. Les conservateurs escomptaient que les femmes appuieraient la conscription et que la « défranchisation » des néo-Canadiens arracherait plusieurs votes aux libéraux⁸. De fait, le vote militaire fera gagner au gouvernement 14 sièges. Et pour couronner le tout, Borden forme, le 12 octobre 1917, un cabinet d'union avec des libéraux dissidents. Laurier est donc entré dans la bataille électorale avec des troupes extrêmement affaiblies et divisées par les tractations conservatrices.

Le ton de la campagne électorale est virulent et l'on assiste à la confrontation des conscriptionnistes et des anticonscriptionnistes. En effet, le programme électoral des deux partis s'articule essentiellement autour de la participation du Canada dans la guerre européenne. Borden stigmatise la proposition libérale du référendum qui retardera, selon lui, indûment l'envoi de renforts au front. Mais, Laurier maintient que le volontariat bien organisé s'avérerait plus efficace et moins déchirant que la conscription.

Si les libéraux de Laurier perdent du terrain dans les provinces anglophones, il en va différemment au Québec. Les conservateurs se heurtent à la réprobation générale et sont pratiquement obligés de discourir à huis clos. L'un des ministres conservateurs, M. Sévigny, sera même menacé de lynchage. Devant ces manifestations hostiles, Borden évite de faire campagne personnellement au Québec. Par contre, plusieurs ministres libéraux du Québec cautionnent Laurier. Lomer Gouin se montre inflexible envers le projet de la conscription et proclamera à une assemblée politique qu'il « n'y a pas de puissance au monde qui puisse imposer la conscription malgré la volonté de toute la population canadienne⁹ ». Bourassa et les nationalistes, qui avaient aidé les conservateurs à battre Laurier en 1911, se ravisent. Bourassa exhorte les nationalistes à appuyer les libéraux fédéraux. Il les prie d'éviter une lutte à trois, car la division des opposants faciliterait l'élection du candidat ministériel dans plusieurs circonscriptions¹⁰.

La presse anglophone profite de la ferveur électorale pour publier davantage d'articles vitrioliques contre le Canada français. On reproche surtout aux Canadiens français leur manque de ferveur pour l'enrôlement militaire. Pour les anglophones, la conscription se veut bienfaitrice, car elle obligera le Québec à faire sa part. On laisse encore planer la menace peu crédible de la domination du français au Canada en cas de victoire électorale de Laurier. Certains articles dénotent un fanatisme débridé. Ainsi, le *Mail and Empire* soutient « qu'un vote pour Laurier et ses partisans serait un vote pour Bourassa, contre les combattants au front, contre le lien avec la Grande-Bretagne et l'Empire, mais un vote pour l'Allemagne... ».¹¹ Des organismes unionistes véhiculent aussi des préjugés racistes en employant certaines formules assez évocatrices : « Un vote pour Laurier, c'est un vote pour Bourassa, c'est un vote pour le Kaiser ».¹²

Les résultats électoraux du 17 décembre 1917 consacrent l'isolement politique du Québec. Le gouvernement unioniste obtient 153 sièges et les libéraux 82 sièges. Au Québec, les électeurs choisissent 62 libéraux et trois (3) conservateurs de langue anglaise.

Le menu législatif

C'est à la fin de cette année chargée, le 4 décembre 1917, que s'ouvre la session à Québec. Le discours du trône prononcé au début de la session provinciale laisse déjà entrevoir un menu législatif marqué par le contexte économique du temps de guerre. Le gouvernement ne présentera que deux ou trois projets de loi majeurs tels que ceux portant sur la prohibition, la création d'un département des Affaires municipales et les changements apportés à la charte de Montréal. Les autres débats porteront sur les sujets traditionnels comme l'agriculture, la colonisation et l'éducation. Enfin, un événement inattendu, la motion Francoeur, constituera l'épisode majeur de la session.

Problèmes soulevés par l'économie de guerre

Le contenu de la session 1917-1918 reflète bien la situation qui prévaut dans une économie de guerre. À maintes occasions, l'opposition soulève les problèmes occasionnés par la guerre. Ainsi, la difficulté de transporter des produits agricoles apparaît cruciale à cette époque. Le gouvernement Gouin impute l'insuffisance des moyens de transport à la politique fédérale qui a privilégié le transport des soldats et des munitions au détriment du transport des produits agricoles. Le ministre de l'Agriculture, l'honorable J.-É. Caron, rappelle que plusieurs milliers de wagons sont paralysés dans les ports de mer américains à cause du manque de charbon et du nombre restreint de transatlantiques. Pour solutionner cette carence, il suggère au gouvernement fédéral d'encourager la construction de plusieurs wagons (séance du 28 janvier).

Le manque de charbon affecte non seulement le transport des marchandises, mais aussi le chauffage des résidences. Le chef de l'opposition propose de substituer la houille blanche et le bois au charbon pour pallier au manque de combustible. L'honorable M. Caron admet que les cultivateurs sont confrontés à la rareté du charbon et qu'ils se chauffent au bois. Il projette d'étendre cette pratique aux villes (séance du 9 février).

Le coût élevé de la vie attire aussi l'attention des parlementaires. Par exemple, le député de Québec-Centre, M. L. A. Cannon, souligne que des marchands auraient délibérément accumulé des millions d'œufs dans les entrepôts frigorifiques et qu'ils devront les détruire parce qu'ils seront impropres à la consommation. Cette pénurie artificielle provoquera une augmentation exagérée du coût des œufs (séance du 31 janvier).

Le gouvernement se penche sur le problème de la cherté de la vie par le biais d'une enquête menée par le comité d'agriculture. Le comité présente son rapport le 8 février 1918 et conclut que ce qui contribue à augmenter le coût de la vie, ce sont la mauvaise récolte de 1917, l'exportation des produits agricoles, les difficultés du transport, le défaut de main-d'œuvre agricole et l'entreposage exagéré de certains produits. Le comité recommande plusieurs mesures telles qu'une inspection des entrepôts frigorifiques, l'enrôlement agricole, la surveillance des meuneries, la limitation des prix des intermédiaires, la construction de wagons, etc.

Le gouvernement fédéral profite du temps de guerre pour s'immiscer dans des domaines de compétence provinciale. Sa volonté de contrôler les emprunts des provinces et des municipalités en est un exemple probant. Sans consultation aucune des provinces, le gouvernement Borden promulgue, le 22 décembre 1917, un arrêté en conseil interdisant aux provinces, aux commissions scolaires et aux municipalités d'emprunter sans l'autorisation fédérale. Dans le préambule de l'arrêté ministériel, on explique qu'il faudra réserver le marché des placements au Canada, afin de faciliter l'emprunt des sommes d'argent nécessaires à la conduite de la guerre.

Le gouvernement Gouin réagit fermement à cette tentative d'asphyxie financière des provinces. Il expose péremptoirement sa position dans le discours du budget; après avoir requis l'avis d'experts constitutionnels, l'honorable Lomer Gouin, premier ministre et Procureur général, juge que cet arrêté ministériel est *ultra vires* en tant qu'il a rapport aux gouvernements provinciaux, aux municipalités, aux corporations, etc., sujets à l'autorité juridique des législatures provinciales. Tout en remémorant les dons et les souscriptions déjà effectués par la province, le gouvernement réitère son intention d'apporter son aide dans la pleine mesure de ses ressources, mais dans les limites de ses droits respectifs et de ses pouvoirs constitutionnels. Il stigmatise sévèrement le gouvernement fédéral parce qu'il a omis de consulter les provinces.

Lomer Gouin laisse entendre clairement qu'il ne se soumettra pas à un arrêté illégal. Le chef de l'opposition, Arthur Sauvé, suggère de régler cette question au cours d'une conférence fédérale-provinciale. Toutefois, ce dernier approuve le gouvernement d'avoir protesté contre cet arrêté et croit que le gouvernement fédéral aurait dû avoir la décence d'informer les provinces. D'autres provinces se joignent aux protestations du Québec; l'arrêté fédéral ne sera pas appliqué, et on l'abrogera au début de décembre 1918.

Loi de la prohibition

Le gouvernement libéral de Lomer Gouin a résisté pendant plusieurs années à la pression prohibitionniste exercée par différents mouvements de tempérance dans la province. À cette session de 1917-1918, il obtempère à leurs demandes. D'ailleurs, aux États-Unis et dans presque toutes les provinces canadiennes, la prohibition se généralise. Au Québec, plusieurs dizaines de villes, y compris la capitale, s'y sont déjà résignées¹³. Qui plus est, le gouvernement fédéral vient d'adopter un arrêté en conseil interdisant l'importation de « liqueurs enivrantes » et la fabrication et le transport de ces liqueurs au Canada¹⁴.

La loi amendant la Loi des licences de Québec est adoptée le 7 février 1918 et prévoit, qu'après le 1er mai 1919, aucun permis ne devra être accordé pour la vente de « liqueurs enivrantes » dans la province, sauf et excepté pour la vente du vin pour des fins sacramentelles et d'alcool prescrit par des médecins, ou destiné à des fins de mécanique, de fabrication et d'industrie. À l'appui de sa mesure, le trésorier provincial, l'honorable W. G. Mitchell, cite des chiffres démontrant la popularité de la prohibition au Québec: 92 % des municipalités sont prohibitionnistes, 57 villes ont choisi la prohibition tandis que seulement 22 détiennent encore des licences. Il explique qu'en raison de l'arrêté fédéral, les approvisionnements seront épuisés l'an prochain et que le gouvernement provincial accorderait alors des licences pour vendre des produits illégaux. En dépit des pertes de revenus occasionnées par la prohibition, le gouvernement se rend au désir de la population qui, dit-il, souhaite une prohibition totale¹⁵.

Plusieurs députés s'indignent devant une réglementation aussi sévère. Certes, la plupart encouragent les progrès de la tempérance, mais divergent d'opinion avec le gouvernement quant aux moyens à utiliser. Certains députés insistent sur le fait que la prohibition convient peu à notre mentalité et à nos mœurs car, disent-ils, notre province se veut celle où l'on comprend mieux la liberté et la tolérance. Évitions donc de suivre le mauvais exemple des autres provinces. De plus, les déclarations sur la volonté prohibitionniste de la population laissent cette dernière perplexe.

Par ailleurs, on met en doute la nécessité d'adopter des lois si radicales qui ne sont même pas jugées nécessaires en France et en Angleterre. Le député libéral de Lotbinière, M. J.-N. Francoeur, précise que la législation européenne n'a pas été dirigée contre la consommation de l'alcool, mais nécessitée pour sauvegarder la matière première. Il propose de faire un essai loyal des amendements adoptés à la dernière session (abolition des bars, amendes plus sévères, etc.). Il reproche aux extrémistes de profiter de la guerre pour faire adopter des réformes radicales et souligne que la prohibition porte atteinte à la liberté de l'individu (séance du 7 février).

Certains mettent en relief les effets pervers de la prohibition. Ainsi, le député de Montréal-Saint-Louis, M. P. Bercovitch, remarque que la loi de prohibition américaine a

multiplié le nombre d'aliénés et a stimulé la consommation de la drogue. Fermer la buvette, dit-il, c'est allumer l'alambric. Les liqueurs vont être manufacturées sans le contrôle gouvernemental et deviendront plus ou moins du poison. Le député de Rimouski, M. A.-M. Tessier, croit que le seul résultat de cette loi sera de changer le nom des débitants de liqueurs qui s'appelleront désormais pharmaciens au lieu d'hôteliers.

Plutôt que d'imposer la prohibition, on préfère réformer les masses et faire de l'éducation antialcoolique par l'usage du vin, de la bière et du cidre. La vente du cidre encouragerait, par surcroît, nos industries locales. Finalement, on croit qu'une réglementation plus sévère de la vente de l'alcool suffirait à remédier à la situation.

Création d'un « département » des Affaires municipales

Le trésorier de la province, l'honorable W. G. Mitchell, présente le projet de loi 30 créant un « département » des Affaires municipales dont les responsabilités équivaldront à celles d'un ministère. Le ministre des Affaires municipales aura la charge de surveiller l'administration et la mise à exécution des lois concernant le système municipal. Le parrain du projet de loi explique que l'objet du gouvernement est d'abord de guider les municipalités dans leurs finances, de les aider à contracter leurs emprunts, de voir à ce que l'argent ainsi versé dans leurs coffres soit judicieusement dépensé et de surveiller l'émission des débetures et autres obligations (séance du 1^{er} février).

Deux autres projets de loi, les lois 12 et 15, concernent ce nouveau « département » et décrivent les modalités de surveillance des opérations financières des municipalités. En fait, le gouvernement vise à assurer un meilleur contrôle sur les finances des municipalités, afin de diminuer les abus et de mieux protéger le marché des obligations. Ce ministère sera sous la tutelle du trésorier provincial.

La charte de Montréal

Encore une fois, le gouvernement provincial doit s'ingérer dans l'administration municipale de Montréal. Déjà, en 1909, à la suite de l'enquête Cannon, Lomer Gouin avait imposé à la ville de Montréal un bureau de contrôle élu par le peuple, mais surveillant les édiles et limitant leurs pouvoirs. Ce bureau de contrôle préparait le budget municipal et, après approbation des échevins, le gérait. Par ce palliatif, on tentait de limiter le patronage et les déficits qui sévissaient comme un véritable fléau à Montréal.

Cette réforme n'a pas semblé très efficace puisque les créanciers de Montréal s'inquiètent de nouveau de l'accumulation des déficits et des emprunts. Ils exhortent le premier ministre à intervenir pour assainir la situation financière de la ville. Le bureau des commissaires, créé lors de la réforme antérieure, est remplacé par une commission administrative composée de trois fonctionnaires municipaux et de deux autres membres nommés par le gouvernement provincial. Cette commission obtient sensiblement les mêmes pouvoirs que l'ancien bureau de contrôle. La grande différence réside dans le fait qu'une partie de ses membres n'est plus éligible, mais nommée d'office par le gouvernement.

Le conseil de ville pourra rejeter ou amender les rapports de la commission sur les matières financières, mais il lui sera impossible d'augmenter ou d'appliquer à d'autres fins les crédits recommandés ou en ajouter de nouveaux. Il s'agit donc d'une véritable mise en tutelle du conseil de ville de Montréal. Enfin, soulignons que les amendements à la charte de Montréal prévoient l'annexion de la ville de Maisonneuve et la création d'une commission des tramways de Montréal chargée de surveiller les activités de la Compagnie des tramways de Montréal¹⁶.

Cette nouvelle réforme de l'administration municipale est reçue avec scepticisme par le chef de l'opposition qui la désavoue. Dressant le bilan de l'administration montréalaise depuis 1910, M. Sauvé mentionne que, depuis la réforme du gouvernement municipal, la dette de

Montréal a doublé et que la mésentente entre le corps échevinal et le bureau des commissaires a accéléré la désorganisation financière. Il attribue cette décadence administrative à l'impunité accordée à ceux qui ont fraudé le trésor public et qui maintiennent encore leur influence pernicieuse à l'Hôtel de Ville. Selon lui, le gouvernement provincial est aussi responsable de ce chaos, car il a préféré prêter l'oreille aux démagogues et aux spéculateurs de la haute finance (séance du 7 février).

M. Sauvé désapprouve cette mesure qui enlève tous les pouvoirs aux représentants élus au conseil de ville. La commission sera pratiquement sous le joug du gouvernement et les électeurs posséderont peu de moyens pour intervenir dans leur propre administration.

Il trouve singulier que la population montréalaise n'ait pas eu l'opportunité de se prononcer sur la forme de l'administration de leur cité. Il propose de nommer cette commission pour un mandat de quatre ans et de consulter au moyen d'un référendum ou d'élections générales les contribuables de Montréal. Cela leur permettrait de se doter d'un gouvernement municipal plus conforme à leurs intérêts.

Enfin, il doute que les nouveaux pouvoirs accordés à cette commission puissent produire des résultats valables. En dépit des nouveaux pouvoirs de taxation accordés à la cité de Montréal, les déficits ne seront comblés que si le gouvernement accepte de diminuer les taxes qu'il perçoit lui-même à Montréal.

Le premier ministre Gouin réfute l'argumentation du chef de l'opposition. Le déficit de Montréal, explique-t-il, résulte en partie des revenus trop modestes de la cité et non pas d'un excès de taxes imposées par la Législature. Montréal paie sa juste part de taxes comme les autres municipalités de la province. En outre, les projets de construction acceptés par la législature ont d'abord été sollicités par les échevins de la ville (séance du 7 février).

Il assure la Chambre que sa mesure ne renferme aucun élément antidémocratique, puisque à peu près tout le monde demandait la création d'une commission pour administrer Montréal. D'ailleurs, les députés représentent aussi le peuple et, à ce titre, ont le droit de légiférer au point de vue municipal. La tenue d'un référendum ne lui apparaît pas indispensable pour connaître l'opinion de la population montréalaise. De toute façon, il sera toujours loisible d'amender cette législation à une session ultérieure si les électeurs le souhaitent. Il recommande de faire l'essai de cette nouvelle structure pendant au moins quatre ans et, si les résultats s'avèrent insatisfaisants, il s'adressera au peuple.

Ce projet de refonte de la charte de Montréal provoque un grand retentissement dans les journaux où l'on décrit les réactions du maire de Montréal, M. Médéric Martin. Ce dernier s'est violemment insurgé au comité permanent des bills privés contre cette mise en tutelle. À ses yeux, cette réforme représente une attaque contre la démocratie. Il accuse Gouin d'imiter l'autocratie de Borden en enlevant le droit de vote aux électeurs. Toutefois, ces diverses oppositions ne suffisent pas à faire amender ce projet de loi.

Le système éducationnel

Le député de Saint-Hyacinthe, M. T.-D. Bouchard, reprend le flambeau de l'ancien député Godfroy Langlois sur l'éducation. À l'instar de ce dernier, il propose différentes réformes pour améliorer le système d'enseignement de la province.

En premier lieu, M. Bouchard souhaiterait l'adoption d'une loi de fréquentation scolaire. Il déplore que le Code civil ne prévoie pas que les parents doivent s'occuper tout autant de l'aspect intellectuel des enfants que de leurs besoins matériels. Il décrit la situation aberrante des enfants qui quittent la classe avant même d'atteindre l'âge requis pour travailler dans les manufactures, c'est-à-dire 14 ans. Cela incite ces jeunes à traîner dans les rues et à acquérir de mauvaises habitudes. Il ne préconise pas l'emprisonnement des pères qui négligent d'envoyer leur

enfant à l'école, mais il propose de les amener devant les commissaires d'écoles pour justifier l'absence de leur enfant. Il se contenterait de décréter la nécessité de fréquenter l'école pour les enfants âgés de six à 14 ans (séance du 31 janvier).

Deuxièmement, il suggère de décerner des certificats d'étude à la suite d'un examen préparé par le Bureau central. Ces certificats stimuleraient la fréquentation scolaire, uniformiseraient le système d'enseignement et permettraient de déceler les lacunes dans chaque district d'inspection. Ces certificats seraient, de plus, nécessaires pour l'admission dans les universités, les écoles supérieures ou spéciales.

La troisième réforme de M. Bouchard prévoit l'uniformité des livres dont l'effet serait de diminuer le coût de l'enseignement et de garantir une certaine unification du système à travers la province. La classe ouvrière se plaint fréquemment de la grande variété de livres et des dépenses encourues lorsque les enfants changent d'école ou même de professeurs. L'organisation d'un concours, pour amener la composition de meilleurs manuels, permettrait au Conseil de l'instruction publique d'établir une liste de livres qui seraient obligatoirement utilisés dans toute la province.

Pour encourager l'instruction des enfants de la classe ouvrière, M. Bouchard recommande l'établissement de collèges publics gratuits pour l'enseignement secondaire, de même que la création, dans les centres importants, d'externats subventionnés par l'État. Enfin, il préconise une démocratisation du Conseil de l'instruction publique par une nomination paritaire de députés et d'évêques au sein de cette institution. La Chambre, dit-il, devrait maintenir un lien plus étroit avec le Conseil; ce manque de contact intime explique partiellement le peu d'intérêt de l'élément laïque pour l'instruction publique. Pour réaliser ces réformes, il ne voit pas la nécessité de placer l'instruction sous la conduite d'un ministre; la modification de la composition du Conseil de l'instruction publique suffirait.

Les suggestions de M. Bouchard, en particulier l'instruction obligatoire, ne soulèvent guère l'enthousiasme de ses collègues. Tous les intervenants rejettent l'imposition d'une loi d'instruction obligatoire. Selon M. Sauvé, « admettre le principe de l'école obligatoire, c'est admettre le droit de violenter la conscience du père de famille et d'empiéter sur leurs droits. L'instruction volontaire offre moins de danger, parce qu'elle n'oblige pas le père de famille à envoyer son enfant à une école où s'enseignent les choses contraires à la conscience ». M. Bouchard rétorque qu'une loi de fréquentation scolaire n'est pas une loi d'oppression, mais une loi qui cherche à procurer à l'enfant une éducation qui n'en fera pas un porteur d'eau et un coupeur de bois (séance du 6 février).

L'uniformité des livres rencontre une opposition mitigée. M. Francoeur souhaite la rédaction d'un nouveau volume pour le cours élémentaire, mais le Secrétaire provincial, l'honorable J.-L. Décarie, soutient qu'il ne peut décréter à son bon plaisir quels livres seront utilisés dans les écoles. Pour le chef de l'opposition, M. Sauvé, les livres ne doivent pas être uniformes dans toute la province, puisque les besoins et les mœurs des grands centres diffèrent de ceux des petites villes rurales (séance du 6 février).

M. Francoeur n'adhère pas à l'idée de fonder des collèges gratuits, car il estime que les académies commerciales, les écoles spéciales et techniques comblent les besoins actuels. Par contre, la réforme sur les certificats d'étude suscite un vif intérêt. On croit que cela stimulerait une plus longue fréquentation scolaire.

M. Sauvé saisit l'occasion pour suggérer la création d'un véritable système scolaire: « écoles élémentaires, où l'enseignement doit être simplifié et nationalisé, tout en restant à base religieuse; une école modèle par village et une ou deux académies par comté, sous la haute direction d'un inspecteur compétent. À la discrétion de cet inspecteur, l'élève de l'école élémentaire passera à l'école modèle et ensuite à l'académie ». À l'instar de celles faites dans les années antérieures, toutes ces recommandations demeureront lettre morte (séance du 6 février).

Agriculture et colonisation

Tout au long de la session, le chef de l'opposition soulève des questions relatives à la colonisation et à l'agriculture. Se plaignant de l'apathie du gouvernement pour la colonisation, il réitère les doléances exprimées depuis 1900: concession gratuite de lots à condition que les colons construisent leur chemin de front et défrichent au moins deux acres et demie chaque année pendant quatre ans; annulation immédiate des lots sur lesquels les conditions de défrichement n'auront pas été remplies; perte du pouvoir discrétionnaire du commissaire des terres de la couronne; établissement d'un crédit agricole pour mettre des capitaux à bon marché à la disposition des colons. En subventionnant de nouvelles industries à la campagne greffées à l'agriculture, on créerait, pense-t-il, de nouveaux marchés locaux et on retiendrait les familles ouvrières dans les centres ruraux. Il prétend que la paralysie de la colonisation s'explique par la politique trop restrictive du gouvernement. Au lieu d'encourager le colon, on le taxe, on lui impose toutes sortes d'obligations « déconfortantes », on augmente le prix de vente des lots de colonisation.

Le gouvernement réplique qu'il n'est pas assez riche pour concéder des lots gratuitement aux colons. Il énumère certains avantages comme le droit de faire la pêche, de vendre le bois sur leurs lots et d'obtenir une prime de \$100.00 pour entretenir les chemins. Selon M. Gouin, la faiblesse du défrichement est attribuable à l'insuffisance de la population. Le gouvernement, dit-il, ne refuse jamais de concéder des lots aux colons, mais encore faut-il des colons. Il pense que l'agriculture se développe davantage par une campagne d'enseignement agricole que par des lois (séance du 5 décembre).

La politique salariale du gouvernement

À quelques reprises, le chef de l'opposition se porte à la défense des fonctionnaires dont les maigres salaires ne leur assurent qu'une faible pitance. Le surplus budgétaire dont se gargarise le gouvernement devrait servir, selon lui, à augmenter les salaires. Par ailleurs, il croit qu'un gouvernement qui ne paie pas suffisamment ses employés est responsable des fautes qu'ils peuvent commettre. L'employé mal payé travaille avec moins de zèle et de cœur. Il se plaint, s'irrite et devient souvent un mauvais citoyen (séance du 16 janvier).

Pour remédier aux faiblesses de la fonction publique, il recommande de faire subir des examens sévères, de décréter les promotions selon le temps du service et le mérite des capacités, de diminuer le nombre des employés et de mieux rémunérer ceux qui demeureront en service.

Le trésorier provincial défend la politique salariale de son gouvernement en affirmant que leurs employés sont aussi bien payés que dans les autres provinces et qu'ils bénéficient, de surcroît, d'un bon fonds de pension.

Utilisation de l'énergie hydraulique comme outil de développement économique

Depuis le développement des forces hydrauliques au Québec à la fin du XIX^e siècle, les politiciens demeurent sensibles à ce potentiel. Par exemple, M. Sauvé insiste sur la nécessité de développer l'électricité pour créer de nouvelles industries dans les centres ruraux. Cela contribuerait à retenir le cultivateur chez lui. Le ministre de l'Agriculture abonde dans le même sens, lorsqu'il veut augmenter les pouvoirs hydrauliques, afin que les municipalités rurales bénéficient de l'électricité bon marché (séance du 30 janvier).

Le trésorier provincial fait aussi miroiter les avantages économiques de la houille blanche. Il soutient que l'exploitation des forces hydrauliques constitue l'un des moyens pour obtenir une juste part du commerce international. Il signale que « la difficulté toujours croissante d'obtenir le combustible suffisant devrait stimuler l'initiative et l'industrie canadiennes, pour faire connaître l'avantage qu'il y aurait à établir ici, où les conditions sont si favorables, des manufactures et des industries ».

Le bilan législatif de la session 1917-1918 s'avère assez mince. Le gouvernement ne propose pas de grandes réformes; il se contente de gérer la crise occasionnée par la guerre européenne. Malgré tout, cette session demeurera mémorable à la suite d'un débat d'une nature inusitée, qui a porté sur une remise en question de l'appartenance du Québec au sein de la Confédération canadienne.

Menace de rupture de la Confédération

Comme nous l'avons souligné précédemment, la session provinciale avait débuté dans l'atmosphère survoltée de la campagne électorale fédérale. Plus la date du scrutin fédéral (fixé au 17 décembre 1917) approchait, plus les antagonismes se cristallisaient. Les journaux anglophones des autres provinces ne ménageaient pas les injures à l'endroit des Canadiens français. Leur fanatisme était tel que même les députés anglophones siégeant à Québec protestèrent contre cette campagne hostile et malveillante. Ainsi, à la séance du 6 décembre, l'honorable M. Mitchell s'élève avec véhémence contre un article du *Toronto Mail and Empire* intitulé « Quebec forces racial fight. If Laurier wins election, English will have to leave province »¹⁷.

Commentant la situation politique dans les Cantons de l'Est, le correspondant du journal écrivait que la lutte se faisait entre les deux races et que la victoire de Laurier compromettrait l'avenir de la minorité anglaise dans la province de Québec. M. Mitchell soutient, au contraire, qu'il n'existe pas de meilleurs amis des institutions britanniques, de champions plus valeureux des libertés et droits égaux que les Canadiens français. Tous ses collègues anglophones répètent à l'unisson que Canadiens français et Canadiens anglais vivent en harmonie dans la province de Québec.

C'est dans ce contexte tumultueux que le député de Lotbinière, M. J.-N. Francoeur, présente, le 21 décembre 1917, un avis de motion portant sur la situation du Québec dans la Confédération. Cet avis de motion se lit comme suit: « Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte fédératif de 1867 si dans les autres provinces on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada ».

Réactions de la presse

La présentation de ce texte à la veille de l'ajournement de la Chambre pour les Fêtes permet à la presse d'en faire une analyse élaborée avant même qu'elle ne soit discutée par les parlementaires. Que M. Francoeur ait songé à présenter sa motion à ce moment précis nous laisse perplexes; désirait-il que les passions du public s'atténuent avant que la question ne soit débattue en Chambre ou, au contraire, souhaitait-il prolonger l'impact de sa proposition? Toujours est-il que plusieurs journaux du Québec et des autres provinces s'expriment à ce propos jusqu'au début de janvier 1918.

L'Action catholique admet que la province de Québec s'est montrée très respectueuse de l'engagement de 1867 et que, si l'on s'entête à nous considérer comme des indésirables, on ne peut rester plus longtemps dans la Confédération. Cependant, elle indique qu'une éventuelle séparation poserait d'énormes problèmes: qui paierait les dettes, quel serait notre avenir une fois isolés? Finalement, elle demande aux députés d'ignorer cette résolution et regrette que M. Francoeur ait jugé bon de la présenter parce qu'elle va servir les fins du cabinet unioniste à Ottawa. Ce dernier profitera de la circonstance pour nous accuser de « partisannerie » irréductible.

Le Soleil approuve la motion Francoeur, car elle représente bien le dilemme dans lequel est enfermé le Québec dans la Confédération. Il rappelle que nos partenaires tentent de nous rendre la vie impossible à l'intérieur du Canada. Il exhorte les autres provinces à cesser leurs persécutions et à reconnaître nos droits constitutionnels si elles désirent sauver la Confédération.

Pour sa part, le journal *The Gazette* prétend que la menace de séparation est une conséquence du désenchantement causé par la défaite électorale des libéraux, le 17 décembre, et par la loi sur la conscription. Mais, dit-il, dans notre système de représentation, la majorité gouverne et la minorité doit accepter le verdict. Ce journal anglophone insiste particulièrement sur les désavantages économiques de la séparation en rappelant que le Québec peut commercer avec les autres provinces sans payer des droits de douanes. Enfin, il s'interroge sur les présumées souffrances de la population canadienne-française depuis les élections. Certes, des paroles injustes ont été prononcées, mais les Canadiens français n'ont perdu aucun de leurs droits ou privilèges.

La déclaration de M. Francoeur se répercute aussi dans les autres provinces. *The Mail and Empire* de Toronto enjoint le Québec de ne pas se décourager. Il espère que cette résolution ne sera pas débattue en Chambre. Il prétend que les autres provinces n'ont jamais manifesté le désir de voir le Québec quitter la Confédération. Au contraire, elles veulent garder ce Dominion intact et consolider son unité. Les provinces anglophones se sont querellées avec certains dirigeants canadiens-français et non avec la population du Canada français. La solution consiste à accepter la volonté du reste du Canada au sujet de la conscription et de prouver ainsi la véracité des prétentions de loyauté du Québec envers la Confédération.

Le *Toronto Daily Star* demande aux Canadiens français de reconnaître la domination de la langue anglaise en Amérique et de participer au développement de la nation canadienne. Il assure que le différend entre Québec et ses voisins concernant la conduite de la guerre n'est que temporaire. Il lance un appel à l'unité entre les provinces. Au lieu de nous isoler, nous devons coopérer davantage. Il tente d'apaiser les craintes du Canada français en rappelant que le système fédéral leur permet de maintenir leurs institutions distinctives. Il croit que les déterminismes géographiques rendent les provinces dépendantes les unes des autres et pratiquement inséparables.

Le *Manitoba Free Press* se montre plus sarcastique devant l'initiative de M. Francoeur. Pour lui, les élections fédérales cherchaient à prouver que la contribution canadienne à la guerre devait être conditionnée par ceux qui avaient déjà accompli les sacrifices nécessaires et non par Henri Bourassa. Si les élections ont isolé le Québec, c'est que les Canadiens français ont refusé de collaborer avec les Canadiens anglais sur la route du devoir national et du sacrifice. Ainsi, le Québec a choisi librement l'isolement; qu'il ne s'en plaigne pas! Mais Québec peut se ressaisir et se joindre à ses compatriotes anglophones dans la poursuite de la guerre; un tel revirement sera bien reçu par toute la nation.

Justification de la motion Francoeur

Les débats sur la motion Francoeur débutent le 17 janvier 1918 par une intervention pondérée du député de Lotbinière. M. Francoeur explique que sa motion n'est pas inspirée par l'amertume de la défaite du Parti libéral aux dernières élections, mais qu'elle se veut plutôt une protestation contre la campagne d'injures et de faussetés dont souffre la province de Québec depuis quelques années. Il cite certains extraits de journaux tels que l'*Orange Sentinel* et le *Toronto News* dans lesquels on met en doute la loyauté des Canadiens français envers l'Empire britannique. Par exemple, l'*Orange Sentinel* conseille d'écraser l'agitation bilinguiste et de préparer la lutte contre ces traîtres français. Pour le *Toronto News*, la vieille conspiration pour dominer le Canada n'est pas effacée. Ces journaux s'en prennent violemment au clergé québécois qui, selon eux, incite les jeunes à la désobéissance civile.

M. Francoeur trouve injustifiée cette campagne anti-canadienne-française. On a accusé le Québec de trahison, parce qu'il croyait dans la primauté du développement de notre pays et dans la consultation du peuple au sujet de la conscription. Il soutient que la province de Québec a observé les principaux engagements du pacte confédératif: respect des droits, des institutions, de la langue et des croyances des minorités; aucune idée de domination n'est apparue dans nos revendications en faveur de nos droits reconnus par la Constitution.

Il avertit ses compatriotes anglophones que, si l'on persiste à nous dénigrer et à nous considérer comme le fléau de la Confédération, cela ne peut aboutir qu'à la rupture du pacte fédératif. Cette résolution exprime le sentiment de la grande majorité des Canadiens français qui sont fatigués d'être traités de la sorte et qui croient le moment venu de cesser ces luttes stériles ou d'en accepter toutes les conséquences logiques. Mais, en même temps, il plaide pour l'unité du pays; que chacun vive selon sa mentalité tout en respectant celle des autres. Et, il rappelle les paroles d'Honoré Mercier: « Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous », autrement, dit-il, nous courons le danger de voir l'œuvre de cinquante ans irrémédiablement compromise.

Réactions des députés à la motion Francoeur

Les réactions des députés à la motion Francoeur s'articulent autour de quatre grandes préoccupations. En premier lieu, on s'interroge sur la pertinence de la motion; deuxièmement, on examine si la province de Québec a perdu des pouvoirs sous le régime confédératif; troisièmement, on évalue les conséquences éventuelles d'une séparation; enfin, on tente de justifier la position des Canadiens français envers la conscription.

Pertinence de la motion

Le chef de l'opposition considère cette motion tout à fait inopportune et dangereuse. Inopportune, parce qu'elle n'aurait aucun résultat pratique, puisque cette question est du ressort d'Ottawa. C'est là que nous aurions pu savoir si la majorité du pays désirait notre isolement et la rupture de la Confédération. Dangereuse, parce qu'elle peut déclencher une nouvelle tempête de préjugés révoltants et de dénonciations désastreuses. Le député de Drummond, M. Hector Laferté, croit, au contraire, cette motion opportune: nous avons le droit de nous attendre de la part des autres provinces à autre chose que des insultes et des injures et à être traités convenablement dans la Confédération.

Le député de Québec-Est, M. Louis-Alfred Létourneau, poursuit dans la même veine en déclarant qu'après la campagne de préjugés et d'insultes et les menaces d'isolement dirigées contre le Québec, il faut, sinon poser un ultimatum, du moins faire comprendre aux politiciens à courte vue que notre attachement à la Confédération n'est pas inconditionnel. Il est temps que la province de Québec réponde directement à tous ces appels incendiaires.

Tentative d'empiétement du gouvernement fédéral

Les discussions sur la motion Francoeur jettent aussi un éclairage sur les bienfaits et les méfaits du pacte fédératif de 1867. Certains députés retracent les tentatives d'empiétement du gouvernement fédéral dans le domaine provincial.

Tout d'abord, le chef de l'opposition prétend que Québec n'a pas perdu la moindre parcelle de ses pouvoirs administratifs et qu'elle conserve sa complète autonomie depuis 1867. Cependant, le député de Rimouski, M. Auguste-Maurice Tessier, se charge de lui rappeler les diverses tentatives d'empiétement du gouvernement fédéral, particulièrement au cours des dernières années.

Par exemple, en 1913, le gouvernement central contesta le droit des provinces d'accorder à des compagnies détenant des chartes provinciales le droit de transiger dans une autre province, prétextant qu'une compagnie à charte provinciale ne pouvait faire d'affaires dans une autre province sans obtenir sa charte et ses pouvoirs d'Ottawa. Plus tard, Ottawa tenta de s'emparer du contrôle des pêcheries situées dans les eaux de la province.

Enfin, l'arrêté ministériel de décembre 1917 concernant l'émission d'obligations provinciales est un autre exemple de l'atteinte portée à l'autonomie provinciale. Il ne faut pas s'étonner alors, dit-il, que l'on parle, en cette province, de la rupture du pacte fédératif. Le député de Québec-Est, M. L.-A. Létourneau, renchérit en soutenant que, dans d'autres provinces, des enfants ont été privés de l'enseignement de leur langue maternelle et de la religion de leurs ancêtres.

Conséquences de la séparation

Les députés ne s'entendent pas sur les conséquences possibles de la rupture du lien fédéral. Plusieurs craignent que la séparation n'affecte le sort des minorités canadiennes-françaises dans les autres provinces. On soutient naïvement qu'en se séparant le Québec ne pourra plus protéger ces minorités. On agite aussi l'épouvantail d'un exode migratoire ainsi que d'une annexion aux États-Unis. Dans ce dernier cas, on appréhende la disparition de nos lois et de notre langue; ce serait la désagrégation nationale. Après les problèmes nationaux, on s'attarde aux conséquences économiques de la séparation.

Les contrecoups de la dislocation du système fédératif pour la province de Québec n'apparaissent pas si désastreux aux yeux de quelques députés qui croient que le Québec possède suffisamment de ressources pour remplir ses obligations. Le député de Terrebonne, M. Athanase David, est convaincu que l'isolement du Québec amènerait la déchéance du commerce des provinces anglaises et que, même au Québec, ce serait la suprématie financière anglaise qui en subirait le préjudice. Notre isolement serait plutôt avantageux, puisqu'il nous obligerait à intensifier notre production et à développer de nouvelles industries. D'autres ne partagent pas cet optimisme; ils sont persuadés que nous serions assujettis à des obligations onéreuses telles que le remboursement d'une partie de la dette du pays, les barrières tarifaires et le coût de la défense des frontières. Ces coûts exorbitants nuiraient à nos manufactures qui, dorénavant, ne pourraient plus, de surcroît, jouir de la liberté de commerce.

Position du Québec face à la conscription

Toute la question de la position du Québec concernant la conscription se retrouve en filigrane du débat sur la motion Francoeur. M. Sauvé réitère son opposition à la conscription en insistant sur le fait qu'il vaut mieux aider la cause des Alliés en travaillant à obtenir une surproduction agricole et industrielle plutôt que d'envoyer des contingents. Il conseille au gouvernement d'œuvrer au rappel de la loi du service obligatoire au lieu de rechercher la rupture de la Confédération (séance du 17 janvier).

M. David explique bien le péril national auquel nous confronte la conscription. Selon lui, la position du Québec a été guidée avant tout par le désir de ne pas mettre en danger l'avenir économique de notre pays, l'avenir national de notre race, en sacrifiant les hommes nécessaires à notre développement agricole et industriel. Il rejette le panbritannisme qui met au-dessus des intérêts canadiens les intérêts de l'Empire.

En somme, l'appui des députés à la motion Francoeur s'est avéré très mitigé. Certes, chacun a profité de l'occasion pour souligner les faiblesses du régime confédératif, mais la plupart ont rejeté l'hypothèse de la rupture du pacte fédératif. Plusieurs se sont évertués à démontrer l'esprit de justice de la majorité du pays et à rejeter le blâme de la campagne de dénigrement sur le dos de quelques fanatiques aveuglés. Soulignant que les Canadiens français ont droit de cité dans la Confédération au même titre que les autres provinces, ils refusent d'abdiquer le « rôle et la mission providentielle » que le Canada français doit remplir en Amérique.

Discours du premier ministre Gouin

Le premier ministre Gouin clôt le débat par un discours éloquent dans lequel il reprend sensiblement tous les points soulevés par les orateurs précédents. Il proteste d'abord contre l'accusation de déloyauté portée contre les protagonistes de la motion Francoeur en remémorant l'adoption par le Parlement de la Nouvelle-Écosse, le 8 avril 1886, d'une résolution visant la séparation de cette province du reste du Canada. Il affirme que les membres de ce Parlement ne furent pas accusés, pour autant, d'être déloyaux envers la couronne britannique. Il compare aussi la position du Québec et celle des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard face à l'imposition de la conscription; ces dernières se sont prononcées presque unanimement contre la conscription et n'ont pas été blâmées comme Québec. Pourquoi? Selon lui, c'est de l'injustice.

Après avoir effectué un bref survol historique des origines de la Confédération, M. Gouin exprime toute sa confiance dans le fédéralisme. Il déclare sans ambages que le système fédératif reste le seul moyen valable d'administrer et de gouverner le pays, si l'on tient compte des différences de races et de croyances et de la variété des besoins locaux sur notre immense territoire. Il avoue emphatiquement qu'il aurait voté pour les résolutions de 1864 même s'il n'avait pas obtenu pour la minorité canadienne-française des autres provinces la même protection obtenue pour la minorité anglaise de la province de Québec. Tout en admettant les nombreuses embûches rencontrées depuis 50 ans dans le régime actuel, il croit que la Confédération a facilité notre développement et qu'elle ne nous a pas privés de nos droits. Bien sûr, il ne nie pas les tentatives d'empiétement du gouvernement fédéral, mais il rappelle les gains du gouvernement provincial devant les cours de justice.

Analysant à son tour les répercussions de la séparation, il s'inquiète du sort des minorités françaises dans les autres provinces. Seront-elles mieux protégées si nous quittons le bateau de la Confédération? Il soulève une série de problèmes sérieux qu'entraînerait une rupture du pacte fédératif: impossibilité d'accès à la mer durant les mois d'hiver, défense de notre immense frontière, barrières tarifaires, paiement de la dette.

Selon M. Gouin, les attaques injustes et les paroles injurieuses contre la province de Québec ne suffisent pas à réclamer la rupture du pacte. Il demeure convaincu que ces injures ne proviennent que d'un nombre restreint de politiciens avides de pouvoir et de patronage. Il soutient que c'est grâce aux efforts de toutes les races que nous avons progressé dans le passé. Il n'hésite pas à proclamer sa fierté d'être canadien et exhorte ses compatriotes à continuer de lutter sans relâche au développement et au maintien de la Confédération canadienne.

Précisions de M. Francoeur

Après le discours de M. Gouin, M. Francoeur se sent justifié d'explicitier davantage sa motion. Il tient à souligner qu'il n'a jamais demandé la rupture de la Confédération canadienne. Il voulait simplement montrer clairement les faits aux autres provinces, c'est-à-dire, que si la campagne de dénigrement contre le Québec se poursuivait et que si la Constitution n'était pas respectée, cela conduirait inévitablement à la sécession du Québec.

Le plus bel effet de sa motion aura été, dit-il, de permettre au premier ministre de rappeler ce que la province a fait pour la Confédération. Tout ce qu'il désirait, c'était une expression d'opinion. Maintenant qu'il a obtenu gain de cause, il ne tient pas à ce qu'un vote soit enregistré.

Nouvelles réactions de la presse

Au lendemain des débats sur la motion Francoeur, la majorité des journaux du pays respirent d'aise. La plupart félicitent la Législature de Québec d'avoir adopté un ton empreint de modération et de sérénité. Selon eux, ces débats ont servi d'exutoire à la population canadienne-française surexcitée par les derniers événements, car ils ont partagé les torts entre les deux ethnies. Si les intervenants ont dénoncé la campagne d'insanités menée par les journaux anglophones, ils ont aussi blâmé la presse francophone et certains meneurs francophones d'avoir répandu la discorde.

À la lumière des interventions, les journaux des provinces anglophones auront remis en question certains préjugés hostiles aux Canadiens français. En effet, certains admettront que les Canadiens français ne sont pas nécessairement des personnes violentes, guidées par l'émotion plutôt que par la raison. Ils atténueront aussi leurs accusations d'ingratitude et de trahison, car les Canadiens français auront démontré leur fierté et leur attachement à la Confédération. Mais, pour certains journaux francophones, tels que *L'Événement* et *L'Action catholique*, la motion Francoeur n'aura servi qu'à prononcer de beaux discours et à nous affaiblir devant les Canadiens anglais, puisque nous venons d'avouer nous-mêmes notre intérêt à rester avec eux.

Finalement, la motion Francoeur aura permis aux représentants politiques du Québec d'exprimer leur ressentiment devant les attaques des francophobes. La menace de rupture ne semble pas avoir été envisagée très sérieusement; les parlementaires québécois voulaient plutôt lancer un avertissement aux détracteurs de la province de Québec. Cette motion aura sans doute apaisé les passions parmi les hommes politiques, mais ces débats académiques auront déçu la population canadienne-française qui s'attendait probablement à une riposte plus énergique. D'ailleurs, à peine deux mois après le retrait de la motion Francoeur, des émeutes éclateront à Québec pour protester contre la conscription.¹⁸

Richard Ouellet

NOTES

1. Voir les « Faits marquants des sessions 1915 et 1916 » parus dans les *Débats de l'Assemblée législative*, session 1915, session 1916 (4^e session, XIII^e législature) et session 1916 (1^{ère} session, XIV^e législature). Voir aussi Wade, Mason, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1963, 2^e édition, tome II, p. 30.

2. Rumilly, Robert, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Montréal Éditions, (c. 1951), tome XXI, p. 224.

3. Rumilly, Robert, *Op. cit.*, tome XXII, p. 74.

4. *Ibid.*, p. 79.

5. Wade, Mason, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1963, 2^e édition, tome II, pp. 155-157.

6. *Ibid.*, p. 75.

7. Borden avait obtenu de Laurier, en janvier 1916, la permission de prolonger l'existence légale du gouvernement jusqu'en octobre 1917.

8. Wade, Mason, *Op. cit.*, p. 160.

9. Rumilly, Robert, *Op. cit.*, tome XXII, p. 175.

10. *Ibid.*, p. 177.

11. Wade, Mason, *Op. cit.*, p. 162.

12. Rumilly, Robert, *Op. cit.*, tome XXII, p. 193.

13. On se souviendra qu'au Canada, les lois Dunkin (1864) et Scott (1878) permettaient au conseil municipal de chaque comté, ville, paroisse ou village de passer en tout temps un règlement pour prohiber la vente des liqueurs enivrantes et l'octroi de licences à cet effet dans leurs limites respectives.

14. Conseil privé 3473 du 22 décembre 1917.

15. Apparemment, le gouvernement n'était pas si convaincu de ce sentiment populaire, puisqu'à la session de 1918, il abrogea cette loi, avant même son entrée en vigueur. Il soumettra la question à un référendum. Il prétendra alors que la population favorise la prohibition des liqueurs enivrantes, mais qu'elle rejette celle du vin et de la bière. Voir les *Débats de l'Assemblée législative*, session de 1919. [à paraître]

16. Sur cette question, voir les *Débats de l'Assemblée législative*, session de 1911.

17. La dépêche ayant été lue en anglais, nous reproduisons la traduction du titre de l'article en note de fin de document: « Le Québec provoque la guerre de race. Si Laurier gagne les élections, les Anglais devront quitter la province ».

18. Pour une analyse plus détaillée de la motion Francoeur, voir René Castonguay, « Un bluff politique, 1917 : La Motion Francoeur », *Cap-aux-Diamants*, no 53, printemps 1998, p. 22-24; René Castonguay, *La motion Francoeur (1917-1918)*, mémoire de maîtrise, département d'histoire, Université de Montréal, 1989, 137 p.

ANALYSE DES JOURNAUX ET DES SOURCES

Un clivage linguistique et politique

Le rôle de la presse a été majeur au cours de la session de 1917-1918 surtout en raison des nombreux textes publiés sur la loi du service obligatoire outre-mer et ceux suscités par la Motion Francoeur. Cette dernière demeure l'indicateur par excellence des relations entre la presse et la scène politique québécoise à cette époque. Joseph-Napoléon Francoeur brosse lui-même, dans son discours du 17 janvier, un tableau des réactions soulevées par sa motion dans les journaux du Québec, du Canada anglais et des États-Unis. Arthur Sauvé, journaliste et chef de l'opposition, très conscient du rôle politique que joue désormais la presse au XX^e siècle, fait sa propre analyse de l'évolution du journal et de son impact dans la vie politique.

De fait, la position des journaux a évolué depuis l'affaire des écoles françaises de l'Ontario et après l'adoption de la conscription pour le service outre-mer, laquelle fut suivie d'une résistance de l'opinion publique au Québec. Au cours de l'année 1917, la presse anglo-canadienne en général, et la presse ontarienne en particulier, a mené une opération offensive contre les Canadiens français. Même si au Québec, pour faire bonne figure, des journaux conservateurs anglophones, comme le *Montreal Star*, ménagent le premier ministre Gouin¹, on peut lire dans plusieurs quotidiens anglophones des textes incendiaires contre les Canadiens français.

La campagne atteint son paroxysme au moment des élections fédérales de l'automne 1917. Le 6 décembre 1917, à la suite de la publication d'un article dans le *Mail and Empire* de Toronto, le trésorier provincial et député de Richmond, l'honorable Walter George Mitchell, se lève à l'Assemblée pour condamner énergiquement, au nom de la minorité anglophone du Québec, les appels aux préjugés raciaux. Il récuse cet article comme les nombreux autres qui, dans les journaux toriens, font croire que les anglophones sont opprimés et qu'ils ne peuvent vivre au Québec. Une demi douzaine de députés anglophones appuient les propos du ministre. Les journaux libéraux saluent cette réaction de bonne entente, mais *L'Événement* ironise en écrivant qu'il est bon au milieu de cette campagne d'hostilité de se faire dire « que les Anglais nous aiment d'un amour tendre et qu'ils sont très heureux de vivre parmi nous »².

En réalité, pendant cette période, *L'Événement* habille son malaise d'ironie, car le quotidien conservateur de la capitale se retrouve dans l'inconfortable situation de soutenir le gouvernement de Robert Borden et de critiquer tant Wilfrid Laurier que Lomer Gouin, tous deux solidement appuyés par l'opinion publique québécoise. Le correspondant à la Tribune de la presse, Edmond Chassé, salue l'assiduité d'Arthur Sauvé³, fait grand état de ses efforts pour l'établissement d'un crédit agricole⁴ et reproche aux ministres provinciaux de délaisser les affaires de leur administration pour chercher à faire élire les candidats de Sir Wilfrid Laurier⁵. En ces semaines marquées par la Révolution d'octobre en Russie, *L'Événement* parle de la « Douma de Québec » pour désigner l'Assemblée législative.

Bien entendu, Henri-Victor Lefebvre d'Hellencourt, rédacteur en chef du *Soleil* de Québec, donne la réplique éditoriale à *L'Événement* et parle abondamment du progrès et de la prospérité qui accompagnent l'administration libérale dans la province. Les deux journaux s'accusent mutuellement de faire circuler de fausses rumeurs et déclarations à propos de leurs adversaires. *L'Événement* parle des « blagues » du *Soleil*⁶ et ce dernier, des « dépêches forgées » de *L'Événement*⁷.

Le quotidien anglophone libéral de Québec est le *Quebec Daily Telegraph*, dirigé par Frank Carrel, lequel ne tardera pas à accéder au Conseil législatif, soit le 18 février 1918. Le *Telegraph* fait appel au loyalisme des Canadiens français et fustige le nationalisme d'Henri Bourassa qui, y écrit-on, est une des causes de discorde au pays. Et l'on rappelle l'alliance de

Bourassa et de Borden en 1911⁸. Selon Carrel, la motion Francoeur est un témoignage de notre liberté de pensée dans un respect exemplaire de l'Empire : « The famous Francoeur Motion [...] was debated with liberality of thought, a power of dignity, an independence of attitude, a reiteration of prerogative and withal, a loyalty to the Empire that has compelled admiration even in the most inimical quarters. »⁹. Le journal souligne toujours à gros traits les qualités de modération et de jugement de Sir Lomer Gouin et la sagesse de son gouvernement qui sauve l'honneur du Canada français contre tous les assauts de l'*Orange Sentinel*¹⁰.

À Montréal, *Le Canada* prédit une session courte, paisible et fructueuse, reconnaissant que le programme législatif n'est pas très chargé¹¹. Preuve que la politique réserve des surprises même à des observateurs avisés et proches du parti au pouvoir. *Le Canada* dénonce également la « fureur anti-canadienne-française » de la presse anglophone¹² et appuie la Motion Francoeur qui redonne « une voix digne, respectueuse et modérée » au Québec, tout en faisant « taire les fanatiques au prix de leur amour propre »¹³. À propos de la prohibition, le quotidien soulève la question de l'impact des politiques fédérales sur les revenus de taxation et sur les finances publiques au Québec.

Comme *L'Événement* à Québec, *La Patrie* est le journal de l'opposition dans la Métropole. Elle se vante d'être « le journal du peuple », mais, comme son vis-à-vis de la capitale, elle évite de trop s'engager sur la question nationale. Dans ses pages, on met surtout l'accent sur la politique municipale, traitant du bill de Montréal, des annexions et des tramways. On fait aussi écho aux critiques de l'opposition à propos des politiques de colonisation dans les régions. Sur les propos outranciers lus dans la presse anglophone, on demande timidement de « laisser Baptiste tranquille pendant quelque temps au moins »¹⁴. Sur la Motion Francoeur, on applaudit les députés, même libéraux, qui s'y opposent et, à la prorogation des Chambres, on réussit le tour de force de faire un bilan de la session sans faire la moindre référence à la question nationale¹⁵.

L'Action catholique surveille toujours d'un œil critique les débats de ceux que l'on désigne respectueusement comme « nos législateurs ». La vigilance du journal catholique s'exerce particulièrement à propos des questions qui comportent un aspect moral ou social, comme le commerce de l'alcool, l'agriculture, les écoles et les droits des femmes.

De *La Presse*, de Montréal, il semble se dégager une forme plus directe de reportage. Outre la traditionnelle chronique parlementaire et les commentaires éditoriaux, on y retrouve plus fréquemment des déclarations de ministres ou du chef de l'opposition, apparemment sollicitées par le journaliste¹⁶. *La Presse* adopte une position autonomiste et appuie le gouvernement québécois dans sa résistance contre les empiétements du gouvernement fédéral¹⁷ et dans sa défense du Canada français.

Dans *Le Devoir*, Louis Dupire reste fidèle à son style ironique et persifleur. Sur l'ouverture de la session, il écrit : « Les épines dorsales officielles s'étant pliées aux habitudes courbettes devant le bicornes de Son Excellence, ces messieurs de la Chambre basse ont gagné le local aux vertes tentures »¹⁸. Comme plusieurs députés souhaitent un ajournement pour participer activement à la campagne électorale fédérale et que le premier ministre hésite, le journaliste lance le trait suivant : « M. Gouin ne déteste pas, en effet, incliner sa volonté en matière secondaire, devant celle de la députation et montrer un bon garçonisme aussi inattendu que charmant, ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs de se montrer inflexible dans les choses essentielles »¹⁹. Malgré ses revenus modestes, mais fort d'une grande qualité d'écriture chez ses journalistes, *Le Devoir* est très apprécié des étudiants et des milieux intellectuels. Il profite aussi grandement de son statut non partisan et du prestige de son directeur, Henri Bourassa.

Autre signe des temps, on remarque, en 1917, la réponse du premier ministre à une question du chef de l'opposition non inscrite au *Feuilleton*. M. Sauvé s'informe le 21 décembre au sujet d'une déclaration du premier ministre rapportée dans les pages du *Soleil*. M. Gouin déclare

ne pas admettre cette façon d'interpeller le gouvernement sans préavis, mais accepte néanmoins de répondre, pourvu que cela ne soit pas considéré comme un précédent. Il s'agit pourtant là d'une pratique nouvelle dans le travail parlementaire et on verra peu à peu, au fil des années, apparaître ces interpellations à chaud sur des questions d'actualité soulevées dans la presse quotidienne. La question sans préavis du 21 décembre 1917 témoigne également du rôle toujours croissant de la presse dans le travail parlementaire, et les députés, premiers acteurs de cette scène publique, en sont bien conscients. Il n'est donc pas surprenant d'entendre Arthur Sauvé reprocher au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de « parler pour les journaux » (5 décembre).

En 1917-1918, la Tribune de la presse de Québec compte 14 journalistes:

Wilfrid E. Playfair	<i>The Montreal Daily Star</i>	Président de la Tribune
Louis Dupire	<i>Le Devoir</i>	Vice-président de la Tribune
Edmond Chassé	<i>L'Événement</i>	Vice-président de la Tribune
Valère Desjardins	<i>Le Canada</i>	Secrétaire de la Tribune
Alonzo Cinq-Mars	<i>La Presse</i>	
John A. Davis	<i>The Quebec Chronicle</i>	
Louis-Philippe Desjardins	<i>L'Action sociale catholique</i>	
Ewart E. Donavan	<i>The Quebec Daily Telegraph</i>	
Joseph-Amédée Gagnon	<i>Le Quotidien</i>	
Eustache Letellier	<i>Le Soleil</i>	
Thomas J. Lonergan	<i>The Montreal Gazette</i>	
Damase Potvin	<i>La Patrie</i>	
John Richardson	<i>The Montreal Herald and Daily Telegraph</i>	
Abel Vineberg	<i>Montreal Gazette</i>	

Gilles Gallichan

NOTES

1. *Le Star*, 10 décembre 1917, p. 10, fait un accueil favorable au budget provincial et salue au passage le bon jugement et le courage du premier ministre Gouin.
2. *L'Événement*, 6 décembre 1917, p. 4.
3. "Nos députés arrivent", *L'Événement*, 4 décembre 1917, p. 12.
4. "La prorogation", *L'Événement*, 1^{er} février 1918, p. 8.
5. "La session provinciale" *L'Événement*, 4, décembre 1917, p. 6; 5 décembre 1917, p. 6.
6. "La dernière blague du *Soleil*", *L'Événement*, 6 décembre 1917, p. 12.
7. *L'Événement* gorge des dépêches", *Le Soleil*, 8 décembre 1917, p. 12.
8. "The Position of French Canada", *The Quebec Daily Telegraph*, 7 février 1918, p. 7.
9. "The Session", *The Quebec Daily Telegraph*, 11 février 1918, p. 2.

10. *Ibid.*
11. "L'ouverture de la session à Québec", *Le Canada*, 5 décembre 1917.
12. "Restons calmes", *Le Canada*, 24 décembre 1917, p. 4.
13. "La session provinciale", *Le Canada*, 11 février 1918, p. 4.
14. "Encore les préjugés!", *La Patrie*, 14 février 1918, p. 4.
15. "La session provinciale", *La Patrie*, 12 février 1918, p. 4.
16. À titre d'exemple: "Le coût de la vie", *La Presse*, 14 janvier 1918, p. 7.
17. "L'état de nos finances", *La Presse*, 11 janvier 1918, p. 4.
18. "La session québécoise s'ouvre", *Le Devoir*, 5 décembre 1917, p. 1.
19. *Ibid.*

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Star, The
Montreal Herald and the Daily Telegraph, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action populaire, L'
Action canadienne, L'
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin, Le
Bulletin des agriculteurs, Le
Canadien, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Croix, La
Droit, Le
Éclaireur, L'
Étoile du Nord, L'
Journal de Waterloo, Le
Monde ouvrier, Le
Montreal Daily Mail, The
Nationaliste, Le
Nouveau Trois-Rivières, Le
Pays, Le
Peuple, Le
Progrès de l'Est, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Quebec Daily Telegraph, The
Quotidien, Le
Réveil, Le
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sorelois, Le
Spectateur, Le
Stanstead Journal, The
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Vérité, La

Autres sources

Documents de la session, 1917-1918, 4 volumes.

Francoeur, Joseph-Napoléon. *Quebec and Confederation: a record of the debate of the Legislative Assembly of Quebec on the motion proposed by J.-N. Francoeur; translated from the French by A. Savard and W. E. Playfair*. Québec: 1918, 136 p.

Mitchell, Walter George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable W. G. Mitchell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 10 janvier 1918*. [s.l.]: 1918. 52 p. Publié également en anglais.

Gouin, Lomer. *La Confédération canadienne. Discours prononcé par l'honorable Sir Lomer Gouin K.C.M.G. Premier ministre de la province de Québec à l'Assemblée législative le 23 janvier 1918*. Québec : Compagnie de publication Le Soleil ltée, [1918]. 36 p. Publié également en anglais sous le titre *Quebec and Confederation*.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1917-1918.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1917-1918, Québec 1918.

Québec, Prov. *Bills*, 2^e session, 14^e Parlement, 1917-1918.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LII: Session 1917-1918*, Quebec, Telegraph Printing Company, 1918, viii, 260, lvii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1917-1918, Vol. LII*, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1918, viii, 260, liv p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 8 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1918, 477 p.

Rapports des comités généraux, 2^e session, 1918.

TABLE DES MATIÈRES

Faits marquants de la session de 1917-1918.....	v
Analyse des journaux et des sources.....	xxi
Bibliographie.....	xxv
Table des matières.....	xxvii
L'Exécutif en 1917-1918.....	xxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxx
Par ordre de circonscription	xxxii
Débats	
Séance du mardi 4 décembre 1917	1
Séance du mercredi 5 décembre 1917	7
Séance du jeudi 6 décembre 1917.....	21
Séance du vendredi 7 décembre 1917.....	33
Séance du mercredi 12 décembre 1917	35
Séance du jeudi 13 décembre 1917.....	37
Séance du vendredi 14 décembre 1917.....	41
Séance du mardi 18 décembre 1917	43
Séance du mercredi 19 décembre 1917	47
Séance du jeudi 20 décembre 1917.....	51
Séance du vendredi 21 décembre 1917.....	55
Séance du mardi 8 janvier 1918.....	59
Séance du mercredi 9 janvier 1918.....	65
Séance du jeudi 10 janvier 1918.....	69
Séance du vendredi 11 janvier 1918.....	109
Séance du lundi 14 janvier 1918.....	117
Séance du mardi 15 janvier 1918.....	121

Séance du mercredi 16 janvier 1918	135
Séance du jeudi 17 janvier 1918	145
Séance du vendredi 18 janvier 1918	187
Séance du lundi 21 janvier 1918	197
Séance du mardi 22 janvier 1918	205
Séance du mercredi 23 janvier 1918	225
Séance du jeudi 24 janvier 1918	243
Séance du vendredi 25 janvier 1918	257
Séance du lundi 28 janvier 1918	265
Séance du mardi 29 janvier 1918	273
Séance du mercredi 30 janvier 1918	279
Séance du jeudi 31 janvier 1918	291
Séance du vendredi 1 ^{er} février 1918	303
Séance du mardi 5 février 1918	319
Séance du mercredi 6 février 1918	333
Séance du jeudi 7 février 1918	349
Séance du vendredi 8 février 1918	371
Séance du samedi 9 février 1918	401
Index des participants	417
Index des sujets	435
Index des bills publics et privés	455

L'HONORABLE PIERRE-ÉVARISTE LEBLANC

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1917-1918**

L'honorable Lomer Gouin, premier ministre et procureur général

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Jules Allard, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Honoré Mercier (fils), ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Adolphe Tessier, ministre de la Voirie

L'honorable Jérémie-Louis Décarie, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Walter George Mitchell, trésorier de la province

L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille

L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Antonin Galipeault

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ACHIM, Honoré	L	Labelle
ASHBY, Joseph-Séraphin-Aimé	L	Jacques-Cartier
BEAUDRY, Adrien	L	Verchères
BENOÎT, Joseph-Aldéric	L	Iberville
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BORDELEAU, Bruno	L	Champlain
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANNON, Lawrence Arthur	L	Québec-Centre
CARON, Donat	L	Matane
CARON, Joseph	L	Ottawa
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CÉDILOT, Wilfrid	L	Laprairie
D'AUTEUIL, Pierre	C	Charlevoix-Saguenay
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DÉCARIE, Jérémie-Louis	L	Maisonneuve
DELISLE, George-Isidore	L	Saint-Maurice
DESAULNIERS, Eugène Merrill	L	Chambly
DORRIS, Cyprien	L	Napierville
FARAND, Avila	L	Soulanges
FINNIE, John Thomas	L	Montréal-Saint-Laurent
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GODBOUT, Arthur	L	Beauce
GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste	L	Missisquoi
GOUIN, Lomer	L	Portneuf
GRÉGOIRE, Georges-Stanislas	L	Frontenac
HAY, John	L	Argenteuil
HÉBERT, Ernest	L	Joliette
HODGINS, William	L	Pontiac
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFONTAINE, Joseph	L	Berthier
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LECLERC, Aurèle	L	Québec
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
LÉTOURNEAU, Séverin	L	Montréal-Hochelaga
LÉVESQUE, Joseph-Wenceslas	L	Laval
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
MASSON, Joseph-Elzéar	L	Montmagny
MAYRAND, Georges	L	Montréal-Dorion
MERCIER, Honoré, fils	L	Châteauguay
MITCHELL, Walter George	L	Richmond
OLIVER, William Robert	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska

Député	Allégeance politique	Circonscription
PAQUET, Arthur	L	Saint-Sauveur
PARROT, Louis-Eugène-Aduire	L	Témiscouata
PÉLOQUIN, Maurice-Louis	L	Richelieu
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PETIT, Honoré	L	Chicoutimi
PHANEUF, Joseph-Éméry	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
REED, Walter	L	L'Assomption
ROBERT, Edmund Arthur	L	Beauharnois
ROBERT, Joseph-Edmond	L	Rouville
ROBERT, Marcellin	L	Saint-Jean
ROBILLARD, Clément	L	Montréal-Saint-Jacques
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SCOTT, George Nathaniel	L	Compton
SÉGUIN, Napoléon	L	Montréal-Sainte-Marie
SIMARD, Télesphore	L	Témiscamingue
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STEIN, Charles-Adolphe	L	Kamouraska
TANGUAY, Napoléon-Pierre	L	Wolfe
TANSEY, Denis	C	Montréal-Sainte-Anne
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TESSIER, Auguste-Maurice	L	Rimouski
TESSIER, Joseph-Adolphe	L	Trois-Rivières
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
THERRIEN, Calixte-Émile	L	Sherbrooke
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé
TURCOT, Napoléon	L	Montréal-Laurier
TURCOTTE, Joseph-Sylvio-Narcisse	C	Lac-Saint-Jean

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ARGENTEUIL	L	Hay, John
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Éméry
BEAUCE	L	Godbout, Arthur
BEAUHARNOIS	L	Robert, Edmund Arthur
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Lafontaine, Joseph
BONAVENTURE	L	Bugeaud, Joseph-Fabien
BROME	L	Oliver, William Robert
CHAMBLY	L	Desaulniers, Eugène Merrill
CHAMPLAIN	L	Bordeleau, Bruno
CHARLEVOIX-SAGUENAY	C	D'auteuil, Pierre
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier, Honoré, fils
CHICOUTIMI	L	Petit, Honoré
COMPTON	L	Scott, George Nathaniel
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Grégoire, Georges-Stanislas
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Benoît, Joseph-Aldéric
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	L	Ashby, Joseph-Séraphin-Aimé
JOLIETTE	L	Hébert, Ernest
KAMOURASKA	L	Stein, Charles-Adolphe
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Achim, Honoré
LAC-SAINT-JEAN	C	Turcotte, Joseph-Sylvio-Narcisse
LAPRAIRIE	L	Cédilot, Wilfrid
LAVAL	L	Lévesque, Joseph-Wenceslas
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	L	Décarie, Jérémie-Louis
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Caron, Donat
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Gosselin, Joseph-Jean-Baptiste
MONTCALM	L	Daniel, Joseph-Ferdinand
MONTMAGNY	L	Masson, Joseph-Elzéar
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	L	Mayrand, Georges
MONTRÉAL-HOCHELAGA	L	Létourneau, Séverin
MONTRÉAL-LAURIER	L	Turcot, Napoléon
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	C	Tansey, Denis
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	L	Séguin, Napoléon
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Robillard, Clément
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Finnie, John Thomas

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
NAPIERVILLE	L	Dorris, Cyprien
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
OTTAWA	L	Caron, Joseph
PONTIAC	L	Hodgins, William
PORTNEUF	L	Gouin, Lomer
QUÉBEC	L	Leclerc, Aurèle
QUÉBEC-CENTRE	L	Cannon, Lawrence Arthur
QUÉBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
QUÉBEC-OUEST	L	Madden, Martin
RICHELIEU	L	Péloquin, Maurice-Louis
RICHMOND	L	Mitchell, Walter George
RIMOUSKI	L	Tessier, Auguste-Maurice
ROUVILLE	L	Robert, Joseph-Edmond
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Robert, Marcellin
SAINT-MAURICE	L	Delisle, George-Isidore
SAINT-SAUVEUR	L	Paquet, Arthur
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	L	Therrien, Calixte-Émile
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Simard, Télesphore
TÉMISCOUATA	L	Parrot, Louis-Eugène-Aduire
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	L	Tessier, Joseph-Adolphe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Beaudry, Adrien
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Tanguay, Napoléon-Pierre
YAMASKA	L	Ouellette, Édouard

Allégeance politique :

C - Conservateur
L - Libéral

Séance du mardi 4 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

(Signé) Lucien Cannon

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Témoins: (Signé) Philippe Paradis
(Signé) Laetare Roy

La législature ayant été, par proclamation¹, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

**Districts électoraux de Montcalm,
d'Ottawa et de Brome**

Québec, 31 octobre 1917

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, les députés se rendent dans la salle du Conseil législatif.

Et, les députés étant de retour,

À M. l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de MM. Joseph-Alcide Dupuis et Ferdinand-Ambroise Gendron et de la nomination de M. William-Frédéric Vilas pour représenter la division de Wellington dans le Conseil législatif de Québec, les collèges électoraux de Montcalm, d'Ottawa et de Brome se trouvent actuellement sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec.

Brefs d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception des notifications ci-après, il a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats, lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Dorchester, de Montcalm, d'Ottawa, de Brome, de Labelle et de Nicolet.

(Signé) Lomer Gouin,
député du collège électoral de Portneuf

(Signé) Séverin Létourneau,
député du collège électoral de Montréal-Hochelaga

District électoral de Labelle

Montréal, 16 novembre 1917

Vacances dans les districts électoraux:

District électoral de Dorchester

Québec, le 17 janvier 1917

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je, soussigné, Lucien Cannon, donne par les présentes ma démission de député du district électoral de Dorchester à l'Assemblée législative de la province de Québec, en présence de M. Philippe Paradis, négociant, domicilié à Québec, et M. Laetare Roy, avocat, domicilié à Lévis.

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Monsieur,

Je donne par les présentes ma démission de député du collège électoral de Labelle à l'Assemblée législative de la province de Québec.

(Signé) H.-A. Fortier

Témoins: Séverin Létourneau, avocat,
député de Montréal-Hochelaga
Aimé Geoffrion, avocat

District électoral de Nicolet

Nicolet, le 14 novembre 1917

L'honorable Antonin Galipeault,
Orateur de l'Assemblée législative,
Bâtisse du Parlement, Québec

Monsieur l'Orateur,

J'ai l'honneur de vous donner ma démission
comme député du comté de Nicolet à l'Assemblée
législative de Québec.

Votre dévoué,

(Signé) Arthur Trahan

Signé en présence de: (Signé) Jos. Dallaire,
(Signé) J.-H.-O. Hébert,
témoins.

Certificats d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a
reçu du greffier de la couronne en chancellerie les
certificats suivants pour les districts électoraux de
Montcalm et de Brome.

District électoral de Montcalm

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, ce 4 décembre 1917

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je, soussigné, greffier de la couronne en
chancellerie, certifie par les présentes que,
conformément à un bref d'élection émis le deux
novembre mil neuf cent dix-sept et adressé au
registrateur, monsieur J.-O.-E. Forest, de Sainte-
Julienne, monsieur Joseph-Ferdinand Daniel, notaire,
de Saint-Esprit, a été, ainsi qu'il appert du rapport
qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu
député du collège électoral de Montcalm à l'Assemblée
législative de la province de Québec, en remplacement
de monsieur Joseph-Alcide Dupuis, décédé.

(Signé) L.-P. Geoffrion

District électoral de Brome

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, ce 4 décembre 1917

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je, soussigné, greffier de la couronne en
chancellerie, certifie par les présentes que, conformément
à un bref d'élection émis le deux novembre mil neuf
cent dix-sept et adressé au registrateur, monsieur H.
S. Foster, de Knowlton, monsieur William Robert
Oliver, marchand, de Mansonville, a été, ainsi qu'il
appert du rapport qui se trouve dans les archives de
mon bureau, élu député du district électoral de
Brome à l'Assemblée législative de la province de
Québec, en remplacement de l'honorable M. William
Frédéric Vilas qui a été nommé conseiller législatif.

(Signé) L.-P. Geoffrion

Présentation de nouveaux députés:

M. William Robert Oliver,
nouveau député de Brome

L'honorable M. Gouin (Portneuf) et l'honorable
M. Mitchell (Richmond) présentent à la Chambre le
nouveau député de Brome, M. Oliver. Celui-ci prête
serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par
la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.**M. Oliver (Brome)** prend son siège en Chambre.

M. Joseph-Ferdinand Daniel,
nouveau député de Montcalm

L'honorable M. Gouin (Portneuf) et
l'honorable M. Décarie (Maisonnette)² présentent
à la Chambre le nouveau député de Montcalm, M.
Daniel. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle
le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant
le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.**M. Daniel (Montcalm)** prend son siège en
Chambre.

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre ainsi qu'il suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez été appelés dans la capitale pour reprendre vos travaux parlementaires, et il m'est agréable de vous souhaiter une cordiale bienvenue.

Il y a maintenant 40 mois que la guerre se poursuit en Europe. Les armées alliées, si elles n'ont pas encore remporté la victoire décisive, se montrent tout aussi héroïques et ardentes qu'aux premiers jours; nos volontaires canadiens ne cessent de se distinguer dans cette terrible étreinte, et il nous fait plaisir de constater que les combats qu'ils ont livrés en ces derniers temps, à Vimy, à Lens, à Passchendaele, ont encore ajouté à l'enviable réputation qu'ils s'étaient déjà acquise. Il convient de se réjouir aussi de ce que nos puissants voisins se soient jetés dans la mêlée aux côtés des alliés; les immenses ressources que les États-Unis mettent au service des peuples de l'Entente ne peuvent manquer d'assurer le succès de la cause qui nous est chère.

On a dit que les canons et les fusils seraient impuissants à gagner la bataille sans l'aide de la charrue et que le cultivateur pouvait devenir un des artisans de la victoire. En effet, il ne suffit pas de ravitailler nos soldats, il faut aussi nourrir les pays alliés. Cette nécessité, mon gouvernement l'a comprise, et c'est pourquoi, le printemps dernier, il demandait aux cultivateurs de cette province d'augmenter leur production, il leur procurait des grains de semence et il établissait un bureau de placement en vue de pourvoir aux besoins de la main-d'œuvre agricole. Nos cultivateurs, je me plais à le proclamer, ne négligèrent aucun effort pour accroître les produits de

leurs fermes, et c'est l'intention de mes ministres de leur faire prochainement un nouvel appel et de prendre toutes les mesures possibles pour faciliter leur tâche.

Jusqu'ici, la statistique ne rendait pas entièrement justice à l'agriculture de notre province. Il appartenait au Bureau des statistiques de remédier à cet état de choses, et c'est dans ce but qu'il a, au cours de l'été dernier, fait distribuer par toutes nos campagnes un questionnaire relatif à notre industrie agricole. Les réponses qu'il a reçues sont suffisantes pour établir d'une façon presque exacte la superficie des terres en culture, le nombre et la valeur des animaux de la ferme, ainsi que le rendement en céréales et en légumes; elles serviront également à démontrer jusqu'à quel point les cultivateurs mettent en pratique les conseils du ministère de l'Agriculture et se conforment à ses instructions.

À cette heure où l'on se plaint un peu partout de l'insuffisance des transports, mon gouvernement a cru devoir poursuivre la politique qu'il a inaugurée en 1912 relativement à l'amélioration de notre voirie rurale. C'est pourquoi, pour satisfaire aux besoins de la florissante région qui s'étend depuis les Trois-Rivières jusqu'à Grand-Mère, il a commencé la construction d'une route qui, suivant toute probabilité, sera terminée l'été prochain. De plus, il vous soumettra une loi à l'effet de pourvoir d'une façon plus efficace à l'entretien et à l'amélioration des voies carrossables.

Vous avez appris le parachèvement du pont de Québec et vous vous êtes sans doute réjouis du succès qui a couronné cette gigantesque entreprise. Ce travail fait honneur au pays tout entier et il contribuera largement, j'en suis certain, à servir ses intérêts économiques.

Il est une autre entreprise qui sera bientôt terminée et dont l'importance est aussi fort considérable: je veux parler des barrages qu'on a établis à la tête du Saint-Maurice et du Saint-François, en vue d'emmagasinier les eaux de ces rivières et d'en régulariser le débit. Mon gouvernement, en construisant ces deux réservoirs, a voulu accroître les forces sur lesquelles repose en grande partie le développement industriel de notre province et il a réalisé là une œuvre dont la population peut s'enorgueillir à juste titre.

Il me fait plaisir de vous signaler les excellents résultats de l'établissement d'une pépinière forestière à Berthier. Pendant la seule année qui s'achève, on a distribué un demi-million de plants qui ont été en grande partie utilisés dans des régions dévastées par le feu et impropres à la culture. C'est l'intention de mes ministres d'encourager de plus en plus fortement le reboisement de ces terres.

Il est d'une sage administration de veiller soigneusement à protéger nos forêts contre les incendies et de travailler à améliorer sans cesse nos moyens de protection. Grâce aux nouvelles associations qui viennent d'être formées avec le concours du ministère des Terres, une partie importante des forêts en affermage se trouve déjà soumise à une surveillance des plus efficaces et il y a lieu d'espérer que, dans un avenir rapproché, ce système de surveillance sera en vigueur par tout notre domaine forestier.

La colonisation est plus active que jamais et il est encourageant de constater les progrès remarquables qu'elle fait, notamment dans l'Abitibi et dans la vallée de la Matapédia. Le gouvernement se propose de pousser activement, comme il l'a fait l'an passé, la construction de routes nouvelles dans les centres où il convient de diriger et de grouper les colons.

Vous serez sans doute heureux d'apprendre que mes ministres ont décidé de concéder gratuitement des terres à tous les soldats qui, revenus du front, manifesteront le désir de se livrer aux travaux des champs.

J'attire votre attention sur le développement minier de la province et sur l'importance que l'industrie minière a prise chez nous depuis quelques années.

Il est devenu nécessaire, à raison de l'accroissement des opérations des corporations publiques, de créer un département des affaires municipales. En conséquence, une loi vous sera soumise à ce sujet.

Comme vous avez pu le constater, la classe ouvrière a tiré de grands bénéfices de l'enseignement technique, et je suis heureux de vous annoncer que mon gouvernement est sur le point de conclure des arrangements avec la cité des Trois-Rivières pour l'établissement d'une école technique dans cet endroit.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes de l'année écoulée seront déposés devant vous. Vous y verrez avec satisfaction, sans doute, que les recettes ont excédé les dépenses. Vous serez appelés à voter les crédits nécessaires pour le prochain exercice.

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur plusieurs matières d'ordre public et l'on vous demandera, notamment, d'amender la loi des accidents du travail. Je prie la Providence de bénir vos travaux et de les rendre

fructueux et utiles à notre chère province; je la prie également de faire triompher les armées de notre roi et de ses alliés.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives;

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'un comité spécial de 11 membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Taschereau et Mitchell, MM. D'Auteuil, Desaulniers,

Finnie, Gault, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga),
Lévesque et Sauvé forment ledit comité spécial.

Adopté

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 10)

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 4 décembre 1917

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit :

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 18)

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 4 décembre 1917

Dépôt de documents:

Rapport du ministre de l'Agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année 1917. (Document de la session no 3)

**Décès des députés
de Montcalm,
M. J.-A. Dupuis
et d'Ottawa,
M. F.-A. Gendron**

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Depuis la dernière session, deux de nos collègues, dont les figures étaient des plus sympathiques, sont partis pour un monde meilleur. La presse, en nous apprenant la triste nouvelle de leur mort, avait rendu hommage à leurs qualités et à leur dévouement aux intérêts de leur province. Ces fleurs que vous avez fait déposer, M. l'Orateur, sur leur pupitre est un témoignage à leur mémoire et, au nom de leur famille et de la députation, je vous remercie de cette marque de sympathie.

La séance est levée.

NOTE

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la page v des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1917-1918.

2. Selon *The Montreal Herald and Daily Telegraph*, ce serait M. Taschereau plutôt que M. Décarie qui aurait présenté M. Daniel.

Séance du mercredi 5 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- des curés et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter et modifier, quant à elle, la loi générale régissant les fabriques (M. Ashby);
- de M. Alexandre Aubertin, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'évaluation des terres en culture dans le quartier Émard, Montréal (M. Ashby);
- de Richard Hemsley Limited, demandant l'adoption d'une loi leur conférant certains pouvoirs (M. Bercovitch);
- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bouchard);
- de la National Trust Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi pour confirmer ses pouvoirs et lui en donner d'autres plus étendus dans cette province (M. Bullock);
- de Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon);
- de Alma & Jonquière Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon);
- de "Les Prévoyants du Canada", demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Cannon);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant les lois qui les concernent (M. Cannon);
- de Mgr P.-E. Roy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"École apostolique Notre-Dame" (M. Cannon);

- de M. Henri Lavigueur et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Quebec & Atlantic Railway Co." (M. Cannon);

- de "The Civic Investment & Industrial Company", demandant l'adoption d'une loi changeant son nom et pour autres fins (M. Finnie);

- des commissaires d'écoles protestants de Montréal, demandant l'adoption d'une loi augmentant leurs pouvoirs (M. Finnie);

- de J.-E. Poitras et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant en municipalité la paroisse de Saint-Octave-de-Dosquet (M. Francoeur);

- de La Compagnie hydraulique de Saint-François, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Godbout);

- d'Alphonse Delvecchio et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Pierre-Thomas Delvecchio (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- d'Arthur Gagnon, *ès-qualité*, demandant l'adoption d'une loi définissant ses pouvoirs (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la ville Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 Georges V, chapitre 108 (M. Lévesque);

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 Georges V, chapitre 135 (M. Lévesque);

- de l'honorable Sir Alexandre Lacoste et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson (M. Lévesque);

- de "La Société des logements ouvriers", demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Lévesque);

- de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant de nouveaux pouvoirs (M. Lévesque);

- de la corporation du collège de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Éloi Ouimet (M. Reed);

- d'Auguste Hébert et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Maple Grove (M. Robert, Beauharnois).

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de cette Chambre, les députés dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Caron, Tessier; MM. Bullock, David, Godbout, Leclerc, Létourneau (Québec-Est), Madden, Paquet, Péloquin, Petit, Pilon, Therrien, Stein, Turcotte.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Caron, Mercier fils, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Ashby, Beaudry, Bercovitch, Bissonnet, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Cédilot, Cannon, Caron (Matane), D'Auteuil, David, Delisle, Finnie, Francoeur, Gault, Godbout, Gosselin, Hodgins, Laferté, Lafontaine, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Madden, Mayrand, Oliver, Ouellette, Paquet, Parrot, Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Sauvé, Scott, Séguin, Smart, Tansey, Tessier (Rimouski), Thériault, Therrien, Tourville, Turcot, Turcotte.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Décarie, Mercier fils, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Ashby, Bercovitch, Bissonnet, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Caron (Matane), D'Auteuil, David, Daniel, Farand, Finnie, Gault, Gosselin, Grégoire, Hay, Hébert, Lapierre, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Masson, Mayrand, Oliver, Ouellette, Petit, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robillard, Roy, Sauvé, Scott, Séguin, Simard, Stein, Tanguay, Tansey, Tessier (Rimouski), Tourville, Turcot.

Comité permanent des comptes publics: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Caron, Décarie, Mercier fils, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Benoit, Bissonnet, Bordeleau, Bullock, Bouchard, D'Auteuil, Delisle, Finnie, Gault, Godbout, Gosselin, Lapierre, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lemieux, Madden, Masson, Ouellette, Péloquin, Philps, Sauvé, Scott, Smart, Tanguay, Tansey, Therrien, Turcotte.

Comité permanent des bills publics en général: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Décarie, Mercier fils, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Ashby, Beaudry, Bercovitch, Bugeaud, Cannon, Daniel, D'Auteuil, David, Francoeur, Godbout, Hébert, Laferté, Leclerc, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Mayrand, Perrault, Stein, Tessier (Rimouski), Thériault, Turcotte.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Caron, Décarie, Mitchell; MM. Benoit, Bouchard, Bullock, Caron (Matane), Cédilot, Daniel, Delisle, Desaulniers, Dorris, Farand, Francoeur, Godbout, Grégoire, Hay, Hodgins, Lafontaine, Lemieux, Madden, Oliver, Ouellette, Péloquin, Petit, Phaneuf, Pilon, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Sauvé, Scott, Séguin, Stein, Tanguay, Tessier (Rimouski), Therrien, Tourville, Turcotte.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Caron, Mitchell; MM. Beaudry, Bissonnet, Bordeleau, Bullock, Caron (Matane), Delisle, Dorris, Finnie, Francoeur, Gault, Gosselin, Lapierre, Leclerc, Létourneau (Québec-Est), Masson, Paquet, Petit, Philps, Robillard, Robert (Beauharnois), Roy, Sauvé, Simard, Smart, Tansey, Therrien, Tourville.

Comité permanent des privilèges et élections: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Tessier, MM. Bugeaud, Beaudry, D'Auteuil, Lévesque, Perrault, Sauvé, Stein, Tessier (Rimouski).

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Caron, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bullock, Cannon, Daniel, D'Auteuil, David, Godbout, Hébert, Oliver, Perrault, Robert (Rouville), Sauvé, Stein, Tessier (Rimouski).

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1917. (Document de la session no 4)

**Rapport du département
de la Voirie**

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du département de la Voirie de la province de Québec, pour l'année 1916-1917. (Document de la session no 19)

**Rapport du secrétaire et registraire
de la province de Québec**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre, le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'année 1916-1917. (Document de la session no 6)

**État financier
des corporations scolaires**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre, l'état financier des corporations scolaires, pour l'année finissant le 30 juin 1916. (Document de la session no 23)

**Rapport du surintendant
de l'Instruction publique**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre, le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1916-1917. (Document de la session no 8)

**Établissements pénitentiaires
et institutions d'assistance**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre, les statistiques annuelles des établissements pénitentiaires et des institutions d'assistance, année 1916. (Document de la session no 20)

**États financiers
de compagnies de fidéicommis**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre les états financiers de compagnies de fidéicommis (enregistrées) de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 décembre 1916. (Document de la session no 21)

**Rapport annuel de la Commission
des services d'utilité publique**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dépose sur le bureau de la Chambre, le huitième rapport annuel de la Commission des services d'utilité publique, pour l'année finissant le 30 juin 1917. (Document de la session no 14)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Beaudry (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur,
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Après avoir fait allusion aux vides qui ont été créés parmi la députation depuis la dernière session, par la mort ou les démissions, avoir fait l'éloge des deux disparus, MM. Gendron et Dupuis, et avoir souhaité le succès aux députés qui ont quitté la Législature provinciale pour entrer dans l'arène fédérale¹ et après avoir souhaité la bienvenue aux nouveaux élus, il étudie l'administration du gouvernement actuel de la province.

Depuis vingt ans, les chefs du Parti libéral se sont appliqués de toutes leurs forces à établir une politique de prudence administrative en même temps que de développement. L'administration de la province par le premier ministre depuis 12 ans est basée sur une formule de Napoléon III, qui est aussi celle qui résume le mieux toute la doctrine libérale: "le progrès du pays dans l'union des citoyens". C'est en effet l'union des citoyens dans leur amour semblable de la même patrie qui est dans le patriotisme et c'est le désir de cette union qui faisait dire à Mercier: "Cessons nos luttes fratricides". Tel est l'idéal que doivent chercher à atteindre ceux que la confiance du pays charge de la conduite de ses affaires.

Et le progrès du pays, ne le trouve-t-on pas dans l'utilisation de ses ressources naturelles et l'administration pratique de ses finances pour que de l'emploi judicieux de ses revenus découlent une instruction plus complète, des méthodes agricoles et industrielles plus perfectionnées, un commerce plus florissant, en un mot une richesse générale plus grande et, en conséquence, la vie rendue pour tous plus facile et plus agréable, plus large, plus heureuse et surtout morale et plus digne d'être policés et intelligents. Eh bien! Monsieur l'Orateur, si vous voulez me permettre de rappeler en peu de mots ce que fait le gouvernement, j'espère vous convaincre que son administration a toujours été guidée par cet idéal et qu'il a déjà obtenu des réalisations très encourageantes qui promettent pour l'avenir des espérances encore plus hautes.

Il passe en revue l'état de nos finances, citant les surplus accumulés par les administrations libérales depuis dix-neuf ans. C'est devenu tradition, chez le gouvernement Gouin, d'annoncer tous les ans un surplus financier. Le revenu provincial a été doublé depuis dix ans et c'est cette augmentation qui a permis au gouvernement de développer, comme il l'a fait, sa politique.

Il fait l'éloge du Trésor provincial, dont le surplus est devenu proverbial.

Il énumère les ressources de notre province. Ces ressources, ce sont les terres non défrichées de notre domaine national, ce sont les forêts qui couvrent ces terres, ce sont les minerais que renferme notre sol, ce sont nos pêcheries et ce sont nos forces hydrauliques, cette énergie que renferment les eaux des nombreuses rivières qui arrosent notre territoire et que la science peut capter pour lui faire produire des résultats incalculables dans le domaine de l'industrie et du commerce et pour l'amélioration des conditions d'existence de toute la population.

Il énumère les améliorations importantes qui ont été apportées à notre système de colonisation, la classification des terres, le groupement intelligent des défricheurs dans les parties les plus riches de la province, la création d'un service forestier, la protection efficace de nos forêts, qui est venue mettre fin aux pertes considérables que causaient les incendies, l'établissement de permis de brûlage, la création, à Québec, d'une école forestière, qui assure l'existence d'un service d'ingénieurs spécialisés et de gardes forestiers compétents. Le succès remporté a été tel, en ce qui concerne la protection de nos richesses forestières, que la Commission de conservation du Canada conseille au gouvernement de l'Ontario d'imiter celui de la province de Québec.

Le gouvernement n'a pas moins compris la valeur de nos pouvoirs hydrauliques que celle de nos richesses forestières. Des barrages importants ont déjà été construits et des travaux analogues sont encore aujourd'hui poussés avec activité.

Voilà de la politique prévoyante et progressive, voilà de la politique d'affaires, ou je ne comprends rien au sens du mot.

L'administration provinciale ne s'est pas occupée seulement de conserver et de faire fructifier notre domaine national; elle s'est aussi donné la tâche d'instruire le peuple pour qu'il apprenne les moyens d'en jouir davantage. Il commente les progrès réalisés dans le domaine de l'instruction publique.

Le gouvernement s'est occupé du perfectionnement de notre instruction primaire qui assure au fils du cultivateur le moyen d'atteindre à un bien-être matériel plus grand et susceptible de le faire s'attacher davantage à sa noble profession. Il note, parmi les mesures les plus importantes, la création de l'enseignement technique industriel, la création, aussi, d'un haut enseignement commercial et la diffusion de l'enseignement agricole.

Au point de vue agricole, le gouvernement s'est efforcé de répandre l'instruction chez les cultivateurs. Depuis huit ans que le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) dirige son département, il a entrepris la croisade du retour à la terre et pour y réussir, il a révolutionné l'enseignement agricole dans la province. Octrois généreux aux sociétés d'agriculture et aux cercles agricoles, continue-t-il, cours abrégés, conférences et démonstrations, bulletins et journaux, encouragement aux expositions, jardins scolaires, aux écoles ménagères, aux écoles de laiterie et aux écoles d'agriculture, inspection et réglementation des beurrieres et fromageries, établissement de sociétés coopératives, il n'a rien négligé et ceux qui, comme moi, représentent ici des comtés ruraux, ont la satisfaction de constater chaque jour que, de plus en plus, nos cultivateurs prennent du goût à leurs travaux.

Leur curiosité est éveillée, ils s'intéressent aux publications et aux journaux, ils viennent en plus grand nombre aux conférences et chez les jeunes surtout, on sent le désir de s'instruire et la résolution de faire de la culture moderne et de la culture pratique. Quand les efforts du gouvernement actuel auront porté tous leurs fruits, la face de notre territoire agricole sera changée. Par l'amour de la terre, "la race canadienne grandira toujours plus vigoureuse sur cette terre que nos pères nous ont léguée et à laquelle nous voulons nous attacher pour toujours."

Il parle ensuite de la voiture et allonge la liste des progrès réalisés par le gouvernement actuel. Il s'arrête dans cette énumération déjà trop longue, incomplète des efforts de nos ministres vers le progrès et la prospérité.

J'aurais voulu terminer ce tableau des activités d'un peuple jeune qui vit dans l'harmonie et la tranquillité, prépare ses forces pour la conquête de la fortune et du bonheur, mais si je veux démontrer notre situation nationale telle qu'elle m'apparaît et telle que l'ont faite des circonstances extérieures qui échappent à notre contrôle, il me faut bien indiquer aussi les ombres qui obscurcissent ce tableau.

La guerre qui depuis trois ans couvre l'Europe de sang et de ruines, se continue sans trêve. Il a semblé d'abord qu'elle pût être circonscrite au vieux monde, mais voilà que l'Amérique y a été entraînée à son tour. Et depuis ce temps-là, monsieur l'Orateur, est-ce comme conséquence de la déclaration de la guerre des États-Unis à l'Allemagne? Est-ce pour d'autres raisons que j'ignore? Mais toujours est-il que des discussions se sont élevées dans le pays et que des mesures ont été prises qui ont jeté l'angoisse dans les cœurs et suscité des discordes dont j'ai peur de prévoir les conséquences funestes.

Il y a cinquante ans, les hommes politiques les mieux informés des provinces britanniques de l'Amérique du Nord ont joint leurs efforts et leurs influences pour unir ces provinces sous un gouvernement central et sous un même drapeau pour en faire un seul pays et pour former de la population de ce pays une nation homogène et avant tout canadienne. Si la sincérité de ces hommes ne doit pas être mise en doute, le but qu'ils se proposaient était de faire disparaître les difficultés naissant de la différence des races et d'établir comme le disait l'honorable Georges Brown, "le règne de la justice, de la liberté et de l'esprit chrétien." Le peuple les a crus alors et, malgré les périodes difficiles que nous avons traversées depuis, cette croyance s'est perpétuée jusqu'à maintenant.

Mais, dois-je le dire Monsieur, ma foi personnelle a subi des assauts terribles en cette année du cinquantenaire de la Confédération qui aurait dû être une année de réjouissance et de rapprochement encore plus intime et je crains fort que celle de mes compatriotes dans l'existence de ce règne de la justice, de la liberté et du respect mutuel qu'on nous avait promis, n'ait aussi subi des contrecoups très dangereux.

Depuis des mois, une presse livrée à des intérêts bien connus nous injurie à pleines colonnes. Parce que nous sommes restés fidèles au vieux

principe démocratique du gouvernement responsable au peuple de ce pays seul et de tout le peuple de ce pays, on nous lance sans répit les accusations les plus injustes de lâcheté, de déloyauté et de trahison. On oublie, Monsieur l'Orateur, ou on feint d'oublier que si le Canada jouit de larges privilèges constitutionnels, c'est à des hommes de notre race, c'est à des hommes de cette province de Québec, que c'est à toute cette province de Québec que le Canada tout entier en est redevable.

Eh bien, Monsieur, si on l'oublie dans ces milieux d'où partent à notre adresse des provocations stupides, nous en avons gardé, nous, le souvenir vivace. Et c'est la persistance de ce souvenir qui nous a heureusement fait jusqu'ici nous armer de patience et réprimer les mouvements de colère qu'on aurait voulu, semble-t-il, voir éclater dans nos âmes. Nous avons trop confiance dans les leçons du passé pour croire que le fanatisme sectaire puisse jamais supplanter la tolérance et surtout, nous avons trop confiance dans le bon sens et dans la clairvoyance des masses populaires pour craindre qu'elles n'aillent se courber d'elles-mêmes sous le joug de la pire des oligarchies, celle des parvenus et des fanatiques.

Le peuple des autres provinces de ce dominion comprend, nous en avons la certitude, que notre patriotisme avant tout canadien vaut mieux, pour lui comme pour nous, qu'un patriotisme exotique qui ferait sacrifier les intérêts sacrés de la patrie canadienne. Il ne se laissera pas influencer par les calomnies qu'on invente sur notre compte et saura juger les questions en jeu et les hommes en cause avec sang froid, avec sagesse et avec justice. Avant longtemps, l'orage sera apaisé et la voix des écumeurs et des sectaires se perdra dans l'indifférence ou le mépris des honnêtes gens.

J'ai confiance, Monsieur, que la loyauté de notre province à la couronne britannique n'a pas été mise en doute par des hommes sérieux de ce pays et de la mère patrie.

J'ai confiance également qu'ils ont senti la sincérité de mes ardentés sympathies pour les Alliés et mesuré la valeur de nos efforts pour les aider dans leur lutte gigantesque. Et en serait-il autrement qu'il nous resterait le témoignage de notre conscience et le sentiment de notre fidélité jamais démentie à toutes les conditions du pacte confédératif. Dieu merci, on n'a jamais eu besoin de recourir aux tribunaux pour nous faire interpréter libéralement les clauses de ce pacte, car s'il est une race qui ait gardé le respect de la foi jurée, je ne crains pas de le dire hautement, c'est la nôtre, et nulle part comme dans notre

province on n'a la religion de la justice égale pour tous et du véritable fair-play. Il nous resterait aussi d'ailleurs, Monsieur, le témoignage encore plus éclatant de nos frères et de nos fils dont vingt-cinq mille sont partis et dont un grand nombre sont tombés en braves en face de l'ennemi.

Il remercie ceux qui ont voulu honorer son comté en l'appelant à proposer cette adresse.

M. Oliver (Brome): Monsieur l'Orateur, en me levant de mon siège pour appuyer l'adresse en réponse au discours du trône, je ressens à la fois de l'appréhension et de la fierté. Je ressens de l'appréhension parce que je suis incapable de rendre justice au sujet qui a été traité d'une façon si éloquente et brillante par l'honorable député de Verchères (M. Beaudry). Je ressens de la fierté parce que j'ai été choisi pour appuyer cette adresse et ceci donne le privilège de parler lors de ce moment important. Je réalise pleinement que cet honneur ne m'a pas été conféré en raison de mon mérite personnel, mais parce que le gouvernement de la province de Québec souhaite honorer les électeurs du comté de Brome, que je représente. Pour cet honneur, nous sommes très reconnaissants.

J'ai été élu pour prendre la place d'un homme d'une habileté remarquable². Le gouvernement, souhaitant s'assurer de ses loyaux services, en a fait un membre du Conseil législatif. Il a préparé un vaste programme pour le bien-être de mes électeurs, et ce programme, il sera de mon devoir de le suivre d'aussi près que possible. Pour ce faire, je serai aidé par les exemples laissés par mon prédécesseur, car il a consacré plusieurs années à mettre en pratique, dans le comté de Brome, la politique louable de l'administration libérale actuelle. Je souhaite que mon comté prenne avantage de tout ce qui est fait par le gouvernement pour la prospérité et l'avancement de cette province.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du trône et j'ai entendu avec grande satisfaction les nombreuses mesures importantes qu'il annonce pour l'année qui s'en vient. L'administration actuelle a toujours mérité nos éloges sans borne pour ce qu'elle a fait en vue de l'amélioration de l'agriculture, de l'éducation et des routes. L'agriculture étant l'occupation de la majorité des habitants de la province, et étant aussi notre principale source de richesse, ce gouvernement mérite un éloge spécial pour tout ce qu'il a fait pour le bien-être des cultivateurs et pour avoir pris des mesures qui assurent à l'agriculture un développement constant et rationnel.

Les écoles d'agriculture, subventionnées par le gouvernement, les octrois aux cercles agricoles, les services de spécialistes qualifiés, la réorganisation de notre industrie laitière et d'autres mesures tout aussi positives devraient faire du cultivateur québécois un partisan enthousiaste du gouvernement actuel.

À égalité avec les améliorations agricoles, il y a le désir du gouvernement d'améliorer le système d'éducation, ce que je lui demande fortement, parce que, éduquer les enfants d'aujourd'hui signifie, demain, des hommes et des femmes éduqués dans les mains desquels seront placées les destinées de cette province et de ce pays. Je crois et je sais que c'est la ferme intention du gouvernement de poursuivre ses efforts dans cette même direction. Je pourrais dire qu'on ne peut faire trop pour l'éducation de nos enfants, et le gouvernement mérite l'appui de tous les hommes bien pensant, quelles que soient leurs convictions, pour sa politique d'éducation.

Ce gouvernement a trouvé le temps d'introduire la politique des bons chemins, et ceci a créé un système de routes comparable aux meilleurs d'Amérique. Alors que la précédente administration conservatrice dépensait quelques centaines de dollars par année sur les routes, l'administration actuelle dépense maintenant des millions pour donner à notre province de bonnes routes. Celles-ci bénéficient non seulement au touriste, mais aussi au cultivateur qui peut maintenant amener facilement son produit au marché. Pour sa politique des bons chemins, le gouvernement a reçu un éloge considérable des hommes publics des États-Unis et des autres provinces, et un appui splendide aux urnes en 1916 par les électeurs de cette province.

Même en dépensant plus d'argent, ce gouvernement a été capable, à chaque année, de dégager un surplus substantiel. Ceci fait grand crédit à l'habileté de nos ministres et apporte une grande satisfaction dans le public. Les surplus annuels du gouvernement ont assuré un développement que tout le monde reconnaît. Une partie du surplus a été utilisée pour diminuer la dette publique de la province, et une partie a permis au gouvernement d'encourager les œuvres patriotiques créées par la guerre. Car non seulement le Québec a donné ses nobles fils, mais il a aussi aidé avec ses millions à prendre soin des dépendants de ses braves soldats. Il a aidé la mère patrie en approvisionnements et en argent de même qu'en souscrivant généreusement à l'Emprunt de la Victoire.

La province et la Chambre ont la plus grande confiance en ce gouvernement et elles veulent seulement que toutes les mesures annoncées dans le

discours du trône soient mises en pratique. Elles sont convaincues que sous cette administration libérale progressive, le peuple du Québec sera bien et sagement mené et continuera d'être la plus prospère et la plus unie de toutes les provinces du dominion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lève sans applaudissements afin de conserver la tradition du régime parlementaire qui veut que dans l'intérêt national et pour essayer d'assurer à notre administration la politique la plus prudente, la plus progressive, la moins abusive possible, il y ait dans cette Chambre, des hommes capables de désapprouver librement autant qu'il faut d'adhérer, de critiquer ou d'approuver surtout le mérite ou le démerite possible, sans crainte d'être accusés d'infidélité ou de trahison. Il proteste de sa bonne volonté et du ferme propos qu'il a d'appuyer le gouvernement dans les mesures qui tendront à assurer le bien de la province.

La session s'ouvre à une des époques les plus pathétiques de notre vie nationale, en proie aux agitations et aux intrigues des fanatiques et des profiteurs de toute nuance. Pendant que l'infâme guerre continue à mutiler les peuples européens, la tempête politique fait rage dans notre pays, et nous ne savons pas où nous en serons demain. Le feu des préjugés et des passions les plus déprimantes embrase les cœurs, et nos concitoyens sont aux prises dans des luttes fratricides.

Il fustige sévèrement le gouvernement Borden et tous ceux qui compromettent aujourd'hui, dans un souci d'intérêt personnel, l'avenir du pays. Certes, au milieu de cette effrayante tempête, de grandes idées sont exprimées, des principes sont posés par des hommes honnêtes et sincères des partis politiques, et quelles que soient leurs erreurs, ces hommes méritent d'être respectés. Nous devons respecter ceux qui, dans les circonstances actuelles, veulent sincèrement le bien du pays, mais notre haine doit aller à ceux qui se servent des passions du peuple pour arriver à un but inavouable.

Espérons que la politique triomphante dans notre pays sera celle qui dans le passé (sous le régime Laurier) présidait à la reconstruction des grands partis et unissant nos deux plus fortes races, a fait le Canada ce qu'il est, ce qu'il veut être et doit être: un pays de saine autonomie, d'ordre, de progrès et de juste liberté. Le Canada au peuple canadien et non à une bureaucratie de favoris, ni à une caste de capitalistes malhonnêtes qui spéculent sur la bonne foi du peuple, d'agitateurs criminels qui font commerce de patriotisme et de faux démocrates.

Nous devons vouloir pour le Canada et le peuple canadien l'équité dans les lois, l'égalité dans les mœurs et la fraternité dans les cœurs. Pour ma part, quelle que soit l'amertume de mon isolement politique dans cette Chambre, comme disait Lamartine, après 1830, je resterai au poste des hommes honnêtes.

Il complimente le proposeur et le second de leur adresse sur leurs efforts oratoires.

Le discours du trône contient des mesures importantes dont la principale est l'organisation d'un département pour les municipalités. Il félicite le gouvernement sur la création d'une nouvelle branche administrative exclusivement destinée aux municipalités.

Il espère que ce n'est pas pour taxer ces municipalités davantage ou leur enlever une partie de leurs revenus. Dans l'Ouest, il y a des ministres des municipalités. Chez nous, pour commencer, cette organisation sera sous la direction du trésorier provincial. Il souhaite la voir dirigée par un ministre attitré.

Il approuve l'idée de concéder gratuitement des lots aux soldats de retour, mais il voudrait la même faveur pour les colons de bonne foi, puisque l'un et l'autre méritent également de la patrie. Héros du Front et soldats du sol sont en ce moment les plus solides défenseurs de la patrie.

"Je sais que le premier ministre est bien disposé pour les soldats de l'agriculture comme il est bien disposé pour les soldats de notre vaillante armée. Et s'il n'a pas donné aux héros de la terre les avantages qu'il offre aux héros de la guerre, c'est sans doute la faute de ses ministres qui ont sur leur chef une grande influence³." "Le trésorier provincial qui comprend bien la situation, devrait donner l'exemple et décider ses collègues à écouter le premier ministre."

Le discours du trône ne constitue pas un tableau fidèle de notre situation et n'annonce pas toutes les mesures que nous devrions adopter pour faire face à nos besoins. Notre province est-elle suffisamment organisée pour répondre aux besoins nouveaux de sa population et de son développement économique?

La fin de la guerre européenne veut dire une longue période de reconstruction intense, écrit M. S.-A. Beaulne, professeur à l'École polytechnique de Montréal, et l'Amérique sera appelée, par le vaincu comme par le vainqueur, à fournir la matière et la main-d'œuvre, en un mot son génie industriel. L'éminent professeur aurait pu ajouter la production agricole.

Le ministre de l'Agriculture dit et répète bien haut: "Produisons si nous ne voulons pas crever de faim d'ici à deux ans." L'agriculture souffre désastreusement du manque de main-d'œuvre. Cela est incontestable dans toutes les parties du pays. L'ouvrier supplie les pouvoirs publics d'améliorer son sort. Et cette situation sera plus grave demain et même après la guerre. C'est l'opinion émise et non contredite par les économistes de tous les pays et par nos hommes politiques les plus compétents.

Pouvions-nous et pouvons-nous produire plus, de manière à empêcher l'augmentation constante du coût de la vie? Le ministre de l'Agriculture répond affirmativement en se rendant à la demande du gouvernement d'Ottawa et en consentant à patroniser un grand mouvement de production agricole. *Le Soleil* de vendredi dernier dit ce qui suit: "La campagne a pour but précis d'augmenter la production du porc, du blé et des fèves. Elle est entreprise à la demande du gouvernement fédéral dans toutes les provinces du dominion et on invoque pour son succès des raisons économiques et patriotiques."

Puis-je demander à l'honorable ministre de l'Agriculture pourquoi il a attendu d'être sollicité par le gouvernement d'Ottawa pour ouvrir cette campagne tardive? Gouverner c'est prévoir. Il est suffisamment établi que les difficultés de la vie au Canada vont continuer à augmenter d'une façon désastreuse.

Avons-nous fait ce que nous aurions pu faire dans le passé? Pouvons-nous protéger notre population? Sommes-nous en état de le faire? Somme-nous préparés ou nous préparons-nous efficacement à supporter avec avantage le régime nouveau?

Depuis l'annexion de l'Ungava, la superficie de la province de Québec est de 442,153,600 acres ou 703,653 milles carrés. Nous avons 130 millions d'acres de forêt commerciale: 6 millions d'acres de forêt particulière; 1,300,000 acres sous billets de location; 44,500,000 acres affermés; 700,000 acres en réserves cantonales et 78 millions d'acres de forêt non affermée. La superficie de nos terres organisées en municipalités pour fins agricoles est de 33,665 milles carrés, ce qui forme seulement environ un neuvième de la superficie totale de notre province. (*Annuaire statistique* 1916).

Après trois cents années d'existence, quelle est notre position? Un neuvième seulement de notre territoire est organisé en municipalité. Ce résultat est-il satisfaisant? Je ne le crois pas. À certaines périodes, nous avons piétiné sur place. Nous avons un sol riche et varié, des mines abondantes, des

forêts évaluées à \$ 600,000,000; nos chutes d'eau sont nombreuses et puissantes. Je puise ces renseignements dans les statistiques du gouvernement.

Quelle est notre organisation économique? Quels sont nos moyens, nos méthodes de développement? Répondent-ils à nos besoins? La Chambre me permettra de répondre par les témoignages d'autorités que le premier ministre ne refusera pas, j'en suis sûr. Ce n'est pas à votre humble serviteur que l'honorable premier ministre sera appelé à répondre, ce sera à des spécialistes dont il a lui-même hautement reconnu la compétence.

Je tiens auparavant à déclarer que ce n'est pas mon intention de tenir le gouvernement responsable de toutes nos faiblesses, de tous nos défauts. Car nous pouvons constater plus d'une de ces faiblesses dans les autres provinces et dans les autres pays. Je ne veux pas non plus me servir de l'autorité des auteurs précités pour en faire de l'exploitation politique ou pour les rendre désagréables au premier ministre. Mais le mal de l'une ne justifie pas celui de l'autre. Le futile et ruineux prétexte de ne point discuter notre situation économique, pour ne pas être accusé de dénigreur et menacé d'anathème, devrait moins que jamais dominer la grande province française de notre pays.

Je suis tel, non pas comme le chef d'un groupe d'hommes qui orientent leur politique suivant leurs propres besoins ou leurs appétits, mais je représente ceux qui veulent rester fidèles au peuple et servir honnêtement leur province; je représente ici ceux qui, dans la province et peut-être un peu dans cette Chambre, voudraient avoir le pouvoir et la liberté d'examiner ouvertement, complètement notre situation et de proposer les réformes, qui, à cette époque de transformation si rapide, s'imposent à l'attention et à l'action des législateurs. Je suis donc ici non pas autant pour incriminer le gouvernement que pour signaler ce que nous avons et ce qui nous manque, ce que nous n'avons pas fait et ce que nous devrions faire. J'espère que la Chambre tiendra compte de ma bonne foi.

On l'a traité de dénigreur parce qu'il a dit des choses que M. Edouard Montpetit, un économiste distingué, et M. de Bray, l'ancien directeur de l'École des hautes études commerciales ont répétées après lui.

Il cite les témoignages de plusieurs autorités pour prouver que la paternité du premier ministre n'a pas encore été un bien gros succès pour l'éducation, car on s'est surtout préoccupé de faire des choses qui étonnent et qui coûtent cher au lieu de faire des choses pratiques.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a évidemment trop parlé pour les journaux; il ne lui est resté rien à suggérer dans le discours du trône pour encourager le retour à la terre. Je n'ai pas à démontrer ici l'importance extrême de l'agriculture, elle est reconnue et admise. Avons-nous fait ce que nous aurions dû faire dans le passé pour améliorer notre agriculture et pour éviter certains maux et certains manques dont nous commençons à souffrir sérieusement?

À la session de 1911, à l'appui d'une motion que je présentais pour demander à la Chambre d'encourager, de subventionner de nouvelles industries à la campagne, industries greffées sur l'agriculture, pour créer de nouveaux marchés locaux et retenir les familles ouvrières dans les centres ruraux, je prononçais un discours dont je me félicite encore.

L'industrie! L'industrie avec l'agriculture, voilà ce que nous avons réclamé et ce que nous réclamons encore pour la province de Québec.

N'avais-je pas raison en 1911 d'exhorter le gouvernement à adopter ces réformes économiques? Je reconnais que le gouvernement a depuis fait quelque chose dans ce sens. Mais a-t-il fait suffisamment? Selon moi, le Québec n'a pas fait tout en son pouvoir pour développer l'agriculture; le colon au Québec n'est pas aussi à l'aise que le colon en Ontario.

Écoutez la grande voix de l'apôtre du patriotisme, de l'éminent Jésuite, le Père Dugré, un sociologue émérite, qui, dans une remarquable brochure, jette ce cri d'alarme: "Nos fermes agrandies produisent moins. Moins de blé, de légumes, de pommes de terre, de blé d'Inde, industrie laitière moindre, les vergers de rapports (pommes) sont en déficit de 322,000 arbres productifs, en 1911, relativement à 1901. Notre production de sucre d'érable n'est que la moitié de celle de 1899. Voilà les résultats des mesures décourageantes de notre colonisation et de notre agriculture après dix années de prospérité. C'est le fiasco parfait, s'écrit l'auteur, non seulement de l'immigration et même de la colonisation, mais de toute l'agriculture québécoise. C'est la désertion en masse d'une race agricole qu'on ne veut pas guider efficacement vers les 400,000 terres qui l'attendent et qu'elle ne connaît pas."

Il cite aussi les témoignages des contrôleurs des vivres au Canada et en Angleterre.

La province de Québec a sa large part de reproches dans un article que publiait *Le Soleil*, en juillet 1916, sur la production du fromage et du beurre. La production du fromage a-t-elle augmenté suffisamment depuis 15 ans dans notre province? La

production du beurre a fait du progrès, mais celle du fromage n'est-elle pas bien inférieure à celle d'Ontario?

Le discours du trône dit que la colonisation est plus prospère que jamais. Cette affirmation est plus qu'audacieuse. Pour démontrer que la colonisation est paralysée à cause de la politique trop restrictive du gouvernement, il s'appuie sur un article éditorial d'un journal de Montréal. Cet article porte l'empreinte d'un sénateur patriote⁴ dont nous entendrons l'écho dans cette Chambre par une bouche naturellement plus autorisée que la mienne.

Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Mercier fils) pourrait peut être écouter les suggestions que nous lui faisons⁵.

Un neuvième seulement de notre territoire est peuplé. Qu'avons-nous fait dans nos jours de prospérité et de forte immigration, oui, qu'avons-nous fait pour peupler, pour augmenter la population et la production de notre province? Le colon établi mais découragé, se croyant incapable de supporter plus longtemps ses lourdes obligations, allait s'établir dans une autre région. Qu'avons-nous offert à nos colons qui passaient par la province pour aller s'établir dans l'Ouest? Ici, au lieu d'encourager, de protéger, d'aider le colon, on le taxe, on lui impose toutes sortes d'obligations décourageantes. Pourquoi le gouvernement a-t-il augmenté le prix de vente des lots de colonisation?

Nous entrons en session. Que ferons-nous? Je demande qu'au lieu de passer indignement et inutilement son temps au comité des bills privés, le gouvernement fasse avec les autres comités des commissions d'étude. Trop de temps de la Législature est accaparé par la législation privée et trop peu pour des sujets importants, tels que le coût élevé de la vie.

La crise alimentaire se dresse devant nous plus menaçante que jamais et, pour en mesurer la profondeur, il est du devoir des pourvoyeurs et des prévoyants de la province d'en étudier toutes les causes et tous les moyens à prendre pour y remédier. Notre devoir, c'est d'étudier sérieusement les problèmes et de chercher à en résoudre le plus possible. De grosses questions nous seront soumises. Nous vivons à une époque où les erreurs, les légèretés ou les cupidités des législateurs sont plus dangereuses et plus graves qu'en aucun autre temps. Formons des commissions d'étude pour acquérir une plus grande compétence législative.

Voici le discours du trône que le gouvernement aurait dû faire lire au représentant de Sa Majesté:

Formation de commissions d'études pour entendre des spécialistes sur les questions d'ordre économique qui intéressent notre Législature.

Commissions d'enquête pour renseigner la Chambre sur la très grave question de la prohibition, de manière à ne pas méconnaître l'intérêt de la société et à ne pas être injuste envers les parties en cause.

Organisation d'un crédit agricole pour aider les cultivateurs pauvres et les colons à développer leurs exploitations.

Colonisation à outrance, lots gratuits, protection et subvention aux colons de bonne foi; encourager au moyen de primes l'établissement de beurreries et de fromageries dans les cantons de colonisation.

Organisation de coopératives dans toutes les parties de la province.

Réformer notre programme d'enseignement, de manière à améliorer notre éducation civique et nationale, à rendre l'instruction publique plus pratique et l'école plus accessible à toutes les bourses, de manière aussi à ce que la fréquentation et la direction de ces écoles soient plus conformes à nos besoins nouveaux.

Refonte des pouvoirs de la Législature concernant la législation privée, de façon à ce que nos municipalités ou corporations ou tout citoyen de cette province ne soient traités injustement par l'incompétence législative.

Accorder à l'ouvrier et au patron une équitable protection: accorder à l'ouvrier le "moratorium" qu'il sollicite et une loi le favorisant au sujet des maladies dites professionnelles.

Établissement par le gouvernement de chantiers dans les forêts de la couronne, de manière à assurer aux classes pauvres le combustible dont elles ont besoin à des prix et des conditions convenables.

Organisation de nos pouvoirs d'eau afin de distribuer à bon marché l'énergie électrique dans nos campagnes dans le but de faciliter les entreprises de l'agriculture, du commerce, etc. et de résoudre par la houille blanche le grand problème du combustible.

Accorder aux employés civils, ouvriers de la province, un salaire plus en conformité avec les nouvelles conditions de la vie.

Censure et surveillance des théâtres de vues animées de façon à faire du cinématographe non pas une école de vice mais plutôt d'éducation nationale et de renseignements nécessaires.

Réforme du Conseil législatif de manière à y assurer une stricte indépendance, une évidente impartialité et une juste représentation de toutes les

classes de la société suivant les mérites de la compétence et non de la partisanerie.

Organisation de lignes contre le luxe effréné.

La représentation proportionnelle.

Réforme de l'administration de la justice, de façon à la simplifier, à la rendre moins coûteuse à la province et aux particuliers qui sont obligés d'y recourir.

Les élections à date fixe.

Telles sont, M. l'Orateur, les grandes lignes du discours du trône que je proposerais, si la Chambre voulait les adopter.

Si je n'ai pas le pouvoir d'imposer ces idées, dans le meilleur intérêt possible, à la majorité de cette Chambre, j'ai, comme l'humble de la glèbe, le droit de les jeter en bonne terre, c'est-à-dire dans ce sol, le plus fertile au monde qu'est la province de Québec. Mon attitude d'aujourd'hui m'attirera encore d'amers reproches, des regards sévères. Mais je suis ici pour faire mon devoir. Je parle ainsi, je conçois ainsi mon devoir parce que j'aime ma province, parce que, ne pouvant mettre à son service de grands talents, j'ai juré de lui consacrer tout mon travail et tout mon cœur.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) félicite les deux députés qui ont proposé et appuyé l'adresse en réponse au discours du trône. Le député de Verchères (M. Beaudry) a parlé avec modération et netteté et il espère que ses paroles passeront les frontières de la province. Il fait un éloge du successeur de M. Vilas, M. Oliver, et de M. Vilas lui-même qui a rendu, selon lui, des services éminents à la province.

Il rassure le chef de l'opposition, qui avait exprimé sa crainte des critiques. La façon dont le chef de l'opposition a parlé, dit-il, et les choses qu'il a dites ne justifieraient pas de critiques de notre part. Il ne partage pas toutes les opinions du chef de l'opposition, mais il le félicite de sa loyauté, de son esprit public et il se déclare heureux que le chef de l'opposition soit plein de bonnes dispositions et animé cette année de bonne volonté envers l'administration.

Vous avez raison d'être moins violent que l'an dernier, vous y gagnerez à ne pas porter de coups trop durs au gouvernement. Le député de Deux-Montagnes a émis de bonnes idées, mais je le félicite d'avoir déclaré que le gouvernement aussi en avait de bonnes.

Il entreprend ensuite de relever quelques-unes des observations du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

Il explique que la province donnera bien des lots aux soldats mais à la condition que le gouvernement fédéral fasse des avances d'argent à nos héros. Le gouvernement provincial a décidé de concéder gratuitement des lots aux soldats revenus du front, parce qu'il a jugé nécessaire de reconnaître le dévouement de ces braves qui sont allés combattre pour des droits sacrés. La suggestion du chef de l'opposition de donner aussi des lots à tous les colons de bonne foi n'est pas sérieuse, car le prix minime que le gouvernement réclame pour ces lots et les avantages qu'il offre en retour rendent ces concessions presque gratuites. Le colon paie soixante sous par acre et il peut dès la première année refaire son déboursé en travaillant aux chemins de colonisation que construit le gouvernement. Le gouvernement n'est pas encore assez riche, dit-il, pour donner des lots gratuitement aux colons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Une chose est certaine, c'est que pendant que vous donnez des lots aux soldats de retour, vous augmentez le prix de vente aux colons de bonne foi, quels que soient leurs moyens.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le député de Deux-Montagnes, citant un article de M. Montpetit, déplorait que le Canada ne fût pas assez riche pour se suffire à lui-même. Il rappelle à ce sujet le succès des emprunts négociés par le gouvernement fédéral auprès du peuple canadien et particulièrement le grand succès remporté par Sir Thomas White avec l'Emprunt de la Victoire qui a dépassé toutes les espérances - ce qui est, en passant, un éloge de l'administration fédérale... contre laquelle *Le Soleil* et M. Bourassa ne cessent de tonner.

Le chiffre de notre population explique pourquoi un neuvième seulement de notre territoire défrichable est aujourd'hui en culture. Le gouvernement ne refuse jamais de concéder des lots aux colons, mais il est impossible que la colonisation se fasse sans colons. On ne pourrait reprocher à la population de la province de Québec de n'être pas plus nombreuse, car c'est chez nous que l'augmentation a été la plus rapide.

Reprocher au gouvernement son manque de méthode au sujet de l'instruction publique est devenu presque une tradition chez les conservateurs. L'opposition a cependant été la seule à ne pas reconnaître le progrès qui a été accompli dans cette sphère de l'administration. On cite partout comme exemple notre législation scolaire. On peut critiquer notre méthode et notre manière, mais il est injuste

sinon ridicule de dire que nous n'avons pas de méthode.

Le chef de l'opposition s'est plaint de n'avoir pas trouvé dans le discours du trône assez de propositions nouvelles concernant l'agriculture. Ce n'est pas avec des lois qu'on parvient à développer l'agriculture et à améliorer le sort du cultivateur. C'est plutôt par une campagne d'enseignement agricole, comme celle qui a été entreprise et qui est aujourd'hui continuée par le gouvernement provincial. Il illustre son argumentation sur ce point en notant le développement étonnant de nos différentes écoles d'agriculture et le nombre croissant des élèves qui les fréquentent. Notre politique agricole peut se comparer avec avantage à celle de la province d'Ontario.

Il cite les statistiques suivantes, tirées du *Bulletin agricole*. Elles indiquent quelle superficie a étéensemencée en 1916 et en 1917:

	1916 Acres	1917 Acres
Blé.....	66,000,000	277,000,000
Avoine	1,078,000	1,492,000
Orge	72,000	165,000
Seigle	8,300	22,400
Pois	21,600	66,000
Fèves.....	4,400	55,000
Sarrasin.....	101,000	163,577
Lin.....	500	5,700
Graines diverses.....	91,000	122,000
Blé d'Inde	13,000	163,000

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande pourquoi on fait état de l'augmentation à ce moment-ci et non les années précédentes. Si c'est à cause de l'élan du gouvernement que s'accuse cette différence, si on avait fait cet effort plus vite, il y aurait moins de différence entre les deux années.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): La guerre nous a forcé à faire mieux. Il trouve dans la guerre qui se continue en Europe la cause déterminante de ce développement de notre agriculture. Il n'y a jamais eu autant de colons qu'il y en a aujourd'hui. La guerre a déterminé une augmentation du nombre de nos colons en faisant retourner à la terre des agriculteurs qui étaient venus habiter dans les villes. Les hommes dans les villes répondent à l'appel du gouvernement pour une plus grande production agricole.

Le chef de l'Opposition, dont les arguments ne sont le plus souvent que des affirmations gratuites, a décrété que la province de Québec est en arrière des autres en fait d'agriculture. Il a particulièrement appuyé sur le fait que nous étions obligés d'importer du beurre étranger pour nourrir notre population. Il fait remarquer à ce propos que la province de Québec tient cependant la tête dans la Confédération. Il cite un compte rendu du *Globe* de Toronto, qui, à l'issue de l'exposition nationale de Toronto, complimentait la province de Québec sur l'excellence de ses produits laitiers. Ce sont des cultivateurs de la province de Québec qui ont obtenu les premiers prix pour la fabrication du beurre à cette grande exposition canadienne. Il est donc assez drôle de prétendre que nous sommes en arrière des autres provinces. C'est notre province qui produit le plus de beurre et qui met sur le marché les meilleurs produits laitiers.

Il attaque ensuite la question de la colonisation. Le chef de l'opposition avait trouvé plus facile de rallonger son discours de nombreuses citations. Il en exhiba deux qui d'après lui infirmaient notre système de colonisation, l'une de l'honorable sénateur L. O. David et la seconde d'un certain M. Pineault, agent de colonisation pour le gouvernement de la province d'Ontario.

M. David est un patriote, mais, député pendant quelques années, il n'a pas fait merveille et la colonisation n'a pas mieux marché en ce temps-là, il préfère l'opinion du ministre de l'Agriculture ou celle du chef de l'Opposition à celle de M. David. Ce bon sénateur a siégé à la Chambre pendant longtemps, pourquoi ne les a-t-il pas proposées, les réformes qu'il nous suggère aujourd'hui?

M. David n'aurait qu'à comparer les progrès réalisés par le gouvernement à l'époque où il siégeait à la Chambre de Québec avec ceux qui ont développé notre colonisation depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, pour se rendre compte que ses critiques tombent à plat et que l'avantage est de notre côté. Pour ce qui est des arguments de M. Pineault, ils valent ceux d'un commis-voyageur qui vante sa marchandise. M. Pineault est payé par le gouvernement de l'Ontario pour faire croire aux colons que le gouvernement de Québec ne leur offre pas autant d'avantages que celui de Toronto.

Les opinions de M. Montpetit et de M. de Bray sont des critiques générales. Et puis, ces messieurs peuvent se tromper comme tout le monde. Quant au Père Dugré, j'aime mieux l'opinion de n'importe quel député de la Chambre que celle du Père Dugré.

Il lui répond en citant tour à tour une lettre de M. Hector Authier, maire d'Amos, qui s'est occupé activement de colonisation depuis plusieurs années et qui demeure dans l'Abitibi depuis que ce territoire a été ouvert à la colonisation. Il déclare que les lois de colonisation de la province de Québec sont aussi bonnes, si non meilleures, que celles de l'Ontario. Les colons de Québec ont la permission de faire la pêche sur tous les lacs et sur toutes les rivières aussi bien que de vendre le bois qu'ils coupent sur leurs lots. L'année dernière, les colons de la province de Québec ont vendu pour \$5,000,000 de bois de pulpe. Il parle aussi de l'augmentation du nombre des colons et il cite à ce sujet des statistiques compilées par l'abbé Ivanhoe Caron, missionnaire colonisateur. Il dit qu'aucune province dans le dominion ne profite aujourd'hui du succès de la province de Québec dans la gestion des nouvelles colonies.

Les critiques du chef de l'opposition ne le surprennent pas. Depuis qu'il siège à la Chambre, le chef de l'opposition n'a jamais voulu reconnaître que le gouvernement avait fait quelque chose pour le développement de la colonisation. Le chef de l'opposition devrait visiter notre province. Il verra que partout le gouvernement a encouragé la colonisation.

Il n'a pas d'objection à voir se former les commissions d'études dont a parlé le chef de l'opposition, mais il est d'opinion qu'on peut trouver parmi la députation tous les experts nécessaires à l'étude des différents problèmes économiques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ne les consultez-vous jamais?

La proposition du député de Verchères (M. Beaudry), appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), à l'effet que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, est soumise à la Chambre:

À Son Honneur,
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La proposition est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) que mercredi, le 19 de ce mois, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Michell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) que mercredi, le 19 de ce mois, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre des Terres et Forêts

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre, le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1917. (Document de la session no 5)

La séance est levée.

NOTES

1. Il s'agit des trois députés suivants: Lucien Cannon, Hyacinthe-Adélard Fortier, Arthur Trahan. M. Cannon a été élu dans la circonscription de Dorchester aux élections fédérales du 17 décembre 1917; M. Fortier a été élu dans la circonscription de Labelle et M. Trahan dans la circonscription de Nicolet aux mêmes élections fédérales.

2. M. Oliver parle ici de M. Vilas qui fut nommé conseiller législatif de la division de Wellington le 4 octobre 1917.

3. Selon *L'Événement*, les députés de Laval (M. Lévesque), de Kamouraska (M. Stein) et de Rimouski (M. Tessier) se regardent et éclatent de rire.

4. Il s'agit du sénateur Laurent-Olivier David.

5. Selon *L'Événement*, le ministre de la colonisation est, à ce moment, engagé dans une conversation. Après la réprimande de M. Sauvé, il retourne à son siège.

Séance du jeudi 6 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de la paroisse de Lachine, demandant l'adoption d'une loi autorisant la construction d'une église et d'une sacristie dans la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine (M. Ashby);

- de La Compagnie de téléphone nationale, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de réduire son capital social (M. Cannon);

- de The Magdalen River Valley Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemieux);

- de la ville de Québec-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Québec-Est);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thériault).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);

- des curés et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter et modifier, quant à elle, la loi générale régissant les fabriques (M. Ashby);

- de M. Alexandre Aubertin, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'évaluation des terres en culture dans le quartier Émard, Montréal (M. Ashby);

- de Richard Hemsley Limited, demandant l'adoption d'une loi leur conférant certains pouvoirs (M. Bercovitch);

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bouchard);

- de la National Trust Company Limited, demandant l'adoption d'une loi pour confirmer ses pouvoirs et lui en donner d'autres plus étendus dans cette province (M. Bullock);

- de Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon);

- de Alma & Jonquière Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon);

- de "Les Prévoyants du Canada", demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Cannon);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant les lois qui les concernent (M. Cannon);

- de Mgr P.-E. Roy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"École apostolique Notre-Dame" (M. Cannon);

- de M. Henri Lavigueur et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Quebec & Atlantic Railway Co." (M. Cannon);

- de "The Civic Investment & Industrial Company", demandant l'adoption d'une loi changeant son nom et pour autres fins (M. Finnie);

- des commissaires d'écoles protestants de Montréal, demandant l'adoption d'une loi augmentant leurs pouvoirs (M. Finnie);

- de J.-E. Poitras et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant en municipalité la paroisse de Saint-Octave-de-Dosquet (M. Francoeur);

- de La Compagnie hydraulique de Saint-François, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Godbout);

- d'Alphonse Delvecchio et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Pierre-Thomas Delvecchio (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- d'Arthur Gagnon, *ès-qualité*, demandant l'adoption d'une loi définissant ses pouvoirs (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la ville Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 Georges V, chapitre 108 (M. Lévesque);

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 Georges V, chapitre 135 (M. Lévesque);

- de l'honorable Sir Alexandre Lacoste et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson (M. Lévesque);

- de la Société des logements ouvriers, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Lévesque);

- de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant de nouveaux pouvoirs (M. Lévesque);

- de la corporation du collège de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Éloi Ouimet (M. Reed);

- d'Auguste Hébert et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Maple Grove (M. Robert, Beauharnois).

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Arthur Godbout pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à huit.

Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable Sir Lomer Gouin pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à cinq.

Adopté.

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à cinq.

Adopté.

M. Perrault (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Perrault pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à six.

Adopté.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Francoeur pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à sept.

Adopté.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Létourneau (Québec-Est) pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à quatre.

Adopté.

M. Tessier (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Auguste Tessier pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à cinq.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Caron pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à cinq.

Adopté.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Finnie pour son président et il recommande que le quorum soit réduit à sept.

Adopté.

Lecture de pétitions:

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que l'article 432 du règlement soit suspendu et que les pétitions qui ont été présentées à cette séance soient maintenant lues et reçues.

Adopté.

En conséquence lesdites pétitions sont lues et reçues:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du curé et des marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de la paroisse de Lachine, demandant l'adoption d'une loi autorisant la construction d'une église et d'une sacristie dans la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine (M. Ashby);

- de La Compagnie de téléphone nationale, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de réduire son capital social (M. Cannon);

- de The Magdalen River Valley Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lemieux);

- de la ville de Québec-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Létourneau, Québec-Est);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Thériault).

**Entrée en fonction
de certains officiers de justice**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 4 modifiant les statuts refondus, 1909, au sujet de l'entrée en fonction de certains officiers de justice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Version anglaise des articles
759a, 4545 et 5780
des statuts refondus, 1909**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 5 modifiant la version anglaise des articles 759a, 4545 et 5780 des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Placement des biens
appartenant à autrui**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 6 amendement le Code civil relativement au placement des biens appartenant à autrui.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Coroners de la province

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 7 modifiant la loi relative aux coroners de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Officiers publics

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 10 amendement la loi concernant certains officiers publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Tenue de registres
dans les bureaux d'enregistrement**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 11 amendement les articles 2161 et 2162 du Code civil relativement à la tenue de certains registres dans les bureaux d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Shérifs et protonotaires

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 16 amendement l'article 3098 des statuts refondus, 1909, concernant les shérifs et les protonotaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

État des cautionnements

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les employés publics de la province de Québec depuis le 7 novembre 1916 au 4 décembre 1917, conformément à l'article 637 statuts refondus de la province de Québec, 1909. (Document de la session no 13)

Liste des mandats spéciaux

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre un état préparé par l'auditeur de la province et contenant la liste des mandats spéciaux qui ont été émis pendant les vacances de la Législature en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de 1909, lequel état est lu ainsi qu'il suit:

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu de rapports du Conseil et des articles 859-860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis. (Voir les tableaux aux pages suivantes)

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu de rapports du Conseil et des articles 859-860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Service	O.C. Nos	Dates	Montants \$ cts	Dépenses \$ cts	Balance \$ cts
7	Législation : Assemblée législative : Valises pour les députés : Assemblée législative \$6,109.21 Conseil législatif 1,166.90	240	16 février 1917	7,276.11	7,276.11	
8	Services divers : Agent général, Londres, Angleterre	291	28 février 1917	7,000.00	7,000.00	
	Fonds de secours pour les matelots britanniques, Canada	290	"	5,000.00	5,000.00	
9	Législation : Assemblée législative : Impression et reliure pour les deux chambres de la Législature	458	12 avril 1917	23,610.60	23,610.60	
10	Dette publique : Frais d'administration	568	27 avril 1917	1,900.00	943.61	956.39
	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements : Bureau du lieutenant-gouverneur \$ 600.00 Conseil exécutif 200.00 Département du trésor : Bureau du Trésorier 750.00 Division des assurances 200.00 Division du revenu 1,700.00 Département de l'Agriculture 500.00 Département des Travaux publics et du Travail 500.00	568	27 avril 1917	4,450.00	4,450.00	
10	Travaux publics et Travail : (Extraordinaires) Achat de propriétés, rue Sainte-Julie, Québec	568	"	25,500.00	25,500.00	
10	Agriculture : Cercles agricoles, encouragement de l'agriculture	"	"	50,000.00	49,995.32	4.68
	Écoles ménagères	"	"	3,500.00	3,500.00	
	École de laiterie, Saint-Hyacinthe, etc.	"	"	7,000.00	7,000.00	
	Laboratoire officiel de la province de Québec	"	"	700.00	675.54	24.46
	Encouragement de l'aviculture	"	"	2,700.00	2,682.08	17.92
	Mérite agricole provincial	"	"	1,200.00	1,161.77	38.23
10	Terres et forêts : Protection des forêts	568	27 avril 1917	5,000.00	5,000.00	
11	Services divers : Convention de l'unité nationale	672	19 mai 1917	5,000.00	5,000.00	
12	Gouvernement civil : Traitement dans les départements : Bureau du lieutenant-gouverneur	971	29 juin 1917	300.00	300.00	
	Dépenses contingentes des départements : Département du procureur-général	"	"	1,000.00	1,000.00	
	Département du Trésor, division du revenu	"	"	300.00	300.00	

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu de rapports du Conseil et des articles 859-860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Service	O.C. Nos	Dates	Montants \$ cts	Dépenses \$ cts	Balance \$ cts
12	Instruction publique :					
	Conseil de l'instruction publique	971	29 juin 1917	400.00	400.00	
	Rapport du surintendant	"	"	1,360.00	1,360.00	
	Conférences pédagogiques	"	"	150.00	150.00	
	École polytechnique, Montréal	"	"	15,000.00	15,000.00	
	École technique de Québec	"	"	2,110.00	2,110.00	
	Bureau des statistiques, Québec	"	"	5,000.00	4,922.70	77.30
	Asiles d'aliénés	"	"	13,000.00	13,000.00	
	Écoles de réforme et d'industrie	"	"	29,500.00	29,500.00	
12	Travaux publics et Travail :					
	Entretien, etc., des édifices publics en général	"	"	33,955.48	33,955.48	
12	Terres et forêts :					
	Protection des forêts	271	29 juin 1917	5,000.00	5,000.00	
12	Colonisation, Mines et Pêcheries :					
	Pêche et chasse	"	"	5,000.00	5,000.00	
	Publication de cartes et de brochures	"	"	600.00	600.00	
	Service d'enregistrement (Cadastre)	"	"	2,000.00	2,000.00	
12	Charges sur le revenu :					
	Perception des licences, etc.	"	"	8,000.00	8,000.00	
	Timbres, licences, etc.	"	"	2,119.43	2,119.43	
12	Services divers :					
	Octroi pour le traitement de la tuberculose	"	"	500.00	500.00	
13	Instruction publique :					
	École technique de Montréal	990	"	12,500.00	12,500.00	
	Asiles d'aliénés	"	"	5,200.00	3,672.60	1,527.40
	Écoles de réforme et d'industrie	"	"	3,000.00	1,936.37	1,063.63
	Services divers :					
	Comité du monument Hébert	"	"	5,000.00	5,000.00	
1	Services divers :					
	Commission de l'emploi des soldats	1036	12 juillet 1917	3,000.00	2,500.00	500.00
2	Travaux publics et Travail :					
	(Extraordinaires)					
	Édifices des départements de la Législature :					
	Construction de la nouvelle bibliothèque					
	et dépendances	1509	18 octobre 1917	34,200.36	34,200.36	
	Achat de propriétés, rue Sainte-Julie, Québec	"	"	32,000.00	32,000.00	
	Achèvement du restaurant	"	"	38,520.00	38,520.00	
3	Gouvernement civil :					
	Dépenses contingentes des départements :					
	Département du Trésor, Bureau du revenu	1608	10 novembre 1917	3,000.00	2,000.00	1,000.00
4	Travaux publics et Travail :					
	(Extraordinaires)					
	Achat de la propriété Berthelot, quartier Est					
	de Montréal, Montréal	1681	23 novembre 1917	36,075.00	36,075.00	

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu de rapports du Conseil et des articles 859-860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Service	O.C. Nos	Dates	Montants	Dépenses	Balance
5	Voirie : Amélioration et entretien de la voirie	1718	29 novembre 1917	\$ cts 88,009.42 535,636.40	\$ cts 25,000.00 467,416.97	\$ cts 63,009.42 68,219.43

Département du trésor. - bureau de l'auditeur
Québec, 5 décembre 1917

Jos. Morin,
auditeur de la province

Rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
dépose sur le bureau de la Chambre le document
suivant:

Rapport général du ministre de la
Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la
province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin
1917. (Document de la session no 7)

Incendie d'Halifax

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Une
première dépêche nous annonçait ce matin, qu'à la
suite d'une collision et d'une explosion dans le port
d'Halifax, un incendie s'était déclaré dans la partie
nord de la ville, menaçant de faire de grands ravages.
Une seconde dépêche venait quelque temps après
confirmer cette nouvelle et établir que le désastre
prenait des proportions considérables. À trois heures
enfin, je recevais la dépêche suivante:

"Des communications ont été établies entre
Saint-Jean, N.-B. et Halifax. La moitié de la partie
nord de la ville est rasée. Un incendie considérable
dure encore et les rues sont jonchées de cadavres. Un
grand nombre de blessés encombrant les rues,
incapables de trouver des soins. Les hôpitaux
regorgent de patients."

Je crois me faire l'interprète de toute la
délégation provinciale, en disant que nous
sympathisons profondément avec la population de la
ville d'Halifax. La population de la province de
Québec et celle du Canada tout entier partageront,
j'en suis sûr, le sentiment de profondes sympathies
que provoque chez nous ce désastre épouvantable.

Il donne ensuite lecture du télégramme
suivant qu'il envoie au maire d'Halifax¹:

"Au nom de mes collègues du cabinet et de la
Législature, et au mien, je vous offre l'expression de
toute notre sympathie dans la grande épreuve dont
votre ville a été victime. Nous espérons que le
désastre n'est pas aussi considérable qu'on le
rapporte."

Article du *Mail and Empire* concernant la conduite des Canadiens français²

L'honorable M. Mitchell (Richmond) soulève
une question de privilège.

Il proteste énergiquement contre un article
paru dans le *Mail and Empire*, journal torrey de
Toronto, en dépêche de Sherbrooke, intitulé:

"Québec provoque la guerre de race; si
Laurier revient au pouvoir les Anglais ne pourront
plus vivre dans cette province."

Il dénonce l'envoi de tels rapports par la
province de Québec à la province-sœur de l'Ontario.

Cette nouvelle attaque, comme bien d'autres,
sert un but politique. Commentant la situation
politique dans les Cantons de l'Est, le correspondant
du *Mail* disait que la lutte se faisait entre les deux
races, que les Anglais de cette partie de la province
de Québec avaient à combattre dans des conditions
tout à fait onéreuses, que le premier ministre n'était
pas intervenu pour mettre fin à ces scènes
disgracieuses. On disait encore que la victoire de
Laurier compromettrait l'avenir de la minorité
anglaise dans notre province; et l'on appelait la
Providence au secours des pauvres Anglo-Saxons
ainsi opprimés.

Il lit toute la dépêche³:

Quebec forces racial fight

If Laurier Wins Election,
English Will Have to Leave Province

Five ridings may go union

British in Eastern Townships
Put Up Struggle Against Odds

Special to *The Mail and Empire*

Sherbrooke, Que., Dec. 2. - Political lines have been obliterated in the Eastern Townships, and the issue is between the two races. Although out numbered in every constituency except Brome, the English believe, with the aid of enfranchised women and the soldiers vote, they can save Brome, Stanstead, Sherbrooke, Compton, Missisquoi and Huntingdon-Châteauguay for the Union party. In Brome, Compton and Missisquoi the Union candidates are Liberal; in Stanstead and Huntingdon-Châteauguay, Conservative, and the candidate in Sherbrooke had no former party affiliations.

It is a wonderful fight the sturdy English of the Eastern Townships are making against great odds, and without the protection afforded citizens by provincial police in ordinary times. There is no use prosecuting the rioters, as it is impossible to secure convictions where the officials are in sympathy with the rioters and where the Provincial Premier does not even rebuke the men whose tactics are disgracing this province. The English of the Eastern Townships do not need protection from the mob, as they are quite capable of fighting, even with the odds against them, but they do need protection against the law as administered in this province.

Half has not been told of the riots in this part of Quebec. Dr Shurtcliffe, Union candidate in Stanstead, was mobbed at Dixville; Fred Cromwell, former member for Compton, was not permitted to speak at East Angus; James Morris, Union candidate in Huntingdon-Châteauguay, was mobbed at Franklin Centre, and after the meeting several revolver shots were fired at him when departing from the village. The English will continue to hold meetings in the interests of Union government in spite of Laurierites and the provincial and municipal police authorities. In Sherbrooke the Laurierites will not receive the support of 20 English-Canadians. The racial division is even more marked in Stanstead and Huntingdon, and almost as great in Compton and Missisquoi. In Brome the racial alignment is not so

marked, but the desertion of English Liberals from the Laurierite candidate is growing in volume. Sir Wilfrid Laurier will not poll five per cent of the English vote in the whole of the eastern townships.

Indicates English Feeling

The feeling existing among the English here can be understood by the following except from a letter from a prominent English business man, appealing to an Ontario friend on behalf of the English of Quebec.

"Victory for the Laurier-Bourassa-Gouin party in the present contest will seriously imperil the future of the English minority in Quebec. That victory cannot be prevented by the English minority in this province, but it can be prevented by the English majority in the other provinces. The fate of the English of Quebec is in the hands of their compatriots in the other provinces, and, for the preservation of their civil and religious liberties and commercial interests, the minority appeal to the other provinces for protection. Free speech is a thing of the past here, and other rights will disappear if the Laurier-Bourassa-Gouin combination control the Federal Administration. Provincial protection has been withdrawn, but there still remains an appeal to an English government at Ottawa. If that court of appeal becomes allied with the provincial Government here, God help the Anglo-Saxon in this province. The English of Canada can protect the English of Quebec. Will they do so or will they leave them to the mercy of a race triumphant in the victory of hate, prejudice and racialism?"

"What will happen if Laurier wins?" was asked an English leader of the Eastern Townships. "We must leave Quebec and seek new homes and new interest," was the reply. And he expressed the sentiment of the English of Quebec."

Au nom de la minorité protestante de langue anglaise de la province de Québec, il (l'honorable M. Mitchell) croit de son devoir de protester énergiquement contre de tels articles qui sont la cause en majeure partie des difficultés qui surgissent de temps à autre au Canada entre les deux grandes races qui forment la majorité de la population. Je suis sûr que tous les députés protestants de cette Législature diront avec moi que de tels appels aux préjugés sont non seulement regrettables à notre propre point de vue, mais encore au point de vue de la province, comme du Canada et de l'Empire même.

Personne n'ignore, en effet, que tout l'Empire britannique est composé d'à peine un tiers d'Anglo-Saxons et que dans l'immense majorité des éléments allogènes, il ne s'en trouve certes pas un seul qui soit plus loyal que le peuple canadien-français. Ce sont eux les plus fidèles observateurs du fair play britannique et les plus respectueux des droits et privilèges des minorités. Il assure le *Toronto Mail and Empire* qu'il n'y avait pas dans tout cet empire de meilleurs amis des institutions britanniques et du drapeau qui les abrite, de champions plus valeureux des libertés et des droits égaux que ses compatriotes catholiques romains canadiens-français de la province de Québec. Il qualifie cet article de pure invention du commencement à la fin. Il est à peine nécessaire de le dire, surtout dans cette province.

Il n'y a pas eu dans la province d'émeutes aussi graves que celles qu'on a dénoncées dans le *Mail* et les troubles déplorables dont on a souffert à certaines assemblées politiques s'étaient manifestés non pas seulement de ce côté-ci de l'Ottawa, mais dans toutes les provinces ou à peu près, dans l'extrême ouest, dans la Colombie-Anglaise, aussi bien que dans la province voisine qu'en Angleterre et aux États-Unis, dans l'excitation d'une campagne électorale.

Ici au Canada, la lutte dans cette élection se fait entre deux classes de gens, l'une ayant foi dans la démocratie et l'autre défendant une autocratie que l'on dénonce chez certains peuples européens qui ont déchaîné la guerre. L'opposition de la province de Québec ne se limite pas seulement à la province, pas seulement à tout le pays mais elle s'est produite en Australie, pays en grande majorité britannique. La question de la conscription en Australie, où il n'y a pourtant pas de Canadiens français, a suscité une lutte très âpre et le peuple a déclaré que le seul moyen de décider du sort de cette mesure était de la soumettre aux électeurs dans un référendum.

Chacun a bien le droit d'avoir son opinion sur la conscription, mais personne n'est justifiable de faire des appels aux préjugés de race comme celui que renferme cet article. Il peut résulter de tels procédés des difficultés considérables et pour que les Canadiens français et les Canadiens anglais de cette province, comme de toutes les autres provinces du Canada, réalisent bien que de tels sentiments n'existent pas, il croit de son devoir de déclarer emphatiquement que l'article est absolument faux. Au lieu d'attaquer Québec, il ajoute que l'exemple donné par les protestants anglais et les catholiques français qui vivent en harmonie dans cette province devrait être suivi par leurs concitoyens du reste du

Canada, afin d'éviter ces luttes de race qui amènent la division dont souffre maintenant notre pays et de pratiquer davantage la tolérance et la justice.

Quant à l'attitude des Anglais protestants des Cantons-de-l'Est, dans l'élection actuelle, il croit, comme un de leurs représentants, que le gouvernement Borden n'aura pas le tiers de leurs votes. Les appels aux préjugés n'attirent guère de sympathies dans ces comtés; on les considère là-bas comme un véritable danger national. Les comtés où l'élément protestant a de l'influence dans les Cantons-de-l'Est éliront un partisan de Sir Wilfrid Laurier le 17 décembre courant. Le candidat laurieriste remportera la victoire par une majorité de plus de mille dans tous les comtés.

En terminant, il condamne d'une façon toute particulière cette partie de l'article du *Mail* où il est question de Sir Lomer Gouin, disant que si jamais un homme public a traité toutes les questions qui intéressent la province et le pays avec largeur de vue et dans un esprit véritablement national, c'est bien le premier ministre.

Depuis le début de sa carrière politique, le premier ministre a manifesté la plus entière sympathie à la minorité anglaise. Il rappelle la visite du premier ministre, qu'il accompagna, il y a quelques mois dans les Cantons-de-l'Est, et au cours de laquelle celui-ci encouragea les professeurs et les élèves canadiens-français à apprendre l'anglais et célébra la valeur des institutions britanniques et du drapeau qui les protège. D'ailleurs, telle est l'opinion de la majorité anglaise sur le premier ministre et tel est le verdict qu'elle rendrait si on l'appelait à passer jugement sur son compte. Que tous les hommes politiques et tous les citoyens de ce pays agissent comme notre premier ministre (l'honorable M. Gouin) et il n'y aura plus de questions de race et de religion au Canada.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) estime que Sir Wilfrid Laurier sera élu et qu'il saura rétablir l'union entre les races.

Il dit qu'en tant que député anglophone de la Chambre, il a le droit d'être entendu sur cette question. Il a vécu toute sa vie dans la province de Québec, parmi les francophones, et il considère l'article calomnieux et faux, comme une insulte venant de quelqu'un qui ne connaît pas toutes les conditions dans lesquelles nous vivons. Cet article ne peut avoir été écrit par quelqu'un au courant de la situation faite aux Anglais dans les Cantons-de-l'Est, mais par l'un de ces malheureux passants qui parlent et écrivent à tort et à travers et font énormément de mal aux meilleurs amis de l'Union.

Il parle des bonnes intentions issues du mouvement de la bonne entente⁴ et regrette qu'elles soient détruites par des politiciens qui ne tiennent pas autant compte de l'importance de l'unité du Canada qu'ils sont préoccupés par les intérêts de leur propre parti politique.

M. Philps (Huntingdon) s'étonne qu'à la suite d'une campagne comme celle qui est menée contre le Québec dans l'Ontario, la paisible et bonne population canadienne-française n'ait pas encore pris les armes contre les Canadiens anglais pour demander compte de ces insultes et que nos compatriotes aient résisté au souffle de guerre civile que l'on fait passer sur la province de Québec.

C'est dans l'intérêt du dominion que de tels articles scandaleux soient fortement condamnés par les gens intéressés par l'harmonie nationale. Malheureusement, cet article du *Mail* n'en est qu'un parmi d'autres et semble être l'indice d'une vaste campagne servant à soulever la province d'Ontario contre la province de Québec. En tant que protestant anglais, il conseille à l'Ontario d'adopter cette règle d'or: Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit.

M. Hay (Argenteuil) regrette que la presse d'Ontario se serve de son influence pour exciter des animosités de race contre une autre province.

Son expérience personnelle d'une vie entière passée parmi les Canadiens français lui enseigne que ces derniers ne méritent aucunement d'être ainsi traités. Bien au contraire, il n'a qu'à se féliciter de ses relations avec eux. Il fait l'éloge de la coopération qu'il a toujours reçue de leur part sur des enjeux concernant le bien-être général du pays. Il assure la Chambre qu'en ce qui concerne les assemblées politiques, les deux côtés sont entendus de façon égale dans son comté, et les assemblées sont menées aussi calmement et de façon aussi distinguée que les assemblées menées n'importe où dans le Dominion.

M. Hodgins (Pontiac) dit que son comté est constitué de citoyens anglophones et francophones, et que, même s'il est un protestant de langue anglaise, il a reçu l'appui de plusieurs catholiques de langue française. Il pense que l'article est injuste, et il soulève son désaccord.

M. Oliver (Brome) exprime son accord complet avec les intervenants précédents. En ce qui

concerne les citoyens anglophones de Brome, ils n'ont pas besoin de quelque sympathie que ce soit de l'Ontario ou de n'importe où. Il considère l'article comme une attaque injustifiée, parce que les citoyens anglophones de Brome vivent dans la paix et l'harmonie parmi les Canadiens français qu'ils considèrent comme des compatriotes canadiens qui ont à cœur le bien-être du dominion.

Il regrette que les politiciens aient mélangé la question raciale avec la question politique, en remarquant que certains d'entre eux, en autant qu'ils gardent le pouvoir, ne semblent pas concernés par l'ampleur du mal qu'ils causent à l'Union.

M. Madden (Québec-Ouest): Si les anglophones de l'Ontario connaissaient les gens de cette province aussi bien qu'il les connaît, ils ne permettraient pas que de tels articles comme ceux en question soient écrits et distribués parmi eux.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que cette Chambre soit ajournée à demain, vendredi, à onze heures du matin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve qu'il vaudrait mieux ajourner après le Premier de l'an.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) ne voit pas d'inconvénient à siéger jusqu'à Noël. Il lui promet que rien de litigieux ne sera soumis à la Chambre avant le 20 du courant si le chef de l'Opposition veut s'absenter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors pourquoi ne pas ajourner? Pourquoi faire revenir de loin les députés et les forcer à faire des dépenses inutiles? La vie coûte cher et nous ne sommes pas tous millionnaires. Nous ne sommes pas tous de la ville de Québec. Il en est qui demeurent à 800 milles.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) rejette cette proposition.

La séance est levée à 4 h 45.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique*, M. Gouin aurait envoyé ce télégramme à M. Murray, premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Cependant, tous les autres journaux parlent du maire d'Halifax.

2. Cet article a été publié le 3 décembre 1917.

3. La dépêche ayant été lue en anglais, nous en reproduisons la traduction en note de fin de document:

Le Québec provoque la guerre de race

Si Laurier gagne les élections,
les Anglais devront quitter la province

Cinq comtés pourraient aller à l'Union

Les Britanniques dans les Cantons-de-l'Est
se lancent dans un combat contre l'adversité.

Exclusif au *Mail and Empire*

Sherbrooke, Que., 2 décembre - Les lignes politiques ont été effacées dans les Cantons-de-l'Est, et l'enjeu se joue entre les deux races. Bien que surpassés en nombre dans chaque circonscription excepté dans celle de Brome, les Anglais croient, avec l'aide des femmes admises au suffrage et du vote des soldats, qu'ils peuvent sauver Brome, Stanstead, Sherbrooke, Compton, Missisquoi et Huntingdon-Châteauguay avec le parti de l'Union. Dans Brome, Compton et Missisquoi, les candidats de l'Union sont libéraux; dans Stanstead et Huntingdon-Châteauguay, conservateurs, et le candidat dans Sherbrooke n'avait pas d'affiliation partisane précédente.

C'est un combat admirable que les énergiques Anglais des Cantons-de-l'Est sont en train de mener contre de grands obstacles, et cela, sans la protection de la police provinciale, une protection fournie aux citoyens en temps normal. Il est inutile de poursuivre les émeutiers, comme il est impossible d'obtenir des preuves quand les officiers ont les émeutiers en sympathie et quand le premier ministre provincial ne réprimande même pas les hommes dont les tactiques discréditent cette province. Les Anglais des Cantons-de-l'Est n'ont pas besoin de protection contre la foule, car ils sont passablement capables de se battre, même si les chances sont contre eux, mais ils ont

besoin de protection contre la loi, surtout de la façon dont elle est administrée dans cette province.

On n'en a pas raconté la moitié à propos des émeutes dans cette partie du Québec. Le Dr Shurtcliffe, candidat de l'Union dans Stanstead, a été assailli à Dixville; Fred Cromwell, ancien député de Compton, a été empêché de parler à East Angus; James Morris, candidat de l'Union dans Huntingdon-Châteauguay, a été assailli à Franklin Centre, et après la rencontre, plusieurs coups de revolver furent tirés dans sa direction lors de son départ du village. Les Anglais continueront de tenir des assemblées dans les intérêts d'un gouvernement d'Union en dépit des lauréristes et des autorités policières provinciale et municipale. Dans Sherbrooke, les lauréristes ne recevront pas l'appui de 20 Canadiens anglais. La division raciale est encore plus marquée dans Stanstead et Huntingdon, et presque aussi importante dans Compton et Missisquoi. Dans Brome, l'alignement racial n'est pas aussi marqué, mais la désertion de libéraux anglais du candidat laurériste gagne en nombre. Sir Wilfrid Laurier ne récoltera pas 5 % du vote des Anglais dans l'ensemble des Cantons-de-l'Est.

Indices du sentiment anglais

Le sentiment existant chez les Anglais ici peut être compris par l'extrait suivant d'une lettre d'un important homme d'affaires Anglais implorant un ami ontarien au nom des Anglais du Québec.

Une victoire du parti Laurier-Bourassa-Gouin lors de la présente élection mettra sérieusement en péril l'avenir de la minorité anglaise au Québec. Cette victoire ne peut être contrecarrée par la minorité anglaise dans cette province, mais elle peut être contrecarrée par la majorité anglaise dans les autres provinces. Le sort des Anglais du Québec est entre les mains de leurs compatriotes dans les autres provinces, et, pour la préservation de leurs libertés civiles et religieuses et leurs intérêts commerciaux, la minorité en appelle aux autres provinces pour sa protection. La liberté d'expression est une chose du passé ici, et d'autres droits vont disparaître si la combinaison Laurier-Bourassa-Gouin contrôle l'administration fédérale. La protection provinciale a été retirée, mais il reste encore un appel à un gouvernement anglais à Ottawa. Si cette cour d'appel s'allie avec le gouvernement provincial d'ici, Dieu aide les Anglo-Saxons de cette province. Les Anglais du Canada peuvent protéger les Anglais du Québec. Vont-ils le faire ou vont-ils les laisser à la merci d'une race triomphante dans la victoire de la haine, du préjudice et du racisme?

"Que se passera-t-il si Laurier gagne?" a-t-on demandé à un leader anglais des Cantons-de-l'Est. "Nous devons quitter le Québec et chercher de nouvelles demeures et un nouvel intérêt" fut la réponse. Et il exprimait le sentiment des Anglais du Québec."

4. Ce mouvement de bonne entente vit le jour à l'automne 1916, sous l'instigation d'un journaliste de Toronto, M. Arthur Hawkes. Ce comité de bonne entente, composé de notables ontariens et québécois, cherchait à établir de meilleures relations entre les deux provinces en permettant, entre autres, à chacun des groupes d'expliquer leur position face à la guerre et aux problèmes ethniques.

Séance du vendredi 7 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 heures.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Absence de l'Orateur et du président des comités pléniers

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur et M. le président des comités pléniers sont absents.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Godbout), que le député de Lotbinière (M. Francoeur) prenne le fauteuil.

Adopté.

Présentation de pétitions:

Deux pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Rapports de comités:

M. Péloquin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Pointe-Claire; de la cité des Trois-Rivières; des Prévoyants du Canada; du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant respectivement une loi amendement leur charte;

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter et modifier, quant à elle, la loi générale régissant les fabriques;

- d'Alexandre Aubertin, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'évaluation des terres en culture dans le quartier Émard, à Montréal;

- de Richard Hemsley Limited, demandant l'adoption d'une loi leur conférant certains pouvoirs;

- de Mgr P.-E. Roy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom d'"École apostolique Notre-Dame";

- de J.-E. Poitras et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant en municipalité la paroisse de Saint-Octave-de-Dosquet;

- d'Arthur Gagnon, *ès qualités*, demandant l'adoption d'une loi définissant ses pouvoirs;

- des syndics de la paroisse du Saint-Rosaire de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 5 George V, chapitre 135;

- de la corporation du collège de L'Assomption, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Éloi Ouimet.

Charte de Trois-Rivières

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 87 amendement la charte de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paroisse Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 66 amendement la loi 5 George V, chapitre 135, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession François Décary

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 74 concernant la succession François Décary.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 68 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet pour les fins civiles et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Richard Hemsley
Limited**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 53 concernant Richard Hemsley Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse
Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours
de Montréal**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 75 concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Évaluation des terres en culture
dans le quartier Émard**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 64 pourvoyant à l'évaluation des terres en culture situées dans le quartier Émard, en la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Pointe-Claire**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 63 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Les Prévoyants
du Canada**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 95 amendant la loi constituant en corporation Les Prévoyants du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires d'écoles
catholiques de Québec**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École apostolique
Notre-Dame**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 52 constituant en corporation l'École apostolique Notre-Dame.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Éloi Ouimet**

M. Reed (L'Assomption) demande la permission de présenter le bill 57 concernant la succession de feu Éloi Ouimet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Godbout), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mercredi, le douzième jour de décembre, à 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

Séance du mercredi 12 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 4 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Onze pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de Gaspard Deserres et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains titres (M. Francoeur);
- de la municipalité du village d'Hébertville-Station, demandant l'adoption d'une loi lui accordant un pouvoir additionnel d'emprunter (M. Petit).

Paroisse Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 amendant la loi 5 George V, chapitre 135, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet pour les fins civiles et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 concernant la

construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Évaluation des terres en culture dans le quartier Émard

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 pourvoyant à l'évaluation des terres en culture situées dans le quartier Émard, en la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Pointe-Claire

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

École apostolique Notre-Dame

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 constituant en corporation l'École apostolique Notre-Dame soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession François Décary

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 concernant la succession François Décary soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Richard Hemsley Limited

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53

concernant Richard Hemsley Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Les Prévoyants du Canada

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 amendant la loi constituant en corporation Les Prévoyants du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Éloi Ouimet

M. Reed (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 concernant la succession de feu Éloi Ouimet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 4 h 20.

Séance du jeudi 13 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Neuf pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la corporation des juifs anglais, allemands et polonais de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Finnie);
- de Joseph-Wilfrid Bellemare et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'ériger la municipalité de Charette (M. Francoeur);
- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un règlement et une convention relatifs à The Dominion Textile Co. (M. Lemieux);
- de The Lyman Real Estate Corporation Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant ses lettres patentes et pour autres fins (M. Lemieux);
- du Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi leur accordant des pouvoirs additionnels (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la corporation du village de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi la constituant en ville et pour autres fins (M. Lévesque);
- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux" (M. Lévesque);
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Péloquin);

- de The British Canadian Life & Accident Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Phaneuf).

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'Alma et Jonquières Railway Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la Civic Investment & Industrial Co., demandant l'adoption d'une loi changeant son nom et pour autres fins;
- d'Auguste Hébert et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Maple Grove;
- du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique des Saints-Anges-Gardiens de la paroisse de Lachine, demandant l'adoption d'une loi autorisant la construction d'une église et d'une sacristie dans la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine;
- de Gaspard Deserres et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains pouvoirs;
- de l'honorable Sir Alexandre Lacoste et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 19 décembre courant les délais relatifs à la présentation des pétitions introductives de bills privés, au 21 décembre courant les délais relatifs à la réception de ces pétitions, et au 10 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Adopté.

Succession Charles Wilson

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 73 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville
de Maple Grove**

M. Robert (Beauharnois) demande la permission de présenter le bill 54 constituant en corporation la ville de Maple Grove.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie de chemin de fer
Alma et Jonquière**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 55 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lot no 522 du cadastre
du quartier Saint-Jacques**

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 86 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le lot numéro 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Civic Investment
& Industrial Company**

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 93 amendant la charte de la Civic Investment & Industrial Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse des Saints-Anges-Gardiens
de Lachine**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 65 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil

législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Kaine, Kelly, Pérodeau, Perron, Simard, Smith et De Varennes.

**Comité permanent et conjoint
de la Bibliothèque**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Mitchell), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'informant que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier, Mitchell et MM. Beaudry, Bercovitch, Cannon, D'Auteuil, David, Desaulniers, Finnie, Francoeur, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Perrault, Sauvé, Stein et Tansey ont été nommés membres du comité de la Bibliothèque et représenteront cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité permanent et conjoint
des impressions législatives**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Mitchell), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Décarie, Mitchell, MM. Ashby, Bouchard, Finnie, Gault, Godbout, Parrot et Sauvé représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Entrée en fonction de certains
officiers de justice**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant les statuts refondus, 1909, au sujet de l'entrée en fonction de certains officiers de justice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): L'article 3505 des statuts refondus du Québec décrète qu'advenant le décès, la démission, la suspension ou la destitution des officiers de justice, leurs députés ou assistants remplissent leurs fonctions jusqu'à la nomination de leur successeur en titre.

Par la nouvelle loi, le député ou l'assistant continuera de remplir les fonctions de l'officier de justice tant que le successeur de ce dernier n'aura pas prêté le serment d'allégeance et fourni le cautionnement requis.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Version anglaise des articles 759a, 4545
et 5780 des statuts refondus, 1909**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la version anglaise des articles 759a, 4545 et 5780 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Ce bill a simplement pour objet de faire concorder les versions française et anglaise de certains articles des statuts refondus de 1909.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Placement des biens
appartenant à autrui**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 amendement le Code civil relativement au placement des biens appartenant à autrui soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Ce bill vise aussi à faire concorder la version anglaise avec la version française.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, vendredi, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 20.

Séance du vendredi 14 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Deux pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Beaudry);

- de The Montreal General Hospital, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon);

- de Meredith Holden et autres, invoquant les raisons du délai à présenter un bill amendant la charte de The Montreal General Hospital (M. Cannon);

- de Frederick Gault Finley et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines dispositions des testaments de feu Samuel Finley et de sa femme, dame Emma Gault (M. Gault);

- de Henry H. Judah et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente de propriété immobilière appartenant à la succession de feu Frédérick Thomas Judah et de sa femme, feu Sarah Caine (M. Gault);

- de la corporation de la ville de Joliette, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Hébert);

- de la cité de Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);

- de l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Péloquin);

- du révérend M. Elzéar DeLamarre, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste (M. Petit);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Turcot).

Rapports de comités:

M. Petit (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Saint-Laurent, demandant de voter une loi amendant sa charte;

- de la corporation du village de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi la constituant en ville et pour autres fins;

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des "syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux";

- de Henri Lavigueur et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Quebec & Atlantic Railway Company";

- de The Magdalen River Valley Railway Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 60 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Laurent

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 56 amendant la charte de la ville de Saint-Laurent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sainte-Rose

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 88 constituant en corporation de ville le village de Sainte-Rose.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Quebec & Atlantic
Railway Company**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 70 constituant en corporation The Quebec & Atlantic Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie du chemin de fer de la
vallée de la rivière Madeleine**

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 111 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ville
de Maple Grove**

M. Robert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 constituant en corporation la ville de Maple Grove soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Civic Investment
& Industrial Company**

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 amendant la charte de la Civic Investment & Industrial Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession
Charles Wilson**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 concernant la succession de

l'honorable Charles Wilson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Lot no 522 du cadastre
du quartier Saint-Jacques**

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le lot numéro 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Paroisse des Saints-Anges-Gardiens
de Lachine**

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie de chemin de fer
Alma et Jonquière**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le dix-huitième jour de décembre, à 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

Séance du mardi 18 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 4 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Trois pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certains règlements passés par la municipalité Sainte-Marie-Madeleine et la commission scolaire pour la municipalité Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine (M. Bordeleau);
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt et pour autres fins (M. Robillard).

Certificats d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

District électoral de Dorchester

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 18 décembre 1917

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je, soussigné, greffier de la couronne en chancellerie, certifie par les présentes que, conformément à un bref d'élection émis le trois décembre mil neuf cent dix-sept et adressé à monsieur Elzéar Vézina, registrateur et officier rapporteur, résidant à Sainte-Hénédine, comté de Dorchester, monsieur Joseph-Charles-Ernest Ouellet,

cultivateur, de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, comté de Dorchester, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Dorchester à l'Assemblée législative de la province de Québec, en remplacement de monsieur Lucien Cannon, démissionnaire.

L.-P. Geoffrion

District électoral de Labelle

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 18 décembre 1917

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je, soussigné, greffier de la couronne en chancellerie, certifie par les présentes que, conformément à un bref d'élection émis le trois décembre mil neuf cent dix-sept et adressé à monsieur P. deVarennes, registrateur et officier rapporteur, résidant à Papineauville, comté de Labelle, monsieur Joseph-Honoré Achim, avocat, de Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Labelle à l'Assemblée législative de la province de Québec, en remplacement de monsieur Hyacinthe-Adélar Fortier, démissionnaire.

L.-P. Geoffrion

District électoral d'Ottawa

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 18 décembre 1917

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je, soussigné, greffier de la couronne en chancellerie, certifie par les présentes que, conformément à un bref d'élection émis le trois décembre mil neuf cent dix-sept et adressé à

monsieur Ls. de G. Raby, registrateur et officier rapporteur, résidant à Hull, comté d'Ottawa, monsieur Joseph Caron, marchand de la cité de Hull, comté d'Ottawa, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral d'Ottawa à l'Assemblée législative de la province de Québec, en remplacement de monsieur Ferdinand-Ambroise Gendron, décédé.

L.-P. Geoffrion

Officiers publics

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 amendant la loi concernant certains officiers publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): L'article 1501 des statuts refondus de Québec dit que ces officiers publics doivent transmettre chaque année au trésorier de la province 20% de l'excédent au-dessus de \$1,000 sur la recette nette des honoraires par eux perçus, déduction faite de leurs dépenses de bureau, lesquelles dépenses ne doivent pas excéder un quart du montant total des honoraires reçus.

Avec la nouvelle loi, l'officier public devra transmettre au trésorier de la province non pas seulement 20% de l'excédent au-dessus de \$1,000 sur la recette nette de ses honoraires, mais 20% de cet excédent sur la recette nette de ses honoraires et de son traitement. On voit que c'est une affaire assez intéressante pour ces fonctionnaires.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Tenue de registres dans les bureaux d'enregistrement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 amendant les articles 2161 et 2162 du Code civil relativement à la tenue de certains registres dans les bureaux d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): La nouvelle loi a pour but d'autoriser le registraire à tenir autant de registres d'enregistrement qu'ils en ont besoin, non pas seulement dans les grands bureaux comme la chose existe actuellement, mais dans tous les bureaux d'enregistrement.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Saint-Laurent

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 amendant la charte de la ville de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Quebec & Atlantic
Railway Company**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 constituant en corporation The Quebec & Atlantic Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Compagnie du chemin de fer de la
vallée de la rivière Madeleine**

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

La séance est levée à 4 h 15.

Séance du mercredi 19 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Cinq pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la ville de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);
- de la Compagnie hydraulique Saint-François, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Godbout).

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Congrégation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal, demandant de voter une loi amendant leur charte;
- du Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi leur accordant des pouvoirs additionnels;
- de la ville de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de H.-H. Judah et *al.*, demandant de voter une loi autorisant la vente de certaines propriétés, appartenant à la succession de feu Frédéric Thomas Judah et de son épouse feu Sarah Caine;
- du révérend Elzéar DeLamarre, de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste;
- de la Shawinigan Water & Power Co., demandant de voter une loi amendant sa charte;

- de la Compagnie de téléphone nationale, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de réduire son capital social;

- de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant de nouveaux pouvoirs;

- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un règlement et une convention relatifs à The Dominion Textile Co.

Votre comité est d'opinion que la pétition de la cité d'Outremont est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné; que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers; que, d'après les représentations qu'on a faites à votre comité, il est très important que le bill de la pétitionnaire devienne loi le plus tôt possible, sans quoi elle souffrirait des dommages considérables.

En conséquence, votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre à la pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'elle a déposé.

Le rapport est adopté.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 68 fixant les limites de la municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet pour les fins civiles et scolaires;
- bill 54 constituant en corporation la ville de Maple Grove.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 52 constituant en corporation l'École apostolique Notre-Dame.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 73 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 61 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Fonds de secours des forestiers catholiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 109 constituant en corporation le Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Shawinigan Water & Power Company

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 69 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnie de téléphone nationale

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 99 amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 110 amendant la charte de la corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'Oeuvre du petit séminariste

M. Petit (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Longueuil

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 81 amendant la charte de la ville de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Contrat entre la ville de Saint-Lambert et la Dominion Textile Company, Limited

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 72 ratifiant le règlement no 91 de la ville de Saint-Lambert et ratifiant et confirmant le contrat entre ladite ville et la Dominion Textile Company, Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Outremont

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 113 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Godbout) que les règles soient suspendues et que ce bill soit immédiatement lu une seconde fois et référé à un comité et que ledit comité soit autorisé à prendre ce bill en considération à sa prochaine réunion, la cité d'Outremont demandant, pour des raisons urgentes, l'adoption du bill 113.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Certificats d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat d'élection suivant:

District électoral de Nicolet

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 19 décembre 1917

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Je, soussigné, greffier de la couronne en chancellerie, certifie par les présentes que, conformément à un bref d'élection émis le trois décembre mil neuf cent dix-sept et adressé à monsieur J.-W. Denis, régistrateur et officier-rapporteur résidant à Nicolet, comté de Nicolet, monsieur Joseph-A. Savoie, industriel, de Saint-Joseph-de-Blandford, comté de Nicolet, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Nicolet à l'Assemblée législative de la province de Québec, en remplacement de Monsieur Arthur Trahan, démissionnaire.

L.-P. Geoffrion

Présentation de nouveaux députés:

M. J.-A. Savoie,
nouveau député de Nicolet

L'honorable M. Gouin (Portneuf) et **l'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** présentent à la Chambre le nouveau député de Nicolet (M. Savoie). Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le député à prendre son siège.

Enquête sur le coût de la vie

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement taxe tout le monde. Il refuse d'augmenter les salaires de ses fonctionnaires; qu'il fasse quelque chose pour diminuer le coût de la vie!

Il réclame la nomination d'une commission qui s'occuperait de trouver des moyens d'empêcher les commerçants de faire crever le peuple de faim en lui réclamant des prix exorbitants pour les nécessités de la vie, selon les propres dires du ministre de l'Agriculture. Il demande au gouvernement s'il est de son intention de nommer une telle commission.

À la dernière session, une commission d'enquête fut mise sur pied au cours de laquelle des experts furent entendus, etc. Le travail de cette commission aurait pu être plus complet, mais il ne lui a pas été donné de terminer ses travaux et, en vue de remédier à cette situation, je sou mets la présente interpellation au gouvernement. Le problème du coût

élevé de la vie devient plus sérieux et alarmant jour après jour, et il est urgent que cette Chambre prenne des mesures pour en venir à une solution. Il croit que la commission devrait continuer son travail cette année, convaincu qu'il y aurait d'importantes suggestions à faire pour solutionner ce grave problème.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le mieux à faire, ce serait de convoquer le comité d'agriculture sous la présidence du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) immédiatement après la séance. Il pourrait considérer la question et faire à la Chambre les suggestions qu'il croira bon à ce sujet. Le comité pourrait considérer s'il est opportun de faire renaître la commission nommée à la dernière session.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'y objecte, prétendant que cette séance sera trop courte pour procéder à l'organisation de ce comité et pour discuter convenablement le sujet.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) partage l'opinion du chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre de dire ce qu'il en pense et s'il s'objecte à une enquête de cette nature.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit qu'il assistera, si on le veut bien, à la séance du comité d'Agriculture et fera connaître, là, son opinion sur l'opportunité de compléter les renseignements reçus jusqu'ici.

Le comité se réunira après l'ajournement pour les Fêtes, vu qu'on n'aurait pas assez de temps, avant, pour s'occuper de cette question, afin de décider s'il y aura une enquête ou non sur ce sujet.

Shérifs et protonotaires

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 amendement l'article 3098 des statuts refondus, 1909, concernant les shérifs et les protonotaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): D'après l'ancienne loi, les protonotaires et les shérifs destitués ou démissionnaires étaient tenus de rendre compte des argents perçus par eux dans un délai de trois mois après leur destitution ou leur démission. Par la nouvelle loi, ils seront tenus de rendre compte aussitôt que requis.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Sainte-Rose**

M. Lévesque (Laval) propose que le bill 88 constituant en corporation de ville le village de Sainte-Rose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée.

Séance du jeudi 20 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la corporation de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville (M. Bordeleau);

- de Broad Realty Limited, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à exercer, dans cette province, les pouvoirs conférés à cette compagnie par ses lettres-patentes et pour autres fins (M. Bercovitch);

- de Joseph-Ernest Robitaille, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Laferté);

- de l'abbé J.-A. Brulé et autres, demandant l'adoption d'une loi fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Édouard-de-Grantham, pour les fins civiles et scolaires (M. Laferté);

- de La Prévoyance, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 Édouard VII, chapitre 68 (M. Lévesque)

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'Économie), demandant l'adoption d'une loi leur accordant des pouvoirs additionnels (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga).

Rapports de comité:

M. Therrien (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 Georges V, chapitre 108;

- de la Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant

certains règlements passés par la municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, et la commission scolaire pour la municipalité Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt et pour autres fins;

- de la ville de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 113 amendant la charte de la cité d'Outremont;

- bill 87 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 104 amendant la loi 7 Georges V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville Montréal-Nord

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 107 amendant la loi 5 Georges V, chapitre 108, constituant en ville la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le nom de ville Montréal-Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Successions F. T. Judah et S. Caine

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 80 autorisant la vente des immeubles appartenant aux successions de feu Frederick Thomas Judah et de son épouse, feu dame Sarah Caine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Shawinigan Falls

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 101 amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Exemption de taxes à The Canada Steamship Lines Limited

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 84 confirmant deux règlements dont l'un accordant une exemption de taxes municipales et l'autre accordant une commutation de taxes scolaires à The Canada Steamship Lines Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Présentation de nouveaux députés:

M. Joseph-Charles-Ernest Ouellet, nouveau député de Dorchester

L'honorable M. Gouin (Portneuf) et **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** présentent à la Chambre le nouveau député de Dorchester, M. Ouellet. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le député à prendre son siège.

Municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 68 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet pour les fins civiles et scolaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Maple Grove

M. Robert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 54 constituant en corporation la ville de Maple Grove.

Adopté.

En comité:

Des voix demandent pourquoi l'on baptise ainsi d'un nom anglais une ville presque essentiellement canadienne-française.

M. Robert (Beauharnois): C'est d'abord parce que l'endroit fut ainsi baptisé il y a plus de quinze ans par une compagnie de chemin de fer. Et c'est surtout dit-on, pour attirer les américains.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Robert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École apostolique Notre-Dame

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 52 intitulé Loi constituant en corporation l'École apostolique Notre-Dame.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Charles Wilson

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 73 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Fonds de secours des forestiers catholiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour que le bill 109 constituant en corporation le Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'Oeuvre du petit séminariste

M. Petit (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contrat entre la ville de Saint-Lambert et la Dominion Textile Company, Limited

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 ratifiant le règlement no 91 de la ville de Saint-Lambert et ratifiant le contrat entre ladite ville et la Dominion Textile Company, Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Shawinigan Water & Power Company

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 amendant la charte de la Corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Longueuil

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 amendant la charte de la ville de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Compagnie de téléphone nationale

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Rapport de la Commission
du Tramway de Montréal**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande au premier ministre quand il espère enfin régler la fameuse question de la franchise des tramways de Montréal.

Pourrais-je savoir de l'honorable premier ministre si la Commission du tramway doit bientôt soumettre son rapport à la Chambre?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai été informé, il y a six semaines, que la Commission, nommée à la dernière session par la Législature pour accorder une franchise à la compagnie, était prête à faire son rapport pendant la présente session.

Il a su, du moins, il y a quelques semaines que la rédaction en était presque terminée. Il sera soumis après l'ajournement des Fêtes, au plus tard.

Il n'est pas certain si la loi requiert ou non que le rapport soit soumis à la Législature.

Ajournement

L'honorable Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, vendredi, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du vendredi 21 décembre 1917

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Ordre des Chevaliers
de Champlain**

M. Laferté (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Hébert), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Louis Emond et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'ordre des Chevaliers de Champlain, et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Louis Emond et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'ordre des Chevaliers de Champlain, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant de voter une loi amendement sa charte;
- de la municipalité du village d'Hébertville-Station, demandant l'adoption d'une loi lui accordant un pouvoir additionnel d'emprunter;
- de la corporation de la ville de Joliette, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie), demandant l'adoption d'une loi leur accordant un pouvoir additionnel;
- de La Prévoyance, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 5 Édouard VII, chapitre 68;

- de Joseph-Ernest Robitaille, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de Broad Realty Limited, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à exercer dans cette province les pouvoirs conférés à cette compagnie par ses lettres patentes et pour autres fins.

La Prévoyance

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 77 amendement la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société Saint-Jean-Baptiste
de Montréal**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 89 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Saint-Hyacinthe**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 108 amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Joliette**

M. Hébert (Joliette) demande la permission de présenter le bill 85 amendement la charte de la ville de Joliette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. J.-E. Robitaille

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Robitaille à l'exercice de la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Broad Realty Limited

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 62 concernant la Broad Realty Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Village d'Hébertville-Station

M. Petit (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 79 accordant des pouvoirs spéciaux à la municipalité du village d'Hébertville-Station.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Représentations théâtrales

M. Beaudry (Verchères) demande la permission de présenter le bill 170 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales.

Ce bill a pour but de faire enregistrer les représentations et de protéger les droits d'auteur.

Il veut faire amender les statuts refondus afin d'obliger tous ceux donnant des représentations théâtrales payantes à enregistrer leur nom au greffe de la paix de leur district ainsi que le nom véritable de l'œuvre qu'ils désirent représenter et le nom véritable de l'auteur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Présentation de nouveaux députés:

M. Joseph Caron, nouveau député d'Ottawa

L'honorable M. Gouin (Portneuf) et **l'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** présentent à la Chambre le nouveau député d'Ottawa, M. Caron. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le député à prendre son siège.

M. Joseph-Honoré Achim, nouveau député de Labelle

L'honorable M. Gouin (Portneuf) et **l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** présentent à la Chambre le nouveau député de

Labelle, M. Achim. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le député à prendre son siège.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On le met bien loin.

Questions et réponses:

Diplômes décernés par les écoles normales de Québec et de Jacques-Cartier, Montréal

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'élèves des écoles normales de Québec et de Jacques-Cartier, Montréal, ont obtenu leur diplôme en 1916?

2. Même question pour 1917.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): (Voir la liste ci-dessous).

1. Diplômes décernés en l'année 1915-1916 :

(a) Par l'École normale Laval, Québec			
Élémentaires, garçons	22	Élémentaires, filles	26
Modèles, garçons	25	Modèles, filles	19
Académiques, garçons	14	Académiques, filles	13
Total	61	Total	58
Grand total.....	119		

(b) Par l'École normale Jacques-Cartier, Montréal			
Élémentaires, garçons	14	Élémentaires, filles	37
Modèles, garçons	15	Modèles, filles	31
Académiques, garçons	21	Académiques, filles	10
Total	50	Total	78
Grand total.....	128		

2. Diplômes décernés en 1916-1917 :

(a) Par l'École normale Laval, Québec :			
Élémentaires, garçons	24	Élémentaires, filles	32
Modèles, garçons	32	Modèles, filles	22
Académiques, garçons	12	Académiques, filles	13
Total	68	Total	67
Grand total.....	135		

(b) Par l'École normale Jacques-Cartier, Montréal			
Élémentaires, garçons	12	Élémentaires, filles	35
Modèles, garçons	12	Modèles, filles	33
Académiques, garçons	12	Académiques, filles	12
Total	36	Total	80
Grand total.....	116		

**Ventes faites par le shérif
du district de Montréal**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de ventes ont été faites par le shérif du district de Montréal en 1916?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Quatre cent quatre-vingt-seize (496).

**Charte
d'Outremont**

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Successions
F. T. Judah et S. Caine**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 autorisant la vente des immeubles appartenant aux successions de feu Frederick Thomas Judah et de son épouse, la feu dame Sarah Caine, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ville
Montréal-Nord**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 amendant la loi 5 George V, chapitre 108, constituant en ville la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le nom de ville Montréal-Nord, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Shawinigan Falls**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Exemption de taxes
The Canada Steamship Lines
Limited**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 confirmant deux règlements dont l'un accordant une exemption de taxes municipales et l'autre accordant une commutation de taxes scolaires à The Canada Steamship Lines Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Salaire
des fonctionnaires**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je lis dans *Le Soleil* d'hier que le premier ministre et l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) ont reçu une importante délégation du Congrès des métiers et du travail. Ces délégués auraient fait au gouvernement de nombreuses et importantes demandes dont sûrement la Chambre sera saisie au cours de cette session.

Le Soleil fait dire au premier ministre ce qui suit, au sujet de l'augmentation des salaires:

"Tous les employés de tous les départements de l'administration la demandent aussi. Mais le gouvernement ne peut guère faire plus pour le présent. L'importance pour la province, c'est d'avoir de bonnes finances solides, avoir ainsi l'indépendance voulue et de n'être obligés comme quémandeurs vis-à-vis de personne. C'est alors que nous pourrions donner à toutes les classes ce qu'elles peuvent attendre d'un gouvernement.

"Et, si nous accordions aujourd'hui ces augmentations qui entameraient trop fortement le trésor, nous ne pourrions maintenir les bons résultats administratifs que nous avons obtenus depuis quelques années."

Je voudrais savoir si *Le Soleil* a rapporté exactement les paroles du premier ministre.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) n'admet pas cette façon d'interpeller le gouvernement, mais il est prêt à répondre, pourvu que ceci ne soit pas considéré comme un précédent.

Les paroles que son organe lui a mises dans la bouche sont celles qu'il a dites la veille aux ouvriers. Il a dit aux ouvriers que les employés de tous les départements réclamaient des augmentations de salaire et que le gouvernement ne pouvait pas les accorder toutes. Mais il assure qu'il n'a jamais dit que le gouvernement avait l'intention de n'en accorder aucune. Il peut se faire que prochainement on accorde certaines augmentations de salaire.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mardi 8 janvier prochain, à 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

Séance du mardi 8 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 4 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
Joseph Masson**

M. Achim (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (**M. Finnie**), que les articles 510, 511 et 516 du règlement soient suspendus relativement à la pétition et au bill que les exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de feu l'honorable Joseph Masson désirent présenter.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de feu l'honorable Joseph Masson est présentée et déposée sur le bureau.

Dépôt de documents:

**Recettes et frais d'exploitation
des compagnies de chemin de fer**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports pour l'année expirant le 30 juin 1917, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemin de fer, subventionnées par la Législature de Québec, et adressés à l'honorable ministre des Travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438, Section 5, des statuts refondus de la province de Québec, 1909. (Document de la session no 11)

**États,
rapports et statistiques
des compagnies de chemin de fer**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 30 juin 1917, en conformité des articles 6550 et 6252 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 12)

**Statistiques municipales,
1916**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant : statistiques municipales pour l'année 1916. (Document de la session no 16)

**État financier du surintendant
de l'Instruction publique**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et les dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1917. (Document de la session no 9)

**Loi
des accidents du travail**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dommages à la personne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le principal objet du bill est de porter de \$ 2,000 à \$ 2,500 le chiffre de l'indemnité payable aux victimes des accidents du travail, en cas de mort.

L'ancienne loi ne s'appliquait qu'aux ouvriers gagnant moins de \$ 1,000 par année. Avec cet amendement, la loi s'appliquera aux ouvriers gagnant jusqu'à \$ 1,200 par année. Il y a aussi plusieurs autres modifications importantes qu'il expliquera plus tard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des services
d'utilité publique**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 25 amendant l'article 718 des statuts refondus, 1909, concernant la Commission des services d'utilité publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

École des hautes études commerciales de Montréal

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter un bill 21 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Ce dernier bill a pour but de permettre à quiconque sortira, muni d'un diplôme de l'École des hautes études, de pratiquer la profession de comptable et de faire partie de l'Institut des comptables sans qu'il lui faille obtenir aucun autre diplôme.¹

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Appels au Conseil privé

M. l'Orateur: Item B. M. Francoeur².

Une voix: Ça y est, il va parler.

Une voix: Mais non, mais non. C'est pas encore ça³.

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter un bill 172 abrogeant les dispositions du Code de procédure civile concernant les appels au Conseil privé.

Ce bill a l'effet d'abolir les appels au Conseil privé dans les causes civiles de la province de Québec. C'est-à-dire que, par l'abrogation de tous les articles du Code civil relatif aux appels au Conseil privé, cette loi ferait de la Cour suprême le tribunal de dernière instance pour toutes les contestations judiciaires civiles de la province.

Ceci n'affectera pas les questions d'interprétation concernant, par exemple, les législations fédérales ou des sujets tels que les appels au Conseil privé concernant les définitions de traités ou de droits constitutionnels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Entretien des chemins d'hiver

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 24 relatif à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales.

Il propose que l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales soit confié aux municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du budget

L'honorable M. Mitchell (Richmond) annonce qu'il prononcera son discours annuel sur le budget jeudi prochain.

Questions et réponses:

Revenu des taxes ou licences

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel était en 1916 le total du revenu provincial provenant des taxes ou licences?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): L'état suivant des recettes ordinaires de la province, pour l'année fiscale 1915-1916, fournit les renseignements demandés: (Voir la liste à la page suivante)

Puissance du Canada	\$2,027,903.85
Terres et Forêts	1,807,259.01
Mines, Pêcheries et Chasse.....	161,207.43
Timbres judiciaires	456,600.40
Fonds de bâties et des jurés	79,631.93
Honoraires judiciaires à l'exclusion des timbres	60,843.31
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	19,867.43
Palais de justice de Montréal, taxe à l'exclusion des timbres.....	14,864.22
Fonds du palais de justice d'Ottawa	622.57
Garde de prison de la cité de Montréal.....	2,400.00
Garde de la prison de Québec, de la cité de Québec	1,600.00
Honoraires du grand connétable, Québec.....	2,832.67
Jeunes délinquants	6,500.00
Amendes	400.00
Timbres d'enregistrement.....	190,507.38
Gain des prisonniers, prison de Québec	21.00
Licences : hôtels, magasins, etc.	1,047,768.20
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	1,034,564.33
Droits sur successions.....	1,375,803.72
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.....	75,185.14
Loi des automobiles.....	247,081.67
Loi des distributeurs automatiques	7,570.42
Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires	497.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires.....	1,662.00
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu	1,064.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	53,341.17
Honoraires d'officiers publics :	
Commission sur honoraires.....	\$28,816.04
Commission sur renouvellement d'hypothèques	
en vertu de cadastre	<u>49.62</u>
	28,865.66
Législation :	
Honoraires sur bills privés	29,141.41
Vente de statuts	<u>2,329.27</u>
	31,470.68
Asiles d'aliénés.....	229,945.83
Écoles d'industrie et de réforme	60,990.14
<i>Gazette officielle de Québec</i>	51,311.03
Revenu casuel	103,606.69
Service civil, contribution pour pensions	23,861.07
Revenu en vertu de la loi des assurances.....	23,846.93
Compagnie de fidéicommis - Loi (Revenu)	4,686.58
Travaux et édifices publics, loyers, etc.....	2,774.10
Intérêts sur dépôts et placements	107,843.92
Prime, escompte et change	40,593.55
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	28,015.42
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	137,402.46
Remboursements, fonds de subvention des chemins de fer	40,321.26
Remboursements de l'indemnité aux porteurs de licences	
en vertu de 2 George V, chapitre 12	13,685.40
Crédits pour la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	464.67
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	10,747.68
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage,	
en vertu de 5 George V, chapitre 31	<u>29,950.85</u>
	\$9,647,982.77

Dette de la province

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelle était la dette de la province de Québec au 31 octobre 1916?

2. Y a-t-il eu des emprunts permanents ou temporaires de faits par le gouvernement de cette province dans le cours de l'année 1916?

3. Dans l'affirmative, pour quel montant, de quelle façon et à quelles conditions?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1.

Dette consolidée en cours

au 31 octobre 1916..... \$38,846,128.22

Fonds d'amortissement placés

au 31 octobre 1916..... 1,507,842.09
\$37,338,286.13

2. Oui, emprunt spécial à courte échéance du 1er juin 1916 en vertu de la loi 5 Georges V, chapitre 2 et emprunt permanent en vertu de 3 Georges V, chapitre 6.

3. Emprunt spécial à courte échéance de \$4,000,000. Terme de dix ans, à 99.20, intérêt, 5% par année, payable semi-annuellement.

Emprunt permanent de \$740,000 (emménagement des eaux de la rivière Saint-Maurice), terme trente ans. Au pair, intérêt 4½ % par année payable semi-annuellement.

Actif et passif de la province de Québec

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont actuellement l'actif disponible, le passif direct et l'excédant du passif sur l'actif de la province de Québec?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

Actif disponible..... \$11,702,800.31

Passif direct..... 42,021,779.03

Excédant du passif sur l'actif..... 30,318,978.72

Taxes versées par la ville de Montréal

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel est le montant total de toutes les taxes et contributions versées par la cité de Montréal dans la caisse du gouvernement durant la dernière année écoulée?

2. Quel montant pour le reste de la province?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. \$39,602.66

2. \$202,624.26.

Emprunts du gouvernement

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les emprunts que le gouvernement a fait depuis 1915 jusqu'à ce jour?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

\$4,000,000. Emprunt spécial à courte échéance du 1er juin 1916, en vertu de la loi 5 Georges V, chapitre 2.

\$1,425,000. Emprunt permanent du 1er juin 1916, (emménagement des eaux de la rivière Saint-Maurice) en vertu de la loi 3 Georges V, chapitre 6.

\$123,600. Emprunt permanent du 1er mai 1916, (chemins à barrières de la rive nord de Québec) en vertu de la loi 6 Georges V, chapitre 2.

Emprunt de la victoire

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il souscrit à l'emprunt de la victoire?

2. Le gouvernement a-t-il puisé cette somme à même les revenus de la province ou au fonds d'emprunt?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1.

Un million de piastres (\$1,000,000).

2. \$567,500 à même le fonds du revenu consolidé et non à même le fonds d'emprunt, et \$432,500 à même les fonds d'amortissement.

Nouvel emprunt

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Est-il vrai que le gouvernement se propose d'emprunter encore cette année?

2. Dans l'affirmative, quelle somme?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

Non.

Contribution de municipalités à la construction de chemins

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à la prochaine séance cette Chambre se formera en comité plénier

pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la contribution par certaines municipalités à la construction de certains chemins.

On veut légaliser les résolutions irrégulières passées par certaines municipalités qui se sont engagées à payer \$1,000 par mille pour la confection des routes nationales.

Adopté.

Contrat relatif à l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance cette Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant un contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Adopté.

Aide aux victimes de l'explosion à Halifax

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance cette Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à une souscription de \$100,000.00 pour venir en aide aux victimes de l'explosion qui a dévasté la cité d'Halifax et les localités environnantes.

Adopté.

Motion Francoeur

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Item 22⁴. Stand⁵.

Représentations théâtrales

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales soit maintenant lu une deuxième fois.

Par ce projet de loi, il veut obliger les directeurs des représentations théâtrales à enregistrer au greffe de la paix, dans le district où ces représentations sont données, le titre véritable de la pièce, le nom de l'auteur et leur propre nom.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Prévoyance

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance (The Provident) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste (Caisse nationale d'économie), soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

M. J.-E. Robitaille

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Robitaille à l'exercice de la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Joliette

M. Hébert (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 amendant la charte de la ville de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Broad Realty, Limited

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 concernant la Broad Realty, Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Village Hébertville-Station

M. Petit (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 accordant des pouvoirs spéciaux à la municipalité du village d'Hébertville-Station soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Saint-Michel

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), que les articles 510, 511 et 516 du règlement soient suspendus relativement à la pétition et au bill que la ville de Saint-Michel désire présenter.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Saint-Michel est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

M. T.-L. Bergeron et la situation bilingue en Ontario

M. Sauvé (Deux-Montagnes)⁶ soulève une question de privilège.

Il fait état d'un reportage dans un journal libéral du soir, le *Herald*, de Montréal, qui rapporte que le *Toronto Globe* critiquait un certain M. T.-L. Bergeron pour les déclarations de ce dernier à propos de la situation bilingue en Ontario.

M. Bergeron, un avocat de Chicoutimi, était désigné dans ce journal comme faisant partie de la Législature, ce qui pouvait donner plus de poids à ses déclarations.

Il dit qu'il devrait être connu que M. Bergeron n'est pas un membre de la Législature du Québec, comme mentionné dans le journal de

Toronto, non pas qu'il veuille nier que M. Bergeron est digne de l'honneur d'être un membre de la Législature, mais simplement pour faire connaître les faits.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *Le Devoir*, M. Décarie aurait affirmé qu'il ignorait la portée de son bill.

2. À ce moment, M. Francoeur se lève et tend à un petit page un morceau de papier blanc que ce dernier court porter à l'Orateur.

3. On fait allusion à la motion Francoeur sur la séparation du Québec.

4. Il s'agit de la motion Francoeur qui était à l'ordre du jour.

5. Cette expression signifie que l'étude de la question est remise à plus tard.

6. *L'Événement* mentionne que M. Sauvé aurait soulevé cette question de privilège au début de la séance tandis que *La Presse* et *The Gazette* le font intervenir avant l'ajournement.

Séance du mercredi 9 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de feu l'honorable Joseph Masson, demandant l'adoption d'une loi relative à la nomination des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de cette succession (M. Achim);
- de la ville Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certains règlements et modifiant certaines dispositions de la loi des cités et villes (M. Lévesque).

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- d'Alphonse Delvecchio et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Pierre-Thomas Delvecchio;
- d'Édouard Bellemare et autres, demandant l'érection de la municipalité de Charette;
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de Louis Emond et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant l'ordre des Chevaliers de Champlain en société de secours mutuels;
- de The British Canadian Life & Accident Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de la corporation de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, demandant sa constitution en ville;
- de l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de la ville de Québec-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de la cité de Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de l'Hôpital général de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de The Lyman Real Estate Corporation Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant ses lettres patentes et pour autres fins.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 24 janvier courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Adopté.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 84 confirmant deux règlements dont l'un accordant une exemption de taxes municipales et l'autre accordant une commutation de taxes scolaires à The Canada Steamship Lines Limited.

Et avec des amendements, les bills suivants:

- bill 101 amendement la charte de la ville de Shawinigan Falls;
- bill 66 amendement la loi 5 George V, chapitre 135, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 24 janvier courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Adopté.

Charte de Maisonneuve

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 82 amendement la charte de la cité de Maisonneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Pierre-Thomas Delvecchio**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 94 concernant la succession Pierre-Thomas Delvecchio.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ordre des
Chevaliers de Champlain**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 114 constituant en corporation l'ordre des Chevaliers de Champlain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Québec**

M. Laferté (Drummond) pour **M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 91 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The British Canadian Life and Accident
Insurance Company**

M. Phaneuf (Bagot) demande la permission de présenter le bill 71 concernant The British Canadian Life and Accident Insurance Company (La Canadienne Britannique, compagnie d'assurances sur la vie et contre les accidents).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sorel**

M. Péloquin (Richelieu)¹ demande la permission de présenter le bill 103 amendant la charte de la cité de Sorel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Union Saint-Joseph
et Saint-Michel**

M. Péloquin (Richelieu) demande la permission de présenter le bill 106 amendant la loi 57 Victoria,

chapitre 81, régissant l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Lyman Real Estate
Corporation Limited**

M. Scott (Compton)² demande la permission de présenter le bill 78 concernant The Lyman Real Estate Corporation Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Montreal General
Hospital**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 112 amendant la charte de The Montreal General Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
du Cap-de-la-Madeleine**

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 105 constituant en corporation la ville du Cap-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de la municipalité de
la paroisse de Charette**

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 59 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Charette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Québec-Ouest**

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 92 amendant la loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Montréal**

M. Mayrand (Montréal-Dorion) pour **M. Turcot (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Barreau de la province de Québec

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 171 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Manufactures dans la province de Québec

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y a-t-il de manufactures dans cette province?

2. Quel est ou quels sont le nom ou les noms du ou des propriétaires de chacune d'elles et dans quelle localité chacune est-elle située?

3. Quels sont les produits fabriqués par chacune d'elles?

4. Quelle quantité de ces produits fabrique annuellement chaque manufacture?

5. Combien parmi celles qui sont exploitées par des compagnies à fonds social, dont les fonctionnaires sont en majorité canadiens-français?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1. 7,158.

2, 3, 4 et 5. Le dernier recensement postal des manufactures au Canada, 1916, ne fournit pas ces renseignements. Ce recensement a été fait par le bureau des renseignements et statistiques d'Ottawa.

Le contrôle des emprunts

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre a-t-il des déclarations à faire au sujet du projet que le gouvernement provincial a élevé contre le récent décret de M. White, ministre des Finances fédéral, prohibant les placements d'argent et les emprunts des provinces, des municipalités sans l'assentiment du ministre des Finances?

Il vient de voir dans la *Gazette officielle* le texte de l'arrêté en conseil du gouvernement provincial concernant l'arrêté en conseil du gouvernement central relativement au contrôle des emprunts.

Sera-t-il question de cet arrêté au cours de la présente session?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): La Chambre sera mise parfaitement au courant de la question au cours de la session présente et tous les renseignements nécessaires lui seront donnés.

Le trésorier de la province, dans son exposé budgétaire, en parlera abondamment et fournira les explications désirées. Il exprimera l'opinion de ses collègues sur l'ordre en conseil fédéral relativement aux emprunts des gouvernements provinciaux. Après quoi, la question reviendra devant la Chambre.

La prohibition

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre ne serait pas prêt à faire une déclaration au sujet de cet autre arrêté en conseil fédéral prohibant l'importation des boissons enivrantes au Canada. Voilà un ordre qui affecte beaucoup Québec.

Quelle mesure le gouvernement provincial entend-il prendre au sujet de la prohibition, qui sera bientôt imposée à tout le pays?

L'honorable M. Gouin (Portneuf) répond qu'il sera assurément question de cette action du gouvernement central au cours de la session.

Revenus de la province

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve que le ministre des Finances a commis une extravagance en lui fournissant une longue liste de renseignements sur les revenus de la province, alors qu'il lui demandait simplement le revenu des licences. Le moins qu'il pourrait faire, ce serait de répondre convenablement aux interpellations de l'opposition, qui n'est pas nombreuse mais qui n'en a pas moins le droit d'être traitée avec des égards.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique qu'il a répondu, l'an dernier, de la même façon à la même question et que le chef de l'opposition s'est montré alors tellement satisfait de cette réponse qu'il a cru devoir la donner de nouveau de la même façon cette année. Il promet au chef de l'opposition qu'il tâchera de faire mieux.

Charte d'Outremont

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 113 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

2. *Le Soleil* mentionne le nom de M. Finnie.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Trois-Rivières

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 87 amendement la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) prend la parole.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) prend la parole.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la séance soit ajournée.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Soleil* mentionne le nom de M. Phaneuf.

Séance du jeudi 10 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Biens imposables des catholiques
de la paroisse
de Saint-Jean-l'Évangéliste
de Coaticook**

M. Therrien (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Delisle), que les articles 510, 511 et 516 du règlement soient suspendus relativement à la pétition et au bill que MM. Isaïe Giroux et autres désirent présenter.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- d'Isaïe Giroux, demandant l'adoption d'une loi permettant l'imposition d'une répartition annuelle sur les biens imposables des catholiques de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook.

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande que l'article 516 des règlements soit suspendu et que les délais pour la présentation des bills privés soient prolongés au 23 courant inclusivement.

Adopté.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 75 concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal;

- bill 81 amendant la charte de la ville de Longueuil;

- bill 63 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Votre comité recommande que l'article 516 du règlement soit suspendu et que les délais pour la présentation des bills privés soient prolongés au 23 courant inclusivement.

Adopté.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 55 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 72 ratifiant le règlement no 91 de la ville de Saint-Lambert et ratifiant et confirmant le contrat entre ladite ville et la Dominion Textile Company Limited.

Avec amendements, le bill 65 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine.

Prévention des incendies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 36 amendant la loi pour prévenir les incendies.

D'après l'ancienne loi, le gouvernement est autorisé à octroyer \$25,000 par année aux municipalités de villages pour les aider à se pourvoir d'appareils de protection contre le feu. Il a été constaté que certaines petites villes voudraient se prévaloir de cette loi. Le présent bill est pour permettre aux villes de pas plus de 2,000 âmes de se prévaloir des avantages de cette loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des chemins à barrières
de la rive sud à Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 38 relatif

à la Commission des chemins à barrières de la rive sud à Québec.

Ce bill est pour abolir les barrières de péage sur la rive sud, à Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnies d'assurance contre le feu

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 173 amendant l'article 7033 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurance contre le feu.

Il veut placer les compagnies d'assurance contre le feu qui ont une charte provinciale sur le même pied que celles possédant une charte fédérale, pour leur permettre de prendre des risques de trois ans.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à s'unir pour la formation d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé, et que les honorables MM. Allard, Amyot, Bryson, Garneau, Paradis, Pérodeau, Racine, Roberge, Savoie, Smith, Turgeon et Vilas sont chargés d'agir en son nom dans ledit comité collectif.

Dépôt de documents:

État des comptes publics

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1917. (Document de la session no 2)

État des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des articles 900 et 901 des statuts

refondus de la province de Québec, 1909. (Document de la session no 26)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1919, conformément aux dispositions de la section 55 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 10 janvier 1918

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que ce message et le budget des dépenses de l'exercice finissant le 30 juin 1919 soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond): M. l'Orateur, le 16 novembre 1916, j'avais l'honneur de soumettre à la Chambre l'état financier annuel de la province, avant de siéger en comité des subsides, et je conseillais fortement à tous de pratiquer la frugalité et l'économie, d'user de prudence et de précaution dans toutes leurs entreprises, afin de nous préparer à faire face aux grands problèmes que nous aurons à solutionner quand la victoire aura été obtenue et une paix durable déclarée.

Je n'ai qu'à répéter ce conseil; ce que je ferai encore avec plus d'instance, parce que plus longue sera la lutte actuelle du monde entier au nom de la liberté, plus grandes seront les contributions imposées au crédit comme aux ressources de notre province, plus grand aussi l'effort que nous serons appelés à faire, au commencement de la période de reconstruction.

Agissons donc avec précaution, avec soin, avec prudence, mais aussi sans mettre en oubli que

nous disposons des ressources, que nous avons une population douée de l'habileté et de l'énergie voulue pour aborder tous les grands problèmes, dont l'étude et la solution s'imposeront à nous comme population de cette province ou au Canada tout entier comme nation.

Les affaires de la province, je suis heureux de le déclarer, au cours de cette quatrième année de guerre, sont dans un excellent état, sur une base financière plus solide que jamais dans son histoire, dans une condition dont la population peut s'enorgueillir.

À ce résultat ont concouru seulement, mais dans la plus grande mesure, la prudence, la pratique de l'économie et la vigilance administrative en tout temps.

Je vais soumettre à la Chambre l'état des finances de la province pour l'année finissant le 30 juin 1917.

Année fiscale 1916-1917

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1917 étaient :

Revenu ordinaire	\$ 9,222,847.28
Dépense ordinaire et extraordinaire	<u>9,010,088.29</u>
Surplus en prévision	\$ 212,758.99

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire	\$ 10,441,113.71
Dépense ordinaire	<u>9,847,173.10</u>
Surplus	\$ 593,940.61

Les dépenses extraordinaires pour l'année, cependant, payées à même le revenu ordinaire, ont été de \$60,500, ce qui donne un surplus réel de revenu ordinaire sur la dépense ordinaire et extraordinaire de \$533,440.61, sur laquelle somme ont été payées \$375,000 à compte sur \$1,000,000, montant de la souscription au Fonds patriotique du Canada, autorisée durant la dernière session, soit un surplus restant de \$158,440.61.

Le revenu ordinaire réel a excédé les prévisions de \$1,218,266.43, et la prévision des dépenses ordinaires et extraordinaires a été dépassée de \$897,584.81.

(Voir état no 1)

**Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions
1916-1917**

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions :

Terres et Forêts	\$ 53,624.00
Mines, Pêche et Chasse.....	35,410.31
Timbres judiciaires.....	47,886.05
Fonds de bâtieses et des jurés.....	61,002.62
Licences	376,093.34
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	101,670.61
Droits sur les successions.....	241,262.84
Taxes sur transferts d'actions, bons, etc.	27,453.26
Loi sur les véhicules-moteurs	294,862.81
Revenu casuel	20,933.51
Prime, escompte et change.....	32,814.59

Et il y a eu d'autres petits services de revenu dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de	223,880.40
--	------------

(Voir état no 2)

**Comparaison avec les prévisions
Dépenses ordinaires, 1916-1917**

La dépense pour les services suivants a excédé les prévisions des sommes suivantes :

Législation.....	\$ 69,613.38
Gouvernement civil.....	28,887.99
Administration de la justice	52,811.50
Instruction publique	36,609.36
Asiles d'aliénés	36,672.60
Écoles de réforme et d'industrie	44,936.37
Mines, Chasse et Pêche, service de l'enregistrement (cadastre).....	13,060.10
Travaux publics (ordinaires)	266,957.11
Travaux publics (extraordinaires)	25,500.00
Agriculture	132,100.00
Voirie	141,147.12
Terres et Forêts	21,150.00
Charges sur le revenu.....	37,822.11
Services divers	<u>58,802.40</u>
	\$ 966,070.04

La dépense pour les services suivants a été moins élevée que la prévision :

Dette publique.....	\$ 52,154.71
Juges de la Cour des sessions de la paix, etc.	886.93
Inspection des bureaux publics	310.69

**Comparaison avec les prévisions
Dépenses ordinaires, 1916-1917 (suite)**

Travail	5,851.40	
Colonisation et Immigration	<u>9,281.50</u>	
		<u>68,485.23</u>
La dépense ordinaire réelle a excédé la prévision de.....		<u>897,584.81</u>

(Voir état no 3)

Opérations de caisse en 1916-1917

Le 1 ^{er} juillet 1916, il y avait dans diverses banques la somme de	\$ 2,565,941.41
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à	<u>614,573.71</u>
	\$ 1,951,367.70

Les recettes du 1^{er} juillet 1916 au 30 juin 1917 ont été :

Revenu ordinaire.....	\$ 10,441,113.71
Dépôts en fidéicommiss	494,441.39
Vente de terrains de l'exposition, Montréal.....	440.11
Vente de la propriété no 76, rue Saint-Gabriel, Montréal.....	1,000.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences d'hôtel, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (acompte).....	46,270.91
Terrains d'exhibition, Montréal, en vertu de 62 Victoria, chapitre 2, section 1	15,002.57
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	15,702.65
Transfert des dépôts spéciaux, partie du fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	497,133.48
Emprunts en vertu de 3 George V, chapitre 6 (Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice)	1,148,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (Obligations de la Commission des chemins à barrières de la rive nord.....	<u>121,000.00</u>
	\$ 12,780,104.82

Paiements du 1^{er} juillet 1916 au 30 juin 1917 :

Dépenses ordinaires	\$ 9,847,173.10
Dépenses extraordinaires	60,500.00
Souscription au Fonds patriotique canadien	375,000.00
Dépôts en fidéicommiss	375,037.53
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction.....	750.00
Loi des bons chemins, 1912.....	1,646,177.41
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	54,892.28
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	207,497.35

Opérations de caisse en 1916-1917 (suite)

Terrains de l'exhibition, Montréal,		
produit de la vente.....	15,002.57	
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria,		
chapitre 2, section 5	497,133.48	
Emmagasinement des eaux de la rivière		
Saint-Maurice.....	1,148,000.00	
Chemins à barrières de la rive nord de Québec,		
échange d'obligations	<u>121,000.00</u>	
		<u>\$ 14,348,163.72</u>
Excédent de paiements.....		<u>\$ 1,568,058.90</u>
Balance.....		<u>\$ 383,308.80</u>
Viz :		
Le 30 juin 1917, il y avait en dépôts dans diverses banques	\$ 938,764.64	
Sur quoi il y avait à payer, à la même date, des mandats		
en cours au montant de	<u>555,455.84</u>	
		<u>\$ 383,308.80</u>

Comparaison des recettes ordinaires de 1916-1917 avec celles de 1915-1916

Le total des recettes ordinaires pour 1916-1917 a été de.....	\$ 10,441,113.71
Le total des recettes ordinaires pour 1915-1916 a été de.....	<u>9,647,982.77</u>
Augmentation dans les recettes de 1916-1917.....	\$ 793,130.94

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1915-1916, viz :

Puissance du Canada.....	\$ 87.13
Mines, Chasse et Pêche.....	24,202.88
Licences, etc.....	278,325.14
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	67,106.28
Droits sur les successions.....	365,459.12
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.....	2,268.12
Loi des véhicules-moteurs	247,781.14
Loi des distributeurs automatiques	995.90
Loi des détectives privés, revenu	204.00
Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires	4,136.04
Inspection des hôtels et maisons de pension, honoraires.....	736.00
Service civil, contributions au fonds de pension	904.36
Loi des assurances, revenu.....	19,387.93
Intérêt sur fonds d'amortissement, en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5.....	6,109.82

**Comparaison des recettes ordinaires de 1916-1917
avec celles de 1915-1916 (suite)**

Contributions des fabriques de beurre et de fromage en vertu de 5 George V, chapitre 31	5,571.03
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins	24,115.50
Remboursement des subventions aux chemins de fer - Taxe	3,844.61
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	<u>13,945.00</u>
	\$ 1,065,180.00

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées que celles de 1915-1916, viz :

Terres et Forêts	\$ 53,635.01
Administration de la justice	7,364.92
Timbres d'enregistrement	5,970.35
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	32,200.80
Percentage sur honoraires d'officiers publics	37.19
Législation.....	3,958.49
Entretien des aliénés	81,007.62
Écoles de réforme et d'industrie	20,986.46
<i>Gazette officielle de Québec</i>	6,311.03
Revenu casuel	32,673.18
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu	486.58
Travaux et édifices publics, loyers.....	234.42
Intérêt sur dépôts et placements	23,197.95
Prime, escompte et change.....	3,778.96
Crédit pour la dette publique, en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2.....	<u>206.10</u>
	\$ 272,049.06

Augmentation nette en 1916-1917..... \$ 793,130.94

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1916-1917
avec celles de 1915-1916**

Total des dépenses ordinaires en 1916-1917	\$ 9,847,173.10
Total des dépenses ordinaires en 1915-1916	<u>9,278,688.08</u>
Augmentation des dépenses ordinaires en 1916-1917.....	\$ 568,485.02

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1915-1916, viz :

Dette publique.....	\$ 247,676.29
Gouvernement civil.....	22,759.61
Administration de la justice	7,796.02
Instruction publique	33,281.88

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1916-1917
avec celles de 1915-1916 (suite)**

Travaux publics (ordinaires)	15,986.42
Travail	1,687.53
Agriculture	31,838.07
Voirie	42,147.12
Colonisation, Mines, Pêcheries et Immigration	62,245.75
Institutions de bienfaisance	2,500.00
Asiles d'aliénés	32,672.60
Écoles de réforme et d'industrie	39,936.37
Charges sur le revenu	37,926.63
Services divers	<u>36,070.20</u>
	\$ 614,524.49

Les dépenses sur les services suivants ont été moins élevées qu'en 1915-1916, viz :

Législation.....	\$ 36,689.47
Terres et Forêts	<u>9,350.00</u>
	\$ 46,039.47
Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1916-1917 sur celles de 1915-1916.....	<u>\$ 568,485.02</u>

Les dépenses extraordinaires pour travaux et édifices publics durant l'année 1916-1917 ont été de \$97,500 moins élevées qu'en 1915-1916.

La balance des subventions aux chemins de fer en argent et des subventions en terre converties en argent autorisées par les lois de la Législature, mais non gagnées au 30 juin 1917, était de \$6,883.38.

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1917**

Passif

Dette consolidée courante avant la conversion	\$ 37,719,469.39	
Augmentation du capital par la conversion	<u>1,743,526.83</u>	
		\$ 39,462,996.22
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Dépôts en fidéicommiss		631,628.74
Mandats non payés		555,455.84
Obligations du palais de justice de Québec		50,400.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke		<u>60,000.00</u>
		\$ 42,259,090.43

Actif

Fonds d'amortissement :

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée dans les banques	\$ 212,846.52	
Placements en obligations du palais de justice de Québec	50,400.00	
Placements en débetures de la province de Québec	80,000.00	
Placements en bons de guerre du Canada (1931)	201,732.65	
Placements en bons de guerre du Canada (1937)	<u>215,400.83</u>	
	\$ 760,380.00	
Placements en actions inscrites 3% de la province de Québec	551,370.79	
Placements en actions enregistrées 4 ½ % de la province de Québec	303,731.56	
Placements en débetures 4 ½ % de la province de Québec	<u>29,575.68</u>	
		\$ 1,645,058.03

Puissance du Canada :

Part de Québec dans le fonds des écoles communes	1,168,026.51
Argent en banques	938,764.64
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de propriété	5,000.00
Avances à diverses personnes	107,437.29
Avances pour payer les indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	405,526.42
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	1,300,138.08

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1917**

Actif (suite)

Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	318,179.27	
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36	3,631,647.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 6	85,611.25	
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6	38,285.30	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16	50,400.00	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6	\$ 27,750.51	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicommis	<u>32,249.49</u>	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>\$ 9,754,074.63</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1917		<u>\$ 32,505,015.80</u>

Dettes consolidées

Le 30 juin 1916, la dette consolidée en cours était de \$ 38,346,128.22
 Le 30 juin 1917, la dette consolidée en cours était de 39,462,996.22

Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1916-1917 \$ 1,116,868.00

Justifiée comme suit :

Réduction :

Obligations de l'emprunt de 1880 rachetées..... \$ 152,132.00

Augmentation :

Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 \$ 1,148,000.00
 Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 121,000.00
\$ 1,269,000.00
\$ 1,116,868.00

La dette consolidée au 30 juin 1917, consistant en obligations et en actions
 courantes de divers emprunts de la province, était de \$ 39,462,996.22

Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à..... 1,645,058.03

Soit une balance nette de dette consolidée de..... \$ 37,817,938.19

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1917 accuse une augmentation, sur la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1916, de \$959,157.43.

Cette augmentation est due à l'émission de \$1,148,000 de débentures en vertu de 3 George V,

chapitre 6, et de \$121,000 de débentures en vertu de 6 George V, chapitre 2, moins \$152,132 de bons rachetés de l'emprunt de 1880 et \$157,710.57 placées au compte des fonds d'amortissement.

Dette non consolidée

Au 30 juin, la dette non consolidée consistait en :

Dépôts en fidéicommiss	\$ 631,628.74
Mandats non payés.....	555,455.84
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....	1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.	<u>25,000.00</u>
	\$ 2,685,694.21

Par contre, il y avait à la même date :

Argent en banques.....	\$ 938,764.64
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser sur la vente de la propriété	5,000.00
Avances à diverses personnes.....	107,437.29
Avances pour payer les indemnités aux hôteliers, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8.....	405,526.42
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	1,300,138.08
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	318,179.27
Nouvelle prison, district de Montréal, avances.....	3,631,647.84
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances.....	85,611.25
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances.....	38,285.30
Part de Québec, fonds des écoles communes.....	<u>1,168,026.51</u>
	\$ 7,998,616.60

Ce qui laisse un surplus d'actif sur la dette non consolidée de.....	<u>\$ 5,312,922.39</u>
--	------------------------

Année courante

Les recettes provenant du revenu ordinaire, pendant les six mois finissant le 31 décembre 1917, accusent une augmentation très satisfaisante sur celles d'une période correspondante de l'année précédente.

Presque toutes les sources de revenus ayant contribué à ce résultat, il y aura probablement augmentation sur les recettes prévues, à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi augmentation sur les prévisions dans les dépenses ordinaires et extraordinaires du montant des mandats spéciaux émis depuis le 1^{er} juillet, soit \$234,804.78 comme l'indique l'état déposé devant la Chambre, et aussi du montant du budget supplémentaire qui sera soumis à la Chambre afin de pourvoir aux dépenses nécessaires des différents services, pour terminer l'année courante.

Cette augmentation dans les dépenses sera plus que compensée, nous l'espérons, par une augmentation du revenu, à en juger par les recettes perçues jusqu'au 31 décembre dernier.

Prévisions pour 1918-1919

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1919, qui seront soumises à l'approbation de cette Chambre, ont été préparées avec soin; quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que des conditions financières actuelles, et quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$ 10,293,484.20
Dépenses ordinaires	<u>10,019,243.68</u>
Surplus probable	\$ <u>274,240.52</u>

Les bons chemins

L'état suivant représente ce qui a été dépensé jusqu'au 31 décembre 1917, en vertu de la loi des bons chemins de 1912, telle qu'amendée par 5

George V, chapitre 3, et 7 George V, chapitre 9, pour les travaux faits par les municipalités et pour la construction des chemins du gouvernement : le montant reçu du produit des emprunts faits sous l'autorité de cette loi, le montant des avances faites à même le fonds du revenu consolidé, le montant accordé aux municipalités, et la balance à payer lorsque les travaux au montant de leurs allocations auront été faits, savoir :

Paiement fait aux municipalités	
jusqu'à date	\$ 9,915,159.89
Paiement pour chemins du	
gouvernement à date	<u>5,656,388.29</u>
	\$ 15,571,548.18
Produit net des emprunts	<u>5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur le	
produit des emprunts	\$ <u>9,720,742.86</u>
Montants accordés aux municipalités	
jusqu'à date	\$ 10,309,958.28
Montant payé là-dessus	<u>9,915,159.89</u>
Balance à payer à mesure que se	
feront les travaux	\$ <u>394,798.39</u>

L'état ci-dessus démontre que les paiements faits aux municipalités, et pour les chemins du gouvernement en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par 5 George V, chapitre 3, et 7 George V, chapitre 9, s'élèvent au montant de \$15,571,548.18, ce qui laisse une balance de \$4,052,586.77 sur le produit des emprunts permanents de \$20,000,000 autorisés par la Législature.

L'ordre en conseil du dominion concernant l'émission de débetures, etc., par les provinces

Je ne croirais pas être excusable en traitant de la condition financière de la province si je ne parlais du différend qui a surgi entre le gouvernement du dominion et celui de cette province, lorsque le premier a passé l'arrêté ministériel du 22 décembre 1917, soi-disant en vertu de la loi des mesures de guerre de 1914, dans les termes suivants :

"Attendu qu'il est opportun que le marché des placements au Canada soit réservé pour faciliter l'emprunt des sommes d'argent considérables qui seront nécessaires à la conduite de la guerre et permettre, au besoin, au gouvernement de Son Excellence d'utiliser pleinement la puissance de placement du pays pour les fins suprêmes de la

défense nationale, et qu'il est opportun de prévenir l'affaiblissement de ce marché en y prohibant l'offre et la vente de valeurs dans le but de prélever des capitaux pour des fins dont la réalisation peut, dans l'intérêt public, être retardée jusqu'après le rétablissement de la paix, tout en réservant au ministre des Finances le droit de délivrer un certificat permettant l'offre et la vente des valeurs que ledit ministre jugera à propos d'excepter de telle prohibition;

"À ces fins, il plaît à Son Excellence le gouverneur général en conseil, sur la proposition du ministre des Finances et en vertu des dispositions de la loi de 1914 des mesures de guerre, d'établir les règlements suivants, qui sont par les présentes établis et décrétés en conséquence:

"1. Il sera illégal au Canada, pour un gouvernement provincial, colonial ou étranger, une municipalité, une commission, un gouvernement local, une institution, une corporation ou une compagnie autorisée, par eux-mêmes ou par d'autres en leur nom, de vendre, offrir en vente ou annoncer des bons, obligations ou autres valeurs attestant l'obligation de rembourser un emprunt d'argent, qui peuvent être émis à l'avenir par tel gouvernement, colonial ou étranger, telle institution, corporation ou compagnie autorisée comme susdit, ou toutes actions ordinaires ou privilégiées, qui peuvent être émises à l'avenir par telle corporation ou compagnie autorisée, ou d'acheter ou de s'engager à acheter des bons, obligations ou valeurs ou actions, tel que susdit, avant que ladite offre ou ladite vente en Canada ait été approuvée au préalable par une autorisation écrite du ministre des Finances; pourvu toutefois que rien dans les présents règlements n'affecte l'émission, l'offre en vente, l'annonce, la vente ou l'achat de bons, d'obligations ou des valeurs du gouvernement du Canada, ou les négociations portant sur des bons, en vente dans le passé ou dont l'émission et la mise en vente ont été approuvées au préalable par une autorisation du ministre des Finances, tel que susdit.

"2. Toute émission ou vente faite en contravention de la prohibition susdite sera censée être un abus de l'autorité du gouvernement provincial, colonial ou étranger, de la municipalité, de la commission, du gouvernement local, de l'institution, de la corporation ou de la compagnie autorisée au nom duquel ou de laquelle elle est faite, et peut être interdite au moyen d'une poursuite à la requête du solliciteur général du Canada dans l'intérêt public; et de plus, toute personne qui émet, vend, offre en vente, annonce ou achète ou s'engage

à acheter de tels bons, obligations, autres valeurs ou actions ainsi émis, vendus, offerts en vente ou annoncés, sans l'autorisation telle qu'exigée dans les présents règlements, se rend coupable d'une contravention et passible sur conviction sommaire devant deux juges ou plus après procédure prise tel que prescrit par la partie XV du Code criminel, à l'emprisonnement pour un an ou plus, ou à une amende n'excédant pas cinq mille dollars, ou à l'emprisonnement et à l'amende au gré du tribunal.

"3. Pour les fins des présents règlements, les mots "vente", "vendre" et "acheter" et leurs dérivés seront considérés et interprétés comme comprenant l'hypothèque, la mise en gage ou l'aliénation d'un droit ou d'un intérêt pour une considération pécuniaire ou, selon le cas, l'acquisition, par voie d'hypothèque, de mise en gage ou autrement, d'un droit ou d'un intérêt pour une considération pécuniaire.

Rodolphe Boudreau,
greffier du Conseil privé"

Le gouvernement de cette province a été informé par le département du procureur général que l'arrêté ministériel du 22 décembre 1917 était *ultra vires* du gouvernement du Canada, et le gouvernement a immédiatement décidé de recourir aux moyens de protéger les droits de la province en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique septentrionale, si les luttes nombreuses et prolongées qui ont été faites dans le passé par les premiers ministres des provinces, et particulièrement par Sir Oliver Mowat, dans la province d'Ontario, et par Sir Lomer Gouin, dans la province de Québec, ne doivent pas avoir été faites en vain. Cependant, la question comportait des conséquences tellement importantes au point de vue de la Constitution que l'on a cru à propos de prendre plus ample information, et il a été décidé de rechercher l'avis d'un jurisconsulte éminent. Le gouvernement a consulté M. E. Lafleur, C. R., et M. Aimé Geoffrion, C. R., tous deux de Montréal, lesquels ont déclaré d'une manière très claire, définie et très concise que les dispositions de l'arrêté ministériel, passé par le gouvernement du Canada, en tant qu'elles nuisent aux gouvernements provinciaux ainsi qu'à certains autres corps et institutions, sont *ultra vires*. Voici en quels termes ils conclurent:

"Pour ces raisons, nous sommes d'avis que les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1917 sont *ultra vires* en tant qu'elles ont rapport aux gouvernements provinciaux, aux municipalités, aux commissions et aux institutions

provinciales, aux corporations et compagnies autorisées sujettes à l'autorité législative des législatures provinciales."

Pour abrégé, je n'ai cité que la conclusion, mais l'exposé sera publié *in extenso* comme appendice du discours sur le budget. Tous ceux qui prendront soin de le lire avec les citations qu'on y fait reconnaîtront le bien-fondé de la conclusion à laquelle on en est venu, que, par cet arrêté, les droits de la province ont été usurpés et que, dans les circonstances, ce gouvernement-ci n'avait pas d'autre ligne de conduite à suivre que celle qu'il a suivie, si nous voulions faire notre devoir comme membres de l'administration tenus par serment d'office de protéger les droits de la province et de sa population.

On donne comme prétexte de l'arrêté ministériel du 22 décembre dernier que c'était pour fins de guerre. Mais cette raison ne vaut rien, car les difficultés auraient pu être évitées si le ministre des Finances nous avait seulement demandé de coopérer avec lui dans les limites de nos juridictions respectives.

Le gouvernement de cette province n'a pas actuellement en vue d'emprunter ni de lancer aucune valeur sur le marché. Et cela même est la meilleure preuve que notre protestation est basée en principe sur la protection de nos droits constitutionnels.

Il est à regretter que certains journaux semblent avoir profité de cette nouvelle occasion pour attaquer la province de Québec, en donnant à entendre que cette province ne veut pas prendre sa part dans la poursuite de la guerre. Voilà ce que personne ne devrait être obligé de contredire, car nous avons conscience que ce gouvernement a fait, en tout temps, tout ce qu'il lui était possible de faire pour aider, au point de vue financier ou de toute autre manière, l'effort que le Canada a fait et fait encore.

Pour prouver cette assertion, nous n'avons qu'à rappeler les dons et les souscriptions suivants de ce gouvernement:

Donation par la province au gouvernement impérial de la Grande-Bretagne.....	\$ 623,987.56
Souscription à l'Hôpital des paroisses canadiennes françaises à Paris.....	5,000.00
Comité de secours pour les victimes de la guerre en Belgique	30,000.00

Comité de secours National de France, Paris	39,096.46
Fonds de secours des marins britanniques, Canada	5,000.00
Commission des hôpitaux militaires	9,000.00
Souscription au fonds patriotique canadien	1,000,000.00
	<u>\$ 1,712,084.02</u>

En outre, le gouvernement a souscrit en différents temps aux emprunts de guerre pour un montant s'élevant au total de \$1,800,000 et a pris tout ce qui lui avait été assigné par le gouvernement du dominion, sans parler des sommes très considérables souscrites par le peuple de cette province à l'emprunt de la victoire, s'élevant à \$94,157,000. Ces chiffres parlent avec plus de force et plus d'éloquence que des paroles. Je fais ces remarques pour vous démontrer que, malgré tout ce que l'on pourra dire, au contraire, cette province fait bien toute sa part pour mener la guerre à bonne fin et dissiper tous les malentendus qui peuvent exister quant aux contributions et souscriptions du gouvernement de cette province.

Ce que nous demandons, c'est l'unité d'effort et de coopération. Nous voulons bien aider dans la pleine mesure de nos ressources, avec pleine connaissance des faits et des circonstances, mais tout cela dans les limites de nos droits respectifs et de nos pouvoirs constitutionnels.

Il n'y a pas de discussion entre le gouvernement du Canada et nous quant à l'opportunité de contrôler le pouvoir d'emprunter. Le crédit est une chose à sauvegarder comme toute autre. La conservation du crédit est essentielle. Non seulement c'est ce que nous avons conseillé depuis le commencement de la guerre, mais, encore mieux, c'est ce que nous avons mis en pratique, et voilà ce qui explique l'état de comptes satisfaisant que j'ai l'honneur de soumettre aujourd'hui à cette Chambre.

J'aimerais aussi à faire remarquer que d'autres provinces protestent, particulièrement la province de la Saskatchewan, contre l'empiétement par les autorités fédérales sur l'autonomie des provinces. Le *Toronto Globe*, que l'on regarde dans le public sinon comme l'organe personnel, au moins comme exprimant les vues de l'un des principaux membres du gouvernement fédéral sur toutes les questions de politique importantes, en parlant de la position prise par Québec, dit, dans son édition du 7 janvier 1918:

"Mais est-ce la meilleure solution, la plus justifiable? Avec la coopération nationale, le Canada atteindra mieux ses fins de guerre patriotiques. La fin que l'on voulait atteindre en premier lieu par l'arrêté ministériel était excellente, mais la méthode adoptée pour y parvenir n'était pas apparemment justifiée. On propose maintenant de tailler le document dans le fil de la légalité. Bien mieux encore, le *Globe* propose de convoquer les représentants accrédités des provinces en conférence et, autour d'une table, de chercher quelque plan d'action coopérative, par lequel on pourrait obtenir tout ce qui est censé nécessaire pour soutenir financièrement, d'une manière continue, efficace et suffisante, l'effort du Canada belligérant, sans friction, par entente mutuelle, sans s'écarter du principe essentiel des droits provinciaux."

Le *Journal du Commerce*, publié par un parlementaire entendu et expert en histoire politique, l'honorable W. S. Fielding, qui, pendant plusieurs années, a été premier ministre de la province de la Nouvelle-Écosse, et ensuite, pendant quinze ans, a été ministre des Finances dans l'administration Laurier, dit, dans l'édition du 8 janvier 1918:

"Il ne saurait y avoir grand doute que, si le Parlement lui-même possède le pouvoir de décréter une mesure pour restreindre l'émission des valeurs, il avait aussi le pouvoir de déléguer son autorité au gouverneur en conseil. Mais est-il bien sûr de poser en principe que le Parlement lui-même avait semblable pouvoir? Il y avait tendance au gouvernement fédéral, durant les premières années de la Confédération, à regarder les législatures provinciales comme des corps subordonnés au Parlement et au gouvernement d'Ottawa et à prendre une autorité paternelle envers elles.

Mais des contestations constitutionnelles énergiquement menées, aux jours de Sir John A. Macdonald et de Sir Olivier Mowat, ont forcément fait connaître la vraie théorie des rapports entre Ottawa et les capitales provinciales. Les provinces, tout autant que le dominion, prennent leur autorité dans la loi écrite de l'Acte de l'Amérique britannique, et il a été bien établi que - sujet seulement au droit de désaveu qui peut être exercé dans certaines mesures et restrictions - les gouvernements et les législatures des provinces sont, dans leur sphère, absolument indépendantes d'Ottawa. L'émission des bons du gouvernement provincial est entièrement du ressort provincial. Les municipalités sont des créations de l'autorité provinciale et non pas fédérale."

Et plus loin dans le même article, il dit :

"Il eût été plus sage pour le gouvernement d'Ottawa, avant d'adopter l'arrêté tendant à restreindre la liberté des gouvernements provinciaux et des municipalités qui leur sont subordonnées, de se mettre en communication avec les autorités provinciales et de rechercher leur coopération et leur appui dans une mesure évidemment prise en vue d'une bonne fin."

Conclusion

L'état de comptes que je viens de vous soumettre ne devrait laisser aucun doute dans vos esprits sur la situation financière de la province, ce qui est dû à la frugalité et à l'énergie de la population ainsi qu'à une administration honnête et prudente sous la conduite du premier ministre.

Il est un sujet important sur lequel j'aimerais attirer votre attention, c'est l'extension de notre trafic après la guerre. Nous devrions organiser nos ressources de manière à pouvoir tenir tête à toute concurrence qui pourra se présenter. Il n'y a pas de doute que toutes les classes industrielles se feront une vive concurrence et, nous de la province de Québec, nous devrions être prêts à tenir bon contre tous les concurrents.

On doit se rappeler que les produits manufacturés autrefois dans les pays d'Europe l'ont été récemment dans la république voisine au sud de nous, dont les industries ont pu fournir les marchandises malgré les conditions du tarif. Mais, aussitôt que la paix sera déclarée, les manufacturiers des États-Unis, afin de pouvoir concourir avec les manufacturiers d'Europe, seront forcés de venir s'établir au Canada ou de perdre encore une fois les marchés canadiens. Et il me semble qu'il est très important de faire tout ce qu'il sera possible pour obtenir notre juste part de ce négoce ici, où l'exploitation des forces hydrauliques par des hommes d'initiative, la construction de barrages et d'écluses pour augmenter la puissance de ces forces, sous l'habile direction de l'honorable ministre des Terres et Forêts, diminuent d'autant la nécessité de compter sur les houillères, grâce au développement de notre "houille blanche".

La difficulté toujours croissante d'obtenir le combustible suffisant devrait stimuler l'initiative et l'industrie canadiennes, pour faire connaître l'avantage qu'il y aurait à établir ici, où les conditions sont si favorables, des manufactures et des industries.

Nous devrions avoir toujours à l'esprit l'opportunité d'étendre notre trafic dans toutes les

directions durant la période de restauration qui fera suite à la guerre.

Il est vrai que présentement nous jouissons encore de la prospérité, mais cela est dû, dans une grande mesure, aux dépenses anormales qui ont été faites au Canada pour des fins de guerre, ce qui par conséquent pourra n'être que transitoire. Les capitaux qui rendent ces dépenses possibles proviennent en grande partie de l'emprunt dans la Grande-Bretagne et au Canada, et cela constitue une obligation à laquelle il faudra pourvoir un jour ou l'autre. Personne ne peut prévoir ce qui se produira après que ces dépenses seront interrompues et que la paix sera proclamée, et c'est pour cette raison que je

vous engage fortement à vous préparer à faire face aux conditions industrielles qui surgiront lorsque la paix sera déclarée.

Nous avons des ressources illimitées dans notre province; nous avons une population forte, virile, énergique, et si nous savons travailler avec ensemble, nous efforcer de tenir notre province à sa place au milieu des provinces de la Confédération, notre prospérité de même que celle de notre vaste dominion seront assurées.

Je propose maintenant que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que cette Chambre siège en comité des subsides.

État no 1

Les prévisions du revenu et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1917 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$ 9,222,847.28
Dépenses ordinaires et extraordinaires	<u>9,010,088.29</u>
Surplus probable	\$ 212,758.99

Les résultats réels des opérations de l'année terminée le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$ 10,441,113.71
Dépense ordinaire	<u>9,847,173.10</u>
Surplus	\$ 593,940.61

Les dépenses extraordinaires de l'année payées à même le revenu ordinaire comprenaient :

Édifices de la Législature et des départements, achèvement de l'usine dynamique et du restaurant	\$ 35,000.00
Achat de propriété, rue Sainte-Julie, Québec.....	<u>25,500.00</u>
	\$ 60,500.00

Par conséquent, le surplus réel du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires était.....	\$ 533,440.61
--	---------------

Outre les dépenses ordinaires et extraordinaires, il a été payé sur les \$ 1,000,000 de la souscription au Fonds patriotique canadien, autorisée durant la dernière session	\$ 375,000.00
---	---------------

Le surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires et le montant payé à compte de la souscription au Fonds patriotique canadien a été de	\$ 158,440.61
---	---------------

État no 1 (suite)

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1917 étaient :

Revenu ordinaire	\$ 9,222,847.28
Dépenses ordinaires et extraordinaires	<u>9,010,088.29</u>
Surplus probable	\$ 212,758.99
Les prévisions du revenu ordinaire étaient de.....	\$ 9,222,847.28
Le revenu ordinaire a été effectivement de.....	<u>\$ 10,441,113.71</u>
Excédent sur les prévisions.....	\$ 1,218,266.43
Les prévisions des dépenses ordinaires et extraordinaires étaient de	\$ 9,010,088.29
Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont été en réalité de	<u>\$ 9,907,673.10</u>
Excédent sur les prévisions.....	\$ 897,584.81

État no 2

**Comparaison avec les prévisions
Revenu ordinaire, 1916-1917**

Le revenu provenant des services suivants a excédé les prévisions comme suit :

Puissance du Canada : intérêt sur les fonds en fidéicommiss	\$ 60.70
Terres et Forêts	53,624.00
Mines, Chasse et Pêche.....	35,410.31
Intérêt sur prêts et dépôts	9,645.97
Intérêts sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	6,125.24
Honoraires judiciaires	47,886.05
Fonds de bâties et des jurés.....	61,002.62
Palais de justice de Montréal, à l'exclusion des timbres	16,435.73
Honoraires du grand constable de Québec.....	1,563.78
Fonds du palais du district d'Ottawa	155.07
Municipalités, contributions en vertu de la loi des bons chemins, section 20	24,692.68
Licences	376,093.34
Taxes sur corporations commerciales, etc.	101,670.61
Droits sur les successions.....	241,262.84
Taxes sur les transferts d'actions, bons, obligations, etc.	27,453.26
Loi des véhicules-moteurs	294,862.81
Loi des détectives privés, revenu	268.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	21,140.37
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics	3,764.62
Pourcentage sur renouvellements d'hypothèques	13.85
Législation.....	6,012.19
Loyers et édifices publics.....	778.08

État no 2 (suite)

Revenu casuel	20,933.51
Contributions au fonds de pensions - Service civil.....	3,765.43
Prime, escompte et change.....	32,814.59
Loi des assurances - revenu	19,764.86
Taxe des subventions aux chemins de fer.....	29,165.87
Crédit pour la dette publique en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2.....	258.57
Contributions des fabriques de beurre et de fromage en vertu de 5 George V, chapitre 31	<u>5,521.88</u>
	\$ 1,442,146.83

Le revenu provenant des services suivants a été moindre que les prévisions comme suit :

Intérêt reçu des municipalités en vertu de la loi des bons chemins	\$ 8,482.04
Timbres judiciaires.....	50,280.30
Entretien des prisonniers.....	9,994.34
Prisons de Montréal et de Québec, gains des prisonniers.....	500.00
Jeunes délinquants	3,250.00
Timbres d'enregistrement (y compris honoraires des registrateurs salariés)	15,462.97
Loi des distributeurs automatiques	6,433.68
Inspection des hôtels et maisons de pension - Honoraires.....	1,267.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires.....	4,201.96
Entretien des aliénés	88,061.79
Entretien des écoles de réforme et d'industrie.....	30,746.32
<i>Gazette officielle</i>	5,000.00
Loi des compagnies de fidéicommiss - Revenu	<u>200.00</u>
	\$ 223,880.40

Le revenu réel a excédé les prévisions de..... \$ 1,218,266.43

État no 3

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour
certains services s'élève à \$ 966,070.04

En voici le détail des items :

Législation :

Excédent de dépense :

Conseil législatif :

Valises pour les membres \$ 1,166.90

Assemblée législative :

Traitements, dépenses contingentes, etc. 1,529.64

Valises pour les députés..... 6,109.21

État no 3 (suite)**Législation (suite) :**

Impression et reliure pour les deux Chambres.....	53,610.60
Bibliothèque de la Législature	300.00
Dépenses d'élections.....	5,916.61
Indemnité aux réviseurs et autres dépenses	<u>3,194.97</u>
	\$ 71,827.93

Non dépensé :

Assemblée législative :

Indemnités des députés	\$ 1,500.00	
Frais de transport et de pension	<u>714.55</u>	
	\$ 2,214.55	\$ 69,613.38

Gouvernement civil :

Augmentation dans les traitements	\$ 15,837.99	
Dépenses contingentes	<u>13,050.00</u>	
		\$ 28,887.99

Administration de la justice :*Excédent de dépenses :*

Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne, de la paix et de la Cour d'appel :	
Traitements	\$ 2,896.09
Dépenses contingentes	4,796.85
Fonds de bâties et des jurés.....	1,265.23
Poursuites au criminel.....	212.18
Honoraires et dépenses des coroners	2,294.75
Interprètes des tribunaux.....	50.00
Divers	69,090.65
Fonds du palais de justice d'Ottawa	<u>4,382.46</u>
	\$ 84,988.21

Non dépensé :

Traitements des shérifs, anciens districts.....	\$ 1,508.49	
Dépenses contingentes des shérifs.....	22,367.11	
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix - nouveaux districts.....	870.00	
Médecins des prisons	401.04	
Magistrats de district : Traitements.....	2,096.78	
Magistrats de district : Dépenses de voyage, etc.	861.78	
Service des détectives de la province.....	<u>4,071.51</u>	
	\$ 32,176.71	\$ 52,811.50

État no 3 (suite)

Instruction publique :*Excédent de dépenses :*

École technique, Montréal	\$ 15,000.00
École technique, Québec.....	8,000.00
École technique, Montréal	12,500.00
Conseil de l'instruction publique	400.00
Rapport du surintendant.....	1,360.00
Conférences sur la pédagogie	150.00
Inspecteur général de l'éducation technique.....	166.66
Bureau des statistiques de Québec.....	<u>4,922.70</u>
	\$ 42,499.36

Non dépensé :

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal.....	\$ 3,000.00	
Écoles du soir et écoles de coupe.....	<u>2,890.00</u>	
	\$ 5,890.00	\$ 36,609.36

Asiles d'aliénés :

<i>Excédent de dépenses</i>	\$ 36,672.60
-----------------------------------	--------------

Écoles de réforme et d'industrie :

<i>Excédent de dépenses</i>	\$ 44,936.37
-----------------------------------	--------------

Mines, Chasse et Pêche, Service d'enregistrement (cadastre) :*Excédent de dépenses :*

Chasse et Pêche.....	\$ 8,000.00
Service d'enregistrement (cadastre).....	<u>7,000.00</u>
	15,000.00

Non dépensé :

Compte en suspens.....	<u>1,939.90</u>	\$ 13,060.10
------------------------	-----------------	--------------

Travaux publics (ordinaires) :*Excédent de dépenses :*

Entretien, etc., des édifices publics en général	\$ 121,687.36
Ponts en fer	5,000.00
Spencer Wood : construction d'une serre	30,593.00
Ponts et barrières de péage.....	70,916.23

État no 3 (suite)**Travaux publics (ordinaires) (suite) :**

Construction et entretien d'un pont en fer sur la rivière Richelieu entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville	4,440.00
Pour la construction d'un pont en fer sur les rivières Nicolet et Gatineau	20,000.00
Abolition de ponts de péage dans la cité de Trois-Rivières	5,736.00
Palais de justice de Montréal, peinture de la bibliothèque.....	2,050.00
Palais de justice et prison, Joliette - Annexe.....	1,260.00
Palais de justice, Trois-Rivières - Casiers en fer et réparations.....	5,500.00
	<u>\$ 280,982.59</u>

Non dépensé :

Inspections, explorations, etc.	\$ 600.00	
Inspections de chemins de fer	900.00	
Réparations et entretien des écoles normales.....	1,200.00	
Inspection des hôtels et maisons de pension.....	1,406.29	
Loi des mécaniciens de machines stationnaires.....	1,968.04	
Embellissement des édifices et terrains du parlement.....	950.00	
Réparations des palais de justice et prisons	<u>7,001.15</u>	
	<u>\$ 14,025.48</u>	\$ 266,957.11

Travaux publics (extraordinaires) :*Excédent de dépenses :*

Achat de propriétés, rue Sainte-Julie, Québec	\$ 25,500.00
---	--------------

Agriculture :*Excédent de dépenses :*

Sociétés d'agriculture.....	\$ 52,900.07
Cercles agricoles, etc.	49,995.32
Écoles de laiterie de Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme	7,000.00
Octrois aux syndicats de fabricants de beurre et de fromage et inspection	20,000.00
Laboratoire officiel de la province de Québec.....	675.54
Pour l'élevage des volailles	2,682.08
Écoles ménagères.....	3,500.00
Mérite agricole provincial.....	<u>1,161.77</u>
	<u>\$ 137,914.78</u>

Non dépensé :

Société d'horticulture, Québec.....	\$ 500.00
Conseil d'agriculture.....	381.41
Enseignement vétérinaire.....	44.23
Association laitière de la province de Québec.....	8.65

État no 3 (suite)

Agriculture (suite) :

Aide à l'industrie laitière en général.....	783.84		
Aide à la culture des arbres fruitiers, horticulture.....	306.47		
Journaux d'agriculture	1,402.88		
Conférences sur l'agriculture	2,313.55		
Fête des arbres.....	<u>73.75</u>		
		\$ 5,814.78	\$ 132,100.00

Voirie :*Excédent de dépenses :*

Amélioration et entretien des chemins.....		\$ 133,769.60	
Chemins à barrières de la rive nord, Québec		<u>7,377.52</u>	
			\$ 141,147.12

Terres et Forêts :*Excédent de dépenses :*

Protection des forêts.....		\$ 10,000.00	
Service forestier (comprenant inspection et classification des terres).....		10,000.00	
Pépinière de Berthierville : Entretien.....		1,000.00	
Loi des douze enfants.....		<u>150.00</u>	
			\$ 21,150.00

Charges sur le revenu :*Excédent de dépenses :*

Perception des licences, etc.....		\$ 8,000.00	
Timbres, licences, etc.....		2,119.43	
Loi des véhicules-moteurs		<u>35,206.21</u>	
		\$ 45,325.64	

Non dépensé :

Traitements et dépenses contingentes			
des registrateurs	\$ 2,192.74		
Registres pour bureaux d'enregistrement	4,244.45		
Gazette officielle de Québec	<u>1,066.34</u>		
		<u>7,503.53</u>	
			\$ 37,822.11

Services divers :*Excédent de dépenses :*

Agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.....		\$ 7,000.00	
Service civil, pensions		4,502.08	
Tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.....		73.36	
Commission des eaux courantes de Québec		22,075.37	

État no 3 (suite)**Services divers (suite) :**

Octroi pour le traitement de la tuberculose.....	500.00
Bureau de censure des vues animées	1,120.00
Loi concernant le Code municipal de la province de Québec	3,316.46
Commission de l'hôpital militaire	3,000.00
Comité de secours pour les incendies d'Ontario nord	10,000.00
Comité de secours pour les incendies d'Abitibi	7,000.00
Fonds de secours pour les marins britanniques.....	5,000.00
Convention de l'union nationale	5,000.00
Monument Hébert	<u>5,000.00</u>
	\$ 73,587.27

Non dépensé :

Divers en général	\$ 1,041.19	
Agent en France.....	3,000.00	
Agent général de la province en Belgique	3,678.37	
Pensions spéciales en vertu de statuts refondus de la province de Québec, 1909, article 3278.....	4,375.00	
Association de tir du Collège militaire royal du Canada.....	100.00	
Fonds des municipalités.....	228.00	
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4	1,986.25	
Commission des utilités publiques de Québec.....	<u>376.00</u>	
		\$ 14,784.87
		\$ 58,802.40

État no 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année :

Augmentation du passif :

Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6	\$ 1,148,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2	121,000.00
Dépôts en fidéicommiss, augmentation nette.....	<u>119,403.86</u>
	\$ 1,388,403.86

Diminution du passif :

Mandats en cours, différence entre le montant au 30 juin 1916 et le montant au 30 juin 1917	\$ 59,117.87	
Dette consolidée, par rachat : Bons de l'emprunt de 1880	152,132.00	
Obligations du palais de justice de Québec rachetées.....	<u>8,800.00</u>	
		\$ 220,049.87

Augmentation nette du passif durant l'année 1916-1917 \$ 1,168,353.99

État no 4 (suite)

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année (suite) :

<i>Augmentation de l'actif :</i>	
Fonds d'amortissement :	
Placé en actions enregistrées 4 ½ % achetées	
durant l'année.....	\$ 99,450.87
Placé en actions inscrites, 3%, achetées durant	
l'année.....	28,684.02
Placé en débetures 4 ½ % de la province de Québec	
achetées durant l'année.....	29,575.68
Puissance du Canada : part de Québec au fonds des	
écoles communes	792.19
Emmagasinement des eaux du Saint-Maurice	1,202,892.28
Emmagasinement des eaux de la rivière	
Saint-François	191,794.70
Palais de justice et prison, district de Roberval,	
avances autorisées par la loi 2 George V,	
chapitre 6.....	<u>283.80</u>
	\$ 1,553,473.54
<i>Diminution de l'actif :</i>	
Argent en banque, diminution nette des dépôts	\$ 1,627,176.77
Avance pour payer les indemnités aux hôteliers,	
en vertu de 4 George V, chapitre 6,	
section 8	42,270.91
Taxe du palais de justice de Québec, reçu	<u>8,800.00</u>
	\$ 1,682,247.68
Diminution nette de l'actif durant l'année 1916-1917.....	\$ <u>128,774.14</u>
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1916-1917.....	\$ <u>1,297,128.13</u>
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1916 était de	\$ 31,207,887.67
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1917 était de	<u>32,505,015.80</u>
L'augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1916-1917.....	\$ <u>1,297,128.13</u>

Appendice

Opinion sur la constitutionnalité de l'arrêté en conseil du 22 décembre 1917, concernant la vente des valeurs par les gouvernements provinciaux, coloniaux ou étrangers ainsi que les municipalités et autres corporations.

Le 22 décembre 1917, le gouvernement du Canada passa sous l'autorité de la loi des mesures de guerre, 1914, un arrêté en conseil dans les termes suivants:

Arrêté en conseil

Hôtel du gouvernement, à Ottawa, samedi le 22^e jour de décembre 1917.

Présent:

Son Excellence le gouverneur général en conseil.

Attendu qu'il est opportun que le marché des placements au Canada soit réservé pour faciliter l'emprunt des sommes d'argent considérables qui seront nécessaires à la conduite de la guerre et permettre, au besoin, au gouvernement de Son Excellence d'utiliser pleinement la puissance de placement du pays pour les fins suprêmes de la défense nationale, et qu'il est opportun de prévenir l'affaiblissement de ce marché en y prohibant l'offre et la vente de valeurs dans le but de prélever des capitaux pour des fins dont la réalisation peut, dans l'intérêt public, être retardée jusqu'après le rétablissement de la paix, tout en réservant au ministre des Finances le droit de délivrer un certificat permettant l'offre et la vente des valeurs que ledit ministre jugera à propos d'excepter de telle prohibition.

À ces fins, il plaît à Son Excellence le gouverneur général en conseil, sur la proposition du ministre des Finances et en vertu des dispositions de la loi de 1914 des mesures de guerre, d'établir les règlements suivants, qui sont par les présentes établis et décrétés en conséquence :

1. Il sera illégal au Canada, pour un gouvernement provincial, colonial ou étranger, une municipalité, une commission, un gouvernement local, une corporation ou une compagnie autorisée, par eux-mêmes ou par d'autres en leur nom, de vendre, offrir en vente ou annoncer des bons, obligations ou autres valeurs attestant l'obligation de rembourser un emprunt d'argent, qui peuvent être émis à l'avenir par tel gouvernement, colonial ou étranger, telle institution, corporation ou compagnie

autorisée comme susdit, ou toutes actions ordinaires ou privilégiées, qui peuvent être émises à l'avenir par telle corporation ou compagnie autorisée comme susdit; ou d'acheter ou de s'engager à acheter des bons, obligations ou valeurs ou actions, tel que susdit, avant que ladite offre ou ladite vente en Canada ait été approuvée au préalable par une autorisation écrite du ministre des Finances;

Toutefois, rien dans les présents règlements n'affecte l'émission, l'offre en vente, l'annonce, la vente ou l'achat de bons, d'obligations ou des valeurs du gouvernement du Canada, ou les négociations portant sur des bons, des obligations, des valeurs ou des actions, émis et offerts en vente dans le passé ou dont l'émission et la mise en vente ont été approuvées au préalable par une autorisation du ministre des Finances, tel que susdit.

2. Toute émission ou vente faite en contravention de la prohibition susdite sera censée être un abus de l'autorité du gouvernement provincial, colonial ou étranger, de la municipalité, de la commission, du gouvernement local, de l'institution, de la corporation ou de la compagnie autorisée au nom duquel ou de laquelle elle est faite, et peut être interdite au moyen d'une poursuite à la requête du solliciteur général du Canada dans l'intérêt public; et de plus, toute personne qui émet, vend, offre en vente, annonce ou achète ou s'engage à acheter de tels bons, obligations, autres valeurs ou actions ainsi émis, vendus, offerts en vente, ou annoncés sans l'autorisation, tel qu'exigé dans les présents règlements, se rend coupable d'une contravention et passible, sur conviction sommaire devant deux juges ou plus après procédure prise tel que prescrit par la partie XV du Code criminel, à l'emprisonnement pour un an ou plus, ou à une amende n'excédant pas cinq mille dollars, ou à l'emprisonnement et à l'amende au gré du tribunal.

3. Pour les fins des présents règlements, les mots "vente", "vendre" et "acheter" et leurs dérivés seront considérés et interprétés comme comprenant l'hypothèque, la mise en gage ou l'aliénation d'un droit ou d'un intérêt pour une considération pécuniaire ou, selon le cas, l'acquisition, par voie d'hypothèque, de mise en gage ou autrement, d'un droit ou d'un intérêt pour une considération pécuniaire.

Rodolphe Boudreau,
greffier du Conseil privé

La question soumise a trait au pouvoir du Parlement du Canada d'autoriser le Conseil à émettre cet arrêté, en tant qu'il affecte les gouvernements des

provinces, les municipalités ainsi que les commissions, institutions, corporations et compagnies sujettes à l'autorité législative des législatures provinciales.

La section 91, sous-section 4 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique donne au Parlement du Canada le pouvoir exclusif de légiférer quand il s'agit "d'emprunter de l'argent sur le crédit public".

Bien qu'à prime abord cet énoncé, dans son sens général, pourrait sembler impliquer que cette sous-section autorise l'emprunt d'argent pour toutes fins et sur le crédit des provinces de même que sur celui du dominion, il est évident qu'il faut restreindre le sens de ces expressions d'après le contexte.

Dans l'énumération des pouvoirs exclusifs des législatures provinciales, contenue dans la section 92, nous voyons que la sous-section 3 comprend "les emprunts de deniers sur le seul crédit de la province".

Il est donc évident qu'il ne peut se produire aucun conflit réel quant aux pouvoirs législatifs de faire des emprunts, que possèdent respectivement le dominion et les provinces, mais qu'au contraire le champ d'action législative est divisé entre eux, le dominion ayant le pouvoir législatif exclusif d'emprunter de l'argent sur le crédit public du Canada pour assurer la paix, le bon ordre et le bon gouvernement du Canada, et des provinces ayant juridiction législative exclusive quand il y a lieu d'emprunter de l'argent uniquement sur le crédit de la province, à l'effet d'en tirer un revenu applicable à des fins provinciales.

On pourrait encore signaler un semblable conflit apparent ou littéral dans les dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique concernant l'imposition des taxes. La sous-section 3 de la section 91 assigne au Parlement du Canada le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation, tandis que la sous-section 2 de la section 92 assigne aux provinces la taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux.

À propos de cette contradiction, Sir Matague Smith a fait les remarques suivantes dans la cause *Citizen Insurance Co. vs Parson* (7 App. Cas., p. 108):

"Ainsi, le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation est une des catégories de sujets énumérées dans la section 91; mais, bien que cette formule soit assez large et générale pour comprendre la taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, que la section 92 attribue aux

législatures provinciales, il est évident que ce n'était pas l'intention du législateur d'accorder, par cette disposition générale, une juridiction législative assez étendue pour absorber et annuler celle conférée aux provinces par la disposition spéciale de la section 92."

M. le juge Clement (*Canadian Constitution*, 3^e ed., p. 459), parlant des clauses fiscales de la section 91, dit:

"Ces pouvoirs sont essentiels à des gouvernements indépendants les uns des autres. Que le gouvernement central ait un privilège que n'ont pas les législatures provinciales en ce qu'il a le choix entre les différents modes de taxation, cela ne change pas la question; on ne saurait prétendre, en effet, qu'il puisse exercer son pouvoir d'imposer des taxes indirectes dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux."

Si l'on veut bien tenir compte de ces distinctions, il est certainement impossible de soutenir les dispositions de l'arrêté ministériel d'après la sous-section 4 de la section 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui pourvoit au pouvoir d'emprunter de l'argent sur le crédit public, en tant que cet arrêté ministériel tend à légiférer, entre autres, à propos d'un moyen de prélever de l'argent sur le crédit de la province, qui relève exclusivement du pouvoir législatif des législatures provinciales.

Les seules autres parties de la section 91 sur lesquelles il est possible de supposer que l'on essaiera de baser l'arrêté ministériel sont:

(1) Le sens général du premier paragraphe de la section 91 autorisant le Parlement à faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada;

(2) La deuxième sous-section de la section 91, donnant au Parlement le pouvoir de légiférer pour la réglementation du trafic et du commerce;

(3) La septième sous-section décrétant que le Parlement pourra légiférer sur "la milice, le service militaire et le service naval, et la défense du pays;"

(4) La sous-section 27 qui confère au Parlement du dominion le pouvoir législatif au sujet du droit criminel.

Si l'on prend d'abord le paragraphe en tête de la section 91, on remarquera que la clause concernant la paix, l'ordre et le bon gouvernement se trouve limitée par le "*proviso*" qui dit que ces pouvoirs seront exercés quant à toutes matières ne tombant pas dans les catégories de sujets que l'Acte assigne exclusivement aux législatures des provinces.

Comme le pouvoir d'emprunter de l'argent sur le seul crédit des provinces est exclusivement assigné par la section 92 aux législatures provinciales, il est évident que le pouvoir général de légiférer sur la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada ne saurait être étendu à ce pouvoir énuméré.

Si l'on en vient ensuite au pouvoir de réglementer le trafic et le commerce, il est clair d'après le préambule de l'arrêté qu'aucune interprétation raisonnable ne peut permettre de le considérer comme ayant pour objet de réglementer le trafic et le commerce. Cette mesure a pour objet de faciliter au dominion le moyen de prélever de l'argent en restreignant les pouvoirs d'emprunter des provinces et autres corps publics. Ce n'est aucunement une mesure prise dans l'intérêt ou pour la réglementation du trafic et du commerce. Sauf quant à ce qui concerne les corporations commerciales, aucun des gouvernements, institutions, commissions, municipalités ou autres corps publics, atteints par la prohibition, ne sont adonnés au trafic ou au commerce, et c'est une erreur de classer cette législation dans la catégorie des réglementations du trafic et du commerce. Il n'y a pas d'élément commercial dans le fait pour les gouvernements provinciaux, les municipalités, les commissions d'utilités publiques, les hôpitaux, les asiles, les institutions de charité, les corporations religieuses ou les universités d'emprunter de l'argent sur leur propre crédit. La proposition que l'arrêté en conseil a pour but de réglementer le trafic et le commerce doit donc être éliminée comme absolument inacceptable.

Le simple fait d'inclure, dans la liste des corps ou des institutions visés par la mesure, les compagnies constituées en corporations, dont quelques-unes sont commerciales, ne peut pas la ranger dans la catégorie des réglementations du trafic et du commerce.

De plus, l'on ne doit pas oublier que la sous-section concernant la réglementation du tarif et du commerce a été plus d'une fois soumise à l'attention du comité judiciaire, et que l'on en a interprété le sens d'une manière fort restrictive.

Dans la cause *City of Montreal vs Montreal Street Railway* (1912 A. C., p. 344), Lord Atkinson a dit:

"Les mêmes considérations ont paru à Leurs Seigneuries devoir s'appliquer à deux des questions énumérées dans la section 91, viz: la réglementation du trafic et du commerce. Pris dans leur acception la plus large, ces mots autoriseraient le Parlement du

Canada à légiférer au sujet de plusieurs des matières spécifiquement énumérées dans la section 92, ce qui serait empiéter sérieusement sur l'autonomie locale de la province."

Les considérations dont parle Lord Atkinson sont celles qui s'appliquent aux pouvoirs résiduels, à propos desquels il fait observer qu'ils ne devraient pas nuire à la législation provinciale, relativement à aucune des classes de sujets énumérées dans la section 92.

Dans *John Deers Plow Co. vs Wharton* (1915 A. C., p. 340), le lord Chancelier (Vicomte Haldane) a fait les remarques suivantes à ce sujet:

"Leurs Seigneuries se trouvent d'accord avec l'interprétation donnée par le comité judiciaire dans la cause *Citizen's Insurance Compagny vs Parsons* (7 App. cas, 96) sur la deuxième partie de la section 91, qui confère au Parlement du dominion le pouvoir exclusif de faire des lois pour réglementer le commerce. Cette partie de même que l'expression "la propriété et les droits civils dans la province", section 92, doivent recevoir une interprétation plutôt restreinte."

Et, dans la soumission encore plus récente au sujet de la loi des assurances, 1910, (1916 A. C. 596) Lord Haldane, après avoir rappelé les décisions dans *Russell vs The Queen* (7 A. C., 829) et *Hodge vs The Queen* (9 A. C. 117), ajoutait:

"Leurs Seigneuries sont d'avis que, comme résultat de ces décisions, on doit maintenant admettre que le pouvoir de légiférer pour réglementer le trafic et le commerce ne s'étend pas à la réglementation, au moyen de licences, d'un commerce en particulier auquel les Canadiens seraient autrement libres de s'adonner dans les provinces."

Si l'on applique les principes posés dans ces décisions au cas sous considération, peut-il y avoir quelque doute que le comité judiciaire refuserait d'étendre le pouvoir fédéral de réglementer le trafic et le commerce, de manière à paralyser les initiatives et suspendre l'existence des gouvernements provinciaux ainsi que de tous les corps créés par les législatures provinciales?

On insistera probablement davantage sur la sous-section 7 de la section 91, qui assigne au Parlement le pouvoir de légiférer pour la défense du Canada. On prétendra probablement que cela comprend et implique le pouvoir de prélever de l'argent pour la défense du pays.

Mais la réponse est qu'il a déjà été pourvu, dans les clauses fiscales de la section 91 (sous-sections 3 et 4 au prélèvement d'argent par voie de taxation ou d'emprunt pour toutes les fins ou tous les

objets dans les limites de la juridiction législative du dominion. L'existence de ces dispositions expresses détruit l'idée que le pouvoir de prélever de l'argent pourrait être implicitement contenu dans quelque une des autres sous-sections. On pourrait tout également prétendre que le pouvoir de prélever de l'argent pourrait comprendre le pouvoir de légiférer à propos de la construction des chemins de fer, bateaux passeurs et autres services interprovinciaux pour l'avantage général du Canada ou à propos de l'établissement et de l'entretien des pénitenciers.

En d'autres termes, le nerf de la guerre et les fonds requis pour les entreprises en temps de paix doivent s'obtenir sous l'autorité des clauses fiscales de la section 91, et non en vertu d'aucun pouvoir implicite. Conclure autrement serait non seulement déroger aux règles les plus élémentaires de l'interprétation des lois, mais encore tendrait à détruire l'autonomie des provinces. Si les exigences de la défense nationale permettaient au Parlement du dominion de passer outre à cette partie de la Constitution, qui assigne à la juridiction exclusive des provinces le pouvoir de prélever l'argent nécessaire à leur existence même, alors les pouvoirs autonomes des provinces seraient suspendus au gré des autorités fédérales.

Et l'on ne pourrait non plus justifier l'arrêté ministériel pour la raison qu'il traite d'une question de droit criminel. À sa face même, c'est une législation fiscale et non criminelle de sa nature. Elle n'a aucunement pour objet de prévenir une offense contre l'ordre public ou les bonnes mœurs, mais elle défend tout simplement pendant un temps limité de faire certaines choses sans la permission du ministre des Finances. Le fait même que cette prohibition ne doit subsister que durant le cours de la guerre, et que le certificat du ministre rendra l'acte légal, suffit pour exclure telle législation de la catégorie des lois criminelles. Elle est imaginée pour faciliter les opérations financières du gouvernement du dominion et pour éliminer la concurrence possible, sur le marché monétaire, des gouvernements provinciaux, coloniaux ou étrangers, ainsi que d'autres institutions, corps et corporations. Son préambule la marque au coin d'une mesure purement fiscale.

Les objections que nous venons d'opposer à la théorie qui permettait à la législation fédérale de

rendre sans effet le pouvoir des provinces de prélever des deniers s'appliquent également à la confiscation d'autres pouvoirs que la section 92 assigne exclusivement aux provinces, savoir:

Sous-section 7. L'établissement, l'entretien et l'administration des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité dans la province, autres que les hôpitaux de marine.

Sous-section 8. Les institutions municipales dans la province.

Sous-section 10. Les travaux et entreprises d'une nature locale.

Sous-section 11. La constitution en corporation de compagnies pour des objets provinciaux.

Sous-section 13. La propriété et les droits civils dans la province.

Par conséquent, l'arrêté ministériel est également *ultra vires* quant aux municipalités, commissions provinciales, institutions ou autres corps tombant exclusivement sous la juridiction législative des provinces.

Si un urgent besoin d'argent, pour fins de guerre ou autres, autorise le dominion à s'emparer du contrôle absolu du pouvoir d'emprunt des gouvernements provinciaux, il s'ensuit nécessairement qu'un semblable contrôle pourrait être assumé sur les pouvoirs de taxation des provinces, nonobstant la section 92, sous-section 2, qui assigne exclusivement aux législatures provinciales la taxation directe dans les limites de la province pour des objets provinciaux. Ce qui évidemment complèterait la ruine de l'autonomie provinciale.

Pour ces raisons, nous sommes d'avis que les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1917, sont *ultra vires* en autant qu'elles ont rapport aux gouvernements provinciaux, aux municipalités, aux commissions et institutions provinciales et compagnies constituées par chartes sujettes à l'autorité législative des législatures provinciales.

Montréal, 2 janvier 1918.

(Signé) E. Lafleur,
(Signé) Aimé Geoffrion

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1917

	1912-1913	1913-1914	1914-1915	1915-1916	1916-1917
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	2,025,705.82	2,027,927.82	2,027,845.42	2,027,903.85	2,027,990.98
Terres et Forêts	1,760,466.25	1,777,220.18	1,840,347.45	1,807,259.01	1,753,624.00
Mines	27,768.60	23,429.00	16,488.43	22,718.73	31,037.84
Pêcheries et Chasse	117,985.38	124,436.14	131,279.41	138,488.70	154,372.47
Timbres judiciaires	327,911.60	407,857.20	482,683.30	456,600.40	449,719.70
Timbres d'enregistrement	250,907.40	229,088.20	209,947.17	190,507.38	184,537.03
Fonds de bâties et des jurés	34,337.99	28,147.49	88,915.79	79,631.93	91,002.62
Honoraires judiciaires	6,100.82	7,292.80	23,384.54	60,843.31	53,886.05
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	24,397.75	22,079.78	27,934.27	19,867.43	15,005.66
Palais de justice de Montréal	1,665.52	1,755.33	5,957.11	14,864.22	19,435.73
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00	4,000.00	3,600.00	4,000.00	4,000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	149.75	8.75	126.05	21.00	.....
Honoraires du grand connétable, Québec	1,340.64	1,451.31	452.95	2,832.67	2,363.78
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	1.10	.....	.....	622.57	155.07
Jeunes délinquants	9,750.00	6,500.00	6,500.00	6,500.00	3,250.00
Amendes, justice	.....	.....	132.25	400.00	.....
Licences	944,446.21	1,027,596.92	1,086,767.43	1,047,768.20	1,326,093.34
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	940,590.91	925,093.03	982,977.87	1,034,564.33	1,101,670.61
Taxes sur mutations de propriété (arrérages)	.....	224.60	.....	.....	.....
Droits sur successions	1,064,108.60	1,604,479.55	1,660,853.15	1,375,803.72	1,741,262.84
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	70,793.90	53,870.02	20,369.48	75,185.14	77,453.26
Loi des automobiles	71,416.47	122,575.85	180,224.67	247,081.67	494,862.81
Loi des distributeurs automatiques	.....	.....	10,965.00	7,570.42	8,566.32
Inspections des hôtels et des maisons de pension	.....	.....	.....	.....	.....
- Honoraires	.....	.....	963.00	497.00	1,233.00
Loi des mécaniciens de machines fixes	.....	.....	.....	.....	.....
- Honoraires	.....	.....	797.00	1,662.00	5,798.04
Loi concernant les détectives particuliers	.....	.....	.....	.....	.....
- Revenu	.....	.....	.....	1,064.00	1,268.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	.....	.....	.....	53,341.17	21,140.37
Commission sur honoraires d'officiers publics	24,348.41	25,093.37	26,330.09	28,816.04	28,764.62
Commission sur renouvellement d'hypothèques	70.98	141.20	44.07	49.62	63.85
Législation	18,105.23	27,736.37	32,362.46	31,470.68	27,512.19
Asiles d'aliénés, contributions municipales	208,244.24	220,465.98	253,563.01	219,651.10	142,350.64
Asiles d'aliénés, patients payants	5,735.48	6,197.90	8,991.78	10,294.73	6,587.57
Écoles d'industrie et de réforme	36,575.54	42,138.04	55,353.02	60,990.14	40,003.68
<i>Gazette officielle de Québec</i>	19,073.57	22,956.28	40,820.85	51,311.03	45,000.00
Revenu casuel	73,838.62	75,065.06	60,416.81	103,606.69	70,933.51
Service civil, contributions pour pensions	21,054.21	22,351.53	23,770.96	23,861.07	24,765.43
Revenu en vertu de la loi des assurances	24,833.30	22,993.99	23,052.43	23,846.93	43,234.86
Compagnies de fidéicommis - Loi (Revenu)	.....	3,502.20	3,884.44	4,686.58	4,200.00
Vues animées, honoraires et amendes	.....	9,456.00	.....	.....	.....
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	761.60	763.60	763.60	2,774.10	2,539.68
Intérêts sur dépôts et placements	42,958.94	44,955.29	92,865.19	107,843.92	84,645.97
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	.....	13,285.35	81,473.42	137,402.46	161,517.96
Prime, escompte et change	10,253.72	9,622.81	13,947.38	40,593.55	36,814.59
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	28,275.09	28,598.45	28,513.31	28,015.42	34,125.24
Prêt aux incendiés de Québec	200.00	480.00	160.00	.....	.....
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	118,671.36	15,296.55	7,871.71	40,321.26	44,165.87
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences en vertu de 2 George V, chapitre 12	13,685.40	13,685.40	13,685.40	13,685.40	13,685.40
Voie Édouard VII, matériaux vendus	50,834.73	34.02	.....	.....	.....
Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	1,238.00	306.00	20,399.00	10,747.68	24,692.68

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1917

	1912-1913 \$ cts	1913-1914 \$ cts	1914-1915 \$ cts	1915-1916 \$ cts	1916-1917 \$ cts
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	134.00	217.37	145.00	464.67	258.57
Contributions par les fabricants de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	.....	.....	.....	29,950.85	35,521.88
	8,382,737.13	9,000,376.73	9,597,925.67	9,647,982.77	10,441,113.71
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (a/c)	.....	.....	30,924.29	44,278.38	46,270.91
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	390.71	402.51	414.67	427.23	440.11
Terrains de l'exposition, Montréal, 61 Victoria, chapitre 4, section 1, paragraphe c	.....	.....	.....	.....	15,002.57
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	.....	.....	15,702.65
Acompte du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 1 ^{er} mai 1895	750.00	.....	.....	.....	.....
Propriété rue Saint-Gabriel, Montréal, no 76, à compte de ventes	.....	.....	1,000.00	1,000.00	1,000.00
Emprunt en vertu de la loi des bons chemins, 3 George V, chapitre 21, sections 6 et 7	1,942,829.86	1,216,666.67	2,728,651.04	.....	.....
Fonds en fidéicommis	121,100.19	205,860.52	446,392.52	185,873.09	494,441.39
	10,447,807.89	10,423,306.43	12,805,308.19	9,879,561.47	11,013,971.34
Transfert des dépôts spéciaux, fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	.....	.....	.....	.....	497,133.48
Emprunts temporaires	.....	2,920,000.00	4,000,000.00	.....	.....
Emprunts en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	.....	5,979,000.00	3,968,000.00	.....
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 (Emmagasinement des eaux du Saint-Maurice), à compte	.....	.....	.....	.....	1,148,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (Obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec), à compte	.....	.....	.....	.....	121,000.00
En caisse au 1 ^{er} juillet de chaque année	3,000,619.63	1,808,680.04	973,347.99	2,612,159.80	2,565,941.41
	13,448,427.52	15,151,986.47	23,757,656.18	16,459,721.27	15,346,046.23

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1917

	1912-1913	1913-1914	1914-1915	1915-1916	1916-1917
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	1,071,537.74	1,204,743.60	1,497,894.50	1,708,379.88	1,956,056.17
Législation	388,339.32	410,846.26	415,350.68	494,832.35	458,142.88
Gouvernement civil	530,928.22	582,431.83	611,226.44	649,155.98	671,915.59
Administration de la justice	973,349.86	1,080,886.27	1,134,135.40	1,157,907.36	1,165,703.38
Écoles d'industrie et de réforme	89,000.00	103,804.95	104,000.00	145,000.00	184,936.37
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,383,415.31	1,435,515.26	1,476,724.80	1,545,079.48	1,578,361.36
Agriculture	1,001,936.65	450,480.29	398,500.95	470,861.93	502,700.00
Voirie	.....	470,312.60	341,226.00	349,000.00	391,147.12
Colonisation	223,913.60	257,051.57	234,000.00	209,000.00	259,600.00
Immigration	15,670.64	17,203.63	20,500.00	17,500.00	20,618.50
Hygiène	38,500.00	38,500.00	39,700.00	38,500.00	38,500.00
Travaux et édifices publics;					
Ordinaires	227,515.68	261,208.99	300,806.29	740,789.50	756,775.92
Extraordinaires	341,823.33	532,641.27	380,258.63	158,000.00	60,500.00
Travail	37,105.42	36,140.44	39,251.25	37,061.07	38,748.60
Asiles des aliénés	552,968.56	582,667.73	617,625.00	633,625.00	666,297.60
Institutions de bienfaisance	59,625.00	62,335.00	68,485.00	69,885.00	72,385.00
Terres et Forêts	327,383.39	413,064.25	388,816.95	370,500.00	361,150.00
Mines, Pêcheries, Chasse et service d'enregistrement (cadastre)	86,318.46	90,719.81	79,701.10	99,032.85	107,560.10
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les shérifs sur leurs perceptions)	274,094.57	352,674.00	328,736.13	308,895.48	346,822.11
Services divers	330,559.24	241,140.18	233,576.52	233,634.60	269,752.40
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	.....	.....	.....	47.60	.....
	7,953,984.99	8,624,367.93	8,710,515.64	9,436,688.08	9,907,673.10
Donné pendant la guerre	.....	.....	692,994.02	.....	375,000.00
Nouvelle prison, district de Montréal	496,452.89	481,003.08	95,899.37	23,546.58	.....
Palais de justice et prison, district de Montcalm	48,767.00	16,669.20	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	33,315.60	27,549.85	13,761.81	22,618.54	54,892.28
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	.....	126,384.57	207,497.35
Terrain <i>re</i> palais de justice de Montréal	.....	.....	66,000.00	.....	.....
Terrains de l'exhibition, Montréal, produit de la vente	.....	.....	.....	.....	15,002.57
Avances pour indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	.....	.....	380,000.00	147,000.00	.....
Loi des bons chemins, 1912	550,762.58	3,303,882.31	5,713,082.85	3,635,124.70	1,646,177.41
Fonds en fideicomis	203,736.52	307,273.73	280,906.05	315,965.05	375,037.53
	9,287,019.58	12,760,746.10	15,953,159.74	13,707,327.52	12,581,280.24
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	9,287,769.58	12,761,496.10	15,953,909.74	13,708,077.52	12,582,030.24
Rachat de la dette publique : Emprunt de 1882	2,405,580.00	.....	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunts temporaires	.....	1,460,000.00	5,460,000.00	.....	.....
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	.....	.....	.....	.....	497,133.48
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	.....	.....	.....	1,148,000.00
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de débetures	.....	.....	.....	.....	121,000.00
	11,693,349.58	14,221,496.10	21,413,909.74	13,708,077.52	14,348,163.72

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1917

	1912-1913 \$ cts	1913-1914 \$ cts	1914-1915 \$ cts	1915-1916 \$ cts	1916-1917 \$ cts
Ajoutez : Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	435,402.97	489,005.07	531,862.69	800,276.05	614,573.71
	12,128,752.55	14,710,501.17	21,945,772.43	14,508,353.57	14,962,737.43
Déduisez : Mandats impayés à la fin de chaque année	489,005.07	531,862.69	800,276.05	614,573.71	555,455.84
	11,639,747.48	14,178,638.48	21,145,496.38	13,893,779.86	14,407,281.59

Recettes probables, 1918-1919

Puissance du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'A. B. du N., 1907	\$ 1,602,169.60	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'A. B. du N., 1907	<u>240,000.00</u>	
	1,842,169.60	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, Loi du Canada	<u>127,460.68</u>	
	1,969,630.28	
Intérêt sur fonds en fidéicomis.....	<u>58,401.32</u>	
		\$ 2,028,031.60

Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	36,000.00	
Intérêt sur prêts et dépôts	84,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi sur les bons chemins.....	<u>180,000.00</u>	
		300,000.00

Terres et Forêts		1,726,000.00
Mines	150,000.00	
Pêcheries et Chasse	<u>180,000.00</u>	
		330,000.00

Administration de la justice :

Timbres judiciaires.....	450,000.00	
Honoraires judiciaires.....	25,000.00	
Fonds de bâttisses et des jurés.....	35,000.00	
Entretien des prisonniers.....	15,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	
Prisons de Montréal et de Québec, gain des prisonniers	500.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres	5,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	1,500.00	
Jeunes délinquants	<u>6,500.00</u>	
		542,500.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés).....		180,000.00
Licences		1,450,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....		1,100,000.00
Droits sur les successions.....		1,300,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.....		70,000.00

Recettes probables, 1918-1919 (suite)

Administration de la justice (suite) :

Loi concernant les véhicules-moteurs.....	600,000.00
Loi des distributeurs automatiques	5,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires	1,200.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires	8,000.00
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu	1,000.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	18,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics.....	25,000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques	50.00
Entretien des aliénés	232,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....	80,000.00
Législation.....	21,500.00
<i>Gazette officielle</i>	41,500.00
Loyers d'édifices publics	2,012.60
Revenu casuel	50,000.00
Loi des assurances, revenu.....	50,290.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	4,400.00
Contributions aux pensions, service civil	24,000.00
Prime, escompte et change.....	8,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer	40,000.00
Contributions par les établissements d'industrie laitière	30,000.00
Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20.....	25,000.00
	<u>\$ 10,293,484.20</u>

Dépenses probables, 1918-1919

Dette publique.....	\$ 1,998,034.62
Législation.....	404,136.00
Gouvernement civil.....	690,180.00
Administration de la justice, etc.....	1,173,355.00
Instruction publique, etc.....	1,563,152.00
Asiles d'aliénés	664,625.00
Écoles d'industrie et de réforme	180,000.00
Hygiène	58,500.00
Travaux publics (ordinaires).....	574,166.06
Travail	44,600.00
Agriculture	500,500.00
Voirie	400,000.00
Terres et Forêts	367,000.00
Colonisation, Mines et Pêcheries	520,000.00
Institutions de bienfaisance	73,045.00
Charge sur le revenu	574,000.00
Services divers	233,950.00
	<u>\$ 10,019,243.68</u>
Subventions de chemins de fer	7,633.38
	<u>\$ 10,026,877.06</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1917**

Passif

Dette consolidée, telle qu'avant la conversion	\$ 37,719,469.39	
Augmentation du capital par la conversion	<u>1,743,526.83</u>	
		\$ 39,462,996.22
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Fonds en fidéicommiss.....		631,628.74
Mandats non payés.....		555,455.84
Obligations du palais de justice, Québec		50,400.00
Obligations du palais de justice, Sherbrooke.....		<u>60,000.00</u>
		\$ 42,259,090.43

Actif

Fonds d'amortissement :

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée en banque	212,846.52	
Balance placée en obligations du palais de justice de Québec.....	50,400.00	
Placé en débetures de la province de Québec	80,000.00	
Placé en bons de l'emprunt de guerre du Canada (1931).....	201,732.65	
Placé en bons de l'emprunt de guerre du Canada (1937).....	<u>215,400.83</u>	
	\$ 760,380.00	
Placé en rentes inscrites 3% de la province de Québec.....	551,370.79	
Placé en rentes enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	303,731.56	
Placé en débetures 4 ½% de la province de Québec.....	<u>29,575.68</u>	
		1,645,058.03

Puissance du Canada :

Part de Québec dans le fonds des écoles communes	1,168,026.51
Argent en banque	938,764.64
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de la propriété.....	5,000.00
Avances à diverses personnes.....	107,437.29

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1917**

Actif (suite)

Puissance du Canada :

Avance pour indemniser les hôteliers, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	405,526.42	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	1,300,138.08	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	318,179.27	
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36	3,631,647.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 6.....	38,285.30	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	50,400.00	
Taxe du palais de justice, Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$ 27,750.51	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicommiss.....	<u>32,249.49</u>	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>9,754,074.63</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1917.....		\$ 32,505,015.80

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.
Adopté.

**Contribution de municipalités
à la construction de chemins**

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la contribution par certaines municipalités à la construction de certains chemins.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose: Attendu que la plupart des municipalités traversées par la route Montréal-Québec ou par la route Édouard VII ont promis une contribution de mille piastres pour chaque mille de ces routes construit dans leurs limites, et qu'un bon nombre de ces municipalités ont déjà payé, du moins en partie, la contribution promise;

Attendu que toutes les municipalités traversées par ces routes modernes en retirent de grands avantages et qu'il est juste qu'elles contribuent toutes dans la même proportion; qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que chacune des municipalités traversées par la route Montréal-Québec (sauf par la partie formée du chemin ayant appartenu à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec) ou

par la route Édouard VII soit tenue, à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, de payer au trésorier de la province une contribution de mille piastres pour chaque mille de ces routes construit ou reconstruit dans ses limites par le gouvernement et une contribution proportionnelle pour chaque partie de mille.

Adopté.

2. Que les sommes déjà versées par une municipalité au trésorier de la province, en paiement de contributions promises par elle, soient déduites du montant de la contribution déterminée par l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

3. Que les résolutions adoptées en vertu du sous-paragraphe d et du paragraphe 1 de la section 20 de la loi 3 George V, chapitre 21, et approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil conservent leur effet.

Adopté.

4. Que le conseil de toute municipalité tenue au paiement de ces contributions puisse, par résolution, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter un emprunt par émission de bons, obligations, débentures sous le seing du maire et de toute autre personne désignée dans la résolution, le contreseing du secrétaire-trésorier ou greffier et le sceau de la corporation, pour une somme n'excédant pas le montant exact de la contribution à payer, remboursable dans un délai n'excédant pas dix ans et portant intérêt à un taux n'excédant pas 7% par an.

Adopté.

5. Que cette résolution doive pourvoir, à même les revenus de la municipalité, ou par l'imposition d'une taxe spéciale, au paiement des intérêts annuels et à l'établissement d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le montant emprunté à ou avant l'expiration de la période d'emprunt.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 23 concernant la contribution par certaines municipalités à la construction de certains chemins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Entretien des chemins d'hiver

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 relatif à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des services d'utilité publique

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 amendant l'article 718 des statuts refondus, 1909, concernant la Commission des services d'utilité publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**École des hautes études commerciales
de Montréal**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte de la ville
de Shawinigan Falls**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse
Notre-Dame-du-Saint-Rosaire
de Montréal**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 66 amendant la loi 5 George V, chapitre 135, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de la ville
de Maisonneuve**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 amendant la charte de la cité de Maisonneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville
de Québec**

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la cité
de Sorel**

M. Péloquin (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 amendant la charte de la cité de Sorel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Union Saint-Joseph
et Saint-Michel**

M. Péloquin (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 amendant la loi 57 Victoria, chapitre 81, régissant l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville
du Cap-de-la-Madeleine**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation la ville du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la municipalité
de la paroisse de Charette**

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Charette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de la ville
de Montréal**

M. Turcot (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession
Pierre-Thomas Delvecchio**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 concernant la succession Pierre-Thomas Delvecchio soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ordre des
Chevaliers de Champlain**

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 constituant en corporation l'ordre des Chevaliers de Champlain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The British Canadian Life and
Accident Insurance Company**

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 concernant The British Canadian Life and Accident Insurance Company (La Canadienne Britannique, compagnie d'assurance sur la vie et contre les accidents) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Lyman Real Estate
Corporation Limited**

M. Scott (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 concernant The Lyman Real Estate Corporation Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Montreal General
Hospital**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 amendant la charte de The Montreal General Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte de la ville
de Québec-Ouest**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 amendant la loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Composition
des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Tessier), que les noms de MM. Hébert et Daniel soient ajoutés à la liste des membres du comité des bills privés, que les noms de MM. Achim et Savoie soient ajoutés à la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, du comité permanent des comptes publics et du comité permanent des industries et du commerce, et que les noms de MM. Ouellet et Caron (Ottawa) soient ajoutés à la liste des membres du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, du comité permanent du Code municipal et du comité permanent des industries et du commerce.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, vendredi 11 janvier 1918, 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du vendredi 11 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- d'Isaïe Giroux, demandant l'adoption d'une loi permettant l'imposition d'une répartition annuelle sur les biens imposables des catholiques de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook.

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 60 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux;

- bill 95 amendant la charte de Les Prévoyants du Canada;

- bill 74 concernant la succession de François Décary;

- bill 61 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal.

**Paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours
de Montréal**

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 75 concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie de chemin de fer
Alma et Jonquière**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 55 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Contrat entre la ville de Saint-Lambert
et la Dominion Textile Company Limited**

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 ratifiant le règlement 91 de la ville de Saint-Lambert et ratifiant et confirmant le contrat entre ladite ville et la Dominion Textile Company Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse des Saints-Anges-Gardiens
de Lachine**

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 65 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Pointe-Claire

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 63 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Longueuil

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 81 amendant la charte de la ville de Longueuil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Contrat relatif à l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant un contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Adopté.

Il informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose: 1. Que le contrat ci-après reproduit, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, passé le seizième jour de décembre mil neuf cent quinze, devant Adolphe Labrèque, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, soit approuvé et ratifié.

Adopté.

CONTRAT

L'an mil neuf cent quinze, le seize décembre,

Devant ADOLPHE LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité de Québec,

comparaissent:

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représenté par l'honorable Jérémie-L. Décarie, de la cité de Montréal, avocat et secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, no 1564, en date du premier décembre mil neuf cent quinze, et approuvé le six décembre de la même année par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes, après avoir été reconnue par les parties et signée par elles et le notaire soussigné,

et

L'INSTITUT DES PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, aux présentes représenté par dame Lumina Bolduc, en religion sœur Marie-Dominique, supérieure générale dudit institut, spécialement autorisée à l'effet des présentes par une résolution du conseil dudit institut en date du trente novembre mil neuf cent quinze et dont copie a été annexée à la minute des présentes, après avoir été reconnue véritable par ladite dame supérieure et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

Lesquels font le contrat suivant:

I

Soin et entretien des malades

L'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie s'engage envers le gouvernement de la province, pour le terme de dix années qui commencera à courir le deux décembre mil neuf cent seize (1916), à recevoir et loger dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, des idiots des deux sexes qui leur seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir et entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires tant en santé qu'en maladie, et leur fournir les soins médicaux et médicaments que leur état exigera, le tout aux conditions ci-après stipulées.

II

Nourriture, etc., indiquée dans la cédule A

La nourriture et les vêtements donnés ainsi que les lits et la literie fournis aux malades par les sœurs ne devront pas être d'une qualité inférieure et dans des quantités moindres que celles énumérées dans la cédule ci-annexée à la minute de ce contrat, signée par les parties et le notaire.

III

Traitement à donner

Les sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés au moins les mêmes soins et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot, à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat expirant le deux décembre mil neuf cent seize.

IV

Vêtements et travail
des malades

Les vêtements des malades devront, pour ceux en état de sortir, correspondre aux différentes saisons.

Les amusements, exercices physiques et même le travail, pour ceux qui pourront en bénéficier, devront être proportionnés aux conditions de santé et de capacité des malades et au besoin de leur éducation, surtout pour les jeunes idiots.

V

Gardiens

Les sœurs devront fournir des gardiens ou gardiennes en nombre suffisant pour qu'il n'y ait pas en moyenne plus de 12 malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux.

VI

Visite des médecins,
inspecteurs, etc.

Les sœurs donneront toutes les facilités possibles aux surintendants des asiles, médecins du gouvernement, aux visiteurs et inspecteurs des asiles, et tout leur concours pour leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs, et se conformeront à toutes les recommandations, suggestions et prescriptions qui pourront être faites et données par le surintendant des asiles, ou le médecin attaché audit hospice, et aussi à toutes ordonnances qui pourraient leur être données par le lieutenant-gouverneur en conseil.

VII

Contrat sujet
aux lois des asiles

Le présent contrat sera aussi sujet à la loi de la province de Québec concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du surintendant médical des asiles, de son assistant et du médecin attaché audit hospice.

VIII

Prix d'entretien
de chaque malade

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à leur payer, à partir du deux décembre mil neuf cent seize, une somme de cent vingt piastres par année pour chaque malade qui leur sera confié comme susdit et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade. Ce paiement s'effectuera par versements trimestriels, sur production d'un compte détaillé fait en conformité de la forme de compte approuvée par le gouvernement.

Le gouvernement paiera annuellement auxdites sœurs, pendant la durée de ce contrat, pour au moins cent malades qu'il s'engage à mettre et tenir en tout temps sous leurs soins.

IX Chapelain

Le gouvernement s'engage à payer annuellement une somme de cent piastres, payable par trimestre, au chapelain dudit institut.

X Transport des malades

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des sœurs seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues selon la loi.

XI Évasion des malades

Si, après son arrivée à l'hospice, un malade s'échappe ou s'éloigne dudit hospice, les sœurs devront, à leurs propres frais, faire toutes diligences et perquisitions nécessaires pour le retrouver et le ramener à l'hospice.

XII Avis en cas d'évasion

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'hospice, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pas pu être retrouvé.

XIII Avis en cas de décès

Dans le cas de décès d'un malade, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XIV Frais d'inhumation

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux sœurs une somme additionnelle de trois piastres pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

XV Résiliation de ce contrat

Toute violation de quelqu'une des clauses et stipulations de ce contrat de la part des sœurs sera considérée une cause ou raison suffisante pour annuler le présent contrat de plein droit.

XVI Transport de ce contrat

Les sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XVII Ratification

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

Dont acte à Montréal, quant à l'Institut desdites sœurs, et à Québec, quant au gouvernement de la province de Québec, sous le numéro trois mille six cent deux des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé)	Jérémie-L. Décarie
(Signé)	Lumina Bolduc, dite sœur Marie-Dominique, supérieure générale
(Signé)	Ad. Labrègue, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude,
Ad. Labrègue, N. P.

CÉDULE "A"

Maintien des idiots

Règlement concernant la nourriture et les rations des hommes et des femmes

Pain de blé par jour	20 onces
Patates, carottes, navets et autres légumes.....	20 onces
Viande : bœuf, mouton ou lard de première qualité pour les malades ordinaires	6 onces

Nourriture et rations (suite)

Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8 onces
La même quantité de poisson par jour si on le désire	
Beurre par jour	2 onces
Soupe à la viande ou aux légumes par jour ...	2 chopines
Thé et café avec lait.....	1½ chopine
Et les assaisonnements nécessaires.	

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade, et une variété dans la nourriture autant que possible chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

Habillements pour les hommes

	Par année
Chemises	4
Chemises de dessous en flanelle	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Bas de laine	3 paires
Chaussons de coton	3 paires
Souliers.....	3 paires
Pantalons d'été	2 paires
Pantalons d'hiver	2 paires

Pour les malades qui détériorent leurs habillements

	Par année
Pantalons d'été	4 paires
Pantalons d'hiver	4 paires
Bretelles.....	1 paire
Caleçons de coton.....	2 paires
Caleçons de laine.....	2 paires
Cravates d'été.....	2
Cravates d'hiver	2
Habits d'été	2
Habits d'hiver.....	2
Vestes d'été	2
Vestes d'hiver.....	2
Chapeau d'été.....	1
Casque d'hiver.....	1
Mouchoirs de poche	3
Capot d'hiver.....	1
Chaussures d'hiver	1

Pour les femmes

	Par année
Chemises	4
Chemises de dessous en flanelle	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Chaussons de laine	3 paires
Chaussons de coton	3 paires
Jarrettières	1 paire
Souliers.....	3 paires
Jupons d'été.....	2
Jupons d'hiver	2
Robes de coton pour été	2

Robes de laine pour hiver	2
Châles d'été	2
Châles d'hiver.....	2
Tabliers	4
Bonnets de jour	3
Bonnets de nuit	3
Mouchoirs.....	3
Chapeau d'été	1
Chapeau d'hiver.....	1
Caleçons d'été.....	2 paires
Caleçons d'hiver	2 paires
Casque d'hiver.....	1
Vêtement de dessus pour sortie d'hiver.....	1

Literie

Lit de fer, matelas de laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertures en laine, au moins quatre pour chaque lit, couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

Ceci est la cédule dont il est fait mention dans le contrat exécuté entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, devant Ad. Labrègue, notaire, à Québec, le seize décembre mil neuf cent quinze, laquelle cédule fut signée le même jour par les parties et ledit notaire.

(Signé) Jérémie-L. Décarie

(Signé) Lumina Bolduc, dite sœur Marie-

Dominique,

supérieure générale

(Signé) Ad. Labrègue, N. P.

Vraie copie.

Ad. Labrègue, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 1er décembre 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 6 décembre 1915.

CONCERNANT un contrat entre le gouvernement de la province et les sœurs franciscaines de l'asile Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul.

No 1564

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 1er décembre (1915), recommande qu'il soit autorisé à renouveler le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs franciscaines de l'asile de la Baie Saint-Paul pour l'entretien des aliénés, aux termes et conditions décrits dans le projet de contrat ci-annexé, et ce, à compter du 2 décembre 1916, lequel renouvellement devra être ratifié par la Législature.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,
greffier du Conseil exécutif

Ce document est l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil auquel il est référé dans le contrat entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, devant Ad. Labrègue, notaire, le seize décembre mil neuf cent quinze, lequel nous reconnaissons véritable. Et avons signé.

(Signé) Jérémie-L. Décarie
(Signé) Lumina Bolduc, dite sœur Marie-Dominique,
supérieure générale
(Signé) Ad. Labrègue, N. P.

Vraie copie.

Ad. Labrègue, N. P.

À une assemblée spéciale du conseil général de l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, tenue à la salle des délibérations, à la maison mère, Baie Saint-Paul, le trentième jour de novembre mil neuf cent quinze, à laquelle sont présentes les sœurs Marie-Claire d'Assise, assistante générale, présidant l'assemblée à la place de la supérieure générale, absente, Marie-Joseph, Marie-Égide d'Assise et Marie-Ambroise, conseillères, il est résolu que sœur Marie-Dominique, supérieure générale de notre institut, soit autorisée à signer pour ladite institution le contrat actuellement projeté avec le gouvernement de la province de Québec et tous autres documents le concernant.

(Signé) Sr M.-Claire D'Assise,
assistante générale
(Signé) Sr Marie-du-Sacré-Cœur-de-J.,
secrétaire générale

Certifié vraie copie.

(Signé) Sr Marie-du-Sacré-Cœur-de-J.,
Sr Marie-du-Sacré-Cœur-de-J.,
Vu, approuvé et recommandé.
(Signé) M.-T. Ev. de Chicoutimi
5 décembre 1915

Ce document est la copie certifiée de la résolution à laquelle il est référé dans le contrat entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie exécuté devant Ad. Labrègue, notaire, le seize décembre mil neuf cent quinze, laquelle résolution je reconnais véritable.

Et j'ai signé.

(Signé) Lumina Bolduc, dite sœur Marie-Dominique,
supérieure générale
(Signé) Ad. Labrègue, N. P.
Vraie copie.
Ad. Labrègue, N. P.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Contrat relatif à l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 29 concernant un contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au lundi 14 janvier prochain, à 4 heures p.m.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

Séance du lundi 14 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 4 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Jour de repos
pour certains employés**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 46 pourvoyant à un jour de repos par semaine aux employés dans certaines industries.

Ce projet de loi pourvoit à un jour de repos par semaine pour le personnel de certaines industries, tels les employés de restaurants, des clubs, des cafés, des hôtelleries et autres industries du même genre où les hommes doivent maintenant travailler sept jours par semaine. Ce jour de repos sera de 24 heures consécutives par semaine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Syndics de la paroisse
de Saint-Joseph-de-Bordeaux**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 61 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf) explique que le bill concernant la corporation archiépiscopale catholique romaine a pour but d'autoriser l'archevêque de Montréal, un corps légalement incorporé, à accepter et assumer la responsabilité des legs faits par des testateurs qui donnent des sommes à certaines institutions non incorporées, telles que les Séminaristes pauvres, la Sainte-Enfance, le denier de Saint-Pierre, etc.

L'archevêché devient tout bonnement exécuteur et peut appliquer aux différentes œuvres auxquelles ils sont destinés le denier de Saint-Pierre, les quêtes, etc., et divers dons.

Il y a, à l'heure actuelle, des organisations qui recueillent de l'argent pour la charité et le font circuler de l'une à l'autre.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les Prévoyants du Canada

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 95 amendant la loi constituant en corporation Les Prévoyants du Canada.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des explications.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) explique les premières clauses du bill.

M. Cannon (Québec-Centre) explique qu'il ne s'agit que de quelques modifications peu importantes et qui sont dans l'intérêt des assurés. D'ailleurs, le bill a été approuvé par le surintendant des assurances.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession François Décary

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 74 concernant la succession François Décary.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

État des recettes et dépenses

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: État des recettes et dépenses, depuis le 30 juin 1917 à ce jour.

Adopté.

Compagnies d'assurance contre le feu

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 amendant l'article 7033 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurance contre le feu soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il s'agit de mettre les compagnies d'assurance contre le feu qui ont une charte provinciale sur le même pied que celles qui ont une charte fédérale de façon à ce qu'elles puissent prendre des risques de trois ans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay)** demandent des explications.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) et **M. Cannon (Québec-Centre)** prennent la parole.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Coroners de la province

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) qu'à la présente séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 7 modifiant la loi relative aux coroners de la province de Québec.

Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi relative aux coroners de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 7 modifiant la loi relative aux coroners de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose: Que le tarif des frais des procédures qui seront faites ou prises en vertu du paragraphe deuxième de la section première du chapitre huitième du titre sixième des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 38, section 1, contenu dans l'article 3487*dd* desdits statuts, soit amendé en y ajoutant les deux items suivants:

"Au coroner, pour toute copie certifiée des documents formant partie de l'enquête ou des recherches d'enquête, par 100 mots: \$0.10

Au coroner, pour un certificat d'enquête ou pour un certificat de recherches d'enquête: \$1.00."

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 7 modifiant la loi relative aux coroners de la province de Québec.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 7 modifiant la loi relative aux coroners de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai aucune objection à l'adoption de cette loi. Mais je voudrais mettre le gouvernement au courant d'un fait que l'on m'a assuré. Il paraît que des coroners promettent à des médecins un dollar par cas qu'ils leur signaleront pour avoir plus d'occasions de tenir des enquêtes. On m'a même dit que des coroners s'engageaient à payer jusqu'aux appels au téléphone des médecins qui leur signaleraient des cas où il peut se faire une enquête.

Il demande de surveiller certains abus qui se commettent chez certains coroners qui, de connivence avec des médecins, font des enquêtes qui sont parfaitement futiles.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): La conduite des coroners est surveillée très attentivement par les officiers du procureur général. Il s'étonne du fait rapporté par le député de Deux-Montagnes.

Si des coroners se sont engagés à payer les frais dans des cas sérieux, ils ne faisaient que leur devoir, mais il peut se commettre des fraudes, et je serais enchanté que le chef de l'opposition me donnât les noms des coroners qui ont pu se rendre coupables d'irrégularités. Nous les surveillerons. Il promet qu'une enquête sera menée concernant ces cas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le fait que j'ai signalé au gouvernement m'a été rapporté par un ancien coroner qui avait donné sa démission et qui se vante d'avoir agi ainsi. Il m'a dit que la chose se pratiquait sur une haute échelle et que la conséquence c'est que des coroners qui avaient un revenu de \$500 ou \$600 ont réussi à se faire un salaire de \$1,200 et \$1,500.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) répond qu'il n'y a pas beaucoup de coroners qui gagnent aussi peu que \$500 ou \$600.

Il demande au député de Deux-Montagnes de rendre service à la province et de nommer ce coroner, en dehors de la Chambre, s'il le préfère.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) répète que celui qui lui a confié cela est un ancien coroner qui ne l'est plus.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): À tout événement, nous surveillons avec grand soin nos coroners. Et il serait bien étonnant qu'il se commît de telles fraudes. Il promet d'être plus prudent que jamais.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article 3487 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 38, section 1, est remplacé par le suivant:

"3487. Quiconque apprend ou connaît qu'une personne est décédée par suite d'une mort violente ou soudaine, ou par suite de causes qui ne paraissent pas naturelles, ou qui sont inconnues (ou suspectes), doit en donner avis de la façon la plus rapide et le moins coûteuse possible, dans les vingt-quatre heures que tel fait est parvenu à sa connaissance, au coroner du district ou à son député.

"Il est particulièrement du devoir des voisins immédiats de l'endroit où telle mort s'est produite de donner l'avis requis par le présent article."

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit au député de Deux-Montagnes que, dans le cas de la mort d'un enfant de deux ans, comme l'a suggéré M. Sauvé, une enquête ne serait pas tenue lorsqu'il est su que l'enfant est mort d'une maladie connue, même si aucun médecin n'a été appelé pour une visite.

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) intervient.

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

2. L'article 3487*dd* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4, George V, chapitre 38, section 1, est amendé en ajoutant, après le dernier item du tarif, les mots suivants:

"Au coroner, pour toute copie certifiée des documents formant partie de l'enquête ou des recherches d'enquêtes, par 100 mots: \$0.10.

Au coroner, pour un certificat d'enquête ou pour un certificat de recherches d'enquête: \$1.00."

L'honorable M. Gouin (Portneuf) explique que présentement, il n'y a pas de taux fixe, les coroners exigent des taux variés. Il semblait avisé de fixer un tarif.

Le barème contenu dans le bill est, généralement, considérablement inférieur à celui maintenant exigé par les coroners, et en ce qui concerne le taux de 10 cents par cent mots, celui-ci est en-deçà des taux des sténographes, lesquels taux ont habituellement été exigés dans des endroits plus grands.

Cet article est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Rapport sur les compagnies d'assurance

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurance, 1917, (opérations de 1916). (Document de la session no 25)

Rapport sur les sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1917, (opérations de 1916). (Document de la session no 22)

Retard dans la production de documents

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait observer au gouvernement que la production des documents relatifs à l'exportation du lard fumé de la province de Québec depuis 1911 et les demandes de primes pour aider au développement de l'industrie laitière dans les centres de colonisation est trop lente.

Il demande au gouvernement des explications sur le retard apporté à répondre à certaines interpellations.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond qu'il pressera la transcription par les copistes des pièces demandées par le chef de l'opposition.

Enquête sur le coût de la vie

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant l'ajournement des fêtes, j'ai demandé au gouvernement de continuer l'enquête sur le coût de la vie que nous avons commencée à la dernière session. On m'a répondu que le comité de l'agriculture s'en occupait dès cette semaine et que l'on étudierait même ma suggestion de créer une commission spéciale pour s'occuper de cet important problème, qui ne devrait pas laisser le gouvernement indifférent, puisque c'est le peuple qui en souffre.

Il demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) s'il est à sa connaissance que le comité de l'agriculture va se réunir aujourd'hui pour décider si l'on allait se rendre à sa suggestion en continuant l'enquête commencée l'année dernière sur le coût élevé de la vie.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare que le comité d'agriculture se réunira, en effet, demain matin pour étudier des sujets d'intérêt général, particulièrement la question d'activer la production agricole dans notre province, une question d'une grande importance à l'heure actuelle. La question soulevée par le chef de l'opposition pourra y être discutée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais pourquoi a-t-on promis de s'y intéresser avant l'ajournement si le gouvernement croit que cette question n'est pas intéressante? Il insiste pour obtenir une réponse conforme à sa demande.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si le chef de l'opposition le veut, nous nous en occuperons demain. Il pourrait se faire qu'au cours de la séance on décidât de la question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas le chef de l'opposition, c'est la province qui le veut.

La séance est levée.

Séance du mardi 15 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 86 confirmant le titre de l'immeuble 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste;

- bill 109 constituant en corporation le Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec;

- bill 92 amendant la loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la National Trust Company Limited, demandant l'adoption d'une loi pour confirmer ses pouvoirs et lui en donner d'autres dans cette province;

- de Samuel Finley et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines dispositions des testaments de feu Samuel Finley et de son épouse Dame Emma Gault;

- d'Isaïe Giroux et autres, demandant l'adoption d'une loi permettant l'imposition d'une répartition annuelle sur les biens imposables des catholiques de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, de Coaticook;

- des commissaires d'écoles protestantes de Montréal, demandant l'adoption d'une loi augmentant leurs pouvoirs.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 69 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Co.

- bill 105 constituant en corporation la ville du Cap-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, d'immigration et colonisation. Voici le rapport:

Votre comité, après étude des questions qui lui ont été soumises, s'ajourne à jeudi le 17 courant.

Succession Samuel Finley

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 115 concernant la succession de feu Samuel Finley.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste
de Coaticook**

M. Bissonnet (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 97 concernant la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

National Trust Company, Limited

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 102 amendant la loi 63 Victoria, chapitre 78, concernant les pouvoirs corporatifs de la National Trust Company Limited, dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des Commissaires des écoles
protestantes de Montréal**

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 76 concernant le Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, et amendant la loi concernant les taxes scolaires dans ladite cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 100 amendant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Architectes

M. Beaudry (Verchères) demande la permission de présenter le bill 174 amendant l'article 5247 des statuts refondus, 1909, concernant les architectes.

Il ne s'agit que de corriger une erreur de rédaction dans l'ancienne loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Alimentation des troupeaux de volailles

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il des statistiques sur l'amélioration des troupeaux de volailles?

2. Quelles sont ces statistiques et qui les lui ont procurées?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1 et 2. 24 stations avicoles fournissent au service de l'aviculture des rapports mensuels de leurs opérations et par lesquels on constate que les rations alimentaires s'améliorent tant au point de vue de la diversité que de la qualité. Cela conformément à l'enseignement donné par le département.

Développement de l'industrie laitière

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes ou des représentations au sujet de primes spéciales pour aider au développement de l'industrie laitière dans les cantons de colonisation?

2. Dans l'affirmative, par qui ont-elles été faites?

3. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder ces primes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1, 2 et 3. Des demandes d'aide, pour l'amélioration et le maintien de fabriques de produits laitiers, situés dans des cantons de colonisation sont souvent faites

au département de l'Agriculture. Ce dernier accorde ces aides sur rapport d'un inspecteur constatant le bien-fondé de ces demandes.

Analyse de la présure canadienne

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Depuis le mois de juillet 1917, a-t-il été fait des analyses de la présure canadienne?

2. Dans l'affirmative, quel en a été le résultat?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Oui.

2. Quatre échantillons, fournis par Hervé Nadeau, chimiste de Montréal, ont été soumis à l'épreuve. Deux de ces échantillons ont été trouvés satisfaisants, les deux autres n'avaient pas suffisamment de force.

Aide à la construction de poulaillers

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement accorde-t-il une aide matérielle aux membres des sociétés coopératives désireux de construire des poulaillers?

2. En quoi consiste cette aide?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1 et 2. Le département donne les services d'un instructeur qui surveille la construction des poulaillers. L'Union expérimentale des agriculteurs de Québec, subventionnée par le gouvernement, donne, à certaines conditions, les services d'un menuisier, paye son salaire qui varie de \$15 à \$25, suivant les dimensions des poulaillers.

Propriété gouvernementale dans les abattoirs

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement est-il propriétaire d'abattoirs dans la province?

2. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il versé pour leur organisation et verse-t-il chaque année pour leur fonctionnement?

3. Ces abattoirs sont-ils nécessaires à l'éducation et au développement agricoles?

4. Quel est le résultat de leurs opérations en 1916 et 1917?

5. Accorde-t-il des subventions à d'autres abattoirs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Oui.

2. Abattoir Saint-Vallier; \$16,234.14, pour achat de terrain, construction, matériel, outillage, drainage, etc.

3. Oui.

4. La Société coopérative agricole des fromagers de Québec est chargée de l'administration de l'abattoir Saint-Vallier. Le rapport des opérations de cet abattoir n'a pas encore été transmis au département de l'agriculture.

5. Aucune subvention en argent n'a été accordée aux abattoirs établis dans la province.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 10 janvier, sur la motion proposée le jeudi 10 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le discours budgétaire de l'honorable trésorier de jeudi dernier est l'un des plus intéressants que j'ai entendus. De forme agréable, de tournure habile, ce discours contient de grandes pensées, de belles vérités. Mais je regrette qu'il ne dise pas toute la vérité. Pour ne point mettre son gouvernement en mauvaise posture, l'honorable trésorier a évité de toucher à notre faiblesse économique. En ces jours d'épreuves et de crises, alors que de toutes parts, appréhendant la misère, l'on a recommandé fiévreusement l'augmentation de notre production, il paraît étonnant que le gouvernement, par son distingué trésorier, n'ait pas songé à signaler les causes de notre insuffisance productrice et les réformes qui s'imposent pour obtenir les revenus, les résultats dont nous avons un si pressant besoin.

L'honorable trésorier s'est appliqué à vanter son surplus financier, à prêcher le développement de nos ressources nationales et à recommander l'économie. Je suis d'accord avec lui sur ces deux derniers points. Mais quels moyens a-t-il suggérés pour assurer la réalisation de ses suggestions? Quelle aide a-t-il offerte aux contribuables de notre province? Si le gouvernement avait fait tous les octrois qu'il aurait dû faire, il n'y en aurait pas de surplus.

Est-il juste que dans cette crise déprimante comme celle que nous traversons si douloureusement que l'État fasse peser toutes les obligations, les tâches les plus lourdes sur l'initiative privée des individus en même temps qu'il l'oblige à lui payer de

lourds impôts? Le gouvernement est le gérant de l'État qui est dans une certaine mesure le patron de la province; l'individu en est l'ouvrier. L'ouvrier le plus compétent, pour appliquer son expérience et sa force, exige de son maître tout l'outillage dont il a besoin. Le gouvernement doit aussi fournir aux serveurs de l'État l'outillage nécessaire pour obtenir un maximum de production.

Il argumente que le trésorier provincial ne s'est pas occupé de la situation économique et il soutient que c'était une erreur du gouvernement que de trop compter sur l'initiative privée en vue de régler les problèmes d'après-guerre. Le gouvernement aurait agi plus sagement en donnant son appui afin d'améliorer les conditions générales nécessaires à la réussite générale.

Notre situation est critique. De nouveaux devoirs s'imposent. L'honorable trésorier a-t-il démontré que son gouvernement était disposé à s'imposer tous les sacrifices financiers nécessaires pour réaliser le prompt développement qui assurerait cette surproduction si vivement réclamée? L'honorable trésorier a-t-il dit que son gouvernement accorderait toute aide que lui demanderaient l'agriculture, l'industrie, la colonisation, l'instruction publique? Non, et tout fait présumer qu'il leur répondra encore: "L'État de nos finances ne nous permet pas de vous accorder ce que vous demandez."

Est-il bien juste qu'il se vante de son surplus quand par son refus d'augmenter leurs salaires de famine, plusieurs de ses employés sont réduits à ne manger que deux fois par jour en raison du coût élevé de la vie?

Le trésorier provincial trouve ça drôle; moi, je trouve triste la situation de nos fonctionnaires provinciaux. Ce surplus existe-t-il réellement? Si l'honorable trésorier payait tous les comptes dus au mois de juillet et sans les trucs des mandats spéciaux, son surplus existerait-il vraiment?

L'honorable trésorier soutient que les dépenses que son gouvernement a faites étaient nécessaires, urgentes. Or, où serait son surplus s'il avait été obligé de défrayer à même ses revenus les dépenses qu'il a payées avec l'argent qu'il a reçu l'an dernier comme aide spéciale à l'agriculture du gouvernement d'Ottawa? N'a-t-il pas reçu en 1917 au-delà de \$200,000 du gouvernement d'Ottawa? Qu'a fait le gouvernement pour encourager la surproduction agricole, pour laquelle il a reçu \$200,000 du gouvernement fédéral? Rien. A-t-il répondu aux besoins et aux demandes de nos institutions de charité qui ont tant besoin d'argent pour leurs bonnes œuvres? Où serait son surplus s'il

avait répondu aux demandes si justes des employés civils dont la plupart, pères de famille, gagnent des salaires de \$600 à \$1,000 par année, quand il leur faudrait au moins \$1,200. Le gouvernement a-t-il administré de façon à remplir ses obligations, à répondre aux besoins et à rendre justice à la société? Voilà pour moi ce qu'il importe de savoir.

On nous dit qu'on a perçu quelques millions de la taxe des successions. Mais je ne vois pas, parmi les montants reçus, celui payé par la succession de Sir William McDonald, décédé il y a un an et dont la mort a rapporté, paraît-il, deux millions de dollars au gouvernement. Pourquoi ne nous rend-on pas compte de ce montant?

Le gouvernement tient tellement à son surplus qu'il se fait des réserves pour l'avenir. C'est ainsi qu'il n'a retiré qu'un montant relativement faible de la succession McDonald. Pourquoi n'a-t-il pas collecté tout le montant dû? Il aurait pu se mettre en mesure de répondre aux demandes d'octrois. L'an prochain, il puisera à même cette succession pour bâtir son surplus.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La succession McDonald a payé ses droits quand ils ont été dus et la somme collectée n'apparaît pas dans les comptes publics.

Il affirme que les droits de cette succession n'étaient pas payables avant cette année et ont été placés dans les retours fiscaux de la période au cours de laquelle ils ont été perçus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Loin de moi l'idée de vouloir refuser tout mérite au gouvernement. N'est-il pas nécessaire que des voix s'élèvent dans cette Chambre pour démontrer les deux côtés de la situation et pour exposer franchement les réels besoins de notre province. C'est ce que j'ai fait dans le passé et bien que j'aie reçu du gouvernement des reproches sévères et injustifiés, j'ai le plaisir de constater que le gouvernement a adopté plusieurs des suggestions de l'opposition pendant les vacances parlementaires, malgré qu'il se garde bien de nous en donner le moindre mérite. Il en est trop qui se laissent malheureusement guider par les préjugés et qui croient que tout est mal chez leurs adversaires.

Les deux grands partis politiques qui ont tour à tour administré la province ont chacun leurs mérites. Leurs collaborateurs ont fait leur part, je ne crains pas de le reconnaître. En ces jours où nous nous demandons ce que devront être les partis à la fin de cette épouvantable guerre qui va tout

bouleverser, il est bon de bien étudier notre situation et de renseigner consciencieusement notre population dans le but de l'exhorter à mieux comprendre nos devoirs.

Il se prépare un monde nouveau, dit-on, partout en Europe. "Et dans ce monde nouveau, affirme un économiste français, il faudra des idées neuves, des sentiments peut-être meilleurs et des moyens qui ne seront assurément pas ceux de jadis. Chacun y est intéressé. C'est notre existence même qui l'exige." Nous devons donc nous organiser pour apporter notre meilleure contribution à la vie nationale de l'avenir.

La situation des partis politiques n'est-elle pas de plus en plus fausse et paradoxale? La Chambre me permettra d'appliquer à la politique canadienne ces paroles de Paul Deschanel: "Des hommes qui pensent à peu près de même sur les questions essentielles sont jetés en des camps différents, tandis que des hommes qui sur ces mêmes questions sont séparés par des divergences profondes marchent ensemble."

La Chambre se rappellera que cette option a été exprimée chez elle l'an dernier par l'un de ses membres les plus hardis et dont la principale erreur fut celle de nous avoir quittés pour aller tenter fortune dans l'arène fédérale (M. Lucien Cannon). L'esprit de parti doit disparaître devant le danger économique qui nous menace. Nous avons beaucoup à faire pour améliorer notre sort et pour faire face à la crise. La faillite qui nous menace est due en grande partie à la guerre qui égorge le monde, et il ne serait pas juste d'en tenir les gouvernements entièrement responsables. Aussi loin de moi de critiquer avec cet esprit, notre administration provinciale.

Pour bien juger de cette situation, il faut rendre justice aux partis qui ont tour à tour administré la province si, pour vaincre, nous voulons nous assurer la coopération de toutes les initiatives et de toutes les activités de notre population. Le gouvernement a l'habitude de nier tout mérite à ses adversaires et de s'attribuer la cause de notre progrès. Je crois avoir donné l'exemple du contraire et avoir reconnu les plus grands mérites du gouvernement.

À certains points de vue, notre province est à la tête de la Confédération, comme elle l'était il y a vingt ans passés sous une autre administration. Mais dans certaines branches de production, il importe de constater et de déplorer son infériorité si nous voulons réagir sérieusement. Cette tâche est désagréable pour quiconque aime sincèrement sa province, mais elle est nécessaire et je la remplirai

comme un important devoir. Notre province reste la plus grande et la plus riche en matières premières, de toute la Confédération. Elle possède des sources de production incomparables; il s'agit d'améliorer celles qui ont été exploitées trop frugalement et de traiter et de développer les autres de façon à leur faire donner tous les revenus possibles sans les épuiser. La situation actuelle justifie les principales représentations qui ont été faites par l'opposition dans le passé. Le gouvernement a réalisé plus d'une idée préconisée par l'opposition et je l'en félicite, entre autres l'importance d'encourager le développement de l'industrie laitière et de l'industrie de la pulpe, et la diffusion de l'enseignement technique à la portée du peuple. Sous ce rapport, nous sommes aujourd'hui supérieurs aux autres provinces et je m'en réjouis.

Abordons la situation financière avant de discuter les autres points de notre politique.

Notre dette provinciale est de \$37,338,286.13.

Notre passif provincial dépasse notre actif de \$30,318,978.72.

Notre passif est aujourd'hui de \$41,090,736.44 quand il n'était il y a 20 ans que de \$22,156,000. Cependant, le gouvernement actuel retire des taxes ou licences qu'il a imposées et de celles qu'il a perpétuées et majorées après les avoir dénoncées, environ \$3,000,000.

Les dépenses sont augmentées de \$35,000,000.00 par année. Nous avons depuis 1915 contracté des emprunts temporaires et permanents pour la valeur de cinq millions et demi de dollars. Voici un état détaillé des nouvelles taxes que le gouvernement a imposées:

Taxes sur les automobiles	\$494,862.81
Taxes sur distributeurs automatiques....	8,566.32
Taxes sur hôtels et maisons de	
pension.....	1,233.00
Taxes sur mécaniciens	5,798.04
Taxes sur détectives particuliers.....	1,268.00
Taxe en vertu de 3 George 5,	
chapitre 38	21,140.37
Taxes sur officiers publics	28,764.62
Taxes sur renouvellement	
d'hypothèques	63.85
Taxes sur les assurances.....	43,234.86
Taxes sur les vues animées	<u>200,000.00</u>
	\$804,931.87
Grands totaux	
Taxes anciennes	\$ 703,118.44
Taxes anciennes majorées.....	3,144,809.44
Taxes nouvelles.....	<u>804,931.87</u>
Grand total perçu.....	\$4,652,859.75

Mais je comprends que les exigences d'aujourd'hui sont plus grandes que celles d'autrefois et que le gouvernement a besoin de revenus.

En outre de notre dette provinciale, les municipalités rurales devaient en 1916, par obligations non rachetées et par emprunts, \$189,312,750; soit une augmentation de \$6,476,871 depuis 1915. Cependant, la valeur des entreprises d'utilité publique appartenant aux municipalités n'était en 1916 que de \$57,285,562, soit seulement une augmentation de \$2,098,450 sur 1915.

Je puise ces statistiques dans le dernier annuaire du gouvernement. Le passif des municipalités dépasse donc de \$132,027,188 leur actif comprenant la valeur d'utilité publique. La balance se trouve donc à peser comme hypothèque sur la propriété. Il ne faut pas oublier non plus que Montréal porte une dette de \$103,000,000 et Québec de \$15,000,000.

La dette totale des corporations scolaires de notre province s'élève à \$24,700,626.79.

Le gouvernement répondra: "C'est vrai que nous devons beaucoup, mais la situation est pire ailleurs, et je réclame le mérite d'avoir placé ma province à la tête de la Confédération".

La vérité lui conteste une grande partie de ce mérite, puisqu'en 1897, sous le régime de ses adversaires politiques, notre province occupait la même position. L'on sait que de 1892 à 1898, la Canada, ou plutôt tous les pays du monde, traversaient une crise commerciale et agricole des plus aiguës. Le gouvernement Mercier avait négocié un emprunt à environ 7 pour cent de prime. Le gouvernement de 1892-97 négocia des emprunts à 5 pour cent de prime.

Comparons les dépôts faits dans les banques d'épargnes en 1897 dans notre province et ceux faits dans Ontario. Ontario en 1894 au 30 juin: \$18,580,848.00; Ontario en 1890 au 30 juin: 16,883,770; Augmentation: \$1,697,078, 10.05 p.c., soit 10 p.c. Québec en 1894 au 30 juin: \$17,262,801; Québec en 1890 au 30 juin: \$14,656,060. Augmentation de \$2,606,741, 17.78 p.c., soit 18 p.c.

Depuis, le nombre des dépôts a augmenté considérablement dans notre province, parce que notre population n'est plus habituée aux affaires de banques, puis aussi à cause du développement immobilier et industriel de villes comme Montréal et Québec, développement dû à la prospérité générale du pays, au boom de l'immeuble et aux entreprises fédérales.

Dès le 2 décembre 1896, M. Wolferstan Thomas, gérant de la banque Molson disait:

"Il n'y a pas de province où la prospérité ait été plus manifeste que dans Québec. Ceci est dû à la prudence et à l'économie des cultivateurs canadiens-français et à la politique éclairée de l'honorable M. Beaubien."

En 1895, alors que la crise battait encore son plein, le représentant de la grande maison Gault Bros., de Montréal, disait de notre province: "Les paiements sont faits assez régulièrement et sous ce rapport la province de Québec se trouve à la tête de la Confédération."

Questionné à ce sujet, l'un des membres de la maison James Johnson et Cie dit que dans le Canada, c'est dans notre province de Québec que les paiements se font le mieux, vient ensuite la Nouvelle-Écosse. L'avenir de l'agriculture est plein de promesses dans la province de Québec et le commissaire de l'agriculture y a fait un grand bien, en développant l'industrie laitière.

Le premier ministre a l'habitude de dire: "Il y a beaucoup plus de succursales de banques qu'il y en avait en 1897." C'est vrai et j'admets qu'il y a un développement de ces organisations financières dans nos campagnes, de même que ma loyauté m'empêche de nier tout mérite au gouvernement actuel. Il y a eu progrès quelque part. Mais même ce plus grand nombre de succursales est-il bien un critérium de notre véritable progrès?

Dans ce rapport annuel, le président de la Banque Provinciale dont le premier ministre est un des titulaires, n'a-t-il pas déclaré ce que je lisais un jour dans *Le Soleil*? Voici:

"Les taxes de toute espèce que les banques doivent supporter ne constituent pas leur seul fardeau; un poids lourd, c'est la concurrence intense et déraisonnable qu'elle se font entre elles en ouvrant des succursales et des sous-agences dans des endroits sans importance commerciale ou en multipliant les succursales dans les localités qui en sont déjà suffisamment pourvues. Une telle concurrence est une source de pertes non seulement à raison de la division des affaires et des dépôts qu'elle entraîne, mais aussi à raison de risques que souvent elle fait assumer dans la qualité des crédits accordés."

Abordons maintenant la question de notre développement économique. En 1911, parlant en cette Chambre sur l'importance de greffer des industries sur l'agriculture pour favoriser la culture intensive, augmenter la population rurale et créer des marchés locaux, je disais: "Je soumets que le gouvernement, par sa politique, n'a pas profité des merveilleux moyens que la Providence et la nature ont mis à sa disposition pour faire bénéficier notre

province de cette grande ère de prospérité qui favorise le Canada depuis quelques années et que cette politique subversive au lieu de développer nos ressources naturelles et nos forces nationales a tendu plutôt à aiguïser des appétits, à favoriser des partisans et à conduire notre province dans un état d'insuffisance que tous les patriotes déplorent et qu'à nouveau je résumerai comme suit: La population rurale n'a pratiquement pas augmenté depuis dix ans; nos vieilles paroisses se dépeuplent; le rendement des fermes diminue; le coût de la vie et de la main-d'œuvre augmente; la colonisation agonise; le courant de l'émigration s'élargit; nos industries sont négligées; notre esprit national est comprimé. Voilà la situation que nous montrent les conférenciers, les publicistes et les statistiques des gouvernements d'Ottawa et de Québec. Il me semble qu'il est du devoir de cette chambre de bien examiner la situation et d'y porter remède. Je soumets que l'un des remèdes les plus sûrs serait indubitablement un encouragement, une protection plus pratique à nos industries et à tous les éléments susceptibles de développer nos ressources naturelles. Je crois avoir établi que nous avons dans notre province des matières premières qui, si elles étaient exploitées d'une façon pratique, seraient une source de richesse pour toutes les classes de notre population. L'industrie avec l'agriculture, voilà ce que nous réclamons."

Je disais aussi: "Nous avons beaucoup de matières premières qui étant industrialisées seraient une source de richesses pour notre province." Je réclamaï des petites industries d'hiver pour tenir nos ouvriers agricoles occupés et pour procurer plus d'avantages à nos cultivateurs.

N'avais-je pas raison? Pourtant, on m'a sévèrement reproché ces représentations que cinq ans après des hommes supérieurs comme Sir Charles Fitzpatrick réclamaient avec instance.

En agriculture, a-t-on fait tout ce que nous pouvions faire? On a chanté au cultivateur la vieille chanson: "Vous êtes le roi de la terre!" Mais on n'a rien fait pour augmenter ses revenus. Le revenu du cultivateur n'est pas ce qu'il devrait être. C'est bien beau de louer le cultivateur, de vanter l'agriculture, mais mieux vaut encore procurer aux cultivateurs les moyens de s'assurer de meilleurs revenus. Quand l'État, par sa politique, permet à certaines branches du travail de faire 50 pour cent, 100 pour cent, 200 pour cent et qu'il ne peut fournir à l'agriculture les moyens de payer plus de 4 pour cent aux cultivateurs, je dis que cette politique n'est pas équitable et qu'il y a manque d'équilibre quelque

part. Le travail du cultivateur est le plus important, le plus exigeant, le plus lourd et c'est l'un des moins rémunérateurs. Le cultivateur mérite plus de justice et de protection. Changeons et diversifions nos méthodes. Le remède à ce mal, ce serait d'industrialiser l'agriculture.

On a laissé les trusts écraser les petites industries qui avaient été créées dans le but d'encourager les cultivateurs. Le gouvernement n'a rien fait pour protéger nos industries provinciales.

La plus vieille province du dominion ne produit pas assez pour se nourrir elle-même. Notre production alimentaire est insuffisante et c'est la cause de la cherté de la vie et de la crise qui nous menace si effroyablement. Nous n'avons presque plus d'animaux de boucherie. Quand le pays fabrique des conserves pour cent millions de piastres, la part de la province de Québec n'est que de \$199,000. Quand la province de Québec produisait du miel et de la cire pour \$280,248, la province d'Ontario en produisait pour \$516,180. Dans les hôtels de la province, dans nos épiceries on ne veut comme matières à gruau que du Quaker Oats, du Petersborough Oats, du Monkland Oats, maisons étrangères. Il en est ainsi pour les sauces à tomates.

L'étranger nous fournit en bonne partie des œufs, de la viande, du blé-d'Inde, etc. Le jambon, le bacon, le bœuf, les produits en conserves nous sont fournis par Ontario et l'Ouest.

Le docteur Harrison, principal du collège McDonald, dit que Québec produit environ un million de boisseaux de blé, ce qui ne suffit pas pour sa population; qu'elle produit 30,000,000 de boisseaux d'avoine et que cette quantité suffit tout juste pour donner à nos 370,000 chevaux dix livres d'avoine par jour et il n'en resterait pas pour les semences, pour les bêtes bovines, porcines et ovines, si nous n'en achetons pas de l'étranger et de l'Ouest.

Voilà ce que l'on établissait il n'y a pas longtemps encore. Voilà où nous en sommes encore dans la province de Québec. La situation n'a pas beaucoup changé. Il y a longtemps que l'opposition prêche le développement de l'agriculture par les industries agricoles en suivant tous les procédés les plus efficaces et les plus rapides.

Quand Ontario produit pour \$15,000,000 de fromage, Québec en produit pour environ \$7,500,000. (Rapport ministre de l'Agriculture, 1916). Nous produisons heureusement plus de beurre que dans Ontario. Quand Ontario produisait des œufs pour \$2,500,000, Québec n'en produisait que pour \$1,500,000, soit un million de piastres de différence. Quand Québec vendait pour environ \$700,000 de

volailles vivantes, Ontario en vendait pour \$1,500,000, soit trois quarts de million de plus que Québec. Quand dans Ontario il y avait 125,000 ruches d'abeilles, il y en avait à peine 50,000 ici. Et quand nous disions: produisons donc plus, le gouvernement répondait que nous étions prospères.

Le gouvernement se vante que ses produits laitiers remportent en concurrence avec ceux de l'étranger, de grands prix; il s'appuie aussi sur les témoignages de banquiers. Il prétend que c'est lui seul qui a développé notre province qu'avant lui tout n'était que ruine. Mais notre province était-elle dans une position inférieure en 1897? Nos produits de laiterie étaient primés aux grandes expositions comme celle de Chicago.

Il s'était fait quelque chose avant l'avènement du parti du gouvernement au pouvoir. Rendons cette justice. Je ne nie pas le progrès fait par le gouvernement actuel. Nous avons aujourd'hui les meilleurs beurre et fromage du pays. L'enseignement technique et commercial a fait du progrès grâce à l'activité du gouvernement. Nous aurions voulu cependant que nos écoles fussent mieux organisées pour préparer les élèves qui manquent aux écoles techniques. L'opposition a demandé aussi un enseignement technique plus à la portée du peuple, c'est-à-dire dans toutes les petites villes industrielles; nous l'avons obtenu et j'en félicite le gouvernement.

Mais les administrations précédentes ont fait quelque chose. Pourquoi nier leurs mérites?

Avant 1893, il y avait une vingtaine de cercles agricoles fonctionnant plus ou moins bien dans la province sans existence légale. Une loi organique a été adoptée et en 1896, cinq cent quarante cercles fonctionnèrent régulièrement. Chaque membre était un abonné au *Journal d'Agriculture*.

Avant 1893, le *Journal d'Agriculture* comptait 7,000 abonnés. En 1896, 52,000.

Prenons les fabriques de beurre et fromage. Les résultats sont les suivants: voici des statistiques éloquentes. (Voir la liste à la page suivante)

	Fabriques combinées	Beurreries	Fromageries	Total
En 1890 (Régime libéral)		111	617	728
En 1895 (Régime conservateur)		307	1467	1774
En 1916	523	585	883	1991

Augmentation en quatre ans de régime conservateur — 1046
 Sous le régime libéral en 19 ans, augmentation — 217

En 1890, d'après le recensement, un peu moins de \$3,000,000 de beurre et de fromage ont été exportés. En 1894, l'on a exporté pour \$7,500,000 valant de beurre et de fromage, soit une augmentation de quatre millions et demi en quatre ans, et cela dans le plus fort de la crise commerciale et agricole qui a sévi de 1892 à 1898. L'an dernier, la productivité du beurre a été de \$10,900,000.00 et celle du fromage de \$7,500,000 - Voir rapport du ministère de l'Agriculture, 1916, page 8 - soit une augmentation de près de \$11,000,000 en 19 ans. Il faut considérer que cette industrie était à son premier développement en 1895.

Pouvons-nous et pouvons-nous produire plus de manière à empêcher l'augmentation constante du coût de la vie? Le ministre de l'Agriculture répond affirmativement en se rendant à la demande du gouvernement d'Ottawa et en consentant à patroniser un grand mouvement de surproduction agricole. *Le Soleil* de décembre dernier dit ce qui suit:

"La campagne a pour but précis d'augmenter la production du porc, du blé et des fèves. Elle est entreprise à la demande du gouvernement fédéral dans toutes les provinces du dominion et on invoque pour son succès des raisons économiques et patriotiques."

Puis-je demander à l'honorable ministre de l'Agriculture pourquoi il a attendu d'être sollicité par le gouvernement d'Ottawa pour ouvrir cette campagne tardive? À son avis, gouverner c'est prévoir.

Le 29 décembre 1916, M. Adélar Fortier, ex-président du comité l'agriculture de la Chambre de commerce de Montréal affirmait dans un rapport officiel que "la rétribution du capital engagé dans l'agriculture de notre province est dérisoire et que la somme d'argent dépensé par le gouvernement du Québec pour l'agriculture est bien loin d'être suffisante. Le gouvernement, dit-il, dépense \$370,000 quand il devrait dépenser un million et demi". C'est le témoignage d'un vrai libéral et je défie le gouvernement de le traiter de dénigreur. Avec le subside d'Ottawa, le gouvernement va

dépenser environ \$600,000 pour fins agricoles dans notre province. Mais pourquoi à cette époque de si grand besoin de productions agricoles le gouvernement ne veut-il cette année dépenser que \$399,000?

Le gouvernement doit-il être tenu responsable de tout? Non. Il y a des causes étrangères à l'administration du gouvernement.

Dans une conférence sur le coût de la vie, l'honorable M. Sydney Fisher, ancien ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Laurier, dit que le Canada a fait route en arrière dans le domaine de l'agriculture. Le pourcentage de l'agriculture ne s'était accru que dans une proportion de 20 pour cent depuis vingt ans. "Les statistiques, ajoute M. Fisher, démontrent que le Canada s'est attaché à agrandir tous ses autres champs d'action tandis qu'il réduisait le labeur agricole et la productivité. La production manufacturière s'est accrue de 116 pour cent." La production manufacturière s'est accrue trop en vue de l'exportation.

La province de Québec ne doit-elle pas prendre la plus large part de ce reproche? Elle a acheté chaque année de l'étranger des œufs, du lard, des animaux, du blé, de l'avoine pour des millions de piastres. Il a fallu la guerre et sa menace de famine pour amener le gouvernement à jeter le cri d'alarme et seconder l'initiative fédérale pour assurer une plus grande production. Si depuis l'an dernier, grâce à l'initiative des deux gouvernements fédéral et provincial, on a obtenu une plus grande production, cela démontre que le gouvernement dans le passé eût pu faire plus qu'il n'a fait. Ce que nous faisons aujourd'hui, nous pouvions le faire dans le passé. Par les mauvaises herbes qui infestent nos campagnes, un tiers des fermes sont improductives. Qu'a fait le gouvernement pour sévir contre ce fléau? Je ne vois rien. Pourtant, ce problème préoccupe les autres gouvernements du dominion.

Le gouvernement m'accusera peut-être de dénigrement quand je fais tout simplement comme tous ceux qui se préoccupent de l'intérêt de notre province en se rendant compte de nos manques et en

cherchant remède à nos maux. Je fais, comme M. Fisher, M. Adélar Fortier, le sénateur David, Sir Charles Fitzpatrick, M. Victor Fortier, le Dr Finnie, député libéral de Saint-Laurent. Nous n'avons qu'à lire les rapports des inspecteurs d'école pour constater les lacunes dans notre enseignement. Et ces lacunes en grande partie sont dues à un manque d'argent. L'inspection scolaire n'est pas suffisante parce que la besogne des inspecteurs est trop lourde et trop dispendieuse pour leurs moyens.

M. Victor Fortier, le grand expert en aviculture, n'a-t-il pas fait à la dernière exposition avicole de Montréal une déclaration importante? Je lis dans *La Presse* que M. Fortier a dit: Tandis que le gouvernement d'Ontario donne \$2,500 pour les expositions de volailles dans cette province, le gouvernement de Québec n'en accorde que \$300. Ainsi, on ne peut s'attendre à voir l'industrie aussi prospère chez nous qu'ailleurs.

Pas un journal libéral n'a traité M. Fortier de dénigreur. S'il (M. Sauvé) parle un peu durement, il le fait dans l'intérêt de la province. C'est mal comprendre les intérêts de notre province que de ne pas chercher les sources de nos faiblesses et des bons exemples ailleurs. Cela ne veut pas dire que je préfère Ontario à Québec. Ontario a des défauts que Québec n'a pas. Sur certains points, Québec est bien supérieur à Ontario. Mais du point de vue production, Québec n'a pas donné le rendement que ses richesses naturelles auraient pu donner si elles avaient été exploitées avec la poussée, avec l'aide pratique du gouvernement. Nous avons manqué d'initiative sous ce rapport. Le gouvernement vante son surplus financier mais où est le surplus de production de notre province? C'est pourtant le point le plus important.

La province de Québec a été fondée il y a trois cents ans. Elle a aujourd'hui une superficie de 703,653 milles carrés. Elle est plus étendue que la France, l'Autriche et l'Allemagne réunies. Sa population totale est de 2,309,427. C'est une province agricole. Mais comment se fait-il que l'on vante tant ses richesses agricoles et que sa population rurale ne s'élève qu'à 1,152,244 comprenant aussi celle des villages improductifs au point de vue agricole? La population urbaine est de 1,157,184. Soit 100 citadins pour chaque 106 campagnards. C'est une position anormale. C'est un déplacement regrettable. Il est clair que l'agriculture a manqué d'aide pour se développer. Je ne prétends pas que le gouvernement seul en est coupable. Mais n'a-t-il pas hésité, trop ménagé pour les choses agricoles? N'a-t-il pas par là contribué à paralyser l'élan en faveur de

l'agriculture? Son mouvement agricole par demi-tour et demi-mesure n'a-t-il pas en partie causé le résultat que nous déplorons? La croisade agricole a manqué d'âme et de souffle patriotique pendant trop longtemps. En dehors de la production des marchandises d'exportations, de l'industrie de la pulpe et de l'industrie laitière, n'avons-nous pas manqué en ne fondant pas des industries surtout les industries greffées sur l'agriculture?

Récemment, un journal qui ne manque pas de bien traiter le gouvernement disait:

"Nous avons plus de fabriques de beurre et de fromage que nos voisins de l'Ouest, lisait-on récemment dans *Le Devoir* mais, par contre, ils nous dépassent de beaucoup sur la grande majorité des autres sortes d'industries pour ainsi dire indispensables à la vie. On note que les boulangeries et pâtisseries, que les statistiques officielles indiquent sous la rubrique "pain, biscuits et confiseries", sont au nombre de 627 en Ontario et de 440 chez nous." Pourtant, le journal n'a jamais manifesté de favoritisme pour Ontario. Et dans l'intérêt de sa province, ce journal ajoute: "Il en va de même de la briqueterie, tuilerie et poterie, qui se présente au nombre de 31 établissements, chez nous, contre 167 chez nos voisins d'Ontario. Les forges sont au nombre de 239 là-bas et de 221 ici; les établissements d'habillements d'hommes (de commande) sont au nombre de 448 là-bas et de 295 seulement ici; ceux d'habillements de femmes (de commande) accusent une différence moins grande avec 350 et 343 respectivement; ceux d'habillements de femmes (fabriqués) sont au nombre de 65 là-bas et de 24 ici; les établissements dits de lumière et de force motrice électrique s'inscrivent au nombre de 156 en Ontario et de 49 seulement dans la province de Québec. Et pourtant ce n'est pas la houille blanche qui fait défaut chez nous.

"Les entreprises fabriquant les produits des moulins à farine se fixent au nombre de 398 en Ontario et 79 seulement dans le Québec. Les établissements travaillant aux produits des fonderies sont au nombre de 295 et de 125 ici. Les manufactures de meubles sont au nombre de 119 chez nos voisins et de 42 ici. Les entreprises de construction de maisons s'établissent au nombre de 288 dans Ontario contre 151 ici. Les manufactures d'articles en laine sont dans Ontario de 39 et de 9 dans Québec".

L'organe nationaliste parle à la suite d'une campagne d'éducation économique en faveur de notre province. En plus de ces chiffres le recensement des manufacturiers du Canada de 1916

démontre que le nombre des établissements industriels secondaires est de 1128 dans Ontario et de 354 dans Québec, soit une différence de 774 en faveur d'Ontario. Ontario possède 60 fabriques de conserves de fruits et légumes et Québec n'en possède que 12. On sait que certains établissements de ce genre dans Québec ont passé aux mains de la Dominion Cannery d'Ontario, qui contrôle le prix ici, au détriment de nos industriels qui manquent de protection. Ontario possède 38 manufactures d'instruments aratoires et Québec 9. Il y a 80 fabriques de produits de ciment dans Ontario et 25 dans Québec.

Il me reste à dire un mot du malheureux différend qui s'est élevé entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec au sujet du contrôle des obligations des emprunts, etc. que la Constitution accorde aux provinces. N'étant pas avocat, je ne connais pas la compétence de discuter cette question sous son aspect purement légal. J'espère que cette question sera bientôt réglée au cours d'une conférence à laquelle devraient prendre part les représentants autorisés des provinces et du gouvernement fédéral. J'approuve le gouvernement d'avoir protesté contre l'arrêté fédéral. Le moins que devait faire le gouvernement d'Ottawa n'était-ce pas de consulter les gouvernements provinciaux et de leur expliquer son intention et la portée de son acte? Supposant même que c'était son droit de passer pareil arrêté, ne devait-il pas consulter ceux qui avaient charge de l'administration provinciale?

N'aurait-il pas évité de regrettables dissensions et d'amères suppositions? Je comprends qu'à cause de la gravité de la situation de plus en plus alarmante, l'État veuille avoir des pouvoirs extraordinaires et désire se rendre compte de tout et contrôler tout pour éviter de ruineuses imprévoyances. Jusqu'à quel point le gouvernement fédéral peut-il intervenir chez nous en vertu de la Constitution et d'une pareille circonstance exceptionnelle? C'est une question qui sera décidée par les gouvernements en conférence ou par les plus hauts tribunaux. J'ai confiance que le premier ministre, tout en tenant compte des raisons invoquées, saura remplir le devoir que lui imposera sa position.

Si le gouvernement fédéral n'a pas le droit de faire ce qu'il a fait, ne cédon's rien, mais s'il en a le droit, n'allons pas le lui nier inutilement, ni protester intempestivement pour simplement activer une agitation dangereuse. La raison d'être de l'ordre en conseil provient-elle du fait de guerre qui existe par tout le Canada? Est-ce une mesure militaire d'intérêt

général, à laquelle le gouvernement fédéral aurait voulu subordonner l'intérêt particulier? On dit que l'ordre en conseil s'appuie sur la clause 7 de l'article 91, lequel dit que: "L'autorité législative exclusive du Parlement du Canada s'étend à la défense du Canada (7ème)." Un avocat éminent me priait l'autre jour d'attirer l'attention du gouvernement sur la section 4 de l'article 91 et de lui demander s'il ne croit pas que la même autorité législative exclusive du Parlement s'étend à l'emprunt de deniers sur le crédit public.

Les droits des provinces, exclusifs en temps de paix, peuvent-ils l'être en temps de guerre? Cet ordre en conseil doit-il être considéré comme une mesure exclusivement fiscale ou bien une mesure de guerre? Le gouvernement me permettra de lui poser ces questions et je suis certain que sa réponse intéressera toute la Chambre. Le gouvernement en est-il venu ou se propose-t-il d'en venir à une entente avec le gouvernement fédéral? Le gouvernement sait que le ministre des Finances a commencé à faire exécuter l'ordre en conseil. Gardons nos droits comme ils doivent être gardés.

Gardons-nous bien de gaspiller notre cause par des accusations injustes, par des dénonciations irritantes et des appels aux préjugés. Discutons la question au mérite et non pour se faire une vaine popularité. Un organe du gouvernement disait récemment:

"Cette loi de contrôle est spécialement dirigée contre la province de Québec pour l'excellente raison que c'est la seule province qui ait un budget qui comporte un surplus et un "gros surplus" dont elle peut disposer pour augmenter sa production, ses richesses agricoles et autres, et sa prospérité générale."

Je ne dirai pas que ce journal a voulu se moquer du surplus provincial. Mais ces propos sont plus ridicules et plus dangereux que nos pires ennemis. Nous entendons trop dans notre pays de ces suppositions méchantes et c'est ainsi que le préjugé finit par empêcher le devoir et la vérité de faire leur œuvre. L'honorable Trésorier a parlé autrement l'autre jour et j'espère que la dignité de ses revendications fera beaucoup plus de bien que toutes les injures que l'on se lance de part et d'autres. L'exploitation du préjugé national est le grand mal, le pire ennemi du pays.

Je me joins aussi à l'honorable Trésorier pour souhaiter que notre province supporte victorieusement ses adversités, qu'elle travaille avec efficacité à préparer les grandes œuvres d'après-guerre, œuvre de développement économique, de façon à triompher de toutes ses difficultés, à en

imposer à ses pires ennemis et à mériter plus que jamais l'influence qu'elle doit avoir dans la Confédération. Mais, je le répète, nous n'arriverons pas à ce résultat si le gouvernement n'y va pas de l'avant. En ces jours de commotion, d'appréhension, d'alarmes, alors que les capitaux sont engagés dans les entreprises menacées de toute part, alors que la vie est de plus en plus coûteuse et ruineuse, c'est l'État qui devrait prendre l'initiative de tout notre développement économique. C'est le gouvernement qui devrait développer de nouvelles sources de production, et mon vœu le plus sincère c'est qu'il entreprenne cette tâche pour le salut de notre province.

J'espère qu'on prendra mes remarques en bonne part et qu'on essaiera de mettre en pratique quelques suggestions que j'ai faites. Il me semble que nos ministres devraient être fatigués de se dire: Tout va bien, croisons-nous les bras.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) félicite le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) de ses efforts à l'éloquence et de l'esprit avec lequel il a abordé le sujet, et il dit qu'il reconnaît que c'était un sujet qui ne permettait pas les envolées oratoires. Mais il nie que le gouvernement ne fasse pas tout ce qu'il devrait faire afin d'augmenter la production. Il affirme que les octrois à chaque secteur de production ont été augmentés, et l'agriculture a reçu autant d'aide que les autres.

Il fait remarquer que le chef de l'opposition n'a pas réussi à attaquer son exposé budgétaire. Il a attaqué tous les autres départements, mais ce qui nous occupe actuellement, c'est le département du Trésor, ce sont les finances de la province. Il faut nécessairement reconnaître qu'elles sont inattaquables.

Le gouvernement a toujours réglé sa conduite sur ce principe sain et rationnel de proportionner les dépenses au revenu. C'est enfantin de la part du chef de l'opposition de dire que si le revenu n'avait pas été aussi considérable qu'il l'a été l'année dernière, le trésorier n'aurait pas pu avoir un surplus.

Fidèle à sa politique de sage administration, le gouvernement aurait alors, comme il l'a toujours fait, diminué les dépenses en proportion. Le gouvernement a fait tout ce qui est possible pour bien administrer les affaires de la province.

On nous reproche d'augmenter nos revenus par tous les moyens à notre disposition. Nous sommes heureux de dire que nous allons tâcher de trouver de nouveaux revenus pour notre gouvernement. C'est la province qui en bénéficiera.

En recueillant le revenu de cette province, nous nous sommes efforcés de le tirer de ceux qui étaient le plus à même de payer. Nous n'avons aucune excuse pour les droits considérables de succession que nous avons des grandes successions de Montréal, parce que ces droits proviennent la plupart du temps de richesses amassées à même les ressources de notre province. Pourquoi alors ne profiteraient-elles pas au maintien de la province? Il convient qu'elles contribuent plus que n'importe qui maintenant à l'administration de cette dernière.

Ces revenus sont employés à toutes les œuvres de progrès intellectuel et matériel que poursuit le gouvernement. Ces revenus ont été dépensés pour le développement de l'éducation dans la province, pour la construction de bonnes routes, ce qui rend un immense service aux cultivateurs et à la population en général et facilite les moyens de communication entre les différents centres de la province. Et encore pour la colonisation de la contrée immense qui s'étend au nord pour le développement des ressources naturelles du Saint-Maurice et de la rivière Saint-François et enfin pour l'augmentation de notre production agricole.

Résumant la situation des finances de la province, il déclare que le seul but poursuivi par le gouvernement c'est de rendre les gens aussi heureux que possible et de faire de notre province l'une des provinces les plus prospères de la Confédération et d'en faire ainsi la première province de la Confédération.

Il néglige le reproche que fait le chef de l'opposition au gouvernement de ne pas prendre assez de soin de l'agriculture. Il affirme que le gouvernement a beaucoup fait pour l'agriculture. Ces critiques ne se rapportent pas aux finances mais au département de l'agriculture et il laisse au ministre de l'Agriculture le soin de discuter ce sujet lorsque le temps sera venu. Il (l'honorable M. Caron) sera capable de répondre à ce qui a pu être des critiques contre ce département.

Cependant il veut bien admettre ce que le chef de l'opposition a l'air de reprocher au gouvernement. "Nous avons bien reçu, c'est indiscutable, des octrois du gouvernement fédéral pour le développement de l'agriculture." Il fait remarquer que ceci a été obtenu suite à des représentations de la part des différents gouvernements provinciaux auprès d'Ottawa.

Il ne s'est pas contenté de les recevoir, il les dépensés pour le succès de l'agriculture chez nous. Le gouvernement a établi un système de comptabilité spécial pour voir à leur distribution plus entière et

plus complète. Et non seulement nous les avons dépensés, mais nous en avons rendu compte et cela devrait faire taire toute critique.

Nous prétendons que ces octrois ont été dépensés de façon sage; et notre responsabilité cesse du moment que nous avons rendu compte à la Chambre après les avoir dépensés.

Dire que le gouvernement n'aurait pas eu de surplus si cet octroi n'avait pas été obtenu reviendrait à dire, en fait, que si le revenu de telle ou telle source n'avait pas été obtenu ou si aucun revenu n'avait été obtenu, il n'y aurait pas eu de surplus ou de fonds.

Chaque dollar que la province a reçu a été dépensé pour la province et pour les gens, et il mentionne que le gouvernement a dépensé \$1,750,000 pour l'éducation.

Le chef de l'opposition prétend que notre surplus n'existerait pas, n'eût été d'un droit de succession s'élevant à \$200,000. Le même argument a été servi l'an dernier et il mérite encore la même réponse. Que le chef de l'opposition prenne un par un les items du revenu et il lui sera facile après cela de dire que si nous n'avions pas eu de sources de revenu nous n'aurions pas eu de surplus.

Il est évident que si l'on n'eût pas retiré certaines sommes, il y aurait eu des déficits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un droit sur les successions n'est pas un revenu, c'est un cadeau.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non! Ce n'est pas un cadeau, c'est un droit et nous le percevons comme tel. La loi permet à la province de recueillir ces montants. Et, encore une fois, si nous ne les avions pas, nous ne les aurions pas dépensés parce nous vérifions toujours que nos dépenses n'excèdent pas nos revenus.

Le principe d'une bonne administration pour les corporations et les individus aussi bien pour les gouvernements est de voir à ce que les dépenses ne dépassent pas les revenus. Le gouvernement provincial s'occupe d'appliquer ce principe et c'est ce qui explique la bonne situation financière de la province de Québec.

Il continue en expliquant que quelques journaux conservateurs ont remarqué que c'est une bonne chose que les recettes de la province soient aussi bonnes qu'elles le sont parce que les dépenses sont élevées.

Ceci explique notre système d'administration. Nous basons nos dépenses sur nos recettes et nous considérons cela de la saine administration.

Si les revenus n'avaient pas été assez considérables, le gouvernement qui s'occupe soigneusement de l'administration des deniers de la province aurait vu à diminuer les dépenses.

Il reproche au chef de l'opposition d'avoir voulu s'attirer une certaine classe de personnes, qui voudraient voir leur salaire augmenté comme tous les hommes le voudraient, en disant que les employés civils étaient insuffisamment payés. Le chef de l'opposition faisait erreur, cependant, quand il a insinué que le gouvernement du Québec ne traitait pas bien ses employés et il le défie de lui montrer un cas où un gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral les traitait avec une plus grande justice. Leurs réclamations peuvent être justes. Il affirme qu'ils sont aussi bien payés que ceux des autres provinces et même d'Ottawa et que le gouvernement local ne devrait pas être blâmé à ce sujet. Qu'on compare simplement les salaires payés à Québec avec les salaires payés à Ottawa. Ils sont égaux. La moyenne des salaires ici est de \$1,424.50. Et il n'y a aucun salaire moindre que \$600.

De plus, on semble oublier que les employés civils jouissent maintenant d'un fonds de pension dont le gouvernement paie les trois quarts de la somme totale et que leur envient bien d'autres employés. D'ailleurs, le gouvernement augmente les salaires régulièrement une fois par année.

Nous comprenons le coût élevé de la vie et le gouvernement veut être généreux. Mais il ne faut pas oublier l'économie nécessaire durant ce temps de guerre.

Il reproche au chef de l'opposition de se plaindre que la dette de Québec a augmenté.

Cela tient à la politique d'emprunt pour les bons chemins. Le chef de l'opposition approuva lui-même cette dépense en votant pour cette mesure.

Le chef de l'opposition a été mal informé concernant la succession Macdonald. Le gouvernement a toujours perçu les droits de succession lorsque dus et la même procédure a été suivie en ce qui concerne la succession de feu Sir William Macdonald. Mais ils n'ont été dus trop tard pour les derniers comptes publics. Cette succession est devenue entièrement due cette année et a été payée pendant la présente année financière, qui a pris fin le 30 juin, parce qu'elle a été perçue l'année dernière.

Pour ce qui est de l'augmentation de la dette, l'honorable M. Mitchell remarque que si le gouvernement avait utilisé le surplus chaque année et n'avait pas dépensé de l'argent des revenus pour des choses d'importance capitale, la dette aurait pu être réduite à \$16,000,000. Mais le gouvernement a

préféré une politique de progrès et non de laisser "assez bien, mais seul". Il ne pense pas qu'il serait bien qu'il soit question des dettes des municipalités et des commissions scolaires, non plus que le gouvernement fédéral, dans ses comptes rendus annuels, compte, dans ses dettes, celle de la province.

Le chef de l'opposition a tort de dire que le surplus provient de ce que nombre de comptes sont restés en souffrance; les livres du trésorier démontrent que tous les comptes étaient payés au 30 juin 1917. C'est donc en vain que le chef de l'opposition tenterait d'expliquer ainsi le surplus.

Il termine en disant que le gouvernement va augmenter durant l'année l'octroi à l'agriculture d'une somme de \$72,000 à part tous les octrois faits aux cultivateurs pour les bons chemins, la colonisation ainsi que l'augmentation des octrois à l'éducation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le gouvernement fédéral a répondu de quelque façon à la protestation du gouvernement provincial contre l'ordre en conseil concernant les emprunts.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement provincial n'a pas reçu de réponse officielle au sujet de sa protestation contre le récent décret White, excepté que depuis la protestation provinciale, il y a eu deux modifications à l'ordre en conseil, et des copies des modifications ont été envoyées au gouvernement provincial.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) prend la parole.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il n'y a pas que les provinces de Québec et de Saskatchewan qui aient protesté contre cet ordre en conseil *ultra vires*. Plusieurs autres provinces ont aussi protesté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ne serait-il pas bon d'avoir une conférence entre les représentants des différents gouvernements provinciaux et le ministre des Finances d'Ottawa afin d'éviter un procès à ce sujet?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que ce serait bon et qu'il n'a aucun doute que le premier ministre, qui est un ancien président de l'Association interprovinciale des premiers ministres, prend le sujet en considération, mais il est difficile de faire des arrangements s'étendant de la Colombie-Britannique à Halifax, et il n'a aucun doute qu'une décision sera bientôt prise. Il est très probable que les différents gouvernements provinciaux aient une

conférence concernant l'ordre en conseil fédéral restreignant les emprunts provinciaux.

Le chef de l'opposition dit qu'il reste beaucoup à faire. "Si nous pouvions avoir l'argent, ce serait une très bonne chose."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour la province?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Pour la province et ne nous méprenons pas sur ceci. Chaque cent reçu sera dépensé pour le bien de la province.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille quatre-vingt-cinq piastres et soixante-dix-sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration de la dette publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille six cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc, du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille huit cent trente-six piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc, de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus du Québec 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achats de livres pour la Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc, pour la Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres, soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la chancellerie et un commis, traitements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

- bill 6 amendant le Code civil relativement au placement des biens appartenant à autrui.

La séance est levée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant les statuts refondus, 1909, au sujet de l'entrée en fonction de certains officiers de justice;

- bill 5 modifiant la version anglaise des articles 759*a*, 4545 et 5780 des statuts refondus, 1909;

Séance du mercredi 16 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lot no 177, dans la paroisse de Montréal

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Thériault), que les articles 510, 511 et 516 du règlement soient suspendus relativement à la pétition et au bill que désire présenter M. Ernest Edward Fairman.

Adopté.

Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Ernest Edward Fairman, demandant l'adoption d'une loi, ratifiant le titre à une partie indivise du lot numéro 177 de la paroisse de Montréal, et certains lots de subdivision de cette même partie.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Robitaille à l'exercice de la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 93 amendant la charte de la Civic Investment & Industrial Company;

- bill 110 amendant la charte de la corporation des Juifs anglais, allemands, polonais de Montréal;

- bill 106 amendant la loi 57 Victoria, chapitre 81, régissant l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 70 constituant en corporation The Quebec & Atlantic Railway Company;

Sans amendement:

- bill 99 amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale.

Questions et réponses:

Taxes versées par les contribuables de Montréal

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est le montant total des taxes versées par les contribuables, les corporations, etc., de Montréal, dans la caisse du gouvernement, durant la dernière année écoulée?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le montant total des taxes sur les corporations et compagnies commerciales, etc., qui ont leur bureau principal en la cité de Montréal, et payé au percepteur du revenu de la province, de Montréal, au cours de l'année dernière est de \$901,108.12.

Emprunts de guerre du dominion du Canada

M. Gault (Montréal-Saint-Georges):

1. Quel est le montant qui a été souscrit aux emprunts de guerre du dominion du Canada?

2. Quel est le montant qui a été accordé?

3. Est-ce qu'une partie du montant accordé a été vendue?

4. Dans l'affirmative, quelle en est la quantité et quel prix a été reçu?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Un million huit cent mille piastres (\$1,800,000).

2. Un million quatre cent quinze mille six cent cinquante piastres (\$1,415,650).

3. et 4. Non, mais \$207,500 d'obligations dues le premier octobre 1931, et \$225,000 d'obligations dues le premier mars 1937, ont été remises au dominion du Canada, conformément aux termes du prospectus de l'emprunt de la victoire, en date du 12 novembre 1917.

Demande de documents:

Augmentation des salaires des employés civils

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance au sujet de l'augmentation des salaires des employés civils depuis 1911.

Je désirerais donner des explications sur la production de documents que j'ai inscrite à l'ordre du jour. En faisant cette motion, je demande au gouvernement de: produire le rapport préparé et déposé par la Commission d'économie interne, instituée par le gouvernement en 1909, pour étudier cette question d'augmenter les salaires; de produire la classification des employés ainsi que les commentaires écrits, ou le rapport produit par les sous-ministres, faits à la demande de la Commission interne; de produire requête soumise au premier ministre, ou à un des ministres actuels, par les employés à la fin de 1917; de produire requêtes aux ministres ou à un des ministres relativement à une augmentation de salaires en 1915, 1916 et 1917.

Je suis sous l'impression que ces documents démontreront clairement que les intéressés, c'est-à-dire les employés civils, sont revenus plusieurs fois à la charge sans obtenir de succès plus dans un temps que dans l'autre, et qu'en plusieurs circonstances des requêtes ont été envoyées aux ministres. Le gouvernement, je l'espère, ne pourra prétendre ensuite, comme il l'a déjà fait, qu'il n'a pas reçu de demandes à cet effet, et que personne ne s'est plaint du traitement qu'il recevait. Si je suis bien informé, la Commission d'économie interne de 1909 avait recommandé une augmentation totale de \$79,000 et le gouvernement n'a pas considéré le rapport soumis et n'a accordé jusqu'ici que \$12,000, somme qui, de plus, a été répartie parmi les plus hauts fonctionnaires,

ce qui n'a réellement laissé aux petits salaires que deux et demi pour cent. Le gouvernement, pour éviter même cette augmentation de 2 ½ p.c., a baissé les classes des employés, et un grand nombre d'employés se sont trouvés du fait au maximum de leur classe et, conséquemment, sans espoir d'augmenter annuellement.

Les gros salaires ont une augmentation annuelle jusqu'à leur maximum, de \$100 et même \$300, alors que les petits qui sont encore susceptibles d'augmenter ne le font que \$50 par an. En 1909, quand la Commission recommandait une augmentation de \$60,000 comme étant urgente, il n'était nullement question de la guerre actuelle, et le coût de la vie a doublé et triplé même pour certaine partie. Dans le temps, je veux dire en 1909, le prétexte invoqué par le gouvernement, chaque fois qu'une demande de salaire indépendante a été faite, était que les revenus de la province étaient insuffisants pour permettre une pareille augmentation, mais j'espère qu'aujourd'hui on n'osera pas un seul instant prétendre que les finances ne nous le permettent pas, puisque le gouvernement annonce des surplus élevés.

Comment pourrait-on refuser une augmentation aux employés quand on sait leurs besoins et qu'on sait de plus combien il en coûte pour se procurer les choses nécessaires à la vie. Si on considère le coût de la construction de certains palais du gouvernement, comme celle du Café par exemple, et le refus de répondre à la faim des employés civils, ne peut-on pas conclure que nous avons un gouvernement aristocratique où l'on chercherait vainement les protecteurs du pauvre?

Ces requêtes et ces lettres démontreront que la misère noire règne dans des foyers d'employés civils. On nous dira peut-être qu'on les traite aussi bien ici qu'ailleurs, mais ceci ne sera pas suffisant pour leur venir en aide dans les heures difficiles qu'ils traversent.

Il dit qu'il est étrange que les libéraux qui, en temps d'élection, se sont proclamés les amis de l'ouvrier, soient satisfaits de payer de tels salaires. Il est très bien de pratiquer l'économie, mais on doit prendre en considération les petits salariés.

Je comprends que le gouvernement puisse prêcher l'économie, la prudence, mais ce n'est pas prêcher la prudence que de ne pas donner aux employés ce qu'ils méritent. Le gouvernement provincial a coutume de faire preuve d'assez bon cœur pour me faire espérer qu'il se rendra à ma demande que je crois juste et raisonnable. Ce n'est pas sans hésitation que j'ai provoqué ce débat et l'ai

fait. C'est que j'ai cru qu'il se trouverait des députés pour m'appuyer dans ma demande. On ne manque pas de dire, chez les libéraux: Nous avons un gouvernement ami des ouvriers. Je tiens à faire ces remarques parce que des orateurs libéraux crient d'un jour de l'An à l'autre qu'ils veulent un gouvernement pour le peuple et par le peuple. Si je fais ces remarques, c'est plutôt dans le but de leur permettre de mettre à exécution leurs promesses et de donner justice à ceux à qui justice est due. Ce n'est pas une question de parti que celle que j'ai soulevée, mais c'en est une purement humanitaire.

Est-il vrai que nous avons un gouvernement par le peuple et pour le peuple? Dans Ontario, tenant compte de l'augmentation du coût de la vie, le Parlement a fait voter une somme de \$150,000 pour ses employés civils. Plus d'une fois, les ouvriers ont fait leurs plaintes et je m'en suis fait l'écho dans cette Chambre. Je trouve bien étrange la théorie égoïste émise par le chef d'un gouvernement libéral qui se proclame si souvent avec emphase le champion de la démocratie. Cette théorie se résume ainsi: Périssent la population, périssent les employés, les artisans de la province, pourvu que le gouvernement puisse proclamer un surplus quelconque. Cette théorie est inhumaine, anti-chrétienne et oligarchique. Est-il vrai que la situation financière de la province soit tellement mauvaise que le gouvernement ne puisse augmenter le salaire de ses employés à cette phase aiguë de la plus grande crise alimentaire que nous ayons eue dans le pays?

Comment de braves ouvriers qui depuis des années ne gagnent que \$400 à \$500 ou \$1,000 par an pourront-ils vivre demain, quand le coût de la vie est augmenté de 60 p.c. à 95 p.c.? Cet ouvrier ne peut pas emprunter; son crédit n'est pas accepté parce qu'il ne gagne pas suffisamment pour assurer remboursement. Et l'État, dans cette circonstance exceptionnelle, refuse de venir en aide, au secours de son serviteur? C'est inconcevable. Comment se fait-il que le gouvernement n'ait pas assez de cœur? Pourquoi alors le gouvernement n'impose-t-il pas à son compte cette conscription de la richesse, dans les limites de ses pouvoirs, cette conscription de la richesse que le Parti libéral réclame à grands cris pour l'ouvrier, d'un gouvernement qui n'est pas le sien?

M. l'Orateur, je connais les douleurs que peut causer l'insuffisance du revenu pour le budget de la famille. Il y a des employés civils qui ne mangent que deux fois par jour. Ils boivent du lait le matin et mangent du pain sec le soir. Devant la misère des autres, devant le spectacle de la pauvre mère de

famille découragée, je ne puis m'empêcher de dire au gouvernement: Donnez donc à cette humble et malheureuse chrétienne le pain quotidien qu'elle demande avec tant d'angoisse. N'avons-nous pas le droit en ce moment de frapper à la porte du gouvernement et de réclamer pour son pauvre employé le pain qui lui manque? L'État a-t-il le droit de refuser protection et soulagement à la misère, surtout quand il s'agit de ses employés? Le gouvernement devrait avoir pour ses bons serviteurs le souci, la générosité, le dévouement du bon père de famille pour ses enfants.

Le fonctionnarisme a eu de toutes dates ses abus et constamment il a été provoqué par les gouvernements et les hommes politiques. Durant les luttes électorales, on promet toutes sortes de choses et à peine en est-on sorti qu'on ne trouve plus de bons mots pour répondre même dignement à ceux qui ont besoin de secours. J'ajouterai en réponse à ceux qui pourront dire que le nombre des employés civils est si considérable qu'on ne saurait répondre à toute les demandes que s'il est nécessaire de diminuer le nombre de ces employés de le faire. Qu'il supprime les inutiles, mais que les vrais serviteurs aient un traitement équitable, correspondant aux conditions actuelles de la vie. Pour remplir des promesses d'élections, le gouvernement n'a-t-il pas consenti à développer démesurément les cadres administratifs, en vue d'acquiescer et de satisfaire des appétits inassouvis, en ces temps d'élections où les ministres se montrent si généreusement disposés pour tous ceux qui veulent les suivre? Tous les gouvernements sont coupables de la crise du fonctionnarisme.

Comment pourrait-il y remédier dans la mesure de ses moyens? En faisant subir des examens sévères, tant sous le rapport de la conduite que sous celui de la capacité; en décrétant d'ordre les promotions d'après le temps du service et le mérite des capacités; et en diminuant le nombre des employés et en payant mieux ceux qui seront conservés. Le mérite et non le favoritisme devrait être la cause de la promotion, et le système de promouvoir les serviteurs publics d'après l'époque de leur admission est le seul qui soit juste. Tout le monde admet qu'il y a trop d'employés et que les inactifs prennent la part de salaire qui devrait appartenir aux travailleurs: il faudrait en garder moins et les payer mieux.

Mais il s'agit actuellement d'une crise alimentaire d'une extraordinaire gravité. N'est-il pas du devoir de l'État, dans ces circonstances, de venir au secours des classes de sa population menacées de

famine? Pas un député n'osera combattre, je l'espère, la proposition que je viens de faire. Nous sommes à la Législature non pas pour toujours administrer sur un même pied, mais pour faire face à la situation au fur et à mesure qu'elle s'altère. La Chambre me permettra de lui citer, en terminant, une page du dernier livre de l'historien libéral, du publiciste distingué qu'est M. le sénateur David, et j'invite le gouvernement à se laisser toucher par la logique de cet écrit, par ses grandes pensées et ses nobles soucis des misères de l'humanité. Voici :

Le sénateur David

"On se demandait souvent comment un gouvernement pouvait croire juste et utile de payer à ceux qui servent l'État des salaires qui ne leur permettent pas de soutenir leur famille. En effet, au prix que coûtent maintenant les choses nécessaires à la vie, comment un ouvrier qui reçoit \$33 par mois peut-il faire vivre une femme et des enfants? Non seulement ce n'est pas juste, mais c'est dangereux, c'est exposer le pauvre employé à des tentations sérieuses. Un pauvre facteur s'en retourne chez lui, le soir; il est fatigué et il est triste, désespéré, car il sait qu'une femme et des enfants l'attendent à la maison et il n'a pas les moyens de leur procurer les soins nécessaires. Son propriétaire, son boucher et son épicier payés, il ne lui reste pas un sou. Il est porteur de lettres chargées, il palpe les billets de banque qu'elles contiennent. Quelle tentation!

"Un gouvernement qui ne donne pas à ses employés un salaire suffisant pour les faire vivre convenablement est responsable des fautes qu'ils commettent sous l'aiguillon du besoin. Le travail bien rémunéré est le meilleur, le plus utile, le plus fécond. L'employé, l'ouvrier mal payé travaille avec moins de zèle et de cœur, il se plaint, s'irrite et devient souvent un mauvais citoyen, un anarchiste. Quel intérêt aurait-il à conserver un état social où il est malheureux? Tout changement lui semble un progrès. On dit quelquefois: les solliciteurs se culbutent pour accepter les salaires que ces emplois procurent. Ce n'est pas un argument, un raisonnement honnête. Parce qu'un pauvre homme préférera donner à sa famille un demi-pain plutôt que rien du tout, ce n'est pas une raison pour ne pas lui donner le pain tout entier dont il a besoin et qu'il gagne. Les gouvernements et les corporations n'ont pas le droit de faire ce raisonnement, de chercher un peu de popularité en économisant des sous sur les salaires de leurs employés pendant qu'ils jettent des millions à droite et à gauche.

"C'est de l'économie de bouts de chandelle, c'est de l'économie dangereuse, séditionneuse, cruelle et pernicieuse pour l'État comme pour les individus. Sans doute, on est souvent en face d'exigences injustes, de demandes exagérées, de grèves condamnables, mais ce n'est pas une raison pour être injuste soi-même, pour empêcher de faire ce que l'intérêt même de la société et une sage philanthropie conseillent. Je demande au gouvernement de répondre à ma demande et je prie le gouvernement d'oublier, s'il le faut, la demande de l'adversaire politique pour ne songer qu'à la plainte du pauvre. Nous sortons des fêtes du Nouvel an. Le riche a encore eu ses joies et ses plaisirs, mais que d'angoisses dans le foyer du pauvre, victime plus que jamais des plus fortes rigueurs de l'hiver et qui n'avait pas de quoi faire trois repas par jour. Le gouvernement ne pourrait-il pas faire quelque chose pour lui?"

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

dit qu'il n'a aucune objection à faire produire toute la correspondance demandée et à y adjoindre tout ce que le chef de l'opposition pourrait désirer touchant ce sujet. Le gouvernement est encore prêt à discuter la question à fond, car il est d'avis que le gouvernement a toujours fait tout son devoir et traité avec la plus grande justice et équité les employés civils.

Je relèverai cependant quelques remarques faites par le chef de l'opposition. Comme je ne peux parler pour les autres départements, je parlerai pour mon département où se trouve le plus grand nombre d'ouvriers, ceux sur le sort desquels semble tant s'apitoyer le chef de l'opposition. Nous verrons alors si le gouvernement a fait quelque chose. Je dirai pour le moment que le gouvernement a autant à cœur que n'importe qui, au moins autant que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), le bien-être et le confort des employés publics. Les meilleurs, je l'admets, ne sont pas toujours les mieux rémunérés, car souvent ceux-là font un travail obscur mais consciencieux dont on peut complètement se rendre compte.

Il ne croit pas que les employés du gouvernement crèvent de faim et il prétend que le tableau tracé par le chef de l'opposition est chargé. Il est vrai que le gouvernement n'a pas fait encore pour les employés du gouvernement autant qu'il aurait voulu, mais il a fait quelque chose et quelque chose, dit-il, qui ne doit pas passer inaperçu. Entre autres choses accomplies à ce sujet, le gouvernement a rétabli le fonds de pension pour les employés et c'est

là un avantage pour ces derniers, car ceci leur permet de toucher un salaire s'ils perdent leur position ou de faire toucher à la veuve ou parents d'un employé des sommes si celui-ci décède.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais avant que les employés civils meurent, il faut qu'ils vivent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement accorde, de plus, un congé aux employés le samedi après-midi, ce qui permet à un bon nombre de faire plusieurs travaux pour lesquels ils sont payés. Il paie pour les dimanches comme pour les autres jours. Enfin, il accorde aux employés qui meurent deux mois de plein salaire. Il donne ensuite un tableau pour montrer les augmentations de salaire dans son département.

	1892	1917
Sous-ministre	\$2,400	\$4,000
Secrétaire.....	1,300	2,000
Comptable.....	1,200	2,000
Architecte.....	2,000	2,400
Inspecteur des chemins de fer	1,200	3,400
Registraire	1,200	1,600
Commis.....	1,000	1,600
	Par jour	Par jour
Journaliers.....	\$1.00	\$2.00
Ouvriers, peintres, etc.	1.25	2.00

Depuis 1892, des employés publics ont eu des augmentations de salaires de cent pour cent. Ainsi, le sous-ministre de mon département qui recevait \$2,000 en reçoit présentement \$4,000. Celui du secrétaire a été porté de \$1,300 à \$2,000; le comptable reçoit aujourd'hui \$2,000 au lieu de \$1,200 qu'il avait à cette époque. Bien d'autres fonctionnaires ont eu des augmentations de salaires appréciables.

Les ouvriers ont bénéficié aussi de la sollicitude du gouvernement. Ils reçoivent à l'heure actuelle \$2.00 par jour et sont payés, de plus, pour le dimanche. Les journaliers, dit-il, ont aussi reçu, durant ce temps, de substantielles augmentations de salaires. Ainsi, en 1911, les journaliers recevaient \$1.92 1/2 par jour et, en 1917, ils reçoivent \$2.00.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, en 1892, les œufs se vendaient 13¢ et le bœuf coûtait 3¢ la livre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement n'a peut-être pas fait tout ce qu'il voudrait, mais il a sûrement fait tout ce qu'il pouvait. Jusqu'à présent, le gouvernement ne pouvait guère faire plus pour les employés civils. Peut-il faire plus, à présent? Nous l'espérons mais, dans le moment, nous ne pouvons faire plus. Je prie la Chambre et les employés civils d'avoir confiance au gouvernement. Le gouvernement continuera à faire tout ce qu'il y est possible de réaliser afin d'améliorer le sort des employés civils.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) présente un tableau qui montre l'augmentation substantielle des sommes allouées au service civil.

Dépenses du service civil

Administration :	1915	1916	1917
	\$491,967.73	\$649,155.98	\$671,915.59
Fonds de pension :	\$67,178.55	\$71,472.35	\$76,502.08

La moyenne des salaires a augmenté comme suit. Le premier chiffre inclut les salaires des chefs de départements; le second ne comprend que les salaires des employés inférieurs.

1896-1897	\$ 930.50	\$ 836.50
1904-1905	1,019.50	926.00
1911-1912	1,187.50	1,118.50
1916-1917	1,424.50	1,303.00

Une brève comparaison avec les salaires du gouvernement fédéral, pour les différentes classes du service civil, indique que le gouvernement de Québec traite tout aussi bien ses employés que le gouvernement d'Ottawa, sinon mieux.

La première classe d'employés civils à Ottawa a des salaires allant de \$2,100 à \$4,000. Au Québec, c'est de \$2,400 à \$4,000 avec des augmentations annuelles de \$100 aux deux endroits; la classe suivante est de \$1,260 à \$3,000 à Ottawa, et à Québec, de \$1,000 à \$2,100; à Ottawa, les messagers reçoivent de \$600 à \$800, et le même taux se retrouve à Québec.

Si le chef de l'opposition voulait se donner la peine de comparer les salaires du service civil à

Québec, avec ceux du service fédéral, ou ceux des employés des autres provinces, il se rendrait compte du mal fondé des plaintes qu'il venait de formuler. Il donne quelques chiffres au sujet de l'augmentation des salaires depuis 1913, par exemple. À cette époque, le montant total des salaires payés par le gouvernement provincial à ses employés était de \$491,000; en 1916, ce chiffre avait été augmenté à \$649,000; tandis que pour l'année finissant le 30 juin 1917, il était de \$671,971. Dans le budget de l'année fiscale 1918-1919, ce montant sera encore augmenté de \$25,000.

Il ne faut pas oublier les sommes que le gouvernement paie en pensions pour le service civil, lesquelles sont parties intégrantes des salaires. En 1912, on payait en fonds de pension \$67,178; en 1916, \$71,472; et, au cours de l'année dernière, \$76,502.

Il considère que ceci doit être additionné aux salaires.

Les employés civils dans cette province sont aussi bien rémunérés que n'importe où ailleurs. C'est bien en vain que le chef de l'opposition, en proie à une dangereuse lubie, de ce temps-ci, continue à vanter outre mesure la province d'Ontario. On ne fait pas mieux là-bas. Les autres gouvernements ne traitent pas mieux leurs fonctionnaires, ils les traitent moins bien. Pourquoi les nôtres se plaindraient-ils? Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour améliorer le sort des employés civils. C'est vrai que le coût de la vie est élevé, que les employés civils en souffrent; malheureusement, tout le monde est dans le même cas et il ne pense pas que les employeurs dans l'ensemble du pays augmenteraient les salaires à cause de cela.

Il n'y a pas lieu d'imputer cette situation au gouvernement provincial. Le secrétaire qui en recevait \$1,300 en a aujourd'hui \$2,000; le comptable qui en avait \$1,200 en a maintenant \$2,000. D'autres fonctionnaires comme l'architecte, le registraire et chacun des commis ont eu des augmentations considérables. Pour les journaliers, ils reçoivent à l'heure actuelle \$2.00 par jour et sont payés de plus pour la journée du dimanche. Tout ce qui sera possible au gouvernement de faire, celui-ci le fera dans le but d'améliorer constamment le sort des employés.

Répondant à la déclaration du chef de l'opposition que plusieurs employés civils dans cette province devaient vivre avec une tasse de café par jour, il déclare que cet argument en lui-même montre l'exagération à laquelle se prête le chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve étrange que le ministre des Travaux publics se déclare satisfait des salaires actuels des fonctionnaires civils; il trouve aussi étrange cette déclaration du ministre disant que dans le moment le gouvernement ne pouvait faire plus. Il souligne le fait qu'en 1911, d'après les chiffres produits par le ministre lui-même, les journaliers gagnaient \$1.92 1/2 par jour et qu'ils gagnaient \$2.00 en 1917. Quelle augmentation, 7 1/2 % quand, depuis trois ans, le coût de la vie a augmenté de 70 % au moins. Et la Chambre applaudit ces chiffres! Les députés de cette Chambre, s'ils sont satisfaits de ces chiffres, n'ont plus besoin de se faire représenter comme les protecteurs de la classe des humbles.

Répondant au trésorier, il fait remarquer que l'on ne manque jamais de charger le gouvernement d'Ottawa de tout ce qui arrive de mauvais; mais quand on a à se retirer d'un mauvais pas, on répond que l'on fait comme à Ottawa.

Il trouve étrange que le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) se base sur Ottawa, car celui-ci n'avait pas trouvé de mots assez violents pour dénoncer le gouvernement d'Ottawa au cours de la dernière élection. Le gouvernement provincial affirmait que le gouvernement à Ottawa n'avait pas de cœur à l'endroit des ouvriers, et pourtant ils sont satisfaits de payer certains salaires à leurs employés parce que ce sont les mêmes que ceux payés à Ottawa.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Alors, nous allons vous donner la correspondance depuis 1911 seulement; car, sans désigner une date, nous pourrions remonter à la Confédération!

La proposition est adoptée.

Représentants de la province à Londres et en Belgique

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous rapports, correspondances entre M. P. Pelletier, M. Godfroid Langlois, représentant en Belgique, et le gouvernement.

Quand M. Godfroid Langlois était à la Chambre, il faisait au gouvernement beaucoup de demandes sans beaucoup de succès. Je voudrais savoir si les demandes que M. Langlois formule maintenant sont mieux écoutées. Il me semble le voir encore dans cette Chambre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous vous en ennuyez?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il veut voir, par cette correspondance, ce que MM. Pelletier et Langlois ont fait depuis leur nomination pour mériter les gros salaires que leur paie la province. Il fait aussi remarquer que la Chambre sera sans doute heureuse d'avoir dans cette correspondance des documents concernant l'immigration et la colonisation, un sujet, qui, après la guerre, sera des plus sérieux.

La proposition est adoptée.

Barreau de la province de Québec

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Architectes

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 amendant l'article 5347 des statuts refondus, 1909, concernant les architectes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demande de documents:

Transports des produits agricoles dans la province

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances que possède le gouvernement au sujet de la question des transports agricoles dans notre province.

Il serait peut-être important de savoir d'abord s'il y a eu des correspondances à ce sujet?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Il n'y a pas eu, je crois, de correspondances à propos de cette question. Nous n'avons pas de contrôle sur

les chemins de fer et nous n'avons pas jugé à propos de communiquer avec eux au sujet de la question des transports agricoles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je remercie la providence de m'avoir donné l'idée de présenter cette motion. Voilà une significative admission du ministre de l'Agriculture. Quoi, pendant qu'au cours de l'été les chambres de commerce et tous les corps publics faisaient des efforts inouïs pour obtenir des moyens de transport, le département de l'Agriculture, le principal intéressé dans cette question, ne faisait rien?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Il a écrit maintes fois à ce sujet au contrôleur des vivres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment, M. le Ministre, on n'a pas jugé à propos de s'occuper des plaintes de nos cultivateurs qui manquent de moyens de transport pour les produits agricoles? Il me semble que cette question est de la plus haute importance. Ce n'est pas au contrôleur des vivres qu'il fallait s'adresser en cette occurrence. Le ministre de l'Agriculture aurait dû s'adresser à la Commission des chemins de fer pour lui demander de fournir à notre classe agricole des moyens de transport. On a préféré sans doute causer des ennuis au contrôleur des vivres au lieu d'aider nos cultivateurs en leur donnant des facilités de transport. Nos ministres, qui se disent les amis des grosses compagnies, auraient pu s'adresser aux compagnies de chemins de fer. Je suis surpris que le ministre de l'Agriculture ne l'ait pas fait et je me demande si quelqu'un ne l'en a pas empêché.

Il se dit surpris que le trésorier (l'honorable M. Mitchell), qui connaît probablement tous les magnats des finances et des chemins de fer, n'ait pas engagé des actions pour aider la classe agricole en ce sens.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Il s'est rendu au désir du contrôleur qui avait demandé de s'adresser à lui quand il y aurait des délais dans le transport des produits de la ferme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le principal, c'était de s'adresser à la Commission des chemins de fer. Je l'ai fait moi-même et j'ai obtenu justice.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Nous avons averti le contrôleur des vivres du désarroi des transports, par requêtes, pétitions,

supplications et nous avons suivi les opinions de ce dernier. Et cela n'a pas amélioré la situation; dans la plupart des cas, nous n'avons pas eu de réponse.

Tout le monde comprend que la cause de ce problème est la politique du gouvernement fédéral. Ils ont tout négligé en agriculture pour transporter des soldats et des munitions et aussi pour exporter des canons à l'extérieur avant que les affaires canadiennes soient considérées, et il n'y a pas suffisamment de wagons ni de voies ferrées au pays pour rencontrer les deux demandes.

Il n'y a pas de wagons, naturellement, pour transporter les produits agricoles. Le gouvernement provincial a fait tout ce qui était possible pour se procurer des moyens de transport, il a fait son devoir. Il y a un pouvoir qui est plus puissant que nous. Tous nos produits étaient transportés à la diable et au petit bonheur. C'est alors que le député de Deux-Montagnes aurait dû intercéder auprès de ses amis, du contrôleur des vivres ou auprès de ses anciens amis à Ottawa. Je m'y suis adressé moi-même tout dernièrement. J'ai écrit à M. Crerar, le ministre de l'Agriculture, pour lui signaler la rareté des wagons pour transporter le foin. Sa réponse ne m'est pas encore parvenue. Le gouvernement provincial comme le pays tout entier est victime de conditions incontrôlables.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a donc une correspondance entre le gouvernement et ces messieurs. Alors, le ministre de l'Agriculture de Québec n'a écrit que tout récemment à Ottawa. Mais, M. l'Orateur, il y a cependant très longtemps que les wagons sont rares, que nos cultivateurs en souffrent. Je crois que le ministre a manqué d'initiative, et cela me surprend, car le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) passe pour le plus actif des ministres du gouvernement. Il dit que M. Hanna a bien assez à faire avec tous ceux qui se plaignent et que puisqu'il ne répondait pas, on aurait dû s'adresser à d'autres; au ministre des chemins de fer, par exemple.

La proposition est adoptée.

Prévention des incendies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 amendant la loi pour prévenir les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Shawinigan Water & Power Company

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte du Cap-de-la-Madeleine

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 105 constituant en corporation la ville du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lot no 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 86 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant

le lot numéro 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Québec-Ouest

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 amendant la Loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'Oeuvre du petit séminariste

M. Petit (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Petit (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds de secours des forestiers catholiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 109 constituant en corporation le Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Succession Samuel Finley

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la succession de feu Samuel Finley soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

National Trust Company Limited

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 amendant la loi 63 Victoria, chapitre 78, concernant les pouvoirs corporatifs de la National Trust Company Limited, dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bureau des commissaires des écoles protestantes de Montréal

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 concernant le Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal et amendant la loi concernant les taxes scolaires dans ladite cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 concernant la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 amendant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 23 concernant la contribution par certaines municipalités à la construction de certains chemins;

- bill 24 relatif à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales;

- bill 25 amendant l'article 718 des statuts refondus 1909 concernant la Commission des services d'utilité publique;

- bill 29 concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix;

- bill 51 concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec;

- bill 52 constituant en corporation l'École apostolique Notre-Dame.

La séance est levée.

Séance du jeudi 17 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

- la pétition de Ernest Edward Fairman, demandant l'adoption d'une loi, ratifiant le titre à une partie indivise du lot numéro 177 de la paroisse de Montréal, et certains lots de subdivision de cette même partie (M. Ashby).

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 59 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Charette.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 85 amendant la charte de la ville de Joliette.

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de feu l'honorable Joseph Masson, demandant l'adoption d'une loi relative à la nomination des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de cette succession;

- de la Compagnie hydraulique Saint-François, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 57 concernant la succession de feu Éloi Ouimet;

- bill 104 Loi amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 80 autorisant la vente des immeubles appartenant aux successions de feu Frederick Thomas Judah et de son épouse feu dame Sarah Caine;

- bill 89 concernant la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la société Saint-Jean-Baptiste (Caisse nationale d'économie).

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a siégé et dressé une liste des témoins qu'il désire entendre et s'est ajourné au 18 courant à 10 heures du matin.

**Succession
Joseph Masson**

M. Achim (Labelle) demande la permission de présenter le bill 116 concernant la succession de feu l'honorable M. Joseph Masson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie hydraulique
de Saint-François**

M. Godbout (Beauce) demande la permission de présenter le bill 67 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique de Saint-François.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**École ménagère
de Roberval**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. En quelle année l'école ménagère de Roberval a-t-elle été fondée?

2. Combien de ses élèves ont été diplômées pour l'enseignement ménager?

3. Combien sont employées à l'enseignement ménager?

4. Dans quelles institutions enseignent-elles?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. 1er août 1882.

2. Aucune. L'école ne donnait pas de diplôme d'enseignement ménager.

3 et 4. Le département l'ignore.

Sociétés coopératives d'éleveurs de moutons et de producteurs de laine

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y a-t-il de sociétés coopératives d'éleveurs de moutons et de producteurs de laine dans notre province?

2. Dans quelles parties de la province opèrent ces sociétés?

3. Ont-elles fourni des rapports de leurs opérations en 1917?

4. Quel est le résultat de leurs opérations?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. 10, dont quatre sont incorporées suivant les lois du département de l'agriculture.

2. Dans les comtés de Richmond, Compton, Sherbrooke, et Mégantic, (incorporées).

Dans les comtés de Pontiac, Stanstead, Argenteuil, Ottawa; dans les districts de Bedford et de Beauharnois, (non incorporées).

3. Une seulement.

4. Très satisfaisant. Uniformité dans la classification de la laine et dans la préparation pour le marché. Plus hauts prix obtenus sur le marché, variant entre 52¼ et 56¼ centins la livre.

Sociétés d'agriculture et cercles agricoles

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Est-il vrai que le mot d'ordre a été donné aux écoles d'agriculture, aux agronomes, aux conférenciers et instructeurs d'accorder une attention spéciale aux sociétés d'agriculture et aux cercles agricoles, d'assister à leurs assemblées, de coopérer avec eux, de suivre les expositions?

2. Dans l'affirmative, quand et par qui ce mot d'ordre a-t-il été donné?

3. Ce mot d'ordre a-t-il été suivi?

4. Comment?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Oui.

2. Par les officiers du département de l'Agriculture, d'après les instructions du ministre, et cela depuis au-delà d'un an.

3. Oui.

4. En rapportant une attention spéciale aux sociétés d'agriculture et aux cercles agricoles, en assistant à leurs assemblées, en coopérant avec eux et en suivant, autant que possible, leurs expositions.

Corporations scolaires et usage de *Mon premier livre*

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y a-t-il de corporations scolaires dans la province de Québec?

2. Combien de commissions scolaires ont ordonné l'usage de *Mon premier livre* dans leurs écoles respectives?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1. 1691, dont 1319 catholiques et 352 protestantes.

2. 1061.

Écoles modèles

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'écoles modèles dans la province de Québec?

2. Combien de villages de la province de Québec n'ont pas d'écoles modèles?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1. 738.

2. 28 villages de la province de Québec n'ont pas d'écoles modèles ou d'académies.

Nombre de comtés et d'académies

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien y a-t-il de comtés dans la province de Québec pour la Législature?

2. Combien de comtés dans la province de Québec n'ont pas d'académies?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1. 81 collèges électoraux.

2. Un seul collège électoral n'a pas d'académie.

Inspecteurs d'écoles

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y a-t-il d'inspecteurs d'écoles dans la province?

2. Combien chacun de ces inspecteurs a-t-il d'écoles à visiter durant l'année?

3. Combien d'élèves en moyenne dans chaque district?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): 1. 54, dont 44 catholiques et 10 protestants.

2. La réponse à cette question se trouve aux pages 284 à 293 du rapport du surintendant de l'Instruction publique, pour l'année 1916-17.

3. Pour les catholiques, 8280; pour les protestants, 5372.

Motion Francoeur sur la rupture du pacte fédératif de 1867

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Ouellet): Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte fédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada.

Monsieur le Président¹, la motion que cette Chambre est appelée à étudier mérite, je crois, une attention spéciale. Depuis que j'en ai donné avis, la presse et un grand nombre de personnes l'ont discutée. Inutile de dire qu'elle a été diversement appréciée. Elle a provoqué des expressions d'opinion tantôt favorables, tantôt défavorables, mais toutes, généralement, intéressantes à analyser. Ces opinions révèlent à différents degrés une mentalité inquiète, soucieuse de l'avenir, où, en même temps que s'affirme la fidélité à des idées, des principes, des passions et même des préjugés, perce et domine le sentiment très net qu'il y a quelque chose de changé dans notre vie nationale, qu'une situation grave existe, qu'un nouveau problème est posé dont l'étude en vue d'une solution définitive s'impose. Les uns admettent l'existence de ce problème et veulent l'aborder résolument sans retard; les autres ne le nient pas, mais préfèrent en ajourner l'étude, croyant sans doute que le temps viendra à notre secours. Les premiers, dans mon opinion, ont raison, mais je n'ai pas l'intention de décréter que les seconds ont tort. Je suis de ceux qui croient qu'il faut faire face à la situation immédiatement et régler le problème une fois pour toutes. Je tiens trop à ma liberté d'opinion pour ne pas respecter celle des autres: aussi bien, au cours des remarques que j'aurai l'honneur de soumettre à l'appréciation de cette Chambre, je désire discuter avec la plus grande réserve possible, évitant

de me laisser emporter par les passions ou les préjugés, n'écouter si possible que la voix de la raison et du bon sens. Qu'il me soit permis de déclarer dès maintenant que ce n'est pas le dépit ni l'amertume de la récente défaite de mon parti qui m'a inspiré l'idée de présenter cette résolution. On voudra bien me concéder des motifs plus élevés et qu'une notion plus exacte de ma responsabilité m'a servi de guide. Le Parti libéral, fût-il sorti victorieux des urnes électorales le 17 décembre dernier, que j'aurais agi de même. Outre sa signification intrinsèque, cette motion n'est pas une plainte contre le résultat de cette élection, mais bien une protestation contre la campagne d'injures, de faussetés et de calomnies dont la province de Québec souffre surtout depuis quelques années et dont il (le résultat de l'élection) a été l'aboutissant.

Je ne m'attarderai pas à examiner toutes les entrevues ou opinions que l'on a données touchant cette motion depuis son inscription à l'ordre du jour de cette Chambre. Il faut, toutefois, en souligner quelques-unes au cas où elles auraient pu créer en certains quartiers une fausse impression.

Let us cite the greatest². Je commencerai par Sir Georges Garneau. Le journal *La Presse* de Montréal lui a fait dire d'abord: "Je n'ai pas eu le temps de réfléchir beaucoup à cette résolution que je viens de lire, etc". Et aussitôt, décrétant qu'elle est inopportune, il se lance dans des considérations sur les récentes élections, "la bonne entente", etc. M. Garneau s'est évidemment dit: "Parlons d'abord et nous réfléchirons ensuite". Il a cru que le fait de présenter cette motion devant la Chambre entraînerait immédiatement la rupture du pacte fédératif; séparé des autres provinces, son rôle de pacificateur devenait inutile. Que M. Garneau se rassure: nous ne voulons pas lui enlever ses dernières illusions, à moins que l'avis charitablement signifié par le sénateur Choquette ne l'ait ramené définitivement au sens de la réalité.

L'opinion d'un autre homme d'État, médecin distingué et spécialiste remarqué, professeur à Laval et échevin de Québec, mérite une mention spéciale. Le docteur Dussault, dans un langage d'une concision remarquable et d'un bilinguisme épuré, résume toute sa pensée, lourde d'aperçus lointains, par ces deux mots: "C'est tough". C'est clair, n'est-ce pas. Quel doigté. C'est le coup de scalpel habile qui brise la membrane et rend à l'oeil sa vision et sa beauté! Inutile d'insister davantage.

Un autre homme d'État, mais de date plus fraîche, avocat et professeur lui aussi à Laval, étale dans son organe *L'Événement*, avec ses traits

sympathiques, une opinion non moins remarquable; M. Ferdinand Roy est sorti de sa retraite où il caressait les muses avec son "Appel aux armes et la réponse canadienne-française". On sait que dans cette œuvre, où la deuxième édition essaie d'expliquer la première, et où la troisième ne réussit pas à expliquer les deux autres, l'auteur, au coin du feu, en pantoufles et en robe de chambre, dicte à ses compatriotes la conduite à tenir vis-à-vis la conscription. Confortablement installé, il les supplie d'aller, sans regimber, dans les tranchées, défendre la France et l'Angleterre menacées et contribuer ainsi à sauver la liberté et la civilisation en péril. Depuis cette publication, surtout remarquable par son appendice, et à laquelle on a fait un accueil silencieux, M. Roy est retourné à "ses habitudes d'insouciances", se remettant sans doute à l'étude des lettres, comprenant que cette culture est toujours profitable. On reste convaincu en lisant son entrevue qu'il a dû travailler beaucoup. C'est une improvisation qui sent bien un peu l'huile, mais décèle un réel progrès chez l'homme d'État et le guerrier. Résumons, si possible, sa pensée: le député de Lotbinière n'est pas sérieux: c'est un "farceur" un "pince sans rire" qui pour s'amuser, veut se payer la tête des Anglais.

On a toujours tort de jouer avec des armes chargées, dit-il. Il en connaît quelque chose. Il ajoute: "La rafale des élections a peut-être fait geindre quelques fenêtres de la maison où nous logeons et qui n'est pas, c'est certain, un "home" confortable, mais il ne semble pas que cette rafale ait ouvert aucune porte de la Confédération par où, en ce temps de guerre, il serait bon ou opportun de nous voir sortir. Il faut savoir attendre et prendre garde, en voulant saisir l'occasion aux cheveux, d'empoigner des perruques." Que n'a-t-il lui-même suivi ce conseil? Il n'aurait pas écrit son chant de guerre dans lequel, pourtant, l'on trouve la réfutation même de ce qu'il vient d'avancer... Il semble l'avoir oublié. Il est donc permis de se demander quel est le plus farceur des deux: le Roy de l'"Appel aux armes" ou bien celui de l'entrevue sur la motion. S'il m'était permis d'être malin, je dirais que ce trait singulier apparaît dans les deux productions. Voyons un peu: à la page 7, 3ième édition de sa brochure, nous trouvons, au titre "Les causes", ces lignes: "La haine de race et la politique nous ont fait tout ce mal. À la faveur de la guerre européenne, les Anglais du Canada - et une fois pour toutes j'entends par là non pas les esprits élevés qui sont nombreux parmi eux, mais tous les autres - les Anglais ont accentué sans pudeur leur lutte anti-française, etc." À la page 8, sous le même

titre, je lis: "Notre Confédération qui avait tout de suite fait des pas de géant vers son épanouissement en pays libre de faire et de vivre sa vie propre s'est bientôt vu fondre dans le grand tout qu'est l'Empire britannique, y perdre toute sa personnalité... La même voracité qui en Angleterre nous volait jusqu'à notre nom de Canadien nous la retrouvons ici même sous ces impérialistes nains qui en attendant que l'Empire ait absorbé ses colonies voulaient anéantir tout ce qui a caractère français.»

À la page 9: "La guerre de race qu'on nous faisait depuis toujours sourdement, on la déclarait, on la prévenait, on démasquait toutes les batteries. Pendant que nous allions aider à éteindre l'incendie qui fait rage en Europe on mettait le feu à notre maison." Puis, aux pages 24 et 22, sous le titre "Notre devoir", il continue: "Et d'abord que nous devons pratiquer l'égoïsme sacré et, comme peuple, chercher notre bien avant celui des autres, je n'y contredis pas; et je pousserais au besoin ce principe jusqu'à cette conséquence-ci: nous devons chercher notre bien et travailler à notre bonheur à nous, nation canadienne-française, d'abord, avant de poursuivre la chimère d'un bonheur collectif de la "nation" canadienne ou anglo-française qui a ce tort radical de ne pas être une nation. Est-ce que les deux familles qui se partagent en maugréant le Canada ont le même idéal, les mêmes origines, les mêmes mœurs? On sait bien que nous sommes de simples associés s'entendant mal entre eux, que retient seule la lettre du contrat qui les lie, et que la faillite de la "firme", imminente depuis trois ans, n'avait pas besoin pour être reconnue d'être officiellement constatée comme elle l'a été au cinquantenaire de la Confédération." À la page 24, M. Roy se demande "Que devons-nous à la Confédération". Et il répond: "D'être des dupes. Que devons-nous à cette fille de la France qui est notre province? D'avoir dans le cœur et de traduire en acte sa devise: Je me souviens, de conserver intact le patrimoine hérité et n'en pas laisser échapper l'honneur." Enfin, à la page 30, l'auteur nous dit: "Nos adversaires anglais pousseront plus loin que jamais les luttes de la rivalité jusqu'aux atrocités; n'est-il pas question de représailles et de faire perdre à notre province son rang dans la Confédération? Notre constitution, n'est-il pas question de la changer pour restreindre son autonomie?"

Tout cela est écrit au mois de juillet 1917 et l'entrevue date du 27 décembre de la même année. Si, au mois de juillet, la Confédération est fondue dans le grand empire et a perdu sa personnalité, si on a mis "le feu dans la maison", si la "firme" a fait faillite, et la Confédération fait de nous des "dupes",

si nos adversaires ont poussé les "luttres de la rivalité jusqu'aux atrocités", si on menace de faire perdre à notre province son rang dans la Confédération et même de changer la constitution "pour restreindre notre autonomie", il est bien difficile d'admettre, quatre mois après, qu'il n'y a que quelques fenêtres d'ébranlées, qu'il n'est pas sérieux d'étudier cette situation et qu'en voulant y remédier on risque "d'empoigner des perruques" et de manquer l'essentiel.

N'y a-t-il pas là contradiction flagrante? Et si M. Roy avait pris la peine de lire la résolution qui vous est maintenant soumise, il n'aurait pas, je crois, traité cette question aussi légèrement. Évidemment, M. Roy, comme tout le monde, avait oublié sa brochure. Il est trop modeste. Il ne m'en voudra pas, j'espère, de l'avoir exhumée pour quelques instants de l'oubli. S'il m'était permis toutefois de lui donner un conseil je lui dirais: "Si vous écrivez des brochures, ne donnez pas d'entrevues".

Non, M. l'Orateur, cette motion n'est pas une farce, même si M. Roy l'a nommée ainsi, et la preuve, c'est que la presse en général l'a discutée très sérieusement. De toutes les parties de la province et même d'Ontario il m'est parvenu des adhésions importantes.

Il m'est impossible de les livrer pour le moment à la publicité. Le *Star* de Montréal feint de n'y attacher aucune importance, venant, comme il le dit, d'un "country member". Eh bien, M. l'Orateur, si ce journal a voulu me faire de la peine en me désignant de la sorte, il s'est trompé. S'il est un titre dont je m'honore et dont je suis fier c'est d'être un député de la campagne. Si les rédacteurs du *Star* y séjournaient de temps à autres ils bénéficieraient d'une hygiène physique et intellectuelle dont leur organe se ressentirait avec avantage. La *Gazette*, au début, semble l'ignorer mais finit peu à peu par s'en occuper sérieusement.

Viennent ensuite les journaux torys comme *L'Événement* et autres organes de même valeur, courtisans aveugles du gouvernement au pouvoir qu'il croit menacé par cette simple résolution. En partisans outrés, ils ont vu aussitôt, dans ces quelques lignes, une manœuvre oppositionniste dangereuse pour la sécurité de leurs maîtres; ils ont craint pour leur fromage et leur digestion en a été troublée. La peur en a bouleversé quelques-uns au point qu'ils ont oublié la résolution même pour s'attaquer à son auteur, l'injurier et lui prêter des motifs inavouables. Si nous ne connaissions pas le tarif de leurs convictions, il serait impossible d'expliquer leur attitude.

Était-il opportun de faire cette motion? Elle est, à mon avis, la résultante des discours, des écrits, des articles de journaux, de revues et de pamphlets faits et distribués contre la province de Québec depuis trois ans. Une campagne systématique a été entreprise qui a atteint le maximum de violence au cours de la dernière campagne électorale. Dès le début de la guerre, on a commencé, dans les provinces anglaises, surtout dans Ontario, à mettre notre loyauté en doute parce que le recrutement volontaire n'obtint pas ici le même succès qu'ailleurs, parce que les nôtres ne répondaient pas comme on l'aurait désiré à l'appel d'aller combattre, en pays lointains, pour la défense de la liberté et de la civilisation, il est vrai, mais sans connaître exactement les causes qui ont provoqué le conflit.

Cette campagne de faussetés, de sophismes, d'injures, de calomnies et de haine, menée contre notre province, est dirigée par des journaux comme le *Toronto Star*, le *Daily Mail and Empire*, le *Toronto Globe*, le *Winnipeg Telegram*, le *Toronto Telegram*, le *Toronto News*, l'*Ottawa Journal*, l'*Evening Telegram*, l'*Evening News*, *Journal l'Union*, le *Manitoba Free Press*, ce dernier poussant la violence si loin à notre endroit que son confrère le *Regina Leader*, dégoûté, finit par l'avertir charitablement d'abandonner ses tactiques diaboliques (devilish conduct). Ceux qui lisent le *Star*, la *Gazette* de Montréal, et le *Chronicle* et l'*Événement de Québec*, ont vu les reproductions de ces articles et même les caricatures où nous sommes représentés complotant avec le Kaiser, etc., etc.

Ces articles ont fait le tour de la presse française et anglaise du pays, des États-Unis et même du vieux continent. Il faut en souligner quelques-uns. À leur lecture l'évidence d'une conspiration pour ruiner la réputation de la province de Québec est manifeste. Dès 1914, le *Puttingham*, sous la signature de Orange Sentinel, conseille ni plus ni moins que la guerre civile:

"L'agitation bilinguiste doit être détruite. Il est temps que notre gouvernement cesse de badiner avec ces traîtres. Notre gouvernement doit chasser du territoire britannique les quelque quarante mille méchants moines et nonnes qui élèvent la jeunesse canadienne-française dans l'idée de rébellion contre l'Empire britannique. Il ne doit jamais y avoir de trêve avec Rome.

"Il nous faut l'écraser ou elle nous écrasera. Il faut nous préparer à la lutte imminente avec ces traîtres français: et le plus tôt nous commencerons la bataille, le mieux se sera pour notre dominion. La Grande-Bretagne doit régner en Canada comme elle règne sur les mers."

Plus loin, il écrit:

"Les Canadiens français n'ont pas de cœur pour la guerre. Ils sont un peuple paisible. Nous ne sommes pas surpris qu'ils n'aient pas de vocation militaire. Cela distingue les hommes d'initiative. Mais le clergé a détruit leur initiative... Le Canadien français ne pense jamais de lui-même. Dans toutes les circonstances importantes, il va demander à ses supérieurs ce qu'il doit faire. Il est réduit à la condition de machine humaine."

Le *Kingston Standard* écrit avec non moins d'ardeur:

"Les Canadiens français ont eu recours aux méthodes de trahison des Huns. Ils trouveront que l'Empire britannique ne souffre dans ses limites aucun imitateur des Huns. Le *Toronto Telegram* donne le conseil suivant aux soldats canadiens: "Les soldats canadiens et leurs amis ne doivent pas voter épaulé à épaulé avec les neutres raciaux de Québec et les Austro-Allemands d'Alberta et de la Saskatchewan qui haïssent l'Angleterre... La population de un million de la Nouvelle-Zélande est toute recrutée, en ce sens que la Nouvelle-Zélande est exclusivement britannique. Il n'en est pas ainsi du Canada dont 3,000,000 sur ses 8,000,000 sont des Français de Québec ou des Allemands-Autrichiens."

Le *Toronto News* continue sur le même ton:

"Nous croyons qu'il est vrai que les ecclésiastiques français s'opposent au recrutement dans le Québec. Ce ne sont pas seulement quelques curés qui sont hostiles. Ce sentiment s'étend des curés aux évêques, aux archevêques. On a fait certains appels dans le but de désarmer des critiques dans les communautés de langue anglaise, mais l'influence du clergé de Québec s'est exercée indiscutablement contre le recrutement. On nous dit que deux ou trois curés seuls, dans toute la province, favorisent la participation du Québec à la guerre et que, dans certains cas, on a menacé de peines spirituelles certains jeunes gens qui avaient fait part de leur désir de s'enrôler... Depuis que la guerre est commencée, ils ont tout simplement écrit un nouveau chapitre dans la vieille conspiration pour dominer le Canada. Le rêve de reconquérir et de dominer le Canada n'a jamais été abandonné. Ils ont mis la race au service de la religion et la religion au service de la race. Ils ont fait l'impossible pour conserver la langue française et pour empêcher l'expansion de l'anglais, sans s'occuper des entraves qu'ils pouvaient mettre à l'avancement de leur peuple. Ils dirigent leur immigration canadienne-française dans Ontario et les provinces de l'ouest. Partout ils cherchent les positions stratégiques et s'efforcent de consolider

leur influence politique. Les extrémistes français se réjouissent de ce qu'un nombre considérable de bataillons partent des provinces anglaises pour traverser l'océan. Ils sont indifférents aux pertes et aux sacrifices des gens de langue anglaise. Ils n'y voient qu'une chose: c'est que, plus les provinces anglaises subiront de pertes et feront de sacrifices, plus Québec acquerra de force politique. Ils croient pouvoir ainsi se coaliser avec les Allemands et les Autrichiens."

Le 7 décembre 1917, le *Winnipeg Telegram*, parlant de la catastrophe d'Halifax, nous dit très aimablement: "Ça aurait dû être Québec. Au Québec, ça aurait été d'une valeur inestimable comme leçon pour ceux qui voient si peu le danger d'une issue malheureuse de cette guerre pour le Canada".

Toutes ces injures, toutes ces faussetés et ces calomnies sont condensées dans une affiche électorale publiée dans le journal *The Union* et reproduite dans l'*Evening Telegram*. C'est "The citizens' Union Committee", dont les quartiers généraux sont à Toronto, qui distribue cette publication sous le titre suivant: "Est-ce qu'un Québec uni dirigera tout le Canada?" Et comme sous-titre:

"Le Comité d'union des citoyens, inquiet pour le maintien des idéaux et des traditions britanniques, envisage avec appréhension la menace de la domination canadienne-française et l'influence inévitable qu'elle exerce au foyer, à l'école et dans l'État... Seul un gouvernement d'union peut sauver le Canada de la menace de la domination canadienne-française."

"Qui poignarde les soldats canadiens dans le dos? Les dirigeants déloyaux au Québec." "Encore le vieux rêve de l'indépendance française"... "Les agitateurs anti-britanniques attendent un Québec unanime dans le but de dominer les affaires de l'État canadien". "Les agitateurs anti-britanniques s'unissent à Laurier", etc. etc.

On nous dira peut-être, ces citations ne prouvent rien. Ces journaux ne reflètent que l'opinion de quelques fanatiques; personne n'ajoute foi à ces appels aux passions et aux préjugés. J'admets que s'il ne s'agissait que de cas isolés, si réellement ces écrits n'étaient que l'expression d'opinion d'un petit nombre de détraqués, nous n'y attacherais aucune importance. Mais cette même presse reproduit complaisamment des discours d'hommes publics qui, dans de grandes assemblées, n'ont pas la bouche assez grande pour expectorer, aux applaudissements de tous, ce que leur cœur distille de fiel et de haineux contre tout ce qui est français et catholique.

On n'a pas oublié les attaques virulentes de Hocken de Toronto, maintenant député au Parlement canadien, qui à une assemblée politique s'écrie: "Je vous dis que notre constitution n'a pas été faite par la race anglaise pour être brisée par les Français, mais pour être obéie par tous; et le temps est venu pour la race anglaise soit de se rendre ou soit de rester debout pour tout ce que nous chérissons. Et je ne pense pas qu'il soit dans le sang de cette race anglaise de s'allonger par terre devant une tâche de cette nature, quand ceux que nous aimons tant donnent leur vie pour nous."

Et que penser d'un Isaac Campbell, qui termine son discours dans Grace Church, en affirmant que Québec était "la peste du dominion". Mais, objectera-t-on encore, ces hommes ou d'autres de même mentalité ne représentent rien. Leurs discours n'expriment que leur opinion personnelle, ils n'ont aucun mandat pour représenter leurs compatriotes et parler en leur nom. Voulez-vous entendre quelqu'un de plus représentatif? Le chef non seulement d'un parti mais d'une province et même de toute une race. Pouvons-nous être aussi complaisants pour celui-ci, l'honorable M. Newton-W. Rowell, ministre dans le cabinet unioniste et président du conseil exécutif du pays? Il parle à North-Bay, le 6 décembre 1917, à une grande assemblée, le soir même que l'évêque Fallon lance son manifeste en faveur du gouvernement unioniste. Nous trouvons son discours reproduit dans le *Globe* du 7 décembre 1917.

L'honorable M. Rowell va-t-il répudier les écrits, les discours remplis d'erreurs et de calomnies que nous avons citées tantôt? Loin de là, il en reprend le thème, le développe et précise davantage. Écoutons-le:

"L'attitude actuelle de la province de Québec peut être causée par plusieurs facteurs. Sans aucun doute, l'agitation persistante menée par M. Bourassa et ses associés nationalistes contre la Grande Bretagne et la France et la participation du Canada à la guerre ont très fortement influencé les sentiments et l'attitude de la province de Québec. Et apparemment, la majorité des curés dans l'ensemble de la province partagent son attitude nationaliste, cléricale et réactionnaire. Dans cette attitude, ils ont été indubitablement encouragés et incités par les membres de leurs ordres religieux de France, qui ont trouvé asile au Canada et ont utilisé cet asile pour saper la force du Canada au combat. Il est malheureux qu'ils n'aient pas suivi l'exemple des prêtres de l'Église catholique de France qui se sont lancés dans la lutte de leur peuple pour préserver leur

existence nationale et, par leur courage et leur sacrifice, se sont forgé une nouvelle place dans les cœurs et les sentiments du peuple français. On peut tout aussi bien confronter l'enjeu. Il y a un mouvement nationaliste, cléricale et réactionnaire à l'œuvre dans la province de Québec qui, aujourd'hui, domine la situation politique dans cette province, et utilise ce moment de grand péril national pour dominer la situation politique dans l'ensemble du dominion du Canada".

M. l'Orateur et Messieurs, ne croirait-on pas relire la prose mensongère et fielleuse du "Citizens' Union Committee?" Ce discours ne résume-t-il pas toute la pensée des détracteurs de la province de Québec et ne dévoile-t-il pas cette conspiration dont nous parlions il y a un instant? Resterait-il un homme ici qui persistera encore à dire qu'il faut ignorer ces attaques et offrir encore nos deux joues à tous les soufflets? Le résultat des dernières élections démontre jusqu'à quel point ceux à qui on a fait semblables appels y ont répondu. Depuis lors, le ton n'a pas beaucoup changé, et c'est *l'Evening Journal of Ottawa* qui continue la campagne, se rappelant sans doute le discours de M. Rowell, en disant: "Il faut sauver Québec malgré lui, le conduire dans la bonne voie même si la force est nécessaire. C'est le verdict de lundi dernier et il ne faut pas permettre aux faux appels à l'unité nationale ou au faux rapprochement d'entraver l'application de ce verdict."

Messieurs de l'Assemblée législative, on le voit, la rage et la fureur les animent encore à notre endroit et unissent nos ennemis partout. Nous nous contenterons de leur répondre, avec un auteur célèbre: "La plupart des fureurs humaines ne sont que des souffrances inavouées et la bave que l'on crache aux autres vient d'une plaie dont on souffre soi-même..."

Et je vous demande, messieurs, pourquoi cette campagne contre la province de Québec? A-t-elle mérité qu'on la traite ainsi? Quel est en définitive le grand crime dont elle s'est rendue coupable? A-t-elle été réellement un obstacle à l'union, au progrès et au développement de ce pays?

Son seul crime, c'est d'avoir interprété autrement que ses concitoyens d'autre origine la constitution, c'est d'avoir dénoncé certains actes qui, d'après elle, non seulement ne contribuaient pas au succès de la guerre et au salut de l'Empire, mais en compromettaient plutôt l'issue de l'une et le développement de l'autre. C'est parce que ses habitants se sont montrés avant tout canadiens; parce qu'ils ont cru qu'il fallait d'abord développer ce pays dans l'intérêt même de l'Empire: que plus il sera

prospère, plus il sera possible d'atteindre notre destinée: parce que surtout, avant d'accepter la conscription, ils ont demandé que le peuple fût consulté. Apparemment, ce sont là les causes de cette lutte contre nous, mais il y en a de plus profondes et de plus réelles.

Deux races supérieurement douées se partagent ce pays: la race anglaise et la race française. Depuis plus de cent cinquante ans, elles vivent et se développent l'une à côté de l'autre. Il y a eu, à certains moments du moins, collaboration intime pour établir entre elles une entente en vue d'atteindre l'idéal commun. Chacune dirigée par ses chefs a obtenu des succès appréciables qu'il serait futile de nier. Avec des mentalités différentes, en tenant compte de la nature humaine, de ses instincts et de la loi qui les régit, malgré les convoitises, les jalousies, les passions et les préjugés, nous avons pu vivre jusqu'à un certain degré dans une paix relative. Mais il faut bien l'avouer, il n'y a jamais eu pénétration. La différence de caractère est restée vive. Au reste, il n'en peut être autrement. Notre façon de penser et de sentir n'est pas la même que celle de nos compatriotes d'origines différentes; la langue, la croyance, les traditions ancestrales nous inspirant des moyens d'action différents et quelque fois opposés pour arriver au même but. De là, des conflits et des frictions.

La Confédération est un compromis auquel on est arrivé pour essayer de les faire disparaître, il y a cinquante ans. Dans l'esprit de ses auteurs, elle devait assurer le respect des droits, des institutions, de la langue et des croyances des minorités. Les provinces devaient conserver leur autonomie, et chacune, dans l'ardeur d'une émulation réciproque, cherchant à devenir le facteur du progrès commun, devait assurer la prospérité de tous. Et c'est ce que pensait Cartier lorsqu'il disait: "Il n'y a pas à craindre que l'on cherche jamais à priver une minorité de ses droits. Sous le système de la fédération qui laisse au gouvernement central le contrôle des grandes questions d'intérêt général auxquelles les différences de races sont étrangères, les droits de race ou de religion ne pourront pas être méconnus". C'est ce que croyait également Brown lorsque le 8 février, 1865, il disait: "Voici un peuple composé de deux races distinctes parlant des langues différentes, dont les institutions religieuses, sociales, municipales et d'éducatons sont totalement différentes; dont les animosités de section à section étaient telles qu'elles ont rendu tout gouvernement presque impossible pendant plusieurs années; dont la constitution est si injuste au point de vue d'une section qu'elle justifie le

recours à toutes espèces de moyens pour y remédier... Nous nous efforçons de régler pour toujours des différends à peine moins importants qui ont déchiré la république voisine et qui l'exposent aujourd'hui à toutes les horreurs de la guerre civile." Plus loin, avec une conviction réelle, il ajoutait: "aussi, lorsqu'il nous sera donné de voir la mesure actuelle votée – la justice faite aux deux provinces, tout le monde placé sur un pied d'égalité, les intérêts locaux abandonnés au contrôle de chaque localité et les dépenses locales supportées par chacun – est-ce qu'il n'en résultera pas pour tous un sentiment de sécurité et de stabilité que nous avons cessé depuis longtemps de connaître et dont nous n'aurions pu jouir dans l'état actuel des choses."

À ces hautes considérations en faveur de la Confédération, M. A.-A. Dorion opposait l'opinion suivante: "Comment peut-on espérer que le Bas-Canada puisse avoir une grande confiance dans le gouvernement général qui aura des pouvoirs si immenses sur les destinées de cette province? L'expérience démontre que les majorités sont toujours agressives et portées à être tyranniques et il ne peut pas en être autrement dans ce cas-ci... Je crains fortement que le jour où cette confédération sera adoptée ne soit un jour néfaste pour le Canada." M. J.-F. Perrault prévoit lui aussi des conflits:

"Nous nous trouverons complètement à la merci d'une majorité hostile; elle pourra nous supprimer, assimiler nos lois, suspendre nos juges, armer la milice contre nous et nous envoyer à l'échafaud ou en exil quand il lui plaira, malgré nos protestations et celles de la minorité canadienne-française dans le parlement fédéral." M. Taschereau, plus tard juge en chef de la Cour Suprême, terminait son discours sur cette grave question par ces paroles: "On s'apercevra bientôt que cette confédération sera la ruine de nos institutions. Nos descendants, au lieu de nous avoir de la reconnaissance pour ce que nous faisons aujourd'hui, diront que nous nous sommes gravement trompés et que nous avons fatalement erré en leur imposant cet acte néfaste." M. Joly, député de Lotbinière, craint qu'il n'y ait pas assez d'homogénéité parmi les protestants et les catholiques français, anglais et irlandais parlant deux langues différentes.

"Les liens les plus forts, dit-il, qui puissent réunir les citoyens d'un même État sont une même langue et une religion commune à tous. Nous n'avons ni l'une ni l'autre." Et il termine ainsi son superbe discours: "D'un point de vue comme de l'autre, je considère la mesure comme une erreur fatale; et, comme Canadien français, je fais encore une fois

appel à mes compatriotes en leur rappelant qu'ils ont entre leurs mains un héritage précieux sanctifié par le sang de leurs pères et que c'est leur devoir de le transmettre intact à leurs enfants comme ils l'ont reçu." Nous pourrions continuer nos citations qui ont un intérêt considérable dans les circonstances.

Sommes-nous en position de dire maintenant, après cinquante ans, si c'est Cartier et les autres favorables à la Confédération qui ont eu raison, ou si ce sont Dorion, Perrault, Taschereau, Joly et autres? Ni en Europe ni en Amérique ni en aucun pays du monde on n'a pu rien fonder de durable en dehors de la liberté; les auteurs de la Confédération l'avaient compris: ils en ont tenu compte autant que faire se peut lorsqu'ils constituaient en une immense agglomération les différentes provinces du Canada, les associant sur un pied d'égalité, afin de poursuivre et d'atteindre dans le progrès et le développement d'une démocratie indépendante, unie à la couronne britannique, un même but, un même idéal! C'est bien ce que pensait Sir John-A. Macdonald lorsque, le 17 février 1890, répondant à Dalton McCarthy qui proposait l'abolition du français à la Législature du Nord-Ouest, il déclarait éloquemment:

"Je ne partage pas, dit-il, le désir exprimé dans certains quartiers qu'il faudrait, par un moyen quelconque, opprimer une langue ou la mettre sur un pied d'infériorité vis-à-vis d'une autre. Je crois qu'on n'y parviendrait pas si la chose était essayée et ce serait une folie ou malice si la chose était possible. La déclaration faite que le Canada est un pays conquis est une déclaration faite sans à-propos. Que le Canada ait été conquis ou cédé, nous avons une constitution en vertu de laquelle tous les sujets britanniques sont sur un pied d'égalité ayant des droits égaux en matière de langue, de religion, de propriété, et relativement à la personne. Il n'y a pas de race supérieure, il n'y a pas de race conquise ici. Nous sommes tous sujets britanniques et ceux qui ne sont pas d'origine anglaise ne sont pas moins sujets britanniques."

Avons-nous répondu aux vœux des Pères de la Confédération? La province de Québec en particulier a-t-elle respecté les engagements que comportait ce contrat d'association? Les devoirs et les obligations qu'il imposait, s'y est-elle dérobée ou les a-t-elle remplis? Nous pouvons, sans craindre d'être contredit, affirmer que nous n'avons reculé devant aucun devoir et que nous ne nous sommes soustraits à aucune responsabilité.

La liberté que l'on nous a accordée, nous en avons joui, mais en respectant celle des autres; notre autonomie, nous l'avons conservée et défendue sans

jamais porter atteinte à celle des autres. Les droits de la minorité nous les avons respectés ici et nous avons exigé qu'ils le fussent ailleurs. Comme Brown l'avait exigé, nous avons voulu que tout le monde fût sur un pied d'égalité!

Aucune idée de domination n'est entrée dans nos revendications en faveur de l'usage de notre langue, du respect de nos droits reconnus par la constitution; aucun désir de conquête ne nous a animés dans nos aspirations. Toutes les luttes que nous avons faites avaient pour but la défense exclusive de ce que nous considérons être l'expression de la constitution. L'histoire impartiale rendra aux Canadiens français le témoignage qu'ils sont demeurés avant tout Canadiens! En certains quartiers, l'on ne peut pas comprendre cette mentalité. Si cette lutte continue, si au lieu de nous traiter comme des associés, on persiste à nous dénigrer, à nous considérer comme le fléau de la Confédération, un obstacle à l'union, au progrès et au développement du pays, cela ne peut aboutir qu'à un seul résultat: la rupture du pacte fédératif. Personne ne soutiendra sérieusement que si l'esprit de la Constitution n'est pas respecté, la lettre seule du contrat puisse suffire à maintenir l'association. Nos compatriotes d'Ontario, depuis la présentation de cette motion, nous demandent d'oublier la lutte qu'ils nous ont faite et de nous unir pour atteindre nos destinées.

Pour réaliser cette union des races, nous sommes allés jusqu'à la limite extrême de la conciliation et des concessions; nous avons même, quelquefois, fait des sacrifices au détriment de nos droits acquis et de notre fierté comme race. On ne nous en a pas tenu compte. Au cours des vingt-cinq dernières années surtout, nous avons tout tenté de bonne foi, sans arrière-pensée, pour obtenir cette union indispensable et la cimenter. Au moment où nous croyions nos efforts couronnés de succès, que la paix et l'harmonie étaient établies sur des bases solides, où nous pouvions enfin, dans l'oubli des mesquines querelles, travailler uniquement au progrès et au développement du pays, les mauvaises passions, les préjugés et les haines sont apparus de nouveau, et, véritable fléau, ont détruit à tout jamais la moisson que nous allions recueillir.

On nous a dit qu'en présentant cette motion, c'était s'avouer découragés, et même vaincus; que le temps était mal choisi pour rappeler à cette province dans quelle situation elle se trouve exactement. On nous a dit, de plus, qu'en posant le problème de cette façon nous risquions d'ameuter davantage contre nous ceux qui, depuis des années, nous ont fait la guerre. Nous avons voulu exprimer le sentiment de la

très grande majorité de notre population, qui est fatiguée d'être traitée de la sorte et qui croit que le moment est venu, ou de cesser ces luttes stériles, ou d'en accepter toutes les conséquences logiques. Cette résolution signifie à ses détracteurs que si la province de Québec est de trop dans la Confédération, elle est prête à causer de la chose et à prendre ses responsabilités. Elle n'a pas désiré cette éventualité extrême, mais elle n'a jamais reculé devant aucun sacrifice lorsque son honneur est en jeu.

La conclusion qui s'impose, nous la trouvons résumée dans les paroles d'un de nos compatriotes, le regretté Honoré Mercier, qu'il faut rappeler et appliquer à tout le pays: "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous;" autrement, nous courons le danger de voir l'œuvre de cinquante ans irrémédiablement compromise.

Un journal des États-Unis, discutant il y a quelques jours la situation de la province de Québec, se demandait ce que voulaient en définitive les Canadiens français.

Ce que nous voulons, c'est vivre et laisser vivre. Vivre en observant non seulement la lettre de la Constitution mais surtout son esprit; vivre selon nos goûts, notre tempérament et notre mentalité; vivre en citoyens libres, conscients de nos devoirs et soucieux de nos responsabilités; vivre en travaillant au progrès et au développement de notre province, convaincus que nous assurons ainsi le progrès et le développement du pays; vivre en conservant notre langue, nos croyances, nos traditions, nos institutions et nos lois; vivre enfin, en Canadiens loyaux et dévoués à la couronne britannique! Laisser vivre! Respecter chez les autres ce que nous exigeons que l'on respecte chez nous; leur reconnaître la liberté dont ils veulent jouir dans l'exercice de leurs droits acquis; les laisser parler et enseigner leur langue, garder leurs croyances et leurs traditions, et lutter même avec eux, si c'est nécessaire, pour la défense de cet héritage auquel ils tiennent autant que nous!... C'est ainsi que nous deviendrons véritablement une nation canadienne, où régnera cette "grande solidarité, constituée, comme on l'a dit, par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore". Nous pourrions alors être protégés contre les causes de ruine qui nous menacent à l'intérieur en même temps que nous préviendrons les dangers de l'extérieur. Nous n'aurons plus seulement les apparences extérieures d'une nation dont les intérêts matériels sont le seul lien, mais nous en formerons une par la véritable union des cœurs et des âmes. Pourquoi ne pas réaliser cet idéal? Pendant que nos soldats, sur la

terre de France, combattent et meurent héroïquement pour la liberté et la civilisation, le respect des traités et des constitutions, l'indépendance et l'autonomie des peuples, nous ne devons plus donner ici le spectacle des luttes qui aboutissent à la négation de ces principes. Il faut être digne du sacrifice suprême de ces héros! Leur mort est la plus grande leçon de patriotisme, profitons-en!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au député de Lotbinière (M. Francoeur) d'avoir fait des personnalités. Il défend en particulier M. Ferdinand Roy. Le député de Lotbinière a attaqué un homme qui n'est pas présent pour se défendre. Le député de Lotbinière nous avait habitués à plus de talent. Il avait raison de se plaindre que des insultes ont été lancées par les Canadiens des autres provinces contre les Canadiens français et contre le clergé catholique de la province de Québec. Et il est heureux d'entendre la revendication de leurs droits par l'auteur de la motion qui nous a été soumise. Il pense que dans cette province, les Canadiens français feraient mieux de moins parler contre le clergé, et il se rappelle qu'il y a seulement quelque temps il y eut une lutte à mort de la part de Canadiens français - que le député de Lotbinière connaît³ - contre certains représentants du clergé du Québec.

Le débat que soulève la motion de l'honorable député de Lotbinière aura un écho sonore qui se répercutera dans l'univers. C'est en dire toute la gravité. C'est avouer aussi combien la prudence et le savoir doivent éclairer chacune de nos paroles. Les exagérations de langage ne sont jamais convenables mais elles le seraient encore moins dans un débat comme celui-ci. Les appels aux préjugés ont été, sont encore la source où vont puiser les exploiters de sentiments populaires qui veulent s'édifier des succès. C'est un procédé criminel qui a été trop souvent employé au Canada et qu'il importe d'éviter surtout dans un débat d'une aussi grande envergure. Nous sommes ici dans une situation difficile pour discuter pareil sujet. Nous n'avons pas de *Journal des Débats* pour rapporter exactement ce que nous disons dans cette Chambre. Nos amis de la presse s'efforceront donc davantage d'analyser fidèlement nos discours. Ma position est des plus difficiles. J'appartiens à un parti qui n'est pas beaucoup en faveur dans ma province, bien que je ne sois ni un tory, ni un impérialiste. Je tiens à faire cette déclaration en toute franchise et sincérité afin que l'on ne donne pas à mon discours une fausse interprétation. Je l'ai proclamé maintes fois et je l'affirme encore, je suis de l'école libérale de

Lafontaine, de Morin, de Cartier, de Chapleau. J'en suis après avoir étudié leurs principes et leurs œuvres immortelles. Je suis du Parti conservateur fondé par Morin, Taché et Cartier sur les remparts qu'ils ont élevés de concert avec Lafontaine. L'alliance libérale-conservatrice était le triomphe des idées de Lafontaine et l'extinction du fanatisme tory. Les Canadiens français qui acceptèrent cette alliance si féconde n'ont rien cédé au fanatisme. Ils l'ont acceptée, cette alliance parce que leur programme était adopté par les alliés qui avaient compris que leur fanatisme ne pourrait jamais présider aux grandes destinées du Canada. Et aujourd'hui encore, je répète ce que je disais avec des organes conservateurs en 1910: "Ceux des torys qui veulent retourner aux idées d'avant 1854 ne respectent pas l'alliance McNab-Morin, et nous ne pouvons marcher avec ceux qui, par leurs injures et leurs actes, se proclament les ennemis des Canadiens français. Cependant, les torys ne sont pas tous des fanatiques. Il y a parmi eux, comme chez nos concitoyens, d'autres origines, des patriotes, des hommes justes."

Je suis Canadien français et j'entends rester Canadien français, avec le même esprit patriotique et les mêmes aspirations nationales qui animèrent mes ancêtres politiques. Je me proclame ainsi, non pour rechercher les faveurs populaires, mais uniquement parce que le sang qui bout dans mes veines n'est pas de l'eau jaune, mais un sang qui ne saurait mentir, un sang qui a fait des martyrs et des héros, un sang qui a fait un peuple dont l'épopée ne peut être comparée qu'à celles des grandes nations du monde.

Après cette déclaration de foi, j'aborde la question qui nous est si singulièrement soumise par l'honorable député de Lotbinière. Cette motion est tellement compliquée qu'il est assez difficile d'en saisir l'intention et la portée, même après le discours explicatif de son éloquent auteur.

Est-ce l'intention de provoquer dans cette province et dans les autres provinces un mouvement en faveur de la séparation? J'ai pressenti une déclaration à ce sujet.

Les partisans de cette motion veulent-ils la séparation? Devons-nous vouloir, désirer cette séparation? C'est la question que l'on se pose partout depuis que l'avis de cette motion a été donné.

Tenant compte de la surexcitation des esprits au lendemain du cyclone électoral, j'ai déclaré que, dans mon humble opinion, cette motion était inopportune et dangereuse. Inopportune, parce qu'elle n'aurait aucun résultat pratique, et dangereuse, parce qu'elle pouvait déchaîner une nouvelle tempête de préjugés révoltants et de dénonciations désastreuses.

Au lendemain des élections, je crois que nous aurions dû donner le temps au grand vieillard qui représente sa province au Parlement du pays et aux autres chefs les plus autorisés de notre race de bien examiner la situation, de débayer le terrain et de chercher la clef de notre position. Ce serait préférable plutôt que de lancer aux gens des idées ayant pour but d'engendrer de l'agitation, et ce, sans aucune raison pour cela. La motion ne veut rien dire, et le député qui la présente ne tire aucune conclusion. Aussi n'ai-je pas été surpris de constater que pas un de ses chefs n'avait voulu approuver ce mouvement. Si cette question devait être soulevée, c'est à Ottawa, c'est au Parlement du Canada qu'on aurait dû la soumettre, non pas dans notre province, dans une législature où l'élément anglais n'est que l'infime minorité. C'est là que nous aurions pu savoir si la majorité du pays désirait notre isolement et la rupture de la Confédération. Autrement comment le savoir? Pourquoi parler de séparation à la Législature de Québec. C'est le Parlement fédéral, qui, avec le consentement du gouvernement impérial, a le pouvoir de dissoudre la Confédération.

Je comprends que le député de Lotbinière veuille savoir si la majorité des gens du Canada dans les autres provinces veulent la séparation d'avec nous, mais je ne peux comprendre cette motion. Je pourrais comprendre qu'à la prochaine session de la Chambre fédérale un député canadien-français se lève et dise que, si la majorité du Canada veut que la province de Québec quitte la Confédération, le Québec serait prêt à partir, mais pourquoi ici, dans cette Législature? Nous sommes un Parlement provincial dont les droits ne sont pas attaqués. Il y a 63 représentants de la province de Québec au Parlement fédéral, et si quoi que ce soit est recherché, dans le sens de la motion Francoeur, pourquoi ne pas laisser ces députés le faire? Ainsi, nous pourrions obtenir une réponse des autres provinces par leurs représentants et connaître le sentiment de la majorité du pays à ce sujet.

Est-ce que l'Acte de la Confédération a été amendé depuis la session de 1916? Non. Est-ce que la Constitution fédérale ne nous accorde pas, comme par le passé, notre complète autonomie, les mêmes pouvoirs qui nous ont été conférés en 1867? Oui. Quand l'avis de motion a été donné, avions-nous perdu la moindre parcelle de ces pouvoirs administratifs? Non. Avons-nous encore notre système de judicature unique? Oui. Y a-t-il un projet qui doit être déposé à la prochaine session de la Chambre fédérale affectant nos droits? Est-ce qu'on s'attend qu'à Ottawa un député se lève et demande

des amendements à notre Constitution en vue de restreindre les privilèges et les droits que nous avons dans cette province? Non. Est-ce que notre situation aujourd'hui, en tant que province, n'est pas la même qu'hier, et n'est pas la même qu'immédiatement après 1867? Qu'avons-nous perdu, dans la province de Québec, dans les quelques dernières années? N'avons-nous pas encore nos droits, la Législature n'a-t-elle pas encore les mêmes droits pour gérer les questions éducatives et pour préserver, en tous points, nos traditions les plus sacrées?

Rien n'a été changé pour diminuer nos droits. N'avons-nous pas le droit de légiférer comme nous l'entendons? Quelle est donc la raison d'être de la motion de l'honorable député de Lotbinière?

Le député de Lotbinière nous dit: Nous sommes rendus à bout de patience de se laisser insulter de la pire façon sans aucune provocation, par des citoyens d'autres provinces. C'est vrai, et j'ai du mépris envers les fanatiques qui essaient de soulever des groupes de la population afin d'exploiter ces groupes contre les Canadiens français. Il y a des journaux qui nous insultent. Cependant, si des journaux insultent le premier ministre de cette province, va-t-il démissionner? Je ne crois pas, par exemple, qu'un député de la Chambre démissionnerait demain si *Le Canada* n'avait pas rapporté correctement son discours. Croyez-vous que j'abandonnerais mon poste si on m'apprenait demain que *Le Canada*, de Montréal, a fait une sortie contre moi?

Est-ce la majorité du pays qui nous traite ainsi? Si cela était, comment les organes libéraux pourraient-ils soutenir que la grande majorité du pays partage les sentiments et la politique de Sir Wilfrid Laurier, qui prêche la conciliation? Si la majorité du pays est loyale et juste, pourquoi nous en séparer?

Je reconnais que nous avons de féroces ennemis, et je les méprise autant qu'ils sont détestables et coupables, qu'ils s'appellent torys ou grits. Mais, comme Laurier et d'autres, j'ai confiance en l'esprit de justice de la majorité du pays. Il s'agit de s'organiser pour l'éclairer, la mettre bien au courant de nos actes, d'éviter de l'induire en erreur par des ambitions politiques, par des mouvements intempestifs et de défendre nos droits là où et quand ils doivent être défendus. Ces droits sont sacrés et nous devons éviter de les accommoder à toutes les saucées de la petite politique. Ne permettons pas de confondre les vrais champions de nos droits avec leurs exploiters, et notre race aura son triomphe. Elle n'est pas à ses premières épreuves. Elle a vaincu ses plus grandes difficultés par la modération et la diplomatie politique, et non par des actes d'incendiaires et de dynamitards.

Depuis la cession du Canada à l'Angleterre, nous avons vécu sous six régimes. Les trois premiers, 1760, 1763 et 1841, furent tyranniques. L'acte impérial de 1791 préparé par l'illustre Pitt partage le pays en deux provinces afin de permettre aux Canadiens, dit le grand homme d'État anglais, de jouir de leurs institutions dans le territoire qui leur était assigné: le Haut-Canada pour les Anglais et le Bas-Canada pour les Canadiens français. En 1841, on veut défaire l'œuvre de Pitt et décréter que le Bas et le Haut-Canada ne formeront qu'une seule province. Ce fut l'œuvre de Lord Durham, poursuivie par Thompson et que leurs prédécesseurs, Craig et Richmond, avaient tenté d'imposer auparavant. "Il faut que le Bas-Canada soit régi dorénavant par une population anglaise", avait écrit Durham. L'union législative était le grand moyen suggéré.

Comme celui d'aujourd'hui à Ottawa, le cabinet de 1841 était composé de torys et de réformistes. Certains anglais d'aujourd'hui se nourrissent des préjugés d'autrefois. Après Charles Bagot vient Metcalfe au pays. Lafontaine voit tout le danger mais aussi un remède dans la reconnaissance du gouvernement responsable. Il ne veut pas casser les vitres, il préfère chercher des alliances politiques pour assurer le triomphe de la cause des Canadiens français. Il est traité de vendu à l'Angleterre mais les injures ne l'empêchent pas de poursuivre son but.

Une certaine presse anglaise disait alors: "Le sort en est jeté et il faut que l'une des deux races, anglaise ou française, disparaisse. Nous sommes provoqués par la perfidie de Lafontaine qui a enfin jeté le masque et qui, en somme, ne vaut guère mieux que Papineau."

De son côté, le *Pays*, organe des libéraux partisans de Papineau, disait: "Lafontaine se retire simplement parce qu'il avait abandonné tout espoir de continuer son système d'oppression sur les droits du peuple, d'empiétement sur les privilèges de la Couronne et de l'accroissement des prérogatives de la Couronne. Le *Journal de Québec* a pris ses idées conservatrices à l'école des Baldwin et des Lafontaine."

Cela ne démontre-t-il pas qu'en ces temps-là comme aujourd'hui, il y avait de mauvais jugements et de noires injustices?

Il s'opéra d'importants changements, à notre avantage, sous l'Acte d'Union; entre autres, l'indemnité aux victimes de 1837, l'abolition de la tenure seigneuriale, la reconnaissance du français comme l'une des langues officielles, la canalisation du Saint-Laurent, la construction du Grand-Tronc, lequel devait s'étendre de l'extrémité sud-ouest du

Haut-Canada jusqu'à Québec. On rapprochait les provinces les unes des autres, préparant ainsi la réalisation du grand projet de la Confédération. William Lyon MacKenzie qui combattait Robert Baldwin fut cause de la retraite de ce dernier, auquel certains réformistes reprochaient son alliance avec Lafontaine.

Vint ensuite l'alliance libérale-conservatrice opérée par McNab et Morin, les torys du Haut-Canada, McNab et John MacDonald en tête, acceptant le programme Lafontaine-Baldwin, poursuivi par Hinks et Morin. Le Canada aspirait à son expansion. Ses aspirations prenaient leur essor. Il voulait concentrer dans une même administration, dirigée par un gouvernement responsable au peuple, tous ses intérêts généraux, tout en laissant aux provinces la pleine liberté de sauvegarder leurs intérêts particuliers: l'agriculture, la colonisation, l'instruction publique, l'administration des Terres. Ce projet fut soumis au Parlement, le 3 février 1865, par le premier-ministre Taché. Le Bas-Canada obtint son autonomie complète. La province de Québec conserva son système de judicature, son droit français, tout ce qu'il fallait chez nous pour assurer à notre race sa survivance, son expansion, sa vitalité, ses droits et ses traditions.

Depuis, le Canada s'est développé rapidement, de l'aveu de tous. Nos voies fluviales et ferrées constituent des moyens de transport de premier ordre. Notre commerce a atteint le milliard en 1915. Il s'est fait des travaux publics dans notre province pour des centaines de millions depuis quelques années. Notre subside fédéral a augmenté d'un million en 1906. Comme subside fédéral pour l'agriculture, en vertu de la loi de l'instruction agricole adoptée par le Parlement fédéral en 1913, notre province recevra \$805,414.49. Un Canadien français a été premier ministre du Canada pendant quinze ans. Il est encore le chef de son parti aux Communes.

Nous avons eu jusqu'à quatre ministres canadiens-français dans le gouvernement du dominion. Si nous n'en avons pas aujourd'hui, ce n'est pas la faute de la Constitution, c'est parce que notre province ne le veut pas. Nous avons un Sénat présidé tour à tour par un Canadien français et un de langue anglaise. Des Canadiens français ou Acadiens forment partie des gouvernements de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse. Nous en avons un dans le gouvernement d'Ontario; il y serait encore s'il n'avait été battu par ses compatriotes, de même au Manitoba. Un Acadien est premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

Pourquoi demander la séparation ou insinuer que nous sommes prêts pour la séparation, que ce soit par déclaration ou par insinuation? Je dis: non. Nous devrions dire que nous ne sommes pas prêts et que nous ne voulons pas nous retirer de la Confédération, parce que j'affirme et je dis que la Confédération a été faite par Cartier pour nous, les Canadiens français, pour nous assurer notre autonomie, ici et ailleurs, aussi dans les autres provinces, pour nous conserver nos droits.

Après la guerre, il y aura des problèmes politiques qui pourraient demander des changements à la Constitution, et là nous pourrions discuter si nous devons demeurer dans la Confédération et accepter des changements à la Constitution que l'on chercherait à nous imposer.

De quelle question avons-nous souffert depuis la Confédération? C'est celle des écoles, mais pas des écoles dans cette province."

L'obstacle infranchissable est la question scolaire dans les provinces anglaises, source de toutes nos querelles de races. Depuis la Confédération, elle éclata d'abord au Nouveau-Brunswick en 1873. Après agitation et violence, il fut déclaré par le Conseil privé que les écoles du Nouveau-Brunswick n'avaient jamais eu d'existence légale; elles avaient vécu de la tolérance du pouvoir. Le Conseil privé donne raison à Cartier qui avait refusé de faire désavouer par le Parlement fédéral la loi passée par la Législature du Nouveau-Brunswick. Aux Canadiens français qui le dénoncèrent, Cartier répondit:

"Vous ne devriez jamais réclamer l'intervention du gouvernement fédéral dans les affaires provinciales. Comment ne voyez-vous pas que vous proposez d'établir, au bénéfice de nos amis de la province voisine, un précédent qu'on pourrait invoquer un jour contre nous." Je puise ces renseignements dans le livre payrique de Sir Wilfrid Laurier. "C'était, dit-il, la raison d'État, la raison souveraine qui parlait par la bouche de Cartier. On le pressait d'amasser la foudre qui aurait pu éclater sur nos têtes; on voulait qu'il entrouvrit les portes de la citadelle pour y faire passer l'ennemi. Il eut la force de refuser. Personne ne comprit alors son courage et sa perspicacité, et sa conduite dans l'affaire des écoles porta une atteinte terrible à sa popularité. Mais un homme d'État, trop lâche pour résister à un mouvement populaire aveugle, descend par là au niveau du politicien plus préoccupé de préparer sa réélection que de remplir son devoir."

Telles sont les réflexions que je trouve sous la plume du panégyriste de Laurier. Citons encore un passage important de ce livre si intéressant:

"Lorsque le Manitoba devint partie intégrante de la Confédération en 1871, Cartier, instruit par l'expérience, voulu parer à tous les dangers possibles, et mettre les catholiques à l'abri de toute injustice. La constitution, donnée à cette province et préparée par Cartier, garantissait aux catholiques leurs droits de la façon la plus formelle; l'esprit et la lettre de la loi semblaient s'unir pour monter la garde contre l'ennemi. Hélas! Que les préoccupations humaines sont courtes et vaines en face d'hommes en possession de la force et déterminés à tout faire! Vingt ans plus tard, un trait de plume pulvérisait les remparts assez puissants, semblait-il, pour défier toute agression. En effet, la loi votée en 1891 supprimait les garanties accordées par la Constitution en accordant des subventions monétaires aux seules écoles publiques.

"Cette loi attaquée devant les cours de justice du Manitoba, sortit avec tous les honneurs de la guerre; d'après le tribunal, elle ne violait pas la Constitution. La Cour suprême du Canada en jugea autrement et déclara à l'unanimité que l'Acte de 1891 ne devait pas figurer sur les statuts de la province. Comme si les contradictions dussent se suivre dans cette cause célèbre, l'appel interjeté par le Manitoba de cette dernière décision au Conseil privé de Londres réussit. La question semblait close et définitivement jugée. Les catholiques voulurent cependant faire une dernière tentative pour obtenir justice. Le même Conseil privé, auquel ils soumirent leurs griefs, décida que bien que la loi du Manitoba fût constitutionnelle, les catholiques de cette province n'en avaient pas moins un sujet de plainte, un grief qu'il fallait faire disparaître. C'est de ce jugement que sortit le projet de loi, dit rémédiateur, présenté par le gouvernement Tupper à la session de 1896 et que l'opposition du temps ne voulut pas accepter. Ce projet de loi créait, de toutes pièces, un système d'écoles catholiques pour l'imposer à la province rebelle à la loi. Le gouvernement Tupper n'outrepassait pas ses pouvoirs au point de vue de la constitution qui autorisait cette mesure extrême et périlleuse; mais n'était-ce pas un cas où l'on a tort d'avoir raison et où l'exercice suprême d'un droit devient pire que le mal à réparer?" Je ne fais que citer l'auteur sans faire de commentaires ni exprimer d'opinion personnelle. Je continue à citer le point de vue libéral exprimé dans ce livre:

"Établir un système d'écoles indépendant du gouvernement sur nos domaines, n'était-ce pas créer un État dans l'État, placer en face l'un de l'autre deux ennemis, sans moyen de prévenir les choses? N'était-ce pas aussi, pour la province de Québec, courir au-

devant du danger que signalait Cartier? N'était-ce pas établir le précédent d'une intervention fédérale redoutable à l'autonomie provinciale? On sait que Sir Charles Tupper retira son projet de loi, parce que l'opposition lui barrait la voie par des obstacles infranchissables. La vie légale du Parlement tirait à sa fin et l'opposition se montrait irréductible, menaçant de faire obstruction jusqu'à la dernière heure.

"L'intransigeance du Manitoba, identique chez les deux partis politiques, imposait donc fatalement une transaction. Elle se produisit sous la pression de Sir Wilfrid qui fit concéder un enseignement religieux dans certaines conditions."

Telles sont les remarques faites par l'orateur sur la question scolaire. C'est le point de vue libéral, du parti auquel appartient, je crois, l'honorable député de Lotbinière, (M. Francoeur). J'ai voulu citer ce passage tout au long parce que je savais qu'il comprenait les vues de l'immense majorité de cette Chambre.

Par la séparation, nos compatriotes des autres provinces seront noyés. Je le répète, nos querelles de race depuis la Confédération ont été suscitées non pas à cause des droits ignorés de notre province, mais à cause des questions scolaires des autres provinces. Jamais on n'a attaqué les droits garantis par la constitution à notre province. Pourquoi la séparation? Séparés, serons-nous plus forts pour protéger nos compatriotes de l'Ouest?

Il nous faut être patients et endurer les maux qui peuvent de temps à autre résulter du régime dont nous sommes dotés.

La séparation est donc contraire à nos intérêts nationaux, et contraire aussi à nos intérêts économiques, parce que, séparés, nous serions assujettis à des obligations onéreuses qui nous empêcheraient de nous développer. Nous serions obligés de rembourser une partie de la dette du pays et notre organisation économique nous imposerait une tâche trop lourde.

Après le conflit scolaire des nouvelles provinces de l'Ouest, vinrent ceux de l'Ontario dirigé par un gouvernement conservateur et du Manitoba gouverné par un gouvernement libéral. Dans l'Ontario, un nouveau règlement restreint l'enseignement du français. Le gouvernement ontarien soutient qu'aucun statut de l'Acte d'Union ou de l'Acte de la Confédération ne légalise l'enseignement du français. Cet enseignement était toléré. Au Manitoba, le gouvernement abolit radicalement l'enseignement du français. L'opposition libérale d'Ottawa appuya une résolution – la résolution Lapointe – voulant forcer le

gouvernement fédéral d'intervenir dans ce conflit; ce qui aviva la querelle de race au Canada. On n'osa rien faire contre le Manitoba. Le Conseil privé décida plutôt en faveur du gouvernement d'Ontario.

N'est-il pas logique, après avoir lu des passages du panégyriste de Laurier, de nous demander pourquoi l'opposition libérale présenta la résolution Lapointe? Les élections provinciales se firent au cri: À bas les traîtres, les vendus qui ont voté contre cette résolution. Depuis, on n'en entend plus parler.

N'est-il pas raisonnable de présumer que la motion Francoeur soit la conséquence du fait que le gouvernement fédéral ait adopté la loi de la conscription? Aurait-elle été proposée pour des motifs politiques?

La querelle de race s'aviva davantage lors de la présentation de la loi du service obligatoire de 1917. C'est une loi générale pour tout le pays. Dans cette loi, il n'y a pas une ligne qui affecte particulièrement notre province. On sait quelle tempête elle déclencha dans tout le Canada, au moment où on avait le plus besoin du concours de tous les citoyens pour assurer la production si vivement réclamée. Jamais la violence de langage n'avait atteint un pareil degré. Une guerre de race déclencha les passions les plus malheureuses. On veut profiter de cette question pour faire du capital politique. J'ai été et je suis contre la conscription, non pas comme Canadien français, mais comme citoyen du pays, croyant que cette mesure était et est de nature à paralyser notre production, à ruiner notre jeune organisation économique et croyant aussi mieux servir la cause des Alliés en travaillant à obtenir la surproduction que les autorités des pays alliés demandaient avec tant d'insistance. Je ne m'opposais pas à cette mesure parce que je nourrissais des sentiments anti-britanniques, loin de là. Maintenant qu'elle est mise en application, nous devons être assez courageux pour nous y soumettre. J'ai respecté et je respecte encore ceux qui ne sont pas d'accord avec moi et qui sont les partisans sincères et convenables de la conscription, mais je dirais que nous devrions discuter de cette question sans y introduire une question de race, sans attiser le préjugé national, qui est une calamité dans certaines provinces et dans notre province. C'est une question économique et nous ne devrions pas sortir de cette question. Ce n'est pas une question de déloyauté, à savoir qu'un homme est plus loyal qu'un autre, car dans l'ensemble du pays, et même en Angleterre, il y en a qui pensent que nous devrions agir avec prudence. Je condamne la haine contre l'Angleterre

autant que je méprise la haine contre les Canadiens français, et je déplore que l'on confonde l'Angleterre avec les fanatiques du pays, autant que je regrette que ces fanatiques confondent toute une race avec des exploiters politiques ou des compatriotes honnêtes mais violents.

En vue d'élections prochaines, la majorité du Parlement adopta une loi électorale de guerre, privant des citoyens du pays de leur droit de vote et accordant ce vote à des gens qui n'ont jamais participé au travail économique du Canada, méconnaissant totalement nos droits, nos obligations et nos aspirations. Le résultat des élections maintient le gouvernement au pouvoir. Le parti dirigé par Sir Wilfrid Laurier soutient que ce résultat n'exprime pas le sentiment de l'électorat normal du pays. Pourquoi, donc, cette motion? Pourquoi insinuer que la majorité des gens sont contre notre province quand le chef du Parti libéral, et les journaux de ce parti, affirment que la majorité normale est en faveur de la politique de Laurier, le conciliateur? Si la majorité des gens du Canada sont pour la conciliation, pourquoi devrions-nous dire que nous ne pouvons vivre avec eux? Il est nécessaire d'être logique sur cette question. Il est nécessaire de savoir si cette motion vise à obtenir du capital politique ou à défendre des principes, peu en importe le prix. Il est bon de connaître les faits réels, particulièrement en ce moment, alors que l'opinion publique est agitée, et le public devrait être rassuré des actions des hommes publics. Il est nécessaire que les hommes publics fassent preuve de sincérité. Il est temps de montrer la logique de notre conduite, de montrer que lorsque nous parlons, ce n'est pas pour tromper le peuple. Quoiqu'on dise, notre province n'est pas le refuge des rebelles.

Le nombre de demandes d'exemption militaire de même que le nombre de ceux qui ont refusé de se rendre à l'appel des autorités militaires établissent que, de toutes les provinces, celle de Québec s'est le mieux conformée à la loi. Voici un tableau de chiffres officiels, à l'appui de mon assertion, tableau fourni par le directeur de l'information, officier du gouvernement. (Voir le tableau à la page suivante)

Célibataires entre 20 et 34 ans					
	Requis	Rapportés	p.c.	Non rapportés	p.c.
Québec	123,831	117,104	95	6,727	5
Nouvelle-Écosse	35,610	26,354	74	9,256	26
Nouveau-Brunswick	23,370	17,065	73	6,205	27
Île-du-Prince-Édouard.....	6,706	4,425	66	2,281	34
Saskatchewan.....	70,571	46,733	66	23,838	34
Ontario	201,400	125,750	62	75,650	38
Alberta.....	53,979	28,105	54	25,874	46
Manitoba	48,626	22,879	47	25,747	53
Colombie-Britannique.....	70,354	15,281	32	54,533	78
Yukon.....	1,705	159			
Territoires.....	594				
	636,746				

Suivant la statistique militaire, le sentiment anticonscriptionniste, dépourvu de tout préjugé, se manifeste donc plus dans Ontario que dans Québec. Le Parti libéral conclut que cette loi, qui a suscité tant de haine dans tout le pays, est encore une cause de désordre social et économique. Tenant compte de la conduite tenue par le Parti libéral et son chef provincial aux dernières élections, je conclus que, pour être logique, ce n'est pas la rupture de la Confédération que le député de Lotbinière ou le gouvernement devrait tenter, mais bien le rappel de la loi du service obligatoire.

Ce droit d'appel nous est conféré par l'article 56 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord qui nous autorise à pétitionner (voir Bourinot), 3^e édition, p. 354 et 4^e édition, p. 240.

Nous ne sommes donc pas isolés dans notre antipathie à cette mesure et conséquemment nous n'avons pas raison de vouloir nous séparer des autres provinces.

Le premier ministre me permettra de lui dire que sa conduite violemment dénonciatrice au cours des élections jurait avec le silence étrange qu'il alla garder à l'étranger pendant tout le temps que se discutait cette loi au Parlement. Quand la loi fut présentée au Parlement fédéral, n'était-ce pas alors que le premier ministre devait employer toutes les ressources de son talent et de son prestige pour en empêcher l'adoption? Il regrette qu'au moment où la conscription était discutée au Parlement, quand d'importantes organisations ouvrières et autres faisaient des représentations à Ottawa sur le sujet, le premier ministre de cette province ait dû partir en vacances pour s'amuser. Pendant que ses compatriotes réclamaient son influence, le premier ministre allait, les lèvres scellées, prendre un agréable repos, loin du bruit, dans un vrai

petit paradis. Il en revint quand la conscription eut force de loi et quand Sir Wilfrid Laurier avait déclaré qu'il fallait obéir à la loi. Quelque temps plus tard, il protesta avec une grande violence contre cette mesure qu'il qualifiait de révoltante. Il annonça la venue d'un Cromwell. Un Cromwell, c'est encore plus terrible qu'un premier ministre de la province de Québec, même au 20^{ème} siècle. Hume dit que Cromwell a débuté par le fanatisme pour aboutir à l'hypocrisie.

"En cet ambitieux, ajoute-t-il, on trouve un mélange extraordinaire de grandeur et de bassesse, de fourberie et d'enthousiasme, de générosité et de cruauté, de tolérance et de fanatisme, et peut-être a-t-il mérité tous les éloges et tous les reproches qui lui ont été prodigués."

Plus tard, le premier ministre déclara avec véhémence "qu'aucun pouvoir au monde ne pouvait imposer une loi à un peuple quand il n'en voulait pas." Il fut applaudi.

Pour ma part, je ne sais jusqu'à quel point on a besoin de soldats au front, ne connaissant pas exactement la situation; mais le premier ministre a été mis au courant de cette situation par le chef du gouvernement du Canada qui l'a invité à faire partie de son ministère de guerre. C'est après plus d'une rencontre avec Sir Robert Borden que le premier ministre de la province de Québec devint si violent contre le gouvernement fédéral et prit part activement à la lutte électorale, contrairement à son passé depuis 1908. C'est après avoir été mis bien au courant de la situation que le premier ministre fit les éclatantes déclarations si applaudies de ses nombreux admirateurs.

Il n'y a pas que la province de Québec qui a exprimé son dissentiment. Des journaux de Londres et du Canada désapprouvèrent cette loi.

Le fonctionnement de la loi, et l'exploitation qu'en font des employés militaires, des avocats et des juges sont plus dangereux, plus injustes que la loi elle-même, dont le principe est bien moins discutable que son opportunité et sa praticabilité. La menace d'un Cromwell par le premier ministre fit sensation. Le mot sonore fit son effet. Ah! M. l'Orateur, un Cromwell c'est plus terrible qu'un premier ministre...

M. l'Orateur: L'honorable chef de l'opposition n'est pas dans l'ordre et ne l'a pas été depuis un bon moment. Je regrette de le rappeler à votre attention.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soutient que la question de la conscription est reliée à la motion Francoeur, étant l'un des principaux sujets qui ont éventuellement mené à la motion.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition n'est pas dans l'ordre. Je dis que ce n'est pas dans l'ordre lorsqu'il rappelle les paroles du premier ministre de la dernière campagne à propos de la conscription.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demande pardon, mais en vertu de quel article du règlement ne suis-je pas dans l'ordre?

M. l'Orateur: Le règlement est simple. C'est en dehors de la question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne fais qu'expliquer les causes du différend dont il est question dans le débat.

M. l'Orateur, je crois que la cause de nos maux, c'est la question de la conscription. Eh bien, je vais parler de la campagne menée pendant la dernière élection et je ne mentionnerai pas le premier ministre. En raison de la campagne qui fut menée dans cette province, et qui souleva toutes sortes de haines dans les autres provinces et amena les pires insultes contre nous, des déclarations qui ont été faites par des personnes importantes qui occupent les plus hautes positions dans cette province et qui ont soulevé la population de cette province, comme elles ont soulevé aussi, d'une autre façon, les populations des autres provinces. Et à cause des déclarations faites par des députés de cette Chambre pendant la campagne, et aussi par certains qui siègent aujourd'hui à la Chambre des communes, et par des hommes qui sont à la tête des plus grosses municipalités, en raison donc des violentes affirmations d'hommes qui ont dit que ce serait

préférable de se séparer de la Confédération et qui ont promis que, si le gouvernement était défait, la loi de la conscription serait rappelée, je dis que pour toutes ces choses, il est nécessaire d'être logique maintenant. Et si nous sommes sincères, nous devrions prendre les moyens mis à notre disposition dans notre Constitution, tel le droit de pétition à Sa Majesté le roi, et demander s'il n'y a pas moyen de rappeler cette loi. Certains affirment que la loi n'est pas constitutionnelle.

M. l'Orateur dit que la constitutionnalité de la loi n'affecte pas la Chambre. Le chef de l'opposition n'est pas dans l'ordre. Il n'a évidemment pas compris les remarques que je lui ai faites tout à l'heure. L'honorable chef de l'opposition s'éloigne complètement de la question, et je suis obligé de le rappeler de nouveau à l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'affirme que c'est relié à la motion parce que ça provoque et soulève les enjeux soulevés par la motion elle-même. Si l'Orateur dit que ce n'est pas un fait, je suis prêt à arrêter le discours. Si nous n'avons pas le droit, au moment présent, de discuter de cette question, je demanderais pourquoi la motion a été déposée? Je comprends qu'il y a des hommes qui préfèrent parler d'une plateforme publique, mais ce n'est pas mon idée.

Eh bien, M. l'Orateur, puisque je suis forcé de me taire sur ce sujet, laissez-moi ajouter ceci: Cette motion, je crois, a été proposée à la suite de la dernière campagne électorale et j'ai voulu que le premier ministre et tous les membres du gouvernement fussent conséquents avec leur attitude dans leur dernière campagne.

C'était presque annoncer la révolte et l'on voyait déjà venir l'effrayant à travers les ombres agitées du premier ministre. Le premier ministre était-il mû par la conviction quand il tenait un pareil langage? Pourquoi a-t-il employé un langage aussi violent? Depuis les élections, ses organes continuent à dénoncer la conscription comme la loi la plus néfaste, la plus révoltante et la plus ruineuse que l'on n'ait jamais vue.

Parlant de la gravité de la situation agricole, l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a déclaré, mardi dernier, en plein comité "qu'on ne pouvait augmenter la production et faire en même temps du militarisme à outrance." On ne cesse donc de décourager les citoyens du pays: les uns, en poussant trop loin et les autres, en dénonçant cette loi comme cause de nos plus grands maux et de la misère qui est à nos portes.

Étiez-vous, Monsieur le Premier Ministre, sincère quand vous dénonciez le gouvernement fédéral sur la question de la conscription? Si oui, vous ne devez pas avoir d'objection à avouer que c'est cette loi qui est la cause de notre différend avec les autres provinces. Si le premier ministre est convaincu de ce qu'il a dit au pays avec ses organes et ses lieutenants, pourquoi, au lieu de laisser vos députés parler sur un projet de séparation dont vous ne voulez plus et laisser discuter une motion qui n'a de portée que celle d'induire en erreur nos compatriotes et de nous diminuer encore dans les autres provinces et à l'étranger et, puisqu'il a permis la discussion de la motion dans cette Chambre, pourquoi, dis-je, le premier ministre n'a-t-il pas proposé ou fait proposer tout de suite franchement à cette Chambre de demander respectueusement à notre estimé Souverain le rappel de la loi qui, suivant les déclarations du Parti libéral, cause le désordre dont nous souffrons tant? La loi du service obligatoire n'affecte-t-elle pas l'administration de notre province?

Si notre respecté Souverain rejette notre appel, mû par l'intérêt qu'il porte à son glorieux Empire, nous nous soumettrons avec respect, lui promettant de le servir, comme toujours, avec loyauté et fidélité. Et le Parti libéral cessera alors de dénoncer cette loi comme révoltante. Le verdict de l'Australie ne nous autorise-t-il pas davantage à agir ainsi?

Avant de terminer, je souhaite que la Chambre me permette de dire, dans un langage plus parlementaire, si la chose est possible, que je trouve étrange que le député de Lotbinière n'ait pas pensé à présenter une motion demandant à la Chambre d'adresser une pétition à Sa Majesté pour rappeler cette loi.

Il informe la Chambre qu'il a rencontré le premier ministre ce matin et a discuté avec lui d'un amendement.

Voulant connaître la conviction de la conduite que le premier ministre et ses collègues ont tenue aux dernières élections, ne voulant nullement chercher un avantage personnel, et sachant que le préjugé politique me priverait de l'influence nécessaire pour le faire adopter moi-même, je suis retourné cet après-midi, en compagnie de mon honorable collègue du Lac Saint-Jean (M. Turcotte) demander au chef de la province s'il aurait des objections à présenter lui-même l'amendement suivant dont je lui ai fait connaître la substance: que tous les mots après "Québec" dans la motion principale soient rayés et remplacés par les suivants:

"En face de l'hostilité marquée que lui témoignent certains esprits dirigeants des provinces

situées à l'ouest de la capitale de notre pays, et des injures que lui lancent quotidiennement des grands journaux qui façonnent ou dirigent l'opinion publique dans ces provinces; et comme conséquence de l'attitude adverse prise par l'immense majorité de l'électorat du Québec et par un nombre considérable de citoyens des autres parties de notre pays, au sujet de la Loi du service militaire 1917 et des lois qui en découlent, croit de son devoir, dans l'intérêt de la paix et de l'harmonie qui doivent régner dans les différentes provinces de la Confédération canadienne, de s'adresser à Sa Majesté le Roi en Conseil pour lui demander, en vertu de la clause 56 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, de désavouer la Loi du service militaire 1917, cette loi étant la cause du différend entre les provinces et mettant en danger les intérêts des diverses provinces qui forment la Confédération, les intérêts de la Confédération elle-même et ceux de l'Empire britannique dont nous sommes toujours les loyaux sujets. Et que le Président de cette Chambre est autorisé au nom d'icelle à signer la pétition demandant à Sa Majesté le Roi en Conseil le désaveu de la loi précitée, laquelle pétition doit être transmise à S. E. le Gouverneur Général pour être, par lui, adressée en la manière ordinaire à Sa Majesté."

Le premier ministre a refusé cet amendement que je lui proposais pour savoir s'il croyait à la gravité des dénonciations qu'il a faites contre cette loi. Il a peut-être raison, mais s'il a raison de refuser cette proposition aujourd'hui, il avait bien tort de tenir le langage qu'il a tenu pendant la campagne électorale. N'est-il pas temps de savoir à qui l'on a affaire? N'est-il pas temps de connaître la sincérité de nos hommes publics. N'est-il pas temps de répondre à ceux qui disent: "Pauvres compatriotes! Comme vous êtes toujours victimes d'une savante exploitation!" Il est temps de répondre à ceux qui disaient ces autres paroles: Vos ennemis ne sont pas où vous les croyez: vos ennemis ne sont pas à vos portes; ils sont dans vos murs et vous les acclamez!

Cet amendement que j'ai lu est rattaché à la motion. Je ne veux pas en retirer du mérite, ni du capital politique, mais je l'ai soumis au premier ministre parce que je pense que c'est l'issue logique de la campagne que lui et ses amis entreprirent dans cette province l'année dernière.

Le premier ministre pensait qu'il était de son devoir que l'amendement ne soit pas adopté, que ce n'était pas dans l'intérêt de la province, ni de la Chambre, de l'adopter. Sachant qu'il ne pourrait être passé que s'il avait l'approbation du premier ministre, je le lui ai fait parvenir.

Du moment que cet amendement ne peut être accepté par le chef de la majorité, il est inutile de le présenter puisqu'il n'atteindrait pas son but.

Il ajoute que le député de Lotbinière aurait été plus logique s'il avait déposé sa motion dans le sens de l'amendement. M. l'Orateur, j'ai fait mon devoir en donnant au premier ministre une chance de le présenter.

Je n'en chercherai pas un avantage politique; je n'ai pas de presse à ma dévotion, obligée de chanter mes louanges. Je ne demande qu'une chose à la presse libre, (et nous verrons demain quelle presse libre nous avons) c'est de rapporter fidèlement mes paroles; c'est de commenter honnêtement ma conduite; et, si le peuple veut continuer à suivre le premier ministre, moi, je continuerai à servir ma province.

M. David (Terrebonne): Il félicite d'abord le chef de l'opposition de s'être déclaré anti-conscriptionniste, par conséquent antiunioniste, ni impérialiste, ni tory.

Monsieur l'Orateur, il y a maintenant un peu plus de cinquante ans, des hommes dont l'histoire a enregistré les noms réunissaient en des conférences interprovinciales les représentants de toutes les provinces du Canada.

Le but était de donner au Canada une constitution qui, dans leur espoir, concentrerait les efforts individuels et les ferait tous se joindre dans un effort commun tendant au développement, à la prospérité et à la grandeur que déjà ils entrevoyaient pour notre pays.

Ce projet de confédération avait suscité, plus particulièrement dans la Nouvelle-Écosse et dans le Québec, une opposition assez vive, et les représentants de ces deux provinces demandaient qu'avant d'être acceptée et sanctionnée, cette constitution fût soumise au peuple par voie de référendum.

Je ne crois pas qu'il soit utile d'entrer dans la discussion des raisons qui portèrent Howe, le représentant accrédité de la Nouvelle-Écosse, à s'opposer au pacte de 1867, mais il importe de considérer l'une des raisons qui plus particulièrement engagea une grande partie de la jeunesse canadienne-française de 1865, 1866, et 1867 à s'opposer à la nouvelle constitution. Ils prévoyaient que, tôt ou tard, la représentation canadienne-française serait impuissante, vu le nombre fixe de soixante-cinq députés, de lutter avec avantage contre les représentants des autres provinces dont le nombre s'augmenterait par le fait d'une immigration intensive qui ne pourrait pas manquer de se diriger vers les provinces anglaises.

C'était là, je ne dirai pas la raison la plus puissante de l'opposition, mais celle que les événements présentés semblent le plus justifier.

Aussi, ce ne fut qu'après des efforts puissants des politiciens de l'époque et, surtout dans notre province, de Sir George-Étienne Cartier, aidé du clergé catholique presque unanimement, que le Québec se résigna à accepter, non sans murmures, ce nouveau mode du gouvernement du Canada par un pouvoir central.

C'est donc le cas d'un contrat signé avec enthousiasme par l'une des parties et avec méfiance par l'autre, mais les parties contractantes avaient semblé mettre dans ses termes tant de bonne foi qu'il eût semblé alors déraisonnable de persister et de nous refuser à croire à la bonne foi de la majorité de ce pays.

Les déclarations des parlementaires de l'époque avaient convaincu quelques-uns de nos hommes politiques que la Confédération était un moyen d'obtenir une indépendance plus grande pour le présent et entière pour l'avenir. C'est guidées par cette espérance et confiantes dans cet avenir que, le jour où le pacte fut signé, les parties se donnèrent la main, oubliant les luttes de la veille, pour tracer au Canada la route qu'il devait parcourir s'il voulait atteindre la grandeur que les Pères de la Confédération semblaient rêver pour lui.

Pourquoi faut-il que ce soit en l'année du cinquantième anniversaire de cette Confédération, que nous voyions la Constitution ébranlée à sa base même, les provinces soulevées les unes contre les autres, les individus animés d'un fanatisme qu'elle devait éteindre, en un mot notre pays agité depuis les bords de l'Atlantique jusqu'au Pacifique?

J'ai posé la question, mais je vous avoue que je ne me réjouis pas d'avoir à discuter la réponse. Pourtant, je ne crois pas devoir me soustraire à l'obligation qu'a tout citoyen canadien aujourd'hui, abstraction faite de son origine ou de sa croyance religieuse, d'exprimer franchement et ouvertement ce qu'il pense.

N'oublions pas que c'est maintenant le temps de déterminer ce que seront les destinées futures de notre pays. Nous sommes à la croisée des chemins, et cet avenir dépend de la route que nous accepterons, dans notre jugement, comme étant celle qui peut nous permettre d'atteindre notre but. Ce qui rend ce choix difficile, c'est que notre pays contient les éléments non assimilables de deux races parfaitement distinctes d'origine, de tempérament, de caractère et pour le moment aussi, malheureusement, de mentalité.

C'est dans cette différence de mentalité qu'il faut rechercher les raisons de la faillite de la Confédération aujourd'hui.

C'est rendre justice, il me semble, à ceux qui ont fait la Confédération que de déclarer que l'espoir de la majorité d'entre eux était de développer, par cette centralisation des pouvoirs, l'harmonie, la paix, la concorde entre les provinces atlantiques, les provinces de Québec, d'Ontario et de l'Ouest, qui unies par une même ambition et un même intérêt commercial joindraient leurs efforts pour atteindre le maximum du développement industriel, commercial et intellectuel.

De plus, leur affirmation au sujet de l'autonomie parfaite dont notre pays devait jouir, et qu'ils déclaraient avoir déterminée par le texte même de la Constitution, n'était pas sans satisfaire les aspirations de ceux qui, avant tout, mettaient les intérêts du Canada. Pour eux, de cette satisfaction à la réalisation de leur but de devenir une nation jouissant d'une autonomie politique et nationale parfaite, il n'y avait que la distance qui sépare une conclusion évidente d'une prémisse bien posée.

L'on a toujours dit et affirmé que ce qui fait la grandeur d'un peuple ou, plus exactement, que les éléments nécessaires à la grandeur d'un peuple sont un grand territoire, une grande population, mais aussi une vaste navigation intérieure et un immense littoral où peuvent être développés de grands havres capables d'accommoder des flottes puissantes pour que le commerce puisse se développer à l'aise, sans interruption durant les douze mois de l'année.

Nul doute que, si nous reconnaissons la justesse de cette proposition et si nous acceptons comme une nécessité de grandeur, ces quatre éléments, l'addition aux provinces de Québec et d'Ontario des provinces atlantiques, avec leurs havres immenses et leur magnifique littoral sur l'Atlantique, était un appoint qui ajoutait à la richesse nationale et qui le rendait non seulement désirable mais, au point de vue de l'intérêt commun, nécessaire.

L'Ouest, avec ses prairies immenses où se ferait l'approvisionnement des grains et que des lignes de chemins de fer pouvaient sillonner en tous sens, était un actif qu'un pays en formation n'a pas le droit de se refuser.

Québec offrait le trait d'union entre ces provinces de l'Ouest et les provinces atlantiques, grâce au Saint-Laurent qui, durant la plus grande partie de l'année, est la grande voie par où viendrait le commerce de l'Europe et par où s'écouleraient, avant longtemps, les blés et les grains de l'Ouest.

L'Ontario, avec son développement industriel et ses grands lacs internationaux, offrait une vaste navigation intérieure qui complétait la chaîne des éléments jugés nécessaires à la grandeur du Canada.

En effet, au point de vue strictement commercial, que ferait l'Ouest durant les cinq mois de l'année durant lesquels le Saint-Laurent se couvre de glace, si les havres de Saint-Jean et de Halifax n'offraient leur sécurité au commerce océanique, de même que, durant les mois qu'il est débarrassé de l'étreinte de l'hiver, le Saint-Laurent, en diminuant le coût du transport, est un actif puissant dans la réalisation de la richesse canadienne.

C'était là, il faut l'admettre, des raisons susceptibles d'engager les hommes de l'époque à désirer cette union ou, après l'avoir repoussée, à l'accepter lorsqu'elle fut contractée. C'était un effort vers l'harmonie, la concorde, mais aussi un effort vers le développement d'une mentalité canadienne que tentaient, en 1867, les hommes politiques qui rédigèrent, proposèrent et firent accepter la Confédération. Ils avaient pour eux cet argument que l'union de Québec et de l'Ontario était devenue un état de chose politique intolérable, vu l'instabilité des gouvernements et l'agitation continuelle dans laquelle se trouvaient les deux provinces. Ils avaient de plus, au point de vue commercial et matériel, cet argument que la Confédération offrait les prémisses d'une organisation contenant elle-même les germes d'un développement certain, d'une prospérité assurée et d'une grandeur facile à prévoir.

Aussi après avoir combattu avec une vigueur et une persévérance que nous devons admirer, Dorion et ses amis, qui s'étaient opposés à ce projet, lorsqu'ils eurent été vaincus, c'est-à-dire lorsque, malgré leur opposition, le pacte eut été signé, croyant que le sort des vaincus, politiquement comme militairement, est de tirer le meilleur parti possible de la position créée par le changement, essayèrent par une modération et une tolérance admirables de conserver la sympathie, la bonne volonté de ceux-là qui faisaient partie de la majorité mais qui, pour cela, ne méconnaissaient pas les droits de la minorité canadienne-française et avaient pour elle un profond respect et une sincère sympathie.

Loin de moi la pensée de vouloir offrir la période qui suivit l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique comme la période exempte de tout choc ou de tout heurt entre la province de Québec et les autres provinces de la Confédération, mais je me complais à retenir de l'histoire des cinquante dernières années que les problèmes qui surgirent et qui agitèrent notre pays dans les vingt

premières années revêtirent un caractère purement canadien et si, quelques fois, trop souvent hélas pour tous, le fanatisme religieux ou politique se manifesta, toutes attaches et toutes sympathies, lorsque le calme se rétablissait, n'étaient pas disparues. C'était l'époque où une pléiade d'hommes politiques représentant notre race, la firent valoir et lui donnèrent du prestige; c'était l'époque aussi où les hommes les plus capables de comprendre notre état d'âme et de le juger. Aussi l'entente entre eux devenait-elle facile car, dans les hautes sphères de l'intellectualité comme de la science ou de la philosophie, les amis se créent et les sympathies naissent facilement.

Malheureusement, ces problèmes politiques-religieux ont surgi trop souvent dans notre pays. Que l'on ne prenne pas, de grâce, cette affirmation comme une condamnation pour ceux qui en furent la cause, mais comme une simple constatation que, dans leur récurrence périodique, nous retrouverons le germe des préjugés, le germe de l'union des majorités anglaises des différentes provinces contre nous.

Ce qui nous a sauvés jusqu'à aujourd'hui, c'est qu'à toutes ces époques de crise, des hommes qui ne partageaient pas notre foi religieuse, qui n'étaient pas de notre origine, acceptèrent de lutter avec nous pour les principes que nous voulions faire prévaloir, pour les libertés que nous voulions faire respecter. Malheureusement le nombre de ces amitiés diminue en proportion de la fréquence des problèmes et, lentement, insensiblement, dans un but politique, se créa cette doctrine perverse, néfaste, cause de la désunion qui existe aujourd'hui, que nous voulions affirmer dans ce pays la domination du français.

Quelle erreur et quelle absurdité, et pourquoi faut-il avoir, pendant cinquante ans, dans le but d'éviter des crises nationales, accepté des compromis, conclu des ententes, abandonné des parcelles de droit, pour en arriver à un tel résultat, à une telle doctrine. Nous n'avons, il me semble, jamais affirmé autre chose que nos droits à certains privilèges que nous nous sommes plu longtemps à attribuer à la générosité de nos compatriotes anglais, et longtemps l'Angleterre, les institutions et nos compatriotes anglais n'eurent d'admirateurs plus sincères et plus francs que les Canadiens de Québec.

Pourquoi faut-il que, dans le but, eux, d'affirmer une doctrine impérialiste, ils aient de toutes pièces créé le spectre d'une domination française? Ai-je besoin, Monsieur, de vous dire que cette conception de notre idéal est d'invention assez récente et que, dans les premières périodes du

gouvernement confédéré, jamais un homme politique d'une province anglaise eût osé faire, en public, une telle affirmation, car immédiatement il se serait trouvé d'autres hommes, dans ces provinces, qui eussent eu le courage de se lever et de démontrer le ridicule de la proposition. Et c'est la cause que bien modestement j'assigne à l'état précaire dans lequel se trouve le Canada, que la mentalité canadienne dans les provinces anglaises a été réduite à ne pas se manifester, si elle ne veut pas venir en conflit et exposer ceux qui la conservent, et la retiennent, à l'ostracisme de ceux-là qui veulent substituer la mentalité impérialiste.

Je crois encore, malgré la vague immense qui semble menacer notre pays et qui, pendant près de vingt ans, fut tenue en échec par un homme à qui l'histoire reconnaîtra une sagesse que ses contemporains méjugent quelques fois, et prennent pour un abandon de principe, je crois, dis-je, que la vague passera et que la réaction que provoquera son passage fera renaître, dans les provinces à qui il est inutile de demander aujourd'hui de se recueillir et de penser, le désir intense de refaire à notre pays, une mentalité conforme à ses aspirations et à ses destinées.

Que, pour le moment, Québec devienne le point de mire qui centralise contre lui tous les efforts et toutes les attaques, devons-nous réellement en être surpris? Notre mentalité, notre compréhension du devoir canadien nous empêchent actuellement d'être au diapason de l'enthousiasme des provinces qui, avant le Canada, mettent les intérêts de l'empire? Quelle superbe occasion offre notre attitude à ceux-là pour qui le pouvoir dans un pays est l'ultime pensée et pour qui la domination est une nécessité afin que les grandes entreprises conservent un monopole, et pour que la guerre puisse continuer à leur profiter, eux qui l'exploitent depuis quatre ans. Aussi a-t-on saisi cette occasion et en profite-t-on pour unir la majorité anglaise contre la minorité canadienne.

Que ce soit blâmable, est-il nécessaire que je l'affirme? Que ce soit condamnable, est-il besoin que je l'expose? Mais tant que la politique se servira de notre race pour servir ses buts, nous sommes exposés à subir ce genre de réaction, suivant que nous aiderons les partis à obtenir le pouvoir ou que nous causerons leur défaite.

Tout, dans le but de servir ces intérêts dont je parlais, a été mis à profit. Je n'entends pas refaire ici le procès de la politique canadienne depuis le début de la guerre, je n'entends pas défendre nos compatriotes pas plus que ma province. Je crois qu'ayant agi comme nous avons agi, animés

purement et simplement par notre désir de ne pas mettre en danger l'avenir économique de notre pays et l'avenir national de notre race, nous avons fait notre devoir, en ne sacrifiant pas dans une guerre qui cependant nous intéresse au point de vue moral, autant que toute autre nation du globe, les hommes nécessaires à notre développement agricole et industriel, et en ne permettant pas que cent cinquante ans d'efforts pour conserver notre force agissante dans cette partie de l'Amérique où la Providence nous a placés soient amoindris, ruinés, brisés pour qu'au lendemain de la guerre, notre province déchiquetée ne soit plus capable de continuer les traditions que nous avons accepté comme une mission de perpétuer.

Nous n'avons fait que suivre la ligne de conduite que nous trace notre mentalité canadienne qui, nous inspirant de développer notre action économique, nous permettait d'être un auxiliaire puissant des armées alliées. Que, pour cela, l'on nous taxe de déloyauté, que l'on nous insulte, que l'on nous injurie, vraiment, Monsieur, il faut que l'on ait bien oublié l'histoire de notre pays et de notre race.

L'on prétend que le drapeau de l'Angleterre nous est indifférent, et n'est-on pas allé jusqu'à affirmer, en certains milieux, que nous n'avions pour lui aucun respect, aucune loyauté. Me permettez-vous, Monsieur, de répondre en toute franchise à cette affirmation que l'on se plaît à répéter pour que petit à petit se crée cette impression que nous sommes ici, sur les bords du Saint-Laurent, un groupe de révoltés qui n'attend que le moment pour prendre les armes.

Au drapeau d'Angleterre, tous tant que nous sommes, nous accordons la plus entière, la plus absolue loyauté et le respect le plus sincère car c'est un devoir, et je ne sache pas qu'un peuple, fût-il vaincu, ait jamais maudit le drapeau du vainqueur si, dans ses plis, il a trouvé la liberté qu'il désire, les garanties assurées, les privilèges consentis par le traité qui l'a soumis. Mais que l'on fasse un devoir au peuple vaincu d'aimer le drapeau du vainqueur, il me semble que c'est là mal connaître l'âme humaine, car ce principe ne pourrait être sérieusement soutenu.

La loyauté est un devoir, l'amour est un sentiment. Si la loyauté se commande, le second se gagne, l'on ne peut l'imposer; l'on peut à force de bonne volonté, à force de sympathie, se l'attirer, mais ce ne sera jamais en injuriant ou en insultant ceux à qui on l'a imposé que l'on arrachera cet amour.

Que l'on ne se méprenne pas, de grâce, sur ces affirmations qui précèdent. Loin de moi de dire ici que nous n'avons pas aujourd'hui, autant que

dans le passé, un attachement national au drapeau britannique, non pas parce qu'il est le drapeau de l'Angleterre, mais parce que, pour nous, il représente les institutions britanniques qui, quoi que l'on puisse dire des hommes qui les administrent et qui les reflètent, demeurent le modèle des institutions parlementaires humaines. Elles ont de bon que, venant du peuple qui les a gagnées et chèrement payées, il conserve sur elles une emprise qu'aucun pouvoir ne peut briser, ne peut enlever. Il se peut que, dans des moments de crise et d'agitation nationales ou politiques, les institutions accaparées par des agioteurs, des profiteurs ou des financiers semblent chancelantes; ceci ne prouve rien de plus que tout ce qui est humain est susceptible d'erreur et de servir, par moments, à des fins auxquelles il n'était pas destiné.

Ne nous faut-il pas reconnaître, Monsieur, que dans le passé, nous avons eu, dans notre pays, le gouvernement le plus démocratique qu'un pays puisse désirer, et je crois qu'à la lumière de notre histoire, il nous est encore permis, lorsque nous jugeons les institutions qui nous valurent ce mode de gouvernement, d'affirmer que, pour être injuste, notre constitution doit être violée.

En effet, ne nous faut-il pas admettre que presque chaque fois que nous avons eu à nous plaindre dans le passé du gouvernement de notre pays, et aujourd'hui encore plus qu'autrefois, ce dont nous nous plaignons le plus amèrement et avec le plus de raison, c'est que le texte de notre Constitution et, plus souvent encore, l'esprit qui l'inspira, est effrontément violé par ceux-là qui s'en servent pour leur bénéfice politique ou personnel.

Le respect de la Constitution canadienne dans le passé lui a valu notre loyauté, car nous étions habitués à penser que jamais aucun gouvernement canadien ne l'ignorerait dans ses rapports avec le peuple. Le dernier Parlement canadien s'est chargé de nous enlever cette illusion et de nous prouver une fois de plus que les institutions humaines, quelles qu'elles soient, en elles-mêmes, peuvent servir au développement de ceux qui les acceptent, pourvu qu'elles soient confiées à des hommes capables de les comprendre et de les administrer, suivant le but que par elle un peuple se propose d'atteindre, mais peuvent aussi servir de jouet entre les mains de politiciens qui, pour arriver à leur but, ne se laisseront pas arrêter même par leur violation.

Ces violations de notre Constitution, cette direction donnée à notre politique en marge du but que ses institutions lui indiquaient, proviennent de raisons extérieures qui lentement ont influencé nos

politiques anglais canadiens qui ont accepté comme une possibilité le panbritannisme qui met au-dessus des intérêts canadiens les intérêts de l'Empire et qui, pour parvenir à son but, est prêt à sacrifier l'avenir économique canadien. Pour reprendre le mot cyniquement patriotique anglais lancé dans notre pays, il est prêt à "Mettre le Canada en banqueroute, s'il le faut, pour sauver l'Empire".

C'est la thèse de ceux qui sont convertis à la doctrine de Charles Dilke, reprise sous une forme plus facile à accepter par Joseph Chamberlain, et plus tard propagée par Lord Milner, que le temps était venu de concentrer les efforts individuels des colonies dans un magnifique effort commun tendant à affirmer la suprématie mondiale à l'Empire anglais.

Cet impérialisme a jeté dans notre pays des ferments de discorde d'où sont nés les problèmes qui se dressent aujourd'hui devant nous, problèmes capables le mieux et le plus de diviser les races qui l'habitent, les provinces qui le composent.

Me gardant de prétendre refléter l'opinion de nos compatriotes anglais, je ne crains tout de même pas d'affirmer qu'ils sont encore nombreux, parmi eux, ceux qui croient que l'impérialisme est un danger, qui ne l'acceptent pas, et l'accepteront encore moins demain, mais qui, pour le moment, entraînés, les uns par un sincère et ardent patriotisme, considèrent un devoir d'aider par tous les moyens possibles l'Empire, pour empêcher qu'il ne subisse dans le présent conflit un échec, une déchéance. Devant ceux-là, Monsieur, nous n'avons qu'à nous incliner, ils peuvent à notre point de vue perdre contact avec notre mentalité, mais pouvons-nous leur reprocher de conserver un amour sincère pour un pays qu'ils viennent à peine de quitter. D'autres ne voient malheureusement dans le présent conflit et dans l'acceptation de la doctrine impérialiste qu'un moyen de s'enrichir facilement à même la guerre. Dispensons-nous de juger ce patriotisme. Laissons ce soin à l'avenir, ce sont là des fortunes qui ne font pas honneur à ceux qui les possèdent et, un jour ou l'autre, ils l'apprendront de leurs compatriotes.

Mais pour nous, ni l'une ni l'autre de ces deux raisons ne pouvait, Monsieur, même dans un moment de crise mondiale, nous faire accepter cette infiltration profonde de l'impérialisme dans la politique canadienne. En effet, nous croyons à la nécessité d'une mentalité canadienne. Comment pouvons-nous alors concevoir pour notre pays d'adopter une doctrine dont l'élément essentiel est d'empêcher que se fonde et se forme cette mentalité canadienne? Comment pouvons-nous concevoir

qu'une doctrine qui est cause aujourd'hui de l'effroyable guerre qui bouleverse l'Europe puisse être avantageuse à notre pays? L'impérialiste anglais n'est pas plus tolérable que le pangermanisme.

En effet, c'est le pangermanisme, impérialisme allemand, nous dit-on, qui est la cause immédiate du conflit actuel, et c'est le désir d'empêcher cet impérialisme d'affirmer sa puissance sur le monde qui a groupé contre lui presque tout le continent européen.

Me serait-il permis d'affirmer que l'impérialisme, quel qu'il soit, est un danger pour le monde, qu'il soit romain, qu'il soit grec, qu'il soit allemand ou anglais, ou même que se rapprochant de nous, qu'il soit américain, il crée dans le monde un élément de puissance qui, asservissant des faibles, prive quelque part quelqu'un de ses libertés, en le subjuguant à ses volontés, en l'entraînant dans sa politique de conquête ou d'accaparement, dans un simple but de lucre et d'intérêt matériel.

Chamberlain ne se gênait pas, d'ailleurs, de le reconnaître lui-même lorsqu'il affirmait à Londres, le 9 juin 1896, que "l'Empire ne serait qu'une immense société coopérative de production et de consommation dont l'Angleterre, ayant les parts de fondateur, aurait aussi les plus clairs bénéfices".

Nous ne pouvons comprendre l'intérêt que peut avoir notre pays à accepter cette thèse d'égoïsme qui met à contribution les petits peuples pour faire la grandeur et la puissance d'un grand... Certes, s'il ne s'agissait que d'assurer à l'Angleterre des bénéfices matériels, malgré notre répugnance à les assurer aux dépens de notre développement économique, notre opposition ne revêtirait peut-être pas le caractère opiniâtre qu'elle revêt actuellement. Mais nous savons, pour l'avoir maintes fois lu, que le but ultime que veut atteindre l'impérialisme est la création d'un conseil que les relations commerciales rendront tôt ou tard nécessaire. Alors, comme le commerce d'une grande nation doit nécessairement être protégé, tous les membres qui constituent cette nation ou cet empire doivent contribuer à la défense de ce commerce.

La conclusion est facile à tirer, acceptant le principe de l'impérialisme commercial, et plus tôt que tard, dans un but de protection commune, il faudra contribuer au maintien d'une marine capable de protéger le commerce de l'Empire.

Ne serait-ce pas là reculer de cent ans en arrière et devenir un État tributaire de la Grande-Bretagne. Nous ne serions plus les citoyens d'un pays que nous avons eu l'orgueil de considérer quelque temps une nation. Nous serions les citoyens d'une colonie payant redevance annuelle à la mère-

patrie. Certes que l'ambition de ceux qui désirent affirmer cette doctrine dans le monde anglais reflète un ardent patriotisme, je le crois; que cette pensée d'un grand empire sur lequel le soleil ne se couche jamais soit une expression d'orgueil admirable, c'est bien, mais que nous importe à nous cette grandeur et cette puissance, si elle est faite de notre faiblesse et de notre asservissement!

Serait-ce, par hasard, manquer de loyauté à l'Angleterre que de croire que l'état de colon ne peut pas être un état permanent, que tout au plus il est un stage dans la vie d'un peuple. "Qu'il est à peine une transition, un passage de l'enfance à la virilité des peuples". S'en convaincre est facile à quiconque ouvre l'Histoire, il y verra qu'ils sont rares les pays qui ont résisté à cette loi universelle. Dans le lointain de l'histoire, les colonies de la Phénicie et de la Grèce affirment cette vérité historique, ainsi que, plus près de nous, les États-Unis, le Mexique et le Brésil nous la démontrent aussi.

Animés de cette suprême pensée que nous suivons cette loi universelle et que, du rang de colonie, nous passerons un jour au rang des nations libres de l'univers, devons-nous accepter de nous forger des chaînes qui nous empêcheront de préparer notre avenir, tel que nous le devons?

Je ne suis pas actuellement un séparatiste mais je crois que notre pays a le droit d'aspirer pour le moment à la somme d'autonomie la plus parfaite possible et que, dans un avenir que détermineront les circonstances et le temps, l'Angleterre s'enorgueillira d'avoir donné au Canada le rang d'une nation libre et indépendante.

Nous ne devons jamais oublier que nous vivons l'histoire et que ceux-là qui viendront après nous l'écriront; il pourront, eux, avec impartialité, relater nos actes, commenter nos paroles, ils nous béniront ou nous exécreront, selon que nous aurons écouté la voix intérieure qui dicte à tout homme son devoir, ou selon que, sourds à cet appel de la voix intérieure qui est la conscience nationale, nous aurons orienté notre politique et notre pays vers des destinées que la Providence n'avait pas prévues pour lui. Ah, je me souviens de cette parole que "L'homme s'agite et Dieu le mène", mais nous n'avons tout de même pas le droit d'espérer que cette Providence, en qui nous croyons, nous conduira dans la voie qu'elle avait prévue et préparée pour nous si, nous obstinant à ne pas vouloir dessiller nos yeux, nous ne nous laissons pas diriger par la lumière qu'Elle verse sur nous. Et la lumière qui le plus facilement indique à un peuple la voie qu'il doit suivre, c'est celle que l'histoire projette lorsqu'on la

consulte et qu'on l'étudie. Tout dans l'histoire nous indique notre rôle. Nous sommes actuellement à faire un stage, nous sommes dans l'enfance d'un peuple; préparons notre virilité.

Il pourrait peut-être sembler à quelques-uns que je me sois bien écarté de la question que nous avons à discuter, et qui me faisait au début jeter un aperçu rapide sur notre politique canadienne depuis la Confédération. Pourtant, j'affirmais que ce qui rendait nos problèmes dans ce pays difficiles, c'était le fait qu'il était habité par des races d'origines distinctes, de fois différentes, de mentalités ne s'harmonisant pas. C'est pourquoi les enseignements de l'histoire ne peuvent être dans notre pays acceptés par les diverses races de la même manière et, surtout, avec autant de facilité. Aussi faudrait-il que, lorsque surgissent des problèmes qui affectent notre avenir, ceux-là seuls qui croient aux destinées du Canada soient ceux à qui la solution de ces problèmes soit confiée.

Comment veut-on que ceux-là qui ne sont ici qu'en passant puissent considérer un problème affectant notre vie économique, au même point de vue que nous, les enracinés, qui y sommes ici pour y vivre et qui y mourrons?

Pour les premiers, la patrie, ce n'est pas le Canada, le "Home" est au-delà des mers, dans quelque montagne d'Écosse ou quelque ville d'Angleterre qu'ils aspirent à revoir et où il ont conservé des affinités puissantes. Nous, où que nous vivions, sur les bords de la Gaspésie ou dans les Laurentides, que nous demeurions sur les bords du Saint-Laurent ou dans quelque humble village éloigné des villes, notre patrie à nous, c'est le pays où, depuis trois cent ans, ont vécu nos ancêtres, c'est le pays où sont nés nos petits enfants. Notre seule ambition, notre seul espoir, notre idéal suprême, c'est d'assurer la grandeur de ce pays.

Oh, que l'on ne croie pas pour cela que, superbement isolés, nous méconnaissions les devoirs des relations extra-territoriales, que l'on ne s'imagine pas non plus que, pour nous, il n'existe pas de France et pas d'Angleterre, mais notre désir de les aider ne peut aller jusqu'à leur sacrifier l'avenir du Canada. C'est pourquoi nous ne comprenons pas que des immigrants, qui n'ont jamais vu notre pays, soient appelés, grâce à une violation flagrante de notre Constitution, à se prononcer sur des problèmes qui nous affectent et qui mettent en danger, à notre point de vue, la vie politique, économique et nationale de notre pays, eux qui ne viendront jamais sur nos rives et qui, de nos besoins et de notre situation, ne connaîtront jamais rien.

Nous ne comprenons pas, non plus, que dans un moment d'effervescence politique et nationale, dans le but avoué et déclaré ouvertement d'étouffer la voix d'électeurs à qui, jusqu'à aujourd'hui, avait été confiée la solution de nos problèmes politiques et nationaux, le droit de vote soit accordé à des milliers et des milliers d'électeurs à qui jusqu'à aujourd'hui ce privilège avait été refusé⁴.

Nous ne comprenons pas non plus qu'au prix d'une violation nouvelle de la constitution, des hommes que l'on avait attirés dans notre pays en leur affirmant sur l'honneur national que la maxime qui veut que: "Sujet britannique un jour, sujet britannique toujours" serait ici respectée, se voient nier le droit qu'a tout citoyen britannique d'exprimer son approbation ou sa désapprobation des lois, au moyen du vote.

Pourquoi ces violations, cette exagération? Est-ce que le salut de la patrie l'exige, est ce que, reprenant la parole des Girondins, l'on veut affirmer que "Périssent la patrie plutôt qu'un prince", et que le principe impérialiste vaille que l'on sacrifie pour lui le Canada, ou n'est-ce pas purement et simplement parce que, dans l'opinion de ceux qui la partagent et qui l'acceptent comme un Évangile, la doctrine impérialiste doit être imposée de force au Canada, puisque le peuple canadien ne veut pas l'accepter de bonne grâce.

Si c'est là, et il semble, bien malheureusement pour notre pays, que ce soit l'arrière-pensée qui a dicté les violations que je viens de mentionner bien rapidement, qu'il me soit permis bien modestement et bien humblement d'affirmer que les œuvres fondées sur la violation de traités ou de constitutions portent en elles-mêmes un germe de destruction qui les empêchera d'atteindre leur but et, gangrenant leur organisme plus tôt que l'on ne pense, les conduira à leur perte et à leur disparition. L'on ne peut molester les peuples, pas plus que les individus, sans que la justice innée en l'homme se révolte un jour et, faisant taire même au prix de sacrifices énormes l'intérêt personnel, se fasse entendre et, ce jour-là, vous le savez, Monsieur, rien ne peut résister à la voix d'un peuple satisfait d'avoir pour lui cette justice. On peut bien pendant quelque temps le maintenir dans les limites qu'on lui a assignées, on peut bien par la peur ou grâce à l'affolement le réduire à une obéissance qu'il endure, tout comme l'on peut bien par la force maintenir un esclave dans ses chaînes, mais lorsque le sentiment de justice se manifeste en l'homme, surtout lorsque cet homme est libre, l'on ne peut l'empêcher de crier sa révolte au monde.

Je ne veux rien affirmer de plus que ceci, c'est que les causes de révolte et de décadence sont à peu près les mêmes pour toutes les œuvres et tous les empires fondés dans la violence. Ce qui peut faire aujourd'hui la force de l'impérialisme anglais dans notre pays, l'acceptation du militarisme, sera demain la cause de sa faiblesse et de sa décadence. Rome résista à la poussée de ses colonies révoltées jusqu'au jour où ses soldats enivrés de gloire refusèrent de reconnaître les droits du gouvernement civil et, avant de lui obéir, demandèrent l'opinion de leurs généraux. Je ne souhaite pas que l'Angleterre traverse les jours tragiques de la décadence romaine, mais elle se prépare des lendemains bien dangereux, elle qui crée dans ses colonies une caste militaire qui ne doit actuellement sa puissance qu'à l'affolement des esprits.

En fait, qui peut dire quelle sera la réaction en Angleterre et dans ses colonies après la guerre quand, après s'être incliné d'admiration devant ceux qui reviennent du champ de bataille où ils ont soutenu l'effort que leur devoir leur inspirait, ils évaluent leur nombre et décident de devenir un facteur dans la vie politique de l'Angleterre et de ses colonies. Où va mener cette réaction? Souhaitons que le futur, dans lequel se retrouvera la réponse à cette question que nous ne pouvons qu'offrir à la discussion, sera en mesure de résoudre le problème dans les intérêts de tous. Me sera-t-il permis d'espérer que nous ne commettrons pas l'erreur d'accepter comme une nécessité la permanence de ce militarisme créé en quelques années. Car toute notre politique est fondée et puissamment appuyée sur ce principe démocratique qui veut qu'il n'y ait pas chez nous de classes et surtout qu'il n'y ait pas de castes. Que l'époque que nous vivons les ait vues s'ériger, les ait vues se développer, notre espoir est que la paix les fera disparaître et alors notre pays reprendra son caractère profondément démocratique.

Si ce n'est pas le cas, et si la caste essayait de devenir une force permanente, il serait temps de dire avec Montesquieu qu'il y a dans chaque nation un esprit général sur lequel la puissance même est fondée; quand elle choque cet esprit, elle se choque elle-même et elle s'arrête nécessairement⁵. Il y a dans la nation anglaise cet esprit général démocratique, bien que son gouvernement soit une monarchie constitutionnelle, mais si l'Angleterre choque cet esprit du peuple et cherche à le diminuer par une puissance qu'elle crée à son détriment, elle choquera cet esprit général et, ce jour-là, ce n'est que logique, c'en sera fait de la monarchie anglaise. Il en sera de même pour les colonies. Tout en se confinant

à l'intérieur de frontières bien déterminées et fixes, le peuple, dont les demandes n'allèrent jamais jusqu'à menacer le pouvoir établi, comme cela a été fait il n'y a pas si longtemps en Angleterre, ce peuple, je dis, ne permettrait pas à un gouvernement colonial de dévier des principes démocratiques acceptés par lui et de devenir une autocratie.

Nous devons malheureusement reconnaître que des événements récents dans notre pays donnent matière à réflexion à ceux qui souhaitent que les principes de saine démocratie, de gouvernement du peuple par le peuple, conforme à ses besoins et aspirations, devraient continuer de mener notre politique.

L'esprit général sur lequel la puissance même du Canada est fondée se trouve profondément choqué par des mesures auxquelles il est soumis. Si cet esprit ne se manifeste pas présentement, c'est qu'une telle manifestation est réprimée par un sentiment plus puissant que son désir d'exprimer sa volonté. Aussitôt finie la guerre qui l'a contraint à accepter ce qu'il n'aurait jamais permis en temps de paix, l'esprit canadien désapprouvera cette politique néfaste et exigera des hommes politiques une voie compatible avec la mentalité qui requiert que tous les efforts de la nation, autant collectifs qu'individuels, tendent au meilleur pour le Canada. La guerre finie, il y aura une renaissance canadienne animée d'un désir unique et d'une formidable espérance.

La paix européenne qui, nous en conservons malgré tout l'espoir, rétablira l'équilibre mondial, devra, il nous semble, avoir sa répercussion chez nous. Tous les pays, grands ou petits, puissants ou faibles, devront dans la période de l'après-guerre, faire l'examen des ruines causées par le conflit. L'amour de la patrie, petite ou grande, partout où cette patrie existe, inspirera aux individus une volonté et une énergie nationales qui leur feront surmonter toutes les difficultés et les unira dans un suprême dessein de reconstituer dans sa forme matérielle la patrie d'avant-guerre.

Pourquoi ne pas espérer que le même amour inspirera la même énergie nationale dans l'ordre moral et rapprochera les individus de certains pays, que la guerre avait éloignés les uns des autres, par suite d'une compréhension différente de l'idée même du devoir à la Patrie.

Il n'y aura plus alors qu'une question, qu'un but, qu'une idée, que tous pourront accepter comme une nécessité vivifiante et nationale, ramener entre les individus d'un même pays la paix, l'harmonie et la bonne entente que le monde entier connaîtra lui-même après en avoir été privé si longtemps.

Ce jour-là, l'impérialisme et le militantisme seront écartés comme des éléments capables de nuire à cette œuvre de reconstruction matérielle et morale. C'est pourquoi je vous répète avec Whickham Steed, "Il faut dorénavant regarder vers l'avenir et non pas avec le regret au cœur, vers le passé, Il faut regarder vers l'aube pour entrevoir le moment où le soleil va paraître et ne pas penser aux soleils qui sont déjà couchés".

Je regarde vers l'aube avec tout mon amour de la patrie canadienne, je regarde cette aube avec tout mon enthousiasme, parce que je crois que le jour n'est pas si lointain que nous le croyons où le soleil dont les rayons sont nécessaires pour réchauffer l'âme canadienne se lèvera enfin sur notre pauvre pays déchiré, divisé, meurtri. Il ne nous est pas permis de désespérer du soleil de demain. Ce sera celui de la liberté dans le monde, celui qui fera respecter les droits et les obligations réciproques des peuples, celui qui réchauffera l'enthousiasme des individus, celui qui fera oublier par sa splendeur nouvelle les rayons des derniers jours d'angoisse nationale et, réconfortant les âmes, reliera la chaîne des traditions en unissant les cœurs et les volontés dans un effort commun. C'est alors que montera jusqu'au plus haut des voûtes éternelles, et de toutes les maisons canadiennes, un *Te Deum* d'allégresse entonné par toute une nation prenant conscience enfin de sa force et qui, toutes grandes ouvrant les ailes, pourra sans craindre qu'il ne l'éblouisse regarder l'avenir; la nation canadienne sera élevée, l'âme canadienne le fera vivre et l'idéal canadien la guidera. (Applaudissements)

Je sens que cet optimisme surprendra un grand nombre de mes compatriotes qui, s'arrêtant à considérer le mal que le fanatisme aveugle a fait dans notre pays, ne peuvent croire qu'il soit possible de conserver une espérance. Qu'ils me permettent, ceux-là qui pensent ainsi parce qu'ils ont beaucoup trop souffert, que la souffrance rend sceptiques, ceux qui se complaisent à la nourrir et qui l'avivent de leurs souvenirs attristés, de leur dire qu'elle est un enseignement et qu'elle trace une ligne de conduite à ceux-là qu'elle fait recueillir et qu'elle fait penser. Tous tant que nous sommes, nous avons souffert de l'insulte et de l'injure, tous nous nous sommes raidis sous les outrages, nous avons tous essuyé la tempête, et le choc a avivé chez tous notre susceptibilité nationale.

Nous avons regardé notre race et nous l'avons vue pleurer.

Nous avons lu ce que disait de nous la presse d'Angleterre et nous nous sommes demandé si nous étions sujets britanniques.

Voyant les attaques qu'en France les journaux se plaisaient à diriger contre nous, nous nous sommes demandé si notre origine est ce que nous la croyons.

Regardant la presse américaine, nous nous sommes demandé pourquoi, quelques fois, les États-Unis nous étaient apparus dans nos rêves d'avenir.

En lisant la presse canadienne-anglaise, nous nous sommes demandé si nous étions chez nous dans ce pays.

Eh bien, malgré tout cela, je suis un optimiste, je crois en l'avenir canadien et je crois en la possibilité d'une mentalité canadienne, parce que, à ces questions multiples que nous nous sommes posées, une réponse a suffi, une réponse qui est une affirmation de foi nationale, un crédo, une espérance d'avenir politique. Dans l'affolement général, il faut que nous ayons conservé notre calme, il faut que nous soyons restés profondément canadiens pour avoir subi le choc et être encore capables aujourd'hui de résister.

Il faut que notre position ait été bien forte et bien logique pour que ceux-là qui jugeaient antipatriotiques nos revendications et notre attitude n'aient eu en guise d'arguments à nous offrir que des injures et des insultes.

Si nous avons avec nous la logique et si notre conscience individuelle et nationale nous a dicté ce que nous croyons avoir été un devoir et si, voyant ce devoir, nous l'avons accompli, confiants que nous sauvions notre pays de la ruine vers laquelle des théories extravagantes l'entraînaient, n'ai-je pas raison d'espérer qu'attirés par cette logique, un jour ou l'autre, l'on nous dira qu'après tout, nous n'avions pas tort, et ne croyez-vous pas avec moi, Monsieur, que le jour où nous aurons raison, nous pourrions nous flatter d'avoir préparé la résurrection de l'âme canadienne.

Rien n'est plus changeant que l'esprit humain. Il s'accommoderait mal d'une constance qui le lierait et qui limiterait son évolution. S'il n'en était ainsi, jamais dans le monde il ne serait possible d'espérer une réaction et, au lendemain des guerres qui le soulèvent et qui l'agitent, il ne pourrait se remettre à la tâche ardue qui l'attend et qui doit, comme condition précédente de son succès, lui faire, je ne dirai pas pardonner mais, temporairement, oublier les motifs qui l'ont agité et qui l'ont soulevé.

C'est pourquoi au lendemain des guerres, les peuples renouent les relations nécessaires à leur grandeur respective et confient au temps le soin de cicatriser les blessures dont ils souffrent et c'est dans ce moment que chaque nation produit des hommes qui s'élèvent au-dessus des préjugés de la foule,

indiquant comme un devoir national, le renoncement, l'oubli des injures et des insultes.

Je crois que c'est aimer le Canada de dire que la crise actuelle passée, passera avec elle la vague de patriotisme impérialiste qui le menace, que c'est l'aimer sincèrement de croire que les relations entre les différentes provinces seront renouées.

Pour cela, j'admets qu'une condition soit nécessaire. Il faut que dans les provinces anglaises se lèvent des hommes puissants qui se mettent au-dessus des préjugés de la foule et qui s'adressent à ceux-là qui n'ont pas oublié l'idéal qui les animait tous, et qu'ils regardent comme nous l'aurore des jours nouveaux et sachent inculquer, à ceux dont ils prendront la direction, l'idéal canadien que nous croyons être le seul qui puisse fondre en un tout magnifique, les différents groupes et les différentes races qui se partagent notre pays.

Ce sera alors le moment de réaffirmer les principes sur lesquels nous croyons assise la Constitution de notre pays, et ces hommes de provinces anglaises nous donneront la main, répétant le geste de leurs ancêtres, et renoueront avec nous des traditions que nous n'avons jamais voulu briser.

L'on me dira peut-être que j'ai tort d'espérer que des provinces anglaises surgiront des hommes capables de s'élever au-dessus des préjugés de la foule. Je me permets de répondre que je crois qu'il y a, chez nos compatriotes anglais, une minorité puissante dont le secret désir est de voir cesser l'état de chose actuel. Je crois qu'il y a chez eux une secrète ambition que le Canada demeure maître de ses destinées et que la doctrine que nous préconisons reprenne son emprise sur le peuple canadien.

Je crois à cela parce qu'à toutes les époques de notre histoire, chaque fois que notre pays a traversé une crise nationale ou politique, des hommes, je l'ai dit au début de mes remarques, qui ne partageaient pas notre foi religieuse et qui n'étaient pas de notre origine, ont joint leurs efforts aux nôtres pour faire prévaloir un principe, pour promouvoir une grande idée, pour empêcher une injustice ou pour défendre un droit.

C'est ainsi qu'en 1837, pour assurer le principe de la responsabilité ministérielle, McKenzie joint ses efforts à ceux de Papineau. Sous l'Union, Baldwin s'allie à Lafontaine dans la revendication des droits du français et de cette union féconde naissent les droits de la langue française au Parlement. En 1867, pour affirmer le droit qu'a le peuple d'approuver ou désapprouver un changement de constitution, Howe et Dorian se donnent la main et réclament un référendum.

En 1885, pour empêcher que se commette un crime, celui de Régina, Blake joint son éloquence à la voix de Laurier, et sur toutes les questions qui ont agité l'opinion publique de notre pays, nous avons toujours vu des hommes politiques anglais, risquant leur avenir politique pour prendre fait et cause pour une idée, un principe, une revendication que Québec voulait affirmer.

Voilà pourquoi, monsieur l'Orateur, je ne désespère pas et je conserve cet espoir qui m'anime et dévoile un avenir qu'il me permet d'envisager avec confiance.

L'on me dira encore, peut-être, la menace d'isoler le Québec dont font grand état les journaux des provinces anglaises, et l'on s'interrogera s'il n'y a pas lieu de craindre que tous nos sentiments de modération et de tolérance ne serviront, en somme, qu'à ceux-là qui en abuseront pour promouvoir leur œuvre de fanatisme que nous nous efforçons d'oublier.

Lorsque depuis si longtemps, en effet, certains journaux dressent devant nous ce qu'ils croient être un épouvantail, aussi bien, peut-être, leur répondre que nous ne craignons pas l'isolement de Québec.

Ce serait la déchéance du commerce des provinces anglaises et en revanche aucun autre marché où les comptes se soldent avec plus d'honnêteté, ne s'offrent à elles. En effet, ne craignons pas d'affirmer que Québec est un superbe marché dont on ne peut se désintéresser sans risquer que le coup qu'on nous portera ne fasse à ceux qui nous le porteront plus de mal qu'à nous-mêmes.

Le commerce n'est pas une question de sentiment, mais une question d'intérêt et quelles que soient les relations entre les individus partout où le commerce est possible, les individus entre eux tenteront de le faire tout comme les peuples. C'est ce qui faisait affirmer à Lord Cecil qu'au lendemain de la guerre, il n'y aura pas en Angleterre de boycottage des produits allemands et qu'on importerait d'Allemagne ce qui serait nécessaire à l'Angleterre, tout comme on exportera à l'Allemagne ce dont elle pourra avoir besoin.

Laissons de côté l'intérêt entre les provinces, les relations commerciales entre les individus, contentons-nous de nous demander quels sont ceux qui, dans Québec, souffriraient de l'isolement, si toutefois il était possible, quels sont les propriétaires des plus grands établissements industriels, quels sont les directions des plus fortes banques du Québec? Ce sont nos compatriotes anglais de Montréal et de Québec. Ne croyez-vous pas, Monsieur, que notre isolement serait un coup direct porté à cette

suprémie financière anglaise dans notre province? Et s'il se faisait, tout ce que la puissance commerciale anglaise a de ressources serait mis en œuvre pour le faire cesser dans son propre intérêt.

Quant à nous, je n'ai pas la prétention de vouloir soutenir que notre organisation économique nous permette d'être isolés.

D'ailleurs, nous ne le voulons pas, nous ne l'avons jamais voulu.

Nous ne voulons pas être la Superbe Isolée, mais en intensifiant notre production, nous pourrions peut-être développer pour nous des industries qui n'existent pas à l'heure qu'il est, et souffririons-nous pendant quelques temps, qui sait si notre malheur ne serait pas en définitive source de bien, source de développement matériel et financier.

Non, vraiment, ceux-là qui en souffriraient le plus seraient nos compatriotes anglais de notre province, et je ne cache pas que s'ils avaient à s'exprimer, ils n'oseraient pas se prononcer en faveur d'un tel isolement.

Je me permets donc d'affirmer qu'au point de vue économique, l'on ne tentera pas d'isoler Québec, et le tenterait-on, cet isolement serait de très courte durée.

L'isolement politique, celui-là, dit-on, est plus facile; on affirme d'ailleurs qu'il existe du fait que notre race n'est pas représentée dans l'exécutif de ce pays, et qui est plus, en certains quartiers, l'on trouve dans notre situation une certaine satisfaction.

Aussi bien ne pas laisser durer l'équivoque au point de vue politique, nous sommes maîtres de la situation, nous étions libres de ne pas la créer, il nous suffisait pour cela de trahir ce que nous avons cru et continuons à croire, notre devoir. Avoir dans l'exécutif de ce pays, actuellement, des hommes de notre race, ce serait un malheur, car ces hommes ne partagent pas l'opinion que Québec a bien clairement exprimée et ils ne représenteraient pas la population du Québec. (Applaudissements prolongés)

Des voix: Très bien!

M. David (Terrebonne): Nous ne nous plaignons pas de notre situation, nous l'avons voulue et ce qui est mieux, nous ne regrettons rien.

Des voix: Bravo!

M. David (Terrebonne): S'il est possible de faire croire à un sentiment que plusieurs trouveront d'une noblesse exagérée, dans notre défaite, Monsieur, au point de vue canadien, nous trouvons

une certaine satisfaction, une certaine fierté, lorsque nous nous comptons parmi ceux qui sont si nombreux à partager une saine idée et une saine politique. Si donc l'isolement politique du Québec consiste à ne pas avoir trahi un idéal, nous sommes superbement isolés.

Je disais tantôt que nous éprouvons une certaine satisfaction de la situation politique qui nous est faite; en effet, cette absence de représentant protégera peut-être notre politique de certaines erreurs et nous empêchera de commettre certaines fautes. Elle fera peut-être découvrir à quelques-uns que la politique doit être quelque chose de plus qu'une simple question de patronage...

Des voix : Très bien!

M. David (Terrebonne): ...et si cette absence de patronage, pour quelque temps, pouvait épurer nos mœurs et peut donner des questions politiques, une vision plus claire et plus vraie, étant dégagée de tout intérêt personnel, ne croyez-vous pas, Monsieur, que notre province y aurait gagné?

Mais si d'un autre côté, l'isolement politique consiste à nous empêcher de prendre part à la discussion des problèmes touchant à notre vie politique et nationale, alors ne laissons personne y croire. Nous avons droit à soixante-cinq députés, nous avons exercé notre privilège et notre droit de les élire, et sur ce nombre, soixante-deux ont reçu de nous le mandat exprès et absolu de faire prévaloir au Parlement de notre pays l'idée canadienne et d'enrayer le mal que fait actuellement dans notre pays l'idée impérialiste.

À ceux-là que nous avons choisis parce que nous les avons crus capables de soutenir la lutte, nous demanderons d'être fidèles à la tâche qu'ils ont assumée, de continuer la bataille pour l'idée qui les a fait élire, et de joindre leurs efforts à ceux de nos compatriotes anglais qui prouveront avant longtemps que le Québec n'est pas isolé politiquement, mais qu'il continue à représenter les idées qui présidèrent à la signature de l'acte fédératif, idées qui sont demeurées dans les traditions canadiennes et qui inspirèrent MacDonald et Cartier.

L'isolement de ceux qui ont raison n'est pas possible, car je continue à croire que le bon sens et la logique finissent toujours par avoir raison du préjugé et du fanatisme, et que même ici, au Canada, cette heure viendra et nous pourrions alors nous flatter, je l'ai déjà dit, d'avoir sauvé notre pays.

Au point de vue national, nous tenons entre nos mains, nos destinées. L'on ne peut pas nous

isoler plus que ne l'a fait l'acte confédératif, mais que l'on essaie ou que l'on n'essaie pas, on ne changera rien à notre condition ethnique. Nous constituons une entité par nous-mêmes, entité qui doit se développer dans un but d'altruisme et qui doit tenter de se faire comprendre, car se faire comprendre, c'est petit à petit, donner à notre politique comme à notre vie, la mentalité essentiellement canadienne qui leur est due.

Quelle admirable situation que celle d'une minorité comme la nôtre, animée de cette grande idée, de cet ardent désir de continuer les traditions du passé et qui, satisfaite de son rôle, se prépare à le jouer pour doter le pays qu'elle habite d'une mentalité qu'elle s'est créée, qu'elle possède actuellement avec certaines provinces touchant à l'océan, qui ayant un vaste horizon, conçoivent qu'une province n'est pas tout un pays, qu'il y a au-delà des individus, des peuples qui ont droit à la vie et ont droit à une mentalité qui soit conforme à leurs besoins et à leurs aspirations.

Le jour n'est pas éloigné où l'on saura gré dans notre pays, à la minorité que nous sommes, d'avoir su développer, conserver et propager cette mentalité seule capable de permettre au Canada de se développer suivant les besoins de sa situation géographique et de lui faire atteindre les destinées que lui tracent ses origines.

Superbe isolement temporaire que nous regrettons pour ceux qui l'ont créé mais dont notre fierté canadienne s'exalte et se console.

C'est à cause de ce rôle que nous jouons et de cette fierté que nous en ressentons, qu'il est de notre devoir de demeurer sur le champ de bataille sur lequel la Providence nous a placés, champ de bataille que nous avons accepté depuis 1763, malgré les occasions fréquentes que nous avons eues de l'abandonner si nous l'avions voulu.

Les grandes victoires de l'Histoire ne sont pas toujours celles des grands conquérants; elles ne sont pas non plus, toujours le résultat d'actions éclatantes, mais souvent elles sont le résultat de résistances opiniâtres qui finissent par vaincre la persévérance d'une majorité. La Pologne, se libérant du joug moscovite, ne remportera-t-elle pas une des plus grandes victoires que l'histoire ait mentionnées, une victoire digne d'un peuple comme le peuple polonais? Et la Hongrie dont la langue et les institutions avaient été bannies, n'est-ce pas aussi une grande victoire qu'elle remporta grâce à sa ténacité, à sa constance et à son refus immuable d'abdiquer sa fierté nationale à l'Autriche qui l'avait subjuguée.

La race canadienne se doit à elle-même et doit au Canada de remporter elle aussi une victoire que l'histoire puisse enregistrer, et elle la remportera le jour où règnera dans ce pays la paix, l'harmonie que développera cette mentalité canadienne qu'elle aura su par sa modération et sa tolérance, faire accepter par tous les groupes et toutes les races.

Je suis de ceux qui croient que la vie sans un grand idéal est dépourvue de satisfaction, je suis de ceux qui croient qu'en un siècle comme le nôtre, lutter pour un idéal politique ou national, est une lutte méritoire.

Notre race a ce grand idéal qui anime sa vie nationale et qui lui donne une claire vision des dangers qui peuvent assaillir notre pays. Ce n'est donc pas le moment de songer à lui faire abandonner la lutte pour cet idéal, elle doit persister avec une ténacité et une constance nouvelles, car plus la résistance sera longue, plus la victoire sera grande.

Et c'est pourquoi, M. l'Orateur, je suis convaincu que j'accomplis mon devoir envers ma race, ma province et mon pays, en affirmant que je conserve malgré les dangers qu'elle offre et que la crise récente nous a fait voir, pour la Constitution de notre pays, je ne dirai pas un attachement profond, mais le respect que l'on doit à la Constitution qui nous régit lorsque l'on se convainc que ses clauses renferment assez de justice et assez de garantie pour offrir un redressement des torts que l'on cause en la violant.

Quels que soient les modes de gouvernement ou les constitutions, tous sont capables, temporairement au moins, de servir aux besoins, aux aspirations du peuple qui les accepte et qui ne cherche pas à les faire dévier du but pour lequel ils ont été acceptés. Il suffit donc de les confier aux mains d'hommes désintéressés, à l'esprit assez large pour les interpréter suivant l'esprit qui a présidé à leur acceptation. Pour ma part, et je n'ai pas la prétention de représenter dans cette affirmation plus que mon humble opinion personnelle, mais je crois qu'il est préférable pour une minorité d'être gouvernée en vertu d'une constitution qui peut comporter pour elle des dangers, mais en vertu d'une constitution dont elle connaît les dangers, que d'accepter un système politique nouveau, qui apparemment lui offrirait une satisfaction nationale plus grande, mais qui recèlerait peut-être dans l'avenir des maux plus grands encore pour elle.

Des voix: Très bien!

M. David (Terrebonne): Nous continuerons à croire, Monsieur, que nos hommes politiques qui

ont su inculquer à notre peuple dans la discussion des problèmes du passé, une modération et une tolérance qui pourtant ne doivent jamais aller jusqu'à l'abandon d'un principe, connaissent et comprennent la situation dans laquelle se trouvait notre province.

Ils croyaient alors comme nous continuerons, je l'espère, à croire que pour une minorité cette modération et cette tolérance sont deux vertus nationales, plus puissantes qu'une épée lorsqu'on sait s'en servir.

Ne nous laissons donc pas entraîner par le peuple, ne le suivons pas dans ses moments d'aigreur ou même dans ses moments d'animosité légitime, si nous croyons qu'il peut résulter pour lui, de cette agitation un affaiblissement national, politique et moral. Il n'y a qu'une chose qui ajoutée à un idéal, profondément ancré dans l'âme d'une nation, puisse ajouter à sa puissance, c'est un optimisme réfléchi et raisonné, car rien ne déprime plus un peuple que le pessimisme.

C'est donc à ceux qui ont le devoir de le diriger, de dissiper ce pessimisme qui l'aigrit et qui peut finir par créer chez lui un état d'apathie et d'indifférence. Que les hommes politiques se souviennent du rôle qu'ils doivent jouer, c'est à eux de donner une direction, c'est à eux de dire au peuple toute la vérité et sans cesse attirer ses yeux, son intelligence et sa volonté sur le but à atteindre.

Or notre but, le seul que nous puissions envisager sans trahir nos traditions, c'est de perpétuer au Canada l'idée qui a présidé à la fondation de ce pays. Il est impossible de croire que la Providence permettrait que les sacrifices multiples faits par l'ancienne France ne porteraient pas ici des fruits et que le pays qu'elle est venue fonder sur les rives du Saint-Laurent devrait sombrer un jour dans une catastrophe nationale.

J'ai confiance que notre Confédération sortira de ce chaos comme tous les peuples du monde, instruite par la souffrance, éclairée d'une expérience nouvelle, et que trouvant sa voie et ayant besoin de l'effort de chacun des groupes et de chacune des races, elle fera l'appel nécessaire qui ralliera tous les groupes et toutes les races.

Se dégageant alors de l'étreinte de l'autocratie dans laquelle elle jugera elle-même qu'elle est demeurée trop longtemps, et comprenant les dangers de l'avenir si elle ne consolide pas immédiatement toutes les forces, toutes les énergies et toutes les volontés, elle unira dans une grande idée de démocratie politique canadienne, tous ceux qui sous son égide veulent continuer à vivre pour assurer sa grandeur. (Applaudissements prolongés)

Le débat est ajourné⁶.

La chambre interrompt ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 7 h 30

Fonds de secours des forestiers catholiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 109 constituant en corporation le Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

M. J.-E. Robitaille

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Robitaille à l'exercice de la profession légale, et à lui accorder son diplôme à cet effet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Civic Investment & Industrial Company

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 amendant la charte de la Civic Investment and Industrial Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 110 amendant la charte de la corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union Saint-Joseph et Saint-Michel

M. Péloquin (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 amendant la Loi 57 Victoria, chapitre 81, régissant l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Péloquin (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Quebec and Atlantic Railway Company

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 constituant en corporation The Quebec and Atlantic Railway Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motion Francoeur sur la rupture du pacte fédératif de 1867

La Chambre continue le débat sur la motion proposée, ce jour:

Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte fédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada.

M. David (Terrebonne) termine son discours.

M. Laferté (Drummond): Monsieur l'Orateur, représentant un comté où l'on voit des religions et des nationalités diverses se coudoyer quotidiennement, sans que l'on soit jamais témoin de la moindre friction et du plus léger mécontentement, j'aurais mauvaise grâce de vouloir me soustraire à cette discussion. Et, tout en étant le benjamin de cette Chambre, je crois de mon devoir de me lever de mon siège pour exprimer mon humble manière de voir sur la motion qui nous est maintenant soumise.

La question que l'on discute est assurément l'une des plus importantes, sinon la plus importante, qui soit jamais venue devant l'Assemblée législative. Aussi bien, je comprends plus que jamais la parole de Napoléon 1^{er} qui disait: "Le cœur d'un homme d'État doit être dans sa tête."

En effet, il ne s'agit pas de faire appel aux préjugés et aux passions populaires, il ne s'agit pas d'attiser le fanatisme et de s'adresser au sentiment, il ne s'agit pas de brusquer les choses, d'échanger des mots aigres-doux et de tomber à bras raccourcis sur le dos des autres provinces, il ne s'agit pas non plus de demander ou d'exiger, directement ou indirectement, la rupture du pacte fédéral, mais il importe de parler le langage de la raison et de s'adresser à l'intelligence plutôt que de chercher à faire vibrer les fibres les plus intimes du cœur humain.

Pour ma part, je ne suis pas de la politique de ce citoyen d'Ontario qui récemment adressait au leader de cette Chambre un message lui demandant s'il allait faire sortir Québec de la Confédération et requérant une réponse immédiate. Je ne partage pas la théorie de ce brave ouvrier qui, l'autre jour, affirmait à un de ses compagnons que nous pouvions nous séparer des autres provinces en leur donnant un avis de trente jours. Je ne suis pas non plus de l'opinion de l'échevin qui, à l'hôtel de ville de

Québec, proposait la rupture de la Confédération et suggérait une alliance avec les Provinces maritimes sans que ces dernières aient été consultées sur l'opportunité d'une semblable mesure.

Passant au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qui s'était inquiété des journaux, il dit: s'il peut museler ses journaux, qu'il n'essaie pas ici. Les journaux de Québec rapporteront demain fidèlement ses paroles.

Je prends donc la motion telle que rédigée, savoir, "Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte fédéral de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada", et c'est à son mérite que je désire et entends la discuter.

En passant, permettez-moi, Monsieur l'Orateur, de féliciter sincèrement l'honorable député de Lotbinière (M. Francoeur) au sujet de la fière attitude qu'il vient de prendre, comme il convient de le féliciter de la réserve et de la modération dont il a fait preuve et des termes dont il s'est servi.

Je crois devoir affirmer sans détours et sans ambages que, selon moi, cette motion est opportune et vient à son heure, étant surtout donné le fait que nous nous sommes toujours montrés de loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté et des institutions britanniques et qu'en dépit d'une loyauté à toute épreuve dans la mauvaise comme dans la bonne fortune, on semble s'être évertué depuis 1760 à vouloir appliquer à notre province la maxime: "aux vainqueurs les dépouilles", travaillant sous une forme ou sous une autre à noyer notre influence et à nous faire disparaître comme entité nationale.

Notre loyauté, Monsieur, il est à peine nécessaire de le dire et de le répéter, elle a toujours été, et elle est encore proverbiale.

Abandonnés par la noblesse et la classe instruite, les 60,000 Canadiens français qui restèrent au pays en 1763 furent toujours attachés à la couronne anglaise, malgré les traitements qu'ils eurent trop souvent fois à subir. Lors de l'invasion américaine en 1775, bien qu'ils eurent à lutter contre les soldats de Lafayette et de Rochambeau, ils ne craignirent pas de prendre les armes pour défendre l'Angleterre, cependant que les marchands anglais de Québec se réfugiaient dans l'île d'Orléans, où ils étaient plus en sûreté que sur les hauteurs de Québec.

La même chose s'est répétée en 1812, et nous avons raison d'être fiers des exploits de Salaberry et de ses 300 voltigeurs.

À partir de cette époque, toujours et partout les Canadiens se sont montrés à la hauteur des

circonstances, et Lord Durham, qui était pourtant loin de nous être sympathique, ne pouvait s'empêcher dans son fameux rapport sur l'union du Haut et du Bas-Canada, en parlant du défaut d'institutions municipales chez nous, d'attirer l'attention des autorités impériales sur la loyauté dont nous avons toujours fait preuve à l'endroit de la couronne britannique.

Si des esprits sectaires se sont plu à nous dénigrer et à nous calomnier, par contre il est réconfortant de constater que même dans la province voisine il se rencontre parfois des esprits impartiaux qui veulent bien rendre à César ce qui appartient à César. Pas plus tard que le 19 juillet dernier (1917) une revue de Toronto, *The Presbyterian and Westminster*, publiait sous le titre "Canadian Loyalty" un article où je lis:

"...it would be wrong to suppose that the French-Canadians are entirely wanting in British loyalty or that they recognize no obligation as British subjects. The events in connexion with the present war throw light on the matter. The French-Canadians have assented to large taxation for war purposes and they have enlisted in considerable numbers because they have a measure of British loyalty and to recognize a certain obligation. They are not willing to go as far as other Canadians and they have enlisted in much smaller numbers, because their loyalty in that direction is not so intense nor their sense of obligation so keen. If they were convinced that the safety and well-being of Canada were directly involved in the war their response would be much more hearty⁷."

Et plus loin on ajoute : "The educational authorities in Ontario and the other English-speaking provinces should do all they can to promote the study of French as a spoken language in the high schools and even in the public schools. Travel and business intercourse between the provinces should be encouraged. Every good Canadian should constitute himself, in heart if not in form, a member of the Canadian Unity League⁸."

Nous avons le droit de nous attendre de la part des autres provinces à autres choses que des insultes et des injures, et à être traités convenablement dans la Confédération. Voilà pourquoi il n'est pas de l'avis du chef de l'opposition qui prétend que nous ne pouvons pas raisonnablement nous séparer parce que nous avons été insultés.

Les Canadiens français se sont toujours montrés loyaux et à cause de cela nous voulons être respectés comme les autres citoyens de ce pays; nous

n'avons pas mérité les injures que l'on nous prodigue.

Je ne m'attarde pas davantage sur ce point, parce que non seulement nous avons toujours donné nos preuves de loyauté, mais qu'il faut bien admettre que nous avons hélas! été trop souvent payés d'ingratitude, quand l'injustice et la persécution n'ont pas été employées contre nous.

Lors Durham admettait lui-même dans son rapport que c'est une lutte de race et de nationalité qui s'est toujours livrée au Canada.

Cette constatation n'a pas lieu de nous surprendre outre mesure, puisqu'à partir de la conquête la tendance des vainqueurs fut l'assimilation du peuple canadien, sa disparition, son anglicisation ou son asservissement.

Dotés d'abord d'un conseil militaire, nous eûmes en 1774 l'Acte de Québec, qui abolissait, il est vrai, le serment du test, rétablissait les lois civiles françaises et garantissait aux catholiques le libre exercice de leur religion; mais, Monsieur l'Orateur, il s'est avéré que cette nouvelle Constitution nous fut donnée par intérêt, cet intérêt qui est toujours la base, la mesure et la limite des actions, et dans le seul et unique but de nous empêcher de prendre fait et cause pour les Américains dans leur guerre contre la mère-patrie.

L'Acte constitutionnel de 1791 divisant le Canada en Haut et en Bas-Canada était assurément fait en vue d'amoindrir l'influence des Canadiens français, et l'on verra plus tard le Haut-Canada demander son union avec le Bas-Canada, pour lui permettre de faire payer ses dettes par ce dernier et de pouvoir sortir d'un état voisin de la banqueroute.

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici la période mouvementée de 1837, non plus que les événements qui l'ont précédée. Qu'il me suffise de dire que vers 1810 plusieurs membres du Parlement furent emprisonnés, à la suite de débats sensationnels, et qu'une soldatesque soudoyée par le Gouverneur Craig, alla jusqu'à briser les presses du *Canadien*.

Vingt-quatre patriotes furent plus tard déportés à la Jamaïque, sous l'injuste et fallacieux prétexte qu'aucun jury ne les aurait condamnés.

Quant à l'Union de 1840, elle fut considérée comme un acte d'injustice et de despotisme, vu qu'elle nous était imposée sans notre consentement, nous faisait payer une dette que nous n'avions pas contractée, ne nous allouait pas le nombre de représentants auxquels nous avions droit et surtout nous privait de l'usage officiel de la langue française dans la Législature.

Pour faire adopter ce nouveau système de gouvernement, on alla jusqu'à prétendre que jamais on ne verrait la minorité anglaise du Bas-Canada se soumettre à la domination de la majorité française et l'on osa même ajouter que la population anglo-saxonne du Bas-Canada n'aurait aucune hésitation à s'allier avec les États-Unis pour demander l'annexion du Canada.

Deux pétitions, dont l'une couverte de 140,000 signatures, furent adressées au Gouvernement impérial pour s'objecter au projet d'union, mais ce dernier n'en fut pas moins adopté par un vote de 156 à 6, en dépit d'une vigoureuse défense faite en notre faveur par le grand patriote irlandais, O'Connell.

Je n'ai pas besoin d'ajouter, pour prouver de quelle façon nous avons été traités, que le collège des Jésuites fut lors de la conquête fermé aux sciences et aux lettres, que l'Ordre fut supprimé et ses biens confisqués.

Laissez-moi aussi vous rappeler, Monsieur l'Orateur, qu'en dépit d'une adresse votée par la Chambre et recommandant l'exercice de la clémence royale envers les patriotes prisonniers en Australie depuis deux ans, le gouvernement canadien et la métropole jugèrent à propos de prolonger leur exil pendant plusieurs années encore.

Laissez-moi vous rappeler également qu'après la disparition de Sir Charles Bagot, ce gouverneur aimé et respecté, qui comprenait si bien l'application du gouvernement responsable, Metcalfe crut bon de faire des nominations politiques sans consulter ses ministres, ce qui eut pour effet d'entraîner la résignation du ministre Lafontaine-Baldwin, qui avait tant fait pour le progrès matériel du pays et la concorde entre ses divers citoyens.

Combien de fois dans la suite n'a-t-on pas tenté et accompli de véritables coups d'État à notre détriment?

Sans entrer dans les détails au sujet des attaques injustifiables dont nous avons été l'objet au cours de la récente campagne électorale, qu'il me suffise de dire que le fanatisme dont on a fait preuve à notre égard, particulièrement dans la province d'Ontario, a produit ses fruits jusqu'au sein même de notre population. En effet n'a-t-on pas vu la prude cité de Westmount voter le bannissement de l'un de ses plus distingués citoyens, M. A.R. McMaster, K.C., parce qu'il avait osé se porter candidat dans le comté de Brome contre un candidat unioniste! Après une telle aberration, il n'y a plus qu'à tirer le rideau et à s'apitoyer d'une mentalité aussi étroite.

Pourtant, Monsieur l'Orateur, "l'égalité dans la différence" (Ernest Legouvé), comme il serait facile de l'avoir, si on voulait seulement y mettre un peu de bonne volonté!

Je tenais à m'étendre un peu sur ce point, pour mieux étayer ma proposition, savoir que la motion Francoeur est opportune, parce que, encore une fois, notre loyauté ne s'est jamais démentie, tandis que, d'autre part, les luttes que l'on nous a livrées n'ont guère eu de ralentissement depuis au-delà d'un siècle.

C'est le distingué père de notre estimable collègue de Terrebonne (l'honorable M. David) qui a dit: "En politique l'imprévu joue un grand rôle et soulève tous les jours les problèmes les plus émouvants."

En 1867, il était certainement à présumer et à prévoir que le système fédératif comme toutes les institutions humaines, ne pouvait durer indéfiniment et que son opportunité prêterait certainement à discussion, sous une forme ou sous une autre. Qui aurait pu croire cependant ce qui arrive après cinquante années, encore que je ne sois pas prêt, pour ma part, à demander la rupture du pacte fédéral?

D'un autre côté, ne nous illusionnons pas, mais rappelons-nous que l'histoire se répète et que ce qui nous arrive aujourd'hui est le résultat et la conséquence des luttes du passé.

Mais il est temps de se demander: le fruit est-il assez mûr pour se détacher de l'arbre et doit-on aspirer à l'indépendance? Si non, y a-t-il intérêt à demander notre annexion aux États-Unis ou est-il préférable de rester attachés à la couronne britannique, soit en conservant notre *statu quo* ou en faisant modifier le système qui nous régit?

Il ne pense pas que le fruit de la Confédération soit si mauvais que Québec doive se séparer de l'arbre. Il croit que les Canadiens français et les Anglais sont en bons termes, meilleurs que ce que l'on pense, et il réfère aux discours faits par les députés anglais de la Chambre au début de la présente session.

Pour moi, je n'hésite pas à dire, tout en ayant la plus grande confiance dans les destinées et l'avenir de ma province, que nous ne sommes pas mûrs pour l'indépendance, et que je le serais encore moins pour l'annexion.

De là à conclure que nous ne devons pas modifier notre *modus vivendi*, il y a évidemment de la marge.

Si la rupture de la Confédération avait lieu, nous aurions assurément à subir certains désavantages. Ainsi, il y aurait à craindre de la part d'une partie de la population des mécontentements qui pourraient peut-être amener une demande d'annexion aux États-Unis. Et cette séparation, si elle avait lieu, pourrait avoir pour résultat une forte émigration des nôtres dans la république voisine, et partant notre désagrégation nationale.

Je laisse à d'autres orateurs plus expérimentés et plus avertis le soin de discuter davantage cet aspect de la question, et je dis que, quels que soient les inconvénients d'une rupture, je ne suis pas en politique partisan de la doctrine évangélique qui veut que lorsqu'on est frappé sur la joue gauche, on présente la joue droite. Je partage plutôt les vues de Sir Wilfrid Laurier, qui émettait un jour le principe, bien élémentaire du reste, que le pays ne doit pas être gouverné par la province de Québec, que le pays ne doit pas être gouverné par la province d'Ontario, mais que le pays doit être gouverné par le pays, c'est-à-dire que chaque race, c'est-à-dire que chaque nationalité a le droit de jouir des mêmes privilèges et des mêmes avantages.

Malheureusement, on semble vouloir reléguer Québec à l'arrière-plan. Le vote donné au cours des dernières élections dans Ontario et dans les provinces de l'Ouest en est la preuve palpable et indéniable, et ces élections ont été indubitablement une cause de scission et de désunion, particulièrement entre deux provinces voisines. Si la même chose a eu lieu sous l'Union et que l'on ait eu recours à la séparation, il me semble que le remède est encore bon.

N'oublions pas, Monsieur l'Orateur, que la Confédération est un pacte et que chacune des parties contractantes doit en respecter non seulement la lettre, mais surtout l'esprit. Or, depuis trop longtemps déjà, on se plaît à répandre sur le compte de la province de Québec les calomnies les plus noires et les plus viles.

S'adressant aux journaux anglo-canadiens, il dit: Ou bien ce que l'on a dit et écrit de nous est vrai, ou bien c'est faux. Si c'est vrai, comment peut-on tenir encore à vivre avec nous. Si c'est vrai, une telle union ne peut durer plus longtemps.

Si c'est vrai, il n'y a plus d'accord possible et ces braves loyalistes d'Ontario devraient être les premiers à se joindre à nous pour demander et exiger sans retard la rupture de la confédération.

Si c'est faux, que la presse répare et ravale ces outrages.

S'ils ont affirmé des faussetés, leur devoir est de se rétracter sans délai. Et lorsqu'ils en auront fait l'apologie, nous verrons ce que nous aurons à faire.

Si ces messieurs d'Ontario veulent nous voir continuer à vivre avec eux, partageant les mêmes responsabilités, qu'ils cessent leurs attaques et qu'ils se rétractent.

La motion Francoeur a déjà fait beaucoup parler d'elle, spécialement dans la province d'Ontario, pays pratique, où l'on n'a pas l'habitude de s'occuper d'œuvres purement spéculatives. Je

m'étonne à juste titre de l'émoi causé parmi les marchands et les financiers de la province voisine, par le simple avis de la motion de l'honorable député de Lotbinière.

D'après tout ce qu'on a dit de nous dans la presse, sur les tréteaux politiques et ailleurs, il y a raison de s'étonner que ces représentants de la race supérieure ne soient pas très heureux d'accepter la proposition que nous leur faisons et ne soient pas bien aises de se séparer de cette race de lâcheurs et d'arriérés qui est la nôtre. En effet, ce doit être très humiliant pour eux de vivre en contact avec une province aussi déloyale et aussi dégénérée.

Ne perdons pas de vue que le grand homme d'État qui pendant quinze ans a présidé aux destinées de notre pays et qu'Asquith surnommait avec raison le Mentor des conférences coloniales, a dévoué le meilleur de ses énergies et de ses talents à faire régner l'union et la bonne entente entre les différentes races qui habitent ce dominion. Cependant, dès le lendemain du 21 septembre 1911, les choses ont pris une toute autre tournure, et l'on a eu alors la preuve que les compromis et les concessions avaient fait faillite et qu'il ne servait à rien de compter sur le bon vouloir de gens qui auraient pourtant dû apprendre à nous connaître et à nous mieux estimer.

Les véritables coupables d'un pareil état de choses sont les journalistes et les chefs politiques de la province d'Ontario, qui connaissent bien le sentiment du Québec envers cette dernière, qui sont au courant de la façon dont nous traitons ici les minorités, mais qui ont tellement faussement renseigné le public que le mal est maintenant quasi irréparable et qu'il n'est pas surprenant que ce public ajoute la plus grande foi à tout ce qui a été dit et publié sur notre compte.

Ce qui arrive aujourd'hui est, encore une fois, le résultat et la conséquence inévitable des luttes de jadis.

Non seulement les divers systèmes de gouvernement qui nous ont régis avaient pour objet notre anéantissement national, non seulement la province d'Ontario changea aussi souvent d'opinion que la chose faisait son affaire, spécialement en ce qui concernait la question de la représentation basée sur la population, mais la Confédération elle-même fut considérée comme injuste et injurieuse à l'égard de la province de Québec.

Injuste elle était, parce qu'elle constituait un acheminement vers l'union législative, si redoutable pour nous. C'est le grave reproche que faisait Sir Antoine Aimé Dorion au gouvernement d'alors, et si

l'on réfère aux débats qui eurent lieu à cette époque, on constate que dans un discours remarquable de forme et de pensée il cita le vœu exprimé en faveur d'une union législative par l'honorable M. Gald, député de Sherbrooke et ministre des Finances, et ce, à un dîner donné aux délégués des diverses provinces à Toronto, et que pas un membre de la droite n'osa nier une semblable accusation.

Le système fédératif était encore injuste pour la province de Québec parce que, comparativement aux autres provinces et proportionnellement à nos ressources, nous ne touchions pas le montant auquel nous avions droit. Je n'en veux pour preuve que l'admission de M. Tilley, délégué du Nouveau-Brunswick à la conférence de Québec et celle de M. Whelan, délégué de l'Île du Prince-Édouard, lesquels se réjouirent du fait que la Confédération était une excellente affaire pour chacune de ces provinces, vu que le Nouveau-Brunswick devait retirer \$34,000 de plus que ses besoins et l'Île du Prince-Édouard \$48,000.

Le pacte fédéral fut non seulement injuste, mais injurieux à notre endroit. En effet, d'après l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, le nombre des représentants du peuple aux législatures de l'Ontario et du Québec fut respectivement fixé à 82 et à 65, avec privilège pour chacune desdites législatures de modifier et d'augmenter la représentation populaire. N'empêche qu'en ce qui nous concernait, on fit exception pour douze circonscriptions électorales (Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Huntingdon, Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Compton, Wolfe, Richmond, Mégantic et Sherbrooke), dont les limites ne pourraient être altérées ni changées sans le consentement de la majorité des représentants de ces comtés.

Je vous le demande, Monsieur l'Orateur, pourquoi cette distinction arbitraire? On craignait sans doute que nous profitions de notre force numérique pour noyer l'élément anglais. Mais jamais, au grand jamais, nos compatriotes anglosaxons n'eurent à souffrir de nous dans Québec. Au contraire, nous nous sommes toujours fait un titre de gloire et d'orgueil de leur rendre pleine et entière justice. Ils le reconnaissent d'ailleurs, et je n'en veux pour preuve qu'un récent débat qui a eu lieu ici même et au cours duquel tous les orateurs de langue anglaise se sont plu à défendre notre province contre les attaques injustifiables dont elle était l'objet.

J'espère que l'on ne m'accusera pas, en faisant de l'histoire vécue, de vouloir conspirer contre les autres provinces du dominion. Si on me

faisait ce reproche, je pourrais répéter la parole de Lamartine, auquel on reprochait une trop grande amitié pour les révolutionnaires de 1845 et qui disait: "Si j'ai conspiré, c'est à la façon du paratonnerre qui conspire avec les nuages pour écarter la foudre!"

La rupture de la Confédération, je ne la recherche pas, je ne la demande pas, mais je ne la crains pas.

Je ne la crains pas, parce que, nonobstant les dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui est notre *magna charta* et constitue en quelque sorte les palladium de nos libertés politiques et constitutionnelles, il y aura toujours conflit plus ou moins accentué entre la juridiction du Parlement fédéral et celle des législatures locales.

Je ne la crains pas, parce que tôt ou tard, et plus tôt peut-être qu'on ne croit, les populations hétérogènes de l'Ouest canadien, par suite d'une immigration sans cesse grandissante constitueront pour nous un véritable danger contre lequel il importe dès maintenant de se mettre en garde.

Je ne la crains pas parce que si nous étions indépendants des autres provinces, tout en étant sous la tutelle de la couronne britannique, nous serions aussi loyaux et attachés à cette dernière que peut l'être l'île de Terre-Neuve.

Je ne la crains pas parce qu'en cas d'attaque par une puissance étrangère, nous serions intéressés à défendre tout le territoire canadien, comme les autres provinces seraient intéressées à nous protéger et qu'advenant une guerre où il faudrait défendre la mère-patrie, le recrutement de nos soldats pourrait se faire avec beaucoup plus de facilité pour la bonne raison que ceux-ci seraient assurés d'avoir le vrai mérite qui leur est dû et de ne pas être noyés dans des régiments étrangers dont les chefs n'agissent que trop souvent comme de véritables potentats.

Je ne la crains pas, parce que je suis loin de partager le pessimisme de *L'Événement*, qui osait dire le 7 janvier courant (1918): "... notre malheureuse province, sans le régime apathique qu'elle subit n'est seulement pas capable de fabriquer par elle-même une boîte de conserve. Nous obtenons tout de l'Ontario."

Non, Monsieur, nous n'obtenons pas tout de l'Ontario. Grâce à Dieu, à cause de nos ressources, nous sommes capables de nous subvenir à nous-mêmes. Car, telle est la disposition de notre territoire que nul pays au monde, je crois, ne peut rivaliser avec ses richesses naturelles. Nous avons des mines inépuisables, des forêts immenses, des terrains d'une fertilité étonnante et des montagnes qui recèlent dans leurs masses altières des richesses inappréciables.

Malgré les contributions de guerre que nous avons généreusement versées, Québec est la seule des provinces de la Confédération dont les finances se soldent par des surplus.

Nous avons un climat idéal dont la rigueur même semble donner à la terre une force de production remarquable.

La superficie de notre province est d'à peu près un quart de celle des États-Unis et elle est égale à environ le cinquième de celle du Canada.

Nous avons d'immenses réserves de colonisation et nos rivières, comparables à des fleuves, font l'admiration et l'envie des étrangers.

Nos lois ne laissent pratiquement rien à désirer et nous allions ici le système anglais au système français, suivant qu'il s'agit de droit public ou de droit privé.

L'instruction est répandue partout et si elle peut être améliorée, on peut dire qu'elle a donné de bons résultats, surtout depuis la création des écoles techniques et de l'École des hautes études commerciales, qui permettent à notre jeunesse de compléter la somme de ses connaissances sans avoir besoin de recourir à des pays étrangers.

L'agriculture, qui est la base et le fondement de notre prospérité, marche à pas de géants, et nos nombreux pouvoirs d'eaux, de même que nos principaux barrages, entre autres celui du Saint-Maurice, que j'ai eu le plaisir de visiter, constituent une richesse incalculable.

Notre commerce est florissant, nos pêcheries nous rapportent une valeur annuelle d'environ deux millions de dollars, et notre système de banque n'a rien qui puisse nous faire envier le sort des autres provinces.

Si ces dernières, et particulièrement Ontario, produisaient des choses beaucoup différentes de celles que nous produisons nous-mêmes, il y aurait peut-être lieu de craindre une dissolution du pacte fédéral. Mais notre production est à peu près semblable à celle des autres parties du dominion. Du reste, en supposant et en admettant le contraire, il serait toujours facile de contracter avec nos voisins une union commerciale, tout en vivant séparés d'eux au point de vue politique. Ontario, par exemple, ne refuserait assurément pas cette union, surtout si elle y trouve son avantage, et quant à nous, nous pourrions au moins vivre en paix sur notre propre territoire.

J'irai plus loin et j'ajouterai que même si nous avions de grands sacrifices à faire, notre population serait disposée à se soumettre au nouvel état de choses provenant d'une rupture avec les autres provinces.

J'aime mieux, pour ma part, être le capitaine d'une goélette ou d'un petit navire côtier, que de remplir la besogne de chauffeur au fond de cale dans un grand transatlantique. Il en est des peuples comme des individus, et je comprends mieux que jamais les vers de Cyrano: "Sois satisfait des fleurs, des fruits même des feuilles, si c'est dans ton jardin à toi que tu les cueilles! Puis, s'il advient d'un peu triompher, par hasard, ne pas être obligé d'en rien rendre à César. Vis-à-vis de soi-même en garder le mérite. Bref, dédaignant d'être le lierre parasite. Lors même qu'on n'est pas le chêne ou le tilleul. Ne pas monter bien haut, peut être, mais tout seul!" (Cyrano à Le Bret. - Cyrano de Bergerac par Edmond Rostand, deuxième acte, scène VIII)

Monsieur l'Orateur, je sais que j'ai dépassé, et de beaucoup, des limites que l'on ne m'a pas fixées, il est vrai, parce qu'ici le baillon n'est pas mis, limites que toutefois je n'aurais pas dû franchir. Nous avons toutes les libertés et nous disons ici ce qui nous plaît.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça dépend de celui qui parle!

M. Laferté (Drummond): Avant de reprendre mon siège laissez-moi cependant vous faire part de mon optimisme et rappeler à cette Chambre que quel que soit l'avenir qui nous est réservé, nous n'avons aucune crainte à entretenir.

Mais, comme le disait le premier ministre de cette province au cours de la dernière campagne électorale, nous sommes ici les doyens et nous n'entendons aucunement abdiquer nos droits. Nous entendons rester attachés au sol.

Non seulement nos ancêtres ont été les découvreurs de ce sol, non seulement ils ont à l'origine planté leur tente dans Ontario et jusque dans les vastes plaines de l'Ouest, mais ils ont été les pionniers de cet immense territoire qui nous avoisine.

N'oublions pas que les Pères Jogues et Raimbault s'aventurèrent sur les bords du Lac Supérieur dès 1641, soit trente-trois ans à peine après la fondation de Québec; que le Père Allouez établit la mission de La Pointe en 1665 et que le célèbre Père Marquette fonda celle du Sault Sainte-Marie trois ans plus tard. N'oublions pas que l'un des premiers pionniers du Michigan et du Wisconsin fut le Père Mesnard. N'oublions pas que l'un des fondateurs de Saint-Paul, Minnesota, fut Charles Bazile, lequel était originaire de Nicolet. N'oublions pas que Jean-Baptiste Beaubien fut l'un des premiers colons de Chicago. N'oublions pas que Julien Dubuque a été le

fondateur de la ville de l'Iowa et que, dès 1785, il était déjà établi dans l'État du Wisconsin, à l'endroit appelé Prairie-aux-Chiens. N'oublions pas que Milwaukee a été fondée en 1813 par Laurent Salomon Juneau et que ce courageux colon venait de l'Assomption. N'oublions pas que la ville de Détroit fut fondée en 1701 par M. de Lamothe Cadillac, alors qu'un poste y était déjà établi depuis 1685.

Je n'en finirais plus si je voulais énumérer tous les noms glorieux des nôtres qui ont largement contribué, non seulement au développement du Canada, mais de toute l'Amérique du Nord.

Vous savez, Monsieur, que pendant longtemps l'on s'est plu à dire de nous que nous n'étions bons qu'à être des "porteurs d'eau" et des "scieurs de bois". Grâce à Dieu! Les temps ont bien changé. Nous comptons dans nos rangs des industriels distingués et plusieurs millionnaires, et le capital canadien-français a pris à la bourse une importance considérable, au point que les maisons anglaises le recherchent de plus en plus. Aussi bien, les sentiments antipathiques que l'on entretenait autrefois à notre égard ne peuvent plus résister à la force montante d'une race, qui a su prendre ses armes à ses vainqueurs, à ses maîtres d'hier, à ses égaux d'aujourd'hui.

Et maintenant que dire de notre population? Ils n'étaient pas rares les faux prophètes qui, il y a cinquante ans, prédisaient la fin prochaine de notre influence au Canada. Heureusement pour nous, leurs sombres prévisions ne se sont pas réalisées, car aujourd'hui l'élément français est le groupe ethnique le plus important du peuple canadien. Non seulement nos rangs ne sont pas entamés, mais c'est nous qui pénétrons dans ces deux autres groupes. Nous entrons partout où l'on nous refusait naguère l'entrée.

Ainsi, dans la Colombie britannique, nous étions 4,600 en 1901 et 8,907 en 1911: augmentation de 93 %.

Dans l'Alberta, nous étions 4,511 en 1901 et 19,825 en 1911: augmentation de 340 %.

Dans la Saskatchewan, nous étions 2,634 en 1901 et 23,251 en 1911: augmentation de 782 %.

Dans le Manitoba, nous étions 16,021 en 1901 et 30,944 en 1911: augmentation de 92 %. L'accroissement de tous les autres groupes réunis n'a été que de 78 % et celui du groupe britannique de 62 %.

Dans l'Ontario, nous étions 158,671 en 1901 et 202,442 en 1911: augmentation de 27 %. L'accroissement de tous les autres groupes réunis n'a été que de 14 % et celui du groupe britannique de 11 %.

Dans le Québec, nous étions 1,322,115 en 1901 et 1,605,339 en 1911: augmentation de 21 %. L'accroissement du groupe britannique n'a été que de 8 %.

Dans le Nouveau-Brunswick, nous étions 79,979 en 1901 et 98,611 en 1911: augmentation de 23 %. L'accroissement des autres groupes réunis n'a été que de 1 % et le groupe britannique a diminué de 3 %.

Dans la Nouvelle-Écosse, nous étions 45,161 en 1901 et 51,746 en 1911: augmentation de 14 %. L'accroissement de tous les autres groupes réunis n'a été que de 6 %.

Ces chiffres, à première vue, semblent peut-être ennuyeux, mais ils démontrent et prouvent hors de tout doute que, pendant la dernière décade, le groupe d'origine française s'est fortifié dans chacune des provinces de la Confédération canadienne.

Jamais, Monsieur l'Orateur, nous n'avons voulu empiéter sur les droits d'autrui, mais toujours nous nous sommes efforcés de vivre avec nos concitoyens d'origine et de religion différentes dans le plus grand esprit d'harmonie et de concorde. D'un autre côté, nous ne voulons souffrir aucune injustice à notre détriment. C'est tellement vrai que lors de la rébellion des Métis, dans les Territoires du Nord-Ouest, quand ce pauvre Louis Riel fut accusé du crime énorme d'avoir résisté à l'oppression et d'avoir trop aimé ses compatriotes, Honoré Mercier ne put rester insensible à la douleur des Métis et, sans hésiter, il se fit le défenseur de leur chef. Mercier parcourut la province de Québec en tous sens, et au nom d'un million de canadiens en pleurs, il protesta avec toute la force dont il était capable contre l'insulte que l'on venait de faire à toute une race pourtant loyale et fidèle à ses institutions et à ses lois. Il n'eut pas en cette circonstance douloureuse le succès que son cœur de patriote eût désiré, et les supplications de tout un peuple en larmes ne purent empêcher le sombre gibet de se dresser à Régina. Mais une chose au moins doit nous consoler : c'est que chaque fois que, sur ce sol du Canada, foulé et colonisé par nos ancêtres, les valeureux pionniers de l'ancienne France d'Amérique, chaque fois, dis-je, qu'une atteinte sera faite à nos sentiments intimes ou à nos libertés si péniblement gagnées, si vaillamment conquises, il se trouvera des hommes de cœur et d'honneur qui se dresseront spontanément devant l'oppresser pour lui démontrer que la vieille province de Québec n'est pas morte, qu'elle a son mot à dire dans tout ce qui regarde le dominion et que ses citoyens, de même que leurs coreligionnaires des autres provinces, unis par les liens d'une noble solidarité, réclament la reconnaissance de leur droit au soleil de la justice, sur cette libre terre du continent américain.

Il n'a aucune hésitation à appuyer la motion Francoeur et à voter pour elle. Il espère que pas un seul membre de cette Chambre votera contre. Rejeter cette motion, ce serait de l'aplatissement devant les autres provinces et un manque de dignité. Nous leur dirions: vous ne voulez pas de nous mais gardez-nous et nous allons faire tout en notre pouvoir pour vous plaire.

Nous offrons simplement aux autres provinces de prendre notre chapeau et de nous en aller, si elles ne sont pas contentes de nous.

C'est une attitude fière d'autant plus que notre position dans la Confédération est plus forte que jamais, étant donné, ainsi que le dernier recensement en fait foi, que la population canadienne-française grandit à travers tout le dominion et non pas seulement dans la réserve du Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) est d'opinion que la motion Francoeur sera utile à la province.

Comme député et comme journaliste ayant suivi avec attention le développement de la crise actuelle qui s'est traduite par la motion qui occupe la Chambre, je dois dire que je ne suis pas sûr que je pourrais voter pour cette motion, mais je crois que le débat qui se fait, à cette occasion, sera de nature à éclairer l'opinion publique sur une question qui la passionne peut-être outre mesure et aura de bons effets par tout le pays.

Il est contre la motion pour plusieurs raisons. L'une d'elle est que si on en considère la rédaction, on trouve que la province de Québec remet au soin des autres provinces le règlement de la question de la rupture du pacte fédératif.

Elle dit que si, dans les autres provinces, on croit que la province de Québec est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada, l'Assemblée législative est prête à accepter la rupture de la Confédération.

Même si l'on croyait dans les autres provinces que nous sommes un obstacle au progrès du pays, l'Assemblée législative ne devrait pas accepter la rupture du pacte fédératif parce que cette opinion des autres provinces serait absolument erronée. Il ne serait pas sage de se baser sur une erreur des autres provinces pour changer le régime de la province de Québec.

La province de Québec n'est pas et ne peut pas être un obstacle à l'union et au progrès du Canada. Et, ceux qui peuvent partager cette opinion dans les autres provinces ne sont pas des gens qui connaissent la province de Québec, ou sont des gens aveuglés par le fanatisme.

Je me demande l'utilité et la portée de cette motion basée sur une hypothèse.

Qu'arriverait-il si toutes les autres provinces adoptaient des résolutions analogues?

Est-il opportun, d'ailleurs, pour nous de demander la rupture du pacte fédératif? Car on semble croire, dans le public, que c'est ce dont il s'agit en ce moment.

Le sujet aurait dû être porté à la Chambre de la manière normale, en demandant une opinion directe, comme ce que les gens croient en ce moment.

Les gens s'attendent généralement à ce que les députés se prononcent carrément pour ou contre la rupture du régime politique actuel. Quant à lui, il est absolument opposé à ce que notre province cesse de faire partie de la Confédération.

Il ne voit aucun avantage, soit au point de vue de la race, soit au point de vue économique, à isoler notre province des provinces anglaises. Sous le régime actuel, nous jouissons, dans Québec, de la liberté de culte la plus entière, et de la plus complète indépendance, quant à ce qui concerne l'usage de nos institutions, de notre langue et de nos lois civiles. On ne saurait améliorer notre situation, sur ces divers points, en nous séparant.

S'il y a des Canadiens français qui ont à se plaindre d'une restriction de libertés sous quelques-uns de ces rapports, ce ne sont pas ceux de notre province, et nous ne saurions améliorer leur condition en nous isolant des provinces où ils vivent.

Sous le rapport économique, la Confédération a fait beaucoup de bien à la province de Québec, en utilisant le commerce interprovincial. Si nous nous séparions, nous nuirions à la liberté dans le commerce, et notre agriculture et nos industries en souffriraient. Les dernières statistiques établissent que notre production industrielle est aujourd'hui plus considérable que notre production agricole et nous vendons une grande partie de nos produits manufacturés dans les provinces anglaises.

Il cite le cas de l'industrie à Saint-Hyacinthe. Quatre-vingt-dix pour cent des cuirs et des chaussures qui sont manufacturés dans notre ville, sont vendus dans les autres provinces. Il en est de même des produits de notre grande manufacture de tricots et de lainages. Cinquante pour cent au moins des instruments fabriqués par nos manufactures d'orgues sont aussi expédiés dans les provinces anglaises.

Une forte proportion de nos produits laitiers et agricoles sont aussi vendus aux anglais et si nous voulons faire bande à part, peut-on croire que cela améliorera ce commerce qui a fait la fortune de nos campagnes?

Il est de l'intérêt de notre race de continuer à habiter un pays dont le territoire s'étend d'un océan à l'autre; il ne croit pas qu'il soit sage de demander à diminuer l'étendue de notre sphère d'activité nationale, dans le seul but de protester contre les élucubrations de quelques fanatiques habitant les autres provinces.

Les événements de ces derniers temps n'ont pas la portée qu'on veut leur attribuer en certains milieux et ne nécessitent pas la rupture du pacte fédéral.

Ce n'est qu'une tourmente passagère qui a agité les eaux de surface; les eaux profondes n'ont pas été remuées par la tempête. On aurait bien tort de prendre au sérieux les attaques dirigées contre nous. Après que la crise de folie qui s'est emparée de l'humanité se sera apaisée, le calme se rétablira.

Il blâme les attaques injustifiables qui nous viennent de certains fanatiques d'Ontario, ou de politiciens à courte vue. Mais, si nous avons à nous plaindre de l'étroitesse de vue de certains de nos compatriotes de races différentes, nous ne pouvons pas dire que nous sommes exempts de tous reproches sous ce rapport.

Comme journaliste, il a eu à parcourir, en ces dernières années, les volumes de presque tous les journaux de notre province et croit que dans cette province, les Canadiens français devraient arrêter de calomnier les autres provinces s'ils veulent que celles-ci fassent de même.

D'abord, les appels aux préjugés de race et de religion étaient relégués dans les petits journaux de campagne, mais cette campagne a fini par envahir notre grande presse.

Les journaux anglais nous ont attaqués. Mais il importerait de dire à certains journaux français le tort qu'il nous ont fait en attaquant les fanatiques d'Ontario.

Les journaux à sensation d'Ontario font une œuvre antinationale en attaquant à tout propos les Canadiens français, mais nous ne gagnerons rien à suivre ce mauvais exemple.

Il reproche à la presse de Québec d'avoir parfois excité le fanatisme de l'Ontario. Même si les Anglais ont commencé, la province de Québec prouverait sa sagesse en faisant cesser ces causes de désordre.

Il cite des extraits typiques d'un journal montréalais.

Ne nous étonnons pas "si les Anglais des autres provinces ne nous aiment pas, s'ils lisent toutes les bêtises qui paraissent sur leur compte dans nos journaux. Nous les injurions tous les jours, à

pleines colonnes, et nous sommes surpris qu'ils ne nous aiment pas."

C'est une querelle d'enfants. Chaque côté a ses torts.

Si nous voulons que la paix et la bonne entente règnent dans ce pays, il faut que chaque province mette de la bonne volonté, et nous devrions, nous de la province de Québec, donner le bon exemple en faisant cesser chez-nous toute cause de reproche.

Nous pouvons revendiquer nos droits sans nous porter à des excès, qui ne sont de nature qu'à envenimer la querelle.

On devrait aussi cesser de prêcher le boycottage des produits de la province d'Ontario. Conseiller le boycottage d'Ontario est une folie antinationale. Cette restriction voulue du commerce anglais ne saurait nous être avantageuse si les provinces anglaises nous répondent en boycottant nos produits du Québec.

Ce n'est pas en restreignant notre commerce canadien que nous rendrons notre province prospère.

Il s'alarme des conséquences que peut avoir sur la vente de notre fromage la motion Francoeur. Il assure que si nous ne le vendons pas en Ontario, l'Angleterre n'en voudra pas non plus.

C'est un humble ouvrier bottier de Saint-Hyacinthe qui l'a éclairé sur notre dépendance économique envers Ontario.

Il fait appel à l'union des bonnes volontés et il exprime l'espoir que si chaque race veut y mettre un peu du sien, les jours de calme et de concorde luiront sur notre pays pour son plus grand bien.

On agite d'une part le spectre de la domination et de l'autre le spectre de la persécution.

L'on a tort, en certains milieux, de vouloir nous faire passer pour une race de persécutés. La persécution présuppose toujours, chez le peuple qui en souffre, une faiblesse quelconque, et notre race est trop nombreuse et trop forte dans la province pour que nous fassions cette admission.

Nous devons vivre ici comme des frères. Il ne doit pas y avoir d'esclaves ni de persécutés.

Il cite l'auteur anglais Carlisle pour demander à tous de travailler à réaliser dans notre pays une union juste et forte des diverses races qui l'habitent, comme celle qui unit le frère à son frère.

M. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

Monsieur l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 amendant les articles 2161 et 2162 du Code civil relativement à la tenue de certains registres dans les bureaux d'enregistrement;

- bill 16 amendant l'article 3098 des statuts refondus, 1909, concernant les shérifs et les protonotaires.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 54 constituant en corporation la ville de Maple Grove.

Ville de Maple Grove

La Chambre prend en considération les amendements que le conseil législatif a apportés au bill 54 constituant en corporation la ville de Maple Grove. Lesdits amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Ces discours se retrouvent dans les brochures canadiennes. Puisés dans les quotidiens québécois, en particulier *Le Soleil*, ces textes ont été traduits en anglais, à l'époque, par messieurs Savard et Playfair, membres de la galerie de la presse de Québec et d'Ottawa. Nous avons cependant ajouté certains passages dont les auteurs n'avaient pas tenu compte.

2. Ce qui pourrait se traduire: À tout seigneur tout honneur!

3. Selon *The Gazette*, M. Sauvé aurait fait allusion à un récent débat sur la prohibition survenu dans la ville de Québec.

4. M. David fait allusion à l'adoption du "Military Voters Act" qui donnait le droit de vote à tous les sujets anglais faisant partie des forces canadiennes et à tous ceux qui s'étaient enrôlés dans certaines forces anglaises pendant leur séjour au Canada. De plus, une autre loi le "War Time Election Bill" donnait le droit de vote aux parents féminins des soldats tout en l'enlevant aux néo-canadiens venus de pays ennemis et aux objecteurs de conscience.

5. Il s'agit ici d'une citation de Montesquieu modifiée quant au texte original et tirée de son ouvrage *Politique de Montesquieu*, p. 47, 1965, Jean Ehrard, Armand Colin.

6. Selon les journaux, M. David aurait terminé son discours à la séance du soir.

7. Le texte ayant été lu en anglais, nous en reproduisons la traduction en note; "...il serait faux de prétendre que les Canadiens français sont complètement étrangers à la loyauté britannique ou qu'ils ne se reconnaissent aucune obligation en tant que sujets britanniques. Les événements reliés à la guerre actuelle font la lumière sur ce sujet. Les Canadiens français ont consenti à une importante taxation en vue de la guerre et se sont enrôlés en nombre considérable parce qu'ils ont une idée de la loyauté britannique et se reconnaissent une certaine obligation. Ils ne sont pas prêts à aller aussi loin que d'autres Canadiens. Ils se sont enrôlés en nombre beaucoup plus petit, parce que leur loyauté dans cette direction est moins intense et leur sens du devoir moins enthousiaste. S'ils étaient convaincus que la sécurité et le bien-être du Canada étaient directement en jeu dans la guerre, leur réponse serait beaucoup plus vigoureuse."

8. Le texte, ayant été lu en anglais, nous en reproduisons la traduction en note: "Les autorités scolaires en Ontario et dans les autres provinces anglaises devraient faire tout ce qu'elles peuvent pour promouvoir l'étude du français comme langue parlée dans les écoles secondaires et même dans les écoles publiques. Des échanges de vacances et d'affaires entre les provinces devraient être encouragés. Tout bon Canadien devrait devenir, de cœur sinon de forme, un membre de la Ligue de l'unité canadienne."

9. M. Sauvé fait ici allusion à l'Orateur qui l'avait fait taire deux fois pendant son discours de l'après-midi.

Séance du vendredi 18 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni et a décidé d'entendre, le 24 courant, à 8 heures du soir, les représentants ouvriers, qui seront spécialement convoqués à l'effet de donner leur opinion sur l'enquête actuellement poursuivie par le comité spécial permanent de l'agriculture.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 88 constituant en corporation de ville le village de Sainte-Rose;
- bill 108 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 77 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance (The Provident);
- bill 53 concernant Richard Hemsley Limited;
- bill 94 concernant la succession Pierre-Thomas Delvecchio.

**Protection des édifices publics
contre les incendies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 26 pour protéger les édifices publics contre les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Statistiques
de l'enseignement**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1915-1916. (Document de la session no 26)

**Ville
de Maple Grove**

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 constituant en corporation la ville de Maple Grove. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**The Canada Steamship
Lines Limited**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 confirmant deux règlements dont l'un accordant une exemption de taxes municipales et l'autre accordant une commutation de taxes scolaires à The Canada Steamship Lines Limited.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie de
téléphone nationale**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 99 amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de la municipalité de la paroisse de Charette

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 59 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Charette.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds de secours des forestiers catholiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 109 constituant en corporation le Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Charte de Joliette

M. Hébert (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 85 amendant la charte de la ville de Joliette.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Succession Éloi Ouimet

M. Reed (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 concernant la succession de feu Éloi Ouimet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Reed (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions F. T. Judah et S. Caine

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 80 autorisant la vente des immeubles appartenant aux successions de feu Frederick Thomas Judah et de son épouse, la feu dame Sarah Caine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste (Caisse nationale d'économie).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 104 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 66 amendant la loi 5 George V, chapitre 135, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Rosaire de Montréal;

- bill 113 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 68 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet pour les fins civiles et scolaires.

Municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 68 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet pour les fins civiles et scolaires. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession Joseph Masson

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie hydraulique de Saint-François

M. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 amendant la loi constituant en

corporation la Compagnie hydraulique de Saint-François soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la corporation de l'Hôpital général de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant House of Industry and Refuge, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal

Maternity, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Madgalen Asylum (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile des orphelins catholiques, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maternité, aux soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école des aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir pour les aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Ladies' Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Saint Bridget's Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Protestant Infants' Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinquante piastres soit ouvert à sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Hebrew Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, angle des rues Sainte-

Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal (autrefois appelé Young Men's Hebrew Benevolent Society), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'institut McKay, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Foundling and Sick Baby Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Women's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Western Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté

pour Hervey Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Homeopathic Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de Refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des Incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Henri de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Alexandra, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Day Nursery, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Joseph Home for friendless boys, 26, avenue Overdale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children Memorial Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Justine, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Protestant Home, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Male Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour

l'asile Finlay, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Female Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Saint Bridget's Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, enfants trouvés, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maternité, sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40, avenue Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre de la crèche, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Armée du salut, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Jeffery Hale Hospital, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité de Saint-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Bedford, Sweetsburg, comté Bedford, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de Saint-Damien, comté de Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, de Longueuil, comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de La Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul,

pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Drummondville, Drummondville, comté Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général de Lachine, Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph, Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence, Sainte-Élisabeth, comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-

Michel, Buckingham, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas deux centres piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André Avellin, Saint-André Avellin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Mont-Laurier, comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, L'Assomption, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

107. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, Saint-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

108. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la délivrance, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

109. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la délivrance (section orphelinat), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

110. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

111. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Guay (Lauzon), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

112. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

113. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, Louiseville, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

114. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des enfants, Black Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

115. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Joseph Hospital, Thetford Mines, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

116. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élizabeth de Farnham, Farnham, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

117. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la charité, Montmagny, comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

118. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

119. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

120. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général de Maniwaki, Maniwaki, comté Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

121. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur de Hull (Hull), comté Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

122. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

123. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital

général, Sorel, comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

124. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité (Rimouski), comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

125. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix, Marieville, comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

126. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

127. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Hospital, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

128. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la crèche de l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

129. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des vieillards, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

130. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général de Saint-Vincent-de-Paul, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

131. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, Magog, comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

132. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

133. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

134. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

135. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne, Yamachiche, comté de Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

136. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille, Ville-Marie, comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

137. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville, Fraserville, comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

138. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

139. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jérôme (Saint-Jérôme), comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

140. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

141. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

142. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leur maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

143. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

144. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Varennes, Varennes, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

145. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Victoire, Belœil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

146. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, comté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

147. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, Saint-Lin, comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

148. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de la Providence, Chandler, comté Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

149. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité de Saint-Jean-de-Deschaillons, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au lundi 21 janvier, à 8 heures du soir.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du lundi 21 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Oeuvre et fabrique de la paroisse
de Saint-François-d'Assise
de la Longue-Pointe**

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), que les articles 503 à 508 et les articles 510 à 516 du règlement soient suspendus relativement à une pétition et à un bill que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe désirent présenter pour faire modifier la loi 6 George V, chapitre 88, de façon à obtenir de plus amples pouvoirs; qu'il lui soit permis de présenter ladite pétition; que cette pétition sitôt présentée, soit lue et reçue; et qu'il lui soit ensuite permis de présenter immédiatement un bill intitulé: Loi amendant la loi 6 George V, chapitre 88 et donnant certains pouvoirs à l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe, demandant l'adoption d'une loi pour faire modifier la loi 6 George V, chapitre 88, de façon à obtenir de plus amples devoirs.

**Oeuvre et fabrique de la paroisse
de Saint-François-d'Assise
de la Longue-Pointe**

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 119 amendant la loi 6 George V, chapitre 88, et donnant certains pouvoirs à l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Construction d'un pont
entre les villes de Saint-Jean et Iberville**

L'honorable M Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 2 amendant la loi 5 George V, chapitre 9, pourvoyant à la construction d'un pont entre les villes de Saint-Jean et Iberville.

Ce bill prévoit qu'un certain nombre de municipalités bénéficiant des services du pont, incluant Saint-Jean et Iberville, devront payer les coûts d'entretien du nouveau pont traversant le Richelieu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi médicale
de Québec**

M. Roy (Lévis) demande la permission de présenter le bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale du Québec.

Ce bill a pour but de réduire de 41 à 21 le nombre de gouverneurs au Collège des chirurgiens et des physiciens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Maintien des clôtures

M. Hay (Argenteuil) demande la permission de présenter le bill 177 amendant le Code municipal de Québec relativement au maintien des clôtures.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sainte-Rose**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 88 constituant en corporation de ville le village de Sainte-Rose.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Prévoyance

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance (The Provident).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession

Pierre-Thomas Delvecchio

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 concernant la succession Pierre-Thomas Delvecchio.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., statuts refondus de la province de Québec, 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387, etc., pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'étonne de cette augmentation. Il trouve plutôt étrange que les dépenses rattachées à ces perceptions soient si importantes.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique que la somme de \$137,000 votée à la dernière session n'a pas été suffisante et qu'il a fallu couvrir la différence avec des mandats spéciaux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement enlève aux municipalités des revenus qui leur appartiennent légitimement, comme celui que leur rapporteraient les taxes que le gouvernement impose aux automobiles.

L'opposition a déjà demandé que les municipalités partagent les revenus provenant des automobiles avec le gouvernement.

Même dans les endroits où seulement 10 automobiles se trouveraient à payer entre \$20 et \$30 chacune par année, cela aiderait ces municipalités, si elles pouvaient toucher de tels revenus.

Les municipalités rurales sont généralement pauvres et elles n'ont guère de sources de revenu pour équilibrer leur budget. Elles doivent donc taxer davantage les contribuables à mesure qu'on leur enlève des sources de revenu. D'après le trésorier, la province est riche au point de vue financier, elle est à la tête des autres provinces; sans trop se fatiguer, elle pourrait donc facilement partager certaines taxes avec les municipalités. Ainsi, ne serait-il pas opportun de laisser aux petites municipalités le soin de percevoir et d'administrer la taxe sur les automobiles.

Est-il juste, par exemple, que le gouvernement provincial s'empare de toutes les taxes imposées sur les camions-automobiles à Montréal qui rapportent jusqu'à \$75 par année? La cité de Montréal qui a fourni près d'un million de piastres en taxes et, d'après les renseignements du trésorier, \$255,449 rien qu'en taxes sur les automobiles de plaisance et les tracteurs à moteurs, ne retire pas un sou des taxes sur les camions-automobiles qui ne circulent que sur son territoire. Cela n'est pas juste.

Dans les municipalités rurales, l'injustice est encore plus flagrante. Les municipalités pauvres se voyant privées de la taxe de \$20 à \$30, que leur apporterait chaque automobile et qui va entièrement au gouvernement, doivent taxer davantage les cultivateurs. Le gouvernement devrait se montrer moins égoïste, d'autant plus que les municipalités sont surtaxées, ce qui paralyse le progrès.

Et à ce sujet, il demande si le rôle d'évaluation dans ces municipalités est bien juste. Dès qu'un cultivateur ou autre citoyen, dit-il, a fait d'importantes améliorations à sa ferme ou à son habitation, ce qui en augmente la valeur, au lieu de lui donner une prime qui l'encouragerait et

encouragerait les autres, on s'empresse de le taxer davantage. Ce principe est ennemi de tout progrès. C'est une anomalie qui est due au fait que le gouvernement prive à son bénéfice des municipalités de revenus légitimes.

Il croit que si le gouvernement laissait quelques autres sources de revenus aux municipalités, outre la taxe foncière, celles-ci pourraient peut-être donner plus de répit aux contribuables, amis du progrès. Le système actuel est une prime à l'esprit routinier. Puisque le gouvernement est riche, il devrait faire tout en son possible pour donner aux municipalités l'avantage de partager avec lui les produits de certaines taxes.

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

Lorsqu'on a adopté la loi imposant des taxes sur les véhicules-moteurs, on l'a fait après une étude sérieuse. La province, en percevant et en appliquant cette taxe, ne fait que ce qui est approprié de faire.

Après avoir bien considéré et étudié ce qui se passe ailleurs, en Ontario, aux États-Unis et en d'autres endroits encore, il n'y a pas de raison de changer de système.

Que voit-on ailleurs en effet? En Ontario et dans les autres provinces, dans l'État du Massachusetts ainsi que dans d'autres États américains, les gouvernements provinciaux et d'État perçoivent la taxe sur l'automobile, et les villes contribuent quand même à l'entretien et à la construction des routes provinciales ou d'État. Le gouvernement de l'Ontario a taxé Toronto et Hamilton et les autres municipalités situées le long de l'autoroute Toronto-Hamilton.

Le système suivi ici était identique à celui que l'on a mis en vigueur, après l'avoir éprouvé dans l'Ontario et dans plusieurs États américains, mais avec cet avantage pour les municipalités, des villes ici, par exemple, qu'elles ne sont pas obligées de contribuer directement à l'entretien de la voirie.

Dans la province de Québec, chaque dollar perçu par le biais de la taxe sur les automobiles sert à défrayer les dépenses de construction et de maintien des bons chemins provinciaux.

Le gouvernement perçoit la taxe sur les automobiles, il est vrai, mais il la rend au centuple aux municipalités par les octrois pour la voirie et par les bénéfices qu'il leur donne avec sa loi des bons chemins. De telle sorte que certains comtés, dans les régions rurales, dont on retire environ \$2,000 en taxes sur les automobiles, reçoivent dix et quinze fois ce montant en amélioration de la voirie.

Le gouvernement distribue environ \$2,000 par comté. Les municipalités reçoivent ainsi par voie de taxes ou d'octrois du gouvernement plus qu'elles ne recevraient en recueillant elles-mêmes la taxe.

La province n'a pas demandé de contribution à Montréal, Sherbrooke, Québec, Trois-Rivières et non plus à quelques autres villes pour les routes. On a entendu récemment, aussi, beaucoup de discussions à propos du fait que Montréal paierait les taxes de la province.

Cela n'a aucun sens. En fait, Montréal paie probablement plus qu'elle ne devrait sur certains items, mais de manière générale, il s'avère qu'avec un tiers de la population de la province, Montréal paie environ un tiers des taxes, et c'est ainsi que cela fonctionne en général.

Dans les provinces où ces taxes sont retirées par les municipalités, elles sont affectées aux chemins municipaux, ce qui revient à la même chose en somme.

Il nie le fait que le gouvernement perçoive quelque taxe que ce soit devant revenir aux municipalités et fait remarquer qu'il n'y a pas ici, comme c'est le cas partout ailleurs, de taxe foncière provinciale, tout cela étant laissé aux municipalités. En somme, les municipalités devraient être satisfaites qu'on ne leur en demande pas davantage.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) parle dans le même sens.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La province de Québec étant à la tête des autres provinces, sa situation ne peut être assimilée à celle des autres provinces plus pauvres et où l'on collecte comme ici les taxes sur les automobiles. Les besoins ne sont pas les mêmes.

Lorsqu'on a décidé de verser le produit de ces taxes dans les coffres du trésor provincial, le gouvernement de la province ne demandait aux municipalités que deux pour cent d'intérêt sur les sommes nécessaires à la construction de bons chemins, alors qu'il exige aujourd'hui trois pour cent.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): J'affirme que nos municipalités sont en bonne condition, qu'elles reçoivent une part équitable de l'impôt et que le gouvernement ne leur enlève aucune source légitime de revenu, au contraire. La taxe sur les autos donne à la province, chaque année, environ \$494,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour régistrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent en France, traitement et allocation pour loyer du bureau, etc., pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi n'avons nous pas de représentant en France? Un représentant de la province en France serait au moins aussi utile qu'en Belgique et à Londres.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): La province n'a pas encore de représentant spécial en France. On laisse subsister cet item au budget en attendant qu'il en soit nommé un. La province de Québec a été la première à nommer un représentant en France, dans la personne de l'honorable M. Hector Fabre qui fut appelé ensuite à représenter en même temps le Canada. Après la mort de ce dernier, le gouvernement fédéral nomma l'honorable Dr Philippe Roy pour représenter le Canada en France. Il a agi de même à la demande des deux gouvernements jusqu'à ce que le gouvernement fédéral, pour une raison qu'il n'a pas fait connaître, ait exprimé l'opinion que l'agent du Canada ne remplisse pas les fonctions d'agent de la province de Québec. Il n'a pas fait de rapport annuel.

Rien ne nécessite actuellement la nomination d'un représentant attitré de la province en France. Nous en nommerons un, mais nous attendons la fin de la guerre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve que, au point de vue de la colonisation, au point de vue des relations, la province devrait avoir un représentant spécial en France. Pourquoi un représentant en Angleterre, un autre en Belgique et aucun en France?

Il demande si le travail de M. Roy pour le Canada ne viendra pas interférer avec celui de la province en matière de commerce et d'immigration.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): L'honorable Dr Roy s'occupe temporairement des intérêts de la province de Québec en France.

D'un autre côté, M. Godfroy Langlois, agent de la province de Québec en Belgique est, depuis l'invasion du territoire belge, à Paris, installé temporairement dans les bureaux de l'honorable Dr Roy et s'occupe aussi des intérêts de la province de Québec en France, en même temps qu'il s'occupe de remplir sa fonction auprès des Belges. Il se charge de renseigner tous ceux qui veulent des informations sur la province et les avantages qu'elle peut leur offrir. Il lui faut procéder avec beaucoup de discrétion à cause de la sévérité des lois françaises concernant l'émigration, surtout en temps de guerre, de même que des lois de police qui sont rigoureuses. Le gouvernement provincial fera de son mieux pour attirer l'immigration française et l'immigration belge dans notre province. Nommer immédiatement un représentant à Paris ne nous rapporterait guère en ce moment. Nous attendons la fin de la guerre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ne pas l'avoir nommé avant la guerre? Ne croit-on pas qu'il eût été fort utile même alors? M. Langlois s'occupe également de l'immigration française et de l'immigration belge. D'après les rapports que cet officiel doit envoyer au gouvernement, ce dernier croit-il qu'il pourra être fait quelque chose de pratique au point de vue de l'immigration française et belge après la guerre?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): M. Godfroy Langlois s'en occupe activement. Il fait de la propagande et nous renseigne.

Il croit qu'une telle immigration se produira, si l'on en croit les rapports reçus par M. Godfroy Langlois, agent de la province en Belgique et qui a travaillé en France en raison de l'état de guerre en Belgique, afin d'attirer l'immigration française ici. Il ne peut pas y avoir d'immigration pendant la guerre, dit-il. Le gouvernement français ne le permettrait pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les données de M. Langlois sont justes? Le premier ministre fait-il confiance à M. Langlois?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre n'a pas toujours cru en M. Langlois?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le chef de l'opposition ne croit pas toujours au premier ministre. Il y croit, cependant, des fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le premier ministre ne croit pas M. Langlois plus souvent...

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Oh oui! plus souvent.

Il explique les services que rend M. Langlois. Il cite une lettre qu'il reçoit aujourd'hui même. Il avait tenu à s'informer au sujet de la grande foire annuelle de Lyon organisée par M. Herriot et où tous les pays du monde ont des agents pour surveiller leurs intérêts. Souvent, il s'était demandé: Est-ce que la province de Québec n'aurait pas intérêt à y être représentée?

M. Langlois, dans une communication, explique en effet que la province aurait le plus grand intérêt à exhiber et à être représentée à la foire de Lyon. Nous ne nous ferons jamais assez connaître en France.

Sur sa recommandation, le gouvernement a décidé de faire représenter la province à la foire de Lyon pour la faire connaître davantage et attirer ici une immigration française.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'inquiète si cette somme de \$3,000 n'aurait pas été versée à d'autres fins.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Pas un sou!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas un dollar non plus?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Pas un sou, pas un centin, pas un dollar, pas un rouble, pas un franc, quoi!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent de la province à Ottawa, traitement, comprenant toutes les dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): M. Joseph Turcotte est un avocat d'expérience qui s'occupe de surveiller les intérêts de la province de Québec à Ottawa. Il prend connaissance des projets de loi qui peuvent intéresser notre province, il les étudie et fait rapport au besoin. Et, quand besoin il y a, il se rend sur les lieux pour défendre les intérêts de notre province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce lui qui est allé à Ottawa dernièrement pour essayer d'empêcher la passation du récent décret du gouvernement fédéral empêchant les provinces d'émettre des obligations sans le consentement du ministre des Finances?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Non. Il n'en a pas été informé, pas plus que nous d'ailleurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement provincial a-t-il souvent des conférences avec le gouvernement fédéral?

Il fait remarquer que le gouvernement n'aime pas conférer avec les autorités d'Ottawa.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement provincial est toujours heureux de conférer avec Ottawa.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre, c'est entendu!

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Pas seulement. Le ministre de l'Agriculture a fait l'an dernier plusieurs voyages à Ottawa où il a discuté des questions importantes avec le ministre de l'Agriculture du Canada. Son assistant, M. H. Grenier, arrive justement d'Ottawa où il a passé quatre jours à conférer avec le ministre de l'Agriculture du Canada.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela doit être en rapport avec l'octroi fédéral pour l'agriculture.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) affirme que c'était au sujet des meilleurs moyens à prendre pour s'assurer la main-d'œuvre pour la production agricole, l'initiative relevant des autorités fédérales.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres

soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un officier spécial, Côte Nord du Saint-Laurent, traitement, dépenses de voyage (O. C. no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble qu'on tire assez de ce temps-ci. Ce n'est guère la peine de payer pour encourager.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Oui, mais encore faut-il bien tirer!

Il explique que c'est pour encourager les militaires à défendre la province et le pays, comme par le passé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre tire bien, lui?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Pas si mal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S.-P.

Robins, principal retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de O. C. no 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve minime le crédit de \$300 alloué à la Société de géographie.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) lui explique que la Société, qui a surtout pour but de publier une revue, fort appréciée, a fixé elle-même le montant de ce crédit, et qu'elle en est satisfaite.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

15. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement de la tuberculose, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour dépenses de bureau en sus du montant autorisé par 8 Edouard VII, chapitre 11, section 4, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'étonne de ce chiffre élevé. Il veut savoir si, à tous les points de vue, le Dr Pelletier nous rend de réels services.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Oui, à tous les points de vue.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne fait pas ces remarques simplement pour critiquer, mais pour renseigner la province.

Il demande si le docteur envoie des rapports au gouvernement et si par ailleurs c'est lui qui nous adresse les immigrants anglais de qualité inférieure dont se plaignent tant les feuilles ministérielles.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement n'a que des éloges à faire à son commissaire qui n'envoie que des immigrants de qualité; il ne fait pas de rapport mais échange avec le ministère une correspondance assez volumineuse qui est à la disposition du chef de l'opposition.

Sans avoir le luxe de certains bureaux d'autres provinces, ceux de Québec sont tout aussi appréciés et les résultats obtenus de cette agence sont, pour nous, très précieux. L'honorable Dr Pelletier se tient constamment en relations avec les commerçants de beurre, de fromage et de poisson, entre autres, et contribue largement à étendre nos relations sur le marché anglais. Les produits variés de notre province sont exposés dans les bureaux de l'agence où tous les visiteurs peuvent les admirer et en juger la valeur. Notre province ne peut pas être plus avantageusement représentée en Angleterre qu'elle l'est actuellement par l'honorable Dr Pelletier.

Il lui rappelle les éloges que lui discernait naguère un de ses partisans.

Si le chef de l'opposition avait encore à côté de lui M. Alphonse Bernier, ancien député de Lévis qui a visité souvent le bureau du Dr Pelletier à Londres, je ne pourrais lui donner de meilleur témoin pour lui prouver l'œuvre efficace qu'accomplit là-bas notre représentant. On se souvient que M. Bernier avait déclaré que M. Pelletier faisait un travail splendide et demandait même que le traitement du Dr Pelletier fût augmenté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'espère que ça n'est pas pour cela que le premier ministre l'a fait battre dans son comté?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Si l'honorable chef de l'opposition avait voulu m'accompagner dans le comté de Lévis, nous aurions sûrement parlé du même côté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour M. Bernier?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Non, contre la cause qu'il défendait. Mais d'ailleurs, on m'a reproché de n'avoir pas fait assez de zèle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le premier ministre reçoit souvent de ces critiques de la part de ses partisans?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Non, pas souvent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
17. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent général de la province en Belgique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.
Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit l'œuvre avantageuse pour la formation de notre jeunesse. Les résultats obtenus justifient l'encouragement que lui donne la province en souscrivant cette somme de \$5,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
19. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Commission pour procurer de l'emploi aux ouvriers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) prend la parole.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Chaque soldat de retour ici et qui a appliqué pour un emploi à la Commission trouve une place. La Commission est sous la direction de l'honorable Georges Simard, un membre du Conseil législatif, et son bureau principal est situé dans l'édifice Dandurand à Montréal.

Depuis les deux dernières années, un travail important a été effectué pour les soldats qui sont de retour ici, et malgré que tout ce travail ait été fait dans l'ombre, les hommes n'en ont pas moins témoigné leur appréciation.

Le crédit de \$6,000 accordé cette année à la Commission pour procurer de l'emploi aux ouvriers représente une augmentation de \$3,000 par rapport à celui de l'an passé.

L'explication en est simple. Avec l'augmentation du nombre de soldats blessés de retour au Canada chaque année et l'augmentation des demandes faites afin de trouver un emploi à ces hommes, la charge de la Commission doit être augmentée en conséquence pour lui permettre de répondre à la demande.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, pour le département de la pharmacie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.
Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 30 juin 1918, 3% par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les édifices publics et loi des établissements industriels, statuts refondus de la province de Québec, 1909, articles 3749-3789; 3829-3866, tels qu'amendés par 1 George V, (1re session), chapitre 27; 2 George V, chapitre 36 et 3 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, statuts refondus de la province de Québec, 1909, articles 2489-2520-Loi des différends ouvriers de Québec-salaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les bureaux de placement des ouvriers, statuts refondus de la province de Québec, 2520*d*, 1 George V, chapitre 19, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

Séance du mardi 22 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Compagnie de chemin de fer
de la rivière Rouge**

M. Achim (Labelle) propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. Caron), que les articles 503 à 508 et les articles 510 à 516 du règlement de cette Chambre soient suspendus relativement à une pétition demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge, et que ladite pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter un bill à cet effet à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- la pétition demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rivière Rouge (M. Achim).

M. Achim (Labelle) demande la permission de présenter le bill 120 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rivière Rouge.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Comptables de la province
de Québec**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), que les articles 503 à 508 et les articles 510 à 516 du règlement soient suspendus relativement à une pétition et à un bill que l'Association des comptables de Montréal et l'Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec désirent présenter pour constituer les comptables de la province en un corps public auquel seront accordés certains privilèges spéciaux; qu'il lui soit permis de présenter ladite pétition; que cette pétition sitôt présentée soit lue et reçue, et qu'il lui soit ensuite permis de présenter immédiatement un bill constituant en corporation les comptables de la province de Québec.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de l'Association des comptables de Montréal, une pétition pour constituer les comptables de la province en un corps public auquel seront accordés certains privilèges spéciaux (M. Létourneau).

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 179 constituant en corporation les comptables de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants :

- bill 112 amendant la charte de The General Hospital;

- bill 173 amendant l'article 7033 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurances contre le feu.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 170 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales.

M. Therrien (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'abbé J.-A. Brulé et autres, demandant l'adoption d'une loi fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham pour les fins civiles et scolaires;

- d'Ernest-Édouard Fairman, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le titre à une partie indivise du lot numéro 177 de la paroisse de Montréal, et à certains lots de subdivision de cette même partie.

Votre comité recommande que l'article 516 du règlement soit suspendu et que les délais pour la présentation des bills soient prolongés au 30 janvier courant inclusivement.

Votre comité recommande à l'assemblée de prolonger au 8 février prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation du délai.

Le rapport est adopté.

Quartier Notre-Dame-de-Grâce de Montréal

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 118 ratifiant le titre de la partie subdivisée du numéro 177 au plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, située dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 98 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham, pour les fins civiles et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Fondation d'un hôpital vétérinaire

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il affecté à la fondation d'un hôpital vétérinaire?

2. Ce montant sera-t-il payé à même les subsides votés par cette Chambre?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1. \$35,000.00.
2. Non.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35

amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dommages à la personne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Motion Francoeur sur la rupture du pacte fédératif de 1867

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion proposée le jeudi 17 janvier: Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte fédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada.

M. Tessier (Rimouski): Si la motion présentée par mon honorable ami de Lotbinière (M. Francoeur) l'eût été il y a cinq ou six ans, tout le monde se fût récrié et elle aurait été accueillie avec surprise et étonnement au Québec. Aujourd'hui, il n'en est pas de même. L'annonce de cette motion, bien qu'elle ait ému l'opinion publique dans les autres provinces, n'a provoqué qu'un demi-étonnement ici, on semblait même s'y attendre et, en certains quartiers, elle a rencontré le désir d'un grand nombre.

C'est que cette motion, qui met pourtant en discussion la question si grave de la rupture du pacte fédératif de 1867, semble à plusieurs être la conséquence naturelle et logique des événements qui se sont succédé depuis quelque temps.

Y a-t-il, dans les provinces de l'Ouest et la province d'Ontario, une campagne systématique organisée contre la province de Québec et attisée par le fanatisme et la haine de tout ce qui est français? Je le crois. Mon honorable ami de Lotbinière, l'autre jour, l'a surabondamment démontré.

Ces discours, ces écrits et ces articles de journaux qu'il nous a cités représentent-ils l'opinion de la majorité des habitants de ces provinces? Je ne veux pas encore le croire.

Je veux croire plutôt et encore qu'ils sont l'œuvre de fanatiques aveuglés, d'inconscients démagogues, et ne représentent pas l'opinion de la majorité, qui est encore saine et plus éclairée.

Savez-vous, Monsieur, que, malgré ces appels aux passions, au fanatisme et à l'intolérance, les candidats de Sir Wilfrid Laurier dans Ontario ont accueilli, aux dernières élections fédérales, un nombre plus considérable de suffrages qu'aux élections de 1911? Et l'on sait pourtant avec quelles armes s'est faite la dernière campagne électorale!

À tout événement, Monsieur, que les fanatiques d'ailleurs pensent, disent et écrivent de notre province ce qu'ils voudront, je n'en ai cure.

Ils ne peuvent empêcher que ce qui est, soit et reste, ils ne peuvent changer les faits historiques et l'ordre de chose établi en ce pays, ils ne peuvent empêcher que la nationalité française continue non seulement à exister, mais à y vivre, à s'y épanouir et à grandir en influence, en force et en nombre.

C'est leur donner trop d'importance que de s'en occuper et il vaut mieux entretenir à leur égard, "un sentiment consolateur qu'on nomme le mépris", comme disait M. Necker.

Mais ne trouvons-nous pas, Monsieur, dans ces insultes et ces injures à l'adresse de la race canadienne-française et de notre province, un aveu mal déguisé de la crainte que leur inspire notre force et notre influence grandissant sans cesse?

Et les ennemis de Québec viennent d'aller plus loin qu'ils ne l'avaient jamais été: on ne recule pas même devant la violation du droit sacré de propriété.

Permettez-moi, Monsieur, de vous lire quelques lignes du journal *The Globe* de Toronto, écrites le 18 courant, le lendemain de l'ouverture de ce débat. Elles confirment ce que je viens de dire.

On veut maintenant, avant de concéder des terres à un nouvel arrivant dans la province d'Ontario, le forcer à signer un affidavit par lequel il s'engage expressément à se conformer en tout point à l'unique règlement 17 proscrivant l'usage et l'enseignement du français dans les écoles, et ce qui est pire encore, on légalise la spoliation de la propriété en décrétant qu'en cas de désobéissance au règlement 17, le colon perdra tous ses droits de propriété sur la terre achetée du gouvernement et tous les argents payés par lui en acompte sur le prix d'achat de ladite terre, et les améliorations qu'il y aura faites seront confisquées au profit de la couronne sans aucune compensation en retour.

Et le journal ajoute:

"Le *Globe* a été informé hier, par un orangiste bien connu, que le nouveau règlement vise les Canadiens français qui, depuis quelque temps, affluent du Québec vers la nouvelle Ontario, avec l'objectif, craint ce dernier, de contrôler les élections dans cette partie de la province."

L'affidavit contient ce paragraphe: "Je comprends que le non-respect des engagements ou des déclarations faits ici entraînera, en plus des autres pénalités auxquelles je peux être sujet, la perte sans compensation de tous mes droits et des argents payés en acompte pour l'achat d'une terre."

Voilà où on en est rendu et ce que la peur fait commettre à ces gens.

Et malgré tout, Monsieur, j'ai une foi invincible en l'avenir et dans la destinée de la race canadienne-française et de la province de Québec et dans la Confédération. Ce n'est pas la première crise que nous traversons; celle-ci passera comme les autres. Où le père a passé passera bien l'enfant.

Nous y sommes habitués, d'ailleurs, car nous avons toujours lutté en ce pays, d'abord pour l'existence, puis pour la survivance, et toujours nous avons triomphé.

Nous avons même les moyens d'être généreux, et je pourrais appliquer à la race canadienne-française le mot de Saint-Augustin parlant de Dieu: "*Patiens, quia aeternus*".

Que nos détracteurs se le tiennent pour dit. Nous sommes ici pour y rester.

Depuis longtemps nous avons gagné et gagnons chaque jour la course du flambeau. La merveilleuse vitalité de notre race s'affirme chaque jour davantage, et la flamme qui ne doit pas s'éteindre, non seulement ne vacille pas, ni ne diminue, mais elle brûle plus vive que jamais et monte plus haut qu'elle n'a jamais monté. Je le répète, Monsieur, je ne suis pas encore un séparatiste. Bien que la Confédération, non à cause de nous, mais par le fait des autres, semble chanceler sur sa base, je crois encore à des jours meilleurs et à un retour à une mentalité plus saine dans les autres provinces. La situation était bien plus critique pour nous, lors de l'Union, en 1840, alors que l'on voulait nous faire complètement disparaître. Lord Durham disait en effet, dans son rapport toujours célèbre: "Le gouvernement doit avant tout se proposer d'établir dans cette province une population de lois et de langue anglaises et de ne confier le gouvernement du pays qu'à une législature exclusivement anglaise."

Et pour mettre son plan à exécution, on privait d'abord le Bas-Canada du nombre légitime de ses représentants, puisque, avec une population du double de celle du Haut-Canada, l'on décréait une représentation égale pour les deux parties du pays: la langue française était complètement bannie des débats et on faisait payer par le Bas-Canada la dette du Haut-Canada.

Cependant, Lafontaine ne voulut pas demander le rappel de l'Union. Son esprit éclairé et son jugement averti lui montrèrent le parti que l'on pouvait tirer même de cette constitution. Il contracta avec Robert Baldwin cette alliance si féconde en heureux résultats, et ce dernier disait de Lafontaine, en 1844: "Quant à M. Lafontaine, en ce qui me

regarde, je suis aussi fier de l'avoir pour guide et pour chef que content de l'avoir pour ami. Je le dis au peuple du Haut-Canada: à mon avis, il ne saurait trouver un homme plus attentif à ses intérêts, plus décidé à lui donner une administration qui puisse le satisfaire."

Et s'il m'est permis, Monsieur, de rappeler ici un fait particulier, je vous dirai qu'en 1842, alors que Baldwin fut défait dans le comté de York par le fanatisme ontarien, le député d'alors, du comté de Rimouski, lui offrit son siège, et Baldwin y fut élu sans opposition; tandis que Lafontaine, lui-même battu dans le comté de Terrebonne, trouvait un siège dans la province d'Ontario.

La province de Québec a, sans contredit, à se plaindre par moments de la manière dont le pacte fédératif est interprété et ses termes observés. Nombreux et sérieux sont ses griefs. Depuis quelques années surtout, notre autonomie a souvent été mise en péril. Et la plupart des actes du pouvoir central constituent une série de tentatives d'empiétement contre les droits qui nous sont chers et des violations de notre liberté de légiférer et de nous gouverner. Qu'il me suffise, Monsieur, d'en énumérer quelques-unes.

En 1913, le gouvernement d'Ottawa contesta le droit des provinces d'accorder à une compagnie incorporée par charte ou lettres patentes provinciales, le droit de transiger dans une autre province, et prétendit que cette compagnie ainsi incorporée dans une province ne pouvait avoir de statuts ou place d'affaires dans une autre province, sans obtenir sa charte et ses pouvoirs d'Ottawa. Et il fallut aller jusqu'au Conseil privé pour faire reconnaître les droits des provinces et faire déclarer mal fondée la prétention du pouvoir central.

Plus tard, en 1916, le gouvernement d'Ottawa est revenu à la charge pour tenter de s'emparer, cette fois, par le moyen d'un arrêté ministériel, du contrôle des pêcheries situées dans les eaux de cette province où la marée se fait sentir. Mais encore cette fois, il se trouvait à Québec un gouvernement jaloux de nos droits. La question a été référée aux tribunaux, et la Cour du banc du roi, le 17 février 1917, nous donnait gain de cause. La tentative avait échoué.

Et que dire, Monsieur, de l'odieuse loi du Canadien Nord faisant payer à la province de Québec des sommes dont le paiement avait été garanti par les gouvernements des autres provinces.

Et la loi des élections en temps de guerre au moyen de laquelle on a fabriqué un électorat spécial, et, disons le mot, quelque dur qu'il soit, volé un nouveau mandat.

Il n'est pas étonnant que cette mesure ait soulevé l'opinion publique en cette province et que son peuple ait été remué jusqu'en ses fibres les plus secrètes.

J'ai dit "Volé les élections", et le terme est exact. Ce résultat, on l'a obtenu :

1. Par le défranchissement des aubains (sic), qui a fait disparaître dans les provinces de l'Ouest entre 40 % et 60 % des électeurs.

2. En confiant la préparation des listes électorales à des énumérateurs nommés par le gouvernement et qui étaient ses créatures.

3. En donnant le suffrage à une classe spéciale de femmes.

4. En donnant le droit de vote à des électeurs dont des milliers n'ont jamais eu de domicile ou de résidence au pays, et en leur accordant la faculté de choisir l'endroit où leur vote doit être appliqué.

Un autre grief de la province, et non moins sérieux, c'est le refus du dominion de réajuster le subside fédéral.

En 1906, sur les représentations qui lui furent faites par la conférence interprovinciale siégeant à Québec en 1902, le gouvernement d'alors, présidé par Sir Wilfrid Laurier, augmenta considérablement le subside fédéral payé annuellement aux provinces.

En 1913, une autre conférence interprovinciale eut lieu, et une résolution fut unanimement adoptée demandant un nouveau réajustement et fournissant à l'appui les raisons qui justifiaient cette demande.

J'y vois, entre autres choses, que les droits de douane et d'accise que les provinces ont cédés au Canada en 1867 s'élevaient alors à la somme de \$11,580,000 pour lesquels elles ont reçu par le subside fédéral la somme de \$2,227,000 en chiffres ronds.

En 1913, le total du revenu, en droits de douane et d'accise, s'est élevé à \$133,000,000 et les provinces ne reçoivent, en subsides d'Ottawa, que \$10,281,000.

Il est donc faux de dire, comme je l'ai souvent entendu en cette Chambre, que le subside fédéral est un cadeau et un don fait par le pouvoir central à la province. À part d'être l'exécution, par lui, d'une clause expresse du pacte fédératif de 1867, ce n'est qu'une faible compensation pour le revenu cédé par la province au gouvernement du Canada, lors de la Confédération, revenu qui a augmenté, depuis, beaucoup plus que le subside en proportion et dont la province a été, depuis, privée.

Et cependant, malgré ses représentations avec preuve à l'appui, le gouvernement Borden a refusé l'augmentation du subside fédéral aux provinces, alors qu'en 1906 le gouvernement Laurier l'avait fait.

Mais il y a plus encore, Monsieur, et ceci est pour nous une forte raison du malaise indéniable qui règne au sein de notre population.

Les principes du gouvernement responsable et démocrate qui nous était garanti par le pacte fédératif de 1867, ont depuis quelque temps, été mis de côté et violés à maintes reprises.

Ils ont été remplacés par l'arbitraire et l'absolutisme, et nous ne sommes plus gouvernés par le Parlement composé des représentants librement choisis par le peuple et qui légifèrent pour lui, mais par le moyen d'arrêtés ministériels.

En voulez-vous un exemple récent, Monsieur: je citerai l'arrêté ministériel par lequel le gouvernement fédéral a décrété la main mise sur toutes les émissions d'obligations ou d'actions, faites par les gouvernements provinciaux, les corporations publiques ou privées. Il décrétait, avec un cynisme et une insolence outrageante, la mise en tutelle ou, plutôt l'interdiction de la province de Québec et de nos corporations municipales et scolaires, et paralysait la vie économique de notre province.

Il n'y a plus qu'à rétablir les lettres de cachet et nous serons retournés aux plus beaux jours de la monarchie absolue.

Heureusement, Monsieur, nous avons un gouvernement à Québec, qui se faisant le ferme défenseur de nos droits et de notre autonomie, et jaloux de nous en conserver la plénitude, n'a pas été lent à protester à chaque occasion.

Il a chaque fois parlé le langage du bon sens. Il a parlé avec fermeté, il a parlé avec modération. Il a dit ce qu'il fallait dire. Il convient de l'en féliciter et de lui assurer qu'il a, avec lui, l'opinion publique presque unanime de la province.

Vous étonnez-vous après cela, Monsieur, que l'on parle, en cette province, de la rupture du pacte fédératif?

Quant à moi, je le répète, je n'ai pas perdu l'espoir en des jours meilleurs et en la naissance d'une mentalité plus saine.

Mon honorable ami de Terrebonne (M. David) disait, avec raison, qu'à toutes les périodes difficiles et critiques de notre histoire, notre race avait toujours trouvé, dans les autres provinces, des alliés et des amis dévoués.

Je veux croire qu'il en sera encore ainsi, et que l'esprit de Robert Baldwin n'est pas mort tout entier. Mais si nous avons ainsi trouvé des hommes courageux et éclairés qui se sont faits les champions du droit et de la tolérance, nous avons aussi toujours eu, aux heures tragiques, pour nous guider, de grands chefs, Viger, Lafontaine, Cartier, Morin.

Nous en avons encore maintenant, Laurier, Gouin.

Le colosse qui préside aux destinées de notre province depuis 12 ans n'a pas de pied d'argile.

Sieyès, à qui l'on demandait comment il avait traversé la période troublée et sanglante de la révolution répondait: "J'ai vécu", ce qui était déjà beaucoup.

La race canadienne-française a fait mieux que vivre depuis que la providence l'a attachée aux rives du Saint-Laurent. Non seulement elle a vécu, mais elle a grandi, elle s'est développée, souvent dans des conditions expressément difficiles.

Les 600,000 Canadiens français de 1760 sont aujourd'hui 2 millions et quart au Canada, un million et trois quarts dans la grande république du Sud.

Ils forment un tiers de la population de ce pays.

Ils ne demandent que la même mesure de justice qu'ils donnent aux autres, et il n'y a jamais eu de question scolaire, ou de conflit de langue ou de race dans la province de Québec.

Et en terminant, je répète à mes compatriotes des autres provinces ces sages paroles d'un chef irlandais à ses compatriotes de l'Ulster:

"Nous ne demandons pas de faveur. Nous ne demandons rien de plus et nous ne prendrons rien de moins. Nous voulons avoir en vous la même confiance que vous voudrez bien nous témoigner".

Si cet appel pouvait être entendu, le délai provoqué par cette motion n'aurait pas été vain ni inutile.

M. Cannon (Québec-Centre): M. l'Orateur, représentant la division où en fut tenu la conférence de Québec qui jeta les bases du pacte fédératif qui nous régit, je croirais manquer à mon devoir, si je laissais passer ce débat sans y prendre part et faire connaître mon sentiment sur la motion.

Si Québec a été témoin de spectacles devenus historiques, je crois pouvoir affirmer que l'un des plus intéressants se déroulait dans l'ancien parlement lors de l'ouverture en 1871 de la session de la 2^e législature.

Chauveau était à la tête des affaires et la Chambre contenait des hommes comme Cauchon, Langevin, Holton, Fournier, Joly, Lynch, Blanchet et Pelletier. Parmi les simples députés, grâce au double mandat, siégeait un homme qui était souvent consulté par le premier ministre et ses collègues: c'était le chef depuis 15 ans de la province; le premier ministre qui, avec MacDonald et Brown, avait fait la Confédération pour sauver sa race et son avenir; qui venait, grâce à l'influence prépondérante

que lui assurait dans le cabinet fédéral le bloc presque compact dont la province de Québec l'avait entouré au Parlement, de jeter depuis 4 ans les bases de l'organisation fédérale en passant des lois pourvoyant à la construction de l'Intercolonial Railway, à l'organisation de la milice, à l'acquisition des territoires du Nord-Ouest et à l'admission de la colonie anglaise dans la Confédération.

Cartier semblait être, à l'apogée de sa carrière, le chef incontesté de sa province et rien ne laissait alors prévoir la défaite que devait lui infliger 2 ans plus tard un jeune avocat, Louis-Amable Jetté, celui dont la verte vieillesse réjouit encore tous les Québécois qui ont le plaisir de saluer en lui le plus distingué de nos concitoyens. Cartier siégeait à Québec, celui au sujet duquel le premier ministre (L'honorable M. Gouin) écrivait le 1^{er} avril 1914 à M. Boyd: "De tous les hommes d'État canadiens du siècle dernier, aucun, peut-être, ne mérite autant d'être admiré et imité à la fois par les générations présentes et futures. Il y eut des patriotes et des hommes d'État, mais Cartier était les deux.

"C'était un homme remarquable. Il était imprégné d'idées grandioses. Son horizon était large, sa vision s'étendait bien au-delà du cadre et de l'atmosphère de son temps; et le Canada d'aujourd'hui est en grande partie le résultat de son habileté politique. C'est un grand éloge, mais quelqu'un d'une autre nationalité que la sienne a déclaré que l'union des provinces anglaises dans la Confédération n'aurait pu se concrétiser si Cartier avait refusé d'offrir son aide.

"Ce n'était pas seulement un visionnaire et un penseur, mais c'était aussi un travailleur. Il a dit plusieurs grandes choses et les a bien dites, mais on se rappelle de lui surtout comme quelqu'un qui accomplissait des choses."

Sir Lomer continuait:

"Vous me demandez mon avis sur ce que les Canadiens français doivent à Cartier. Beaucoup, en effet. Et ce que les Canadiens français doivent à Sir George-Étienne Cartier, les Canadiens de toutes nationalités le doivent aussi. Il leur a enseigné l'indépendance et le devoir du respect et de l'attention mutuels. Il a montré la futilité de l'argument selon lequel il était impossible de faire du Canada une grande nation parce que le Bas-Canada était surtout français et catholique, tandis que le Haut-Canada était anglais et protestant, et les provinces maritimes, un mélange des deux. Il a soutenu que, comme en Grande-Bretagne, la diversité des races contribuerait à la prospérité générale, et il a immédiatement mis le doigt sur le seul point dangereux de la Constitution

du futur dominion, lorsqu'il dit que la seule difficulté serait de rendre justice aux minorités. La portée de sa vision, comme celle de son illustre homonyme, le premier Européen à poser le pied au Canada, allait bien au-delà des frontières du Bas-Canada; et il aimait demander à ses compatriotes s'ils désiraient limiter l'influence de leur race aux limites étroites de leur propre province. Il a été bien dit qu'aucun événement important de notre histoire ne fut accompli pendant les 25 années de sa carrière sans sa participation active."

J'ai cru devoir citer au long l'opinion de mon chef, l'honorable leader de cette Chambre, pour bien faire saisir l'intérêt du spectacle qui se déroulait à cette 1^{ère} séance de la 1^{ère} session de la 2^e législature de cette province en 1871.

En présence de Cartier, arrivé au terme de sa carrière se leva d'une des dernières banquettes de l'opposition un jeune homme qui fit ce jour-là un début éclatant et enthousiasma par son éloquence, les vieux parlementaires qui l'entouraient. Ce jeune homme venait d'être élu pour le comté d'Arthabaska. Je ne sais si Cartier vieillit, déjà frappé de la maladie qui devait l'emporter bientôt, eut le pressentiment ou l'intuition du grand rôle réservé au tribun dont il saluait de ses applaudissements le brillant début; ce jeune homme, vous l'avez reconnu, Monsieur l'Orateur, était Wilfrid Laurier; il était destiné à réaliser le rêve de Cartier presque entièrement, en gouvernant, pendant 15 ans, de 1896 à 1911, un Canada uni, jouissant d'une prospérité inouïe; c'était Laurier qui devait proclamer à Londres, après la dénonciation par l'Angleterre du traité de commerce anglo-allemand, que désormais, le Canada était une nation et que le 20^e siècle serait le siècle du Canada.

J'ai cru devoir rappeler cette scène historique, évoquer les noms de Cartier et Laurier, les deux chefs incontestés de leur province depuis 50 ans, au moment de discuter la proposition du député de Lotbinière.

1. En étudiant Cartier, nous comprendrons mieux pourquoi a été faite la Confédération.

2. En suivant Laurier, nous trouverons la solution du problème angoissant qui se pose aujourd'hui devant nous.

Il serait trop long de répéter ici ce qui a été dit si souvent au sujet de la situation faite au Canada français par l'Acte d'union de 1840; en résumé on prescrivait la langue française, on chargeait le Bas-Canada de la dette accumulée par le Haut-Canada, et l'on donnait à ce dernier, moins peuplé, un nombre de députés égal à celui de la population plus nombreuse de notre province.

Lafontaine et ses amis se mirent à l'œuvre et en peu d'années la langue française reconquit droit de cité et le gouvernement responsable fut établi. Nos ancêtres protestèrent d'abord contre le mode de représentation mais bientôt, la population du Haut-Canada augmenta et finit par dépasser la nôtre. George Brown et les "clear grits" commencèrent et accentuèrent une agitation pour obtenir la révision de la représentation suivant la population.

Après 1850, cette question bouleversa le monde politique et rendit impossible l'établissement d'un gouvernement stable. Pendant 10 ans, Cartier et les députés français résistèrent avec succès aux efforts de Brown, mais on finit par conclure que la lutte ne pourrait durer et qu'il fallait changer notre constitution de manière à faire passer le "deadlock" entre Québec et Ontario, assurer un gouvernement central stable et en même temps conserver à chaque province son individualité propre, ses lois, sa langue, sa religion et ses institutions. C'était éviter l'union législative qui aurait été le tombeau des aspirations de la race française au Canada.

Presque tout le monde était d'accord sur la nécessité d'une union fédérale; l'on différa sur l'opportunité de la créer tout de suite et aussi sur l'étendue qu'elle embrasserait.

Dorion voulait faire une confédération de Québec et Ontario seulement avec un gouvernement central pour régler les questions d'intérêt général et des administrations locales séparées. Cartier voyait plus grand et plus loin; outre le territoire et la population, il croyait nécessaire à une nation digne de ce nom le libre accès à l'Océan et pour arriver à ce but, pour fonder une véritable entité nationale, il déclara qu'il fallait s'adjoindre les provinces maritimes afin de s'étendre jusqu'à l'Atlantique et ensuite, par les territoires du Nord-Ouest et la Colombie-Anglaise, se rendre au Pacifique.

Comme l'a si bien remarqué l'honorable premier ministre dans la lettre que j'ai citée plus haut, comme Jacques Cartier, son homonyme, Sir Georges-Étienne voulait une confédération couvrant tout le continent, ce continent découvert, colonisé, exploré et consacré par les labeurs de nos découvreurs, évangélisé par nos missionnaires et défendu jusqu'à la mort par le courage de nos soldats.

Je me permets, Monsieur l'Orateur, de citer des extraits de son discours sur la Confédération, et j'en recommande la lecture aux Anglais bien disposés des autres provinces auxquels l'honorable député de Terrebonne faisait un appel si éloquent l'autre soir.

Hon. Proc. Gén. Cartier: "J'ai été accusé d'être opposé aux droits du Haut-Canada parce que, durant 15 à 20 ans, j'ai fait opposition à mon honorable ami le président du conseil M. Brown, qui insistait pour que la représentation fût basée sur la population dans chaque section de la province. Je combattais cette prétention parce que je croyais que ce principe aurait donné lieu à un conflit entre les deux sections de la province. Je ne veux pas dire que la majorité du Haut-Canada aurait exercé une tyrannie sur le Bas-Canada, mais l'idée que le Haut-Canada comme territoire avait la prépondérance dans le gouvernement aurait suffi pour créer ces animosités que je viens de mentionner. En 1858, je n'ai pas tardé à voir que le principe de la représentation d'après le nombre qui ne convenait pas comme principe gouvernant pour les deux provinces, n'aurait pas le même inconvénient si plusieurs provinces s'unissaient par une Confédération. Dans une lutte entre deux partis, l'un fort et l'autre faible, le plus faible ne peut qu'être subjugué.

"Mais s'il y a trois partis, le plus fort n'a pas le même avantage, car quand deux de ces partis voient que le troisième a trop de force, ils s'allient ensemble pour le combattre. Je ne combattais pas ce principe avec l'intention de refuser justice au Haut-Canada, mais c'était pour empêcher l'injustice envers le Bas-Canada. Je n'entretenais pas la plus légère crainte que les droits du Bas-Canada se trouvent en danger par cette disposition qui établit que, dans la législature générale, les Canadiens français auront un nombre de représentants moindre que celui de toutes les autres origines combinées. L'on voit par les résolutions, que dans les questions qui seront soumises au Parlement fédéral, il ne pourra y avoir de danger pour les droits et privilèges, ni des Canadiens français, ni des Écossais, ni des Anglais, ni des Irlandais.

"Les questions de commerce, de communication intercoloniale et toutes les matières d'un intérêt général seront discutées et déterminées par la législature générale; mais dans l'exercice des fonctions du gouvernement général, il n'y aura nullement à craindre qu'il soit adopté quelque principe qui puisse nuire aux intérêts de n'importe quelle nationalité. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails de la question de Confédération; je veux simplement mettre devant la Chambre les principales raisons qui peuvent induire les membres à accepter les résolutions soumises par le gouvernement. La Confédération est, pour ainsi dire, une nécessité pour nous, en ce moment."

Parlant de la guerre de sécession qui ensanglantait alors les États-Unis, Cartier disait: "Nous ne pouvons fermer les yeux sur ce qui se passe de l'autre côté de la frontière. Nous y voyons qu'un gouvernement, établi depuis 80 ans seulement, n'a pu maintenir unie la famille des États qui faisaient partie de ce vaste pays. Nous ne pouvons nous dissimuler que la lutte terrible dont nous suivons avec anxiété les progrès, doit nécessairement peser sur notre existence politique. Nous ne savons pas quels seront les résultats de cette grande guerre; si elle finira par l'établissement de deux confédérations, ou bien par une seule, comme auparavant. Nous avons à faire en sorte que cinq colonies, habitées par des hommes dont les intérêts et les sympathies sont les mêmes, forment une seule et grande nation. Pour cela, il ne faut que les soumettre à un même gouvernement général. La question se résout comme ceci: il nous faut avoir une confédération de l'Amérique du Nord britannique ou bien être absorbés par la confédération américaine."

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): "Quelques-uns entretiennent l'opinion qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir une telle confédération pour empêcher notre intégration par la république voisine; mais ils se trompent. Nous savons que l'Angleterre est déterminée à nous aider et à nous appuyer dans toute lutte avec nos voisins. Les provinces anglaises, séparées comme elles le sont à présent, ne pourraient pas se défendre seules. Nous avons des devoirs à remplir vis-à-vis de l'Angleterre et, pour obtenir son appui pour notre défense, nous devons nous aider nous-mêmes, et nous ne pouvons atteindre ce but sans une confédération. Quand nous serons unis, l'ennemi saura que s'il attaque quelque partie de ces provinces, soit l'Île-du-Prince-Édouard, soit le Canada, il aura à rencontrer les forces combinées de l'Empire. Le Canada, en demeurant séparé, serait dans une position dangereuse si une guerre se déclarait. Quand nous aurons organisé un système de défense propre à pourvoir à notre protection mutuelle, l'Angleterre nous enverra librement ses soldats et nous ouvrira ses trésors pour veiller à notre défense. J'ai déjà dit, ailleurs, que par son territoire, sa population et sa richesse, le Canada était supérieur à chacune des autres provinces, mais qu'en même temps, il manquait d'un élément nécessaire à sa grandeur nationale, l'élément maritime. Le commerce du Canada est si étendu que des communications avec l'Angleterre, pendant toutes

les saisons de l'année, lui sont absolument nécessaires. Il y a vingt ans, les mois d'été suffisaient pour les besoins de notre commerce. À présent, ce système serait insuffisant et, pour nos communications durant l'hiver, nous sommes laissés à la merci du caprice de nos voisins sur le territoire desquels nous sommes obligés de passer.

"J'ai dit aussi que dans la position où nous nous trouvons, une guerre avec les États nous enlèverait nos havres d'hiver.

"Le Canada a deux des éléments qui forment les grandes puissances: le territoire et la population, mais il lui manque l'élément maritime, que pour l'avantage de tous, les provinces inférieures lui apporteraient en s'unissant à lui. Ils se trompent grandement ceux qui prétendent que les provinces de l'Amérique du Nord britannique ne sont pas plus exposées ainsi séparées qu'elles ne le seraient réunies en une confédération. Le temps est venu pour nous de former une grande nation, et je maintiens que la confédération est nécessaire à nos propres intérêts commerciaux, à notre prospérité et à notre défense. C'est ce que nous avons maintenant à discuter; les détails le seront lorsque le projet sera mis en délibération. À présent, la question est celle-ci: la Confédération des provinces de l'Amérique du Nord britannique est-elle nécessaire pour augmenter notre puissance et pour maintenir les liens qui nous attachent à la mère-patrie".

Voilà comment la question était posée par le chef canadien-français à cette époque. Plus loin, il ajoutait discutant la question des races:

"Dans les temps anciens, la manière dont se formaient les nations n'était pas la même qu'aujourd'hui. Alors, un faible établissement transformait en village, ce village devenait une ville ou une cité, et là se trouvait le noyau d'une nation. Il n'en est pas ainsi dans les temps modernes. Les nations sont formées maintenant par l'agglomération de divers peuples rassemblés par les intérêts et les sympathies. Telle est notre position dans le moment actuel. Une objection a été suscitée au projet maintenant sous considération, à cause des mots "nouvelle nationalité". Lorsque nous serons unis, si toutefois nous le devenons, nous formerons une nationalité politique indépendante de l'origine nationale, ou de la religion d'aucun individu. Il en est qui ont regretté qu'il y eût diversité de races et qui ont exprimé l'espoir que ce caractère distinctif disparaîtrait. L'idée de l'unité des races est une utopie; c'est une impossibilité. Une distinction de cette nature existera toujours, de même que la dissemblance paraît être dans l'ordre du monde

physique, moral et politique. Quant à l'objection basée sur ce fait, qu'une grande nation ne peut pas être formée parce que le Bas-Canada est en grande partie français et catholique et que le Haut-Canada est anglais et protestant, et que les provinces inférieures sont mixtes, elle constitue à mon avis, un raisonnement futile à l'extrême. Prenons pour exemple le Royaume-Uni, habité comme il l'est par trois grandes races".

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): "La diversité de race a-t-elle mis obstacle à la gloire, aux progrès, à la richesse de l'Angleterre ou de la France? Chacune d'elles n'a-t-elle pas généreusement contribué à la grandeur de l'Empire? Les trois races réunies n'ont-elles pas par leur talent combiné leur énergie et leur courage, apporté chacune leur quote-part aux gloires de l'Empire, à ses lois si sages, à ses succès sur terre, sur mer et dans le commerce?"

"Dans notre propre fédération, nous aurons des catholiques et des protestants, des Anglais, des Français, des Irlandais, des Écossais, et chacun, par ses efforts et ses succès, ajoutera à la prospérité et à la gloire de la nouvelle confédération".

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): "Nous sommes de races différentes, non pas pour nous faire la guerre, mais afin de travailler conjointement à notre propre bien-être. Nous ne pouvons, de par la loi, faire disparaître ces différences de races, mais, j'en suis persuadé, les Anglo-Canadiens et les Canadiens français sauront apprécier leur position les uns vis-à-vis les autres. Placés les uns auprès des autres, comme de grandes familles, leur contact produirait un esprit d'émulation salutaire. La diversité des races contribuera, croyez-le, à la prospérité commune. La difficulté se trouve dans la manière de rendre justice aux minorités. Dans le Haut-Canada, les catholiques se trouveront en minorité, dans le Bas-Canada, les protestants seront en minorité, pendant que les provinces maritimes sont divisées. Sous de telles circonstances, quelqu'un pourra-t-il prétendre que le gouvernement général, ou les gouvernements locaux, pourraient se rendre coupables d'actes arbitraires? Quelle en serait la conséquence, même en supposant qu'un des gouvernements locaux le tenterait? Des mesures de ce genre seraient, à coup sur, censurées par la masse du peuple. Il n'y a donc pas à craindre que l'on cherche jamais à priver la minorité de ses

droits, sous le système de fédération qui laisse au gouvernement central le contrôle des grandes questions d'intérêt général, dans lesquelles les différences de races ou de religion ne pourront pas être méconnues".

Ne pouvons-nous pas dire que, sur un point, Cartier était bien l'interprète de ses compatriotes? Nous n'avons pas, dans le Québec, méconnu les droits de la minorité. Les dispositions mises dans la loi pour sauvegarder les intérêts des anglo-protestants de Québec, n'ont été invoquées que pour résister aux empiétements des majorités anglaises contre les droits des minorités françaises, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et dans l'Ontario. C'est là un témoignage qui nous vient d'un Anglais de cette province et qui reflète d'ailleurs l'opinion de ses concitoyens de même origine.

L'on peut constater, Monsieur l'Orateur, par ces extraits quels étaient les sentiments qui animaient la population canadienne-française lors de la Confédération.

Nous voulions l'union des races et des croyances pour travailler ensemble au progrès d'un pays où la justice et l'équité seraient honorées, où les minorités seraient protégées de façon à développer un fort sentiment national canadien.

Cartier justifiait le projet en disant que, s'il ne satisfaisait pas les extrémistes, il rencontrerait l'approbation des éléments modérés et était le remède le plus approprié pour les nécessités présentes et futures.

Il serait intéressant de lire aussi le discours de Sir John-A. MacDonald à ce sujet, je me contenterai de citer la partie où il explique pourquoi on a choisi la Confédération, au lieu de rompre l'Union ou d'imposer l'Union législative.

Hon. Proc. Gén. MacDonald: "Revenant maintenant à la situation critique de nos propres affaires; je dis qu'on ne pouvait suggérer que trois moyens de tirer le Canada des difficultés fâcheuses qui l'entouraient, de le faire sortir de l'état d'anarchie et de souffrances où il se trouvait et de lui assurer un état de prospérité. L'un était la dissolution de l'union entre le Haut et le Bas-Canada, les laissant comme ils étaient avant l'union de 1841. Je crois qu'une telle proposition ne trouverait pas aujourd'hui un seul partisan. L'on a senti que, bien que cela eût mis fin aux pressantes demandes du Haut-Canada pour la représentation d'après la population, et à la crainte de la part du peuple du Bas-Canada de voir ses institutions en danger par une telle mesure, cette dissolution eût été un pas rétrograde qui aurait repoussé le pays vers la position qu'il occupait avant

l'union, et eût diminué le crédit de tout le Canada; l'on a senti, dis-je, que cela eût brisé un lien qui existe depuis presque vingt-cinq ans et qui sans avoir pu réussir à écarter les jalousies de localité que les circonstances avaient créées avant l'union, n'en a pas moins duré un temps assez considérable, pendant lequel la province entière a joui d'une prospérité marquée et sans cesse croissante. L'on a senti que cette dissolution eût détruit le crédit que nous avons acquis par cette union de deux provinces faibles et insignifiantes, et qu'en y ayant recours, nous nous exposions à rabaisser notre niveau au lieu de nous élever au rang d'une nation puissante."

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): "L'autre moyen par lequel cet état d'anarchie pouvait avoir un terme, eût été d'accorder au Haut-Canada la représentation d'après la population. Nous savons tous de quelle manière cette question est envisagée par le peuple du Bas-Canada et que, pendant que le désir du Haut-Canada pour s'assurer une juste représentation devenait de plus en plus vivace, la résistance du Bas-Canada gagnait aussi en énergie.

"Si une solution telle que la confédération ne se fût pas présentée pour mettre fin aux difficultés de province à province qui existent, la représentation basée sur la population était le seul moyen qui restait à adopter. Peu importe que le Bas-Canada eût prétendu que c'était une violation du traité d'union, et qu'une telle réforme entraînerait la ruine de ses intérêts locaux, il est certain que la force des choses nous eût amenés à recourir à la représentation basée sur le nombre; et, ceci eût-il été accompli - j'exprime ici mes sentiments personnels - je ne pense pas que c'eût été dans l'intérêt du Haut-Canada.

"Telle a toujours été ma manière d'envisager le sujet. Ce que le Haut-Canada aurait regardé comme un droit à réclamer et à exercer, eût été certainement envisagé par le Bas-Canada comme une injustice et un danger; les Bas-Canadiens, au lieu de concourir de bonne volonté à l'exercice de ce nouveau régime comme nationalité représentée par des chefs et soumise à des principes, n'auraient vu dans ce changement constitutionnel que leurs intérêts menacés, et n'auraient plus écouté que le seul désir de sauvegarder leurs institutions, leurs lois, et leur avenir matériel."

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): "Le troisième et seul moyen d'obtenir une solution à nos difficultés était une confédération des provinces, par une union soit fédérale soit législative. Or, quant aux avantages comparatifs d'une union législative et d'une union fédérale, je n'ai jamais hésité à dire que si la chose était praticable, une union législative eût été préférable".

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): "J'ai déclaré maintes et maintes fois que si nous pouvions avoir un gouvernement et un Parlement pour toutes les provinces, nous aurions eu le gouvernement le meilleur, le moins dispendieux, le plus vigoureux et le plus fort".

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): "Mais en considérant ce sujet et en le discutant, comme nous l'avons fait dans la conférence avec le désir d'en venir à une solution satisfaisante, j'ai trouvé que ce système était impraticable. Et, d'abord, il ne saurait rencontrer l'assentiment du peuple du Bas-Canada, qui sent que, dans la position particulière où il se trouve comme minorité, parlant un langage différent, et professant une foi différente de la majorité du peuple sous la confédération, ses institutions, ses lois, ses associations nationales, qu'il estime hautement, pourraient avoir à en souffrir.

"C'est pourquoi il a été compris que toute proposition qui impliquerait l'absorption de l'individualité du Bas-Canada, ne serait pas reçue avec faveur par le peuple de cette section. Nous avons trouvé, en outre, que quoique le peuple des provinces inférieures parle la même langue que celui du Haut-Canada et soit régi par la même loi - loi basée sur le droit anglais - il n'y avait, de la part de ces provinces, aucun désir de perdre leur individualité comme nation, et qu'elles partageaient à cet égard les mêmes dispositions que le Bas-Canada".

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): "Ainsi, nous étions forcés de conclure que nous devons soit abandonner entièrement l'idée d'une union, soit inventer un système d'union dans lequel les différentes organisations provinciales, jusqu'à un certain point, seraient préservées.

"C'est pourquoi, après mûre considération au sujet et des avantages et désavantages des deux systèmes, nous nous aperçûmes que l'union législative ne ralliait pas toutes les opinions, et qu'il ne nous restait qu'à adopter l'union fédérale comme seul système acceptable, même pour les provinces maritimes".

Et Georges Brown, le fondateur du *Globe*, que disait-il au cours de ces débats où l'on jetait les assises de la future nation canadienne? Je dédie ces paroles aux rédacteurs actuels de son journal, qui, ces jours derniers semblait approuver le gouvernement d'Ontario qui veut empêcher les Canadiens français, les Allemands et les Autrichiens de s'établir sur le territoire de la province en leur imposant aux nouveaux colons des conditions dont le projet ne peut avoir été formé que dans des cerveaux de mentalité prussienne. Georges Brown disait, au cours du débat sur la Confédération: "La scène qu'offre cette Chambre en ce moment, j'ose l'affirmer, a peu de parallèles dans l'histoire. Cent ans se sont écoulés depuis que ces provinces sont devenues par la conquête partie de l'Empire britannique. Je ne veux pas faire de vantardises - je ne veux pas pour un instant évoquer de pénibles souvenirs - car le sort alors fait à la brave nation française, par la fortune de la guerre, aurait bien pu être le nôtre sur ce champ de bataille mémorable. Je ne rappelle ces anciens temps que pour faire remarquer que les descendants des vainqueurs et des vaincus de la bataille de 1759, siègent ici aujourd'hui avec toutes les différences de langage, de religion, de lois civiles et d'habitudes sociales presque aussi distinctement marquées qu'elles l'étaient, il y a un siècle".

Des voix: Écoutez! Écoutez!

M. Cannon (Québec-Centre): Nous siégeons ici aujourd'hui et cherchons à l'amiable à trouver un remède à des maux constitutionnels et à des injustices dont se plaignent les vaincus? Non, Monsieur l'Orateur, mais dont se plaignent les conquérants! Ici siègent les représentants de la population anglaise qui réclame justice; justice seulement; ici siègent les représentants de la population française qui délibèrent dans la langue française sur la question de savoir si nous l'obtiendrons. Cent ans se sont écoulés depuis la conquête de Québec, mais voici que les enfants des vainqueurs et des vaincus siègent côte à côte, tous avouant leur profond attachement à la couronne britannique, tous délibèrent sérieusement pour savoir

comment nous pourrions le mieux propager les bienfaits des institutions britanniques, comment on pourra établir un grand peuple sur ce continent en relations intimes et cordiales avec la Grande-Bretagne.

"Dans quelle page de l'histoire, disait M. Brown, trouverons-nous un fait semblable? Ce trait ne restera-t-il pas comme un monument impérissable de la générosité de la domination anglaise? Et ce n'est pas le Canada seulement que l'on voit en spectacle. Quatre autres colonies sont en ce moment occupées, comme nous le sommes, à témoigner de leur attachement inébranlable à la mère-patrie et à délibérer avec nous sur les moyens les plus propres à prendre pour accomplir la mission importante qui leur est confiée et favoriser le développement des abondantes ressources de ses vastes possessions. Eh bien, M. l'Orateur, l'œuvre que nous avons proposée de concert peut à bon droit éveiller l'ambition et l'énergie de tout bon patriote de l'Amérique britannique."

J'ai tenu, Monsieur l'Orateur, à lire à cette Chambre, le texte même des discours des trois principaux artisans du pacte fédératif pour démontrer quel esprit animait ces géants de notre histoire politique - Cartier, Brown et MacDonald.

Pour sauvegarder notre langue, on la mit sur le même pied que la langue anglaise au Parlement, dans l'administration et les cours fédérales; pour sauvegarder notre influence, on fixait à 65 le chiffre immuable de notre représentation, laquelle devenait la base de la représentation des autres provinces, suivant les fluctuations de notre population et de la leur; pour sauvegarder les droits des minorités, on assurait le libre enseignement religieux dans les écoles séparées comme par le passé.

Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'aux élections de 1867, la province de Québec votât presque en bloc compact pour Cartier et la Confédération en élisant 53 de ses partisans sur 65 députés.

Dans les premières années de la Confédération, le chef québécois est le pouvoir dominant à Ottawa.

Grâce à lui, l'Intercolonial, au lieu de pousser directement de la Rivière-du-Loup à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, fut construit par la route la plus longue et la plus dispendieuse, par la Baie des Chaleurs, de manière à assurer les avantages du chemin de fer aux populations du Bas du Fleuve; c'est le représentant officiel de la province de Québec, ministre de la Milice, qui prépara et fit passer presque unanimement notre première loi militaire; c'est lui qui prépara et fit passer la loi

créant la province du Manitoba et enfin assura à la province de Québec le terminus à Montréal du Pacifique Canadien qui a tant fait pour le développement de la métropole dont nous sommes tous si fiers.

Après la disparition de Cartier, nous pouvons dire que l'influence de Québec au fédéral a été moins prépondérante, à cause de la qualité des représentants que nous avions; mais en somme, la province était satisfaite et a appuyé Sir John-A. MacDonald jusqu'à sa mort en 1891.

Enfin, Laurier arriva au pouvoir en 1896 et l'on vit, sous son gouvernement, l'âge d'or de la Confédération, la réalisation du rêve entrevu par les fondateurs du système. Avec un Canadien français à la tête du pays, on vit la paix et l'harmonie régner entre toutes les races, toutes les religions; toutes les provinces étaient fières, tout en conservant leurs traits caractéristiques, leur individualité, de former partie d'un tout compact, prenant conscience de sa force et nous avions droit d'espérer devenir une nation puissante et respectée.

Laurier, par la construction du Transcontinental National ajouta un nouveau lien d'acier à ceux qui unissaient ensemble les provinces, tout en assurant le développement d'une nouvelle province de Québec vers le nord de notre territoire; en fixant à Québec le terminus de la ligne et en y construisant un pont merveilleux, il tentait de faire pour la vieille cité de Champlain ce que le C.P.R. avait fait pour Montréal et créer dans notre province une nouvelle métropole commerciale et industrielle; enfin par l'organisation des nouvelles provinces en 1905, Laurier semblait avoir achevé l'œuvre de la Confédération.

Jusqu'en 1911, nous pouvons dire que la province de Québec a joué dans la Confédération le rôle qu'il lui convenait en sa qualité de doyenne, de plus ancienne associée. La défaite de Laurier en 1911 a été le signal d'un fléchissement de notre influence à Ottawa, d'une diminution du respect des autres provinces pour notre opinion et de nos droits comme libres citoyens de ce pays. Pourquoi?

Cette situation ne coïncide-t-elle pas, Monsieur l'Orateur, et n'a-t-elle pas été causée par la campagne nationaliste qui, sous prétexte de combattre l'impérialisme à outrance et déraisonné, a nui à Sir Wilfrid Laurier et à son influence, a diminué son prestige ici et ailleurs et pour arriver à ses fins, a accepté en 1910 et en 1911, l'argent et l'appui des torys d'Ontario qui, par la bouche de Sir Georges Foster, avaient donné le mot d'ordre: "Anything to beat Laurier". L'esprit d'une partie de notre population a été faussé; un grand nombre ont

cessé de penser au Canada, pour se confiner dans le Québec; au lieu de penser en canadiens, beaucoup se sont contentés de penser en provinciaux; nos intérêts nationaux sont devenus des questions de clocher; du rêve grandiose de Cartier et des Pères de la Confédération, cette campagne nationaliste nous a fait tomber aux diatribes de M. Bourassa, qui, par son talent, ses connaissances, sa subtilité nous rappelle les discussions byzantines qui occupaient Constantinople quand les Barbares, les Huns, assiégeaient ses portes. Cartier et la province de Québec en 1867 avaient voulu une nation forte, unie pour coopérer à l'œuvre de l'Angleterre dans le monde; sous prétexte de limiter nos obligations envers l'Angleterre, M. Bourassa nous dit que nous ne lui devons rien. La guerre de 1914 éclate. Quand l'Angleterre et la France, enfin unies, appellent à leur secours le monde entier pour terrasser le colosse allemand et sauver la civilisation, M. Bourassa et ses amis parlent, écrivent et s'agitent contre l'Angleterre et contre la France et semblent presque donner raison à l'Allemagne.

Ces articles, ces brochures sont traduits, distribués dans les autres provinces qui croient y voir l'expression de nos sentiments envers nos deux mères-patries. Les extrêmes appellent les extrêmes; des gens de bonne foi ont cru que Québec n'était pas loyal et le Parti libéral et son chef, qui, depuis 1905, ont combattu ces extrémistes dans les deux vieilles provinces, sont tombés victimes de leurs exagérations.

Comme conséquence, l'influence immédiate de Québec à Ottawa, au conseil des ministres, semble avoir diminué par suite du refus de la province d'élire un seul partisan français du gouvernement actuel.

Est-ce que cet état de choses extraordinaire, amené par des circonstances anormales, est tel qu'il puisse nous faire considérer sérieusement la rupture par Québec du lien fédéral? Non, je ne le crois pas, M. l'Orateur.

D'ailleurs, la motion ne le dit pas. Le défaut de cette motion, c'est de nous faire discuter une hypothèse, une question irréaliste. Jamais, ni aujourd'hui, ni dans l'avenir, les autres provinces ne croiront que nous sommes un obstacle au développement de la Confédération. C'est impossible, nous en sommes le centre, le noyau. Sans Québec, la Confédération n'existerait plus, elle serait scindée en deux tronçons impuissants.

La motion est peut-être une manière spirituelle d'embarrasser les "jingoes" et les fanatiques qui nous dénoncent depuis tant d'années en leur disant suivant l'expression populaire: "Put up or shut up!"

Je n'en aime pas la rédaction. Le jour où Québec tenterait de sortir de la Confédération, nous prendrions cette décision de nous-mêmes, parce que cela ferait notre affaire et non pas à cause du désir ou de l'opinion des autres provinces. Nous ne nous occupons pas à ce point du "qu'en dira-t-on".

D'ailleurs, ce n'est pas là l'attitude qui convient à la province dont la population, suivant l'heureuse expression du premier ministre dans une circonstance mémorable, est la doyenne en ce pays. Ce n'est pas parce que certains nouveaux venus dans les provinces de l'Ouest et ailleurs, les derniers arrivés au pays, ne savent pas appliquer les principes de la Constitution et nous traiter d'égal à égal que la province doit prendre une attitude de Cendrillon, et, la main sur la poignée de la porte, dire aux provinces-sœurs: "Moi, je m'en vais si vous le désirez toutes". C'est là une attitude peu digne et il n'est pas dans les traditions de notre race de succomber sous un flot d'injures.

C'est un geste élégant, dit-il, mais nous devrions affirmer que nous ne voulons pas sortir de la Confédération, car nous sommes ici chez nous.

Nous avons le droit et le devoir de rester à la tête de la Confédération et nous allons le faire savoir aux autres provinces.

Nous y resterons parce que les descendants de Cartier, de Champlain, de Maisonneuve, de Frontenac et de leurs compagnons ont droit de cité partout au Canada, et leur langue et leur religion aussi.

De l'Atlantique au Pacifique, je pourrais dire, du golfe du Mexique à la Baie d'Hudson, la race française a fait sa marque, et ce n'est pas le temps d'abdiquer même conditionnellement et par hypothèse le rôle et la mission providentielle que nous avons à remplir sur cette terre d'Amérique, pour lesquels nos Pères ont tant travaillé, tant souffert. Nous continuerons, malgré les injures, à nous multiplier, à nous répandre partout, à travailler au développement économique de la province de Québec, à ouvrir la colonisation le nord d'Ontario; nous essaierons dans l'Ouest; avant 25 ans, le Nouveau-Brunswick sera peut-être en majorité française. Et nous continuerons aussi à donner l'exemple de la tolérance, de la justice aux minorités en observant à la lettre les articles de l'acte constitutionnel.

Nous continuerons, sur cette terre d'Amérique, par tout le Canada et au-delà, le rôle de la France en Europe, la nation catholique par excellence qui répand au loin le règne du beau et du vrai.

Au milieu de races et de nations enfouies dans les intérêts matériels, le culte de l'idéal et de l'art doit être répandu par nous. C'est Lord Dufferin qui le disait en 1878, dans un discours officiel: "Effacez de l'histoire de l'Europe les grandes actions accomplies par la France, retranchez de la civilisation européenne ce que la France y a fourni et vous verrez quel vide immense il en résulterait. Mon aspiration la plus chaleureuse pour cette province, disait le noble lord, a toujours été de voir les habitants français remplir pour le Canada les fonctions que la France elle-même a si admirablement remplies pour l'Europe."

Pour remplir ce rôle, il nous faut continuer à faire partie de l'unité canadienne et contribuer à son développement par l'appoint des qualités de notre race. Mais nous n'en persisterons pas moins suivant l'esprit de la Confédération, à conserver notre individualité intacte.

Je terminerai en citant à ce sujet une page admirable d'un jeune écrivain français, mort au Canada il y a quelques années, Louis Hémon.

À la fin de son roman, l'héroïne, Maria Chapdelaine, le type de la Canadienne courageuse et robuste, décide de rester au pays en écoutant la "voix du pays de Québec qui était à moitié un chant de femme et à moitié un sermon de prêtre. Elle vint comme un son de cloche, comme la clameur auguste des orgues dans les églises, comme une complainte naïve et comme le cri perçant et prolongé par lequel les bûcherons s'appellent dans les bois". Car en vérité tout ce qui fait l'âme de la province tenait dans cette voix: la solennité chère du vieux culte, la douceur de la vieille langue jalousement gardée, la splendeur et la force barbare du pays neuf où une race ancienne a retrouvé son adolescence. Elle disait: "Nous sommes venus il y a trois cents ans, et nous y sommes restés. Ceux qui nous ont menés ici pourraient revenir parmi nous sans amertume et sans chagrin, car s'il est vrai que nous n'avons guère appris, assurément, nous n'avons rien oublié, nous avons apporté d'outre-mer nos prières et nos chansons: elles sont toujours les mêmes, nous avons apporté dans nos poitrines le cœur des hommes de notre pays, vaillant et vif, aussi prompt à la pitié qu'au rire, le cœur le plus humain de tous les cœurs humains. Il n'a pas changé. Nous avons marqué un plan du continent nouveau de Gaspé à Montréal, de Saint-Jean-d'Iberville à l'Ungava en disant: ici toutes les choses que nous avons apportées avec nous, notre culte, notre langue, nos vertus et jusqu'à nos faiblesses deviennent des choses sacrées intangibles, et qui devront demeurer jusqu'à la fin.

"Autour de nous des étrangers sont venus ..., ils ont pris presque tout le pouvoir; ils ont acquis presque tout l'argent; mais au pays de Québec rien n'a changé. Rien ne changera, parce que nous sommes un témoignage. De nous-mêmes et de nos destinées, nous n'avons compris clairement que ce devoir-là : persister ... nous maintenir ... Et nous nous sommes maintenus, peut-être afin que dans plusieurs siècles encore le monde se tourne vers nous et dise: ces gens-là sont d'une race qui ne sait pas mourir ... Nous sommes un témoignage.

"C'est pourquoi il faut rester dans la province où nos pères sont restés, et vivre comme ils ont vécu, pour obéir au commandement inexprimé qui s'est formé dans leur cœur, qui a passé dans les nôtres et que nous devons transmettre à notre tour à de nombreux enfants. Au pays de Québec, rien ne doit mourir, et rien ne doit changer".

Monsieur l'Orateur, c'est en persistant dans ce beau rôle, en le faisant comprendre et respecter que nous pourrions continuer sur cette terre d'Amérique à faire les gestes de Dieu. "*Gesta Dei per francos*".

M. Létourneau (Québec-Est): Monsieur l'Orateur, je n'ai que quelques remarques à faire pour expliquer mon attitude sur la motion présentée par l'honorable député de Lotbinière et le vote que je donnerai en faveur de la motion Francoeur.

Si cette motion, dans sa rédaction, demandait, comme une certaine presse a voulu le faire croire, la rupture du pacte fédéral, j'exigerais de son auteur, avant de me prononcer, de me mettre au courant de tous les problèmes que cela soulèverait et de me dire quels seraient les moyens pratiques de faire face aux nouvelles obligations que nous pourrions contracter.

Mais il n'est nullement question de la rupture, pour le moment, du moins.

Après la campagne de préjugés et d'insultes qui a été faite contre la province de Québec, après les menaces d'isolement qui ont été lancées ouvertement contre nous, il fallait de toute nécessité, sinon poser un ultimatum, du moins faire comprendre aux politiciens à courte vue et aux profiteurs qui les font agir comme des marionnettes, que, contrairement à ce qu'ils pouvaient penser parce qu'ils ignorent totalement l'histoire politique et économique du pays, nous ne devons pas être plus attachés à la Confédération qu'il ne faut.

C'est ce que signifie la motion de l'honorable député de Lotbinière.

Je proteste avec énergie contre les Canadiens des autres provinces qui veulent nous faire passer pour des lâches et des poltrons et je suis heureux de

dire que cette motion est extrêmement opportune et arrive à son heure et je ne serais pas surpris qu'elle ait suscité un immense intérêt, non seulement dans cette province, mais dans toutes les parties du territoire canadien.

En effet, Monsieur l'Orateur, il n'y a pas à le contester si l'on se reporte aux derniers événements politiques; la voix du sang pour une trop forte partie de la population canadienne a malheureusement, aux dernières élections, plus pesé dans la balance que le véritable sentiment national qui doit unir les unes aux autres les neuf provinces de la Confédération.

Notre peuple qui, disons-le, a son honneur, a toujours su tirer parti des événements et des circonstances. Il est malheureusement tout seul à manifester sa manière de voir et il est regrettable que l'attrait du pouvoir ait eu autant d'emprise sur un trop grand nombre de politiciens qui ont préféré les honneurs à l'honneur, qui ont jugé à propos d'abandonner leurs principes sous le faux prétexte d'unité nationale, quand, en réalité, ils n'ont réussi qu'à ameuter les différentes races les unes contre les autres et à nous faire reculer aux jours sombres de 1841, brisant dans l'espace de quelques semaines, l'œuvre accomplie par nos Pères pour la conquête du gouvernement responsable, en sapant à sa base même la politique préconisée par le plus grand homme d'État que notre race ait produit.

En effet, c'est reconnu, le grand homme d'État qui, pendant quinze ans a présidé à nos destinées, a réussi à faire disparaître les rivalités de races et de religion et à faire régner la concorde et la bonne entente entre les citoyens de ce dominion.

Si nous sommes maintenant une entrave au développement des autres provinces, si à cause de notre mentalité essentiellement canadienne qui nous rive au sol, nous empêchons l'épanouissement d'une autre mentalité, si, à cause de nos nombreuses familles, dans nos foyers, si à cause de notre religion nous portons ombrage à nos coassociés et nous leur inspirons des craintes, c'est qu'alors notre ménage ne peut plus vivre en harmonie.

Il est temps que la province de Québec réponde dignement à tous les appels incendiaires qui ont été faits à notre détriment.

J'ai été désagréablement surpris d'entendre l'autre jour l'honorable chef de l'opposition affirmer que le feu n'était pas encore à nos portes, et que la motion du député de Lotbinière était inopportune, qu'aucune atteinte n'avait été faite à notre Constitution.

Je n'ai pas peur d'affirmer, Monsieur l'Orateur, que non seulement le feu est à nos portes, mais qu'il menace même notre demeure.

Le chef de l'opposition n'a donc pas suivi les luttes qui nous ont été livrées par la presse.

Ignore-t-il que cette motion est la conséquence des sentiments absolument antipathiques exprimés contre nos aspirations nationales.

L'on a vu ce triste spectacle d'une presse salariée s'efforçant de nous faire passer pour des sujets déloyaux à l'Empire britannique pour qui nos pères ont plus d'une fois versé leur sang sur les champs de bataille et à qui ils n'ont jamais marchandé leur dévouement et leur énergie.

Le croiriez-vous, Monsieur l'Orateur, par cette lutte indigne, on a malheureusement contribué à nous faire passer aux yeux de la France notre ancienne mère-patrie pour une race de lâcheurs et de poltrons, quand il s'est avéré que nos cœurs battent à l'unisson du monde civilisé et que nous sommes de cœur et d'âme pour le triomphe de la civilisation sur la barbarie.

Il convient de traduire nos sentiments d'une manière claire et sans ambages.

Si nous sommes de trop dans la Confédération, qu'on nous le dise.

Dussions-nous souffrir d'une rupture, nous devrions politiquement parlant nous préparer à divorcer. Ce n'est pas de la révolte, ce n'est pas de la déloyauté, c'est plutôt un geste que l'histoire impartiale saura apprécier.

C'est la raison pour laquelle je suis en faveur de la discussion de cette motion telle que présentée.

On nous dit que nous ne pouvons pas nous séparer parce que nous n'avons pas les industries qu'il nous faut, que cela nuirait à notre commerce. Rien n'est plus faux.

Permettez-moi, en ma qualité d'industriel et de négociant, de faire quelques réflexions au sujet de cette menace d'isolement qui semble faire trembler quelques-uns de mes compatriotes. D'aucuns, peu nombreux ceux-là, parce qu'ils croient sincèrement que nous souffririons de la rupture, d'autres, parce qu'il est de leur intérêt pour flatter les autocrates au pouvoir, de jeter de l'eau froide sur les expressions d'opinions patriotiques et spontanées de leurs compatriotes.

Pour bien nous rendre compte de la position économique que nous occuperions advenant la rupture, et si nous étions appelés à former un petit État autonome, il suffit de se demander ce que notre province, qui est surtout agricole, peut acheter chez elle dès à présent au lieu d'encourager les industries similaires dans l'Ontario et dans l'Ouest.

Il y en a plus qu'on pense.

Il fait ensuite une longue énumération de tout ce que nous fabriquons dans la province afin de démontrer que, quand bien même nous sortirions de la Confédération, nous ne serions pas plus embarrassés et que nous serions en état de faire face à nos obligations.

Nous produisons des machines agricoles; nous avons la fonderie de Beauceville, Beauchemin & Fils, de Sorel, A. Bélanger, de Montmagny, la Cie Carette, de Québec; J.-A. Desjardins, de Rigaud, J.-B. Doré & Fils, de Montréal, la Cie Matthew Moody & Sons, de Terrebonne, la Compagnie Julien, de Pont-Rouge.

Nous avons aussi des fabricants de pianos et d'orgues: Craig Pianos Co., de Montréal, Gingras & Frères, de Montréal, A. Lesage, de Sainte-Thérèse, Antonio Pratte, de Montréal, Sénéchal L. Quidoz, de Sainte-Thérèse, J.-M. Shaw & Co., de Montréal, Willis Piano Co., de Montréal. Nous avons plusieurs fonderies qui mettent sur le marché des poêles pour tous les goûts et toutes les bourses; des fabricants de wagons, entre autres, Joseph Bonhomme, de Montréal; Arthur Éthier, de Montréal; Granby Carriage Co.; Henez Carriage & Harness Co., de Montréal; Joseph Ledoux, de Beloeil; McLaughlin et Talbot, de Warden; Montreal Carriage Works; Thomas Stokes & Sons, de Burry; la Compagnie Desjardins, de Saint-André; la manufacture de voitures de Laurierville.

Depuis quelques années, nous avons de grandes compagnies qui préparent les conserves; pour les viandes, W. Clark et la Société française de spécialités alimentaires de Montréal; nous avons également plusieurs maisons qui préparent des viandes fumées et salées; pour les légumes nous avons Wilfrid Lorrain, de Montréal, J.-W. Windsor, de Montréal; les fabriques de Laprairie, de Saint-Pierre-les-Becquets et de Chambly.

Je pourrais pousser cette nomenclature beaucoup plus loin et la faire plus complète, et je pourrais ajouter qu'avec nos ressources naturelles, nos pouvoirs d'eau, nos bonnes routes, etc.: il n'y a pas une seule industrie de nécessité dans l'économie domestique que nous ne pouvons pas faire prospérer dans notre province.

J'ajouterais que nous avons la clef de la navigation ainsi que les terminus d'été du trafic de l'Atlantique.

Permettez-moi aussi de dire nous ne devrions aucunement craindre la séparation de Québec de l'Ontario, parce que, advenant une telle séparation, nos consommateurs seraient assurés d'avoir ici même tous les produits dont ils ont besoin, particulièrement

dans nos grands magasins modernes de Saint-Roch sans avoir l'obligation de recourir, moyennant finance aux bons offices des officiers du ministère des postes pour faire venir de Eaton, Robert Simpson ou des autres marchands d'Ontario les objets qu'ils désirent se procurer.

Je crois qu'il était à propos de mentionner ces données et qu'il appartenait à un homme du commerce de se charger de les mettre à jour.

Si nous voulons préparer l'avenir, il est bon que les citoyens de cette province soient sur leurs gardes.

Il demande en même temps à ses compatriotes d'aider les industries que nous avons chez nous, car nous devons préparer l'avenir.

Lors même que la motion du député de Lotbinière n'aurait eu que ce résultat, elle aura contribué à induire nos concitoyens à développer nos industries, à améliorer notre agriculture; elle fera songer de plus à ceux qui tiennent leur capital immobilisé à se lancer dans de nouvelles entreprises, à créer de nouvelles industries qui fortifieront notre position économique et désillèreront les yeux de ceux qui n'ont pas voulu donner à nos industries tout l'encouragement qu'elles auraient dû avoir et qui sont toujours pressés d'envoyer leur argent à l'étranger, sans regarder autour d'eux pour voir s'ils ne peuvent pas se procurer dans leur province les produits dont ils ont besoin.

Enfin, cette motion fera renaître la confiance que nous devons avoir en nous-mêmes, ce qui a toujours fait la force des autres races qui habitent notre pays.

Avant de reprendre mon siège, il me sera permis de dire que l'idée qui a présidé à la formation de la Confédération canadienne n'a pas toujours été mise en pratique; par conséquent n'a pas rendu justice à la population canadienne de ce pays.

Comme je le disais au commencement de mes remarques, j'ai été étonné d'avoir entendu dire par le chef de l'opposition que rien n'a été fait pour porter atteinte à la Constitution.

Ne se rappelle-t-il pas que certaines provinces, les unes après les autres, ont enlevé à une partie de la population leurs droits les plus chers et les plus sacrés que leur reconnaissait le pacte fédératif?

N'est-il pas vrai que par des interprétations plus ou moins équivoques et des menées plus ou moins sourdes, l'on a réussi à priver les enfants des premiers pionniers de ce sol de s'instruire dans leur langue maternelle et à bannir de leurs écoles la religion de leurs ancêtres?

Encore tout dernièrement, Monsieur l'Orateur, n'a-t-on porté une main sacrilège sur cette arche de la Confédération en empiétant sur l'autonomie provinciale et en voulant d'un trait de plume nous priver des droits jusqu'ici reconnus de contracter nous-mêmes nos emprunts?

Il est permis de croire que c'est une conspiration dirigée spécialement contre la province de Québec, parce que cette province est la seule des provinces de la Confédération qui boucle son budget par un surplus.

Grâce à l'impulsion donnée par le leader de cette Chambre à la diffusion de l'instruction publique sous toutes les formes, à la protection et à l'amélioration du sort de la classe ouvrière, il a réussi à en faire, par sa sage administration la plus belle, la plus grande et que dis-je, la province la plus instruite et la plus prospère du dominion.

De plus, le premier ministre, digne continuateur de la politique de Mercier et de Parent, s'est toujours constitué le défenseur de l'autonomie provinciale et ceux qui veulent s'attaquer à nos droits ignorent l'habileté dont il est doué et qu'il ne manque jamais de déployer lorsque nous traversons les crises difficiles.

Quoi qu'il advienne, nous pouvons envisager l'avenir d'un œil serein et on ne pourra jamais changer le site enchanteur de notre province natale, qui est traversée par le beau et majestueux fleuve Saint-Laurent, dont la largeur et la majesté font l'admiration de tous les étrangers et qui semble se rétrécir près des limites de la province voisine: image vivante de la mentalité qui existe entre les deux provinces.

En résumé, je dirai que cette motion n'est pas un défi, mais simplement une chevaleresque invitation et que la menace d'isolement n'empêchera personne de dormir ni de manger, même si elle était mise à exécution.

M. Gault (Montréal-Saint-George): Si la motion Francoeur était adoptée, et si elle était portée à la Chambre des communes et que des actions y étaient prises, quel en serait l'effet ultime. Il (M. Gault) se pose la question d'un point de vue hypothétique.

Nous serions séparés du reste du dominion. Je crois que la première chose qui se produirait serait qu'il y aurait une demande pour que l'île de Montréal soit séparée du reste de la province, compte tenu qu'elle paie 77 % ou bien au-delà de 75 % des taxes de la province. Un autre résultat serait que l'on aurait des barrières tarifaires tout autour de la province de Québec, ce qui ruinerait les établissements manufacturiers et affecterait très sérieusement la situation économique de la province.

Ensuite, ce serait l'indépendance du Québec. C'est presque impensable et ce serait désastreux. Cela impliquerait de revenir aux conditions d'il y a 50 ans. Avec les dépenses supplémentaires occasionnées qui devraient être payées par la province seule, elle ne pourrait soutenir ce fardeau. Le coût global de la défense militaire et navale serait beaucoup trop lourd pour la province.

De plus, nous devrions assumer notre part du fardeau financier du dominion du Canada en quittant la Confédération, lequel serait d'environ 300 millions de dollars. Les intérêts seraient de 15 millions de dollars par année, ce qui serait exorbitant.

La prochaine étape serait l'annexion avec les États-Unis. Si une autre puissance attaquait la province, les États-Unis devraient intervenir et l'annexion s'ensuivrait. L'annexion impliquerait la perte de nos lois, surtout les lois concernant la langue française pour laquelle vous lutez, et le département de l'éducation serait divisé de façon non-confessionnelle.

Le député de Lotbinière a fait référence à des discours prononcés par M. Rowell et par d'autres, des discours qui sont sans aucun doute exagérés. Il a parlé d'attaques envers l'Église catholique romaine. Certaines personnes en Ontario ont senti que l'Église catholique romaine n'a pas été sympathique envers les Alliés. Moi-même, je ne le crois pas, mais ceci a causé beaucoup d'émotions dans la population de ce pays. Le sentiment est que, sans être antagoniste, l'Église n'est pas sympathique. Ces rapports devraient être contredits, et les gens de l'Ontario devraient être convaincus qu'ils n'ont pas raison. Plusieurs de ceux-ci ont donné le meilleur de leurs familles dans cette guerre, et leurs sentiments sont donc très forts à ce sujet, et il est très difficile pour les Anglais de l'Ontario de comprendre pourquoi les gens d'ici n'ont pas démontré plus d'intérêt pour la guerre.

S'il y a une cause qui devrait faire appel au cœur et à l'esprit des Canadiens français, c'est l'affrontement se déroulant en ce moment en Europe. Personne ne peut parler plus élogieusement de la bravoure de nos garçons qui sont allés au front. L'héroïsme qu'ils ont démontré est magnifique. Il a été nécessaire d'envoyer plus de divisions, et chacune a agi dignement, a illuminé le nom du Canada, a fait connaître le Canada comme la patrie des braves et des vrais, et l'a fait connaître d'une manière jamais vue. Ces hommes nous ont gardé ici, nous permettant de vivre dans la paix et le confort, et il nous appartient de leur envoyer tout ce qu'il faut pour les appuyer, non seulement plus d'hommes, mais il est

essentiel, si nous voulons gagner cette guerre, de leur envoyer autre chose, comme de la nourriture. Il faut que chaque personne dans ce pays comprenne qu'un certain sacrifice est nécessaire. La guerre est éloignée, et nous sommes portés à croire qu'elle est gagnée. Nous souhaitons qu'avant longtemps la paix soit en vue, mais d'aussi loin qu'un homme ordinaire peut voir, ce n'est pas encore le cas. Peut être dans un an, deux ans, trois ans, mais en attendant, le plus petit et le plus grand, le plus riche et le plus pauvre devront renoncer à quelque chose pour que la guerre puisse être menée avec succès.

Il y a en plusieurs¹ ici qui sont en bonne forme physique et qui devraient être de l'autre côté. Chacun devrait faire sa part. Tout le monde est capable de faire quelque chose, et il vaut mieux aider que d'avoir les Allemands ici. Jusqu'à maintenant, nous savons que les Allemands sont aussi forts que jamais. Ils n'ont pas été battus. Ils tiennent des parties de la France, de la Belgique, de la Russie, de la Pologne, de la Serbie, de la Roumanie et d'autres endroits.

La première chose qui a causé des problèmes au Canada a été l'affaire des écoles en Ontario. Cette affaire aurait été réglée à la satisfaction de tous si la guerre n'avait pas éclaté. Je crois que la majorité anglaise de la province d'Ontario est anxieuse et prête à faire tout ce qui est bien, honorable et juste pour donner justice à chaque habitant de l'Ontario. Il n'y a pas de doute qu'il y a des extrémistes en Ontario, mais il y en a quelques-uns aussi au Québec. Ils accomplissent une besogne déplorable et c'est leur faire trop d'honneur que de parler de briser le pacte fédératif.

Il y a eu plusieurs actes malheureux au cours de la dernière élection dans cette province. Il prend comme exemple le fait qu'à la dernière élection il ait été impossible pour les candidats unionistes de tenir des assemblées au Québec. Des orateurs furent assaillis, des ministres de la couronne, dit-il. Il devrait être permis à chaque homme d'exprimer son opinion, bien qu'il puisse ne pas être d'accord avec d'autres. C'est l'un des droits de notre Constitution, et il me semble, de même qu'à d'autres, qu'il est regrettable que les leaders canadiens-français n'aient pas pris des mesures plus énergiques pour contrecarrer cette attitude. Il regrette que le premier ministre n'ait pas agi pour préserver la liberté d'expression dans cette province lors de la dernière élection. Il pense qu'un effort spécial aurait dû être fait et que des instructions spéciales auraient dû être données pour prévenir les troubles dans les assemblées.

Il faut aussi déplorer que l'honorable trésorier et l'honorable premier ministre aient refusé de faire des représentations auprès du gouvernement du Canada, ce qui aurait contrebalancé l'attitude prise par notre province. Tout le monde pense que ceci aurait été une bonne chose à faire pour faire disparaître les causes du trouble, et chacune des races aurait été bien vue par la suite. Leur présence en ce milieu eût sans doute enlevé bien des causes de griefs de la province contre le gouvernement et aurait été salulaire pour la province de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a eu des troubles en Ontario et ailleurs pendant la campagne électorale. Il prend Vancouver comme exemple. Il dit qu'il n'est pas correct de blâmer les leaders canadiens-français pour les problèmes. Il lui rappelle qu'à Kitchener, Ontario, on ne savait pas qu'il y eût des Canadiens français, pas plus qu'à Vancouver.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) rétorque qu'il ne visait personne en particulier. Il explique qu'il n'a pas blâmé les leaders canadiens-français, mais il déplore que ceux-ci n'aient pas pris de mesures pour contrebalancer l'attitude prise dans cette province.

Une voix: Appelé "Sherbrooke".

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) dit que c'est là que les ministres unionistes ont été assaillis.

Il conclut qu'il vaut mieux ne rien changer, mais, en terminant, il déplore les extravagances de langage des extrémistes de Québec comme ceux de l'Ontario.

M. Grégoire (Frontenac): M. l'Orateur, je veux faire quelques remarques en réponse à l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault). Il parlera franc, dit-il.

Le député de Montréal-Saint-Georges nous a dit qu'il y avait eu des extravagances de langage. Pas chez nous, car nous sommes patients. C'est notre clergé qui nous conseille d'être patients et nous lui obéissons depuis deux siècles et demi.

Il nous compare à un aréopage d'Athéniens et dit que Léonidas aux Thermopyles n'était pas plus brave que les Canadiens français.

On nous persécute! Vit-on jamais, depuis que le monde est monde, sous Sardanapale ou Néron, une persécution pareille? Heureusement, M. l'Orateur, je n'hésite pas à dire, au risque de froisser mon

honorable chef, que si les Anglais en ont un, nous en avons un, nous aussi, un bulldog. Il est maître dans sa propre maison, et c'est un maître capable, et il tient ce qu'il a. Nous pouvons bien lui donner le titre de notre bulldog anglais. Si les Anglais sont fiers de leur bulldog, nous pouvons être fiers du nôtre.

Il (M. Gault) trouve que la motion Francoeur est ironique. C'est de l'ironie gauloise, le député de Lotbinière (M. Francoeur) doit descendre des coqs gaulois. Nous traversons notre Mer Rouge et, Dieux merci, le clergé de la province est Moïse menant les Canadiens français à travers la Mer Rouge, et le premier ministre serait le Josué les amenant à la Terre Promise².

Il (M. Gault) croit que la motion Francoeur est inopportune, que de telles agitations ne font pas de bien et font beaucoup de mal.

Les gens du Québec devraient garder leur mémoire vivace, et les Anglais du Canada devraient en faire autant.

Les Canadiens anglais furent les premiers à toucher au lien qui unit les provinces dans la Confédération.

Les Canadiens français doivent avoir beaucoup de largeur de vues et se rappeler que la campagne d'injures dirigée contre eux n'est que le résultat de l'excitation causée par la campagne électorale. Ces choses ne devraient pas se répéter dans l'avenir.

L'honorable député de Montréal-Saint-Georges a dit que les Canadiens français du Québec ne devraient pas garder de sentiment d'animosité envers leurs voisins d'Ontario. Il a dit que les deux côtés étaient allés aux extrêmes lors de la dernière élection.

En deuxième lieu, il a demandé si l'annexion nous aiderait, et si, avec l'annexion, notre langue et notre religion nous aideraient, et si, avec l'annexion, notre langue et notre religion seraient mieux protégées.

Je réponds: Sommes-nous à blâmer pour les mauvais commentaires et les conflits qui ont marqué la dernière bataille électorale? Avons-nous trahi d'un iota la confiance placée en nous par le Royaume-Uni? Y a-t-il eu un seul cri de notre part appelant à l'annexion avec la république voisine, comme ceux qui vinrent du cœur même de Toronto: "L'annexion avant la conscription!". Avons-nous prôné la dissolution de la Confédération?

Nous sommes ici avec une rare originalité, un peu comme l'ancien aréopage des Arméniens, pour nous demander: Qu'allons-nous faire? Nous sommes à un tournant de notre histoire et il faut décider.

L'honorable député de Montréal-Saint-Georges appelle à l'union des provinces-sœurs et nous tend la branche d'olivier. Peut-il s'attendre à ce que notre peuple lui offre la main en signe d'amitié alors que le stigmate de la lâcheté vient de marquer notre visage cramoisi.

Oublions le passé, dit-il. Cependant, ses amis s'en tiennent à leurs gains malhonnêtes faits sur le dos de notre confiance et notre fidélité, et ce, en bafouant nos droits et l'inviolabilité de nos traités.

Nous sommes prêts à donner la main à l'Ontario. Mais si notre main tremble durant cette poignée de mains, c'est afin qu'on n'ignore pas qu'elle serait prête à retomber sur la garde de l'épée.

L'histoire n'offre aucun témoignage, même dans les temps anciens, d'un tel manque de respect envers les alliances et les ententes sacrées comme il a été ouvertement professé et pratiqué au 20^e siècle dans notre hémisphère. Aucun, mis à part les Prussiens, les ennemis actuels de la civilisation chrétienne, ne pourrait essayer de réconcilier de telles attaques envers la justice éternelle avec les droits des peuples.

Je dis à l'honorable député de Montréal-Saint-Georges; vous êtes un grand peuple, mais si vous affirmez que vous êtes un descendant de Guillaume d'Orange, nous, nous sommes les fils de Louis IX, des Charlemagne, des Roland, des Montcalm, des Frontenac. Sur ce rocher de la destinée du Québec, nous étions présents lorsque Montgomery fut lancé par-dessus les remparts, cheval et tout. Nous étions aux Thermopyles de Châteauguay. Où étiez-vous alors?

Lord Dufferin a dit que notre fusil serait le dernier pour défendre les possessions britanniques dans cette partie du monde, et la voix de Lord Grey a fait écho à ce sentiment en 1911.

Nous ne demandons pas la dissolution de la Confédération. Dans votre propre main se trouve le couteau qui a effiloché le ruban qui tenait notre union. Et que la faute soit déposée à votre porte. Il croit que les Anglais nous ont attaqués dans un moment de colère, mais il est bon que nous gardions le souvenir de cette injure comme il est bon qu'ils gardent eux-mêmes le souvenir de ce moment de colère. La Confédération tombera automatiquement, mais ceux qui seront les premiers auteurs de cette catastrophe seront ceux qui les premiers ont porté atteinte au lien confédératif.

Si une telle dissolution devait se produire, notre province étant la plus grande, la plus riche de toutes, la question se pose: Où serait l'Ontario? Nous vous avons sauvés de la banqueroute en 1840 lorsque vous avez imploré l'union avec le Bas-Canada.

Quelle gratitude nous avez-vous montrée depuis? Et si vous étiez isolés dans ce dominion, l'Ouest étant unifié aux États-Unis, les Provinces maritimes forcées par leur intérêt commun de s'associer avec nous, qu'advierait-il alors de votre splendide isolation?

Le député de Montréal-Saint-Georges a affirmé, ou insinué, que les Canadiens français n'ont pas fait leur part pour établir des relations amicales avec le peuple anglais. Il affirme que les Canadiens français ont fait le plus qu'ils pouvaient. Ils ont été patients pendant deux siècles et demi, particulièrement les derniers 50 ans. Nous voulons la paix, mais l'Ontario la veut-elle? Le temps est venu de parler d'homme à homme. Nous, de la province de Québec, avons fait notre part. Nous ne méritons pas le stigmate de la lâcheté.

Dans une page de Dickens, on voit qu'il y avait dans un certain club anglais un seul cadre, portant cette inscription: Dieu, garde ma mémoire inflexible.

Nous avons suivi jusqu'ici le conseil de l'évangile, pour obéir à notre clergé; après avoir été frappés sur la joue droite, nous offrons la joue gauche. Et la main de l'adversaire s'est promenée de notre joue gauche à notre joue droite... Mais cela est fini. Dieu, garde ma mémoire inflexible!

Mais il est contre la séparation, déclare-t-il. Il veut que nous acceptions tout, nous souvenant qu'il faut être généreux. Et il termine en disant: À tout péché miséricorde.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Il ne veut pas que ses amis canadiens-français croient que ceux qui vivent avec eux ne connaissent pas et n'apprécient pas leurs qualités. Il a déploré autant les extravagances de langage dans l'Ontario que dans le Québec.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Fonds de secours des forestiers catholiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 109 constituant en corporation le Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Oeuvre et fabrique de la paroisse
de Saint-François-d'Assise
de la Longue-Pointe**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 amendant la loi 6 George V, chapitre 88, et donnant certains pouvoirs à l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée.

NOTES

1. À ce moment, M Gault se tourne les yeux vers les galeries où effectivement plusieurs jeunes gens sont présents.

2. On entendit alors une jeune fille murmurer dans les galeries: "S'il allait demander à ce Josué de faire arrêter *Le Soleil*."

Séance du mercredi 23 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La prohibition

M. Sauvé (Deux-Montagnes), faisant allusion aux nouvelles des journaux, demande au premier ministre s'il est vrai qu'il a été décidé au dernier caucus d'établir la prohibition totale dans la province et que le gouvernement a décrété qu'une loi à cet effet entrera en vigueur en mai 1919.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Il ne se passe jamais de mystère aux caucus libéraux. Je ne crois pas, cependant, que le chef de l'opposition puisse insister pour savoir ce qui s'est passé au dernier caucus. Je puis dire que le gouvernement, à la présente session, présentera une loi au sujet de la prohibition qui donnera satisfaction à la population de la province de Québec.

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 79 accordant des pouvoirs spéciaux à la municipalité du village d'Hébertville-Station.

Votre comité recommande que l'article 516 du règlement soit suspendu et que les délais pour la présentation des bills privés soient prolongés au 30 janvier courant inclusivement.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 8 février prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième

rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 71 concernant The British Canadian Life and Accident Insurance Company (La Canadienne Britannique, compagnie d'assurance sur la vie et contre les accidents);

- bill 76 concernant le Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal et amendant la Loi concernant les taxes scolaires dans ladite cité.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 115 concernant la succession de feu Samuel Finley.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 111 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Rivière Madeleine.

**Protection
des plantes**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la protection des plantes contre les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demande de documents:

**Droits de coupe
dans les cantons du Lac-Saint-Jean**

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Quelles sont les personnes autres que les détenteurs de limites qui ont payé des droits de coupe au gouvernement de cette province pour du bois coupé dans chacun des cantons du Lac-Saint-Jean, depuis juin 1916.

2. Quelles sommes ont été perçues de chaque personne, pour chaque canton, et pour quelle quantité et espèces de bois.

Adopté.

Dépôt de documents:

Droits de coupe dans les cantons du Lac-Saint-Jean

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre, en réponse à un ordre de la Chambre, en date de ce jour, un état indiquant: 1. Quelles sont les personnes autres que les détenteurs de limites qui ont payé des droits de coupe au gouvernement de cette province pour du bois coupé dans chacun des cantons du Lac-Saint-Jean, depuis juin 1916.

2. Quelles sommes ont été perçues de chaque personne, pour chaque canton, et pour quelle quantité et espèces de bois. (Document de la session no 28)

Questions et réponses:

Limites à bois, Lac-Saint-Jean, sommes perçues

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Quelles sommes d'argent le gouvernement de cette province a-t-il perçues de chacun des détenteurs de limites à bois dans la région du Lac-Saint-Jean, depuis octobre 1916?

2. Quelles quantités et quelles espèces de bois chacun de ces détenteurs a-t-il fait couper depuis la même date?

3. Combien de personnes sont employées à la coupe du bois par chacun des détenteurs?

4. Quels salaires sont payés à ces hommes?

5. Combien coûte, en moyenne, à chacun de ces détenteurs la corde de bois de pulpe et le 1000 pieds de bois de sciage rendu au moulin?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. De la Compagnie de Metabetchouan, \$1,620.90; de M. Arthur DuTremblay, \$733.12; de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, \$1,703.04; de la Compagnie International Land & Lumber, \$2,202.55; de la Compagnie Québec Development, \$14,592.82; de MM. Biermans et Devenyns, \$274.51; de M. Alfred Harvey, \$423.28; de la Compagnie Price Brothers, \$27,335.46.

2. La Compagnie de pulpe de Chicoutimi, 3,135,432 pieds d'épinette et de sapin et 588 cordes de bois de chauffage; la Compagnie Price Brothers, 23,891,871 pieds d'épinette et de sapin et 19,498 pieds d'épinette et de sapin et 280 cordes de bois à pulpe.

3. Par la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, 143 hommes; par la Compagnie Price Brothers, 1,196 hommes; par M. Arthur DuTremblay (Gagnon & Frères), 32 hommes.

4. et 5. Le gouvernement ne possède pas de renseignements à ce sujet.

Concession de lots au Lac-Saint-Jean

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien de lots y a-t-il actuellement à concéder dans chaque canton du Lac-Saint-Jean?

2. Ces lots sont-ils propres à la culture?

3. Y a-t-il des chemins pour s'y rendre en voiture?

4. Reste-t-il encore des terrains non arpentés, propres à la culture, en arrière de Pelletier, Dalmas, Dolbeau, Taillon?

5. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement de la province de faire arpenter ces terrains et de les mettre en vente prochainement et après la confection des chemins?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. La classification des cantons du Lac-Saint-Jean n'est pas encore complétée.

4. Oui pour le canton Pelletier. Le territoire en arrière des autres cantons n'a pas encore été exploré.

5. Oui, dès que les besoins de la colonisation le nécessiteront.

Révocation de ventes de lots au Lac-Saint-Jean

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien de ventes de lots ont été annoncées ou affichées en révocation depuis juin 1916, dans chacun des cantons suivants: Albanel, Girard, Normandin, Delmas, Dolbeau, Parent, Labarre, Dufferin et Taillon?

2. Combien de ces ventes ont été révoquées?

3. À la demande de qui ces révocations ont-elles été faites ou affichées, suivant le cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Albanel, 5 lots affichés, 4 ventes révoquées.

1 et 2.			
Albanel	5 lots affichés	4 ventes révoquées	
Dalmas	59 "	5 "	
Dufferin	nil	nil	"
Labarre	83 lots affichés	2 ventes révoquées	
Normandin	32	18	"
Parent	34	21	"
Taillon	1	nil	"
Dolbeau	nil	nil	"
Albanel	lot 6/6 par F. Fortin		
	" 1/6 par Alb. Néron		
	" 3/7 pour transport illégal		
	" 12/5 par Fort. Roy		
	" 4/7 par Jos. Fradet		
Dalmas	par l'agent pour 4 lots et par le service forestier pour tous les autres		
Dolbeau	par le service forestier		
Labarre	"	"	
Normandin	"	"	
Parent	lots 42/1 par H. Lalancette		
	lots 38/1 par A. Terreau		
	1-2-3-6-7-8-12-14-15-16-17-22-24-25-50-51-52-53/2, par Hor. Simard, H. Talbot, Henri Simard, Alf. Larue, Geo. Bouchard, Thim. Condé, Nap. Ouellet, Ls. Lamothe, Damase Ouellet, Géd. Simard, Alf. Boutin, Hyp. Brassard, Léopold Piquette, Clovis Simard, Is. Houde, Maurice Houde, Raoul Simard		
	lot 35/5 par Ovide Hébert		
	" 8/3 par Asselin & Fils		
	" 37-38/5 par Jos. et Chs. Lavoie		
	" 32/4 par Pierre Duguay		
	" 36/5 par Wilf. Turgeon		
	" 43/1 par Honoré Lalancette		
	" 53/3 par Edm. Allard		
	" 1/6 par M. Marceau		
	" 32/3 par Edr. Guilmette		
	" 33/2 pour transport illégal		
	" 49/4 par Arthur Rivard		
	" 46/4 par G.-C. Piché		
Taillon	" 33/4 par Henry Tremblay		

**Chemin
entre Saint-Félicien
et le lac Chibougamau**

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Quel est le montant total d'argent de Chibougamau?

2. Combien de colons ont profité de ce chemin?

3. À la demande de qui et sur quelle recommandation cette aide de colonisation a-t-elle été accordée?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$10,673.89.

2. Très peu, si toutefois il en existe. C'était un chemin de portage de six pieds de largeur seulement, fait en vue du développement des mines dont la colonisation devait profiter.

3. Des mineurs, du maire, des conseillers et des contribuables de Saint-Félicien.

**Motion Francoeur sur la rupture
du pacte fédératif de 1867**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 22 janvier, sur la motion proposée le jeudi 17 janvier courant: Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte fédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada.

L'honorable M. Gouin (Portneuf):

M. l'Orateur, J'ai suivi avec attention l'intéressant débat qui se poursuit sur la motion qui est soumise à notre considération. J'ai écouté avec plaisir tous ceux de mes collègues qui ont parlé sur la question et qui nous ont fait goûter le charme de leurs belles et éloquentes paroles. J'interprète le sentiment unanime de la Chambre j'en suis certain, en leur offrant mes meilleures félicitations, ainsi que celles de toute la députation.

Vous le savez, M. l'Orateur, on redoutait quelque peu ce débat dans les autres provinces. Les craintes doivent maintenant être dissipées, et nous pouvons affirmer après avoir entendu tout ce qui s'est dit dans cette Chambre, que jamais discussion ne fut faite avec plus de calme et plus de dignité.

J'ai maintenant quelques remarques à faire à mon tour. Je vous demanderai votre indulgence ainsi que celle de la Chambre, M. l'Orateur, non pas que je sois embarrassé de l'opinion que je dois exprimer, car elle est bien arrêtée dans mon esprit et depuis longtemps. Et mon ami, le chef de l'opposition d'ailleurs, m'a facilité la tâche en me traçant les grandes lignes de mon discours et en poussant même la condescendance jusqu'à en préparer la conclusion que je devrais présenter devant cette Chambre. Je sollicite l'indulgence de la Chambre, Monsieur, parce que je sais que je ne pourrai m'élever à la hauteur de l'éloquence de mes collègues qui ont parlé sur cette question.

Je sais que la bonne volonté de mes collègues m'a toujours accompagné et je sais d'avance également que la généreuse attention qu'ils m'ont accordée à tant d'occasions jusqu'ici en cette Chambre m'encourage et me rend confiant qu'ils me prêteront tout obstacle à la bonne entente entre les diverses provinces.

La motion Francoeur est présentée non pas dans un esprit de déloyauté ou d'exaspération, mais plutôt dans le but de clarifier la situation et d'écarter tout obstacle à la bonne entente entre les diverses provinces.

La motion Francoeur se lit comme suit: "Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte fédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada."

L'honorable député de Lotbinière a exposé les motifs qui l'ont porté à proposer cette motion. Il a voulu, a-t-il dit, répondre aux paroles injurieuses, aux articles injustes parus dans certains journaux dans d'autres provinces. Je sais qu'on a prétendu que ce n'était pas là son seul motif, qu'il y avait du ressentiment du fait que le parti du représentant de Lotbinière avait essuyé une défaite aux dernières élections générales. On a prétendu aussi qu'il voulait par cette motion attaquer le gouvernement fédéral. On a ajouté enfin qu'il y avait dans cette demande quelque chose qui frise la déloyauté. Et c'est ce qui m'étonne le plus.

Ça me blesse, et je me demande ce qui pousse certains voisins et amis des autres provinces à attribuer des motifs à la province de Québec à cause de cette motion. Ceux qui ont suivi les événements et l'histoire de la province et de toutes les provinces, depuis la Confédération, ne peuvent critiquer ou crier à la déloyauté en faisant référence à la motion du député de Lotbinière.

Ainsi, si l'on veut bien me permettre d'ouvrir un chapitre de l'histoire d'une de nos provinces-sœurs, je trouve que le Parlement de la Nouvelle-Écosse adoptait, par un vote de quinze à sept, le huit avril 1886, une résolution dont le but était d'obtenir la séparation de cette province du Dominion du Canada. Cette résolution se lisait comme suit, et elle fut présentée par le premier ministre d'alors, l'honorable M. W.-S. Fielding, un des hommes les plus respectés et les plus distingués de la politique canadienne:

"L'honorable secrétaire provincial, conformément à un avis donné le jour précédent, propose que les résolutions suivantes soient soumises à cette Chambre:

"Attendu que, antérieurement à l'Union des provinces, la Nouvelle-Écosse était dans une position financière des plus florissantes;

"Attendu que, d'après les termes de l'Union, les principales sources de revenu ont été abandonnées au gouvernement fédéral;

"Attendu qu'au temps de l'Union de graves objections ont été soulevées quant aux conditions financières faites à la province de la Nouvelle-Écosse, conditions que l'on déclarait insuffisantes pour subvenir aux dépenses de tous les services dont le gouvernement provincial devait garder le contrôle;

"Attendu qu'un appel fut transmis au gouvernement impérial pour lui demander de rappeler l'Acte d'Union, en autant que cet acte liait la Nouvelle-Écosse;

"Attendu que le gouvernement impérial, bien qu'il refusât de se rendre à cette demande avant que l'on ait tenté un essai plus prolongé de l'Union, pria le gouvernement et le Parlement du Canada, par une dépêche du Secrétaire des Colonies à Lord Monck en date du 10 juin 1868, de vouloir bien modifier tous les arrangements relatifs à l'impôt, au commerce et aux pêcheries, qui puissent porter préjudice aux intérêts de la Nouvelle-Écosse;

"Attendu que le 6^e jour d'octobre 1868, le Très honorable Sir John A. Macdonald, dans une lettre adressée à l'honorable Joseph Howe en référence à la dépêche ci-haut mentionnée, déclara comme suit:

"Le gouvernement canadien est non seulement prêt, mais impatient d'entamer une discussion pleine et franche sur ces points et est préparé, dans l'éventualité où la pression de la taxation s'avérerait inégale ou injuste envers la Nouvelle-Écosse, à lever cette pression par tous les moyens mis en son pouvoir. Il est également prêt à discuter toutes questions d'ordre financier ou commercial pouvant être soulevées par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, de votre part ou de la part des représentants de la Nouvelle-Écosse au Parlement du dominion; et plus loin, il a dit: Vous vous souviendrez peut-être de la suggestion que j'ai faite au Comité à l'effet que M. Annaud, le ministre des Finances de la province, ou tout autre individu désigné à cet effet, devrait venir visiter Ottawa et s'asseoir ici avec le ministre des Finances afin d'établir s'il se trouve des inégalités ou des injustices, d'en établir l'étendue et de voir également de quelle façon y remédier. Et je réitère maintenant l'assurance que j'ai alors donnée à l'effet que notre gouvernement considérera la question non pas dans un esprit de rigidité mais dans un esprit des plus

libéraux, avec le concours de la population de la Nouvelle-Écosse, dans le but d'en arriver à la nouvelle constitution. Nous aborderons la requête lorsqu'il vous conviendra, et le gouvernement canadien s'engage avec toute l'influence qu'il possède à presser le Parlement afin que l'on puisse donner suite, par la législation requise, à tout réajustement financier qui aura alors été arrêté;

"Attendu que le gouvernement et le Parlement du Canada ne se sont jamais rendus au désir ou à la requête du gouvernement impérial et que la promesse de Sir John-A. Macdonald n'a jamais été exécutée;

"Attendu que, après dix-neuf ans de ce régime, les gouvernements qui se sont succédé ont trouvé que les objections soulevées dès le début à l'encontre des conditions de l'Union ont acquis une force infiniment plus grande que pendant la première année de ce régime et que, de l'avis de cette Chambre, le sentiment de mécontentement au sujet des conditions financières est plus profond et plus général qu'il ne l'a jamais été;

"Attendu que, avant son entrée dans l'Union, la Nouvelle-Écosse avait un tarif moins élevé que celui des autres provinces et que, cependant, sa situation financière était meilleure que celle des autres provinces qui font partie de l'Union;

"Attendu que la position financière et commerciale de la Nouvelle-Écosse est loin d'être une situation satisfaisante et qu'elle est même dans une situation précaire;

"Attendu que, de toute évidence, les termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, aussi bien que le tarif élevé et les lois fiscales du pays, sont la cause, dans une large mesure, de l'état défavorable des finances et du commerce de la Nouvelle-Écosse;

"Attendu que, aussi longtemps que la province fera partie de la Confédération et qu'elle sera sujette aux conditions de l'Union, il me paraît n'y avoir aucune possibilité d'améliorer sa situation;

"Attendu que, antérieurement à 1867, des pourparlers ont eu lieu au sujet de l'Union des provinces maritimes et que ces pourparlers ont été interrompus pour faire place aux négociations relatives à la Confédération;

"Attendu qu'il apparaît maintenant comme il apparaissait à cette époque que les intérêts de la population des provinces maritimes, maintenant incorporées au sein du Canada, sont identiques sous un grand nombre d'aspects;

"Attendu que les membres de cette Chambre sont d'opinion que les intérêts financiers et

commerciaux de la population de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard seraient dans une position plus favorable si ces trois provinces se retiraient de la Confédération et s'unissaient sous un seul gouvernement;

"Attendu que s'il s'avérait impossible, après des négociations à cet effet, de préserver la collaboration des gouvernements des provinces-sœurs dans leur retrait de la Confédération et dans la constitution d'une Union maritime, cette Législature estime alors absolument nécessaire que la Nouvelle-Écosse, afin que ses voies ferrées et ses autres travaux et services publics puissent être prolongés et maintenus de manière à répondre aux besoins du peuple, que ses industries soient adéquatement stimulées, que son commerce se développe et se fortifie, et que ses intérêts financiers reposent sur des bases saines, comme c'était le cas avant la Confédération, demande au Parlement impérial la permission de se retirer de son union avec le Canada et de retrouver le statut de province de la Grande-Bretagne, avec plein contrôle dans la province sur toutes les lois fiscales et les réglementations tarifaires, ainsi que la chose avait lieu avant la Confédération;

"Attendu que cette Chambre déclare ainsi son opinion et sa conviction de façon à ce que les candidats aux élections prochaines soumettent au peuple de la Nouvelle-Écosse cette importante et vitale question d'une séparation d'avec le Canada et lui permettent de la décider le jour du scrutin."

Ce qui fut alors appuyé. Et un débat s'ensuivit, la question étant mise aux voix par la présidence afin que la résolution soit ainsi agréée, la Chambre se divisa alors, et quinze voix se prononcèrent en faveur de la motion et sept contre¹.

À l'élection générale qui suivit, M. l'Orateur, le peuple de la Nouvelle-Écosse se prononça à la presque unanimité pour la rupture du pacte fédéral. Y a-t-il eu alors dans cette province, à la présentation de cette motion et à la veille d'une élection générale, des protestations? Y a-t-il eu des protestations ici ou dans les autres provinces? Et l'honorable M. Fielding et ses collègues ainsi que les bons amis de la Nouvelle-Écosse ont-ils été considérés comme déloyaux envers la Couronne britannique? Non, Monsieur, pas plus qu'il ne l'ont été récemment à la suite de leur attitude au sujet de la conscription.

La question de la conscription a été soulevée et il était alors devenu criminel pour les citoyens de Québec, au cours des dernières élections, d'en discuter. Il était vu aussi comme un crime que la province de Québec vote comme elle l'a fait sur la

question de la conscription. Pourquoi, alors, ne pas accuser la province du Nouveau-Brunswick du même crime, elle qui s'est prononcée également contre la conscription? Pourquoi ne pas accuser la province de la Nouvelle-Écosse, patrie du premier ministre du Canada, qui s'est prononcée majoritairement contre la conscription? Pourquoi ne pas accuser les bons citoyens de l'Île-du-Prince-Édouard qui se sont prononcés unanimement, presque unanimement, contre la conscription? Pour moi, M. l'Orateur, ce n'est pas là de l'impartialité. C'est de l'injustice. Ce n'est pas le fair-play britannique dont nous avons le droit de nous réclamer dans la province de Québec comme dans les autres provinces de la Confédération.

Et puisque je parle de fair-play, je puis bien dire que mon ami, le chef de l'opposition, n'en a guère usé à mon égard l'autre jour en voulant proposer un amendement à cette motion. Il a brandi contre moi le tonnerre qu'il avait formé pour m'abîmer. Il s'est servi aussi de cette sensation annoncée par *L'Événement*, à deux heures, avant que le discours du leader de l'opposition n'ait été entendu. Mon honorable ami de Deux-Montagnes a bien parlé, il a parlé éloquentement comme il le fait toujours, je pourrais même dire que, à certains moments, il a parlé courageusement. Ne mettez pas sa sincérité en doute! Je puis bien louer sa sincérité, d'autant qu'il s'appelle "Sincère" en certaines occasions. Il s'est attiré les foudres de quelques-uns en désavouant toute l'alliance avec ceux qui s'appellent les tories, mais, pour se ménager un pardon de ses amis, il n'a rien trouvé de mieux que de chercher à m'avilir.

Depuis près d'un mois, le chef de l'opposition connaissait la motion et il a préparé soigneusement, depuis des semaines, dans l'ombre et le mystère, son discours et l'amendement qui devait lui servir de conclusion. Il a fait des copies à l'avance pour les journaux, copies distribuées pendant les quelques heures qui ont précédé son discours. Il m'assignait par devant notaire (le député du Lac-Saint-Jean) une heure à peine avant la séance et il me proposait, il m'enjoignait doucereusement de proposer cet amendement qu'il nous a lu et qu'il n'osait pas proposer lui-même.

J'ai refusé. J'ai refusé, Monsieur, parce que cet amendement n'était pas acceptable, parce qu'il était hors d'ordre, parce que l'honorable chef de l'opposition lui-même ne l'aurait pas voté et, enfin, parce que je ne suis pas homme à mettre au cœur de mes compatriotes de fausses espérances qui ne pourraient causer que des déceptions.

Cet amendement proposait de demander le désaveu de la conscription. Il n'aurait rien rapporté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Permettez-moi de dire que nous pouvons faire en sorte que l'amendement soit recevable, conformément aux règles.

Si le premier ministre veut, comme chef de la majorité, prendre à son compte cet amendement, je déclare que je l'appuierai. S'il me promet, encore, l'appui de la majorité ministérielle, je suis prêt à le présenter, immédiatement, avec plaisir, moi-même.

Le premier ministre veut-il accepter mon amendement tel que modifié selon ses désirs et les règles de la Chambre?

L'honorable M. Gouin (Portneuf) n'a pas peur des amendements du député de Deux-Montagnes. Le chef de l'opposition peut présenter les amendements qu'il voudra, pourvu qu'ils soient conformes aux règles de la Chambre et dans l'intérêt de la province et du pays. Je m'engage déjà à les défendre. Il est difficile de croire que le leader de l'opposition ait voulu faire croire aux députés qu'il était sérieux.

Mais le chef de l'opposition peut bien essayer maintenant de revenir sur son attitude. Le peuple de la province, il le sent bien, ne l'a pas pris au sérieux. Il a compris que ce n'était qu'une fausse manœuvre.

Notre peuple, tout comme les honorables membres de cette Chambre, a compris que les tactiques de mon honorable ami n'étaient rien de plus qu'une manœuvre électorale. La suggestion d'amendement en avait d'ailleurs toutes les allures.

Nous n'avons pas le droit, M. l'Orateur, de jouer avec la sincérité des braves hommes de cette province. Le désaveu? Mais est-ce que la province pouvait se prononcer plus fortement plus solennellement, plus unanimement sur cette question qu'elle ne l'a fait aux dernières élections? Croit-on, d'autre part, qu'il suffirait de l'amendement que le chef de l'opposition a préparé et couvé amoureuxment pour que le gouvernement impérial désavouât l'acte de la conscription?

Le chef de l'opposition était mieux inspiré lorsqu'il disait: "Laissons à nos grands dirigeants, le chef du parti à Ottawa, Sir Wilfrid Laurier, et ses lieutenants autorisés, le soin d'étudier la situation et de trouver solution au problème."

Il m'a reproché de n'être pas allé à Ottawa au temps où l'on discutait la conscription. Si j'y étais allé, savez-vous ce qu'il aurait dit? Il aurait pu me reprocher de me mêler de choses qui ne me

regardaient pas; il aurait pu même dire, j'en suis certain, que j'étais responsable des défections qui se sont produites dans le Parti libéral et probablement aussi que j'étais responsable du vote majoritaire des membres de la Chambre à Ottawa.

D'ailleurs, si c'était mon devoir d'aller à Ottawa, c'était aussi le devoir du chef de l'opposition qui avait là-bas des amis, du côté ministériel; il aurait pu même exposer ses vues aux ministres du Québec, et les faire triompher. Ce sont ses amis qui ont adopté cette loi de conscription sans l'existence de laquelle il n'aurait pas eu besoin de les répudier aujourd'hui? N'était-il pas à lui de les convaincre à propos de la conscription, plutôt qu'au premier ministre de la province de Québec et aux autres ministres?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La différence qu'il y a, à ce sujet, entre le premier ministre et moi-même, c'est que dès que cette mesure fut présentée, j'ai déclaré dans des assemblées publiques et dans des articles dans les journaux que j'étais contre la conscription. Et j'ai donné mes raisons, mais non pas avec la violence qu'y a mis le premier ministre, après que la mesure fut adoptée.

Le premier ministre, lui, n'a fait aucune déclaration tant qu'a duré le débat de la conscription. Le premier ministre ne s'est prononcé qu'après le vote, parce qu'il n'a pas eu le courage de se prononcer avant.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le leader de l'opposition se trompe. Je me suis déclaré dès la première heure où la conscription a été discutée. Il est vrai que j'ai ajouté que j'avais une confiance absolue dans le jugement et la sagesse de Sir Wilfrid Laurier, qui s'est prononcé lui-même contre la conscription. J'ai dit qu'il fallait s'en rapporter à sa direction, comme le chef de l'opposition lui-même le veut toujours. Le chef de l'opposition, qui dit que j'ai gardé le silence au moment où cette question de conscription a été discutée, s'est lui-même contredit en disant l'autre jour que j'ai fait de violents discours contre la conscription, lorsque la loi a été votée et durant la dernière campagne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai reproché au premier ministre ses propos trop violents.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Je n'ai fait que défendre les éléments du droit parlementaire, les éléments du droit constitutionnel anglais; je n'ai fait que définir la liberté britannique. Et si le chef de

l'opposition écoutait ce que son cœur et sa pensée lui dictent, il m'en féliciterait comme je le félicite du courage dont il a fait preuve dans son discours ici, l'autre jour, d'avoir séparé sa cause de ceux qui nous dirigent à Ottawa.

Vraiment, mon ami l'honorable chef de l'opposition aurait mieux fait de supprimer cette sensation qui lui a coûté tant de travail et tant de peine. D'ailleurs, toute la peine qu'il s'est donnée ne lui a pas servi à grand-chose. Il ne se serait pas attiré cet article du *Chronicle* qui, le lendemain, le samedi matin, qui lui faisait clairement remarquer certaines choses et lui disait: "Crois ou meurs". Et même *L'Événement*, qui l'avait encensé naguère, le vendredi, de ses plus chers arômes, ne l'aurait pas, par ordre, excommunié le lendemain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois et je vis encore.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Oh! je sais bien que le chef de l'opposition aurait voulu crier la sensation que nous annonçait *L'Événement* deux heures avant son discours, mais il a fait moins de bruit avec son amendement que n'en fit la montagne enfantant la souris. *L'Événement* avait annoncé une bombe; la bombe a éclaté, mais n'a fait aucun mal. Je me suis dit que la foudre ne tombe pas chaque fois que le tonnerre gronde.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! ce n'était pas aussi grave que l'annonce d'un nouveau Cromwell par le premier ministre.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Ça n'a guère produit plus. Il n'a jamais fait une telle prédiction. Le leader de l'opposition parle beaucoup de Cromwell. Pour ce qui est de ce que j'ai dit à propos de Cromwell, je n'ai rien à retirer. M. l'Orateur, ce que je disais en me servant du nom de Cromwell, je n'avais fait qu'emprunter textuellement au grand organe conservateur du matin, la *Gazette* de Montréal, ce qu'il avait dit quelques jours avant moi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La *Gazette* et le premier ministre, deux bons amis.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Oui, et je n'ai pas honte d'être l'ami de la *Gazette* et le leader de l'opposition aimerait bien se faire un ami de la *Gazette*, mais un discours malheureux, comme que celui de l'autre jour, les gardera pour longtemps éloignés l'un de l'autre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste de nouveau.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Pourquoi le chef de l'opposition ne me laisse-t-il pas parler? Il demande au député de Deux-Montagnes d'avoir la bonté de le laisser poursuivre son discours, comme il ne l'a pas interrompu quand c'était son tour. Celui-ci peut prendre des notes et il pourra poser ses questions par la suite. Ce n'est pas que je craigne ses interruptions. Il verra à mesure que mon discours se développera que je me sens en état de lui répondre. Quand j'aurai fini mon discours, il pourra me poser toutes les questions qu'il voudra.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me suis permis de faire ces observations parce que les règles de la Chambre me privent de l'avantage de répondre au discours du premier ministre. Mais je me rends volontiers au désir de ce dernier.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Et maintenant, venons-en à la motion.

Je désire rendre ma position très claire sur ce sujet, M. l'Orateur. Je suis en faveur de la Confédération canadienne. Je considère le système fédéral comme le seul moyen possible pour administrer et gouverner notre pays, si nous tenons compte de nos différences de race et de croyances, de la variété et de la multiplicité des besoins locaux sur notre immense territoire. Pour ces raisons, il affirme que malgré certains éléments qui sont survenus dans les provinces maritimes, affectant défavorablement la race canadienne-française, il aurait de toute façon voté en faveur de la Confédération.

Pour être plus clair, je déclare que si j'avais été partie aux négociations de 1864, j'aurais certainement essayé, si j'en avais eu l'autorité, d'obtenir pour la minorité canadienne-française des autres provinces la même protection qui a été obtenue pour la minorité anglaise dans la province de Québec. Je n'aurais pas demandé cela comme une concession, mais comme une mesure de justice. Et même si on ne me l'avait pas accordée, j'aurais voté en faveur des résolutions de 1864.

Durant le débat de 1865, j'aurais demandé de nouveau cette mesure de justice, bien plus cette mesure de prudence. Et si je n'avais pas réussi, j'aurais encore voté pour l'acte fédératif, tel que voté le 13 mars 1865. Même à cette heure, Monsieur, en dépit des heurts qui se sont produits dans l'administration de notre pays depuis 1867, en dépit

des misères faites à ceux de Québec et à ceux qui constituent la minorité dans les autres provinces, si j'avais à choisir entre la Confédération et l'Acte de 1791 ou l'Acte de 1840-1841, je voterais encore en faveur de la Confédération canadienne.

Il est bon de dire à ceux de la jeunesse, à ceux de l'âge mûr, aux anciens mêmes qui n'ont pas le loisir d'étudier l'histoire de notre pays, que la Confédération ne fut pas le résultat d'un caprice, ni un acte de légèreté, mais la résultante d'une nécessité. Cet acte fut accepté librement par la province de Québec. Elle en a profité, elle en profitera encore et il ne peut être question de changer un aussi bon régime. Sans Cartier, sans la volonté populaire du Bas-Canada, nous n'aurions pas eu la Confédération.

Avant 1865, depuis nombre d'années, le Canada uni marchait vers l'abîme; l'administration était dans le chaos. Dès avant 1865, tous nos hommes d'État, tous ceux qui ont pris part dans les affaires publiques reconnaissaient et affirmaient le besoin d'un changement dans notre système de gouvernement. L'Acte d'union de 1841, avec ses misères, ne pouvait plus fonctionner. Pourtant, malgré l'injustice de son origine, malgré les luttes acerbes de 1840 à 1867, l'Acte d'union n'empêcha pas le pays de grandir et de progresser au point de vue agricole, au point de vue de la colonisation, du commerce et de l'industrie. C'est sous l'Union que nos institutions municipales furent établies, nos écoles se développèrent et nous obtînmes l'octroi du gouvernement responsable.

C'est probablement entre les années 1840 et 1867 que les luttes de nos partis politiques furent les plus amères et les plus violentes. Malgré ces querelles des hommes publics et des politiciens, les rejets des deux grandes races colonisèrent et développèrent le pays. Nos pères avaient assez de vigueur pour poursuivre leur œuvre sans s'occuper des orages politiques qui passaient sur le Canada.

Les autres orateurs qui m'ont précédé ont rappelé les luttes que nous eûmes à subir entre 1841 et 1867. La grande cause des divisions entre politiciens et entre provinces était la question de la représentation.

Avant l'Union, la population de la province de Québec dépassait de 300,000 celle du Haut-Canada. En 1844, le Bas-Canada avait encore 200,000 âmes de plus que le Haut-Canada. En 1849, Papineau proposa d'amender l'Acte de 1841 et déclara comme injuste le fait que la province de Québec, ou le Bas-Canada, qui avait la plus grande population, ait la même représentation que le Haut-

Canada. Les chefs politiques de la province de Québec s'opposèrent à cette proposition, et celle-ci ne passa pas. Plus tard, ce fut le Haut-Canada qui réclama une plus grande représentation. Brown et ses amis firent la même demande sans succès. Les luttes devinrent plus acerbes. C'est depuis ce jour qu'on entendit, à diverses époques, mais surtout en temps d'élection: "No Quebec domination, no French domination."

En présence de ces divisions, on comprit qu'il fallait mettre fin à ces luttes pour la sécurité du pays. Et, en 1858, le cabinet Cartier-MacDonald proposa ce que je pourrais appeler le germe de la Confédération. On le trouve dans le discours du trône prononcé par Sir Edmund Head à la fin de la session: "Dans le cours de la vacance, je me propose d'entrer en communication avec le gouvernement de Sa Majesté et avec le gouvernement de nos colonies-sœurs sur un autre sujet d'une très grande importance. Je désire les inviter à discuter avec nous les principes sur lesquels pourrait plus tard s'effectuer une union d'un caractère fédéral entre les provinces de l'Amérique du Nord britannique."

Cartier-MacDonald et leurs amis croyaient déjà que le seul moyen de mettre fin au marasme qui régnait, c'était la confédération des provinces. Rien ne fut fait cependant cette année-là, hormis l'envoi d'une délégation en Angleterre. En 1860, Brown, s'appuyant sur les résolutions adoptées à la convention de Toronto, proposait la fédération du Haut avec le Bas-Canada. Même à cette époque, Sir Aimé Dorion ne se montre pas scandalisé du principe fédératif. Le Bas-Canada, conservateurs comme libéraux, votait contre.

Sir Aimé-Antoine Dorion et MM. Drummond et McGee étaient les trois seuls membres du Bas-Canada à voter avec Brown, et sa demande a été rejetée.

Puis, les partis se remettent à leurs querelles et leurs divisions et oublient même les propositions faites en 1858. En 1864, Brown offrait au ministère Taché-MacDonald la solution du problème: la Confédération.

La même année, les délégués des colonies de l'Amérique du Nord britannique se réunissent d'abord en conférence dans l'Île-du-Prince-Édouard, puis à lieu la Conférence de Québec où les résolutions qui forment la base de la Constitution de 1867 sont adoptées.

Après l'adoption des résolutions, le Parlement uni envoie une adresse au Parlement impérial demandant la charte qui lui fut accordée.

À la session de 1865, le premier ministre du Canada-Uni, Sir É.-P. Taché, en proposant l'adoption de ces résolutions, disait ce qui suit: "Le temps est arrivé où, comme je le crois, tous les hommes qui aiment leur pays doivent s'unir pour chercher un remède aux maux dont nous sommes menacés. On dira peut-être que le remède aux maux proposé n'est pas exigé par les circonstances, mais j'aimerais savoir quel autre plan on aurait pu proposer."

"La législation, en Canada, a été presque paralysée pendant les deux dernières années, et si l'on veut consulter les lois passées depuis 1862, on verra que les seules mesures publiques qui s'y trouvent n'ont été adoptées qu'avec la permission de l'opposition. Telle a été la condition des choses pendant deux années, et tel a été le mal; mais il n'est pas le seul et nous en avons un autre non moins grand à déplorer, je veux parler de l'administration des affaires publiques pendant la même période. Depuis le 21 mai 1862, jusqu'à la fin de juin 1864, il n'y a pas eu moins de cinq gouvernements qui ont administré les affaires du pays."

Et Sir Étienne-Paschal Taché ajoute plus loin: "Dans le temps où les mesures furent proposées (la fédération des deux provinces et la Confédération de toutes les colonies de l'Amérique du Nord), le pays était réellement à la veille d'une guerre civile."

Sir Georges-Étienne Cartier demandait à son tour de voter les résolutions. "Nous devons nécessairement voter la Confédération, disait-il, autrement nous allons à l'annexion."

Sir John A. MacDonald voyait trois alternatives: ou bien la représentation basée sur la population, ou bien l'annexion, ou bien la Confédération des colonies.

Sir Aimé-Antoine Dorion voulait la fédération des deux provinces; il redoutait la Confédération des colonies par crainte de l'Union législative. Il était prêt à accepter la demande du gouvernement, cependant, si le peuple était consulté.

Letellier de Saint-Just était absolument opposé à la Confédération sans consultation populaire. Il y préférerait l'Acte d'Union avec la représentation basée sur la population.

Les deux grandes objections que l'on faisait valoir contre la Confédération dans le Bas-Canada étaient, pour les uns, la crainte de l'union législative et, pour les autres, la peur que la minorité anglaise ne fût molestée par la majorité française. C'est pour répondre à cette dernière objection que Sir É.-P. Taché disait en présence de toute la population d'Ontario: "Si nous obtenons une union fédérale, ce sera l'équivalent d'une séparation des provinces, et

par là, le Bas-Canada conservera son autonomie avec toutes les institutions qui lui sont si chères et sur lesquelles il pourra exercer la surveillance nécessaire pour les préserver de tout danger. Mais il est une partie des habitants du Bas-Canada qui, au premier coup d'œil, peut avoir de plus fortes raisons de se plaindre que les Canadiens français catholiques, ce sont les Anglais protestants. Et pourquoi? Parce qu'ils sont en minorité. Je crois, cependant, que s'ils veulent examiner minutieusement le projet dans tous ses détails, ils seront pleinement rassurés sur les conséquences. D'abord, il faut signaler un grand événement: les lois du Canada ont été refondues et les habitants parlant la langue anglophone se sont familiarisés avec elles au point d'en être aujourd'hui satisfaits. Sous ce rapport, ils sont donc en sûreté, ils allègueront peut-être que la majorité de la législature locale pourra, plus tard, commettre des injustices envers eux, mais je pense qu'un retour vers le passé fera s'évanouir toute crainte. Avant l'union des deux provinces, quand la grande majorité des membres de la Législature était française, les habitants d'origine anglophone n'ont jamais eu raison de se plaindre d'eux. Il n'y a pas d'exemple qu'une injustice ait été seulement tentée."

Cette fière et noble déclaration, l'honorable M. McGee la faisait sienne quelques jours plus tard quand il disait: "Je ne crois pas non plus que mes compatriotes protestants doivent avoir aucune crainte que ce soit, parce que les Canadiens français n'ont jamais été intolérants: leur caractère ne s'y prête pas, à moins toutefois d'être persécutés, mais alors il n'arrive que ce qui a lieu pour toutes les autres races de toutes croyances."

Sir John A. MacDonald disait quelques jours plus tard: "Voici ce que j'ai dit, et je ne suis pas allé plus loin; avant l'adoption du plan de Confédération, le gouvernement présentera une mesure pour amender la loi des écoles du Bas-Canada, de façon à protéger les droits de la minorité, et en même temps à satisfaire la majorité, qui a toujours montré le plus grand respect pour les droits de cette dernière, et qui, je n'en ai aucun doute, continuera de les respecter."

À partir du jour où il y eut un gouvernement responsable, à partir du jour où il y eut un gouvernement parlementaire, la minorité de la province ne s'est jamais plainte de la majorité et jamais il n'y eut de molestation à son endroit. Ce qui a été dit à propos de la tolérance des Canadiens français en 1865 par McGee et Sir John MacDonald pourrait très bien être réitéré aujourd'hui. J'affirme que nous pouvons obtenir la même évidence aujourd'hui de la part de tous les hommes qui se

trouvent impliqués dans les affaires publiques de cette province ainsi que dans les autres provinces de la Confédération.

Cette déclaration de Sir É.-P. Taché, M. l'Orateur, tous mes prédécesseurs, tous les premiers ministres de Québec, depuis 1867, auraient pu la faire sans craindre la contradiction, et je la répète aujourd'hui avec fierté, certain d'être appuyé par tous les représentants de la minorité dans cette Chambre, conservateurs et libéraux, comme le premier ministre de 1865 était lui-même appuyé par McGee, MacDonald et toute la députation des deux Canadas.

Les propositions de 1864 furent longuement, éloquemment et habilement débattues lors de la session de 1865. Le Parti libéral et le Parti conservateur peuvent être fiers des hommes qu'ils avaient alors, de ceux que nous considérons comme nos ancêtres politiques. Je suis convaincu que tous ceux-là agirent de la meilleure foi et dans l'intérêt de notre province.

Après un débat de trois mois, la majorité se déclara en faveur de la Confédération. Et le 13 mars, les résolutions furent acceptées, et le 1er juillet 1867, l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick étaient constituées en Confédération en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

En 1870, le Manitoba se joignait à nous et la même année, le gouvernement canadien faisait l'acquisition des territoires du Nord-Ouest.

En 1871, la Colombie se ralliait et finalement, en 1873, l'Île-du-Prince-Édouard où il en avait d'abord été question, entraînait dans la Confédération canadienne.

Voici donc 50 ans que nous vivons sous ce régime fédéral. Nous avons eu des difficultés, des heurts assez violents, c'est vrai; mais avons-nous le droit cependant de n'être pas satisfaits, de dire que le système a failli? Pour moi, M. l'Orateur, je crois le contraire.

Quand je regarde les résultats obtenus, quand je vois les développements réalisés, quand je fais l'inventaire des progrès de toutes sortes, je suis porté à dire comme Sir Wilfrid Laurier, en juillet dernier, à la commémoration du cinquantième anniversaire de la Confédération, que les espérances des Pères de la Confédération ont été dépassées. Quand nous cesserons de déplorer ce qui nous divise et nous sépare, nous nous consolons rapidement à la pensée du progrès que nous avons réalisé.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de citer quelques statistiques pour montrer à cette Chambre quelques aspects de l'œuvre canadienne depuis 1867:

Étendue du Canada	
En 1867	540,000 milles carrés
En 1917	3,729,665 " "

Population du Canada	
En 1867	3,600,000 âmes
En 1917	7,600,000 "

Population de la province de Québec	
En 1861	1,110,664 âmes
En 1916	2,305,754 "

Valeur des récoltes

La valeur totale des récoltes canadiennes, dans les quinze dernières années, est passée de \$195,000,000 en 1901 à \$841,000,000 en 1917.

Exportation des produits agricoles

En 1868-1870, le Canada exporta pour \$13,000,000 de produits agricoles. En 1916-1917, il en exporta pour \$480,000,000.

Production manufacturière

En 1868, elle était à peu près nulle; en 1917, sa valeur était de \$1,300,000,000.

Les pêcheries

En 1870, la valeur du produit de nos pêcheries était de \$6,577,391; en 1915, \$31,264,631.

Mines

Dans les 40 dernières années, la valeur de notre production minière est passée de \$10,000,000 à \$137,000,000.

Forêts

En 1871, la valeur de la production forestière était de \$34,000,000. Elle est maintenant de \$175,000,000.

Chemins de fer

	1867-1876	1915
Milles en opération	2,278	35,582
Capital	\$257,037,188	\$1,875,810,888
Fret transporté (en tonnes)	5,670,836	101,393,989
Passagers transportés	5,190,416	46,322,035

Recensement de 1861

	Population française	Population totale
Bas-Canada	867,320	1,110,664
Haut-Canada	<u>33,287</u>	<u>1,396,091</u>
	900,607	2,506,755

Instruction publique

De 1867 à nos jours, le nombre d'écoles, au Canada, est passé de 10,000 à 26,000; le nombre de professeurs de 11,000 à 39,000; le nombre des élèves, de 664,000 à 1,327,000, et le coût de l'enseignement de \$2,500,000 à environ \$56,000,000.

Si nous regardions ce que nous avons produit de bon, nous nous consolerions. Un pays, un système de gouvernement qui en cinquante ans a produit un pareil résultat n'est pas en faillite et nous devrions nous en féliciter.

Il semble que nous devrions nous féliciter des résultats que nous avons obtenus, comme province, et comme pays, depuis 1867. Avons-nous le droit d'être insatisfaits? Je crois que non. La province de Québec a-t-elle été malmenée depuis 1867?

Dorion, l'une des plus belles et des plus nobles figures de ce temps, redoutait le système fédératif et craignait que la province ne fût noyée dans le grand tout canadien. Les adversaires du projet disaient, comme lui, que la Confédération n'était ni plus ni moins qu'un acheminement vers l'Union législative. Peut-on dire aujourd'hui que ces craintes, que ces inquiétudes étaient fondées? Voici 50 ans que notre province fait partie de la Confédération et l'union législative n'est pas venue. Nous avons légiféré et nous légiférerons librement au point de vue municipal et scolaire, et jamais nous n'avons été molestés dans l'administration de nos lois civiles.

La Confédération nous a-t-elle empêchés de nous développer au point de vue industriel, au point de vue agricole, au point de vue commercial, au point de vue municipal? Où avons-nous été molestés dans nos droits? Réfléchissez. La liste suivante vous montrera le nombre des statuts provinciaux qui ont été désavoués par Ottawa pendant les 40 premières années de la Confédération pour les quatre provinces suivantes:

Québec, 4;
Ontario, 9;
Nouvelle-Écosse, 5;
Nouveau-Brunswick, 1.

Et si vous considérez ces statuts de plus près, vous verrez qu'il s'agit là d'affaires de discussion. Mais pensez au nombre de statuts passés par cette Législature ou par d'autres depuis la Confédération, et nous pouvons dire qu'il n'y eut sur ce point aucune attaque de la part du gouvernement central.

Non, Monsieur, pas une administration à Ottawa n'a encore tenté de nous jeter dans l'union législative.

Mon honorable ami de Rimouski (M. Tessier), dans son beau et très éloquent discours d'hier, a fait une énumération des tentatives d'empiétement du gouvernement fédéral sur le domaine provincial.

Je l'appuie, et j'affirme qu'il a raison lorsqu'il dit que le gouvernement central a voulu contrôler les pêcheries et nous a également bloqués en ce qui a trait à la question des compagnies, de même lorsqu'il dit que, par le biais d'un ordre en conseil, le gouvernement a voulu brimer l'administration provinciale dans ses sources de revenus. Il s'agissait là certainement de tentatives, mais la question des pêcheries a fait l'objet d'un procès en justice. Nous l'avons plaidée et gagnée. Puis, vint cette dispute au sujet des corporations commerciales et de notre droit de légiférer à cet égard; nous sommes allés devant les tribunaux et nous avons encore gagné. Enfin, il y a le cas tout récent de la restriction apportée à l'émission des obligations provinciales et municipales conformément au dernier ordre en conseil, adopté à la demande du ministre des Finances; ce sera un autre procès qui se gagnera bien plus facilement que tous ceux que nous avons eu à soutenir dans le passé.

Non, Monsieur, ce ne sont pas des différences d'opinion de cette nature qui pourront nous conduire à l'union législative. Ces divergences d'opinion, elles surgissent dans tous les pays fédérés.

Si les députés de cette Chambre observent attentivement la république située au sud de la nôtre, ils y verront des complications entre les États et les autorités centrales. Il ne s'agit pas d'en conclure pour autant que la République américaine se scindera. Chaque année, à chaque fois que la Cour suprême des États-Unis siège, des questions sont soulevées soit par les États à l'endroit du pouvoir central, soit par le pouvoir central à l'endroit des États. Elles sont l'objet de procès, mais de procès naturellement issus d'un système d'administration.

Je ne crois pas, en ce qui concerne du moins la province de Québec, que nous puissions nous plaindre du système fédératif.

Grâce à la Confédération, grâce à notre union avec des provinces-sœurs, notre province a progressé, nous le constatons, d'une façon merveilleuse, et on ne saurait contester que c'est la Confédération qui a fait de Montréal la quatrième ville de l'Amérique du Nord par son importance. Croyez-vous que nous aurions pu, sans la Confédération, sans la concentration de nos efforts et de ceux des citoyens de l'ouest et de l'est, faire une ville d'une aussi grande importance que celle de Montréal?

On craignait le traitement des minorités dans la province de Québec. Je crois qu'il n'est pas nécessaire de s'arrêter ici. Vous avez tous entendu, au cours de cette session-ci, les allocutions des députés représentant les minorités de langue anglaise. Les uns après les autres, ils ont clairement témoigné de l'esprit de justice dont la majorité de cette province fait preuve envers les minorités.

Et si nous nous tournons maintenant vers les groupes d'origine française qui se sont établis dans les provinces canadiennes, peut-on dire que la Confédération leur a été défavorable? Quelle est leur position? Cette position serait-elle meilleure si nous n'avions pas eu la Confédération, et leur condition serait-elle meilleure si nous nous séparions des autres provinces?

Voici, Monsieur, un tableau intéressant qui vous démontrera comment la population canadienne-française a progressé depuis 1867.

Recensement de 1861

	Population française	Population totale
Bas-Canada	867,320	1,110,664
Haut-Canada	33,287	1,396,091
	900,607	2,506,755

Recensement de 1911

	Population française	Population totale
Alberta.....	19,825	374,663
Colombie-Anglaise	8,907	392,480
Manitoba	30,944	455,614
Nouveau-Brunswick	98,611	351,889
Nouvelle-Écosse	51,746	492,338
Ontario	202,442	2,523,274
Île-du-Prince-Édouard.....	13,117	93,728
Québec	1,605,339	2,002,712
Saskatchewan	23,251	492,432
Yukon.....	482	8,512
Territoires.....	226	17,196
	2,054,890	7,204,838

Autrement dit, Monsieur, il y a au Canada aujourd'hui, à l'extérieur de la province de Québec, près de 500,000 Canadiens français, c'est-à-dire le tiers de la population totale en 1861 ou plus que la moitié de la population des deux Canadas en 1867. Est-il dans l'intérêt de tous ceux de vos gens, dont je viens de parler, que nous quittions la Confédération? Je le demande, seraient-ils mieux sans la Confédération? Est-ce que la Confédération nuit à ceux qui ont voulu s'établir à l'extérieur de la province de Québec?

On a parlé de difficultés scolaires qui sont survenues au Nouveau-Brunswick? Mais est-ce notre union en Confédération qui les a causées, ou bien n'auraient-elles pas surgi quand même sans la Confédération?

Des difficultés d'une nature semblable ont surgi au Manitoba. Là-bas, le pacte confédératif a été violé au détriment de la minorité. Tout cela sera réglé dès qu'il sera possible de le faire, mais les auteurs de cette injustice demeureront responsables devant l'histoire, et ceux qui les admirent et relatent leur histoire ne peuvent s'empêcher de dire que ceux qui furent injustes envers la minorité du Manitoba ont fait preuve d'une faiblesse impardonnable. Mais à supposer que nous quittions la Confédération, qu'advient-il de nos concitoyens canadiens-français, tant ceux du Manitoba que ceux du Nouveau-Brunswick? Leur sort sera-t-il meilleur et seront-ils mieux traités?

L'Ontario a elle aussi son lot d'ennuis, desquels nous avons été témoins pendant plusieurs années et qui ont duré longtemps, trop longtemps en fait. Là-bas la question est... La question là-bas est celle de la langue dans les écoles. La majorité

prétend que les pères de famille canadiens-français ne font pas tout ce qu'ils devraient faire pour apprendre la langue anglaise à leurs enfants, et la minorité répond qu'elle est injustement et cruellement privée du droit de faire enseigner le français aux siens dans les écoles.

La question de la langue n'est pas née au Canada. Ce n'est pas uniquement en Ontario qu'il y a de telles questions. Elles existent depuis que le monde est monde. Elles ont existé depuis la Tour de Babel. Mais je crois qu'elles existaient avant. Elles causent un peu partout des divisions et des luttes regrettables qui heureusement finissent toujours par se régler, et il en sera ainsi de celles de l'Ontario.

D'ailleurs, la terrible guerre qui sévit va changer bien des choses chez tous les peuples qui y prennent part. Il va falloir développer toutes les ressources de notre intelligence et utiliser tous les talents pour réparer les désastres; elles sont bien rares les nations qui auront le moyen de ne parler qu'une langue et, plus rares encore, les pays qui pourront imposer un seul idiome à leurs populations. À quoi servirait de nous mettre en guerre avec nos compatriotes de langue anglaise, nous nous entretuerions et il faudrait finir par se réconcilier.

J'entendais, hier, avec plaisir, l'honorable député de Saint-Georges (M. Gault) exprimer l'espoir que les difficultés scolaires de l'Ontario seraient bientôt réglées avec l'aide d'hommes de cette province, qui sont de bonne volonté.

Il a parlé en sage; il a parlé comme l'un des premiers rois de Hongrie, Saint-Étienne, qui disait, il y a neuf cents ans: *Regnum unius linguae, regnum imbecilis*. Le pays qui n'a qu'une seule langue et qui n'impose qu'une seule langue est une nation d'imbéciles.

Pas besoin de dire, M. l'Orateur, que je n'entends appliquer ce mot à aucune province. Je le cite comme l'opinion d'une autorité qui eut à souffrir des difficultés dont nous souffrons nous-mêmes et pour montrer à quel point est justifiée l'espérance du représentant de Montréal que le problème soit réglé. Qu'arriverait-il si nous nous séparions? Je ne voudrais pas laisser croire que l'honorable député de Lotbinière a voulu poser la question mais, puisque nous sommes engagés sur le sujet de la séparation, il est préférable à chacun d'exprimer exactement ce qu'il pense des valeurs du système et de ses possibilités de continuation.

Enfermés comme nous le sommes, sans accès à la mer pendant tous les mois d'hiver, dans quelle position serions-nous? Comment pourrions-nous défendre notre immense frontière? Nous serions

soumis aux tarifs des provinces-sœurs qui seraient contre nous. Quels seraient les tarifs douaniers des provinces avec lesquelles nous commerçons aujourd'hui librement?

Quelle part de la dette nationale nous faudrait-il assumer? Comment paierions-nous la dette qui nous tomberait sur les épaules? Nous serions contraints de prendre part à la dette fédérale, comme nous avons été contraints de prendre part à celle du C.N.R., malgré que nous ayons tenté d'éviter cela. Enfin, dans quelle position seraient les nôtres en dehors du Québec?

Qu'avons-nous eu jusqu'à maintenant? Nous n'avons souffert de rien. Il est vrai que notre province a été trop souvent l'objet d'injustes attaques et que l'on ne nous a guère ménagé les injures. Mais est-ce que tout cela serait suffisant pour nous justifier de demander la rupture d'un pacte qui nous a permis d'obtenir les résultats dont je vous donnais tout à l'heure un résumé?

Si nous portons nos regards vers la république voisine, nous y trouvons une grande leçon d'union et un exemple encourageant. La Confédération américaine existait depuis quatre-vingts ans. Chacun de ses États rivalisait de travail, d'ardeur et d'ambition pour agrandir la patrie commune quand surgit la question de libération des noirs qui faillit ruiner cette grande république. La querelle commencée dans les journaux et sur les tribunes populaires, poursuivie plus acerbement dans les Congrès, amena les adversaires sur les champs de bataille. Ce fut la guerre civile, cette guerre de sécession qui coûta à nos voisins une somme de deux milliards de dollars, et dans laquelle 500,000 hommes furent tués et près d'un million de blessés.

Et qu'arrive-t-il après tant de ruines, tant de misères, tant de sang versé? On s'est réconcilié. On est revenu à l'union première. On a repris le travail qu'on avait laissé pour se remettre sur la voie du progrès. Ce qui avait manqué, c'était de conciliation. Après les sacrifices, l'union féconde qui a développé, enrichi, grandi de la façon phénoménale que vous savez la République américaine et lui a donné cette puissance grâce à laquelle, avec les Alliés, elle va conserver aux humains, haut et ferme, le droit, la justice et la liberté.

Nous nous plaignons des injures et des appels aux préjugés, mais nos pères n'ont-ils pas subi les mêmes misères sous tous les régimes, sous celui de 1760, comme sous ceux de 1764, de 1774, de 1791, de 1840, et surtout depuis 60 ans, toujours, toujours de la part des politiciens qui voulaient satisfaire leurs appétits de pouvoir et leurs ambitions de patronage?

Les gens des deux races ont poursuivi leur tâche de bâtir le pays, malgré les actions des politiciens. Nous avons grandi parce que nos pères, ces colonisateurs, ces défricheurs, ces bâtisseurs se sont acharnés et ont rempli leur mission en dépit de toutes les batailles et de toutes les querelles.

On nous a insultés, c'est vrai. Mais je persiste à le croire, que ce n'est pas la majorité, au contraire, que c'est le petit nombre. Je m'illusionne peut-être mais je pense, M. l'Orateur, non, je crois que la population de ce pays, je crois que la population de toutes les provinces du Canada est en grande majorité composée de braves hommes.

C'est Lord Acton un Lord anglais, qui disait: On mesure la liberté d'un pays à la liberté de sa minorité. Cela veut dire que si la minorité n'est pas bien traitée, elle n'est pas seule à souffrir, car tous ceux de la majorité qui ont l'esprit droit, le cœur juste et généreux, souffrent avec elle et comme elle.

Nous ne pouvons oublier les qualités de ceux de nos compatriotes qui ont une origine différente de la nôtre. C'est grâce aux qualités de nos compatriotes anglais, que nous ne devons pas ignorer, c'est grâce à nos qualités, sans parler de nos défauts, c'est grâce à toutes les races si nous avons progressé par le passé, et c'est de la même façon que nous l'emporterons dans le futur.

Je ne suis pas plus enthousiaste qu'il le faut, mais j'aime à dire que Son Excellence le gouverneur général du Canada, le Duc de Devonshire, disait avec raison en posant la pierre angulaire des édifices du nouveau Parlement à Ottawa, à l'occasion des fêtes du cinquantième de la Confédération, l'été dernier: "La Confédération restera comme un monument que nous devons au patriotisme, au désintéressement et à la clairvoyance de ces hommes d'État que nous sommes fiers d'appeler les Pères de la Confédération.

"Nous avons contracté à leur égard une dette de reconnaissance que nous ne pourrions jamais acquitter et il nous appartient de veiller soigneusement à ce que le glorieux héritage qu'ils nous ont légué soit transmis à nos successeurs dans toute son intégrité et, s'il se peut, embelli par l'héroïsme des nôtres."

Conservons donc, oui, conservons intact, M. l'Orateur, notre champ d'action, et gardons nous même de songer à diminuer l'œuvre que nous avons pour mission de continuer.

Inspirons-nous donc, dans l'accomplissement de notre tâche, du courage, de la foi, de l'idéal et de l'intelligence de nos aïeux, les découvreurs de ce pays, et de la grande vision des Pères de la Confédération. Notre travail, nos efforts, nos sacrifices et nos

souffrances, même, ne font que payer, et à un bien faible prix, la mise au monde d'une nation canadienne qui, en ce vingtième siècle, prendra sa place parmi les plus grandes nations du monde.

Quand je regarde notre immense territoire, quand j'admire nos vieilles provinces avec tous leurs grands souvenirs historiques, quand je contemple les nouvelles provinces qui, bien que nées d'hier des prairies et des forêts vierges, sont déjà débordantes de vigueur, je n'hésite pas à dire que je me sens fier de mon titre de Canadien, fier de mon pays, le Canada. Je remercie la Providence de m'avoir fait naître sur cette terre neuve et féconde qui se trouve à l'abri de ces carnages sanglants qui attristent l'Europe. Terre de liberté et d'inégalité qui ignorera toujours les castes. Terre d'égalité où seule compte la supériorité du talent, de l'effort, de la rectitude et de l'honneur qui s'œuvre aux plus larges esprits. Terre où la paix féconde ramènera l'union et la concorde, et suscitera plus de progrès et de prospérité que sous aucun autre coin du globe.

Notre devoir est tout tracé: C'est de lutter. C'est pour conserver à mon pays sa grandeur, c'est pour garder au cœur de ses enfants tous leurs espoirs; c'est afin de leur transmettre l'héritage reçu de nos pères que nous devons travailler, que nous devons nous battre avec vigueur, sans avoir peur de la tempête et du tumulte qui passent, que nous devons travailler sans relâche et sans défaillance au développement et au maintien de la Confédération canadienne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne voudrais pas manquer de courtoisie envers la Chambre et le premier ministre et désobéir aux règles de la Chambre, mais je comprends que le premier ministre m'a invité à lui poser des questions. J'avoue que j'aurais voulu les poser à brûle-pourpoint et non après la dernière envolée du premier ministre. Maintenant, voici les questions: Je veux d'abord...

M. l'Orateur déclare le député de Deux-Montagnes hors d'ordre. Le député de Deux-Montagnes, aux termes des règlements, ne peut pas faire un nouveau discours. Comme tout autre député, il n'a pas le droit de parler deux fois sur la même motion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais le premier ministre m'a promis.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Je n'ai aucune objection à ce que le chef de l'opposition me pose toutes les questions qu'il voudra.

M. l'Orateur: Moi, je suis le gardien, quand même, des règles de la Chambre et je désire qu'elles soient observées. Je ne puis pas permettre au chef de l'opposition de faire un nouveau discours.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À qui dois-je obéir?

M. l'Orateur lui donne la parole.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) refuse de se prévaloir de ce tardif privilège.

M. Francoeur (Lotbinière): Il dit que sa motion ne traite qu'indirectement de la rupture du pacte confédératif et maintient qu'en considérant la motion ainsi qu'ils l'ont fait et en répondant aux attaques faites par les autres provinces, la plupart de ceux qui ont participé au débat appuient en effet la motion.

De tous les discours qu'il a entendus, il n'y en a eu qu'un qui n'ait pas été à l'appui de sa motion et c'est celui du chef de l'opposition.

L'honorable premier ministre a fait justice aux attaques qui ont été faites contre nous. Il a revendiqué les droits des nôtres et il a dit que, pour le succès de notre pays, il faut que l'union et la paix règnent en ce pays.

Pour ma part, je tiens à dire que je n'ai jamais demandé la rupture de la Confédération canadienne, quoiqu'on en ait dit dans certains milieux où, je crois, on ne s'est pas donné la peine de lire ma motion. Je regrette que les journaux ne m'aient pas compris. Il n'est pas un séparatiste. Il ne saurait y avoir de doute à ce sujet, après le discours du premier ministre qui a fait justice des fausses interprétations données à l'attitude du proposeur de la motion. Pour prouver son avancé, il donne lecture de la motion en question qui dit que "si la province de Québec est un obstacle au succès et au développement du pays, elle est prête à sortir de la Confédération". Comme on peut le voir, il n'y est pas question de rupture.

Mais il tenait à présenter de façon claire les détails de la position aux gens des autres provinces.

Quand le chef de l'opposition a prononcé son discours en Chambre au sujet de ma motion, il a dit que j'étais mal venu de trouver extraordinaires les remarques qu'on faisait dans d'autres provinces au sujet de notre clergé quand des députés de cette Chambre avaient attaqué ce même clergé à Québec. À ceci, je répondrai que je n'ai jamais attaqué le clergé et que je n'ai fait, durant la lutte sur la prohibition, à Québec, que réfuter certains allégués

qui étaient dirigés contre les antiprohibitionnistes au nombre desquels j'étais. J'ai répondu à une affirmation injurieuse qu'un certain membre du clergé nous lançait non seulement sur les tribunes publiques, non seulement dans les feuilles publiques, mais du haut de la chaire; il a dû faire comme plusieurs autres citoyens de Québec.

Ce dont je m'étonne, cependant, c'est que cette allusion faite sur le parquet de la Chambre par le chef de l'opposition ne se soit pas trouvée dans le texte qu'il faisait publier le lendemain dans son organe *L'Événement*.

Un journal de Toronto publiait, au lendemain des remarques du chef de l'opposition sur ma motion, une lettre qu'il a reçue d'un citoyen de Toronto et dans laquelle il était dit que le chef de l'opposition avait tenté de traîner un "red herring" au travers du chemin. Cette opinion est correcte, mais pour être juste, l'auteur de cette lettre, qui n'a pas donné son nom, eût dû ajouter que c'était un "blue fish" ou un "tory fish".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Lotbinière a-t-il d'autres autorités?

M. Francoeur (Lotbinière): Oui, et je les citerai tout à l'heure.

Il félicite le député de Terrebonne (M. David) pour le discours qu'il a prononcé et qui fut une admirable pièce d'éloquence mais pense que ce dernier manquait complètement de logique. Il admettait la rupture de la Confédération, mais concluait que Québec devait rester au sein de la famille.

Il ne saurait en tirer aucune conclusion, car si la Confédération est une mauvaise affaire pour nous, il ne convient pas que nous y restions. Il ne veut pas s'immobiliser dans le passé, mais il s'oppose à ce que l'on oublie le passé pour ne regarder que l'avenir. On doit puiser dans le passé les leçons qui maintiennent le présent et préparent l'avenir.

Il parle du discours prononcé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) qui prétendait que la campagne systématique contre la province de Québec avait eu sa réponse chez nous; les journaux de l'Ontario lui ont fait l'honneur de la publication de ses remarques. Le député de Saint-Hyacinthe, dit-il, n'a cité qu'à partir de deux petits journaux. Il nie que nous ayons agi de même à l'égard de nos concitoyens anglais des autres provinces.

Les injures lancées des quatre coins du pays contre les Canadiens français faisaient partie d'une campagne organisée. À l'encontre du premier

ministre et des autres, il croit que la campagne de dénigrement entreprise contre nous, qu'il a dénoncée, n'était pas faite par certains journaux seulement, ni par certains hommes publics, ni par quelques fanatiques ontariens, mais par le comité officiel du gouvernement unioniste à Ottawa. S'il est vrai que nous avons nos extrémistes, jamais nous n'avons assisté à une campagne générale systématique chez nous comme on l'a fait dans certaines provinces anglaises. Il cite des extraits d'un pamphlet de la dernière campagne électorale.

Et, pourtant, nous sommes généreux dans notre province. Il démontre que les Canadiens français non seulement n'ont pas versé dans le fanatisme, mais ont fait preuve d'une modération qui ne pourra jamais être égalée, puisque, aux dernières élections fédérales, on a vu des comtés, où la majorité de la population est canadienne-française, élire des Anglais comme leur représentant dans le Parlement fédéral.

N'avons-nous pas élu par un vote écrasant un député libéral anglais protestant, M. James Robb, dans Châteauguay-Huntingdon, un comté aux deux tiers canadien-français contre un Canadien français catholique? N'avons-nous pas élu M. Arthur Cannon, un Irlandais, dans Québec-Centre et M. Lucien Cannon, un autre Irlandais, dans Dorchester? Il en est de même pour Québec-Sud, aux trois quarts canadien-français, qui est représenté par un député de langue anglaise, M. Charles Power, de nationalité irlandaise.

Il félicite le député de Québec-Centre (M. Cannon) de son discours, mais lui rappelle qu'il est en contradiction avec l'entrevue qu'il donnait à *L'Événement*, il y a quelques semaines, alors qu'il déclarait la question soulevée par le député de Lotbinière oiseuse, et ne devait pas être discutée.

Il en veut aussi au capitaine Joly de Lotbinière. Ce capitaine, dit-il, qui le plaint de loin, lui qui fait la guerre depuis deux ans sur la Place des Anglais, à Nice, à écrit à un de ses amis une lettre...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'a-t-il signée, lui?

M. Francoeur (Lotbinière): Oui, comme je n'aurais pas peur de signer mon discours.

Il réaffirme qu'il n'a jamais voulu proposer la rupture de la Confédération. La motion n'envisage pas ce résultat extrême. Mais si la campagne de dénigrement continue, et plus spécialement si le gouvernement fédéral s'adonne à cette campagne, le résultat inévitable sera la séparation du Québec.

Même les Protestants anglais en Ontario reconnaissent la vérité de cette affirmation.

À tout événement, il voudrait qu'on respectât l'Acte de la Confédération, non seulement la lettre, mais surtout l'esprit. Nous sommes prêts à le faire; que les autres en fassent autant.

Je déclare que le débat qui se termine a eu pour résultat de nous obtenir déjà des choses appréciables, et ma motion n'aurait-elle eu que ce résultat que je serais fier de l'avoir présentée. Elle a fait dire au premier ministre ce que la province de Québec a fait et fait encore à l'heure présente, dans la Confédération. Ce discours du premier ministre aura une répercussion extraordinaire dans tout le dominion et à l'étranger et cette motion était opportune. Tout ce que je voulais, c'est une expression d'opinion. Je déclare maintenant, vu que ma motion a eu l'effet désiré, que je ne tiens pas à ce qu'un vote soit enregistré.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), que la Chambre passe à l'ordre du jour.

Adopté.

Charte de Joliette

M. Hébert (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 85 amendant la charte de la ville de Joliette.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hébert (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal General Hospital

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 112 amendant la charte de The Montreal General Hospital.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Quartier Notre-Dame-de-Grâce de Montréal

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 ratifiant le titre de la partie subdivisée du lot no 177, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, situé dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham, pour les fins civiles et scolaires, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 36 amendant la loi pour prévenir les incendies.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 72 ratifiant le règlement no 91 de la ville de Saint-Lambert et ratifiant et confirmant le contrat entre ladite ville et la Dominion Textile Company, Limited.

**Contrat entre la ville de Saint-Lambert
et la Dominion Textile
Company, Limited**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 72 ratifiant le règlement no 91 de la ville de Saint-Lambert et ratifiant et confirmant le contrat entre ladite ville et la Dominion Textile Company, Limited. Les amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée.

NOTE

1. *Journal and Proceedings of the House of Assembly of the Province of Nova Scotia*, Session 1886.

Séance du jeudi 24 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 56 amendant la charte de la ville de Saint-Laurent;
- bill 114 constituant en corporation l'ordre des Chevaliers de Champlain;
- bill 116 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la ville Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certains règlements et modifiant certaines dispositions de la loi des cités et villes.

Ville de Saint-Michel

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 117 concernant la ville de Saint-Michel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Biens de succession sujets à l'impôt

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 18 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ingénieurs civils

M. Beaudry (Verchères) demande la permission de présenter le bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ingénieurs civils.

Cette loi a pour but de fermer davantage la profession d'ingénieur civil en décrétant que toute personne qui exercera cette profession sans avoir de diplôme sera passible d'une pénalité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Syndicats coopératifs

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 176 amendant l'article 6763 des statuts refondus, 1909, concernant les syndicats coopératifs.

Il demande de faire disparaître, dans la loi concernant les syndicats coopératifs de consommation, de production et de crédit, cette restriction qui limite leur circonscription spéciale à un comté, à une cité ou à une ville, d'après l'endroit où des syndicats ont leur siège social.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnies de téléphone électrique

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 178 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de téléphone électrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Comptables de la province de Québec

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), qu'il ait la permission de présenter le bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les comptables de la province de Québec¹.

Ce bill décrète la fusion de l'Association des comptables et de l'Institut des comptables et auditeurs de Montréal en une société dont feront partie tous les comptables qui exercent actuellement cette profession.

M. l'Orateur décide que le bill est évidemment un bill privé et qu'en conséquence la motion est irrégulière.

Questions et réponses:**Exportations de lard, de bœuf,
de mouton et d'œufs**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de livres de lard ont été exportées de la province de Québec en 1910?

2. Combien en 1916?

3. Combien de livres de lard fumé ont été exportées en 1910 et en 1916?

4. Quelle est sa proportion avec Ontario?

5. Quel fut, en Canada, le chiffre total des exportations de lard en 1903, en 1910 et en 1916?

Combien en Grande-Bretagne?

6. Mêmes questions pour le bœuf, le mouton et les œufs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1, 2, 3 et 4. Il n'y a pas de statistiques exactes à ce sujet. *L'Annuaire statistique de Québec* donne les chiffres qui lui sont fournis par le département du Commerce fédéral, mais ces derniers ne sont ni assez détaillés ni assez complets pour fournir les renseignements demandés.

5 et 6. Voir les tableaux ci-dessous.

Total des exportations						
	1903		1910		1916	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Bacon	137,954,552 lbs	\$15,455,174	45,576,883 lbs	\$6,431,359	145,215,693 lbs	\$25,759,266
Jambon	4,002,357 "	451,160	3,260,806 "	216,886	8,758,259 "	1,382,734
Lard	1,331,493 "	122,935	598,981 "	48,780	13,697,861 "	2,054,316
	143,288,402 lbs	\$16,029,269	49,436,670 lbs	\$6,697,025	167,671,813 lbs	\$29,196,316
Bœuf	2,378,175 lbs	\$206,563	1,318,397 lbs	\$109,993	48,903,565 lbs	\$6,154,632
Mouton	84,212 "	7,794	70,232 "	7,804	99,593 "	14,360
Œufs	7,404,100 doz.	1,436,130	160,650 doz.	41,766	9,495,302 doz.	2,705,416
Exportations en Grande-Bretagne						
	1903		1910		1916	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Bacon	137,745,525 lbs	\$15,429,122	45,509,550 lbs	\$6,422,747	144,150,309 lbs	\$25,563,698
Jambon	3,953,646 "	444,617	3,238,704 "	413,645	7,376,160 "	1,186,172
Lard	43,357 "	2,591	197,851 "	16,788	10,198,476 "	1,645,333
	141,742,528 lbs	\$15,876,330	48,946,105 lbs	\$6,853,180	161,724,945 lbs	\$28,395,203
Bœuf	1,586,882 lbs	\$131,787	828,140 lbs	\$69,072	3,912,371 lbs	\$2,009,427
Mouton	Aucune		Aucune		Aucune	
Œufs	Pas de données		33,465 doz.	9,333	7,565,884 doz.	2,191,687

**Importations de lard, de bœuf,
de mouton et d'œufs**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de livres de lard ont été importées dans la province de Québec en 1910?

2. Combien en 1916?

3. Combien de livres de lard fumé ont été importées en 1910 et en 1916?

4. Quelle est la proportion avec Ontario?

5. Quel fut, au Canada, le chiffre total des importations de lard en 1903, en 1910 et en 1916?

De quels pays ces produits ont-ils été importés?

6. Mêmes questions pour le bœuf, le mouton et les œufs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1, 2, 3 et 4. Il n'y a pas de statistiques exactes à ce sujet. *L'Annuaire statistique de Québec* donne les chiffres qui lui sont fournis par le département du Commerce fédéral, mais ces derniers ne sont ni assez détaillés ni assez complets pour fournir les renseignements demandés.

5 et 6. Voir les tableaux à la page suivante.

Total des importations						
	1903		1910		1916	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Bacon et jambon	3,211,913 lbs	\$421,038	5,461,463 lbs	\$817,345	2,721,682 lbs	\$344,553
Lard	5,669,187 "	391,834	8,910,948 "	930,894	52,783,487 "	5,852,595
	8,881,100 lbs	\$812,872	14,372,410 lbs	\$1,748,239	55,505,169 lbs	\$6,197,148
Bœuf	1,964,537 lbs	\$85,936	1,446,302 lbs	\$75,864	9,343,276 lbs	\$846,066
Mouton	128,440 "	7,314	2,094,023 "	165,749	2,841,838 "	334,856
Œufs	972,249 doz.	202,651	884,078 doz.	190,903	3,783,952 doz.	786,100
Importations de l'Angleterre						
	1903		1910		1916	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Bacon et jambon	5,753 lbs	\$1,013	4,721 lbs	\$1,066	2,805 lbs	\$651
Lard	17,000	1,075	400	20	625	76
	22,753 lbs	\$2,088	5,121 lbs	\$1,086	3,430 lbs	\$727
Bœuf	4,112 lbs	\$378	630 lbs	\$33	400 lbs	\$30
Mouton	Aucune		Aucune		Aucune	
Œufs	14 doz.	35	7,226 doz.	1,234	272 doz.	68
Importations des États-Unis						
	1903		1910		1916	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Bacon et jambon	3,204,071 lbs	\$419,871	5,453,257 lbs	\$816,042	2,714,817 lbs	\$343,316
Lard	5,651,487 "	390,684	8,900,138 "	930,049	52,773,737 "	5,851,531
	8,855,558 lbs	\$810,555	14,353,395 lbs	\$1,746,091	55,488,554 lbs	\$6,194,847
Bœuf	1,960,425 lbs	\$85,558	1,445,272 lbs	\$75,815	9,336,126 lbs	\$845,371
Mouton	128,440 "	7,314	716,753 "	68,606	2,715,338 "	325,217
Œufs	936,917 doz.	200,487	750,476 doz.	177,577	3,655,703 doz.	770,462

Réserves forestières au Lac-Saint-Jean

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien y a-t-il de réserves forestières dans le comté du Lac-Saint-Jean, soit à l'état de projet, soit définitivement établies?

2. Où sont situées ces réserves?

3. Y a-t-il des lots ainsi réservés qui sont entourés de lots en culture?

4. À la recommandation de qui ces réserves forestières ont-elles été établies ou projetées?

5. Est-ce l'intention du gouvernement de cette province d'établir des réserves forestières dans des centres de colonisation?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Trois

2. Dans les cantons Girard, Normandin et Ross.

3. Non.

4. À la recommandation des ingénieurs forestiers, après inspection et classification de ces cantons.

5. L'intention du gouvernement est de mettre en réserves forestières ou en réserves forestières cantonales les territoires déclarés impropres à la culture par le service forestier, après inspection et lorsqu'il sera jugé de l'intérêt public et de la colonisation de créer telles réserves.

Vente de limites à bois

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il vendu des limites à bois en 1917?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et quels ont été les prix et les conditions de vente?

3. Quels sont les noms et les lieux de résidence des acquéreurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Oui.

2 et 3. Vente du 21 août 1917 :

	Par mille carré
W. Power, pour Power Brothers, de Québec, canton Aiguebelle, ¼ N.-E. à	\$ 310.00
Louis Goulet, Notre-Dame-des-Anges, partie du canton Courville, à	450.00
Belgo Canadian P. & P. Co., Shawinigan, partie des cantons Lavigne et Letondal, à	510.00
Laurentide Co., Grand'Mère, canton Dandurand, à	710.00
canton Suzor, ½ Ouest, à	310.00
canton Lamy, ½ Est, à	410.00
MacDonnell & O'Brien, Parent : canton Lamy, ½ Ouest, à	510.00
canton Bazin, à	375.00
St. Maurice Paper Co., Trois-Rivières : arrière rivière Assomption, à	1,000.00
Compagnie de pulpe de Chicoutimi : canton Dechêne, à	510.00
rivière à Mars, à	410.00
rivière Ha! Ha!, à	410.00
rivières du Moulin et Cyriac, à	410.00
canton Kénogami, à	510.00
Price Bros. & Co. Ltd., Québec : rivières aux Écorces et au Canot, à	510.00
canton Duquesne, à	505.00
Honoré Petit, Sainte-Anne de Chicoutimi : canton Harvey, no 2, à	435.00
MM. Auger & Sons, Québec : canton Manicouagan, à	225.00
Port aux Quilles Lumber Co., Syracuse, N. Y.: rivière Sheldrake, à	355.00

Conditions de cette vente:

Le permis sera adjugé au plus haut enchérisseur.

La prime d'adjudication est payable en trois versements égaux, le premier comptant, le deuxième dans un an et le dernier dans deux ans, avec intérêt au taux de 6% par an.

La rente foncière pour 1917-1918 est payable immédiatement.

Le permis de coupe sera sujet aux lois et règlements des bois présents et à venir et, en outre, à la condition suivante:

Les concessionnaires du territoire susdit devront, dans un délai de trois ans, fabriquer annuellement dans la province de Québec, avec le bois provenant dudit territoire, soit de la pulpe ou du papier, en proportion de 10 tonnes par jour, ou du bois de sciage, en proportion de 1,000 pieds mesure de planche par jour, par 100 milles carrés.

Vente du 7 novembre 1917:

P. Beauchemin & Fils, Amos, P.Q.:

Le bois brûlé dans la 1/2 Ouest des rangs 8, 9 et 10 du canton La Corne, à \$33 par mille carré.

Massicotte & Marchand, Amos, P.Q.:

Le bois renversé, dans la partie située aux quatre coins des cantons La Corne, Varsan, Malartic et La Motte, à \$55 par mille carré.

Conditions de cette vente:

Prime d'adjudication payable comptant.

Durée du permis: trois ans.

Le permis sera sujet, sous peine d'annulation, aux lois et règlements des bois.

Vente du 12 décembre 1917:

Brown Corporation, Québec.

La coupe du bois sur les terrains submergés par le barrage du Saint-Maurice, à La Loutre, au nord des cantons Faucher, Montpetit et Tassé, à \$8 par mille.

Conditions de cette vente:

Prime d'adjudication payable comptant.

Il sera prélevé sur le bois coupé en vertu de ce permis la moitié des droits fixés par les règlements.

Travaux faits sur les cours d'eau par les propriétaires riverains

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux travaux faits sur les cours d'eau par les propriétaires riverains.

Adopté.

Protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives à la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau.

Adopté.

École polytechnique

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant l'École polytechnique.

Adopté.

Représentations théâtrales

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 170 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies d'assurance contre le feu

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 173 amendant l'article 7033 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurance contre le feu.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Appels au Conseil privé

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 abrogeant les dispositions du Code de procédure civile concernant

les appels au Conseil privé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Maintien des clôtures

M. Hay (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 amendant le Code municipal de Québec relativement au maintien des clôtures soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Protection des plantes

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la protection des plantes contre les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
La loi actuelle concernant la protection des plantes contre les insectes et les maladies décrète que l'entomologiste du département de l'Agriculture, son assistant ou son représentant a droit de pénétrer dans les pépinières, les vergers ou autres locaux pour s'enquérir des dangers qui peuvent menacer les plantes et prendre les mesures d'y remédier. Tout propriétaire ou occupant d'une pépinière ou autre terrain qui constate l'existence d'insectes ou de maladies végétales doit en informer le ministre aussitôt et donner les renseignements utiles sur l'extension du fléau.

La loi énumère certaines maladies qu'il importe surtout d'enrayer chez les plantes et, par son bill, il veut en ajouter deux à la liste: ce sont la rouille européenne des gadelles et la rouille vésiculeuse du pin blanc, aussi les noms des deux insectes suivants: le Cronartium Ribicola Fish et le Peridermium Strobi Kleb.

Il démontre la nécessité d'enrayer le fléau de cette maladie qui s'attaque au pin blanc en signalant que nous avons de ce bois pour une valeur d'environ \$400,000,000 dans la province. Cette maladie origine seulement sur les gadeliers, puis elle se transmet au pin blanc auquel elle cause de terribles dommages.

On ne nous reprochera pas de ne pas prendre des précautions pour protéger nos récoltes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est vrai, mais il a fallu que je vous demande ce que vous aviez fait pour que vous vous décidiez à faire quelque chose.

Quelle peut être l'utilité de cette loi qui, probablement, ne servira pas plus que les autres qui sont de même nature et qui dorment dans les statuts sans jamais avoir été mises en vigueur. Le gouvernement se propose-t-il réellement de la mettre en pratique?

Il reproche au ministre de l'Agriculture de ne pas suffisamment prendre les moyens d'éduquer le peuple sur les moyens de combattre les insectes nuisibles aux arbres fruitiers. Il voudrait, à ce sujet, une campagne d'éducation.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Assurément. Le gouvernement ne fait pas adopter de lois pour le simple plaisir d'en orner les statuts. C'est afin d'avoir toute la latitude voulue pour prendre, dès qu'on est averti d'un danger, les moyens d'enrayer les progrès des maladies que le gouvernement amende la loi.

On veut surtout faire une campagne d'éducation. Les conférenciers du gouvernement donnent des conseils aux cultivateurs, leur distribuent des circulaires, leur font des démonstrations, afin de les prémunir contre les dangers qui menacent les plantes. Le moins possible on veut se servir des rigueurs de la loi, mais il est bon d'avoir à sa disposition les moyens possibles de faire face à toutes les situations. Jusqu'à présent, on n'a pas eu à se prévaloir de la loi. La campagne d'éducation a porté de bons fruits, les intéressés ont fait preuve d'une bonne volonté qui a facilité la tâche au ministère de l'Agriculture.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village Hébertville-Station

M. Petit (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 accordant des pouvoirs spéciaux à la municipalité du village d'Hébertville-Station.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Petit (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The British Canadian Life and Accident Insurance Company

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 71 concernant The British Canadian Life and Accident Insurance Company (La Canadienne Britannique, compagnie d'assurance sur la vie et contre les accidents).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Phaneuf (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureau des commissaires des écoles protestantes de Montréal

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 76 concernant le Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal et amendement la loi concernant les taxes scolaires dans ladite cité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession
Samuel Finley**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 concernant la succession de feu Samuel Finley.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie du chemin de fer de la vallée
de la rivière Madeleine**

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 10 amendant la loi concernant certains officiers publics.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 63 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire;

- bill 65 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine;

- bill 73 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson;

- bill 75 concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal.

**Charte
de Pointe-Claire**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 63 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire. Les amendements sont lus une première fois.

**Paroisse des Saints-Anges-Gardiens
de Lachine**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 65 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine. Les amendements sont lus une première fois.

**Succession
Charles Wilson**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 73 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson. Les amendements sont lus une première fois.

**Paroisse
Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours
de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

Demande de documents:

Destruction des mauvaises herbes

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Tansey), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministre de l'Agriculture et les conseils municipaux, relativement à la destruction des mauvaises herbes.

En 1904, l'honorable M. Turgeon, alors ministre de l'Agriculture, dans un patriotique discours, déplorait le mal causé par les mauvaises herbes de plus en plus envahissantes. La même année, un conférencier, M. Dallaire, disait: Il est incontestable que les mauvaises herbes règnent en maîtresses dans notre province, qu'il est grandement temps d'y apporter remède, car elles font perdre chaque année des millions de piastres à l'agriculture. Les mauvaises herbes absorbent l'humidité du sol; elles se nourrissent au détriment des plantes cultivées; elles couvrent et souvent arrêtent la croissance de la récolte désirée; elles augmentent la difficulté de se procurer des semences nettes et pures; elles sont un refuge pour les spores des maladies fongueuses; la plupart donnent un mauvais arôme au lait; plusieurs altèrent sensiblement la santé du bétail; elles sont la cause qu'une quantité considérable de fourrages est refusée ou rejetée par les animaux; les fumiers sont de ce fait aussi nuisibles qu'utiles.

En outre de la culture intensive, il existe des lois au sujet de la destruction des mauvaises herbes. Qu'a-t-on fait pour les faire observer? Rien. Le long des chemins publics, des cours d'eau verbalisés, les mauvaises herbes règnent encore plus en maîtresses qu'en 1904, au temps où M. Dallaire écrivait sa brochure. L'honorable Turgeon avait fait préparer cette brochure dans le but de la distribuer dans les écoles et de la faire enseigner par les instituteurs et les institutrices.

Qu'a-t-on fait pour faire observer la loi? Rien. Qu'a-t-on fait dans les écoles? Parcourez les écoles et vous ne trouverez pas une seule brochure. Pourquoi? En 1911, j'ai demandé au gouvernement d'inaugurer une politique agricole pour sévir contre ce fléau. Il y a presque tout un chapitre dans notre Code municipal au sujet des mauvaises herbes. Mais qu'a fait le ministre de l'Agriculture pour en assurer l'application? A-t-il jamais adressé une circulaire aux municipalités à cet effet? A-t-il jamais avisé nos conseillers? Pas à ma connaissance.

Une loi fédérale sévit contre les mauvaises herbes en vue des graines de semence. C'est dans les provinces de l'Ouest que l'on se montre le plus sévère contre les mauvaises herbes. Au Manitoba, une commission a été nommée pour sévir contre ce fléau et obliger les propriétaires à détruire les mauvaises herbes. Des inspecteurs sont nommés pour assurer l'observance de la loi. Québec n'a rien fait, sauf ce que le ministre de l'Agriculture a annoncé tout à l'heure à la Chambre en proposant de protéger les plantes contre les insectes et certaines maladies.

Dans nos vieilles provinces, dans Québec par exemple, il est assez difficile présentement d'être aussi sévère, surtout pour les vieilles fermes, mais le gouvernement aurait dû avant aujourd'hui et devrait plus que jamais s'occuper de cette question. La Chambre aurait raison de lui reprocher cette négligence. Manquer de développer notre domaine par la colonisation et négliger de protéger les vieilles fermes contre les mauvaises herbes qui diminuent le rendement de nos terres en culture, c'est faillir à un devoir important dans l'administration de la province. C'est refuser de répondre à nos besoins et de porter remède à nos maux. Protéger la terre et travailler pour assurer au cultivateur le plus grand revenu, tel est le plus impérieux devoir du gouvernement.

On estime que les mauvaises herbes font perdre aux cultivateurs de l'Amérique du Nord un dollar tous les ans par acre de terre en culture ou en pâturage. Ceci représente, pour le Canada seul, une perte annuelle de plus de \$100,000,000. Sans doute il serait inutile de compter de prévenir la totalité de ces pertes, les mauvaises herbes ont la vie dure et leurs graines sont partout disséminées par le vent, l'eau qui coule et les voies de transport. Tout ce que nous pouvons faire est d'apporter le plus grand soin aux semences et à la culture du sol en premier lieu et d'exercer une grande diligence et une vigilance de tous les instants dans la lutte contre ces ennemis.

On a dit qu'une mauvaise herbe est une plante qui n'est pas à sa place, mais il y a des catégories bien distinctes de mauvaises herbes, les unes tout à fait nuisibles, les autres moins, et qui, dans des endroits convenables, semblent même avoir quelque utilité. La loi cherche tout d'abord à supprimer celles qui sont reconnues nuisibles ou tout à fait indésirables.

S'il est vrai que les mesures adoptées par les législatures provinciales sont toutes d'une nature bienfaisante, la loi fédérale du contrôle des semences est sans aucun doute le premier facteur qui nous permet d'obtenir des récoltes bonnes et propres, des récoltes exemptes de graines de mauvaises herbes et d'autres impuretés.

L'objet de la loi, comme l'indique son titre, est de protéger l'acheteur et le semeur, de les forcer à n'employer que de la semence en culture ou en semencement raisonnablement propre sinon entièrement propre. Cette loi est très stricte, mais l'importance du sujet justifie cette rigueur, car la stricte application de cette disposition tend à assurer la bonne alimentation du peuple et la richesse de la nation, dit la *Gazette agricole du Canada*.

Les lois provinciales, dit-elle, sont toutes aussi insistantes à leur manière, mais leur but principal est de protéger les plantes en cours de végétation, tandis que les lois fédérales commencent au commencement même du sujet, en cherchant à obtenir une garantie de pureté de la semence. Le cultivateur et le jardinier qui ont semé des graines de ce genre doivent également exercer une surveillance de tous les instants, pour se protéger contre l'envahissement des plantes étrangères, d'une part, et des insectes et des maladies étrangères, d'autre part.

Au Manitoba, le ministre de l'Agriculture est autorisé, par la loi de 1916, à nommer une ou plusieurs personnes commissaires provinciaux des mauvaises herbes, qui sont chargés de voir à ce que les inspecteurs fassent leur devoir; une commission de trois personnes a été nommée.

Lorsqu'un inspecteur juge qu'il est nécessaire de faucher une récolte en cours de végétation sur une étendue de plus de trois acres dans un quart de section quelconque, il doit conseiller le maire ou l'un des conseillers et, si ceux-ci ne sont pas d'accord, la question doit être soumise à un commissaire provincial des mauvaises herbes, dont la décision est finale. Si la récolte affectée couvre moins de trois acres, l'inspecteur peut la faire faucher à sa discrétion. Toute personne louant à une autre la terre qui a été condamnée comme portant des mauvaises herbes dangereuses ou des graines de ces plantes devient passible d'une amende de \$100 et d'une action en dommages-intérêts, à moins qu'avis ne soit dûment servi au locataire; dans ce cas, c'est ce dernier qui est responsable.

Au Manitoba, ceux qui mettent en vente des semences de grains infestés sont passibles d'une amende d'au moins \$10 et d'au plus \$100 et le juge de paix peut ordonner que cette semence soit traitée pour qu'elle ne puisse plus servir comme telle. Ceux qui offrent en vente du son ou d'autres produits alimentaires contenant une quantité indue de graines de mauvaises herbes rondes ou concassées encourrent une peine d'au moins \$25 et d'au plus \$100. Les compagnies de chemin de fer, les compagnies de messagerie, d'express ou autres ou tous les individus, maisons ou corporations qui expédient en dehors de la province des criblures ou d'autres déchets contenant des graines de mauvaises herbes dangereuses en quantité indues et venant d'un élévateur ou d'un moulin sont passibles d'une même amende. Il en est de même de tout individu, de toute maison ou de toute corporation qui fait pousser sur un chemin public, une rue ou un terrain des graines de mauvaises herbes dangereuses mélangées ou non avec d'autres choses.

Tout fonctionnaire qui néglige d'accomplir les charges qui lui sont imposées par la loi est passible d'une amende d'au moins \$25 et d'au plus \$100. Tout membre d'un conseil votant pour remettre une amende ou les frais imposés à un inspecteur pour avoir manqué à ses devoirs est passible d'une amende d'au moins \$50 ou d'au plus \$100 et il est déqualifié pour l'année.

Je pourrais aussi citer les autres provinces où les gouvernements portent une attention spéciale à cette question. Je le répète, il est urgent de protéger nos fermes et de travailler à assurer à nos braves cultivateurs un revenu proportionné à leur précieux travail. Il convient de les protéger contre le danger, sans cependant être trop sévère.

Il est impossible pour le moment d'exiger qu'ils détruisent toutes les mauvaises herbes qui ravagent leurs fermes, mais il y a moyen de leur aider à faire quelque chose. Commençons d'abord par combattre la négligence de certains conseils municipaux qui laissent mûrir ces plantes nuisibles dans les routes.

On parle partout, en ce moment, de l'importance de développer l'industrie agricole. Il faut donc aider ce développement par tous les moyens à notre disposition.

Le ministre de l'Agriculture, qui a la manie des circulaires, aurait dû en envoyer à ce sujet à nos cultivateurs. Quelle est la campagne éducationnelle qu'il a faite pour faire disparaître cette nuisance?

C'est beau de faire des beaux discours, de protester de la pureté de ses sentiments, mais ce qui est plus beau encore, c'est d'aider de façon pratique nos concitoyens à développer la première de nos industries: l'agriculture.

Plus on étudie la politique du gouvernement, plus on en voit la faiblesse dans les détails.

J'espère que, si le ministre ne peut justifier son passé - je ne parle que de cette question, bien entendu - il nous donnera des garanties pour l'avenir.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le chef de l'opposition me fait d'injustes reproches. Il a tort d'accuser le gouvernement de négliger cette importante question. Je m'accorde avec lui sur un point, c'est qu'il est bien difficile de faire des procès à nos cultivateurs des vieilles paroisses de nos campagnes, parce qu'ils ne détruisent pas les mauvaises herbes. Le gouvernement a fait beaucoup pour induire les cultivateurs à détruire les mauvaises herbes; il y a eu des lois spéciales passées à cette fin, mais il est assez difficile de prendre des moyens coercitifs contre les cultivateurs.

Mais le gouvernement a fait mieux; il s'est appliqué, par ses conférenciers, à faire l'éducation des cultivateurs en cette matière. Et des brochures sont aussi distribuées, si cela peut rassurer le député de Deux-Montagnes. Il est vrai que nous n'avons pas de brochure provinciale, mais, si l'on ne distribuait pas de brochures populaires sur les mauvaises herbes, c'est qu'Ottawa avait déjà fait la chose et que le département de l'Agriculture fédéral avait fait imprimer une magnifique brochure à ce sujet, qui est parfaite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La brochure est de luxe plutôt et elle n'est nullement populaire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le gouvernement fédéral n'a aucunement négligé la lutte contre les mauvaises herbes. Des conférences, des démonstrations agricoles variées sont données partout par les spécialistes du département de l'Agriculture qui ont instruction de mettre les cultivateurs en garde contre ce danger, et ils le font. Et ce travail d'éducation, il n'y a pas que les professeurs des écoles d'agriculture qui s'y emploient, mais même les conférenciers du gouvernement fédéral, à la demande même du gouvernement provincial.

De plus, qu'on lise le *Journal d'agriculture* et on verra qu'il publie souvent des articles sur la question des mauvaises herbes, qu'il donne à nos cultivateurs des conseils utiles à ce sujet, de même que nombre de journaux de la province qui publient des pages agricoles rédigées par les employés du département.

L'observateur impartial rendra ce témoignage au gouvernement que sa campagne d'éducation n'a pas été vaine. On cultive mieux, et les mauvaises herbes ont été considérablement détruites. Il y a une amélioration très sensible à ce point de vue.

Enfin, le département de l'Agriculture a fait davantage en conseillant aux cultivateurs, comme moyen de destruction des mauvaises herbes, d'utiliser les plantes sarclées, de semer des graines fourragères, surtout le trèfle, des graines très pures.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que la culture du trèfle est un moyen radical pour détruire les mauvaises herbes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce n'est pas un moyen radical, mais c'est l'un des meilleurs moyens de se débarrasser des mauvaises herbes que de semer de la bonne graine de trèfle

triée. Et, si nous continuons, dans cinq ou six ans, dans une dizaine d'années tout au plus, nous serons débarrassés des mauvaises herbes dans notre province.

Le ministre actuel de l'Agriculture fut le premier à faire semer de la graine de trèfle. On n'avait pas naguère de graine au pays, il fallait la faire venir des États-Unis, de l'Ontario et même du Brésil. Cette graine n'était pas pure et c'est pourquoi nos champs ont maintenant des mauvaises herbes.

Mais les choses sont maintenant changées. Presque tous les cultivateurs sèment actuellement de la graine de trèfle. L'an dernier, nous avons récolté un demi-million de livres de graine de trèfle acclimatée, de bonne qualité et exempte de toute mauvaise herbe.

Le gouvernement a aussi fait des sacrifices considérables pour favoriser aux cultivateurs l'achat des machines pour battre le trèfle. Tous les cultivateurs comprennent l'importance de la culture intensive du trèfle et ils s'en prévalent afin de parfaire la destruction des mauvaises herbes. Le meilleur moyen d'assurer cette destruction, c'est de semer de la graine de trèfle pure. Le département a aussi favorisé la distribution de cribles pour le nettoyage du grain en donnant des octrois aux associations agricoles qui se prévalent de cet avantage.

Le gouvernement a encore aidé à la destruction des mauvaises herbes en procurant de meilleures graines de semence à nos cultivateurs.

De toute façon, le gouvernement s'est imposé des sacrifices, même financiers, pour aider à la destruction des mauvaises herbes. Il entend continuer dans cette voie.

Nous pouvons donc dire que le gouvernement a fait tout ce qu'il devait et tout ce qu'il pouvait. Et, si le chef de l'opposition est de bonne foi, il admettra que des progrès ont été réalisés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je les ai entendus, vos conférenciers. Ils sont venus souvent dans mon comté et ils n'ont jamais parlé, à ma connaissance, des mauvaises herbes. Quant à la brochure du gouvernement d'Ottawa, M. le ministre, depuis quand est-elle distribuée?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je l'ignore, depuis quelques années.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est le gouvernement qui en a commencé la distribution²?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je ne peux pas vous donner de détails quant à la date de la distribution. Je vous ai déjà dit et je vous répète que nous n'avons pas besoin de publier une brochure, car Ottawa en publie une. C'est une très bonne brochure, illustrée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'on y voit le portrait du ministre de l'Agriculture de la province de Québec?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Non, ce n'est pas nécessaire. Je ne suis pas une mauvaise herbe.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande quel en est exactement le titre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Les mauvaises herbes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Depuis combien de temps Ottawa distribue-t-il cette brochure?

Il prétend que bien peu de députés connaissent la brochure.

M. Caron (Matane): Je vais vous le dire, je vais vous le dire. Cette publication existe réellement. J'en ai reçu une il y a quatre ans, j'en ai reçu une autre il y a deux ans. C'est une magnifique brochure et je serai heureux de vous en apporter un exemplaire la semaine prochaine, si vous désirez la voir. Vous verrez comme elle est bien faite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je remercie le député de Matane. Il semble être mieux renseigné que le ministre de l'Agriculture sur ce point.

Le ministre de l'Agriculture en sort en homme intelligent, mais il nous a donné la preuve, encore une fois, qu'il n'a pas fait tout ce qu'il devait faire.

La proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 61 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal;

- bill 105 constituant en corporation la ville du Cap-de-la-Madeleine.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les édifices de la Législature et des départements, peinturage du toit, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille deux-cent-soixante-onze piastres et cinquante-trois centins soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille huit cent dix-sept piastres soit ouvert à Sa Majesté pour taxes d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des chemins de fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparation et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) prend la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'occupe de la question de l'achat des ponts de péage dans le district de Terrebonne et il en a conféré déjà avec le chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce parce que mon comté a élu un député oppositionniste que le pont de Saint-Eustache n'a pas été acheté?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bien au contraire, et le chef de l'opposition sait que nous accordons à lui-même et à son comté la même justice que le gouvernement accorde aux comtés ministériels.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des bâtisses et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille neuf cent cinquante-neuf piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six piastres et soixante-seize centins soit ouvert à Sa Majesté pour loyers des palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-onze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations, palais de justice, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le ministre des Travaux publics a accordé une augmentation de salaire aux employés de son département. Il réclame une augmentation de salaire pour les fonctionnaires civils en général. Il sait qu'il y a de gros salaires pour quelques-uns d'entre eux, mais la plupart ont des salaires de famine. Il ne veut pas faire de capital politique à ce sujet; il ne réclame que justice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) démontre que, seulement dans le département des Travaux publics et du Travail, les salaires avaient été augmentés de près de \$4,000 l'an dernier. Puis il signale comment les ouvriers sont traités par le gouvernement qui les emploie. Ils sont payés à l'année. Ils reçoivent \$2.35 par jour, dimanche compris. Pour eux, jamais de chômage. On leur donne le samedi après-midi de congé et ils sont payés même s'ils sont malades et incapables de travailler. Quinze jours de vacances salariales leur sont donnés chaque année. En cas de mort, deux mois de salaire sont payés à leur famille. En un mot, tels sont les avantages accordés par le gouvernement aux ouvriers qu'il emploie.

Il rappelle les déclarations qu'il a faites à ce sujet, récemment, savoir que, depuis 1911, le ministère a augmenté le salaire des journaliers de 7½ cents par jour et que les ouvriers sont satisfaits de cette augmentation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) lui demande s'il croit réellement que cette augmentation est suffisante pour permettre à ses employés de vivre convenablement en tenant compte de l'augmentation formidable du coût de la vie depuis trois ans. Cette augmentation ne peut pas même couvrir l'augmentation du pain. L'ouvrier est modeste, il est vrai. Mais il ne doit penser à sa famille; il a des fils à qui il doit donner l'instruction. Qui sait si, parmi eux, il ne s'en trouvera pas qui, plus tard, seront utiles à la société, si on lui permet de les instruire.

Il est étrange que pas un seul député de cette Chambre qui représente les ouvriers ne se lève pour m'aider à revendiquer le salaire convenable auquel les ouvriers du gouvernement ont droit. Que, dans l'intérêt du budget, l'on diminue si l'on veut le nombre des ouvriers du gouvernement, mais qu'on augmente le salaire de ceux que l'on gardera.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au chef de l'opposition de comparer le salaire des ouvriers du gouvernement avec ceux de la

ville et il verra que les premiers ne sont pas aussi maltraités que le chef de l'opposition le croit; il verra que le gouvernement, en somme, est le paradis terrestre des journaliers qui ne cessent de demander des places au gouvernement. Leur salaire a été augmenté de \$27 l'an dernier et il annonce que, probablement, le 1er juillet prochain, le gouvernement augmentera encore les journaliers et les ouvriers. Le gouvernement fait tout son possible.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre ne m'a pas compris. Le point principal de mes revendications, c'est de savoir si, dans les circonstances actuelles, les salaires des ouvriers du gouvernement ont été augmentés suffisamment pour que ceux qui les retirent puissent faire face sans trop souffrir au coût élevé de la vie.

Il cite ensuite quelques chiffres comparatifs entre les salaires des employés du gouvernement d'Ontario et ceux de Québec et il fait voir que les premiers sont beaucoup plus élevés.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Dépôt de documents:

Commission des eaux courantes, rapport annuel

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre le sixième rapport annuel de la Commission des eaux courantes, pour l'année 1917. (Document de la session no 15)

La séance est levée.

même objet, mais portant un libellé différent, soit "le bill 179 constituant en corporation les comptables de la province de Québec". L'Orateur déclare la motion irrecevable ou hors d'ordre, car le bill présenté à cette séance n'était pas conforme à la procédure des bills privés.

2. Selon *Le Canada*, M. Sauvé voulut attribuer le mérite de cette publication utile au gouvernement Borden, mais, en vérifiant la date du début de la brochure, on a constaté que c'était sous le gouvernement Laurier.

NOTES

1. M. Létourneau avait déjà présenté un bill privé similaire, à la séance du 22 janvier 1918, ayant le

Séance du vendredi 25 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport qu'il n'a pu se mettre d'accord sur le texte du bill 62 concernant la Broad Realty Limited et demande à être relevé de l'obligation d'en continuer l'étude.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 67 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique de Saint-François;
- bill 21 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni le 24 courant, à 8 heures p.m., et a entendu MM. Narcisse Arcand, de Montréal, et J.-G. Scott, de Québec.

Votre comité s'est aussi réuni le 25 janvier et a entendu MM. J. M. Walsh, de Montréal, et A.-E. Lortie, de Québec, et s'est ajourné au mercredi 30 janvier, à 8 heures p.m., pour continuation de l'enquête.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas de la Société des logements ouvriers, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant sa corporation.

**Société
des logements ouvriers**

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) demande la permission de présenter le bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association pour aider à faire observer
les lois dans les municipalités**

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 163 concernant la constitution en corporation d'associations formées dans le but d'aider à faire observer les lois dans les municipalités.

Il existe déjà des associations de ce genre, mais elles n'ont aucun statut légal. Il s'agit de leur en donner un.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste;
- bill 81 amendant la charte de la ville de Longueuil;
- bill 87 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières;
- bill 92 amendant la loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest;
- bill 101 amendant la charte de la ville de Shawinigan-Falls.

**L'Œuvre
du petit séminariste**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Longueuil

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 amendant la charte de la ville de Longueuil. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Trois-Rivières

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Québec-Ouest

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 amendant la loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Shawinigan-Falls

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 amendant la charte de la ville de Shawinigan-Falls. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Questions et réponses:

Lots concédés dans les paroisses de Sainte-Pétronille et de Sainte-Famille

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien de lots ont été concédés, depuis juin 1916, dans chacune des paroisses de Sainte-Pétronille et de Sainte-Famille?

2. Combien de colons s'y sont fixés depuis cette date?

3. Combien d'argent de colonisation a été dépensé dans ces deux paroisses et à la demande de qui?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1 et 2. Le gouvernement ne possède aucun terrain de colonisation sur l'île d'Orléans.

3. \$471.38, à la demande des intéressés.

Profil sociologique des membres du Conseil législatif

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de cultivateurs, lauréats agricoles, siègent au Conseil législatif?

2. Combien de représentants des unions ouvrières?

3. Combien d'industriels?

4. Combien de professeurs d'université?

5. Combien de professionnels?

6. Combien de marchands?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1. Trois.

2. Le gouvernement ignore quels sont les membres du Conseil qui peuvent spécialement représenter des unions ouvrières.

3. Six.

4. Deux.

5. Dix.

6. Quatre.

N. B. Certains membres du Conseil législatif ont plus d'une occupation.

Charte de Saint-Laurent

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 56 amendant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ordre des Chevaliers de Champlain

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 constituant en corporation l'ordre des Chevaliers de Champlain.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Joseph Masson

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 116 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Achim (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Robitaille à l'exercice de la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet;

- bill 99 amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale;

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 93 amendant la charte de la Civic Investment and Industrial Company.

Civic Investment & Industrial Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 amendant la charte de la Civic Investment and Industrial Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la rivière Rouge soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Succession Charles Wilson

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération, selon l'ordre du jour, des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 73 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération, selon l'ordre du jour, des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Contrat entre la ville de Saint-Lambert et la Dominion Textile Company Limited

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération, selon l'ordre du jour, des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 72 ratifiant le règlement no 91 de la ville de Saint-Lambert et ratifiant et confirmant le contrat entre ladite ville et

la Dominion Textile Company Limited. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

Indemnité des membres de la Commission du tramway

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quelle est l'indemnité dont le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé le paiement aux commissaires nommés en vertu de la loi 7 George V, chapitre 60, section 28, paragraphe 8?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): L'indemnité n'a pas encore été déterminée.

Biens de succession sujets à l'impôt

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions catholiques en vertu de l'article 2937, statuts refondus de la province de Québec, 1909: pour les collèges classiques, \$19,000; pour les écoles modèles et académiques, \$55,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent quatre-vingt-deux piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Montréal, (dont deux mille piastres à être payées à la faculté de droit), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les high schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, tel qu'amendé par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1, et 1 George V (2e session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1, et 4 George V, chapitre 26, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut technique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds et muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000; Institut catholique pour filles, Montréal, \$10,000; Institut Nazareth, Montréal, \$1,600; institut Mackay, Montréal, \$1,600; Montreal Association for the blind, \$1,600, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français, par des spécialistes, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant de l'instruction publique, tel qu'approuvé par ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté: pour les écoles dans les municipalités pauvres, \$24,000; à être transféré de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V (2e session), chapitre 27, section 2, et 2 George V, chapitre 24, section 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour livres à donner en prix, reliure et fournitures scolaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de musique de Québec, 1^{er} George V (2^e session), chapitre 5, section 1. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du surintendant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux institutions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, ordre en conseil no 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires \$150,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal; paiement sujet à un

ordre en conseil et aux conditions de l'ordre en conseil no 187, du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les archives canadiennes: pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Vu l'absence du chef de l'opposition et de la plupart de ses collègues, il propose qu'on ajourne le vote des octrois suivants pour une séance subséquente, afin de donner à l'opposition, dit-il, l'opportunité de discuter ce budget:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus de la province de Québec, 1909, tel qu'amendé par 3^e George V, chapitre 25, section 1 et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1^{er} George V (1^{re} session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus de la province de Québec, 1909, tel qu'amendé par 3^e George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1^{er} George V (1^{re} session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus de la province de Québec, 1909, tel qu'amendé par 3^e George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1^{er} George V (1^{re} session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus de la province de Québec, 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V (1re session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir, écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

La proposition est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au lundi 28 janvier courant, à 8 heures p.m.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du lundi 28 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Affaires municipales

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 15 amendant les statuts refondus, 1888, les statuts refondus 1909 et le Code municipal relativement aux affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Département des affaires municipales, création

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 30 créant un département des affaires municipales et amendant, en conséquence, les statuts refondus, 1888, les statuts refondus 1909 et le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 12 concernant le dépôt fait en certains cas, de sommes d'argent destinées aux fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 165 amendant la loi de la chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code municipal, article 398

M. Gosselin (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 181 amendant l'article 398 du Code municipal.

Ceci, de façon à permettre aux conseils municipaux de voter des sommes pour le maintien des hospices en dehors de leurs territoires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Saisies de liqueurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Dans quels districts de la province les percepteurs du revenu provincial ont-ils opéré des saisies de liqueurs en 1917?

2. Combien de saisies dans chacun de ces districts?

3. Qu'est-ce que chacun des percepteurs de la province a fait des liqueurs saisies?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Année fiscale 1916-1917.

1. Arthabaska, Beauce, Beauharnois, Bedford, Chicoutimi, Joliette, La Tuque, Montmagny, Montréal, Ottawa-Est, Ottawa-Ouest, Québec, Richelieu, Rimouski, Saint-François, Terrebonne, Trois-Rivières.

2. Arthabaska, 9; Beauce, 7; Beauharnois, 2; Bedford, 7; Chicoutimi, 2; Joliette, 6; La Tuque, 1; Montmagny, 1; Montréal, 82; Ottawa-Est, 3; Ottawa-Ouest, 8; Québec, 4; Richelieu, 2; Rimouski, 1; Saint-François, 1; Terrebonne, 15; Trois-Rivières, 22.

3. Les percepteurs du revenu de la province ont disposé des liqueurs saisies conformément à la loi.

Fonds de secours des forestiers catholiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 109 constituant en corporation le fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'Oeuvre du petit séminariste

La Chambre prend de nouveau en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Longueuil

La Chambre prend de nouveau en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 amendant la charte de la ville de Longueuil.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Québec-Ouest

La Chambre prend de nouveau en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 amendant la Loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ville de Saint-Michel

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 concernant la ville de Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société des logements ouvriers

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demande de documents:

Subsides agricoles, transport et distribution des graines de semence, élevage du porc

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. Turcotte), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministre de l'Agriculture fédéral, de 1915 à 1917 inclusivement, relativement aux subsides agricoles, à la question des transports, à la distribution des graines de semence et au développement de l'élevage du porc.

Il a demandé au ministre quelle initiative il a prise à ce sujet pour aider les cultivateurs, qu'est-ce qu'il a fait pour parer, par exemple, à la pénurie des wagons de transport, pour assurer la graine de semence nécessaire aux cultivateurs, au printemps, et ce qu'il a fait pour assurer le succès de sa campagne entreprise en faveur de la production intensive des porcs.

Il rappelle l'importance de la question des transports et parle des vingt-deux mille wagons à marchandises qui sont actuellement aux États-Unis, comme le démontre la récente enquête sur la production agricole, faite à sa demande. Le gouvernement doit s'interposer le plus tôt possible pour obtenir le retour au pays d'un certain nombre de ces wagons, ou du moins, le décongestionnement du transport. Il conseille l'intervention auprès de la Commission des chemins de fer qui a donné de bons résultats, l'an dernier, comme il en a pu juger lui-même, car il s'est personnellement adressé à ce corps.

Il croit opportun de pousser l'élevage des porcs. Mais le gouvernement ne s'y est-il pas pris trop tard? C'est l'opinion des producteurs qui n'ont pas aujourd'hui le grain nécessaire pour alimenter leurs troupeaux. Même observation au sujet des graines de semence. Le gouvernement, dans une récente circulaire lue au prône du dimanche, s'engage à faire son possible, mais rien de plus. ne s'y est-il pas pris trop tard?

Il ne fait pas ces demandes simplement dans le but de critiquer, mais pour se renseigner et pour renseigner la province et surtout les cultivateurs. Je comprends que le gouvernement, en particulier le ministère de l'Agriculture, a eu plusieurs bonnes idées, mais il ne s'agit pas d'avoir des idées, il faut encore qu'elles soient émises en temps opportun. Il ne suffit pas non plus de rejeter la faute de tout ce qui nous arrive sur le dos de celui-ci ou de celui-là, il s'agit surtout de bien préciser ce que l'on a fait, ce que l'on a tenté, de faire l'inventaire de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je suis d'abord fort étonné du ton modéré pris par le chef de l'opposition pour poser ses questions. Il souhaite, dit-il qu'il en soit toujours ainsi chaque fois qu'il s'agira du ministère de l'Agriculture, car ce département fait tout en son possible pour parer aux difficultés présentes.

Cette question du transport, par exemple, est à peu près insoluble: la rareté des wagons de transport a été constatée et nous n'y pouvons rien, pas même aujourd'hui les compagnies de chemins de fer. De nos embarras actuels, la guerre est la grande cause, mais dès que l'on a constaté la rareté des wagons de fret et la difficulté de faire revenir les nôtres des États-Unis, comme pour les Américains de faire revenir les 7,000 des leurs que nous avons ici, à cause du manque de charbon et du petit nombre des transatlantiques, ces wagons étant paralysés dans les ports de mer, le gouvernement fédéral aurait dû pourvoir à la construction, comme le faisait observer M. Scott, un expert en fait de construction et d'administration de chemins de fer.

Il cite le témoignage de M. J.-G. Scott, président de la Chambre de commerce de Québec, entendu, l'autre jour, devant le comité d'agriculture à l'enquête sur le coût de la vie, et qui a déclaré que cette pénurie est due à ce que 30,000 wagons canadiens se trouvent retenus actuellement sur le sol américain, parce qu'on ne peut trouver de place pour les décharger, faute de navires. Le seul remède à cet état de choses, c'est la construction de nouveaux wagons, comme le seul remède à la cherté de la vie, c'est la surproduction agricole. On aurait dû construire des wagons, et il y a dans la province de Québec des usines superbes à cette fin, usines qui sont libres actuellement depuis des mois, celles du transcontinental, à Saint-Malo, un des quartiers de la vieille capitale. On aurait pu en construire 3,000 par année et employer, par conséquent, un grand nombre d'ouvriers. On n'en a encore rien fait.

Le gouvernement provincial n'a rien négligé pour rendre la tâche plus facile aux cultivateurs. Il a écrit chaque fois qu'un cas lui était signalé et il a publié des avis dans les journaux demandant à tous les intéressés de lui signaler les retards au transport des produits agricoles.

Le gouvernement local fait tout son possible, comme il l'a fait l'an dernier, pour obtenir du soulagement pour les cultivateurs qui sont en peine de recevoir des grains ou d'expédier leurs produits, mais il ne peut pas ne pas faire observer que c'est là principalement une question du ressort des autorités fédérales. Il y a quelque temps, il a écrit au ministre de l'Agriculture à Ottawa, M. Crerar, pour lui signaler la rareté des wagons pour transporter le foin des cultivateurs. Il a frappé en vain à sa porte pour obtenir son intervention auprès de la Commission des chemins de fer ou directement auprès des compagnies. L'honorable M. Crerar lui a répondu de s'adresser aux compagnies de chemins de fer à ce sujet.

Le gouvernement a été en commission à ce sujet avec la Commission des chemins de fer. Il croit que l'honorable M. Crerar aurait dû s'occuper lui-même de la chose et intervenir auprès des compagnies de chemins de fer. Ce déplorable état de choses se répètera l'an prochain, si l'on ne construit pas plus de wagons.

Quant aux grains de semence, le gouvernement fédéral a pris les devants et s'est chargé, cette année, de procurer aux cultivateurs ce dont ils ont besoin. Le gouvernement fédéral va bien envoyer à l'élevateur nouveau de Québec 200,000 minots de blé et 300,000 minots d'avoine, qu'il vendra aux cultivateurs de la province de Québec \$2.50 le minot. Mais, on ne pourra s'en procurer qu'au char. Le gouvernement provincial, lui, en aura une quantité de plus de 100,000 minots qu'il vendra au détail, selon que les intéressés le désireront.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) lui demande quelle est l'estimation que l'on a faite de la quantité des grains de semence dont on aura besoin au printemps.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond que l'estimation est précisément de 200,000 minots pour le blé et de 300,000 minots pour l'avoine.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'a fait le gouvernement provincial pour procurer des grains de semence aux cultivateurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le gouvernement provincial a chargé la Société des producteurs de grains de semence de la province de Québec, dont la création et le développement sont dus à son initiative, de voir à ce que l'on puisse se procurer du blé, de l'avoine, des pois, des fèves, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) croit que ce n'est pas assez.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il ne peut pas dire quelle quantité de grains de semence cette association peut disposer présentement, si elle a acheté de ces grains, dans quelles conditions elle offrira ce grain, ni si elle a demandé des cotations pour les blés et l'avoine. Nous considérons que tout ce que fait cette association est bien fait et que cette Société est admirablement située pour se charger de cette besogne. Ainsi, grâce aux efforts des gouvernements provincial et fédéral, la Société des producteurs et du comptoir coopératif, les cultivateurs de la province de Québec auront, au printemps, tous les grains de semence dont ils auront besoin et en quantité suffisante. Il en sera de même des pois et des fèves.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rappelle au ministre de l'Agriculture combien est efficace, fréquente et importante l'intervention du ministère d'Ottawa dans les affaires de son département. Il reproche au ministre de n'avoir pas songé assez tôt à acheter des graines de semence. Il veut savoir combien on en a acheté depuis la récolte.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

réplique qu'il ne peut fournir des chiffres de mémoire, mais qu'il peut affirmer que la Société des graines de semence, de même que la Société coopérative achetaient depuis que le marché est ouvert et achètent tout ce qu'elles peuvent acheter dans le but de le revendre ensuite aux cultivateurs avec un léger bénéfice.

Relativement à la production des porcs, il dit que son département a réussi à acheter 500 porcs pour la reproduction au printemps. Ces porcs ont été achetés dans l'Ontario et dans l'Ouest et l'on en achète encore. Ils étaient destinés à l'abattage quand on les a achetés à raison de 18 cents la livre. Le département pourra, croit-il, en fournir à tous les cultivateurs qui en feront la demande. Répondant aux critiques qui ont été faites à ce sujet, il dit que cet achat de porcs est une preuve que la campagne n'a pas commencé trop tard comme on l'a dit.

Il donne l'assurance au chef de l'opposition que, malgré que le grain et le blé soient rares, il y en aura suffisamment pour nourrir les animaux et favoriser en particulier l'élevage du porc, ceci en attendant que l'on puisse avoir du blé d'Inde. Il dit ce qu'il a fait pour assurer la nourriture nécessaire à l'élevage du porc. Il entra dès longtemps en négociation avec le contrôleur des vivres. Celui-ci envoya un de ses principaux officiers à Québec pour conférer avec le gouvernement. On lui donna finalement l'assurance qu'il y aurait de la moulée suffisante pour nourrir les porcs.

De fait, le gouvernement fédéral, à quelque temps de là, arrêta l'exportation de la moulée. Mais, il ne s'en trouve, pour cela, guère plus sur le marché. Les meuniers sont très prudents, ils ne livrent que de petites commandes, de sorte que nous en aurons suffisamment pour attendre le blé d'Inde.

Il faudra cependant quelques semaines avant d'en recevoir une quantité suffisante pour engraisser les porcs. Mais nous savons que la récolte de blé d'Inde, aux États-Unis, est phénoménale cette année. Il y a de grandes difficultés pour le transport, mais le blé d'Inde sera sur le marché avant l'été. Le gouvernement a donc fait ce qu'il devait faire. Il a fait preuve de sage prévoyance. Après estimé, en effet, il a trouvé que les cultivateurs du Québec auraient besoin de 200,000 minots de blé et de 300,000 minots d'avoine et les leur procurera. Il n'aurait fallu, avec cela, que ceux qui avaient fait des promesses les tinssent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La réponse du ministre est un peu vague. Il croit que le gouvernement, dans ces cas qui concernent la surproduction, n'a pas assez prévu. Le gouvernement n'a rien fait pour assurer le transport; il aurait pu faire plus d'efforts et faire des instances auprès de la Commission des chemins de fer pour remédier à la pénurie de wagons.

Il est d'avis que le gouvernement de Québec se fie toujours trop sur Ottawa. Je comprends que le département de l'Agriculture de Québec reçoit beaucoup d'argent d'Ottawa, mais le ministre ne devrait pas abuser. Il ne s'agit pas, du reste, de savoir ce qu'a fait Ottawa à ce sujet, nous sommes à demander le bilan du travail du gouvernement de Québec.

Il ne veut pas défendre Ottawa. Quand le temps viendra de blâmer le gouvernement, il y aura assez de députés québécois, à la prochaine session fédérale - le ministre peut en être sûr - pour demander des comptes au gouvernement d'Ottawa.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) ne veut pas accuser le gouvernement fédéral avec plus de sévérité pour le moment, mais il doit constater les faits tels qu'ils sont.

La proposition est adoptée.

Loi médicale de Québec

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 amendement les statuts refondus 1909 concernant la loi médicale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ingénieurs civils

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 amendement les statuts refondus 1909 concernant les ingénieurs civils soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill prévoit une peine pour toute personne qui, n'étant pas détentrice d'un diplôme d'ingénieur civil, obtenu selon les lois de la province de Québec, pratique la profession, en usurpe les fonctions ou assume le titre d'ingénieur civil. Cette personne sera sujette, sur condamnation sommaire, à une amende d'au moins \$100 et d'au plus \$200, ou à trois mois d'emprisonnement pour une première infraction, et, pour toute infraction subséquente, à une amende allant de \$200 à \$500 ou à six mois d'emprisonnement.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Syndicats coopératifs

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 amendement l'article 6763 des statuts refondus 1909 concernant les syndicats coopératifs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnies de téléphone électrique

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 amendement les statuts refondus 1909 concernant les compagnies de téléphone électrique soit maintenant lu une la deuxième fois.

Le bill prévoit une lourde peine pour tout employé d'une compagnie de téléphone qui écoute sur la ligne et qui révèle des secrets. En plus, une peine est imposée pour toute personne qui tire avantage de ces informations. La peine est de \$100 ou trois mois d'emprisonnement ou les deux. Le bill ne criminalise pas la dernière méthode d'écoute secrète par détectaphone.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Associations pour aider à faire observer les lois dans les municipalités

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 concernant la constitution en corporation d'associations formées dans le but d'aider à faire observer les lois dans les municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Département des Affaires municipales, création

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la création d'un département des Affaires municipales.

Adopté.

Fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le dépôt fait en certains cas de sommes d'argent destinées aux fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires.

Adopté.

Protection des édifices publics contre les incendies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine

séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Abolition des barrières et des taux de péage dans la région de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant l'abolition des barrières et des taux de péage sur une partie de chemin dans la paroisse de Saint-Laurent et sur une partie de chemin dans la cité de Montréal.

Adopté.

Commission des chemins à barrières de la rive sud à Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à la Commission des chemins à barrières de la rive sud, à Québec.

Adopté.

Jours de repos pour certains employés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 pourvoyant à un jour de repos par semaine aux employés dans certaines industries soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ce bill a pour but de donner un jour de repos par semaine aux employés d'hôtels, de restaurants et de

clubs. Le bill laisse au lieutenant-gouverneur en conseil le soin de faire des règlements en ce sens, et prévoit que ceux-ci seront suivis d'un avis dans la *Gazette officielle du Québec*. Toute personne ne respectant pas les règlements sera sujette à une amende d'au plus \$50 en plus des coûts, ou un mois d'emprisonnement. Les inspecteurs des établissements industriels sont autorisés d'entrer dans tout café, hôtel ou club à n'importe quelle heure pour s'assurer que la loi est respectée. Toute poursuite en vertu de la loi sera intentée par un des inspecteurs auprès d'un juge de séance ou d'un magistrat de police. Une poursuite peut être intentée par toute autre personne, après un dépôt de \$20 comme sécurité pour les coûts.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, comme juges et commissaires des licences: magistrats de police, Montréal et constables et huissiers audienciers à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre si des instructions ont été données aux officiers de justice en vue de la plus stricte économie, selon la politique préconisée par le gouvernement.

Il demande si des plaintes ont été portées contre des substituts du procureur général qui feraient prolonger outre mesure les procès en vue de faire plus d'argent.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) explique à la Chambre que l'on pratique la plus stricte économie dans l'administration de la justice.

Tous les officiers du département du plus élevé au plus humble ont l'ordre de veiller à ce que les dépenses soient réduites autant qu'il est possible. Il ne connaît aucun cas où des substituts du procureur général aient été soupçonnés d'avoir contribué à faire prolonger des procès sous prétexte d'augmenter leurs honoraires.

Il n'a reçu aucune plainte à ce sujet.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Commission du tramway de Montréal

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre s'il a quelque nouvelle du rapport de la Commission du tramway de Montréal et si le rapport sera déposé sur la table de la Chambre cette semaine.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le rapport de la Commission est attendu aujourd'hui ou demain. Il sera déposé aussitôt sur la table de la Chambre.

Il fait remarquer qu'il est mentionné dans la loi qui a créé la Commission que celle-ci pourrait faire l'ébauche d'un contrat avec la Compagnie de Tramway et le signer, mais il comprend qu'ils vont faire rapport à la Législature.

La séance est levée.

Séance du mardi 29 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Enquêtes
dans les cas d'incendie**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 182 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les enquêtes dans les cas d'incendie.

Par ce bill, on porte le salaire du prévôt des incendies de Québec à \$2,000 et on lui accorde en outre une somme de \$1,500 pour ses dépenses.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Pointe-Claire**

La Chambre prend de nouveau en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 63 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Paroisse des Saints-Anges-Gardiens
de Lachine**

La Chambre prend de nouveau en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 65 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Charte
de Trois-Rivières**

La Chambre prend de nouveau en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil

législatif a apportés au bill 87 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Charte
de Shawinigan-Falls**

La Chambre prend de nouveau en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 amendant la charte de la ville de Shawinigan-Falls. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

Enseignement de l'agriculture

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Dans combien d'écoles de la province enseigne-t-on l'agriculture?

2. Quels sont les manuels usités?

3. Combien de temps par jour?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): 1. L'agriculture est enseignée dans toutes les écoles de la province.

2. Dans les écoles catholiques, le manuel des Frères de l'instruction chrétienne, *l'Agriculture dans les écoles*.

Dans les écoles protestantes, "Hatch and Haselwood" et "Calfee's Rural Arithmetic".

3. En moyenne, deux leçons de trente minutes par semaine.

**Protection des édifices publics
contre les incendies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 pour protéger les édifices publics contre les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Attendu que beaucoup d'édifices publics dans la province sont détruits par des incendies et qu'il convient de pourvoir d'une manière plus efficace à leur protection; qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que toute installation électrique dans un édifice public de la province, pour la transmission de la lumière, de la force motrice, ou de la chaleur ne pourra être faite ou modifiée que par une personne ou sous la surveillance immédiate d'une personne dûment autorisée et porteur d'une licence à cet effet.

Adopté.

2. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire les conditions auxquelles la licence prévue à la résolution précédente sera émise, sa durée et les honoraires exigibles.

Adopté.

3. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire les conditions qu'il croira justes et raisonnables, relativement à l'installation du système de chauffage dans un édifice public, de même que les conditions auxquelles le certificat prévu à l'article 3781c des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera émis, sa durée et les honoraires exigibles.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 26 pour protéger les édifices publics contre les incendies.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill 26 pour protéger les édifices publics contre les incendies.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique que la destruction de nombreux édifices publics dans la province a incité le gouvernement à prendre des mesures pour assurer une plus grande sécurité. Il explique également qu'un grand nombre d'incendies sont causés par des déficiences dans les appareils de chauffage ou d'éclairage.

D'après les termes de la loi, les édifices publics ainsi affectés sont les églises, chapelles, séminaires, collèges, couvents, monastères, maisons d'écoles, hôpitaux publics et privés, les orphelinats, asiles, crèches et ouvroirs, hôtels, maisons de pension où on a 15 pensionnaires et plus, théâtres, salles de réunions publiques, salles de conférences et d'amusements publics, bâtiments où se tiennent des expositions, estrades sur champs de courses ou d'amusements, édifices dans les parcs, patinoires, salles cinématographiques, bâtiments de trois étages et plus au-dessus du rez-de-chaussée occupés comme bureaux, magasins où l'on emploie dix commis et plus et palais de justice.

Le bill décrète que toute installation électrique pour la transmission de la lumière, de la force motrice ou de la chaleur, ne pourrait être faite ou modifiée que par une personne ou sous la surveillance immédiate d'une personne dûment autorisée et porteur d'une licence à cet effet. Le gouvernement va prescrire les conditions auxquelles la licence sera émise, sa durée et l'honoraire exigible. Quant au système de chauffage, il devra être sous la surveillance de l'inspecteur du gouvernement. Le permis accordé par l'inspecteur du gouvernement devra être encadré et exposé dans l'édifice auquel il aura été accordé.

Il déclare que les agents d'assurance l'approuvent fortement.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande au député de Montmorency si le gouvernement va faire payer quelque chose aux constructeurs pour cette inspection.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui, nous chargerons un petit honoraire, une petite redevance.

La proposition est adoptée. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rapport de comités:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 174 amendant l'article 5247 des statuts refondus, 1909, concernant les architectes;

- bill 178 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de téléphone électrique.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 102 amendant la loi 63 Victoria, chapitre 78, concernant les pouvoirs corporatifs de The National Trust Company, Limited, dans les limites de la province de Québec;

- bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ingénieurs civils;

- bill 98 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Edmond de Grantham, pour les fins civiles et scolaires;

- bill 119 amendant la loi 6 George V, chapitre 98, et donnant certains pouvoirs à l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assises de la Longue-Pointe.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Reconnaisant l'importance supérieure de l'inspection scolaire et la mission éminente de ses titulaires, je désire soumettre à la Chambre certaines lacunes que je crois avoir constatées dans notre incomplet système d'enseignement. Je ne veux pas mettre en doute la valeur respective des inspecteurs d'écoles actuels, mais c'est le système que je veux discuter.

Dans leurs derniers rapports, plusieurs ont signalé l'incompétence d'un trop grand nombre d'institutrices, incompétence due surtout au manque de formation et d'expérience. Cette incompétence constitue une perte financière pour les municipalités scolaires qui en souffrent et aussi une perte morale pour la société. Il est temps de réagir rapidement en vue des nouveaux besoins qui s'imposent. On conseille aux municipalités scolaires d'augmenter le salaire de nos institutrices. Je ne critique pas ce conseil, pourvu qu'il soit toujours conforme aux moyens de nos municipalités. Car il faut bien se rendre compte que bon nombre de nos municipalités paient des taxes considérables et que leurs revenus sont plutôt minimes.

Mais, au cas où ces municipalités voudraient payer pour, est-on à l'heure qu'il est en état de leur fournir les institutrices capables de donner le bénéfice que l'on est en droit d'attendre de leur enseignement? Les rapports des inspecteurs d'écoles me permettent d'en douter, surtout quand on tient compte de l'inspection actuelle. Le remède à ce mal déplorable ne se trouve-t-il pas dans l'inspection scolaire plus pratique?

En réponse à une interpellation que j'ai faite, l'honorable secrétaire provincial a déclaré à la Chambre ce qui suit: Qu'il y a dans la province 54 inspecteurs d'écoles catholiques et dix protestants; Que chacun de ces inspecteurs visite durant l'année 107 écoles en moyenne; Que les élèves en moyenne sont dans chaque district au nombre de 8,280 élèves pour les catholiques et de 5,372 pour les protestants.

Or, après cette constatation, ne devons-nous pas conclure qu'il est impossible à l'inspecteur, fût-il le plus compétent, de faire un travail conforme à nos besoins. L'inspecteur devrait être le directeur de nos écoles. Dans certaines écoles, ce n'est ni deux fois, ni trois fois, mais cinq fois s'il le faut qu'il devrait faire visite, et c'est surtout à l'école dirigée par une maîtresse incompétente qu'il devrait porter une attention continuelle. Peut-il le faire aujourd'hui? Non, son territoire est trop vaste. Nous devrions avoir un inspecteur par comté et dans quelques comtés deux inspecteurs. Alors seulement les inspecteurs pourront répondre à nos besoins. Ils ne peuvent non plus faire des rapports qui serviraient à améliorer nos méthodes d'enseignement.

Avec le système actuel, dans bien des cas, l'inspecteur est de nulle nécessité et son travail est nul; et le gouvernement et les municipalités dépensent de l'argent inutilement. Il faut absolument donner à l'inspecteur d'écoles l'importance, le rôle et le caractère qu'il doit avoir.

Ce qu'il faut à l'heure qu'il est, c'est un inspecteur d'écoles par comté, une académie par comté, une école modèle par village avec des programmes bien divisés, pas trop chargés et un enseignement pratique. Voilà les grandes réformes scolaires qui s'imposent, avec des instituteurs et des institutrices sagement dirigés par des inspecteurs compétents et zélés.

Nous devons avoir à cœur de vouloir un système d'enseignement plus conforme à nos besoins nouveaux et les plus pressants, et à ceux qui ne manqueront pas de surgir, besoins causés par la situation économique toute particulière qui nous est faite par la guerre. Organisons-nous sérieusement ou cessons de dire que nous faisons sérieusement notre devoir. Ne dépensons pas d'argent inutilement ou simplement pour jeter de la poudre aux yeux. L'époque que nous traversons est trop grave pour nous livrer plus longtemps à ce jeu.

Donnons à l'enfant d'école la formation et l'éducation qui lui seront indispensables dans sa carrière de citoyen et de contribuable de ce pays. L'inspecteur d'écoles doit être le premier mis en état d'opérer ces réformes que nous devons tous désirer et accomplir.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) fait l'éloge des inspecteurs d'écoles, des maîtresses d'écoles, des écoles et des commissions d'écoles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ne nous emballons pas; je vois par les documents officiels qu'il y a des écoles où les institutrices ne sont pas compétentes. Qu'est-ce que le ministre a fait pour améliorer la situation?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): J'ai confiance à nos inspecteurs d'écoles; ils feront tout ce qui est nécessaire pour améliorer le sort des élèves de ces écoles, ils feront leurs devoirs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien, mais vous ne leur donnez pas de pouvoirs. Vous devriez leur donner la direction absolue de leurs écoles et vous devriez leur donner moins de terrain à couvrir. Au lieu d'avoir un inspecteur par district, il devrait y en avoir un par comté. Nos inspecteurs d'écoles sont pleins de bonne volonté, mais ils ont trop à faire.

Leur inspection n'est pas efficace parce qu'ils n'ont pas le temps. Voilà dix ans que nous disons cela au gouvernement et on ne nous écoute pas. La conséquence est que notre système d'écoles manque de méthode et ne donne pas les résultats que nous devrions avoir.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): L'on a pratiquement, à l'heure actuelle, un inspecteur d'écoles par comté, comme le désire le député de Deux-Montagnes, à l'exception des grandes villes comme Montréal et Québec, où il y en a plus. Bien des réformes ont été faites déjà dans le sens que le demandait le député de Deux-Montagnes.

Les suggestions faites dans les rapports des inspecteurs sont autant que possible mises en pratique par le gouvernement. Ces messieurs se tiennent constamment en relation avec les commissions scolaires de leurs districts respectifs qui toutes font preuve de bonne volonté et acceptent avec bienveillance les réformes suggérées. Il y a encore les congrès de commissaires qui ont déjà produit d'excellents résultats pour assurer à nos écoles des instituteurs et des institutrices compétents et d'où sont nées des réformes avantageuses.

Pour le moment, le gouvernement fait tout son possible par les congrès des commissaires d'écoles pour éveiller les contribuables aux sentiments de leur devoir.

Tous les inspecteurs font régulièrement au moins deux visites par année dans chaque école sous leur juridiction, et leur inspection est des plus efficaces. Plusieurs en font davantage. À mesure que le nombre des écoles augmente, le nombre des inspecteurs est aussi augmenté, et quand nous apercevons qu'un district est trop grand pour un inspecteur, nous allégeons son fardeau aussitôt.

Les districts ne peuvent pas être strictement divisés d'après les lignes de démarcations des comtés, à cause des voies de communication. On doit tenir compte des facilités de transport pour permettre à chaque inspecteur de faire promptement ses visites.

Les inspecteurs sont assidus à leur travail et surveillent de près les maîtresses d'écoles. Quant à l'engagement des institutrices, toutes les précautions sont prises pour assurer leur compétence aux contribuables. Outre leurs rapports, les inspecteurs font encore des rapports minutieux et confidentiels au gouvernement sur la compétence de chaque instituteur et institutrice de telle sorte que les commissaires peuvent parfaitement se renseigner en tout temps sur la valeur de ceux et de celles qui sont sous leur juridiction sans attendre le rapport du département qui n'est publié qu'au mois de juin.

Nous ne pouvons pas aller plus loin avec le système que nous avons; et ce système est bon. Je crois qu'il est le meilleur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il pourrait être meilleur si l'administration était meilleure.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): Suggérez-nous-en un autre. Ce qu'il y a d'important c'est d'intéresser le père de famille à l'éducation de ses enfants. C'est ce que nous faisons avec nos congrès de commissaires d'écoles. Nous avons autant à cœur que les autres l'instruction de nos enfants. Changer notre système... Voudriez-vous un ministère de l'Instruction publique? Le chef de l'opposition ne veut sans doute pas proposer un système qui conduirait au contrôle de l'éducation par l'État.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas changer le système, mais je veux que l'on améliore le système actuel.

Le secrétaire provincial devrait répondre à ma question: Pourquoi n'améliorez-vous pas l'inspection de nos écoles en donnant plus de temps et plus de pouvoirs aux inspecteurs?

Le ministre ne m'a pas l'air au courant de ce qui se passe dans son ministère. Il nous dit que tout s'y passe à merveille et le rapport du surintendant de l'Instruction publique nous dit le contraire. Il nous apprend qu'il y a une foule de défauts dans certaines écoles et le ministre n'en sait même pas le premier mot.

On nous dit qu'il faut se préparer pour l'avenir en donnant à nos enfants une bonne instruction. Or, le ministre qui est chargé de surveiller l'instruction de nos enfants ne sait même pas qu'il y a de graves lacunes dans nos écoles.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): Ce que nous voulons, c'est d'intéresser les commissions scolaires et les contribuables en leur faisant connaître parfaitement les lois scolaires et leurs droits.

Il a confiance dans le résultat de cette campagne d'éducation poursuivie par le département de l'Instruction publique en vue de faire mieux comprendre aux pères de famille l'importance de leurs devoirs concernant l'éducation de leurs enfants et de les persuader que s'ils sont les maîtres en la matière, ils doivent exercer tous les droits que comporte leur responsabilité. Notre système d'enseignement bien compris et mis en pratique à la lumière des directions des hommes expérimentés et éclairés qui contrôlent l'Instruction publique en notre

province donnera des résultats que nous envieront les provinces voisines dont quelques-unes se plaisent à magnifier la valeur et l'importance, dans les milieux où on s'applique à dénigrer nos institutions et leurs méthodes d'enseignement.

Le département de l'Instruction publique veut améliorer le système en restant dans l'esprit de la loi. Il désire en montrer les défauts et les imperfections afin de faire mieux comprendre l'opportunité et la nécessité d'y remédier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus de la province de Québec, 1909 tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V (1ère session) chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus de la province de Québec, 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus de la province de Québec, 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus de la province de Québec, 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir, écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Conseils des arts et manufactures y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, statuts refondus de la province de Québec, 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris cinq cents piastres pour inspection), pour Montréal et Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres, soit ouvert à Sa Majesté pour *Gazette officielle du Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

Séance du mercredi 30 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 97 concernant la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 64 pourvoyant à l'évaluation des terres en culture situées dans le quartier Emard, en la cité de Montréal, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 120 instituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 118 ratifiant le titre de la partie subdivisée du lot numéro 177 aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal située dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal.

- bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec.

**Surintendant médical général
pour les asiles d'aliénés**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 45 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la nomination d'un surintendant médical général pour les asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes
de Montréal**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 160 concernant les écoles protestantes de Montréal.

Le bill prévoit l'annexion de toutes les commissions de la ville de Montréal à la Commission protestante, prenant effet le 1^{er} juillet 1918. Le prochain registre des taxes scolaires produit par la ville de Montréal inclura les nouveaux territoires ajoutés à la juridiction de la Commission protestante, et les taxes imposées dans les territoires annexés commenceront le 1^{er} juillet 1918. Conséquemment, la Commission n'entreprendra aucune dépense pour les nouvelles parties sans obtenir les taxes pour la même période. Jusqu'au moment de l'annexion, les commissions à être annexées ne peuvent accomplir que des tâches d'administration courante, et toute question relative à la construction d'une école ou à un emprunt ne peut être résolue que par l'avis de la Commission scolaire protestante, sujet à l'approbation du surintendant de l'Instruction publique.

Tout le territoire compris dans les limites de la ville est annexé, sauf lorsque les élections d'une commission scolaire s'étendent au-delà des limites de la ville et sauf indication contraire par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il est aussi prévu, toutefois, que le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps ordonner l'annexion du territoire de la municipalité scolaire protestante de toute portion du territoire de la municipalité scolaire formant une partie de la ville, ou peut, à sa discrétion, ordonner l'annexion du territoire entier de la municipalité scolaire au territoire de la municipalité scolaire protestante, même si seulement une portion de celle-ci se trouve dans la ville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cours de magistrats dans le comté du Lac-Saint-Jean

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 166 concernant la juridiction de certaines cours de magistrats dans et pour le comté du Lac Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 22 amendant la loi des licences de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Véhicules-moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 20 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droits sur les successions

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Barreau de la province de Québec

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 183 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Établissement de colons dans les régions de colonisation

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y a-t-il de régions de colonisations dans la province de Québec?

2. Combien de colons se sont établis dans chacune de ces régions en 1915 et en 1916?

3. Combien de colons ont laissé leurs établissements ou remis leurs lots dans chacune de ces régions?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Il n'y a pas de régions de colonisation délimitée, avec appellation spéciale. On désigne ainsi, cependant, les régions de la vallée Matapédia, du Lac-Saint-Jean, des comtés Témiscouata et Rimouski, la région Labelle (y compris la Lièvre et la Rouge), le Témiscamingue et l'Abitibi.

2 et 3. Voir la liste ci-dessous montrant les lots vendus et les révocations dans les agences des régions plus haut. Chaque révocation peut être considérée comme un départ.

Ventes et révocations en 1915-1916 et 1916-1917

Agence Ville-Marie

Année	Ventes	Régions	Révocations
1915-1916	51	Témiscamingue	20
1916-1917	27	"	29

Agence Petite Nation Nord

Année	Ventes	Régions	Révocations
1915-1916	120	Labelle	35
1916-1917	80	"	23

Agences Assomption Est et Ouest

Année	Ventes	Régions	Révocations
1915-1916	44	Labelle	10
1916-1917	34	"	22

Agences Notre-Dame-du-Lac et Rimouski

Année	Ventes	Régions	Révocations
1915-1916	228	.....	100
1916-1917	255	.....	107

Agences du Lac-Saint-Jean (3)

Année	Ventes	Régions	Révocations
1915-1916	128	.....	92
1916-1917	183	.....	81

Agences de la vallée Matapédia (2)

Année	Ventes	Régions	Révocations
1915-1916	208	.....	92
1916-1917	182	.....	111

Agence de l'Abitibi

Année	Ventes	Régions	Révocations
1915-1916	756	.....	418
1916-1917	1522	.....	330

Demande de documents:**Lots
de colonisation**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. Turcotte), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Combien de lots propres à la colonisation ont été vendus en 1917.

2. Quels sont les noms et lieux de résidence de leurs acquéreurs.

3. Où étaient leur occupation et leur résidence, lors de leur acquisition.

4. Combien de lots ont-ils été annulés en 1916, et combien en 1917.

5. Combien de colons, en 1917, ont abandonné leur défrichement, et combien en 1916.

6. Ces colons ont-ils acheté d'autres lots.
Adopté.

Dépôt de documents:**Lots
de colonisation**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) présente, en réponse à un ordre de la Chambre, en date de ce jour, un état indiquant:

1. Combien de lots propres à la colonisation ont été vendus en 1917.

2. Quels sont les noms et lieux de résidence de leurs acquéreurs.

3. Où étaient leur occupation et leur résidence, lors de leur acquisition.

4. Combien de lots ont été annulés en 1916, et combien en 1917.

5. Combien de colons, en 1917, ont abandonné leur défrichement, et combien en 1916.

6. Combien ces colons ont acheté d'autres lots. (Document de la session no 27)

Architectes

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 174 amendement l'article 5247 des statuts refondus, 1909, concernant les architectes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnies
de téléphone électrique**

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 178 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de téléphone électrique.

Adopté.

En comité:

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne): Il serait dans l'intérêt de la province de former une commission qui étudierait la question de l'opportunité pour la province de prendre en charge les lignes de téléphone et d'en faire une propriété du gouvernement, une utilité publique comme le service de téléphone au Manitoba et dans d'autres provinces de l'Ouest.

Le bill a pour but d'empêcher les gens d'écouter les conversations des autres personnes sur les lignes de téléphone et de fixer une peine pour ceux qui répètent ces commérages. Il a l'intention de porter la question à Ottawa, dit-il.

Il lit quelques correspondances l'ayant incité à déposer le bill. Il cite un événement qui s'est produit il n'y a pas longtemps à Montréal, où un citoyen téléphonait à, ou avait reçu un appel téléphonique d'une dame. La conversation fut interrompue par un employé de Bell Telephone Company qui apostropha le citoyen, et un opérateur intervint pour aider l'employé dans son attaque. Selon les rapports, un des résultats a été la suspension de l'employé, et un autre a été sa détermination d'arrêter l'écoute secrète, si on peut faire des lois en ce sens, déclare-t-il.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) lui demande quels seront les effets de la loi qu'il propose dans le cas où des officiers de police recueillent sur les lignes de téléphone des informations les aidant dans leur travail.

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) déclare qu'il est contre toute utilisation du détectaphone. Le bill ne concerne pas l'utilisation du détectaphone,

mais seulement les services publics de téléphone, et n'affecterait pas le résultat dans un cas comme celui récemment révélé à Montréal et maintenant devant la cour.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) lui dit que s'il (M. Tansey) ne se retenait, il irait jusqu'à proposer le pénitencier.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ingénieurs civils

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ingénieurs civils.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Surintendant médical général pour les asiles d'aliénés

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant la nomination d'un surintendant médical général pour les asiles d'aliénés.

Adopté.

Commission des eaux courantes de Québec

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre

en considération un projet de résolutions relatives aux emprunts nécessaires pour la construction de certains travaux par la Commission des eaux courantes de Québec.

Adopté.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant la loi des licences de Québec.

Adopté.

Véhicules moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant les véhicules moteurs.

Adopté.

Droits sur les successions

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux droits sur les successions.

Adopté.

Travaux faits sur les cours d'eaux par les propriétaires riverains

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux travaux faits sur les cours d'eau par les propriétaires riverains.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M Caron (Îles-de-la-Madeleine)
propose:

1. Que nuls canaux, écluses, murs, chaussées, digues ou autres travaux semblables dont la construction ou le maintien auront pour effet d'affecter la propriété publique ou la propriété des tiers, ou des droits publics ou privés, soit par le refoulement des eaux, soit autrement, ne pourront être construits ni maintenus dans les cours d'eau visés par l'article 7295 des statuts refondus, 1909, à moins que l'emplacement où ils seront construits ne soit approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ni à moins qu'ils ne soient construits et maintenus en conformité des plan et devis également approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

2. Que, si un tel ouvrage est construit sans telle approbation ou si, après avoir été construit, il n'est pas entretenu conformément aux plan et devis qui ont été ainsi approuvés, la démolition de l'ouvrage et la remise des terrains publics ou privés dans l'état originaire, ou dans un état s'en rapprochant le plus possible, pourront être ordonnés sur action ordinaire par tout tribunal compétent, à la poursuite de la couronne ou de tout intéressé, selon que le terrain pris, occupé ou affecté est propriété publique ou privée, sans préjudice de tout autre recours légal.

Adopté.

3. Que la corporation, société ou personne qui se proposera d'établir, dans les eaux visées par l'article 7295 des statuts refondus, 1909, quelque ouvrage mentionné dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, devra s'adresser par requête au lieutenant-gouverneur en conseil et transmettre cette requête au ministre des Terres et Forêts avec les plan et devis et un mémoire indiquant l'emplacement choisi, faisant voir la nature de la construction; et que ce plan devra également être déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement, où l'on a l'intention de faire les travaux, où il pourra être examiné par toute personne pendant les heures de bureau.

Adopté.

4. Qu'il devra de plus, être donné avis pendant un mois de la demande et du dépôt de ces plan et devis, par annonce publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, et, en outre, dans la localité où l'on se propose de faire les travaux, en la manière dont y sont publiés les avis publics municipaux.

Adopté.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra approuver, purement et simplement, tous plan et devis qui lui seront transmis pour approbation ou les approuver en y apportant telles modifications et conditions qu'il jugera opportunes ou utiles.

Adopté.

6. Que si la construction et le maintien d'un ouvrage fait en vertu de l'article 7295 des statuts refondus, 1909, affectent d'une manière préjudiciable des terres publiques ou quelque droit de la province, il devra, préalablement à la construction, être obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil, en sus de l'approbation exigée par la résolution 5, moyennant un loyer annuel ou une autre rémunération, une concession des terrains et des droits qui seront ainsi affectés.

Adopté.

7. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire amender ou abroger tout tarif d'honoraires qu'il estimera juste, en ce qui regarde l'approbation des plan et devis transmis en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et les examens et études trouvés nécessaires

Adopté.

8. Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne s'appliquent pas aux ouvrages de la même nature que ceux visés par l'article 7295 des statuts refondus, 1909, qui seront construits avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)
demande la permission de présenter le bill 44 relatif aux travaux faits sur les cours d'eau par les propriétaires riverains.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)
propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que nul ouvrage, ou amélioration mentionnés dans l'article 7299 des statuts refondus, 1909, dont la construction, l'exécution ou le maintien nécessitent la prise de possession ou l'occupation de la propriété publique ou de celles des tiers, ou affectent d'une manière préjudiciable l'une ou l'autre de ces propriétés ou des droits publics ou privés, soit par le refoulement des eaux, soit autrement, ne pourront être construits, exécutés ni maintenus à moins que des plan et devis s'y rapportant ne soient préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

2. Que si un tel ouvrage est construit sans telle approbation, ou si, après avoir été construit, il n'est pas entretenu conformément aux plan et devis qui ont été ainsi approuvés, la démolition de l'ouvrage et la remise des terrains publics ou privés dans l'état originaire, ou dans un état s'y rapprochant le plus possible, pourront être ordonnés sur action ordinaire par tout tribunal compétent, à la poursuite

de la couronne ou de tout intéressé, selon que le terrain pris, occupé ou affecté est propriété publique ou privée, sans préjudice de tout autre recours légal.

Adopté.

3. Que la corporation, société ou personne qui se propose de construire ou d'exécuter quelque ouvrage, ou amélioration visés par l'article 7299 des statuts refondus, 1909, devra s'adresser par requête au lieutenant-gouverneur en conseil et transmettre la requête au ministre des Terres et Forêts, avec un plan, un devis et un mémoire faisant voir la nature de l'ouvrage ou de l'amélioration et le ou les terrains qui seront affectés.

Adopté.

4. Que si quelque partie des terres ou des droits pris, occupés ou affectés, appartient à un particulier, il devra de plus:

a. Être déposé un double ou une copie des plan et devis mentionnés à la résolution 3 au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où l'on a l'intention de faire les travaux, où il pourra être examiné par toute personne pendant les heures de bureau; et

b. Être donné avis de la demande et du dépôt de ces plan et devis, par annonce publiée une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et en outre dans la localité où l'on se propose de faire les travaux, en la manière dont y sont publiés les avis publics municipaux; pourvu que, si les travaux doivent être faits dans un territoire non encore organisé, l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* soit suffisant.

Adopté.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra approuver purement et simplement tous plan et devis qui lui seront transmis pour approbation en vertu de la loi basée sur les présentes résolutions ou les approuver en y apportant les modifications et conditions qu'il jugera opportunes ou utiles, ou en refuser l'approbation.

Adopté.

6. Que si la construction et le maintien d'un tel ouvrage rendent nécessaires la prise de possession et l'occupation des terres publiques; et si l'ouvrage doit avoir pour effet de submerger ou autrement affecter d'une manière préjudiciable de telles terres ou quelque autre droit de la province, il devra, préalablement à la construction, être obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil, en sus de l'approbation visée par les présentes résolutions, moyennant un loyer annuel ou une autre rémunération, une concession des terrains et des droits publics qui seront pris, occupés ou affectés.

Adopté.

7. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire amender ou abroger tout tarif d'honoraires qu'il estimera juste en ce qui regarde l'approbation des plans transmis en vertu de la résolution 3, et les examens et études trouvés nécessaires.

Adopté.

8. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne s'appliquera pas aux ouvrages ou améliorations de la même nature que ceux mentionnés dans lesdites résolutions, qui auront été construits ou exécutés avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, non plus qu'aux ouvrages ou améliorations d'une nature non permanente, qu'il deviendra nécessaire de faire ou d'exécuter au cours même du flottage ou de la descente des bois, radeaux et embarcations.

Adopté.

9. Que toute corporation, société ou personne qui sera propriétaire, possesseur, ou qui aura contrôle de, ou qui exploitera un ouvrage ou des améliorations de la nature de ceux auxquels s'appliquent les présentes résolutions, dans les quinze mois qui suivront l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, devra fournir au ministre des Terres et Forêts un plan et des devis faisant voir la ou les localités dans lesquelles se trouvent ces ouvrages ou améliorations, leur nature et l'étendue approximative des terres et des droits publics et privés qui seront affectés par le refoulement des eaux ou autrement, par suite de l'existence de tels ouvrages ou améliorations, et que, à défaut, par la personne mentionnée ci-dessus, de fournir lesdits plan et devis dans le délai prescrit, le ministre des Terres et Forêts pourra les faire faire au dépens de cette personne.

Adopté.

10. Que, dans un délai de deux mois, après la réception ou la préparation de ces plan et devis par le ministre des Terres et Forêts, la personne qui sera propriétaire, possesseur ou qui aura le contrôle des, ou qui exploitera les ouvrages ou améliorations, devra obtenir, moyennant un loyer annuel ou autre rémunération, du lieutenant-gouverneur en conseil, une concession du terrain et des droits publics qui seront pris, occupés ou affectés; et que, à défaut, par la personne qui y sera tenue, d'obtenir telle concession dans le délai susdit, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer la rémunération que sera tenue de payer cette personne; mais que, cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra toujours, s'il le juge à propos, nonobstant l'expiration du délai de deux mois et la

fixation de la rémunération mentionnée dans les présentes résolutions, procéder à accorder la concession desdits terrains et droits publics, comme si le délai n'était pas expiré ou la rémunération n'avait pas été déterminée.

Adopté.

11. Que le ministre des Terres et Forêts aura l'administration et le contrôle des matières mentionnées dans l'article 7300 des statuts refondus, 1909, et qui sont actuellement sous l'administration et le contrôle du ministre des Travaux publics et du Travail.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

demande la permission de présenter le bill 47 relatif à la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Construction d'un pont entre les villes de Saint-Jean et Iberville

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 amendant la loi 5 George V, chapitre 9, pourvoyant à la construction d'un pont entre les villes de Saint-Jean et Iberville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

National Trust Company Limited

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 102 amendant la loi 63 Victoria, chapitre 78, concernant les pouvoirs corporatifs de The National Trust Company, Limited, dans les limites de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 74 concernant la succession François Décary;

- bill 89 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie).

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 95 amendant la loi constituant en corporation Les Prévoyants du Canada.

Succession François Décary

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 74 concernant la succession François Décary. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 89 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie). Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Les Prévoyants du Canada

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 amendant la loi constituant en corporation Les Prévoyants du Canada. Lesdits amendements sont lus deux fois.

Municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham, pour les fins civiles et scolaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 119 amendant la loi 6 George V, chapitre 98, et donnant certains pouvoirs à l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 108 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

En comité:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose de réinsérer dans ce bill l'article imposant une taxe spéciale sur tous les propriétaires pour payer les pavages permanents.

Cet amendement a pour but d'insérer une clause par laquelle il serait hors du pouvoir du conseil de ville de Saint-Hyacinthe de changer sa politique actuelle qui consiste à faire payer par les communautés religieuses leur part pour les trottoirs, les égouts et le pavage.

M. Beaudry (Verchères): Cet amendement est surtout dirigé contre les communautés religieuses qui paient déjà en entier le pavage des trottoirs et des rues en face de leur propriété. C'est une nouvelle taxe contre les biens religieux, dit-il. Cet amendement a pour but de permettre à Saint-Hyacinthe d'imposer de nouvelles charges aux communautés religieuses.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) s'objecte à l'article. Il pourrait y avoir objection de la part des communautés religieuses dont la situation se trouverait complètement changée si on les faisait payer pour tous les travaux permanents. Il croit que la proposition du député de Saint-Hyacinthe est inacceptable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), tout en cherchant à avoir plus d'explications, croit que l'amendement va plus loin que la loi générale, qui, selon lui, devrait s'appliquer.

Il lui semble que l'amendement vise à imposer des taxes plus fortes aux communautés religieuses.

M. Cannon (Québec-Centre) prend la parole.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) déclare qu'il s'agit d'un compromis. Il admet que l'amendement a été rejeté au comité, où les communautés religieuses se sont objectées à la clause.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) lui demande si les pouvoirs qu'il demande ont déjà été accordés à d'autres municipalités.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) admet que les pouvoirs qu'il recherche n'ont pas été accordés à une autre municipalité.

M. Perrault (Arthabaska) met cet amendement aux voix.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 19 voix contre 15.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes régionales et de brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

7. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare que les précautions prises contre les feux de forêt étaient insuffisantes. Il demande ce qu'on a fait pour la protection de nos forêts contre le feu.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) affirme que l'honorable M. Allard a fait beaucoup pour protéger les forêts, mettant sur pied des associations pour remplir cet objectif, ce qui a donné d'excellents résultats. D'autres provinces ont adopté le même système que le Québec.

Le gouvernement accorde de généreuses subventions pour la protection des forêts.

De plus, les marchands de bois se taxent eux-mêmes pour couvrir les frais de protection.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À la demande du ministre des Terres?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'est-ce pas plutôt la Commission de conservation du gouvernement d'Ottawa qui a fait ces suggestions?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
La Commission de conservation a sans doute aidé, mais le ministère des Terres a fait tout ce qu'il pouvait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste sur la nécessité de développer la production de la houille blanche. Il est évident, dit-il, que le gouvernement ne fait pas grand-chose en ce sens. S'il fournissait l'énergie électrique au cultivateur, cela contribuerait énormément à le garder chez lui, à lui rendre la vie rustique plus facile et plus agréable.

Quel est le but précis du gouvernement en pratiquant sa politique de barrage? Veut-on donner de l'électricité à bon marché à nos campagnes comme on le fait dans Ontario.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Le gouvernement veut emmagasiner l'eau et

augmenter ainsi les pouvoirs d'eau. Il est prouvé que, sans réservoir, les pouvoirs sont soumis à des fluctuations considérables. Il s'agit donc de régulariser le débit et de rendre uniforme le pouvoir hydraulique.

Nous voulons augmenter les avantages des compagnies afin de donner de l'énergie électrique à nos cultivateurs. Le barrage du Saint-Maurice va aider considérablement la compagnie Shawinigan, qui est déjà rendue à Québec et qui fournira bientôt de l'énergie dans les campagnes en bas de Québec.

Le gouvernement compte que les pouvoirs hydrauliques seront augmentés de façon à ce que les municipalités rurales puissent bientôt obtenir de l'électricité à bon marché. Il dit que les barrages que le gouvernement est en train de construire sur les rivières vont, à terme, fournir aux cultivateurs de l'électricité et de l'éclairage, et vont grandement améliorer les conditions de vie de ceux-ci. C'est ainsi que la politique du gouvernement rendra service aux cultivateurs qui voudront en profiter, développera les industries, et aidera à la colonisation en la rendant plus facile.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre peut-il me dire si le gouvernement veut développer nos pouvoirs d'eau afin de créer de nouvelles industries. Ainsi, dans le comté de Terrebonne, dans le comté de Labelle, qui est représenté par une voix que le gouvernement ne manquera pas d'écouter, maintenant qu'elle lui est sympathique, il y a des pouvoirs d'eau qu'il serait intéressant de développer.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Le gouvernement veut poursuivre une politique dans l'intérêt général, et si le chef de l'opposition veut bien nous accorder l'argent nécessaire en votant ces crédits, nous allons l'employer à la réalisation des excellentes suggestions qu'il nous fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends bien, mais vous nous demandez de voter des crédits pour des choses dont les députés ne connaissent pas le premier mot. Pourquoi le gouvernement ne nous dit-il pas ce qu'il va faire pour aider par le développement de nos pouvoirs d'eau la création d'industries qui encourageraient l'agriculture?

Le gouvernement ne veut pas s'occuper de la création de nouvelles industries, mais il faudra qu'il y vienne, il faudra qu'il écoute nos suggestions.

Et il cite l'exemple de l'Ontario et des diverses utilisations pratiques que l'on a faites de l'électricité.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Nous n'avons pas, nous, de Niagara.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'avons-nous pas le fleuve Saint-Laurent?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) montre que le barrage du Saint-Laurent n'est pas praticable pour le moment. Il laisse entrevoir cependant que la chose n'est pas impossible et qu'elle se fera peut-être plus tard.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est un point sur lequel je dois particulièrement féliciter le gouvernement, c'est d'avoir enfin consenti à adopter la politique préconisée par le Parti conservateur au sujet de l'industrie de la pulpe. Dès 1905, l'honorable L. P. Pelletier, de 1904 à 1908, l'honorable M. Leblanc, et depuis M. Tellier, avec l'appui des nationalistes, n'ont cessé de préconiser cette politique que le gouvernement persista à combattre jusqu'en 1911. Tous les députés libéraux siégeant alors en cette Chambre votèrent contre cette politique, préconisée dans les motions présentées par l'opposition. En 1910, feu l'honorable G.-A. Nantel, un publiciste canadien des plus clairvoyants, un apôtre de la colonisation et de notre développement économique des plus éclairés, écrivait:

"S'il est une question vitale au point de vue du développement de la province et du revenu du trésor, c'est la protection à accorder à l'industrie de la pulpe, qui se trouve chez nous, dans des conditions exceptionnellement favorables, sa matière première, essentielle à une quantité de fins commerciales et manufacturières. Il y avait là à tenir une enquête du plus haut intérêt, car dans la ressource du bois de pulpe, la province de Québec peut trouver tout ce qu'il lui faut pour mettre son administration financière à l'aise et se donner un essor sans égal dans toutes les branches qu'elle convoite. Je crains que le gouvernement, libre de nom, très exclusif de fait, et très autocratique, n'ait mal engagé l'affaire et l'ait compromise tout à fait si la Chambre n'intervient pas avec vigueur et sans parti pris."

Quel est le résultat de l'adoption de cette politique? L'importance des petites villes de nos districts ruraux où se développe cette industrie grandit prodigieusement. La consommation de bois à pulpe par les usines canadiennes était en 1908 de 482,777 cordes valant \$2,931,653.00; en 1916, elle était de 1,764,912 cordes valant \$13,104,458.00. L'honorable ministre des Terres avoue que ce n'est que depuis 1913 que la consommation au pays excède le chiffre des exportations de bois à pulpe.

Je m'en réjouis d'autant que le parti auquel j'appartiens avait prévu ces résultats avantageux en élaborant sa politique nationale: "Le Canada aux Canadiens". Ne faisons pas faire par les autres ce que nous pouvons faire par nous-mêmes. Nos forêts du Québec à l'industrie et aux ouvriers de notre province.

(Le comité étudie un autre item)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
C'est la même chose que l'an dernier, dit-il, en proposant l'adoption d'un crédit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi n'avez-vous pas résumé tout le discours du trône à ces huit mots: "la même chose que l'an dernier".

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Parce que ce n'est pas toujours la même chose.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je regrette cependant que trop souvent les colons aient à se plaindre de l'ambition et de la spéculation de certains marchands de bois. Qu'on veuille remarquer que je ne suis pas de cette politique qui veut que tous les marchands de bois sont des voleurs et des pillards. Il y a des honnêtes gens chez les marchands de bois comme ailleurs; il y a là aussi des spéculateurs véreux comme ailleurs, mais il serait injuste de confondre les deux catégories.

Le marchand de bois honnête est nécessaire à la colonisation. Il apporte dans la forêt un capital essentiel. La construction d'un moulin important dans la forêt, c'est la naissance d'un village, d'une paroisse. Après le moulin, c'est la chapelle, puis l'école. Le marchand de bois est aussi nécessaire au point de vue de notre commerce du bois qui est essentiel.

Mais je dois répéter que le colon n'est pas encore traité par le gouvernement sur un pied d'égalité avec le marchand de bois. Le colon n'a pas autant d'avantages que le marchand de bois. En effet, celui-ci s'enrichit et l'autre, en trop de cas, reste pauvre.

Le colon est encore victime de la méthode du fait qu'il n'y a pas de véritables réserves de colonisation.

Tenant compte de notre situation économique, du besoin urgent d'une plus grande production agricole, la Chambre ne doit-elle pas trouver étrange que le gouvernement ait augmenté le prix des lots au lieu de les diminuer comme le

demandent les apôtres et les intérêts de la colonisation intense? Cette nouvelle politique est vraiment anti-nationale et contraire à l'intérêt de la province. Elle prouve que le gouvernement n'a pas pour la colonisation l'intérêt, l'encouragement qu'il devrait avoir cordialement.

Il (M. Sauvé) préconise encore sa politique d'emmagasinage des eaux, de façon à faciliter la production de l'électricité à bon marché dans les campagnes et à créer de nouvelles industries dans les centres ruraux, dans nos régions de colonisation comme à Sainte-Agathe, à Labelle et ailleurs. Le gouvernement devrait industrialiser certains produits secondaires de la forêt, comme cela se pratique en Europe et aux États-Unis; par exemple: la fabrication des brosses et des balais, comme en Picardie où on emploie 15,000 personnes à cette industrie; les résines et les plantes médicinales, la laine de bois ou fibre de bois pour confection des matelas, lits militaires, etc., très répandue en Allemagne, se vulgarisant en France et aux États-Unis, remplace le liège granulé, etc.

L'organisation des pouvoirs d'eau en vue de convertir la houille blanche en combustible devrait se pratiquer ici. Et à son appui, il cite la revue la *Conservation* pour démontrer que s'impose l'énergie électrique hydraulico-électrique (sic). On convertit l'énergie électrique en calorique à cent pour cent d'efficacité: c'est un chauffage propre, sûr et sanitaire. Il produit une chaleur plus intense que tout autre système, etc.

Il s'indigne de l'augmentation du prix des lots de colonisation à un moment où on devrait redoubler de zèle et donner une sanction pratique à la campagne de retour à la terre que l'on vient de lancer à travers toute la province. Il demande pourquoi le gouvernement a augmenté le prix des lots de colonisation de \$30 à \$60.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le bois sur les lots, qui n'avait aucune valeur, il y a quelques années, a augmenté de prix considérablement. La confection des chemins a aussi augmenté ainsi que les frais d'arpentage. Alors, on a jugé à propos que le colon devait aussi contribuer à ces frais.

Au reste, j'affirme qu'aucun colon de bonne foi ne s'est plaint sérieusement de l'augmentation des prix des lots, du traitement qu'ils reçoivent et qu'il ne les a pas vus venir en délégation à Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un grand nombre de journaux ont protesté énergiquement.

Si les colons ne se plaignent pas souvent, ce n'est pas les raisons qui leur manquent. Mais il est certain que les marchands de bois, eux, ne se plaindront jamais.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):

Les colons ont-ils protesté à la dernière élection?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve cette augmentation malheureuse. Il dit que précisément quand on devrait donner des lots aux colons, on augmente les prix.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

La séance est levée.

Séance du jeudi 31 janvier 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 amendant la charte de la cité de Sorel;

- bill 91 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

M. Perrault (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill 177 amendant le Code municipal de Québec, relativement au maintien des clôtures et l'a rejeté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni le 30 janvier courant et a entendu Messieurs Langlois, Labelle et Ouimet, de Montréal, M. A. Denis, de Saint-Norbert, M. F. Bélanger, de Montmagny, Chs.-S. Smith, de Québec, M. A. Farand, de Soulanges, et s'est ajourné au mardi, 5 février.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 176 amendant l'article 6763 des statuts refondus 1909 concernant les syndicats coopératifs;

- bill 163 concernant la constitution en corporation d'associations formées dans le but d'aider à faire observer les lois dans les municipalités;

- bill 78 concernant The Lyman Real Estate Corporation, Limited;

- bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers.

**Chemins de
grande communication**

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 28 concernant les chemins de grande communication.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés
d'agriculture**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 48 amendant les statuts refondus 1909, relativement aux sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cercles agricoles

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 49 amendant les statuts refondus 1909, relativement aux cercles agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés
coopératives agricoles**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 50 amendant les statuts refondus 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Parc national des Laurentides,
parc de la Montagne Tremblante,
réserve dans la Gaspésie**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 32 amendant les dispositions des statuts refondus 1909, concernant le parc national des Laurentides, le parc de la Montagne Tremblante et la réserve de forêt, de chasse et de pêche, dans la Gaspésie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 156 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 77 amendant la Loi constituant en corporation la Prévoyance (The Provident).

Chemins de grande communication

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant les chemins de grande communication.

Adopté.

Parc national des Laurentides et réserve dans la Gaspésie

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le parc national des Laurentides et la réserve de forêt, de chasse et de pêche, dans la Gaspésie.

Adopté.

Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à sa prochaine séance la

Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane.

Adopté.

Emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relativement aux emprunts nécessaires pour la construction de certains travaux par la Commission des eaux courantes de Québec, dans la rivière Jacques-Cartier.

Adopté.

Richard Hemsley, Limited

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 concernant Richard Hemsley, Limited,

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 97 concernant la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bissonnet (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Quartier Notre-Dame-de-Grâce de Montréal

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 118 ratifiant le titre de la partie subdivisée du lot numéro 177, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse

de Montréal, située dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 120 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Achim (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 80 autorisant la vente des immeubles appartenant aux successions de feu Frederick Thomas Judah et de son épouse la feu dame Sarah Caine;

- bill 86 confirmant le titre à l'immeuble comme étant le lot numéro 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal;

- bill 88 constituant en corporation de ville le village de Sainte-Rose.

Successions F. T. Judah et S. Caine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 autorisant la vente des immeubles appartenant aux successions de feu Frederick Thomas Judah et de

son épouse la feu dame Sarah Caine. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Lot no 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 confirmant le titre à l'immeuble comme étant le lot numéro 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Sainte-Rose

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 constituant en corporation de ville le village de Sainte-Rose. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Écoles protestantes de Montréal

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose selon l'ordre du jour que le bill 160 concernant les écoles protestantes de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Véhicules moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant les véhicules moteurs.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Que, sauf dans les cas auxquels s'appliquera l'article 1404 des statuts refondus, 1909, les dispositions de la section vingt et unième du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus, 1909, n'interdiront pas à une personne non licenciée de conduire un véhicule moteur, si elle est accompagnée d'un chauffeur ou conducteur licencié, et pourvu que cette personne non licenciée obtienne un permis de conduire un véhicule moteur; et que ce permis pourra être émis par le percepteur du revenu de la province qu'il appartiendra, pour la période de temps, aux termes et conditions et sur paiement de l'honoraire que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 20 amendant les statuts refondus 1909 concernant les véhicules moteurs.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 amendant les statuts refondus 1909 concernant les véhicules moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Désormais, il n'y aura plus que les chauffeurs qui auront le droit de conduire une automobile dans la province de Québec. Il y aura une sous-classe connue sous le nom de conducteurs qui auront aussi une licence pour exercer ce privilège, licence dont le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera le prix.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande ce qu'il en coûtera pour détenir un permis de cette sorte.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Moins cher que pour une licence de chauffeur. D'après la définition qu'en donne la loi, "conducteur" signifie une personne qui conduit un véhicule à moteur et qui n'est pas chauffeur. Ce dernier gagne sa vie à conduire des automobiles. La nouvelle loi n'interdira pas à une personne non licenciée de conduire un véhicule moteur si elle est accompagnée d'un chauffeur ou d'un conducteur licencié, et pourvu que cette personne non licenciée obtienne un permis de conduire un véhicule moteur; ce permis pourra être émis par le percepteur du revenu de la province compétent, pour une certaine période de temps et aux termes et conditions que fixera le gouverneur en conseil.

Il explique que les compagnies d'automobiles se sont plaintes que la loi actuelle rendait difficile la vente des véhicules à moteurs. Un acheteur présumé ne peut apprendre à conduire sans avoir une licence; la plupart des acheteurs, on le comprend, vont refuser d'effectuer une telle dépense et on ne vendra pas d'automobile pour cette raison. Maintenant, aux termes de la loi proposée, on pourra accorder des licences temporaires.

Une réglementation plus stricte a été exigée relativement aux marchands de véhicules à moteur. Une nouvelle clause a été ajoutée à la loi. Désormais, chaque marchand ou manufacturier d'autos devra notifier le département du Trésor, selon les formalités fixées par le trésorier de la province, de toutes les ventes et de tous les échanges de véhicules à moteurs neufs ou usagés faits chaque mois et devra afficher de manière permanente dans son commerce tous les imprimés qui lui auront été postés par ledit département. Une autre clause permet au percepteur du revenu, à sa discrétion, d'exiger de ceux qui prennent des poursuites aux termes de cette loi de faire un dépôt pour couvrir les frais de l'action au cas où elle serait renvoyée.

Anciennement, une auto ne pouvait aller plus vite que 4 milles à l'heure à l'approche d'une courbe prononcée, d'un pont ou d'une pente raide. La limite de vitesse à ces endroits est maintenant portée à 8 milles à l'heure. Une dernière clause de l'ancienne loi se lit maintenant comme suit: "Lorsqu'un véhicule moteur rejoint un tramway qui est arrêté pour laisser monter ou descendre les voyageurs, il ne doit pas, à moins d'un ordre contraire de la part de l'agent préposé à la circulation à cet endroit, dépasser ce tramway tant que le tramway n'est pas reparti et que tous ceux qui en sont descendus n'ont pas atteint le côté de la rue. Un véhicule moteur qui rencontre ou rejoint un tramway en mouvement doit être dirigé de manière à ce que le tramway soit à la gauche de la personne qui conduit le véhicule moteur, à moins que la position de la ligne du tramway ne rende la chose impossible. La sanction est une amende maximum de \$200 ou deux mois de prison."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) intervient.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi médicale de Québec

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 175 amendant les statuts refondus 1909 concernant la loi médicale de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Code municipal, article 398

M. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 amendant l'article 398 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Enquêtes dans les cas d'incendie

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 amendant l'article 3822 des statuts refondus 1909 concernant les enquêtes dans les cas d'incendie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera le vendredi, 1er février 1918, soit ajournée au lendemain, le samedi, le deux février courant, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

Demande de documents:

École technique, uniformité des livres et instruction obligatoire

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Robert), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies des résolutions du Congrès des métiers et du travail du Canada, transmises au gouvernement, relativement à l'École technique, à l'uniformité des livres et à l'instruction obligatoire, et copies de toutes résolutions des commissions scolaires, d'autres corps publics ou de toutes personnes, demandant au gouvernement l'établissement de l'instruction obligatoire dans certaines municipalités scolaires.

Il est temps de se demander si, dans l'intérêt de l'instruction publique, il ne serait pas important d'adopter certaines réformes dont on parle depuis quelques années. D'abord, je dois dire que je trouve notre système excellent. Maintenant, on me dira quelle autorité revêt le député de Saint-Hyacinthe pour parler de cela. Le sujet mériterait une pièce d'éloquence, mais je n'ai pas préparé de discours. Il ne veut qu'appuyer la motion de quelques remarques insuffisamment préparées, faute de temps, sur notre système scolaire, donner quelques suggestions destinées à l'améliorer pour le rendre plus efficace, avec l'unique désir de nous voir continuer dans la voie du progrès où nous nous sommes engagés, surtout sous l'administration actuelle. Il relève

incidemment l'insinuation d'un journal de Montréal qu'il lui trouvait des penchants unionistes. Ce n'est donc pas une critique de son parti ni du gouvernement du premier ministre actuel, qui a tant fait pour la cause de l'éducation dans cette province, qu'il va faire en exposant ses vues. Les progrès réalisés en ces dernières années ne justifieraient pas du reste une telle critique. Certains croient que le sujet ne devrait pas être débattu, étant donné que la province est à présent unifiée et que de discuter de telles questions, tel qu'il le propose, risquerait de provoquer la désunion.

Nous avons fait des progrès de toutes manières, dit-il. Nous avons augmenté le nombre des écoles, nous avons amélioré notre système d'inspection. De plus, le gouvernement actuel a créé l'instruction technique; il a aussi inauguré l'École des hautes études.

On a dépensé trois fois plus dans l'éducation durant les quinze dernières années, et Québec est allé encore plus loin, proportionnellement, que bien d'autres provinces et bien d'autres pays.

Je crois qu'il n'y a pas un pays au monde qui ait fait des progrès aussi rapides que la province de Québec en ces dernières années.

Il ne veut cependant pas entrer dans les comparaisons, et même si, par exemple, le système de Québec était meilleur que celui de l'Ontario, cela ne suffirait pas à dispenser Québec de poursuivre sa progression. Si Québec veut maintenir sa place dans ce qui se profile, il faut être conscient que les problèmes qui surgiront avec la fin de la guerre font de l'éducation une question de première importance.

C'est dans cette idée que ces remarques sont faites. Nous devons être préparés aux conditions difficiles d'après-guerre. Plus les problèmes de notre vie deviennent compliqués, meilleure doit être notre préparation. Je ne veux pas non plus critiquer notre système scolaire.

Nous avons un système d'éducation que l'on dit très intéressant pour une population qui est en majorité catholique, et de ce point de vue, il est très certainement idéal. Mais quelque idéal que notre système nous semble, l'attention de toute la Chambre ne devrait jamais être détournée de la question de l'éducation.

Nous ne devons pas nous attarder. Ce n'est pas parce que nous aurions fait des progrès que nous devrions nous croiser les bras et en rester là. Et, pour rendre son argumentation plus intéressante, il cite l'expérience de sa vie. Le hasard, dit-il, a voulu que je passe à peu près par toutes les couches de la société. Il apprend à ses dépens, aujourd'hui, ce qu'il en coûte pour n'avoir pas appris quand il était jeune.

Né d'humbles ouvriers, j'ai compris au début de ma vie les conditions de la classe moyenne. Ayant occupé, plus tard, diverses positions publiques, je me suis rendu compte des conditions d'une autre classe. J'ai été encore mêlé à des entreprises financières et commerciales. Et cela m'a permis de mieux voir ce dont nous avons besoin.

Les conditions économiques créées par la guerre sont telles que le progrès doit être le plus rapidement possible. Notre système est bon, mais il faudrait le parfaire. Les améliorations que je vais suggérer semblent s'imposer. Ce sont: une loi de fréquentation scolaire; l'uniformité des livres; l'émission de certificats d'études; l'établissement de collèges publics gratuits dans les grands centres; la coordination de l'enseignement de toutes les écoles et la démocratisation du Conseil de l'instruction publique. Je sais que dans la province de Québec, durant les dernières 20 années, il s'est créé un courant favorable pour la fréquentation scolaire. Nous avons fait des progrès. Mais nous aurions besoin de lois de fréquentation scolaire, et cela dans l'intérêt de l'enfant, de la morale publique et de l'État lui-même.

Nul ne peut aujourd'hui contester à un enfant son droit à une éducation minimale. Le Code civil prévoit que le père et la mère doivent élever leur enfant. Le Code civil ne va pas assez loin. Il devrait prévoir que le père et la mère, en plus du devoir de veiller aux besoins matériels de l'enfant, aient également comme devoir de subvenir à ses besoins intellectuels. Il fait remarquer qu'un illettré représente une charge pour le public et il cite à ce sujet quelques autorités éducationnelles.

Un économiste belge disait: "L'homme sans instruction est un excellent agent de désordre et un bien piètre agent de production." Dans la plupart des pays du monde, on a adopté des lois de fréquentation scolaire.

Il est non seulement nécessaire qu'un enfant reçoive un coup de main pour son entrée à l'école, mais qu'il ait également la chance de continuer ses études. Il y a des parents qui sortent leurs enfants des écoles alors que ceux-ci ont 10 ou 11 ans, et il (M. Bouchard) dit que les rapports des autorités des écoles provinciales sont venus l'appuyer à cet effet.

L'inspecteur général des écoles de la province se plaint dans son dernier rapport que les enfants quittent l'école trop jeunes dans nos campagnes.

Les autorités disent que la raison pour laquelle, au pays, les enfants et tout spécialement les garçons se font sortir des écoles si tôt était que leurs pères ont besoin de leur aide sur les fermes.

N'est-ce pas là un exemple de la nécessité d'une loi?

Si le fléau existe dans la campagne, il se retrouve beaucoup plus dans les cités et les villes.

Dans les villes, les commissaires d'écoles remarquent que les enfants sortent de la classe avant même d'avoir l'âge requis pour travailler dans les manufactures, c'est-à-dire quatorze ans.

À Saint-Hyacinthe, il entend les constantes lamentations des commissaires d'écoles qui se plaignent que les enfants se font sortir de l'école avant qu'ils n'aient eu une chance. Ils cherchent tous une solution. D'autres pays ont trouvé cette solution en instaurant une loi de fréquentation scolaire.

Les commissions scolaires des villes de Montréal, de Drummondville et de Saint Jérôme ont demandé qu'il y ait une loi sur la fréquentation scolaire pour les grands centres, et cela prouve que le problème n'existe pas uniquement dans une partie de la province. Les lois de fréquentation scolaire ont toujours existé quelque part, soutient M. Bouchard. Elles varient avec les pays. Après les avoir parcourus, il trouve qu'il n'est pas nécessaire de décréter la prison pour les pères qui n'envoient pas leurs enfants à l'école.

On pourrait se contenter de décréter la nécessité de fréquenter l'école pour les enfants âgés de six à quatorze ans.

Il existe des lois en vertu desquelles les commissaires d'écoles ont le pouvoir de faire comparaître un père devant la commission afin de lui demander pourquoi il n'envoie pas son enfant à l'école. Par le biais d'un tel système, les commissions scolaires seraient en mesure d'aider les familles à envoyer leurs enfants à l'école, mais les commissaires n'ont actuellement aucun pouvoir de la sorte et ne peuvent même pas faire enquête.

En 1902, six députés seulement votèrent pour l'école gratuite, tandis qu'en 1913 cette mesure recevait l'approbation de la Chambre à l'unanimité. Plusieurs commissions scolaires se sont déjà prévalues de la faculté qui leur était laissée par la loi de donner l'instruction gratuite. Dans tous les pays où on a décrété la fréquentation scolaire obligatoire, chaque fois qu'on a discuté cette loi, il n'a pas été question de l'abroger mais simplement de l'améliorer.

À propos du taux très bas de fréquentation des enfants des familles pauvres, il signale qu'un grand pas a été fait quand la Législature a donné aux commissions scolaires la permission d'abolir la contribution mensuelle des enfants fréquentant l'école. Cela a été accompli au prix de grandes batailles, mais rien dans la province ne s'en est vraiment trouvé révolutionné. Un autre moyen de progresser

serait d'autoriser les commissions à distribuer gratuitement des livres aux enfants des familles pauvres et ainsi enrayer une autre cause de non-fréquentation. La plupart des documents qui sont venus au gouvernement demandaient ces réformes. Il existe une loi qui interdit aux enfants de moins de 14 ans de travailler dans les manufactures et nous n'avons pas de loi pour empêcher ces enfants de sortir de l'école plus tôt, de sorte que jusqu'à présent les parents ont sorti leurs enfants des écoles à 10 ans et 11 ans. Il en résulte que, depuis quelques années, les enfants des grandes cités et villes errent par les rues, développent de mauvaises habitudes et deviennent de mauvais citoyens, ce qui n'arriverait pas s'ils étaient soumis, jusqu'à un âge plus mature, à l'influence bénéfique d'une école.

Il (M. Bouchard) dit qu'il peut comprendre qu'il se trouve dans des pays catholiques certaines objections à la fréquentation scolaire obligatoire. Ce sont des pays où il y a des écoles neutres. Mais dans la province de Québec, les écoles sont religieuses et un enfant y reçoit une éducation religieuse.

Si l'on voit dans cette mesure un attentat contre l'autorité paternelle, je répondrai que nous avons bien dans nos statuts une loi qui décrète qu'un père ne peut faire travailler son enfant à la manufacture avant qu'il n'ait atteint l'âge de quatorze ans. Je ne veux pas ignorer l'autorité des pères et mères. Mais encore faut-il que cette autorité s'exerce non pas au détriment de l'enfant, du futur citoyen et de l'État. Qu'on n'impose pas cette loi dans les campagnes si notre pays n'est pas encore mûr pour qu'on y adopte une loi de fréquentation.

Mais il ne peut comprendre pourquoi le Conseil de l'instruction publique ou l'Assemblée législative n'essaient pas de faire adopter une loi de fréquentation scolaire, au moins dans les grands centres, afin de voir les avantages qu'elle pourrait rapporter. Et si les premiers résultats obtenus s'avèrent concluants, déclare-t-il, le système pourrait être étendu à toute la province. Je suis d'avis qu'une loi de fréquentation scolaire servirait beaucoup la province de Québec en rehaussant le niveau de l'instruction publique.

On nous dit que c'est une réforme trop draconienne, mais l'obligation scolaire existe déjà dans notre province pour l'industrie laitière, par exemple, puisqu'on décrète que personne ne peut fabriquer du beurre ni du fromage, dans cette province, sans avoir un diplôme de l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe. Les résultats ont été merveilleux puisque nos produits remportent les premiers prix dans tous les concours. Et je dis que c'est une bonne loi. Mais, pourquoi ne ferait-on pas la même chose pour l'instruction en général?

Quant aux certificats d'études, la nécessité en est reconnue en principe, puisque le Conseil de l'instruction publique s'occupe actuellement de la question et qu'ils ont été recommandés par l'inspecteur général. D'ailleurs, les inspecteurs d'écoles ont étudié, en 1911, l'opportunité de l'émission de tels certificats, et depuis cette date la question est revenue souvent à l'attention des autorités compétentes.

Il fait remarquer qu'il est impossible d'évaluer aujourd'hui les connaissances d'un garçon qui applique pour un poste. Dans une paroisse, quand il a passé un certain niveau, il peut tout aussi bien en savoir moins que s'il avait franchi un niveau beaucoup moins élevé dans une autre paroisse. Ainsi, en l'engageant, un employeur ne peut jamais connaître l'étendue de ce qu'il connaît.

Les certificats d'études seraient émis à la suite d'un examen dont les questions auraient été préparées par le bureau central. À la fin de chaque grade de l'enseignement élémentaire, moyen et académique, les élèves auraient le droit de se présenter à ces examens. On a donc dans ces certificats un moyen d'induire l'élève à terminer ses classes. Ces certificats stimuleraient la fréquentation scolaire et seraient un excellent baromètre de l'efficacité du système d'enseignement dans notre province, d'autant plus qu'ils seraient les mêmes pour toute la province et qu'on pourrait mieux connaître les lacunes dans chaque district d'inspection. Ces certificats décernés par le bureau central de Québec amèneront inévitablement un examen unique. Et quand on verra un examen uniforme, on verra aussi les manuels s'uniformiser dans toute la province. Ce serait un progrès considérable. Ces certificats seraient utiles aux patrons pour leur permettre de constater le degré d'instruction des aspirants au commerce et à l'industrie qui se présentent chez eux. Ce serait rendre service à l'industrie et au commerce. Cela empêcherait une perte de temps et d'argent pour le patron, ce qui est d'occurrence fréquente. Ces certificats seraient encore nécessaires pour l'admission dans les universités, aux écoles supérieures, aux écoles spéciales.

Il parle ensuite de l'uniformité des livres. Il y voit deux avantages; d'abord, la diminution du coût de l'enseignement et l'uniformité du système pour toute la province. La campagne la plus considérable dans ce sens a été faite par les commissaires d'écoles de Montréal. Il se fait du progrès. On a réussi à faire sacrifier leurs manuels à certaines institutions, en payant \$50 de plus à leurs professeurs, déclarait le juge Lafontaine. Nous devrions avoir l'uniformité

des livres, ne serait-ce que pour diminuer le prix de nos livres d'écoles. Ce n'est plus une question religieuse, c'est une question de piastres et de cents. Et à Montréal, on l'a tellement compris que la commission scolaire veut réaliser cette réforme. Puisque la chose est bonne à Montréal, pourquoi ne le serait-elle pas pour toute la province de Québec? C'est une question industrielle. On a constaté que l'objection à l'uniformité des livres n'a pas un caractère autre que financier. Si nous n'avons pas l'uniformité des livres dans Québec, c'est à cause de l'industrie du livre.

Le fléau des divers systèmes de livres est attribuable aux éditeurs, et il n'est pas le seul à l'affirmer. On se plaint dans la classe ouvrière et dans la classe moyenne de la grande variété de livres et des dépenses encourues par les pères de famille quand les enfants changent d'école ou même de professeur.

Souvent, un enfant qui quitte une ville pour aller dans une autre se voit obligé de repartir à zéro. De même, le fait qu'une enseignante passe d'une école à une autre et y introduit les livres auxquels elle s'est habituée tout au long de sa carrière, entraîne souvent une perte, en tout ou en partie, des progrès accomplis par les élèves. Si les commissaires refusent que les livres soient remplacés, la nouvelle enseignante se trouve alors désavantagée, car elle connaît mal les livres, et son enseignement en souffre nécessairement. Encore là, il s'agit d'une dépense injuste pour les parents qui se trouvent contraints d'acheter de nouveaux livres chaque fois qu'ils déménagent d'une ville dans une autre.

La classe ouvrière souffre particulièrement de la diversité des livres. Et il cite le cas d'un ouvrier de son comté qui avait pour \$110 de livres dans une vieille malle qui ne servaient plus à ses enfants, parce qu'ayant déménagé d'une ville à l'autre, ses enfants avaient dû changer d'école et de livres. Il faudrait encore, dans la province de Québec, l'uniformité de l'enseignement. Nous pourrions ainsi augmenter l'efficacité de l'instruction primaire. Il suggère d'organiser un concours pour stimuler les intelligences et amener la composition de meilleurs manuels. Le Conseil de l'instruction publique, ou un comité du Conseil, dresserait une liste de livres qui pourraient être utilisés partout dans la province.

La réforme préconisée rendra plus facile l'amélioration de l'instruction dans cette province parce qu'elle s'appliquerait à la fois à toutes les écoles. Le Conseil du métier et du travail et les unions ouvrières ont demandé cette mesure depuis un grand nombre d'années.

Le gouvernement a fait beaucoup pour l'uniformité des livres et il est allé jusqu'à donner des livres aux écoles, reconnaît-il. Mais il n'est pas allé assez loin. Aussi, s'il y avait uniformité dans les livres, comme en Ontario, il en coûterait moins cher et le coût serait uniforme.

Il est aussi en faveur de l'établissement de collèges publics gratuits pour l'enseignement secondaire, ou pour les "high schools", de même que la création d'externats, dans les grands centres, qui seraient subventionnés par l'État, dont le cours durerait six ans pour permettre aux ouvriers d'y faire instruire leurs enfants. Le gouvernement aurait le moyen d'établir et de soutenir des externats. Ce serait l'équivalent des "high schools" anglais.

Le gouvernement a fait beaucoup pour l'enseignement primaire, et il devrait faire quelque chose pour aider l'enseignement secondaire. Le coût de l'éducation présentement dans les collèges classiques est si élevé que les parents ne peuvent se permettre que d'y envoyer qu'un seul enfant. Ce serait apporter une aide précieuse au commerce et à l'industrie que de mettre sur pied des écoles secondaires adéquates. Au cours de son expérience des affaires, il s'est rendu compte que si les Canadiens français ont des compétences en certaines matières, lorsqu'ils désirent ouvrir une industrie, ils doivent vite abandonner leur projet par manque de connaissances requises dans d'autres matières.

Nous manquons de gens instruits dans l'industrie et le commerce. En matière d'éducation, ces deux branches devraient être mises sur le même pied que le Barreau de la province de Québec. Ce qui manque, dans la vitalité industrielle de la province, c'est d'éducation secondaire. Présentement, ceux qui sortent des collèges classiques vont vers les universités. Ceux qui prennent les cours classiques n'ont aucune intention de se diriger vers le commerce et l'industrie, et la raison en est que les collèges donnent des cours spéciaux. S'il y avait des écoles secondaires adéquates, les gradués iraient vers l'industrie et le commerce.

M. David (Terrebonne): Écoutez, écoutez! Le jour où la province de Québec prêterait attention à ce qui se passe, et si cette réforme était réalisée, la province de Québec prendra sa place dans le commerce et l'industrie, comme dans les professions libérales.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) cite le cas de M. Casavant, le chef de la grande fabrique d'orgues de Saint-Hyacinthe. Si M. Casavant a eu

tant de succès, si sa fabrique d'orgues est devenue l'une des plus importantes du monde, il le doit à son éducation classique.

Nous verrons des industries se développer dans la province, nous verrons nos Canadiens français aller dans les industries qui sont présentement entre les mains d'étrangers. Ce qui manque à l'industrie dans cette province, insiste-t-il, ce sont d'hommes qui n'ont pas¹ (sic) eu la chance d'avoir une éducation secondaire pratique. Il y a donc un manque de coordination dans le système scolaire. Les cours classiques sont très bien pour ceux qui désirent aller en prêtrise, mais la prêtrise n'attire pas tout le monde.

Le cours classique dans nos séminaires et dans nos collèges est trop long. Le gouvernement devrait établir des externats gratuits dans les grands centres. Des externats, les élèves munis de leurs diplômes pourraient passer directement aux universités et aux écoles d'enseignement supérieur pour le commerce et l'industrie. Je ne veux pas critiquer nos séminaires. Tout le monde sait qu'ils donnent une instruction supérieure spécialisée. Mais les cours sont surchargés de choses inutiles. Moi, M. l'Orateur, si j'avais suivi la filière ordinaire, si j'avais fait un cours classique après mon cours commercial, je ne l'aurais terminé qu'à l'âge de 24 ans, et il m'aurait fallu étudier encore trois ans pour commencer à 27 ans à gagner \$3 par semaine comme avocat dans la province de Québec.

Comment rendre les études plus courtes? Il croit qu'on pourrait élaguer un peu du programme l'étude du grec et du latin, on en bourre la tête de nos collégiens, et faire tout aussi bien de la gymnastique intellectuelle en étudiant les problèmes d'algèbre, de géométrie, de la physique, de la chimie, de la mécanique et des sciences exactes. Il rappelle qu'il a passé par le collège et que ce n'est qu'une fois rendu dans le monde qu'il a appris ce qu'était un chèque, une traite ou un billet. Il ne veut pas qu'on interprète ses remarques comme étant une critique de l'enseignement donné dans nos collèges classiques. Ces institutions ont une mission spéciale et leur programme est conforme au but qu'ils se proposent d'atteindre.

Il lance l'idée qu'un parcours scolaire de douze années pourrait être acceptable. Pour coordonner l'enseignement de toutes les écoles, il diviserait le programme de la façon suivante: soit huit années d'école primaire, lesquelles se diviseraient en trois grades ainsi répartis: deux ou trois ans pour le cours élémentaire; même durée du cours moyen et deux pour le cours académique.

L'enseignement secondaire: le grade académique supérieur correspondant au premier grade de l'enseignement secondaire, on aurait un cours de deux ans; même durée pour le deuxième grade, de même que pour le grade supérieur de l'enseignement secondaire. Il y aurait ensuite des écoles supérieures d'enseignement spécial comme les universités, l'École des hautes études et les écoles techniques. Pour chaque cours, on émettrait un certificat dont la possession garantirait la promotion aux grades suivants.

Le grade académique supérieur correspondant au premier grade secondaire constituerait un enseignement suffisant pour ceux qui se destinent au commerce et à l'industrie. Le deuxième grade secondaire justifierait le diplôme qui permettrait l'admission aux études de professions mineures, comme la dentisterie et la médecine comparée. Le grade supérieur de l'enseignement secondaire donnerait droit à un diplôme pour être admis aux universités, à l'École des hautes études et aux écoles techniques. Nous stimulerons ainsi les intelligences et nous préparerons des compétences. Comment réaliser ces réformes? Quelques-uns croient que ce serait en mettant l'instruction, dans notre province, sous la conduite d'un ministre. Je n'y suis pas opposé mais je ne crois pas que cela soit nécessaire pour le moment.

Il croit qu'il serait préférable, pour améliorer la situation, de modifier la composition du Conseil de l'instruction publique qui dirige présentement l'instruction publique.

Il y a des comités de la Législature pour les sphères de l'activité économique et sociale sur l'agriculture, les bills privés et tout le reste, et il devrait d'après lui y avoir un comité de députés chargé d'étudier les questions d'éducation pour le compte du Conseil de l'instruction publique. Il est très malheureux qu'un tel comité n'existe pas. Le public s'informe de ce que les députés font pour l'éducation et de la raison pour laquelle le coût élevé des livres n'est pas sujet à examen, alors que le coût élevé de la vie, lui, l'est.

Le Conseil de l'instruction publique devrait siéger plus souvent qu'il ne le fait présentement. Il ne blâme pas les membres du Conseil de l'instruction publique puisque la loi les oblige à ne siéger que deux fois par année, et ce n'est pas au cours de deux séances par année, dont chacune dure deux jours, qu'on peut étudier et résoudre les importants problèmes relatifs à l'instruction publique.

Le Conseil est saisi de la question des certificats depuis 1911, et rien n'a été fait. Je sais que

l'Église est éternelle, mais malheureusement, nous, Canadien français, ne vivons pas plus que 65 ans, fait-il observer. Je ne pense pas que le Conseil ait besoin de 10 ans pour décider d'une question de certificats.

Il en vient ensuite à la démocratisation du Conseil de l'instruction publique qui serait faite en nommant autant de députés de la Législature qu'il y a d'évêques au nombre des membres de cette institution. La Chambre n'est pas en contact assez intime avec le Conseil de l'instruction publique. C'est une des causes du peu d'intérêt apporté par l'élément laïc aux choses de l'instruction publique. Comment voulez-vous que les commissaires d'écoles de nos campagnes améliorent notre système scolaire quand les députés ne s'occupent jamais de leurs petites écoles?

Si nous ajoutons au Conseil un nombre de députés égal à celui des évêques, nous pourrions mettre ainsi l'Assemblée législative en contact avec la question de l'instruction publique. Et je suis d'avis que le temps est venu où l'Assemblée législative doit porter davantage attention à une question aussi importante, aussi vitale que l'éducation qu'elle ne l'a fait par le passé. Je sais bien que, malheureusement, ces questions sont épineuses dans cette province et qu'on a créé autour d'elles une sorte de terrorisme. On a terrorisé les députés et nous ne touchons jamais aux problèmes de l'instruction publique. Mais, il faut faire disparaître ce terrorisme.

Il est grand temps, cependant, que les députés s'intéressent aux petites écoles de leurs comtés. Ils devraient s'occuper de l'instruction. C'est alors peut-être que nous pourrions, par exemple, diriger nous-mêmes nos industries. Il ne manque pas d'espoirs et de ressources, dans cette province, mais si personne ne s'occupe de produire ces résultats, ce sera la fin des Canadien français, et les Américains continueront d'être les spécialistes des industries d'ici. Nous n'en sommes plus aux guerres de religion. Je ne crois pas qu'un député doit être accusé de mauvaise foi du fait qu'il demande au Conseil de l'instruction publique de donner un certificat; je ne crois pas que l'on peut incriminer un député qui réclame une loi pour l'uniformité des livres de commettre un geste irreligieux; je ne crois pas que l'on doit jeter la pierre à des députés qui souhaitent examiner des questions d'éducation. Si les députés veulent faire leur part, comme le clergé a fait la sienne dans cette province, les résultats seront intéressants. Je ne jette pas la pierre au clergé, mais je suis confiant que les députés feront tout aussi bien leur part.

Si les députés veulent faire leur part comme le collège l'a faite, nous pourrions avoir un système excellent. Je ne veux pas dire que nous sommes en arrière. Nous sommes peut-être sur un pied d'égalité avec les autres provinces.

Il ajoute qu'il ne dit pas que le taux de fréquentation des écoles soit déplorable dans les circonstances et il en profite pour examiner les statistiques sur la fréquentation scolaire, en prenant l'exemple de quelques cas. L'un d'eux montre que plus d'enfants vont à l'école qu'ils n'en restent dans les paroisses. Il ne doit pas y avoir de rapports erronés, et il est très bien que le surintendant de l'instruction publique fasse remarquer les erreurs qui se trouvent dans son rapport annuel. Il est bon de savoir si les secrétaires-trésoriers des municipalités ont vraiment recensé les élèves tel que la loi l'exige, ou s'ils ont plutôt inventé eux-mêmes de toute pièce les rapports.

Il cite ici M. Cyrille Delage, le surintendant de l'instruction, pour montrer le peu de cas qu'il faut faire de certaines statistiques scolaires. Une municipalité de Montréal ne venait-elle pas nous demander récemment de la dispenser de faire les statistiques scolaires? Nous le lui avons refusé, heureusement. Il conclut que c'est en perfectionnant ainsi notre système d'enseignement qu'on fera face à la situation de l'après-guerre et qu'on créera une élite commerciale et industrielle comme nous avons une élite dans nos professions libérales. Il répète qu'il ne blâme pas le Parti libéral ni ses chefs qui ont beaucoup fait pour l'instruction dans notre province, mais, dit-il, ces réformes, j'aimerais qu'elles soient faites par le Parti libéral, car ce sont des réformes libérales. Le Parti libéral a déjà beaucoup fait, il a créé l'instruction primaire. Et celui qui nous dirige actuellement a beaucoup fait pour l'instruction publique.

Il ne s'agit pas d'une révolution dans notre système d'enseignement mais simplement d'une évolution. Il ne condamne rien, il ne nie pas de progrès, mais il veut qu'il soit plus considérable encore. Ce qu'il prêche existe dans tous les pays du monde, mais je suis prêt à me rallier si le premier ministre me démontre que j'ai tort. Mais j'ai pour moi de forts arguments et l'exemple de ce qu'on fait dans presque tous les autres pays. Je sais que nous avons de belles écoles, mais je voudrais qu'on rende notre enseignement efficace.

Les remarques qu'il fait ne feront pas l'affaire de tous, il le sait, mais il espère que les préjugés tomberont afin qu'on puisse étudier la question. Les choses marchent plus vite aujourd'hui que jamais. Je

souhaite vivre assez vieux pour voir se réaliser quelques-unes de ces réformes. J'y tiens car, en somme, ce qui prépare l'homme pour la vie, c'est l'instruction. J'aimerais mieux une école bâtie en bois où on aurait une bonne méthode qu'un palais de marbre où on donnerait un enseignement qui ne serait pas pratique.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Y a-t-il quelques députés qui veulent parler sur ce sujet?

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Stein), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Enquête sur l'accumulation des œufs dans les entrepôts frigorifiques

M. Cannon (Québec-Centre) attire l'attention du ministre de l'Agriculture sur le fait que le commissaire enquêteur fédéral sur le coût de la vie, M. W.F. O'Connor, a déclaré qu'à l'heure actuelle des marchands avaient accumulé dans des entrepôts frigorifiques des millions de douzaines d'œufs que les accapareurs devront détruire prochainement parce qu'ils seront impropres à la consommation. Cela aurait considérablement provoqué le coût élevé des œufs.

Il souligne en particulier ce qui concerne la province de Québec et demande qu'on fasse la lumière. Il fait allusion à certaines rumeurs qui courent même la ville et feraient croire qu'il y a même ici des accapareurs. Le bruit court la rue que des marchands de Québec ont jeté au fleuve des douzaines et des douzaines d'œufs afin d'empêcher la baisse des prix. Si cela est vrai, il vaudrait mieux que ces gens soient derrière les barreaux du pénitencier que derrière leurs comptoirs.

À tout événement, le gouvernement a le devoir d'informer. Il y a des mois que le peuple souffre; il devrait maintenant connaître les noms de ces monstres. Il suggère que des témoins soient entendus à l'enquête sur le coût de la vie qui pourraient donner ces renseignements et qu'on fasse venir devant le comité d'agriculture tous les propriétaires d'entrepôts frigorifiques pour savoir s'il est vrai qu'ils laissent gâter leurs œufs plutôt que de les vendre à bon marché.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'un expert sur la question pourrait être invité à comparaître devant le comité.

M. Cannon (Québec-Centre) demande au ministre de l'Agriculture de faire comparaître à l'enquête sur le coût de la vie, qui se poursuit devant le comité de l'agriculture, M. O'Connor lui-même ou un de ses assistants, afin d'obtenir des faits précis et de se procurer les noms des coupables de pareil crime. Il rappelle que la situation est grave et que les pères de famille en souffrent considérablement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) note que cette déclaration du commissaire enquêteur sur le coût de la vie contredit celle de M. Charles Langlois, l'un des gros propriétaires d'entrepôts frigorifiques de Montréal, qui a nié énergiquement toutes les rumeurs mises en circulation dans le public à ce sujet. Il aurait bien aimé avoir cette dépêche la veille pour questionner monsieur Langlois qui comparait devant le comité d'agriculture et qui affecta tant de candeur. D'autres propriétaires d'entrepôts frigorifiques seront entendus mardi prochain devant le comité et seront aussi invités à venir se défendre ou expliquer la situation, du moins, de façon à établir une fois pour toutes les responsabilités. Il va incessamment adresser à M. O'Connor, qui est très au courant de la situation, un télégraphe l'invitant à se rendre à Québec et à comparaître devant le comité de l'agriculture pour la réunion de mardi soir prochain. Au lieu de porter des accusations de cette nature, on ferait mieux de dénoncer ceux qui accumulent ainsi des marchandises dans l'unique but de faire monter le prix de la vie.

La séance est levée.

NOTE

1. Tel quel dans l'article. Il s'agit manifestement d'une faute de rédaction, puisqu'en disant que la province manque de gens qui "n'ont pas" de formation secondaire, M. Bouchard affirme le contraire de ce qui est en fait débattu et reconnu depuis le début.

Séance du vendredi 1^{er} février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 172 abrogeant les dispositions du Code de procédure civile concernant les appels au Conseil privé.

Acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 17 relatif aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Ce bill s'applique aux corporations religieuses ou autres assujetties à l'interdiction de l'article 366 du Code civil d'acquérir, sans l'autorisation de la Couronne, des immeubles ou toute propriété ainsi désignée, sauf à certaines fins déterminées et à une valeur fixée. Il vise à régulariser le cas des corporations qui sont en contravention à la loi, et à autoriser de telles acquisitions à l'avenir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies de Québec

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 184 concernant la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations

M. Tessier (Rimouski) demande la permission de présenter le bill 180 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la protection des plantes contre les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 57 concernant la succession de feu Éloi Ouimet;

- bill 60 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux;

- bill 106 amendant la loi 57 Victoria, chapitre 81, régissant l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel.

Succession Éloi Ouimet

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 concernant la succession de feu Éloi Ouimet. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Union Saint-Joseph et Saint-Michel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 amendant la loi 57 Victoria, chapitre 81, régissant l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi médicale de Québec

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndicats coopératifs

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 176 amendant l'article 6763 des statuts refondus, 1909, concernant les syndicats coopératifs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Associations pour aider à faire observer les lois dans les municipalités

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 163 concernant la constitution en corporation d'associations formées dans le but d'aider à faire observer les lois dans les municipalités.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Adopté.

Les Prévoyants du Canada

La Chambre prend en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 amendant la loi constituant en corporation Les Prévoyants du Canada.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Sorel

M. Péloquin (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 amendant la charte de la cité de Sorel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Péloquin (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Lyman Real Estate Corporation, Limited

M. Scott (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 concernant The Lyman Real Estate Corporation, Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Scott (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parc national des Laurentides et réserve de la Gaspésie

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le Parc national des Laurentides et la réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nous avons, dans la province, trois réserves de chasse et de pêche; le Parc national des Laurentides, le parc dans la péninsule de Gaspé et le Parc de la Montagne Tremblante.

Ces réserves étaient primitivement sous le contrôle du département des Terres; elles furent transférées plus tard au département de la Colonisation, puis elles revinrent aux Terres et Forêts.

La présente résolution a pour but de remettre ces réserves sous le contrôle du département de la Colonisation.

On essaie autant que possible d'empêcher la chasse dans ces parcs afin de perpétuer le gibier. Le gouvernement fait payer un loyer à trois clubs qui étaient installés, antérieurement, sur les limites de ces réserves.

Ce loyer et l'argent des rares permis qui sont accordés servent au coût d'entretien et de surveillance.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) prend la parole.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il n'y a pas plus qu'une trentaine de sportsmen qui vont chasser là chaque année.

Le gouvernement accorde encore des permis scientifiques aux institutions, par exemple, qui veulent monter leurs musées.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose: 1. Que, jusqu'à ce que les revenus provenant de l'octroi des licences, permis et baux, en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions et constituant un fonds spécial affecté au paiement des dépenses pour la mise à exécution de ladite loi, soient suffisants, une somme de trois mille piastres sera annuellement affectée aux dépenses encourues par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries pour l'administration du Parc national des Laurentides.

Adopté.

2. Que les revenus provenant de l'émission et du renouvellement des permis pour couper du bois sur des limites dans le cas où ils pourront être émis et renouvelés et de l'émission des permis ou des autorisations tombant sous le coup de l'article 1681 des statuts refondus, 1909, ne seront pas affectés aux dépenses encourues pour l'administration du Parc national des Laurentides, mais feront partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

3. Que, jusqu'à ce que les revenus provenant de l'octroi des licences, permis et baux, en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions et constituant un fonds spécial affecté au paiement des dépenses pour la mise à exécution de ladite loi, soient suffisants, une somme de trois mille piastres sera annuellement affectée aux dépenses encourues par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries pour l'administration de la réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie.

Adopté.

4. Que les revenus provenant de l'émission et du renouvellement des permis pour couper du bois sur des limites, dans le cas où ils pourront être émis et renouvelés et de l'émission des permis ou des autorisations tombant sous le coup de l'article 1681 des statuts refondus, 1909, ne seront pas affectés aux dépenses encourues pour l'administration de la réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie, mais feront partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 32 amendant les dispositions des statuts refondus, 1909, concernant le Parc national des Laurentides, le Parc de la Montagne Tremblante et la réserve de forêt, de chasse et de pêche, dans la Gaspésie.

**Parc national des Laurentides,
Parc de la Montagne Tremblante et
réserve dans la Gaspésie**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 amendant les dispositions des statuts refondus, 1909, concernant le Parc national des Laurentides, le Parc de la Montagne Tremblante et la réserve de forêt, de chasse et de pêche, dans la Gaspésie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
L'objet de cette mesure est de transporter les trois parcs, National des Laurentides, Parc de la Montagne Tremblante et la réserve de chasse et de pêche de la Gaspésie du ministère des Terres et Forêts à celui de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, du moins en ce qui concerne la pêche et les loisirs dans ces parcs.

Toutefois, l'émission et le renouvellement des permis pour couper du bois sur les limites, dans le cas où ils peuvent être émis et renouvelés, sont faits par le ministre des Terres et Forêts, qui avait jusqu'à maintenant le plein contrôle sur les réserves.

Une somme de \$3,000 sera affectée au ministre de la Colonisation pour les dépenses nécessitées par l'organisation de ces parcs, à part les revenus provenant de l'octroi des permis de pêche et de chasse. Les gardes forestiers et les autres officiers nécessaires sont nommés par le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droits sur
les successions**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que l'article 1375 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 9, section 1, et amendé par la loi 7 George V, chapitre 20, section 1, soit amendé de façon que le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 se lise comme suit:

b. Si le successeur est frère ou sœur, ou fils ou fille du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt:

S'il n'excède pas cinquante mille piastres.....	6½ %
S'il excède cinquante mille piastres,	
mais n'excède pas cent mille piastres	10 %
S'il excède cent mille piastres	12½ %

Adopté.

2. Que, pour les fins de la loi de Québec relative aux droits sur les successions, la disposition qui consiste à laisser à un ou des survivants de plusieurs propriétaires conjoints un bien possédé en commun ou conjointement avant le décès, sera assimilé à une donation à cause de mort, et que la part du prédécédé sera sujette aux droits sur les successions.

Adopté.

3. Que les dispositions de l'article 1377*a* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 5 George V, chapitre 24, section 2, ne s'appliqueront qu'aux transmissions de biens en ligne directe.

Adopté.

4. Que l'article 1379 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 9, section 1, et amendé par la loi 5 George V, chapitre 24, section 3, soit de nouveau amendé de façon à ce qu'aucun droit ne sera imposable sur le premier mille piastres en valeur de chaque legs fait pour des fins de religion, de charité ou d'éducation poursuivies par une corporation ou une personne domiciliée en cette province.

Adopté.

5. Que tout bénéficiaire d'assurance sera personnellement responsable des droits dus pour sa part dans la succession et de rien de plus.

Adopté.

6. Que l'article 1387*b* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 10, section 1, et amendé par la loi 7 George V, chapitre 20, section 4, soit de nouveau amendé de façon à ce que le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 se lise comme suit:

b. Si le successeur est frère ou sœur, ou fils ou fille du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt:

S'il n'excède pas cinquante mille piastres.....	6½ %
S'il excède cinquante mille piastres,	
mais n'excède pas cent mille piastres.....	10 %
S'il excède cent mille piastres.....	12½ %

Adopté.

7. Que, pour les fins de la loi de Québec relative aux droits sur les successions, la disposition qui consiste à laisser à un ou des survivants de plusieurs propriétaires conjoints un bien possédé en commun ou conjointement avant le décès, sera assimilée à une donation à cause de mort, et que la part du prédécédé sera sujette aux droits sur les successions.

Adopté.

8. Que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 1387*b* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 10, section 1, et amendé par la loi 5 George V, chapitre 24, section 5, ne s'appliqueront qu'aux transmissions de biens en ligne directe.

Adopté.

9. Que l'article 1387*f* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 10,

section 1, et amendé par la loi 5 George V, chapitre 24, section 6, soit de nouveau amendé de façon à ce qu'aucun droit ne soit imposable sur le premier mille piastres en valeur de chaque legs fait pour des fins de religion, de charité ou d'éducation poursuivies par une corporation ou une personne domiciliée en cette province.

Adopté.

10. Que toute personne à qui seront transmis des biens mobiliers situés en dehors de la province, comme bénéficiaire d'assurance, sera personnellement responsable des droits dus au sujet de ces biens, et de rien de plus.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

Droits sur les successions

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) assure qu'il ne s'agit pas d'augmenter les impôts sur les successions. Les nouveaux amendements à la loi des droits sur les successions n'augmentent pas de façon importante les revenus que la province touche de ce chef.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département des Affaires municipales, création

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la création d'un département des Affaires municipales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'il sera créé, par la loi qui accompagne les présentes résolutions, un département des Affaires municipales présidé par celui des ministres qui sera chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de surveiller l'administration et la mise à exécution des lois concernant le système municipal.

Adopté.

2. Que le ministre chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de l'administration des affaires municipales (et désigné sous le titre de ministre des Affaires municipales) aura l'administration et la direction du département des Affaires municipales.

Adopté.

3. Que le ministre des Affaires municipales aura charge, par toute la province, de surveiller l'administration et la mise à exécution des lois concernant le système municipal.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un sous-ministre des Affaires municipales, et en outre tous les officiers, inspecteurs et commis nécessaires à la bonne administration du département; que ces officiers, inspecteurs et commis occuperont leurs charges durant bon plaisir et rempliront les devoirs qui leur seront assignés par la loi ou le ministre.

Adopté.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi nommer, de temps à autre, en dehors du département, les comptables qu'il jugera nécessaires

à l'efficacité du service et qu'il pourra les destituer suivant son bon plaisir.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 30 créant un département des Affaires municipales et amendant en conséquences les statuts refondus, 1888, les statuts refondus, 1909, et le Code municipal.

Département des Affaires municipales, création

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 créant un département des Affaires municipales et amendant en conséquences les statuts refondus, 1888, les statuts refondus, 1909, et le Code municipal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique qu'on va créer un département analogue à ceux qui existent pour l'agriculture, la voirie, et les autres branches, mais que pour le moment il sera administré par un des ministres actuels.

La nouvelle organisation n'est pas précisément un ministère, mais le chef de ce département aura le titre de ministre, comme le secrétaire provincial, et il en aura tous les pouvoirs.

Il annonce que les trois bills constituant le nouveau département entraîneraient un contrôle presque complet des finances municipales.

L'objet du gouvernement est d'abord de guider les municipalités dans leurs finances, de les aider à contracter leurs emprunts, de voir à ce que les argents ainsi versés dans leur trésor soient judicieusement dépensés et de surveiller l'émission

des débetures et autres obligations. S'il y a lieu, plus tard, d'ajouter certaines clauses à la loi, pour la rendre semblable à celles des autres provinces, le gouvernement en étudiera l'opportunité et soumettra ses conclusions à la Chambre.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) s'étonne que le trésorier présente une mesure de cette importance un vendredi alors qu'un grand nombre de députés sont absents.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Son intention, dit-il, est simplement de mettre le projet devant la Chambre pour qu'on l'étudie. Vous pouvez étudier cette mesure à votre aise samedi et lundi, et non pas dimanche.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose plusieurs questions.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le premier bill¹ a seulement pour but de créer le nouveau département et de faire les amendements nécessaires aux statuts refondus de 1888 et de 1909, et au Code municipal du Québec. L'objectif de ce nouveau département est d'être présidé par un des ministres actuels, qui est délégué par le lieutenant-gouverneur en conseil à la supervision de l'administration et de l'application des lois concernant les affaires municipales.

Après les nécessaires clauses légales créant le nouveau ministère, il est souligné que le ministre des Affaires municipales, au lieu du secrétaire provincial, est chargé, dans l'ensemble de la province, de superviser l'administration et d'appliquer les lois concernant le système municipal. Le ministre devra, moins de 10 jours après le début de chaque session, soumettre à la Législature un rapport des activités du département pendant l'année précédente.

C'est ce département qui s'occupera de l'octroi des lettres patentes et de toutes les formalités qui l'accompagnent; le département sera en rapport constant avec les municipalités de la province, dont il recevra les rapports financiers et les rapports annuels, ainsi que les rôles d'évaluation, etc.

Une section du bill prévoit la nomination du sous-ministre et des autres fonctionnaires, et de comptables externes au département, auxquels il peut faire prêter serment, comme à la Cour supérieure. Les nombreuses clauses qui suivent prévoient que les rapports actuellement transmis au secrétaire provincial le seront au nouveau département.

Le deuxième bill² concernant la création du département a trait au dépôt, dans certains cas, des argents consacrés aux fonds d'amortissement des corporations scolaires et municipales, et à l'amendement éventuel des statuts en ce sens.

Le but de cette mesure est d'empêcher les municipalités, tant civiques que scolaires, de commettre des actes qui affecteront le crédit des municipalités en général. Le gouvernement exerce sur elles un contrôle presque absolu, les obligeant à n'emprunter qu'avec un fonds d'amortissement pour le temps de l'emprunt.

Ceci aura pour effet de débarrasser la Législature des nombreuses demandes qui lui sont faites, chaque année par les municipalités, dans des bills spéciaux, pour obtenir de nouveaux pouvoirs d'emprunt.

La loi prévoit que lorsque le capital d'un emprunt contracté ou des obligations émises par une municipalité constituée en corporation par une loi spéciale ou en vertu des dispositions de la loi générale est remboursable par versements d'annuités, ou par une série de versements consécutifs et annuels couvrant tout le terme de l'emprunt ou de l'émission de bons, les deniers mis à part chaque année pour le fonds d'amortissement devront être déposés chaque année au bureau du trésorier provincial à Québec où ils seront utilisés pour régler les paiements, s'il y a lieu, aux dates auxquelles ils sont dus.

Cependant, il y a une disposition stipulant que, si une municipalité peut satisfaire le ministre des Affaires municipales à l'effet qu'il est à propos et dans l'intérêt de la municipalité, le fonds d'amortissement soit déposé ailleurs qu'au bureau du trésorier de la province ou soit placé autrement, l'autorisation peut être donnée d'utiliser l'argent autrement que de l'envoyer annuellement au gouvernement provincial.

Le gouvernement accordera aux municipalités un taux d'intérêt de 3½ % sur les argents qui lui auront été confiés annuellement - ce qui est pratiquement de la garde; ceci pour empêcher les municipalités d'être tentées de les dépenser autrement que pour régler les paiements.

Le gouvernement paiera les intérêts annuellement, ce qui sera un point considérable. Lorsque la municipalité aura fait les paiements annuels au gouvernement pour rencontrer les emprunts arrivés à échéance, et lorsque les emprunts seront dus - le gouvernement détenant conséquemment les fonds de la municipalité pour acquitter l'emprunt - il est prévu que le gouvernement n'enverra pas l'argent à la municipalité pour qu'elle puisse rembourser

l'emprunt, mais, comme précaution supplémentaire envers une municipalité sujette à l'imprudence, le gouvernement paiera lui-même l'argent à la banque où les bons doivent être payés. Le gouvernement ne prend tout simplement pas la chance de percevoir, disons, un million de dollars pendant le terme d'un emprunt pour ensuite remettre l'argent au débiteur afin qu'il paie le prêteur.

Les argents déposés par le gouvernement pour acquitter les emprunts municipaux sont insaisissables, sauf et excepté en exécution d'un jugement final rendu par un tribunal compétent en faveur du prêteur, ou d'un ou plusieurs porteurs d'obligations, à l'avantage desquels le fonds d'amortissement a été créé.

Les sommes d'argent saisies doivent être distribuées proportionnellement entre tous les porteurs de bons.

L'argent que les municipalités doivent déposer au trésorier provincial (*The Gazette*) peut être placé en action ou bons du dominion ou des provinces, en valeur publiques du Royaume Uni ou des États-Unis d'Amérique, ou en actions ou bons de toute corporation municipale ou scolaire de la province.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande pourquoi on inclut au nombre des placements permis, les valeurs américaines.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Parce que je veux obtenir les prix les plus élevés. Le dominion le fait. Pourquoi ne pas investir dans des valeurs américaines?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Pourquoi ne pas garder l'argent dans le pays?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que la province de Québec et d'autres étaient très heureuses d'emprunter de l'argent des États-Unis, bien que l'argent aurait pu être obtenu ici, parce que le taux demandé ici était trop élevé. Le gouvernement était ravi d'obtenir de l'argent aux États-Unis alors que d'autres demandaient plus que la valeur de l'argent ici.

Une clause prévoit qu'un tarif pour frais et droits sera payé par les corporations intéressées en lien avec les dépôts et les remboursements. L'objectif de cette clause est évidemment que les coûts pour le département municipal, engendrés par la réception de l'argent des municipalités et les paiements faits pour acquitter les obligations municipales, ne soient pas

une charge pour la province; aussi, le gouvernement, en payant 3½ % aux municipalités sur leur propre argent, est susceptible de retirer des bénéfices du fait qu'il a l'option d'investir cet argent où il désire, et naturellement à des taux considérablement plus élevés que 3½ %.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement cherche-t-il à obtenir de l'argent des municipalités dans le cas d'un déficit?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous n'avons pas besoin de cela.

Une autre clause prévoit qu'une corporation municipale ou scolaire qui a contracté un emprunt pour lequel un fonds d'amortissement doit être créé en vertu des lois s'y appliquant, ou qui a émis des bons, devra, dans les 30 jours suivant la conclusion de l'emprunt ou la délivrance des bons, soumettre un rapport, sous serment, au trésorier provincial des détails du règlement ou de la résolution par lequel l'emprunt a été contracté ou les bons émis; le montant de l'emprunt ou des bons, le montant de chaque paiement, s'il y a lieu, les dates d'échéance et les endroits où payer le capital; la date de la conclusion de l'emprunt, le nom de l'acheteur et le montant net reçu par la corporation de l'argent emprunté ou de la vente des bons, avec une copie certifiée de l'arrêté ou de la résolution.

Des clauses sont prévues par lesquelles les fonctionnaires municipaux sont obligés de se soumettre à ces clauses, et par lesquelles tout administrateur, détenteur de bons, contribuable ou autre partie intéressée peut, par une action en cour, forcer la municipalité à faire le dépôt du fonds d'amortissement au gouvernement provincial, et il y a une amende pour les fonctionnaires qui fournissent de fausses informations. Cette loi entrera en vigueur par proclamation.

Le troisième bill³ qui traite du nouveau département est à l'effet que toutes les municipalités doivent tenir leurs comptes correctement.

Au sujet des comptes municipaux, les règlements sont très sévères; le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité doit transmettre, deux mois après la fin de l'année fiscale, au ministre des Affaires municipales, un rapport de vérificateur au sujet de l'actif et du passif des opérations financières de l'année expirée.

Si les comptes sont tenus correctement, l'opération s'arrête là, mais s'il y a un problème, de l'avis du ministre, ce dernier peut obtenir une vérification et un rapport des comptes de la

municipalité pour n'importe quelle période de temps, aux frais de la municipalité, en utilisant les inspecteurs de son département ou des comptables externes. Des dispositions obligent les fonctionnaires municipaux à coopérer avec les employés du gouvernement. De fortes pénalités sont prévues en cas de refus. Une amende de \$50 à \$200 pourra être imposée pour les infractions à cette clause. Si l'inspecteur fait rapport qu'un changement dans la comptabilité doit être apporté, le ministre a le pouvoir d'ordonner ce changement et d'en contraindre la conformité.

Une autre disposition suivante a trait à la nature humaine. Le bill prévoit que les inspecteurs ne percevront pas de frais ou autre rémunération d'une municipalité pour les services qu'ils rendent dans l'exécution de leurs fonctions. Ils seront payés par le gouvernement, et les municipalités seront imposées. Le gouvernement fournira des modèles indiquant de quelle manière la comptabilité doit se faire.

Ce bill traite également de la question de l'emprunt d'argent et des termes. Ces dispositions sont particulièrement importantes et s'appliquent à toutes les municipalités. Cela aura pour effet d'en arriver à l'uniformité dans les émissions de bons pour les diverses fins mentionnées.

Parmi les ordonnances particulières qui intéressent les municipalités se trouvent celles qui ont trait à la limite fixée pour que soit payable une dette contractée par une municipalité.

Les voici:

a. Afin d'établir, acquérir, prolonger ou agrandir un système d'égout ou un système pour fournir de l'eau aux habitants d'une municipalité, ou afin d'acquérir du terrain pour en faire des parcs publics ou des lieux d'amusement, le développer et l'améliorer: quarante ans.

b. Afin d'établir, acquérir, prolonger ou agrandir une installation et un système d'éclairage au gaz ou à l'électricité, ou afin d'acquérir du terrain pour faire des chemins publics, rues ou trottoirs, pour les développer ou les construire, les prolonger ou les améliorer, si les pavages ou les trottoirs sont en pierre, en blocs, en brique, en béton, ou autres matériaux de même nature quant à la durée, ou pour l'acquisition, l'amélioration ou la construction de ponts, s'ils sont en pierre, en béton, si leur superstructure est en fer ou autre matière de semblable nature quant à la durée, ou afin d'acquérir du terrain pour construire, agrandir et améliorer des bâtisses destinées à quelques fins municipales, si la bâtisse est en matériau d'une nature plus durable que le bois: trente ans.

c. Afin d'acquérir du terrain pour faire les chemins publics, les rues et les trottoirs, les développer, les construire, les prolonger ou améliorer, si les pavages ou les trottoirs sont en macadam ou en asphalte, ou faits avec d'autres matériaux de même nature quant à la durée, ou pour l'acquisition, l'amélioration ou la construction de ponts, s'ils sont en bois ou de quelque autre matière d'une nature aussi durable, ou afin d'acquérir du terrain pour y construire, agrandir ou améliorer des bâtisses destinées à quelque fin municipale, si la bâtisse est en bois: vingt ans.

d. Afin d'acquérir du terrain pour faire les chemins publics, les rues ou trottoirs, les développer ou les construire, les agrandir ou les améliorer, si les pavages ou les trottoirs sont faits avec des matériaux qui ne sont pas d'une nature durable, ou pour l'acquisition d'un équipement départemental ou comme aide, bonus ou encouragement: dix ans.

e. Pour toute fin à laquelle il n'a pas été ci-dessous pourvu, si le ministre des Affaires municipales considère que l'objet ou les matériaux sont d'une nature durable, trente ans, sinon dix ans.

f. Pour le paiement de toute dette légalement encourue avant le (insérer ici la date de la sanction de ce bill) la période de temps pour laquelle la dette pouvait être encourue si elle eut origine après cette date.

Nous fixons la période de l'emprunt selon la durée des travaux.

Le gouvernement se voit accorder le pouvoir de faire des règlements qui s'appliqueront aux municipalités dont les chartes prévoient des dispositions spéciales relativement à la comptabilité, les rapports, etc.

Nous nous occupons donc des municipalités qui avaient l'habitude d'emprunter de l'argent pour un projet et de le dépenser pour un autre. Il est obligatoire d'utiliser tout l'argent emprunté pour un certain projet, et pour ce projet seulement, mais s'il y a un surplus, si ceci devait arriver, l'excédent peut être utilisé à d'autres fins. Chaque membre du conseil qui, soit verbalement ou par écrit, par son vote ou de façon tacite, autorise la mauvaise affectation de l'argent sera personnellement responsable pour toutes les sommes détournées de l'utilisation pour laquelle elles étaient prévues, et cet argent peut être recouvré par une action en justice, et une peine d'emprisonnement peut être imposée à un membre ou des membres du conseil dont la culpabilité aurait été reconnue. Cette responsabilité sera commune et séparée, et s'appliquera au secrétaire-trésorier ou autre fonctionnaire qui participe à de tels

détournements illégaux d'argents ou qui les cause. La procédure afin de recouvrer l'argent peut être entreprise par la municipalité elle-même, par un contribuable et même par le ministre des Affaires municipales.

Des changements sont apportés concernant le vote des règlements. Présentement, les règlements d'emprunt doivent être approuvés par les propriétaires avant d'entrer en vigueur. Ils devront aussi être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ce qui veut dire par le nouveau ministre des Affaires municipales. On doit fournir pour chaque emprunt un fonds d'amortissement suffisant afin de le payer à échéance au lieu du 1 % fourni en ce moment qui ne paierait qu'un emprunt de 40 ans à échéance. Il y a plusieurs dispositions concernant les emprunts, assurant une plus grande sécurité aux détenteurs de bons.

Il y a plusieurs restrictions dont l'effet ne se ferait pas sentir dans les grands centres de la province. Chacune de ces dispositions resserre les conditions. Elles sont hautement techniques.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose au trésorier quelques questions concernant la portée du nouveau département. Il demande s'il est prévu de prendre quelques idées modernes telle la mise en place de commissions, comme aux États-Unis, ce qui irait dans le sens de la planification urbaine; et de prendre aussi des dispositions qui forceraient les municipalités à avoir des rues d'une certaine largeur, etc.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) souligne que le gouvernement ne désire pas aller trop loin pour l'instant, mais ne fait que jeter les bases afin de donner naissance au département et lui permettre de fonctionner. Si une commission est nécessaire afin d'étudier la question de la planification des villes, le ministre des Affaires municipales pourra la créer dans son département et décréter la législation nécessaire.

Il est d'accord que les villes devraient être planifiées selon une certaine esthétique. Il est impossible de tout faire en une session, mais il promet que d'autres questions seront étudiées et toutes les suggestions seront étudiées et analysées. Il dit que le gouvernement croit que les municipalités devraient émettre des bons en série et affirme que l'expérience des États-Unis est des plus appréciées par le public, bien qu'il soit d'accord avec le député de Montréal-Saint-Georges que ce sentiment du public ne se limitait qu'aux bons municipaux. Les bons en série sont ceux dont les coupons paient non

seulement l'intérêt, mais une portion annuelle du capital, de sorte que, lorsque les coupons sont payés, la dette est aussi éliminée.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

École polytechnique

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant l'École polytechnique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose: Qu'en sus de l'allocation annuelle qui lui est maintenant payée en vertu des lois 57 Victoria, chapitre 23, section 17; 3 Edouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Edouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Edouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Edouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V (2ème session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1, et 4 George V, chapitre 26, section 1, il sera payé à la corporation de l'École polytechnique, à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme de quinze mille piastres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): Parce qu'il y a plus d'élèves, parce que les besoins sont plus grands.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande au gouvernement pourquoi l'École polytechnique coûte autant, compte tenu du nombre d'élèves, alors qu'un bill est déposé augmentant l'octroi de \$40,000 à \$55,000.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) fait l'éloge de cette institution qui comptait, il y a dix ans, une quarantaine d'élèves et qui en a maintenant plusieurs centaines; on conviendra que \$55,000, c'est un montant qui n'est pas exagéré pour permettre à une institution de cette importance de donner à ses professeurs des traitements convenables.

C'est le professeur McCallum, un expert en enseignement technique d'Ottawa, qui est venu à Québec récemment et qui nous a demandé d'augmenter cette allocation afin d'avoir plus de professeurs à l'École et afin d'améliorer leur sort.

Il dit à quel point c'est une bonne école et tout le monde est fier de ses diplômés, et il est certain que si le député de Montréal-Saint-Georges la visitait, il reconnaîtrait que l'argent est bien dépensé.

Il pourrait se rendre compte de son excellente administration. Ses critiques, alors, ne tiendraient pas longtemps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges) s'enquière de divers renseignements sur l'école.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) donne au député de Montréal-Saint-Georges une idée de l'espace occupé par l'école.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

École polytechnique

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 13 amendant la loi instituant en corporation l'École polytechnique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des eaux courantes de Québec

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux emprunts nécessaires pour la construction de certains travaux par la Commission des eaux courantes de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose:

1. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi 5 George V, chapitre 4, il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour une somme n'excédant pas en tout \$650,000 au lieu d'une somme n'excédant pas \$400,000 tel que prescrit par la section 5 de ladite loi.

Il explique qu'il s'agit d'emprunter une somme de \$650,000 pour les travaux du barrage de la rivière Saint-François, et de ses lacs et rivières tributaires, afin d'en régulariser le débit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est votre but?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous construisons un barrage sur la rivière Saint-François afin d'augmenter la force de notre pouvoir d'eau et nous le louerons aux intéressés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On dépense beaucoup d'argent pour aider les compagnies, les spéculateurs, mais on en dépense peu pour l'agriculture. Et il reproche amèrement au ministre de l'Agriculture de se faire à la Chambre le parrain des projets de loi du ministre des Terres qui enlèvent de l'argent à l'agriculture. Le gouvernement veut favoriser l'industrie au détriment de l'agriculture en louant ces pouvoirs d'eau à certaines compagnies, déclare-t-il.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)⁴:

Les cultivateurs peuvent profiter tout aussi bien que les industriels des avantages qui résulteront du parachèvement de ces travaux. Jusqu'à présent, personne n'en a réclamé l'usage pour des fins agricoles. Le gouvernement a assez témoigné l'intérêt qu'il porte aux choses de l'agriculture pour qu'on sache chez les cultivateurs quel bon accueil on aura chaque fois qu'on voudra faire des réclamations.

La résolution est adoptée.

2. Que ce ou ces emprunts seront effectués de la manière et aux conditions fixées par la section 5 de ladite loi 5 George V, chapitre 4.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**Commission des eaux courantes
de Québec**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 37 concernant les emprunts pour la construction de certains travaux par la Commission des eaux courantes de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose d'amender la loi relative aux sociétés d'agriculture en décrétant d'abord que, par résolution adoptée à une assemblée générale annuelle ou spéciale, on pourra augmenter le montant de la souscription jusqu'à concurrence de deux piastres et le réduire ensuite de la même manière à un montant non inférieur à une piastre. Rien n'empêchera cependant les membres de souscrire volontairement un montant supérieur à la souscription annuelle.

Dans les cas des expositions agricoles, on décrète que si vingt-cinq membres de la société ne sont pas satisfaits de la décision rendue par le conseil de comté, ou si ce dernier refuse ou néglige de prendre une décision dans les six mois qui suivent la date du dépôt des procédures de l'assemblée spéciale de la société au bureau du secrétaire-trésorier du conseil de comté, ces vingt-cinq membres signataires d'une requête adressée au ministre peuvent appeler de la décision rendue par le conseil de comté dans les trente jours qui suivent l'adoption du règlement municipal, dans le premier cas, ou lui demander, après l'expiration des six mois, dans le second cas, d'adjuger sur le choix de l'endroit de la tenue des expositions et de l'érection des édifices. La décision du ministre est finale.

L'assemblée générale annuelle des membres de chaque société d'agriculture de comté aura lieu désormais le deuxième lundi de janvier au lieu du troisième mercredi.

On décide encore qu'à cette assemblée les personnes qui sont devenues membres en payant leur souscription pour l'année courante au moins une heure avant l'ouverture de l'assemblée doivent élire un directeur pour chaque municipalité locale comprise dans le rayon de la société, sauf pour celles des municipalités de villes et de villages ne comptant pas cinq cultivateurs membres de la société, et que si le nombre des municipalités locales ayant droit à un représentant est de moins de neuf, les membres doivent en élire d'autres pour compléter ce nombre, et qu'un des auditeurs soit aussi élu.

Dix souscripteurs ou plus d'une municipalité locale dont cinq au moins sont des cultivateurs, ayant payé leur souscription annuelle, peuvent, à une assemblée convoquée par avis public donné au moins huit jours d'avance par le maire ou, à son défaut, par un juge de paix, et tenue dans la semaine précédant l'assemblée générale de la société, élire un directeur pour représenter la municipalité locale dans le bureau de direction de la société.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cercles agricoles

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est envoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés coopératives agricoles

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide aux victimes de l'explosion à Halifax

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à une souscription de \$100,000 pour venir en aide aux victimes de l'explosion qui a dévasté la cité d'Halifax et les localités environnantes.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Attendu qu'il est convenable de venir en aide aux victimes de l'explosion qui a dévasté la cité d'Halifax et les localités environnantes et de souscrire à cette fin, au nom de la province, une somme de \$100,000, et de pourvoir au mode de paiement de cette souscription, qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le trésorier de la province soit autorisé à souscrire, au nom de la province, une somme de \$100,000 dans le but de venir en aide aux victimes de l'explosion qui a dévasté la cité d'Halifax et les localités environnantes.

Adopté.

2. Que le paiement de cette souscription soit fait par le trésorier de la province aux personnes et en la manière qui seront déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que cette souscription de \$100,000 soit payée à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Aide aux victimes de l'explosion à Halifax

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 27 autorisant une souscription de \$100,000 pour venir en aide aux victimes de l'explosion qui a dévasté la cité d'Halifax et les localités environnantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Instituteurs, institutrices, correspondance au sujet des statistiques

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance entre le département du secrétaire provincial et les institutrices ou instituteurs de la province au sujet des statistiques, depuis 1916.

Le 27 avril 1917, je recevais du chef du Bureau des statistiques, M. Marquis, une lettre me faisant part du projet du secrétaire provincial relativement à ces statistiques. Ayant démontré moi-même depuis quatre ans la nécessité de ces statistiques, j'ai applaudi à l'établissement d'un bureau provincial de statistiques, mais j'ai franchement désapprouvé les moyens dont on voulait se servir pour obtenir ces renseignements. Je regrette que M. Marquis n'ait livré à la presse qu'une partie de mon opinion. J'ai soutenu que les statistiques étaient nécessaires en autant qu'elles pouvaient être exactes et indiscutables. Et pour cela, elles doivent être faites par des hommes compétents et responsables.

Le gouvernement se sert des enfants et des maîtres d' cole pour préparer ces statistiques. Comment un homme public, un membre de cette Chambre peut-il se reposer sur ces statistiques pour faire un argument sérieux et péremptoire? Telle est l'opinion que j'ai émise dans ma réponse à M. Marquis, réponse qui a été réduite pour la rendre avantageuse au gouvernement. La méthode du gouvernement est défectueuse et dangereuse. C'est encore une demi-mesure d'apparence louable, mais dont le résultat ne saurait être fructueux et sérieux.

Un grand économiste, Jean-Baptiste Say, considère l'économie politique comme une science qui a pour objet l'étude de la formation, de la distribution et de la consommation des richesses, définition qui se trouve, en des termes équivalents, chez Rossi, Stuart Mill, Fawcett et Courcel Seneuil. McCulloch la définit "la science des valeurs", McLeod, "la science des échanges" et Yves Guyot, rapprochant ces deux idées, dit que "la science économique détermine les lois générales et immeubles conformément auxquelles se font les échanges et s'établissent les valeurs."

S'il est une science qui exige l'application rigoureuse de la méthode dans l'interprétation des chiffres, dit M. Geo. Gauthier, c'est bien l'économie politique. "Sans la méthode, l'économiste est constamment exposé à s'égarer dans son raisonnement et à tirer le plus souvent des déductions fausses d'un principe qui pouvait paraître juste à son origine." Et M. Gauthier ajoute: "Adam Smith, Colbert, Herbert Spencer et d'autres économistes de différents pays et de différentes époques ont tous constaté les dangers des fausses statistiques et ont insisté sur la nécessité de leur exactitude. Les statistiques leur fournissent la plupart des éléments nécessaires à l'élaboration de la science dont ils sont les maîtres reconnus." Yves Guyot, dans son ouvrage *La science économique* dit: "C'est à l'aide des statistiques que l'économie politique peut se procurer la plupart des éléments de ses travaux". Il s'est rendu compte d'ailleurs que les statistiques sont trop rarement dignes de foi. "On sait, en effet, ajoute M. Gauthier, qu'il est peu de sciences qui aient donné naissance à autant de controverses entre les savants, même des plus éminents, qui,   l'aide de mêmes chiffres, détruisaient les raisonnements de leurs adversaires pour étaler le triomphe de leurs propres théories."

Ces considérations sont indiscutables, et c'est à cause de ces considérations que je n'ai pu approuver la méthode du gouvernement. Ayons des statistiques, mais pas des rapports obtenus des cultivateurs par des enfants d' cole.

J'ai suggéré de faire préparer ces statistiques par des secrétaires municipaux assermentés et spécialement payés. Le gouvernement, par son représentant, m'a répondu que cela coûterait trop cher. Ce n'est pas une excuse. Le devoir, c'est d'avoir des statistiques bien faites ou de n'en pas avoir. Payer un compilateur de statistiques discutables, incontrôlées, c'est de la mauvaise administration. Elle peut servir le gouvernement pour leurrer le public, mais elle ne peut donner aucun résultat appréciable. Les maîtresses d'école et les enfants les mieux doués n'ont ni l'entraînement, ni le temps nécessaire pour faire préparer ces statistiques. Le gouvernement se vantera d'avoir des statistiques agricoles, mais quelles statistiques. Pourquoi ne pas obliger le secrétaire municipal à faire ce travail moyennant une rémunération de quelques dollars? C'est ce que je demande au gouvernement.

L'importance des statistiques sérieuses et exactes se fait de plus en plus sentir. Actuellement, le gouvernement ignore ce qui se produit dans notre province, ce qui s'y manufacture avec les propres produits de notre province, quelle quantité de nos produits s'exporte à l'étranger et quelle quantité s'importe de l'étranger pour le besoin exclusif de notre province.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) s'étonne des critiques du chef de l'opposition parce qu'il prétend que le gouvernement reçoit des félicitations de tous côtés sur la façon dont fonctionne ce nouveau département.

Cette méthode a été préconisée par les statisticiens d'expérience et les résultats obtenus ont été tels que l'on a mérité des éloges. Les renseignements agricoles ont été recueillis de la même façon, et la publication qu'on va en faire sera sans doute favorablement appréciée.

Il (l'honorable M. Décarie) montre que l'innovation du gouvernement se développe harmonieusement et il affirme que la province a les meilleures statistiques annuelles au Canada, mais souligne qu'il est impossible de toujours obtenir les chiffres exacts, car beaucoup dépendent de la bonne volonté des cultivateurs et autres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous n'avons pas de statistiques dans la province de Québec. La preuve de ceci est que lorsque je demande des informations, on me donne des statistiques fédérales, et s'il n'y a pas de statistiques fédérales, on me dit qu'il n'y a pas d'information sur le sujet. Vous affirmez que les statistiques sont les meilleures d'entre les provinces?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):
Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Heureusement qu'il n'y a pas beaucoup de députés en Chambre en ce moment et qu'il n'y a pas grand monde non plus dans les galeries pour entendre cette déclaration.

La proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 79 accordant des pouvoirs spéciaux à la municipalité du village d'Hébertville station;
- bill 116 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 71 concernant The British Canadian Life and Accident Insurance Company, (La Canadienne Britannique compagnie d'assurance sur la vie et contre les accidents);
- bill 114 constituant en corporation l'Ordre des Chevaliers de Champlain;
- bill 115 concernant la succession de feu Samuel Finley.

The British Canadian Life and Accident Insurance Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 71 concernant The British Canadian Life and Accident Insurance Company, (La Canadienne Britannique compagnie d'assurance sur la vie et contre les accidents).

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ordre des Chevaliers de Champlain

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 constituant en corporation l'Ordre des Chevaliers de Champlain.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Succession Samuel Finley

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 concernant la succession de feu Samuel Finley.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mardi, le 5 février courant, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 7 heures.

NOTES

1. M. Mitchell a présenté trois projets de loi concernant les affaires municipales. Dans ce cas-ci, il s'agit du projet de loi 30 créant le département des affaires municipales.

2. Il s'agit du projet de loi 12 concernant le dépôt fait, en certains cas, de sommes d'argent destinées au fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires.

3. Il s'agit du projet de loi 15 qui a trait notamment à la vérification des comptes des municipalités et à l'emploi des deniers provenant d'emprunts ou d'émissions d'obligations.

4. *Le Canada* mentionne que c'est M. A. Allard qui a répondu au nom du ministre des Terres. Or, il se trouve que M. Allard, conseiller législatif, est justement le ministre des Terres et Forêts. Il s'agit sans doute d'une erreur du journal.

Séance du mardi 5 février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dommages à la personne;

- bill 2 amendant la loi George V, chapitre 9, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont métallique à circulation libre, sur la rivière Richelieu entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville, est rapporté devant la Chambre.

M. Perrault (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport qu'il a adopté avec amendement le bill 181 amendant l'article 398 du Code municipal de Québec.

Paroisse de Charette

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 186 détachant certains lots du comté de Maskinongé et les annexant à la paroisse de Charette, dans le comté de Saint-Maurice, pour les fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Frais d'entretien des aliénés

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 185 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le paiement par les municipalités des frais d'entretien des aliénés.

Ce bill précise la loi actuelle afin de clarifier la responsabilité des municipalités en ce qui concerne le paiement des frais d'entretien des aliénés. Désormais, la municipalité dans laquelle le patient

aura été domicilié pendant six mois, immédiatement après son internement, sera appelée à payer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse
Saint-Edmond-de-Grantham**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 187 détachant certains lots du comté de Yamaska et les annexant à la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, dans le comté de Drummond, pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ostéopathes

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ostéopathes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commissions des eaux courantes
de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 150 amendant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ponts Viau et Lachapelle
et chemin macadamisés
de l'Île Jésus, vente**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 154 amendant la loi 2 George V, chapitre 3, ratifiant la vente des ponts Viau et Lachapelle et des chemins macadamisés de l'Île Jésus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École technique
de Trois-Rivières**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 153 constituant en corporation l'école technique des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École des études commerciales
de l'Université McGill**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 155 concernant certains diplômes de l'École des études commerciales de l'Université McGill de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
article 35**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 148 modifiant l'article 35 du Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,
article 1994**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 31 amendant l'article 1994 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill C amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies pour faciliter le flottage du bois sur les rivières et les cours d'eau.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill B amendant l'article 3408 des statuts refondus, 1909, et exemptant les voyageurs de commerce de remplir les fonctions de jurés.

**Flottage du bois
sur les rivières et les cours d'eau**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), que le bill C du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies pour faciliter le

flottage du bois sur les rivières et les cours d'eau, soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Exemptions des voyageurs de commerce
pour les fonctions de jurés**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que le bill B du Conseil législatif amendant l'article 3408 des statuts refondus, 1909, et exemptant les voyageurs de commerce de remplir les fonctions de jurés, soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Agents d'assurance

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant les agents d'assurance.

Adopté.

Affaires municipales

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 15 amendant les statuts refondus, 1888, les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

Adopté.

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant des Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative à la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

Entretien des aliénés

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre

en considération un projet de résolution concernant certains contrats relatifs à l'entretien, au séjour et au traitement des aliénés.

Adopté.

The Girl's Cottage Industrial School

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant la passation d'un contrat avec The Girls' Cottage Industrial School.

Adopté.

École technique de Trois-Rivières

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant l'école technique des Trois-Rivières.

Adopté.

Réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant les réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau.

Adopté.

Commission des eaux courantes de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux emprunts nécessaires pour la construction de certains travaux, par la Commission des eaux courantes de Québec dans la rivière Saint-Maurice et ses tributaires.

Adopté.

Subventions aux compagnies de chemins de fer

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

Département des Affaires municipales, création

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 créant un département des Affaires municipales et amendant, en conséquence, les statuts refondus, 1888, les statuts refondus 1909, et le Code municipal soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le dépôt fait en certains cas de sommes d'argent destinées aux fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que les sommes d'argent déposées entre les mains du secrétaire de la province conformément à la loi qui accompagne les présentes résolutions porteront intérêt, au taux de trois et demi pour cent par année, à compter de la date de leur dépôt jusqu'à la date où

elles seront retirées, et que cet intérêt sera composé annuellement et que, à l'échéance de l'emprunt ou des bons, ces sommes d'argent, ainsi que l'intérêt accru, comme susdit, devront être remboursés, par le département du trésor, à l'ordre de la banque ou des banques où l'emprunt ou les bons seront faits payables.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les règlements qu'il jugera convenables quant aux formalités à suivre relativement à la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'il pourra aussi établir un tarif des droits et honoraires payables par les corporations intéressées quant aux dépôts et à leur remboursement.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 12 concernant le dépôt fait, en certains cas, de sommes d'argent destinées aux fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires.

Fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 concernant le dépôt fait, en certains cas, de sommes d'argent destinées aux fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Abolition des barrières et des taux de péage dans la région de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant l'abolition des barrières et des taux de péage sur une partie de chemin, dans la paroisse de Saint-Laurent, et sur une partie de chemin dans la cité de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Attendu que les barrières et les taux de péage ont été abolis sur tous les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières de Montréal, moins sur une petite partie de chemin située dans la paroisse de Saint-Laurent et dans la cité de Montréal;

Attendu qu'il convient de les abolir également dans les deux dites municipalités; qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que les barrières et les taux de péage seront, par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, abolis sur les deux parties du chemin dont suivent les descriptions:

Cette partie de chemin située dans la paroisse de Saint-Laurent, d'une longueur de 1.684 milles, commençant sur le chemin de la côte Vertu, en la paroisse de Saint-Laurent, depuis la voie du Montréal Park & Island sur une longueur de 0.052 milles, tournant angle droit vers le nord-ouest, étant la montée de Cartierville, maintenant cité de Montréal, sur une longueur de 1.632 milles.

Et aussi cette partie de chemin depuis le petit Bois Franc jusqu'aux limites sud-est de l'ancienne ville de Cartierville, sur une longueur de 0.315 milles, laquelle partie de chemin se trouvant maintenant dans les limites de la cité de Montréal.

Adopté.

2. Qu'il sera payé aux commissaires ou syndics des chemins à barrières de Montréal, sous le contrôle desquels sont lesdites parties de chemin, une indemnité de \$4,000.00 par mille et une somme proportionnelle pour chaque fraction de mille, moins une somme de \$1,684.00 pour la commutation de

leurs droits sur lesdites parties de chemin, mais que tous autres biens tels que barrières, maisons, emplacements, machineries ou pierres leur appartenant resteront leur propriété.

Adopté.

3. Que l'indemnité mentionnée à la résolution 2 sera payée par la paroisse de Saint-Laurent et par la cité de Montréal, en proportion de l'étendue du chemin située dans leurs limites respectives, les limites ou bornes de la cité de Montréal étant fixées du Petit Bois Franc, en allant vers Cartierville, maintenant cité de Montréal.

Adopté.

4. Que, sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, lesdits commissaires ou syndics devront immédiatement cesser de prélever des péages et enlever leurs barrières; et que lesdites parties de chemin deviendront alors la propriété et seront sous le contrôle et à la charge desdites municipalités, dans leurs limites respectives telles que fixées dans la résolution précédente.

Adopté.

5. Qu'à défaut par l'une ou l'autre desdites municipalités de payer leur part contributoire, lesdits commissaires ou syndics pourront les recouvrer par action devant tout tribunal de juridiction compétente.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Abolition des barrières et des taux de péage dans la région de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 164 pourvoyant à l'abolition des barrières et des taux de péage sur une partie de chemin dans la paroisse de Saint-Laurent, et sur une partie de chemin dans la cité de Montréal.

Accordé. le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 pourvoyant à l'abolition des barrières et des taux de péage sur une partie de chemin dans la paroisse de Saint-Laurent, et sur une partie de chemin dans la cité de Montréal soit lu une deuxième fois

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des chemins à barrières de la rive sud à Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à la Commission des chemins à barrières de la rive sud à Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que la Commission des chemins de Lévis, qui sera nommée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, avec l'assentiment préalable du ministre de la Voirie, pourra se choisir un secrétaire et retenir les services de toutes personnes compétentes dont elle pourra avoir besoin et que les rémunérations de ces officiers seront fixées par la Commission et payées par elle, ainsi que les frais d'administration et autres déboursés, à même les fonds dont elle a le contrôle en vertu de ladite loi.

Adopté.

2. Que la Commission créée sous l'autorité de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera dissoute de plein droit à l'expiration des cinq années qui suivront la date de la création de la corporation, et que son actif et son passif seront alors distribués entre les municipalités intéressées, conformément aux prescriptions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que, avant de procéder à la reconstruction d'un chemin en vertu de la section 11 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, la Commission pourra faire un plan pour élargir ou modifier le tracé de ce chemin, et que, après que le leader du gouvernement en conseil aura approuvé ce plan elle pourra acquérir par achat, donation ou expropriation,

les terrains désignés dans ce plan pour servir à l'élargissement ou à la modification du tracé du chemin; et qu'elle sera dispensée de reconstruire et d'entretenir, après que le chemin modifié sera construit, les portions de l'ancien chemin que le plan indique comme ne devant plus faire partie du nouveau tracé;

Adopté.

4. Que, dans le cas de difficultés entre les parties au sujet d'une expropriation, les questions qui s'élèveront seront réglées conformément aux dispositions des articles 6555, 6556, 6557, 6558, 6562 et 6565 à 6591, inclusivement, des statuts refondus, 1909, tels qu'amendés, et que les mots "la compagnie", partout où ils se rencontrent dans ces articles, désigneront la Commission des chemins de Lévis et les mots "chemin de fer" le chemin à construire.

Adopté.

5. Que le juge pourra en tout temps accorder à la Commission la possession préalable des terrains requis aux conditions qu'il prescrira.

Adopté.

6. Qu'en décidant de l'indemnité à payer, le juge pourra, lorsque la chose pourra convenablement se faire, attribuer au propriétaire exproprié la propriété du terrain occupé par l'ancien chemin, et lui tenir compte de la valeur de ce terrain.

Adopté.

7. Que toute municipalité intéressée dans les chemins et ponts mentionnés dans la loi qui accompagne les présentes résolutions pourra se prévaloir de la loi des bons chemins, 1912, et de ses amendements, avec des modifications:

a. Qu'au lieu de remplir les formalités exigées par la section 2 de ladite loi des bons chemins, 1912, la municipalité intéressée n'a, pour se prévaloir de ladite loi, qu'à adopter une résolution pour s'engager à payer au trésorier de la province l'intérêt, au taux de trois pour cent pendant quarante et un ans, sur les deniers qui seront dépensés par la Commission pour la construction des chemins et ponts situés dans ses limites. Cette résolution doit, en même temps, autoriser le maire ou préfet et le secrétaire-trésorier ou greffier, selon le cas, à signer des coupons pour constater les obligations de la municipalité, à mesure que le gouvernement fournira à la Commission les deniers requis.

b. Que les dossiers nécessaires seront payés à et contrôlés par la Commission nommée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions; et

c. Que les travaux seront exécutés par elle conformément à la section 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

8. Que la municipalité intéressée restera toutefois soumise aux autres prescriptions de la loi des bons chemins, 1912, et ses amendements - sauf les sections 5, 5a et 22 - et que la Commission assumera les obligations imposées par les articles 14, 15 et 17 de ladite loi et ses amendements, *mutatis mutandis*.

Adopté.

9. Que la Commission des chemins de Lévis, après que les travaux entrepris seront terminés dans une municipalité, pourvoira à leur entretien convenable, et qu'elle fera faire elle-même les travaux d'entretien et de réparations et devra, avant le premier mai de chaque année, ou à toute autre époque si nécessaire, transmettre au ministre de la Voirie, à la cité de Lévis et aux municipalités intéressées un état des sommes requises pour l'entretien des chemins dans chacune d'elles; et que l'entretien des chemins d'hiver sera toutefois à la charge seulement des municipalités dans lesquelles ils seront situés.

Adopté.

10. Que la moitié du coût de l'entretien sera payable par la municipalité intéressée, un quart par la cité de Lévis, et qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner le paiement de l'autre quart, à même le fonds consolidé du revenu de la province, pourvu, toutefois, que le coût total de l'entretien, des frais d'administration, salaires et autres déboursés, n'excède pas une somme annuelle de \$5,000; et que le surplus, s'il y en a, sera à la charge de la municipalité dans laquelle le chemin est situé.

Adopté.

11. Que jusqu'à ce que lesdits travaux de reconstruction soient terminés d'une manière complète et permanente, la Commission pourra les entretenir d'une manière provisoire en suivant les formalités prescrites par les présentes résolutions.

Adopté.

12. Que la Commission déterminera, chaque fois qu'il en sera besoin, le montant payable par chaque municipalité intéressée et par la cité de Lévis, pour payer les travaux de construction, d'entretien et de réparation desdits chemins et ponts, les frais d'administration, les salaires et les autres déboursés, fixera le délai dans lequel ce montant devra être payé et après lequel il portera intérêt, et rendra des ordonnances signés par son président, enjoignant à chacune des municipalités intéressées et à la cité de Lévis de lui payer le montant ainsi déterminé.

Adopté.

13. Que ces ordonnances auront la valeur d'un jugement émanant de la Cour supérieure du district de Québec condamnant une corporation municipale au paiement d'une somme de deniers; que des copies pourront en être certifiées véritables par le secrétaire de la Commission; et que l'accusé de réception d'une copie d'une telle ordonnance, signée par le secrétaire-trésorier ou le greffier d'une corporation municipale, fera preuve de la signification de l'ordonnance au bureau de cette corporation.

Adopté.

14. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, si une proclamation est lancée en vertu de la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, d'autoriser l'échange de débetures dites privilégiées émises sous l'autorité des syndics ayant le contrôle des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, s'élevant à la somme de \$41,384, pour des débetures de la province, de la même dénomination, portant un intérêt annuel de cinq pour cent à compter de leur émission et remboursables dans une période n'excédant pas quarante ans.

Adopté.

15. Que le trésorier de la province, après autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, devra émettre les débetures ci-dessus, en la forme déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

16. Que tout porteur de débetures qui échangera celles qu'il détient pour des débetures du gouvernement devra, en faisant cet échange, renoncer en faveur du gouvernement à tout recours qu'il pourra avoir sur l'actif des syndics.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 38 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive sud à Québec.

Commission des chemins à barrières de la rive sud à Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 relatif à

la Commission des chemins à barrières de la rive sud à Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a quelques années, le gouvernement annonçait son intention d'abolir toutes les barrières de péage. Suivant cette politique, nous avons aboli successivement les barrières de Québec, puis celles de la rive nord. Il ne restait plus guère que celles du comté de Lévis. Nous avons cru que le temps était venu de faire disparaître complètement les derniers vestiges de cet ancien système.

Nous avons adopté dans cette nouvelle législation les mêmes principes que pour l'abolition de la rive nord.

1. Il y aura une commission de 3 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'entretien et la reconstruction des chemins.

2. Les débetures de la commission des chemins pourront être échangées pour des débetures de la province.

3. La moitié du coût d'entretien est payable par la municipalité intéressée, un quart par la cité de Lévis et l'autre quart par la cité intéressée, un quart par la cité de Lévis et l'autre quart à même le fonds consolidé du revenu de la province, pourvu que le coût total n'excède pas \$5,000.

Le surplus, s'il y en a, est à la charge de la municipalité. Telles sont les grandes lignes de la législation proposée.

La commission des syndics des chemins à barrières de la rive sud est dissoute à toutes fins que de droit. Cette dissolution, cependant, ne prend effet qu'après proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un curateur aux biens desdits syndics.

Il ne doute pas que cette législation fera grand plaisir au comté de Lévis et en particulier à son député.

M. Roy (Lévis) félicite le ministre et aussi le gouvernement.

Tous les comtés sont intéressés à voir disparaître les barrières. Et le comté de Lévis, tout particulièrement. Il y a eu tant d'incidents désagréables, dans ces derniers temps, que tout le monde sera heureux de les voir disparaître. Il y a aussi un autre point. Autrefois nous n'avions pas ces camions automobiles qui détériorent aujourd'hui les chemins. Avec cette nouvelle commission, le gouvernement prendra lui-même le soin de réparer ces chemins et de les remettre plus tard aux municipalités. Nous avons donc toute raison d'être satisfait.

Je crois que la politique du gouvernement sera particulièrement agréable à ceux que je représente. C'est pourquoi je suis fier et heureux au nom du comté de Lévis de remercier le gouvernement.

Il indique les difficultés qui pourraient surgir plus tard au sujet du paiement du coût d'entretien des rues où passent les tramways à cause de contrats existant entre la compagnie des tramways et la ville de Lévis.

Un nouvel article est alors ajouté et se lit comme suit:

20. Nonobstant tout contrat existant, la confection ou l'entretien, soit pendant l'été ou pendant l'hiver, de chemins ou parties de chemins ci-devant sous le contrôle de la Commission des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, et dans lesquels circule le tramway de The Levis County Railway, seront réglés et déterminés à l'instance d'une municipalité intéressée, de ladite compagnie de tramway, ou de la commission créée par la présente loi, quant à la part contributoire de The Levis County Railway, par la Commission des services d'utilité publique de Québec, si cette commission croit juste et équitable de faire contribuer ladite compagnie à la confection ou à l'entretien desdits chemins.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Surintendant médical général pour les asiles d'aliénés

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la nomination d'un surintendant médical général pour les asiles d'aliénés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un surintendant médical général des asiles d'aliénés ayant un contrat avec le gouvernement, avec un traitement n'excédant pas quatre mille piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

2. Qu'il sera payé au surintendant médical général, pour frais de voyage, à même le fonds consolidé du revenu, la somme de six piastres par jour, y compris les jours nécessairement occupés par le déplacement, aller et retour de l'endroit de sa résidence, et que l'état de ces frais devra être accompagné d'un certificat établissant le nombre de jours pour lesquels il a le droit de faire la demande de paiement.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 45 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la nomination d'un surintendant médical général pour les asiles d'aliénés.

Surintendant médical général pour les asiles d'aliénés

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45

amendant les statuts refondus, 1909, concernant la nomination d'un surintendant médical général pour les asiles d'aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) prend la parole.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) lui explique que l'on veut donner un chef à nos surintendants d'asiles, qui aura l'autorité de faire des suggestions à ces derniers.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): La création de ce nouveau poste est inutile, nos asiles ayant d'excellents surintendants.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi créer un nouveau poste de fonctionnaire quand on prétend n'avoir pas d'argent pour payer ceux qu'on emploie déjà?

Feu M. Villeneuve n'avait qu'un salaire de \$3,000.00, quand on veut en donner un de \$4,000.00 à ce surintendant général et lui payer \$6 par jour pour ses dépenses de voyage.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): C'est justement le Dr Villeneuve dont je n'ai pas besoin de faire l'éloge que je voulais nommer à ce poste.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins de grande communication

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant les chemins de grande communication.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que son honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose: 1. Que lorsque le ministre de la Voirie considérera qu'un chemin à raison des intérêts agricoles ou industriels de la région que ce chemin traverse, ou du roulage auquel il est soumis, est un chemin de grande communication, il pourra, en se conformant aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit prescrire ce qui doit être fait pour le construire, le réparer, l'améliorer ou l'entretenir, soit faire exécuter ce qu'il a ainsi prescrit, aux frais de la corporation municipale intéressée.

Adopté.

2. Que la corporation municipale qui a juridiction sur le chemin dont l'élargissement ou la modification du tracé est requis, aura le pouvoir, si elle est régie par le Code municipal de Québec, en se conformant aux dispositions du titre vingt-sept du Code municipal de Québec (arts 787 à 802) ou, si elle est régie par une charte, en se conformant aux dispositions de cette charte relative aux expropriations, de s'approprier les terrains que le ministre de la Voirie ordonnera d'acquérir, et que, dans ce cas, les restrictions imposées aux pouvoirs d'expropriation d'une corporation de comité ou de campagne, par l'article 789 du Code municipal de Québec, ne s'appliqueront pas.

Adopté.

3. Que le coût des travaux que le ministre de la Voirie aurait fait faire en vertu de l'article 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que le prix d'achat des terrains acquis, pourront être recouverts, par le trésorier de la province, de la corporation qui aura le contrôle du chemin, par action ordinaire en son nom, dès que le ministre de la Voirie lui en aura fait connaître le montant; et que le certificat du ministre de la Voirie sera final et établira indiscutablement l'exigibilité de la dette contre la corporation désignée.

Adopté.

4. Qu'aussitôt que le trésorier de la province lui aura indiqué le montant dû par une corporation pour travaux exécutés et terrains acquis par le ministre de la Voirie, en vertu de l'article 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le secrétaire-trésorier de cette corporation devra immédiatement, en se conformant aux dispositions du Code municipal de Québec, ou de la charte qui régit la corporation, selon le cas, préparer un rôle spécial de perception et prélever le montant réclamé sur toute la municipalité; mais que, toutefois, si les travaux ont été exécutés dans un chemin de front local qui n'est pas à la charge de la corporation, le conseil pourra ordonner au secrétaire-trésorier de prélever le montant réclamé seulement sur les biens-fonds imposables du rang où se trouve ce chemin de front.

Adopté.

5. Que si les travaux sont exécutés dans un chemin de comté, le conseil du comté, ou le bureau de délégués de comté, selon le cas, pourront, par règlement, déclarer quelles corporations locales seront tenues de payer les travaux exécutés et les terrains acquis, et quelle est la proportion contributoire de chacune; et que, dans ce cas, le secrétaire-trésorier du conseil de comté devra percevoir le montant réclamé suivant ce règlement.

Adopté.

6. Que les sommes payées par une corporation pour l'exécution de travaux prescrits ou faits par le ministre de la Voirie en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pourront être comptées pour l'obtention des subventions dont le paiement est autorisé par la section quinzième du chapitre septième du titre quatrième des statuts refondus, 1909, (arts 2012-2022*d*) telle que remplacée par la loi 1 George V (2e session), chapitre 21, section 1, et amendée par les lois 2 George V, chapitre 21, section 1, 2, George V, chapitre 22, sections 1 et 2, et 4 George V, chapitre 18, section 8.

Adopté.

7. Que les sommes nécessaires à la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront prises par le ministre de la Voirie à même les fonds mis à sa disposition, chaque année, pour l'amélioration et l'entretien des chemins.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 28 concernant les chemins de grande communication.

Chemins de grande communication

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant les chemins de grande communication soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Le but de la loi est de ne pas entraver la politique des bons chemins du gouvernement. On veut forcer les municipalités qui ont négligé ou refusé de faire leur part d'amélioration de telles routes à se prévaloir de la loi des bons chemins. Elle pourront bénéficier de tous les avantages de la loi, tout comme si elles eussent agi de bon gré. On pourvoit à ce qu'une municipalité prospère puisse aider une municipalité pauvre dans les travaux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce le gouvernement qui paiera?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Non, ce sont les municipalités qui paieront.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) craint que cette loi ne porte atteinte à l'autonomie des municipalités. Il pose plusieurs questions sur le fonctionnement de la loi.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) cite quelques cas particuliers dans lesquels la loi sera appliquée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**Emmagasinement des eaux des rivières
Sainte-Anne et Savane**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi 7 George V, chapitre 5, et dans la rivière Savane, tels qu'indiqués dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, pour une somme n'excédant pas en tout deux cent mille piastres au lieu d'une somme n'excédant pas trente mille piastres, tel que prescrit par la section 5 de ladite loi.

Adopté.

2. Que ce ou ces emprunts seront effectués en la manière et aux conditions fixées par la section 5 de ladite loi 7 George V, chapitre 5.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 156 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane.

**Emmagasinement des eaux des rivières
Sainte-Anne et Savane**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant

certaines pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Emmagasinement des eaux
de la rivière Jacques-Cartier**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux emprunts nécessaires pour la construction de certains travaux par la Commission des eaux courantes de Québec, dans la rivière Jacques-Cartier.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi 7 George V, chapitre 4, il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour une somme n'excédant pas en tout \$200,000.00 au lieu d'une somme n'excédant pas \$50,000.00 tel que prescrit par la section de ladite loi.

Adopté.

2. Que ce ou ces emprunts seront effectués en la manière et aux conditions dictées par la section 4 de ladite loi 7 George V, chapitre 4.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Travaux de la Chambre

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve qu'on va trop vite. On parle de prorogation et voici que toutes ces résolutions nous arrivent ensemble. Il faut pourtant que ces résolutions soient préparées depuis longtemps puisqu'on parle d'assentiment du lieutenant-gouverneur. Celui-ci est absent depuis assez longtemps.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais nous sommes en communication avec lui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment? Combien de fois?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Trois fois par jour. Nous sommes en communication constante.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que les temps sont changés, alors!

**Emmagasinement des eaux
de la rivière Jacques-Cartier**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 157 amendant la loi 7 George V, chapitre 4, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Cours de magistrats
dans le comté du Lac-Saint-Jean**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 concernant la juridiction de certains cours de magistrats dans et pour le comté du Lac-Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies de Québec

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 concernant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que la chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il n'y aurait pas moyen d'empêcher les compagnies insolubles de faire autant de ravages dans la province de Québec. N'y aurait-il pas lieu de légiférer comme on l'a fait dans le cas des associations de secours mutuels pour empêcher certains agents d'exploiter le public surtout dans nos campagnes avec la vente de parts de mines et d'autres entreprises à condition que le gouvernement construise des chemins de fer près des propriétés.

Il cite plusieurs cas où les cultivateurs se sont fait prendre et ont perdu de l'argent dans des compagnies dont les parts ne valaient rien.

Ce sont surtout les compagnies minières qui, sur le point de tomber en faillite, envoient des agents dans les campagnes reculées où il est plus facile d'exploiter les gens.

Il voudrait que les compagnies fassent un rapport annuel au secrétaire ou au trésorier de la province. Si le rapport n'était pas satisfaisant, le gouvernement pourrait alors prendre les moyens de protéger le public. Le gouvernement devrait, de plus, exiger un certificat avant d'incorporer aucune compagnie.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): La loi est sévère à ce sujet. Les lettres patentes ne sont émises qu'après une inspection sévère et complète des affaires de chaque compagnie.

Cependant, comment le gouvernement pourrait-il surveiller et prévoir la tournure des affaires d'une compagnie? On comprend que le gouvernement ne peut pas empiéter sur le domaine public au point de s'ingérer dans les affaires d'une corporation particulière. Si le chef de l'opposition a une idée, un moyen, qu'il propose un amendement à la loi et nous l'étudierons.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) et l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) expliquent que les cas mentionnés par le chef de l'opposition ne pouvaient pas être assimilés à ceux des sociétés de secours mutuels. Les victimes ont leur recours en vertu de la loi actuelle. Elles peuvent s'en prévaloir. Il n'est pas possible de prévenir ces méfaits par une législation.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Appels au Conseil privé

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 abrogeant les dispositions du Code de procédure civile concernant les appels au Conseil privé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Barreau de la province de Québec

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations

M. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, du mois d'octobre 1916 au mois de décembre 1917. (Document de la session no 24)

Travaux de la Chambre

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'informe des travaux de la Chambre pour le lendemain.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Demain le gouvernement va présenter une loi de prohibition et l'on continuera le débat sur la motion de l'honorable M. le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) concernant l'instruction obligatoire et l'uniformité des livres.

La séance est levée.

Séance du mercredi 6 février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité recommande la réimpression de ce bill.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport

Votre comité a entendu le 5 courant MM. I. Montreuil, A. DeVarennes, E. Émond, N. Matte, A. Secord, G. Rogers, E.-R. Hodgins.

Votre comité a aussi entendu le 6 du courant, MM. J. J. Connelly, W. M. Neal, J. R. Tiffins, J. E. Morazin, et J.-E. Lepage et s'est ensuite ajourné à vendredi le 8 du courant à 10 heures et demie a.m.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 26 pourvoyant à la protection des édifices publics contre les incendies;
- bill 46 pourvoyant à un jour de repos par semaine pour les employés dans certaines industries.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 110 amendant la charte de la corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande l'agrément de l'Assemblée législative:

- bill D amendant l'article 400 du Code civil.

Corporation des juifs anglais, allemands et polonais de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 amendant la charte de la corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code civil, article 400

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill D du Conseil législatif amendant l'article 400 du Code civil soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Relevé des chemins municipaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il fait faire un relevé des chemins municipaux de la province?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre de milles?

3. Combien de milles macadamisés?

4. Combien de milles gravelés?

5. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé depuis 1910 jusqu'à ce jour pour le macadamisage et le gravelage de ces chemins?

6. Quel montant total le gouvernement a-t-il emprunté pour rencontrer ces dépenses?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1 et 2. Le gouvernement n'a pas fait le relevé de tous les chemins de la province, mais en 1917, en vue de l'entretien, il a fait faire le relevé complet des chemins macadamisés ou gravelés.

3 et 4: (Voir la liste ci-dessous)

	Milles :
Macadam à l'eau	1,355.53
Macadam bitumineux.....	50.01
Chemins en béton.....	27.37
Chemins en rocmac.....	7.18
Chemins en tarvia	6.66
Gravelage	762.72
Empierrement.....	19.75
Béton asphaltique.....	1.09
Fondation	6.00
Terrassements	2.80
(y compris les routes provinciales)	2,239.11

5. du 1er juillet 1910 au 31 décembre 1917: \$ 15,601,490.70

6. \$ 5,850,805.32.

Comité catholique de l'instruction publique

M. Tessier (Rimouski): 1. Combien de membres composent actuellement le Comité catholique de l'instruction publique?

2. Quels sont les membres laïques de ce comité?

3. Quand chacun d'eux a-t-il été nommé?

4. Combien de fois s'est réuni ce comité depuis le 1er janvier 1913, à quelle date chaque session a-t-elle été tenue, combien de temps a duré chacune d'elles?

5. Quels sont les membres laïques de ce comité qui ont assisté à chacune de ces sessions?

6. Combien ce comité a-t-il coûté au gouvernement depuis le 1er janvier 1913?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): 1. 37, dont 4 membres adjoints.

2 et 3:

L'honorable juge Sir H. Archambault, nommé le 12 décembre 1890;

L'honorable Thomas Chapais, nommé le 3 décembre 1892;

L'honorable Sir Lomer Gouin, nommé le 10 mai 1898;

L'honorable juge J.-E. Robidoux, nommé le 12 septembre 1900;

L'honorable Dr J.-J. Guérin, nommé le 11 septembre 1901;

L'honorable Hector Champagne, nommé le 4 mai 1905;

L'honorable juge Mathias Tellier, nommé le 7 juillet 1905;

L'honorable juge Paul-G. Martineau, nommé le 24 novembre 1908;

L'honorable L.-J. Perron, nommé le 27 octobre 1909;

M. Jules-Édouard Prévost, nommé le 1er décembre 1909;

L'honorable juge Sir F.-X. Lemieux, nommé le 25 octobre 1911;

L'honorable juge Sir Rodolphe Roy, nommé le 19 août 1912;

M. Patrick-M. Wickham, nommé le 25 mars 1912;

M. John Ahern, nommé le 24 juillet 1912;

M. Hyacinthe-A. Fortier, nommé le 17 octobre 1913;

M. Ernest Lapointe, nommé le 8 juin 1916;

M. Napoléon Brisebois, nommé le 14 mai 1915;

M. Nérée Tremblay, nommé le 13 septembre 1916.

4. Quatorze fois: le 14 mai 1913, 2 séances; les 24 et 25 septembre 1913, 4 séances; le 4 février 1914, 2 séances; le 13 mai 1914, 2 séances; les 23 et 24 septembre 1914, 4 séances; le 13 février 1915, 2 séances; le 11 mai 1915, 1 séance; les 22 et 23 septembre 1915, 3 séances; le 2 février 1916, 1 séance; le 10 mai 1916, 1 séance; le 27 septembre 1916, 2 séances; le 7 février 1917, 1 séance; le 9 mai 1917, 2 séances; les 26 septembre 1917, 2 séances.

5. Le rapport annuel du surintendant, qui a été soumis chaque année à la législation, donne la liste des membres du Comité catholique qui ont assisté à chacune des séances de ce comité.

6. \$11,048.85.

Dépôts judiciaires

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-il vrai que l'intérêt des dépôts judiciaires à la banque paie les frais d'administration de ces dépôts?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Oui.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 18 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Biens de succession sujets à l'impôt

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 18 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Demande de documents:

École technique, uniformité des livres et instruction obligatoire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion proposée le jeudi 31 janvier dernier: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies des résolutions du Congrès des Métiers et du Travail du Canada transmises au gouvernement, relativement à l'École technique, à l'uniformité des livres et à l'instruction publique obligatoire et copies de toutes résolutions des commissions scolaires, d'autres corps publics ou de toutes autres personnes demandant au gouvernement l'établissement de l'instruction obligatoire dans certaines municipalités scolaires.

M. Francoeur (Lotbinière) félicite d'abord son collègue de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur cette question de l'instruction publique qui est certes la plus importante de toutes celles qui peuvent occuper la Législature.

Cette question est au-dessus du domaine politique et il faut l'étudier sans passions et sans préjugés. Il regrette que certaines gens manifestent une mentalité qu'il qualifie de camouflage religieux et politique qui les porte à prêter des motifs à tous ceux qui discutent les questions publiques, surtout l'instruction publique. C'est à cause de cette regrettable mentalité qu'on est rendu, en certains quartiers, à éprouver de la gêne quand on parle d'éducation.

Après avoir énuméré le programme suggéré par le député de Saint-Hyacinthe pour améliorer notre système d'enseignement, il croit qu'il est bon de rappeler les débuts de l'instruction publique dans notre province. En 1700, nous n'avions pas, pour

ainsi dire, d'instruction publique. Pendant tout près d'un siècle, après la cession, on a discuté un projet d'enseignement populaire dans la province de Québec avant que les Canadiens français consentissent à accepter un système favorable au maintien de leur langue et de leur religion. Seuls, quelques couvents et collèges donnèrent pendant ce siècle l'éducation à quelques enfants privilégiés des familles à l'aise. Et encore fallait-il étudier dans des manuscrits, puisque toute importation de France était interdite. Ce n'est qu'en 1846 qu'on fit la première tentative sérieuse d'organisation scolaire et que fut sanctionnée la loi qui servit de base à celle de l'instruction publique d'aujourd'hui. Mais c'est avec beaucoup de peine que le clergé réussit à la faire accepter au public. On craignait toujours quelque machination nouvelle pour angliciser et "protestantiser" les enfants. À vrai dire, ce n'est qu'après la Confédération que notre système éducationnel fonctionne régulièrement et sans entraves.

Résumons brièvement les progrès accomplis depuis cette date, c'est-à-dire un demi-siècle, dans le nombre d'établissements d'enseignement, d'instituteurs et d'institutrices ainsi que leur traitement; le nombre d'enfants fréquentant les écoles de même que les sommes versées pour l'éducation par les contribuables ou le gouvernement provincial:

	1867	1916
Nombre d'écoles primaires	3,907	7,288
Nombre de titulaires	4,436	17,284
Nombre d'élèves	212,837	499,718

En 1918, le nombre total des enfants en âge de fréquenter les écoles est de 543,873, enrôlés 464,447; l'assistance moyenne est 85.39 % dans les écoles primaires: élémentaires, modèles et académiques.

	1867	1916
Contribution du gouvernement	\$256,762	\$1,882,838
Contribution des contribuables	\$1,313,149	\$10,533,769

Traitement des instituteurs et institutrices

	1905-1906	1915-1916
Traitement moyen des instituteurs	\$707	\$966
Traitement moyen des institutrices	\$155	\$273

<i>Écoles normales</i>		
	1905-1906	1915-1916
Nombre d'écoles normales	6	14
<i>Coût de l'instruction par élève</i>		
L'enseignement a coûté par élève	\$12.03	\$25.80
<i>Illettrés dans Québec</i>		
	1901	1911
Nombre d'illettrés (voir <i>Annuaire de Québec</i> , année 1915, page 197) de la population de 5 ans et au-dessus	17.71 %	12.66 %

Quant aux illettrés, tel que le démontre le volume 2, page 13, du recensement du dominion en 1911, il est vrai de dire que la proportion pour Québec était de 12.60 %, pour tout le dominion. Cependant, pour celui qui désire noter le progrès accompli par Québec durant les dernières années, le recensement de 1911 démontre que le nombre de ceux capables de lire et d'écrire a augmenté de 6.10 % dans le dominion, de 8.67 % dans Québec, tandis que dans Ontario, il n'a été que de 3.39 %. Le nombre de ceux incapables de lire et d'écrire durant la même période diminue: Canada 3.80 %, Ontario, 2.24 %, Québec, 5.06 %. Ici encore, Québec bat le dominion et Ontario.

Le temps n'est pas arrivé d'imposer une loi d'instruction obligatoire dans la province de Québec qui est la seule à n'en pas avoir dans le moment - toutes les autres provinces en ont une - mais qui est à la tête de toutes les autres provinces, à l'exception de la Colombie anglaise, au point de vue de l'assistance moyenne dans les écoles. Si on consulte *The Canada Year Book, 1916-17*, (écoles élémentaires), on constate que le pourcentage de fréquentation des écoles se répartit comme suit: Île-du-Prince-Édouard, 61, 79; Nouvelle-Écosse, 63, 4; Nouveau-Brunswick, 65, 98; Ontario (année finissant le 31 décembre), 64, 56; Manitoba, 64, 1; Saskatchewan, 58, 70; Alberta, 60, 75; Colombie anglaise (année finissant le 30 juin) 78, 69; Québec (année finissant le 30 juin), 77, 73.

Comme on le voit, des huit provinces où l'enseignement est obligatoire, seule la Colombie anglaise a une moyenne de fréquentation scolaire supérieure à celle du Québec. La fréquentation scolaire pour notre province dépasse la moyenne du dominion qui est de 68.39. Si l'on examine maintenant la situation dans les écoles modèles, les

académies et les collèges classiques dans Québec, on trouve qu'en 1915, la moyenne était de 83.68 et de 84.47.

On peut comparer la fréquentation dans nos académies à celle des "high schools" dans Ontario qui était en 1916, de 61.22.

Dans les campagnes, l'assistance est généralement bonne. Dans les cas de nécessité absolue seulement, les cultivateurs retiennent les enfants au foyer pour les aider aux travaux agricoles. Il n'y a donc pas lieu d'imposer à nos populations rurales une loi de fréquentation scolaire obligatoire. La fréquentation moyenne pourrait peut-être, cependant, être meilleure dans les villes. Dans les villes, il arrive, à cause de multiples attrait de l'extérieur, que des enfants ne fréquentent pas la classe entre 10 et 14 ans. Une loi comme celle proposée par le député de Saint-Hyacinthe pourrait peut-être s'appliquer à ces cas, permettant aux commissaires d'écoles ou aux syndics des grands villages, des villes et des cités de décréter la fréquentation scolaire obligatoire.

Il est inutile de mettre dans nos statuts des lois dont le principe est bon mais dont l'application est impossible.

Quant à l'uniformité des livres, je crois qu'on doit continuer la politique du gouvernement en favorisant la rédaction d'un nouveau livre où la méthode concentrée serait appliquée pour les élèves de troisième année du cours élémentaire. Actuellement, les deux parties de *Mon premier livre* sont pratiquement parcourues dans l'espace de deux ans par les élèves. Le gouvernement pourrait organiser un concours pour la rédaction de ce nouveau volume et le comité catholique serait appelé à décider. Il conseillerait encore que *Mon premier livre*, de même que l'autre que l'on pourrait appeler *Les éléments scolaires* soient vendus au prix de revient aux commissaires d'écoles qui en feraient la demande. Le département de l'Instruction publique retiendrait les sommes dues sur l'octroi de chaque municipalité et celles-ci se rembourseraient auprès des contribuables. De cette façon, il y aurait économie et les parents verraient à ce que les enfants ne gaspillent pas les livres, comme il arrive trop souvent quand on les leur donne. D'ailleurs, *Mon premier livre* peut se vendre cinq sous l'exemplaire et *Les éléments scolaires* pourrait se détailler à dix sous la copie. Rien n'empêcherait que, plus tard, l'on rédige le deuxième degré du cours élémentaire, la quatrième année, d'après la même méthode, décrétant ainsi l'uniformité à l'école primaire élémentaire. La multiplicité des livres d'écoles cause des préjudices

dans les villes ou les cités surtout, et ce sont les classes ouvrières qui en souffrent le plus. Dans les campagnes, elle a quelques inconvénients auxquels il est plus facile de remédier parce que dans ces dernières, les déplacements sont peu fréquents tandis que dans les villes, si une famille change de quartier à tous les mois de mai, elle risque grandement de changer aussi de séries de livres de classe.

Il s'étonne de voir que "les buveurs d'eau laissent apprendre aux enfants que le premier miracle du monde fut le changement de l'eau en vin, aux Noces de Cana." "Moi, je n'y vois aucune objection mais les buveurs d'eau devraient protester car c'est mal préparer la jeunesse à accepter leurs principes."

Il critique aussi les images de *Mon premier livre*. Il trouve que l'illustration du miracle des Noces de Cana est atroce car les traits du Sauveur ne sont pas beaux. Il se plaint qu'on ne pense pas assez à développer le goût de notre jeunesse. Je ne sais pas, ajoute-t-il, s'il ne serait pas temps de supprimer cet exemple! Je serais d'avis qu'on pourrait au moins changer la gravure qui est horrible.

De plus, les renseignements qu'on y donne sont erronés et anciens. Il se dit surpris qu'on laisse encore nos enfants apprendre dans ce livre qui est vieux comme les pierres du chemin, par exemple, qu'il y a encore 12,000 sauvages dans notre province. Il me semble qu'il n'y en a pas autant que cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Barrès avait lu *Mon premier livre*.

M. Francoeur (Lotbinière): Le comité catholique a un peu retardé à décider au sujet des certificats d'études. Dès 1911, les inspecteurs d'écoles réunis en congrès ont exprimé des vœux à l'effet de créer une organisation pour décerner ces certificats. Des résolutions favorables ne suffisent plus. C'est une réforme qui s'impose; elle est désirable pour encourager les enfants à fréquenter l'école plus longtemps et pour leur offrir, par le fait même, un but à atteindre.

Ce certificat s'impose d'autant plus que la loi oblige tous ceux qui désirent occuper des charges publiques à posséder une certaine instruction. Nous avons reconnu le principe dans le Code municipal pour les conseillers. Ce serait un excellent moyen de stimuler l'instruction. Pas un chef de famille ne voudra voir son enfant quitter l'école avant qu'il n'ait son certificat.

Il ne voit pas la nécessité de cette coordination de l'enseignement préconisée par le député de Saint-Hyacinthe. Il croit que si le

programme actuel est bien appliqué et si les instituteurs voient bien à ce qu'on le suive à la lettre, on aura une bonne coordination. Nous avons tous les éléments nécessaires à cette fin. Notre système d'éducation prépare bien les enfants qui se destinent aux études techniques et commerciales. Il faudrait, je l'avoue, augmenter toutefois le nombre de nos inspecteurs d'écoles.

Les districts sont trop grands. Il faudrait que l'inspecteur puisse visiter chaque école au moins trois ou quatre fois par année. En théorie, l'instruction est bien coordonnée mais malheureusement, en pratique, les instituteurs n'étant pas assez bien formés, les résultats ne sont pas satisfaisants.

Les académies commerciales, les écoles spéciales, techniques, polytechniques, de hautes études, forestières, d'arpentage et autres suffisent pour les besoins actuels. Il n'y a donc pas lieu d'établir de collèges publics ou d'externats gratuits.

Je n'ai pas saisi la valeur des arguments du député de Saint-Hyacinthe, de sa proposition des collèges publics. Pour moi, je ne crois pas à la gratuité de l'enseignement. Cette réforme est un leurre. Il faut toujours payer. Le gouvernement ne peut rien faire avec rien.

Quant à la démocratisation du Conseil de l'instruction publique, il croit qu'on pourrait faire quelques suggestions. Il y a certainement des réformes à faire dans la constitution du Conseil de l'instruction publique. Il désirerait que le comité catholique nomme un sous-comité permanent, composé de cinq membres auxquels le gouvernement en adjoindrait quatre autres qui seraient, par exemple, deux députés de la droite et deux de la gauche. Ce comité pourrait aider au Conseil et rendre son travail plus efficace et plus pratique. Toutes les questions demandant une étude un peu prolongée seraient soumises à ce sous-comité qui se réunirait suivant les besoins.

Les décisions de ce sous-comité seraient ensuite présentées à l'approbation du comité catholique à une séance régulière qui pourrait les rejeter sur un vote des trois quarts des membres présents. Les membres du gouvernement seraient nommés pour le temps d'une législature.

L'instruction importe à l'amélioration intellectuelle, matérielle et morale d'un peuple. Ce progrès, on y arrivera en développant surtout l'instruction primaire. Il faudrait exiger un minimum d'instruction. Nous ne voulons pas de révolution, pas de mesure radicale. Nous voulons simplement améliorer notre système d'enseignement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite le député de Lotbinière (M. Francoeur) de la modification des opinions jadis radicales et de ses judicieuses remarques sur une meilleure inspection scolaire. Il se plaint de ne plus retrouver en lui le vieux libéral qu'il connut jadis.

Je félicite sincèrement l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) du ton et de l'ampleur qu'il a su donner à son discours, à l'appui de la motion qu'il a mise devant la Chambre. Et si je ne puis accepter toutes les conclusions qu'il a tirées des faits qu'il a énumérés, il est de mon devoir de déclarer que j'appuie certains points qu'il a judicieusement développés. Je ne suis pas de ceux qui croient qu'il importe de critiquer tout ce que préconise un adversaire politique. Le discours du député de Saint-Hyacinthe embrasse beaucoup, peut-être trop de points de vue à la fois. Aussi, n'entreprendrai-je pas de retoucher tout ce qu'il a dit. La question de l'éducation est des plus délicates et difficiles; on ne devrait y toucher, disait feu M. Alphonse Nantel, qu'après de longues et consciencieuses études, car elle est appelée en tout temps à régler la vie des nations et à décider de leurs destinées.

Michelet, en baisant le front d'un enfant, fut étreint par une forte impression car, dit-il: Je sentais profondément qu'en lui, j'embrassais les générations à venir.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe a démontré que notre organisation scolaire souffre de lacunes et ne répond pas, surtout aux besoins nouveaux. C'est ce que je soutiens depuis quelques années. Je l'ai dit dans la *Revue canadienne* de 1905 et depuis, dans cette Chambre. Je l'ai démontré l'autre jour quant à ce qui concerne notre inspection scolaire et au manque de méthode, de système ou de coordination. Nous devrions établir un système basé sur nos besoins nouveaux. Loin de moi l'idée de prétendre que notre organisation a fait faillite dans le passé. Au contraire, elle a produit de bons résultats. Et ceux qui l'ont dirigée et la dirigent encore ne méritent pas notre censure. Fait-on suffisamment aujourd'hui? Il faut tenir compte de notre position spéciale dans ce pays et des luttes que nous avons à faire pour la conservation de nos traditions religieuses et nationales. Il importe encore d'exprimer notre reconnaissance au clergé qui fut et est encore le grand apôtre de notre éducation et le gardien toujours éveillé de nos traditions. Je parle ainsi non seulement comme catholique convaincu mais comme homme public ayant le souci de reconnaître le mérite.

Ce n'est pas notre instruction à base de christianisme ou de catholicisme que je désire discuter. Je ne veux pas non plus donner à l'état les droits que ma religion confère si judicieusement au père de famille. Dans sa cinquième conférence à la Yale Divinity School, le professeur Pepper de Philadelphie dit que: Les catholiques romains ont le meilleur système d'éducation possible et, ajoute-t-il, je suis sûr que l'heure viendra où un mouvement naîtra, tendant à remettre à chaque dénomination religieuse l'éducation des enfants de sa croyance. C'est plutôt les détails, le système général, que je désire discuter.

Le député de Saint-Hyacinthe a préconisé, comme principaux remèdes à nos maux, l'  cole obligatoire et l'uniformité des livres. Il me permettra de différer d'opinion, d'abord sur le premier point. Je n'hésite pas à proclamer l'obligation morale pour les parents de donner à leurs enfants l'instruction nécessaire pour en faire des citoyens éclairés, utiles à la société et capables de donner à leur pays les produits de leurs talents, non pas que je prétende que tous les hommes doivent recevoir la même instruction, car l'égalité de compétence est impossible et même indésirable, parce qu'elle susciterait le désordre et l'anarchie.

Mais admettre le principe de l'  cole obligatoire, c'est admettre le droit de violenter la conscience du père de famille et d'empiéter sur leurs droits. Avec le système que nous avons, ce danger ne peut être appréhendé, dit-on, mais qui nous dit que ce système ne serait pas radicalement réformé demain? L'instruction volontaire offre moins de danger parce qu'elle n'oblige pas le père de famille à envoyer son enfant à une   cole où s'enseignent des choses contraires à la conscience. Elle exige que l'enfant ait un certain degré d'instruction. Mais comment appliquer rigoureusement cette loi? N'est-il pas mieux d'employer d'autres moyens pour arriver au même résultat? Par exemple, les nouvelles obligations de notre Code municipal ne fournissent-elles pas un de ces moyens? Tout contribuable doit savoir lire et écrire pour occuper les charges de maire, de conseiller, de commissaire d'écoles, etc.

On pourrait ajouter d'autres moyens dans ce sens. Ne faut-il pas tenir compte du problème de la rareté de la main-d'œuvre de plus en plus alarmant et désastreux?

J'aborderai tout à l'heure la question de l'uniformité des livres.

Le député de Saint-Hyacinthe a sévèrement critiqué notre enseignement classique où il a semblé trouver la source de nos maux. On trouve des

lacunes, des manques dans tous les systèmes. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les revues pédagogiques des pays étrangers et même des pays que certains de nos réformateurs considèrent comme les plus avancés. Dans les provinces de France, en Belgique et ailleurs, on signale des lacunes plus considérables que celles dont nous devons nous plaindre ici. Un organe de la libre pensée, le *Libertaire* de France disait: Le congréganiste est mieux placé que l'instituteur pour enseigner et l'élève des frères qui a atteint l'âge de 10 ou 12 ans sait généralement écrire, lire et s'exprimer correctement tandis que beaucoup d'élèves quittent la laïque, ne le sachant pas.

Dans la *Revue de Paris*, M. Blumingham, vantant le système scolaire de Suède où l'école est obligatoire, admet cependant que là aussi, l'enseignement est opprimé par des programmes trop chargés. Même dans le livre de Firmin Roz sur *L'âme américaine*, on trouvera des lacunes aux Etats-Unis, bien que les nouveaux programmes scolaires, du point de vue affaires, soient merveilleusement adaptés aux besoins de la vie courante de l'Amérique commerciale et industrielle.

Nous avons beaucoup d'écoles. Nous avons des cours publics, des cours de littérature, d'histoire et de science. Nos conférences universitaires, dans une certaine mesure, jouent le rôle des universités populaires d'Europe que Maurice Pelisson considère comme des œuvres auxiliaires et complémentaires de l'école. Par nos écoles du soir, par les cours de la Société des arts, de nos conservatoires trop modestes et je devrais pouvoir y ajouter les cours ménagers et techniques, nous avons les cours complémentaires, professionnels et manuels comme il en existe à Paris et ailleurs. Gardons-nous d'ignorer ce que nous avons. Mais ce qui nous manque, c'est la coordination, c'est l'efficacité dans l'ensemble.

En entendant l'honorable député de Saint-Hyacinthe critiquer le programme de nos collèges classiques, je me représentais Jules Lemaître encore trop moderniste qui, en 1902, disait: J'ai pioché le latin et le grec et passé quantité d'examens jusqu'à l'âge de 22 ans; j'ai été pendant neuf ans professeur d'université et j'ai fait des centaines de bacheliers ès lettres. Je suis ce qu'on appelle un mandarin. Or à l'heure qu'il est, je ne sais plus un mot de grec et il ne m'arrive pas trois fois par an de lire du latin: la vie est trop courte. Cependant, je connais de plus en plus que je ne sais rien. J'ignore l'anglais que parle la moitié du monde et je sais si peu d'allemand que c'est pitié. Je ne suis même pas capable de voyager avec fruit. J'ai oublié le peu que j'ai su des sciences

physiques et naturelles. Mes membres sont gauches et lourds. Je ne possède pas un métier manuel et je serais, dans une île déserte, le plus dépourvu des Robinson...

Mais depuis, on s'est ressaisi en France et l'on posait déjà, avant la guerre, le problème de l'enseignement secondaire. Et en 1913, le ministre de l'Instruction publique d'alors se prononçait nettement pour les humanités contre le système qui les avait dégradées en 1902. Un grand publiciste de France, Urbain Gohier écrit: Les humanités sont le meilleur instrument pour la culture des cerveaux français et la formation des caractères français, parce que nos cerveaux et nos caractères tiennent par toutes leurs cellules et toutes leurs fibres aux Grecs et aux Latins. Il n'y a pas de meilleure raison à donner. Il est établi, qu'en France, bien des réformes opérées n'ont pas produit les bienfaisants résultats qu'on en attendait. Je cite ces témoignages pour conclure qu'il serait imprudent de critiquer sévèrement nos institutions classiques et de préconiser des changements radicaux. Il serait injuste de tenir nos collèges classiques responsables de toutes nos insuffisances classiques, dit un sociologue français. Nos collèges classiques nous ont formé une pépinière d'hommes d'élite dont nous avons droit d'être fiers et il suffit de jeter un coup d'oeil dans ce Parlement pour s'en convaincre. N'ignorons pas non plus le mérite de nos couvents. Ces institutions furent et sont encore, suivant une expression de Barrès, nos postes de civilisation, nos demeures de l'intelligence, les maisons de la pensée religieuse et nationale. Aimons-les toujours. Le mal n'est pas dans le collège classique; il est dans le manque de système général, de méthode.

Mais ces restrictions étant faites, et tenant compte des besoins nouveaux créés par la situation difficile et dangereuse causée par les bouleversements de la guerre, ne devons-nous pas chercher à améliorer notre organisation d'enseignement et à établir un véritable système scolaire?

Un économiste canadien qui jouit d'une haute réputation méritée chez l'élite de notre société, M. Montpetit, parlant de notre avenir, n'a-t-il pas dit: Comptons-nous; trop peu répondront à l'appel du côté des spécialistes. Nous n'avons pas de philosophes, à moins que nous en soyons tous; nous avons peu d'écrivains, insuffisamment de professeurs. Restent les artistes qui se connaissent tous. On nous répond; cela viendra plus tard. Évidemment, évidemment ... Il faut, si nous voulons créer des compétences, les laisser se former, se cristalliser en quelque sorte. Et ce qui vaut mieux, la

politique finira par y trouver son profit: ces compétences, elle les consultera et elle leur demandera de lui donner des hommes prêts au devoir, sûrs d'eux-mêmes, disposés à la lutte, déjà vainqueurs. Et nous revenons ainsi, par un chemin détourné, à la science, à l'enseignement, à l'école. C'est le secret où se forment les spécialistes. Nous avons garde d'oublier ceux qui, le labeur fini, se remettent à l'étude. Excellente chose. Il ne suffit pas d'exercer un métier; il faut avoir, en sus, des idées générales. L'école franchie, l'expérience commence que complète, que doit compléter la culture individuelle. Il est vrai. Mais l'école demeure le centre où l'on s'attarde à apprendre, où se prépare l'avenir.

Bornons-nous aux écoles professionnelles. Elles sont déjà nombreuses: écoles techniques, écoles ménagères, instituts agricoles, école polytechnique, École des hautes études commerciales. Elles existent; le malheur c'est qu'on ne les fréquente pas assez; c'est qu'on ne paraît pas avoir compris l'importance primordiale de la fonction qu'elles remplissent. C'est de là pourtant que sortiront les compétences; que seront formés ceux qui désirent connaître un métier, posséder une profession et qui, par surcroît, veulent être en mesure, le cas échéant, de servir leur pays et d'aider à la conquête économique, comme d'assurer notre marche vers la supériorité.

Pour ce qui concerne nos littérateurs et nos philosophes, nous en avons plus que ne dit M. Montpetit, mais ils restent trop ignorés ou méprisés, à cause de notre engouement pour les œuvres étrangères. L'État devrait mieux encourager nos hommes de lettres et de sciences pour les forcer à produire les œuvres qui nous sont nécessaires.

Le remède à ce vice éducationnel, c'est la création du véritable système que j'ai préconisé pour nos campagnes: écoles élémentaires où l'enseignement doit être simplifié et nationalisé, tout en restant à base religieuse; une école modèle par village et une ou deux académies par comté, sous la haute direction d'un inspecteur compétent. À la discrétion de cet inspecteur, l'élève de l'école élémentaire passera à l'école modèle et ensuite à l'académie. C'est l'inspecteur qui jugera les aptitudes et avisera les parents. De cette façon, nos écoles techniques ou commerciales trouveront des sujets préparés. C'est à cause du manque de ce système que ces écoles ne trouvent pas le nombre d'élèves désirés. Nos collèges aussi y trouveront des élèves bien préparés à l'enseignement classique, des élèves qui connaîtront ce qui ne s'enseigne pas suffisamment, dit-on, dans nos institutions d'enseignement

secondaire; l'arithmétique, la tenue de livres, l'anglais, le génie des affaires, la géographie, l'histoire du Canada. De cette façon, nos collégiens, à la fin de leurs cours classiques, embrasseront la vie religieuse ou toute autre profession avec un outillage intellectuel, une formation, des aptitudes conformes aux besoins de leurs carrières et de la société. De cette façon, nous aurons des esprits dirigeants dont la compétence reconnue et appréciée donnera aux subalternes une orientation éclairée et nous aurons la coordination entre les différentes branches de l'enseignement. Jusqu'à aujourd'hui, on a exigé tout ce bagage de nos collèges classiques. Ce qui est une impossibilité. On semble avoir mal compris le rôle de nos collèges.

J'aborde maintenant la question de l'uniformité des livres. L'honorable député de Saint-Hyacinthe l'a traitée surtout du point de vue des villes; j'aborderai le point de vue de la campagne.

Nous avons des règlements pour atteindre le but désiré. Malheureusement on ne fait pas observer ces règlements.

Les livres ne doivent pas être uniformes dans toute la province. Les besoins et les mœurs des grands centres, des petites villes rurales et des campagnes ne sont et ne doivent pas être les mêmes. Le choix des livres doit être fait en vue de ces besoins respectifs.

L'article 14 des règlements scolaires du Comité catholique décrète ce qui suit: Les commissaires ou les syndics d'écoles ne feront usage pour toutes les écoles de leur municipalité que de la même série des livres classiques autorisés. Ils en feront une liste qui sera déposée dans chacune des écoles sous leur contrôle.

Cet article est conforme à l'article 2709 du code scolaire.

Pourquoi a-t-on inséré cet article dans les règlements? N'est-ce pas dans le but d'uniformiser autant que possible les livres scolaires dans une paroisse, de façon à ce que l'achat des livres par les parents soit chaque année moins considérable et moins dispendieux? Il arrive trop souvent que le changement de livres est dû à l'incompétence ou au caprice d'une maîtresse. La commission scolaire a le droit d'autoriser par résolution l'usage des mêmes livres. L'inspecteur d'école devrait faire aux commissaires scolaires des représentations efficaces au sujet de l'emploi des livres.

On n'a rien fait pour aviser et forcer les commissions scolaires à mettre en force la clause 14 des règlements scolaires. C'est une négligence qu'il importe de signaler, de blâmer et de faire cesser.

Je regrette d'être obligé de dire que le gouvernement bourre nos statuts de lois, règles qu'il ne respecte pas et qu'il ne fait pas observer. C'est pour cela que les abus et la routine ont fait tant de ravages chez nous. Si on avait fait observer le règlement 14, la question de l'uniformité des livres serait réglée depuis longtemps à la campagne et l'on n'entendrait pas encore les justes plaintes des contribuables. L'inspecteur, s'il avait le temps et le pouvoir, pourrait diriger l'application de ce règlement.

Il y a abus dans le choix des livres. Les changements sont trop nombreux. Il se fait trop de livres, trop d'essais et le Conseil d'instruction publique, me semble-t-il, devrait être plus sévère dans ses approbations. N'importe-t-il pas de réviser nos livres en vue des besoins nouveaux?

Nos livres scolaires ne sont-ils pas nombreux et surchargés? L'enseignement de ces livres impose à l'institutrice ou à l'instituteur une besogne très lourde. Ont-ils la clarté, la précision, la simplification ou la simplicité requises pour le cerveau de l'enfant dont le stage à l'école élémentaire ou modèle est d'autant plus court que la main-d'œuvre agricole est de plus en plus rare.

S'occupe-t-on suffisamment dans nos écoles de la formation nationale de notre jeunesse? J'ai visité des écoles où l'on n'a pas pu me définir même la composition du drapeau canadien. Combien d'enfants d'écoles savent par cœur notre hymne national? Cet hymne est dans les livres de lecture; mais faites-le lire aux enfants et vous verrez qu'ils ne savent pas ce que c'est que notre hymne national. Ce chant devrait être lu par les petits élèves avec ce ton particulier que réchauffent et animent le vrai patriotisme et la fierté nationale.

Et M. l'inspecteur Nensot a bien raison de dire dans *l'Enseignement primaire*: Il faudra comme toujours commencer par la lecture des couplets à chanter afin de les bien comprendre pour pouvoir les chanter d'une manière intelligente. L'auteur chante son village, sa petite patrie, c'est-à-dire son lieu natal où il veut rester et jouir "jusqu'au tombeau" du calme, de la paix, de la liberté, du bonheur des champs; il s'agit de l'Angélus du matin qui donne le signal des travaux auxquels "il s'achemine en chantant vers ses sillons", c'est-à-dire vers les champs; dans le quatrième, le chanteur exprime sa préférence pour le petit coin de la patrie qui l'a vu naître, c'est "le plus beau", c'est ce petit coin qui lui rappelle le drapeau, symbole de la patrie; il veut "qu'il lui sourie" c'est-à-dire qu'il veut le trouver aimable et l'aimer fidèlement "jusqu'au tombeau". Mais rien de cela ne se pratique.

N'est-ce pas que ce serait beau si nous entendions nos enfants chanter de si belles choses à leur retour de l'école?

On doit apprendre à l'enfant ce qu'il y a et ce qu'il est vraiment dans ce pays, lui inculquer la saine notion de ses pouvoirs et de ses devoirs comme enfant et comme citoyen du lendemain. Gardons-nous de lui faire croire, à l'enfant, qu'il possède des pouvoirs et des droits qu'il n'a pas. Enseignons-lui ce qu'est le Conseil d'administration français dans ce pays et surtout dans notre province et ce que comporte pour nous le titre de citoyen britannique.

L'élève de l'école élémentaire doit recevoir plus de leçons d'éducation que d'instruction. Il devrait apprendre moins et mieux. Bien lire et écrire, bien connaître ses tables, ses règles simples et d'intérêt, son catéchisme, son histoire et sa géographie nationales, sa grammaire, de manière à ce qu'il puisse écrire convenablement.

Ce qu'il nous faut, c'est un bon citoyen d'abord, un excellent chrétien un vrai chrétien et non un faux, un citoyen dont la bonne éducation et le jugement sain le rendront apte à raisonner droitement, à juger honnêtement ses supérieurs, à rendre justice au mérite réel et à se montrer sévère devant l'abus.

L'école modèle du village, l'académie du comté, l'école normale ou le collège classique fourniront aussi leur part aux parents qui voudront donner à leurs enfants une instruction plus complète et à la société toutes les compétences dont elle a besoin pour le développement de ses talents, de ses ressources naturelles du pays et pour la promotion de l'efficacité nationale.

Un homme d'État canadien a dit: Une douloureuse expérience nous a prouvé que la sécurité nationale demande que les peuples possèdent non seulement des ressources mais qu'ils les comprennent et puissent les utiliser économiquement. L'expérience doit nous faire comprendre que le manque d'aptitudes pour utiliser chaque ressource disponible peut entraîner un désastre. Notre devoir est donc de nous organiser promptement et surtout avec efficacité de manière à être ce que nous pouvons et devons être, non pas à croire être ce que nous ne sommes pas.

Sachons être à la hauteur de notre tâche. Ne soyons pas rien que des Canadiens, mais aussi patriotes et hommes pratiques, capables de nous imposer, non seulement par des droits que nous avons et d'éloquentes revendications, mais aussi par une compétence indispensable au développement, au progrès et à la gloire de notre pays.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) est heureux de constater que la députation est animée d'un seul désir, celui d'améliorer notre système d'enseignement et d'adopter les réformes avantageuses.

La coordination ne se fait guère par règlement. Elle se fait par le moyen des aptitudes et des circonstances. C'est en vain qu'on essaierait de pousser l'enfant dans tel ou tel sens. On peut choisir sa vie, dit-on souvent. Je ne crois pas. La vie choisit plutôt et beaucoup plus souvent.

Il ne veut pas se prononcer sur la qualité des lois de fréquentation scolaire. Les faits d'ailleurs prouvent que Québec, la seule province qui n'a pas de loi de fréquentation scolaire, vient en seconde place sur la liste des provinces qui ont le plus fort pourcentage d'assistance à l'école, ne le cédant que d'une fraction à celle qui occupe le premier rang sous ce rapport, la Colombie-Britannique.

Personnellement, il croit qu'en ce qui concerne la fréquentation obligatoire, les droits des parents sur leurs enfants doivent être respectés. De nos jours, on comprend mieux l'importance et la nécessité de l'instruction. Bien rares sont les parents qui négligent de donner à leurs enfants les avantages de l'éducation et qui ne s'imposent pas des sacrifices parfois très onéreux pour les maintenir à l'école aussi longtemps que possible. La situation n'exige donc pas d'intervention de l'autorité publique pour décréter la fréquentation scolaire obligatoire et je n'ai pas le courage de violenter les parents.

Les statistiques démontrent que 28 villages seulement n'ont pas d'académies dans notre province. Et il n'y a qu'un seul district qui n'ait pas de corporation scolaire. On y voit aussi que 83,227 élèves fréquentent les académies catholiques et 12,038, les académies protestantes. Nous avons 21 collèges classiques fréquentés par 8,141 élèves. Ajoutons à cela les écoles techniques, l'École polytechnique, les hautes études, etc. et les plus importantes de nos institutions de haut enseignement, nos universités, nous en avons quatre si l'on compte les deux branches de Laval. Ces dernières comptent 2,599 étudiants catholiques et 1,199 étudiants protestants.

Devant ces chiffres, je ne serais pas justifiable de demander une loi de fréquentation scolaire. Toutes ces institutions répondent bien au besoin de notre époque et personne ne songe sérieusement à leur en substituer d'autres.

L'uniformité des livres? Le seul argument en faveur de l'uniformité des livres est que cette réforme diminuerait les dépenses. Mais ce système existe déjà dans bien des municipalités. Les règlements ne

sont peut-être pas toujours observés. Mais on peut les faire observer. Ce sont elles qui achètent les livres aussi pour les élèves pauvres.

Voudrait-on que le secrétaire provincial se fasse autocrate et ordonne ce qui peut convenir à sa fantaisie et à son bon plaisir? Il n'est pas possible au secrétaire provincial de décréter à son bon plaisir quels livres on devra employer dans les écoles. J'aime trop et je respecte trop ma propre liberté pour ne pas respecter celle des autres.

Quant aux certificats d'études, c'est une réforme excellente. Le comité du Conseil de l'instruction publique s'en occupe actuellement. Et ce sont là des experts, des maîtres.

Que parle-t-on encore de la démocratisation du Conseil de l'instruction publique! Mais dans quel sens la veut-on? Voulez-vous me dire qui, dans ce pays, n'est pas par naissance, par formation et par éducation des démocrates? Qu'il s'habille comme il voudra, quelque uniforme qu'il porte, il ne peut empêcher d'être par sa nature, par sa formation complète, un démocrate!

Nos commissaires d'écoles de la province de Québec ont manifesté assez de patriotisme pour qu'on leur rende ce témoignage qu'ils comprennent qu'il importe au point de vue national de faire des sacrifices pour assurer l'efficacité de notre système d'enseignement. Quand nous leur montrons tous les avantages du progrès et du développement matériel et que nous leur montrons en regard les avantages de l'instruction, les commissaires n'hésitent pas et se dévouent. Chaque fois qu'on fait appel à leur bonne volonté et à leur dévouement, la réponse ne tarde pas. Et le patriotisme de la province de Québec répond généreusement. Aussi, il n'y a lieu pour le gouvernement de prendre des mesures autocratiques afin d'induire les pères de famille à instruire leurs enfants. Nous continuons à améliorer notre système d'enseignement en nous conformant à la loi et en suivant les directions de ceux qui font autorité dans cette province en matière d'éducation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) ne croit pas à l'idée avancée par le secrétaire provincial que les autorités provinciales devraient toujours s'occuper des municipalités scolaires. Il dit que les membres de la Chambre devraient plutôt jouer un rôle¹ de commissaires des écoles supérieures pour la province. Le rôle du commissaire est noble et je suis convaincu que le député doit inspirer des idées de réformes et de progrès à ceux qui, dans son comté, sont chargés de surveiller de plus près le développement de l'instruction publique. Il se réjouit

que les commissaires d'écoles soient, comme le dit le député de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) anxieux et prêts à aider, mais il croit que les membres de la Chambre ont leur devoir à remplir et qu'il n'appartient pas aux commissaires d'écoles des petits endroits de décider. Le grand commissaire encore une fois, c'est le député.

Il a surtout souffert de voir critiquer son projet de loi de fréquentation scolaire. On a dit que la fréquentation obligatoire serait autocratique. Il demande: Quelles sont les lois que nous mettons en vigueur qui ne sont pas autocratiques, qui ne sont pas obligatoires? J'ai compris qu'il y a des moments où un peu d'autocratie est nécessaire dans la province de Québec, et ce, dans l'intérêt public. Nous n'avons qu'à nous rappeler les mots du premier magistrat de Montréal qui dit que la Législature est autocratique lorsqu'elle impose une nouvelle forme de gouvernement à la ville de Montréal.

Après tout, il est du devoir de la Législature d'agir au bénéfice de tous les gens. J'ai suggéré quelques changements au système et ils ne sont pas autocratiques.

En ce qui concerne les suggestions pour une loi sur la fréquentation scolaire, il dit qu'il a demandé que les municipalités scolaires aient le pouvoir d'adopter une loi à cet effet. On a accordé aux municipalités le pouvoir d'établir l'éducation gratuite, ce faisant, le principe de l'autonomie municipale a été établi. Puisque l'on permet aux municipalités scolaires d'établir l'uniformité des livres, pourquoi comme je le demande, n'auraient-elles pas le droit de fixer une loi de fréquentation scolaire? Il n'est pas irraisonnable que les municipalités puissent être autorisées à adopter des lois pour la fréquentation si elles croient qu'elles en ont besoin dans l'intérêt de leurs élèves. En ce qui concerne les statistiques citées à l'effet que la fréquentation obligatoire n'est pas nécessaire, il (M. Bouchard) lance une attaque contre ces statistiques. Les statistiques qu'on a citées ne détruisent pas l'argumentation sur laquelle il a fondé ses propositions. Il ne croit pas à ces statistiques. Qu'est-ce que ces statistiques démontrent? La base de ces statistiques dans notre province n'est pas la même qu'ailleurs. Les chiffres sur la fréquentation scolaire dans notre province sont basés sur les enfants âgés de 5 à 16 ans, mais la comparaison ne montre pas que dans la province voisine d'Ontario les chiffres sont basés sur des âges allant de 5 à 21 ans, ce qui inclut les universités. Comment peut-on faire des comparaisons avec des chiffres obtenus sur des bases si différentes? Comme je l'ai dit auparavant, je ne

veux pas faire des comparaisons pour dire que nous sommes en avance ou en arrière des autres provinces. On a alors dit que les statistiques prouvent que nous n'avons pas besoin d'une loi sur la fréquentation scolaire. Nos statistiques établissent que c'est surtout dans l'âge avancé que nos écoles ne sont pas assez fréquentées. Il aurait fallu démontrer que la fréquentation scolaire est meilleure chez les élèves d'âge plus avancé. Je crois que chaque enfant devrait avoir au moins un minimum d'instruction. Lorsque la Chambre prendra en considération les chiffres que je vais maintenant donner, elle sera en mesure de juger. Je vais citer des statistiques à partir desquelles une réelle conclusion peut être établie. Prenons les statistiques des écoles primaires catholiques. Il cite des chiffres pour montrer que la fréquentation diminue considérablement à mesure que les enfants vieillissent. Il souligne que les chiffres démontrent que les écoles primaires comptent plus de 150,000 élèves en première année pour diminuer à un peu plus de 2,000 en la huitième année.

Dans la ville de Montréal, dit-il, dans les écoles primaires catholiques, il a été montré qu'il y avait 25,000 élèves à la première année seulement, 13,000 à la deuxième, 9,000 à la troisième, seulement 5,000 à la quatrième, 2,000 à la cinquième, 1,700 à la sixième, 1,019 à la septième et à peu près 500 à la huitième année. Il croit que ceci est un commentaire éloquent sur les conditions de fréquentation dans cette province. Ces chiffres devraient faire réfléchir la Chambre.

Nous avons de bonnes écoles, c'est vrai, mais nous voulons que les élèves suivent un cours complet. Nous n'avons pas construit des écoles, si je comprends bien l'objectif de ce gouvernement, simplement pour avoir de beaux édifices. Nous les avons construits pour instruire la jeunesse de cette province et ce sont surtout les écoles dans les cités et villes qui se plaignent du manque de fréquentation. Le grand problème est que les enfants ne vont pas à l'école. À quoi servent nos belles écoles et nos jolies académies si nos enfants n'y puisent pas un cours suffisant? Et j'affirme qu'actuellement, les élèves ne fréquentent pas assez longtemps les cours que le gouvernement institue pour eux. On nous a cité des tableaux de fréquentation scolaire mais on n'a pas contredit qu'il n'y a pas longtemps, la Commission des écoles catholiques a demandé à être libérée de son obligation de préparer des statistiques sur les enfants d'âge scolaire. Alors comment peut-on dire que les statistiques ont été établies sur une base solide alors que, dans la plus grande ville du dominion, on a demandé qu'il n'y ait pas de

statistiques? Si des chiffres n'ont pu être obtenus de Montréal, comment ont-ils pu être obtenus de d'autres endroits? Ces faits devraient faire réfléchir l'Assemblée. Si on ne veut pas accepter les réformes que je propose, je crois que le gouvernement devrait au moins prendre soin de faire compiler les statistiques avec un plus grand soin afin qu'il puisse se rendre compte quelle est la fréquentation scolaire.

Certaines personnes se plaignent qu'une loi sur la fréquentation scolaire ferait des écoles des prisons et que les écoles ne doivent pas être des prisons. Une chose est certaine, c'est que l'enfant a droit à un minimum d'éducation. La loi sur la fréquentation scolaire n'est pas une loi de comparaison, déclare-t-il.

C'est une loi pour protéger l'enfant qui a droit à une éducation pour que, pendant toute sa vie, il ne soit pas regardé de haut et ne soit pas un porteur d'eau et un coupeur de bois. On a aussi dit qu'il y a eu échec de l'éducation obligatoire dans d'autres pays. Je n'en sais rien. Ces lois sont parfois critiquées, mais jamais je n'ai entendu, à l'intérieur d'une assemblée délibérative, qu'il était proposé que de telles lois soient abolies? On parle, actuellement à la Chambre française d'améliorations, mais jamais d'abolition.

Il affirme qu'il n'a jamais entendu parler de l'échec de la loi sur la fréquentation scolaire en France, même s'il a beaucoup lu sur le sujet. Cette loi ne fut-elle pas responsable de la défense courageuse des Poilus français. En 1870, on a dit que les Allemands gagnèrent grâce aux maîtres d'écoles qui enseignèrent l'amour du pays. C'est bien à l'école que l'enfant doit puiser l'esprit civique, l'amour du sol natal et l'amour de la patrie.

Il y a la question de l'uniformité des livres. La raison véritable de ce souhait n'est pas d'avoir seulement l'uniformité des livres. Il existe un besoin d'uniformité des livres et de l'éducation afin d'enseigner l'amour du pays et des institutions. L'uniformité des livres est très importante. Ceci implique que, dans chaque petite école de la province, on établirait quel drapeau gouverne dans ce pays, et si ceci avait été la règle, rien de ce qui a été soulevé ne se serait produit. Le jour où le gouvernement provincial fera en sorte qu'on ait un drapeau du pays dans chaque petite école, les enfants grandiront en comprenant quel est le drapeau du pays et des Canadiens français.

Il répète brièvement ce qu'il a dit concernant les collèges classiques soulignant qu'il ne les a pas attaqués en raison de l'objectif pour lequel il furent créés, mais pour montrer le besoin d'une éducation

plus pratique. Il rappelle que si, en parlant de l'enseignement du latin et du grec, il a créé l'impression qu'il désirait attaquer nos collègues classiques, il tient à la rectifier. Il avoue avoir parlé mal cependant du grec et du latin. Mais il ne veut aucunement supprimer cet enseignement. Il croit que le gouvernement, qui a tant fait pour l'éducation primaire, ne devrait pas négliger l'éducation secondaire, surtout dans les villes. Il souhaite que nous ne soyons pas dans la nuit sombre et sans étoiles de Cicéron, mais qu'il s'allume au ciel quelques étoiles.

La proposition est adoptée.

Code municipal, article 398

M. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 181 amendant l'article 398 du Code municipal de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gosselin (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Charette

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 détachant certains lots du comté de Maskinongé et les annexant à la paroisse de Charette dans le comté de Saint-Maurice pour les fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement soit maintenant lu deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse
Saint-Émond-de-Grantham**

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 détachant certains lots du comté de Yamaska et les annexant à la paroisse de Saint-Émond-de-Grantham dans le comté de Drummond pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Exemption des voyageurs de commerce
pour les fonctions de jurés**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif amendement l'article 3408 des statuts refondus 1909 et exemptant les voyageurs de commerce de remplir les fonctions de jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ostéopathes

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 amendement les statuts refondus 1909 relativement aux ostéopathes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie hydraulique
de Saint-François**

M. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 67 amendement la loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique de Saint-François.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Godbout (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Québec**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 91 amendement la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Cannon (Québec-Centre) propose l'amendement suivant:

16. Le conseil, avant le premier mai de chaque année, doit imposer une taxe suffisante pour rencontrer les dépenses prévues par le budget pour l'année fiscale suivante, en ajoutant 5 % pour couvrir les pertes dans la perception.

Dans aucun cas, le conseil ou un comité ne peut autoriser les dépenses ou le paiement d'une dette pour un montant plus élevé que celui prévu par le budget et il est défendu sous les peines édictées par la charte de la cité, au trésorier, à l'auditeur, au maire ou à un membre quelconque du conseil d'autoriser, de permettre ou de faire tel paiement.

Dans le cas où, au cours de l'année fiscale, une appropriation est excédée ou une dette imprévue doit être payée, ce paiement ne peut être effectué que s'il est autorisé par règlement du conseil qui impose en même temps une taxe spéciale pour le rencontrer. Cette taxe doit être ajoutée séparément au rôle de cotisation le plus rapproché et être perçue en même temps.

Si, à l'expiration d'une année fiscale, y compris le 30 avril 1918, il y a un déficit dans les opérations de l'année, il doit être imposé, pour être perçue en même temps que la cotisation pour la nouvelle année, une taxe spéciale pour acquitter ce déficit.

Tout membre du conseil qui enfreint sciemment la présente disposition, outre les autres pénalités prévues par la charte, perd son droit à son siège, et celui-ci peut être déclaré vacant par tout tribunal compétent sur procédures par *quo warranto*.

Tous les ans, dans le cours du mois de mai, le trésorier de la cité doit transmettre au ministre des Affaires municipales de la province un état, attesté sous serment, du bilan des recettes et des dépenses de la cité pour l'année fiscale précédente, dûment certifié par l'auditeur de la cité.

Cet amendement a pour but de créer une nouvelle source de revenu en imposant une taxe spéciale.

L'amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Richard Hemsley, Limited

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 concernant Richard Hemsley, Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Broad Realty Limited

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 62 concernant la Broad Realty Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société des logements ouvriers

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 1994

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 amendant l'article 1994 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 relatif aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les

corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative aux acquisitions et aliénations par les corporations et les gens de mainmorte.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, faire amender et abroger des règlements concernant les honoraires exigibles sur les requêtes, les permis et les autres procédures auxquelles pourront donner lieu:

a. L'octroi, aux gens de mainmorte et aux corporations dont la capacité est limitée sous ce rapport, de l'autorisation d'acquérir des immeubles; et

b. L'octroi, aux gens de mainmorte, de l'autorisation d'aliéner et d'hypothéquer leurs immeubles dans les cas où cette autorisation sera requise, le tout en conformité de la loi qui accompagne la présente résolution.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 17 relatif aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 relatif aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que sous le Code civil, certaines institutions religieuses et corporations incorporées en vertu des lois du dominion n'ont pas le droit de posséder ou de trafiquer des biens immobiliers dans la province de Québec. À chaque session, plusieurs de ces compagnies déposent des bills privés afin qu'on leur donne ce pouvoir. La mesure gouvernementale actuelle vise à amender la loi générale de sorte que ces compagnies et institutions puissent facilement obtenir les permis en ce sens.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Agents d'assurance

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant les agents d'assurance.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que l'article 6960k des statuts refondus 1909 tel qu'édicte par la loi 7 George V, chapitre 46, section 1, soit remplacé de façon que les droits payables sur l'émission d'une licence d'agent ou sur son renouvellement seront les suivants:

Licence d'agent transigeant toutes les classes

d'assurance ou l'assurance contre l'incendie
seulement :

Dans les cités	\$10.00
Ailleurs	5.00

Licence d'agent transigeant des affaires d'assurance sur la vie seulement :	
Dans les cités.....	\$5.00
Ailleurs.....	3.00
Licence d'agent transigeant des affaires d'assurance industrielle seulement ou faisant de l'assurance funéraire seulement.....	\$2.00

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Agents d'assurance

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 158 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurance.

Il explique qu'en vertu de la loi actuelle, les agents d'assurances vie n'avaient à payer que des frais de 10 dollars. Les soussignés se sont plaints que ceci était excessif, donc la nouvelle législation réduit les frais à cinq dollars. En réalité, ceci est une diminution de la taxe.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande pourquoi les agents d'assurances incendie ne reçoivent pas le même traitement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Si leurs frais sont trop élevés, qu'ils le disent et nous allons les réduire aussi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins de grande communication

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28

concernant les chemins de grande communication soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

NOTE

1. Le *Montreal Daily Star* écrit "rule". Manifestement, il s'agit d'une erreur car, selon le contexte, on devrait plutôt lire "role".

Séance du jeudi 7 février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills public en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 183 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec;

- bill 180 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 amendant la charte de la cité de Verdun;

- bill 107 amendant la loi 5 Georges V, chapitre 108, constituant en ville la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le nom de Ville de Montréal-Nord;

- bill 117 concernant la ville Saint-Michel.

À la demande des promoteurs, le bill 82, amendant la charte de la cité de Maisonneuve, est abandonné.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 147 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les allocations aux sociétés d'agriculture.

Par ce bill, on autorise la formation de deux sociétés d'agriculture dans le comté de Témiscamingue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Expropriation

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 188 amendant le Code municipal concernant les expropriations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant les allocations aux sociétés d'agriculture.

Adopté.

Ponts Viau et Lachapelle et chemins macadamisés et l'Île Jésus, vente

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 amendant la loi 2 George V chapitre 3, ratifiant la vente des ponts Viau et Lachapelle et des chemins macadamisés de l'Île Jésus, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École technique de Trois-Rivières

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant l'école technique des Trois-Rivières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il trouvera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts n'excédant pas en tout \$150,000 qui seront contractés par la corporation de l'école technique des Trois-Rivières à être créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour ladite école et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Adopté.

2. Que, dans le but d'aider l'école technique des Trois-Rivières et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$10,000.

Adopté.

3. Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement soient d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste soit employé aux besoins de l'école en général.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 153 constituant en corporation l'école technique des Trois-Rivières.

École technique de Trois-Rivières

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153

constituant en corporation l'école technique des Trois-Rivières, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis enchanté d'appuyer le projet, car c'est la réalisation de la politique que nous avons prêchée et que le gouvernement n'a jamais voulu adopter.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 35

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 modifiant l'article 35 du Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dommages à la personne.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 2 qui se lit comme suit:

En ajoutant, à la fin du sous-paragraphe *c* du paragraphe I, les mots suivants: "...ladite indemnité ne devant pas être moindre que six piastres par semaine".

Ce paragraphe est amendé en remplaçant le chiffre six par le chiffre quatre.

Le sous-paragraphe 3 est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. Dans le cas où la victime a déjà subi une diminution partielle et permanente, à la suite d'un accident précédent, l'indemnité à laquelle elle a droit, si elle subit un autre accident, est calculée après déduction faite de l'incapacité de travail précédemment éprouvée."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École des hautes études commerciales de Montréal

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 21 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École des études commerciales de l'Université McGill

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 concernant certains diplômes de l'École des études commerciales de l'Université McGill de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 165 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: Que toute peau non marquée conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 2347 des statuts refondus, 1909, sera considérée être détenue illégalement et pourra être saisie par tout officier du département si les droits régaliens ne sont pas payés tout de suite, et pourra être vendue par l'ordre du ministre pour le recouvrement du droit régalien, et que la balance du produit de la vente, déduction faite des droits et des frais, sera remise à la personne qui y aura droit, si elle la réclame.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 165 amendant la loi de la chasse de Québec.

**Loi
de la chasse**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 amendant la loi de la chasse de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 27 autorisant une souscription de \$100,000 pour venir en aide aux victimes de l'explosion qui a dévasté la cité d'Halifax et les localités environnantes;

- bill 32 amendant les dispositions des statuts refondus, 1909, concernant le Parc national des Laurentides, le Parc de la Montagne Tremblante, et la réserve de forêt, de chasse et de pêche de la Gaspésie;

- bill 37 concernant les emprunts pour la construction de certains travaux par la Commission des eaux courantes de Québec;

- bill 44 amendant les statuts refondus, 1909, en ce qui regarde les travaux faits sur les eaux par les propriétaires riverains;

- bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau;

- bill 49 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles;

- bill 55 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière;

- bill 76 concernant le Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal et amendant la loi concernant les taxes scolaires dans ladite cité;

- bill 111 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Affaires municipales

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 15 amendant les statuts refondus, 1888, les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que chacun des inspecteurs ou comptables nommés en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions devra recevoir le traitement et les honoraires qui seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquels salaires ou honoraires, ainsi que toutes les dépenses encourues par eux en vertu de ladite loi, pourront être payés par le ministre des Affaires municipales et devront être respectivement remboursés par chaque municipalité dont les comptes auront été ainsi vérifiés en vertu des dispositions de ladite loi.

Adopté.

2. Que tous les salaires, honoraires et amendes fixés par et recouvrés en vertu des règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil formeront partie du fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 15 amendant les statuts refondus, 1888, les statuts refondus, 1909, et le Code municipal relativement aux affaires municipales.

**Affaires
municipales**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 amendant les statuts refondus, 1888, les statuts refondus, 1909, et le Code municipal relativement aux affaires municipales, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 104 amendant la loi 7 Georges V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 112 amendant la charte de The Montreal General Hospital.

**Commission des
écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 amendant la loi 7 Georges V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Montreal General Hospital

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 amendant la charte de The Montreal General Hospital. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:**Émigration au Québec**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'habitants de la province de Québec ont émigré en 1915, et combien en 1916?

2. Combien de cultivateurs?

3. Combien ont émigré aux États-Unis?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1, 2 et 3. Il n'y a aucune statistique, soit fédérale ou provinciale, qui nous permette de dire combien d'habitants de la province de Québec ont émigré en 1915 et 1916; il n'y a aucune loi, d'ailleurs, qui oblige ces personnes à faire la déclaration de leur intention d'émigrer.

Concession de lots

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien de lots ont été concédés, depuis juin 1916, dans chacun des cantons suivants: Parent, Pelletier, Girard, Nelson, Dolbeau, Dalmas et Garnier?

2. Combien de colons se sont fixés ou établis dans chacun de ces cantons, depuis cette date?

3. Combien d'argent de colonisation a été dépensé dans chacun de ces cantons et à la demande de qui, depuis la même date?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
(Voir la liste ci-dessous).

1. Parent	55 lots	
Pelletier	7 lots	
Girard	25 lots	
Nelson, une quarantaine de lots vendus dans le cours de janvier 1918, mais l'agent n'a pas encore fait rapport.		
Dolbeau	44 lots	
Dalmas	43 lots	
Garnier	23 lots	
2. Le nombre de lots vendus comme ci-dessus pour fins agricoles indique approximativement le nombre de colons qui se sont fixés dans chacun de ces cantons.		
Parent	\$350.00	Des révds pères trappistes et une vingtaine de contribuables.
Pelletier	\$499.98	Des révds pères trappistes, rév'd J. Renaud et une soixantaine de contribuables.
Girard	\$528.33	Du conseil municipal et une trentaine de contribuables.
Dolbeau	\$1,000.38	Des révds FF. St-Frs-Régis, conseil municipal et une trentaine de contribuables.
Garnier	nil	
Wilson	\$7,351.31	Le gouvernement de lui-même, et aussi à la demande des curés et contribuables des paroisses de Sainte-Anastasia et de Saint-Octave-de-Dosquet, a ouvert un chemin de 9 milles de longueur pour donner accès aux terrains récemment acquis de la compagnie Browne.

Flottage du bois sur les rivières et les cours d'eau

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill C du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies pour faciliter le flottage du bois sur les rivières et les cours d'eau, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 amendant la loi des licences de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

La province de Québec est la seule actuellement qui n'ait pas décrété la prohibition. Il y a bon nombre d'années qu'un mouvement prohibitionniste a été inauguré au Canada. Depuis douze ans, l'Île-du-Prince-Édouard est sous ce régime de la prohibition.

Les autres provinces ont adopté une loi analogue: l'Alberta, depuis le 1er juillet 1916; la Colombie-Britannique, depuis le 15 septembre 1917; le Manitoba, le 31 mai 1916; le Nouveau-Brunswick, le 1er mai 1917; l'Ontario, le 16 septembre 1916; la Nouvelle-Écosse, le 1er juillet 1916; la Saskatchewan, le 1er juillet 1915.

C'est donc depuis la guerre surtout que, dans la plupart des provinces de la Confédération, le mouvement s'est accentué et que la prohibition a été adoptée.

Dans la province de Québec, le mouvement avait, bien avant la guerre, été inauguré en faveur de la tempérance et c'est chez nous qu'on constate le plus de progrès à ce point de vue depuis plusieurs années avant le commencement des hostilités.

En 1912-13, nous avons eu une commission royale pour faire enquête au sujet des liqueurs, et cette commission a fait plusieurs recommandations pour la réduction des licences à Montréal, Québec et autres parties de la province.

Cette commission a aussi traité, dans son rapport, de la question de la bière et du vin léger et elle s'est opposée à toute politique de libre circulation. Il cite les opinions de témoins qui ont été entendus par cette commission à propos de la bière. Il est important aujourd'hui, dit-il, en regard des représentations qui ont été faites au gouvernement afin de modifier la loi, d'autoriser la vente de bières et de vins.

Année après année, partout dans cette province, nous avons continué le mouvement prohibitionniste, les municipalités devenant l'une après l'autre prohibitionnistes.

Si l'on jette un coup d'œil sur les municipalités de la province, on constate que 1,097 soit 92 pour cent sont prohibitionnistes et que 90, soit 8 pour cent ont encore des licences. Il y a 45 comtés où la prohibition a été mise en vigueur et 27 où on a encore des licences. Onze cités ont adopté cette mesure tandis que sept sont encore sous le régime des licences; 57 villes ont la prohibition tandis que 22 ne l'ont pas encore votée.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quelle était la population des municipalités prohibitionnistes par rapport aux autres?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond qu'il n'a pas les chiffres devant lui. Le fait que la ville de Montréal soit encore sous licence donne aux anti-prohibitionnistes la majorité. Ceci montrera qu'il y a eu un mouvement continu en vue de rendre la province prohibitionniste par le vote des gens eux-mêmes dans les différents districts.

Pendant la dernière année, plusieurs votes ont été menés sur cette question et des majorités remarquables ont été obtenues en faveur de la prohibition. Dans la ville de Québec, il y a eu une majorité de 3,251 pour la prohibition; à Hull c'était de 1,182. Dans le comté de Missisquoi, c'était environ 1,708 et dans le comté de Compton, c'était de 2,500.

On a pu constater que partout dans la province le sentiment est fortement prohibitionniste et le gouvernement croit devoir présenter cette mesure pour se rendre au désir populaire.

Je pourrais dire qu'aux États-Unis 25 états, ayant une population de 35,380,568, et le district de Columbia, ont adopté la prohibition. Et le territoire qui se trouve sous ce régime est de 2,614,071 milles carrés contre 359,819 milles carrés qui sont encore anti-prohibitionnistes.

La population totale des États-Unis qui est actuellement sous le régime prohibitionniste, soit en vertu d'une loi de l'État, de comté ou simplement locale, est de 55,956,289, c'est-à-dire que la moitié de la population de la république voisine est prohibitionniste.

La population des deux groupes est pratiquement identique, en raison du fait que plusieurs grandes villes conservaient le système des licences.

Le Congrès et le Sénat des États-Unis ont voté à une majorité de plus des deux tiers un amendement à la Constitution par lequel on prohibe la fabrication, l'exportation et l'importation des liqueurs enivrantes dans tout le pays et sur tous les territoires qui sont sous la juridiction américaine. Tous les états ont été requis de donner leur approbation à cette mesure et si dans sept ans les trois quarts y sont favorables, la loi deviendra en vigueur.

En Angleterre, il y a eu aussi des changements remarquables, on a adopté aussi des mesures restrictives pour la vente et même la fabrication des spiritueux et de la bière. On a décrété que les hôtels ne seront ouverts que cinq heures par jour. Une campagne se poursuit actuellement en faveur de la prohibition au moins pour le temps de la guerre.

On a prohibé, en France, la fabrication et la vente de l'absinthe et des spiritueux, d'une façon générale.

La Russie a décrété la prohibition pour tout le pays.

En Allemagne, la fabrication et la vente de la bière ont été réduites à 40 pour cent de ce qu'elles étaient avant la guerre.

Cette attitude du gouvernement est justifiée en tenant compte des chiffres et encore par la situation créée au pays depuis l'ordre en conseil fédéral adopté en vertu de la loi sur les mesures de guerre prohibant l'importation de liqueurs au Canada, à compter du 24 décembre 1917; et la prohibition aussi décrétée par Ottawa pour la fabrication des spiritueux et le transport de ces liqueurs contenant plus de deux pour cent d'alcool à tout endroit du Canada où la loi défend d'en vendre. Ces lois de prohibition seront en vigueur jusqu'à 12 mois après la fin de la guerre.

En raison de cet ordre, il est clair qu'à l'intérieur d'une année, l'approvisionnement en liqueurs légalement importées au pays sera épuisé et avec l'interdiction de fabrication, ça voudra dire que l'approvisionnement en bière, whisky et autres liqueurs intoxicantes fabriquées au Canada sera épuisé au même moment.

Ainsi, le gouvernement provincial se trouverait à donner des licences pour vendre des produits qui n'existeront pas légalement, l'an prochain, s'il maintient la loi actuelle et si les licences sont renouvelées au mois de mai 1919, parce qu'on calcule qu'alors les approvisionnements actuels de ces liqueurs et bières dans la province seront épuisés.

Un des aspects importants qu'il faut prendre en considération est celui des revenus dont le gouvernement se verrait privé, une somme considérable, par l'adoption d'une loi sur la prohibition. Le total des revenus perçus au Québec a constamment augmenté. En 1910, le revenu était de \$707,000; l'année dernière, il totalisait \$886,004.

En plus de cela, le gouvernement doit considérer la perte qu'il devrait assumer afin de payer les indemnités qu'il était autorisé à payer aux détenteurs de licences de Montréal et Québec dont les licences avaient été confisquées par la loi passée en 1914.

Il est vrai que le revenu de la province de Québec va en souffrir, mais nous allons essayer de nous trouver de nouveaux revenus. Nous n'avons pas hésité à sacrifier ce que la vente des liqueurs rapportait au gouvernement car nous en sommes venus à la conclusion que, considérant le sentiment général du pays et de cette province présentement, c'est du désir et de la volonté des gens que la prohibition soit adoptée, mais aussi, considérant la législation déjà passée par les autorités fédérales et qui permet l'importation pour un certain moment, il est évident qu'il était prévu que ces liqueurs devaient être éliminées dans cette province. Ainsi, nous en sommes venus à la conclusion qu'après le 1^{er} mai 1919 aucune licence ne sera émise dans cette province.

La question de savoir si les licences pour la bière et le vin devaient être permises a été soulevée. Je crois que, considérant les représentations qui ont été faites par la commission royale qui a fait enquête sur la question, considérant le progrès constant de la province vers la tempérance, nous ne devrions pas modifier notre position sur ce sujet. Considérant le sentiment général exprimé par le vote dans les municipalités rurales, et dans la ville de Québec et dans d'autres villes, il est assez évident qu'il est du désir des gens qu'il y ait la prohibition absolue et, considérant ce fait et nonobstant la perte importante de revenus, nous avons pensé qu'il était sage que la volonté du peuple soit réalisée. Après le 1^{er} mai 1919, aucune licence ne sera donnée.

Le gouvernement avait, de temps en temps, réduit le nombre de licences dans les villes de Montréal et Québec et dans d'autres endroits. L'année dernière, il a fait un pas de plus et a aboli les bars, ce qui doit entrer en vigueur le 1^{er} mai 1918. Il a aussi adopté des dispositions dans la loi sur les licences par lesquelles les épiceries seraient séparées des magasins de liqueurs. Mais à ce moment-ci, considérant le fait que la prohibition entrera en vigueur en 1919, le gouvernement n'a pas cru bon d'insister sur les dispositions ci-haut mentionnées.

Le gouvernement n'insistera pas sur la réduction des licences à Montréal de 300 à 200, comme prévu à la dernière session, mais autorisera 250 licences plutôt que 300. De plus, on n'insistera pas sur les dispositions concernant l'abolition des bars parce que ça entraînerait des dépenses considérables auprès des tenanciers qui n'auraient plus qu'une seule année d'opérations.

Pour les mêmes raisons d'économie, la disposition de l'année dernière forçant les épiciers à séparer leur commerce de liqueurs de celui des épiceries ne serait pas mise en vigueur.

Il termine ses remarques en exprimant de nouveau l'opinion que le Gouvernement répond au sentiment général de cette province en proposant cette mesure de prohibition.

M. Francoeur (Lotbinière): Je regrette de ne pouvoir partager l'opinion de l'honorable trésorier au sujet de la prohibition. J'ai toujours été un anti-prohibitionniste et je le suis encore.

Il croit que la population de notre province est, en majorité, de son avis. Il cite à l'appui de ce qu'il vient de dire l'opinion de la commission royale qui a fait enquête.

Les raisons données par le trésorier ne correspondent pas à ses idées et ne l'ont pas convaincu qu'il a tort. Le trésorier provincial raisonne à faux en concluant que nous devons avoir la prohibition parce que toutes les autres provinces l'ont adoptée. Le fait que les autres provinces aient adopté la prohibition n'implique pas que la province de Québec doive faire de même.

S'autorisant du rapport de la commission royale des licences, nommée en 1913 et qui se composait des honorables juges Carroll, Cross et Tessier, il déclare qu'on peut être contre la prohibition et partisan quand même de la tempérance. Je suis pour la tempérance, je suis pour la fermeture de bonne heure des buvettes, mais je ne suis pas pour la prohibition. Il a toujours été en faveur de restrictions et a toujours travaillé en ce sens. Il a voté avec plaisir les amendements à la loi des licences qui tendaient à accentuer le mouvement de la tempérance en cette province. Nous avons déjà réalisé de bonnes réformes et nous sommes à la veille d'en réaliser de nouvelles.

Toute cette législation a eu un bon effet. À la dernière session, on amendait encore en taillant dans le vif. Le plus gros de cette législation ne devait prendre effet qu'en 1918 et voilà que, en dénouement, on nous amène la prohibition, sans nous dire que c'est une mesure de guerre, sans la justifier.

Il croit qu'on devrait au moins faire un essai loyal, à compter du 1^{er} mai prochain, des amendements importants adoptés au cours de la dernière session - abolition des bars, amendes sévères à ceux qui violent la loi, etc. - avant de proposer une mesure radicale et, l'expérience le prouve, inutile.

D'ailleurs, qu'est-ce qui justifie cette mesure? Les extrémistes dans tous les pays ont profité de la guerre pour faire adopter des réformes radicales.

Parce qu'il y a une guerre, les extrémistes ont réussi à introduire des lois de prohibition qu'ils auraient été incapables de passer s'il n'y avait pas eu de guerre et n'auraient pas osé les suggérer dans d'autres circonstances. La province de Québec ne devrait pas imiter de tels exemples.

D'ailleurs, qu'a-t-on fait en France? En France, dont le trésorier nous a parlé, en France, où on est plus directement intéressé dans la guerre que nous, on n'a pas adopté la prohibition totale. On n'a pas imposé la prohibition de l'absinthe. Et le soldat français s'en porte-t-il plus mal?

M. David (Terrebonne): On donne du vin aux soldats, en France.

M. Francoeur (Lothbinière): Ne donne-t-on pas même du vin aux soldats dans les tranchées? On a réduit la fabrication de la bière en Allemagne. Mais cela ne fut dû qu'à la rareté de la matière première. De même en Angleterre.

Ce n'est pas une mesure de guerre, à moins que l'on ne croie utile de nous imposer des lois, à nous, qui sommes à 3,000 milles du front, qui ne sont jugées nécessaires ni en France ni en Angleterre. Ici, on a augmenté la production de la bière; là, on a augmenté la ration de vin que l'on alloue aux poilus, ces braves poilus dont le vin de France soutient la vaillance! Toute la législation adoptée dans les pays européens n'a pas été dirigée contre la consommation de l'alcool, mais nécessitée pour sauvegarder la matière première dont on avait besoin pour des fins plus urgentes. Je le demande, qu'avons-nous besoin de cette mesure aussi stupide qu'inefficace?

On objecte parfois l'exemple des États-Unis, mais chacun sait que l'application de la loi de prohibition aux États-Unis est presque une farce. Il cite plusieurs autorités pour montrer que ça ne fonctionne pas bien dans les états prohibitionnistes de l'Union. Il rappelle l'opinion du Cardinal Gibbons et d'autres prélats américains qui ont dit, tout dernièrement encore, que la prohibition est indésirable.

Il cite enfin l'opinion de Léon XIII qui pensait, comme lui, qu'une mesure prohibitive ne peut rien produire de bon.

Est-ce une mesure pour gagner la guerre? On ne nous le dit pas, et cela n'est pas. Si la prohibition est nécessaire pour gagner la guerre, pourquoi ne pas l'adopter comme mesure de guerre, comme il a été fait dans les autres provinces.

Il faut tenir compte, en matière de législation, comme l'indiquait la commission royale nommée par le gouvernement provincial, des aspirations, des idées, des coutumes de la population. On ne peut pas dire que notre population soit prête à se courber à cette législation.

La prohibition ne convient pas à notre mentalité, ni à nos mœurs. L'exemple de ce qu'ont fait les autres provinces ne vaut rien pour nous. Ces provinces sont habitées par une autre race et nous n'avons pas le même sentiment.

C'est une question de principe. Il cite à l'appui de son opinion, les déclarations de plusieurs autorités religieuses et il conclut que la loi de prohibition en est une de surface et de parade.

En ce qui concerne Ottawa, je ne me sens pas obligé d'accepter l'opinion d'Ottawa, surtout lorsque le père de la prohibition, c'est M. Rowell, ancien chef des libéraux de l'Ontario qui a été responsable de l'introduction de plusieurs lois radicales. Le décret d'Ottawa émane de la cervelle de M. Rowell et c'est raison suffisante pour l'ignorer, parce qu'il ne peut rien sortir de bon de ce cerveau étroit de fanatique.

Le meilleur moyen est encore de réformer les masses, de faire l'éducation populaire, ainsi que l'indiquait encore le rapport de la commission royale. Le gouvernement de la province s'était donné cette mission depuis quelques années. Il ne croit pas aux lois coercitives et restrictives qui interfèrent avec la liberté individuelle. Chaque fois que le peuple a été éclairé sur les dangers de l'intempérance, il a compris et il a su se conformer aux conseils qu'on lui a donnés.

Pour ce qui est du dernier vote de la ville de Québec sur la prohibition pour lequel j'ai pris part, je suis convaincu que le résultat aurait été tout autre sans l'exercice d'influence et de manœuvres indues. La population québécoise se serait sûrement prononcée contre la loi Scott qui ne va pas même aussi loin que notre loi des licences amendée.

Si la prohibition a été battue au plébiscite de 1897, dans le Québec, c'est que le clergé était avec le peuple contre la prohibition. La majorité dans cette province n'est pas prohibitionniste; elle veut empêcher la vente des liqueurs enivrantes faite dans des proportions exagérées, mais elle ne demande pas de mesures radicales.

La prohibition porte atteinte à la liberté de l'individu. Et j'aime la liberté et la respecte trop pour voter pour une pareille loi.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) ne veut pas de la loi parce qu'elle ne prohibe rien. Si la prohibition prohibait vraiment, ce serait une très bonne chose et le pays accueillerait favorablement une mesure qui mettrait un terme au trafic des liqueurs, mais ce n'est pas le cas. Il fait ressortir le fait que l'on devra continuer la vente de l'alcool pour des fins médicales et autres. Ce n'est donc qu'une limitation plus vigoureuse, un camouflage.

Le trésorier provincial a fait référence à la région prohibitionniste aux États-Unis et a beaucoup parlé de milles carrés, mais pas de population. Lorsqu'il est question de la prohibition, ce n'est pas le territoire qui compte, mais seulement le nombre de gens qui la veulent ou ne la veulent pas.

Je crois que je peux affirmer sans me tromper qu'aux États-Unis la majorité, au moins, n'est pas en faveur de la prohibition. À en juger par des articles parus sur le sujet, dans les journaux et les magazines, l'entrée en vigueur de la prohibition aux États-Unis a fait augmenter le nombre de fous et a fait augmenter la consommation de drogues qui, tous seront d'accord, est une habitude plus pernicieuse que la consommation de liqueurs. Nous avons lu que les gens dépendant de la morphine et de la cocaïne sont plus nombreux dans les districts prohibitionnistes qu'ailleurs. C'est un aspect important à considérer.

Il veut prouver qu'une loi de prohibition est un pas sérieux à franchir dans cette province. Il fait référence à l'Angleterre où il dit que des efforts pour priver les mineurs du Pays-de-Galles de bière avait entraîné le refus des hommes de travailler, et le Parlement impérial fut obligé de rappeler cette mesure.

Il y a eu un incident semblable, selon ses informations, avec les mineurs de Sydney, en Nouvelle-Écosse. Il ne semble pas y avoir de raison particulière pour l'adoption de la prohibition en ce moment. Ce n'est pas une mesure de guerre pour la protection des soldats parce qu'il y a déjà certaines zones prohibées pour les soldats. Pourquoi une mesure coercitive devrait être introduite dans une province où les gens jouissent de tant de libertés? Le seul argument que le trésorier provincial a donné est que les autres provinces ont mis en vigueur de telles lois. Si les autres provinces ont mal agi, c'est leur affaire. Il n'y a aucune raison pour lesquelles le Québec devrait suivre.

Il discute ensuite l'argument du sentiment populaire, avec quelques grandes villes qui restent autour de Montréal. La prohibition ne devrait être imposée qu'à la condition que la population soit en faveur de cette mesure. Il n'est pas prêt à croire que la majorité des gens dans cette province sont en faveur de la prohibition, en dépit du fait que la majorité du Québec, pour ce qui est des superficies, est prohibitionniste. C'est une mesure inopportune qui n'aura pas l'efficacité qu'on en attend. On ne devrait pas l'adopter ici.

D'ailleurs, la prohibition, dans les grandes agglomérations, est impossible. Aux États-Unis, où elle est adoptée, le voyageur peut trouver des boissons alcooliques. Fermer la buvette, c'est allumer l'alambic. Il pense que les conditions avec la prohibition pourraient être pires qu'en ce moment, avec des maisons closes à chaque coin de rue. Les liqueurs seraient fabriquées et non contrôlées par le gouvernement, et ce ne serait ni plus ni moins que du poison. Le gouvernement devrait réfléchir sérieusement avant d'adopter une telle mesure. Le moment est inopportun. La prohibition ne prohibe pas.

Il croit que, si la prohibition devient loi dans notre province, ce sera une faillite et il espère que la Chambre n'appuiera pas le projet du trésorier provincial.

M. Tessier (Rimouski) est en faveur de la tempérance et de la lutte à l'alcoolisme, mais il est de l'avis des députés de Lotbinière (M. Francoeur) et de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch); il est contre la prohibition. Il a toujours voté les amendements à la loi des licences qui assuraient les progrès de la tempérance, mais il ne croit pas que la prohibition soit désirée ni désirable dans notre province. C'est une question que chaque municipalité doit décider chez elle.

Dans mon comté, nous n'avons pas une seule licence et il en est content, mais le cas des petites villes n'est pas celui des grandes cités, et je n'ai pas confiance dans le projet du trésorier provincial.

On a dit que la prohibition avait été votée dans les autres provinces; cela est faux. Dans aucune province, à part la Colombie anglaise, on n'a permis au peuple de se prononcer sur les lois de prohibition. Cette mesure a été imposée, dans la plupart des cas, sans référendum et sans plébiscite.

D'ailleurs, que signifie l'exemple des autres provinces? Récemment, on a entendu dire que la province de Québec était celle où l'on jouissait de la plus grande somme de liberté; on a entendu dire cela par des députés et des ministres de cette Chambre.

Est-ce parce que nous prétendons être la province de la liberté et de la tolérance que nous allons suivre l'exemple de l'Ontario?

Mais lors même que toutes les autres provinces auraient adopté cette mesure, dans Québec, où j'ai toujours pensé que l'on a le plus de bon sens que les autres, où l'on comprend mieux la liberté et la tolérance que les autres, on devrait se refuser à suivre un tel exemple. Notre mentalité française et latine diffère absolument de celle des autres provinces. Nous sommes d'une autre race. Il n'y a pas longtemps que nous avons entendu nos ministres nous dire: Nous n'imiterons jamais Ontario. Et je suis surpris de voir que l'on nous propose cette loi de prohibition.

Il rappelle le plébiscite de 1899 et dit que la province de Québec, seule, a voté contre ce qui ne l'a pas fait passer pour une province rétrograde. D'ailleurs, cette loi ne prohibe pas. On nous dit que la vente des liqueurs sera permise pour des fins médicinales. Il trouve que cette loi de prohibition aura tout simplement pour résultat de changer le nom des débitants de liqueurs qui s'appelleront désormais pharmaciens au lieu d'hôteliers. Ce n'est donc pas un remède aux maux de l'intempérance, ni de l'alcoolisme.

Le débat est ajourné.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Charte de Montréal

M. Turcot (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le sous-paragraphe *a* du paragraphe *p* de l'article I qui se lit comme suit:

"*p*. Est annexé à la cité de Montréal:

"*a*. La cité de Maisonneuve, avec ses limites territoriales telles que définies par sa charte, laquelle sera annexée au et fera partie du quartier Mercier, qui sera dorénavant connu sous le nom de quartier Mercier-Maisonneuve.

"L'actif et le passif de la cité de Maisonneuve présentement annexée feront partie de l'actif et du passif de la cité de Montréal.

"Les règlements municipaux, procès-verbaux, résolutions et actes municipaux, légalement passés, de la cité de Maisonneuve, continueront après l'annexion à avoir plein effet jusqu'à ce que les fins proposées dans ces règlements aient été atteintes ou réalisées.

"Néanmoins aucun contrat consenti par ladite cité de Maisonneuve après le 1^{er} juillet 1917 n'aura d'effet pour la cité de Montréal.

"Les dettes de la cité de Maisonneuve n'auront pas pour effet de diminuer les pouvoirs d'emprunts que la cité de Montréal possède.

"Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Montréal devra, pour une période de quinze ans, imposer sur les biens imposables situés dans le territoire annexé, une taxe générale de deux et demi pour cent de la valeur desdits biens imposables."

Ce sous-paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"*p*. Est annexé à la cité de Montréal:

"La cité de Maisonneuve, avec ses limites territoriales telles que définies par sa charte, laquelle sera annexée au et fera partie du quartier Mercier, qui sera dorénavant connu sous le nom de quartier Mercier-Maisonneuve.

"L'actif et le passif de la cité de Maisonneuve présentement annexée feront partie de l'actif et du passif de la cité de Montréal.

"Les règlements municipaux, procès-verbaux, résolutions et actes municipaux, légalement passés, de la cité de Maisonneuve, continueront après l'annexion à avoir plein effet jusqu'à ce que les fins proposées dans ces règlements aient été atteintes ou réalisées.

"Néanmoins aucun contrat consenti par ladite cité de Maisonneuve après le 1^{er} juillet 1917 n'aura d'effet pour la cité de Montréal. Tous règlements, résolution ou contrat passé par ladite cité de Maisonneuve depuis le 1^{er} janvier 1917, à l'effet d'accorder des exemptions, limitations ou commutations de taxes, ainsi qu'à l'effet de donner des garanties de quelque nature que ce soit, sont et resteront sans effet pour la cité de Montréal, à moins qu'ils ne soient approuvés par la commission administrative.

"Les dettes de la cité de Maisonneuve n'auront pas pour effet de diminuer les pouvoirs d'emprunts que la cité de Montréal possède.

"Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Montréal devra, pour une période de quinze ans, imposer sur les biens imposables situés dans le territoire annexé, une taxe générale de deux et demi pour cent de la valeur desdits biens imposables.

"Il est accordé à la cité de Montréal un délai jusqu'au premier septembre prochain, 1918, pour payer toute dette payable par la cité de Maisonneuve, actuellement échue et exigible ou qui écherra ou deviendra exigible avant le premier septembre prochain.

"Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité est autorisée à faire les emprunts nécessaires pour payer les dettes échues et à échoir légalement contractées, et à renouveler, à échéance, tous emprunts faits par la cité de Maisonneuve. Ces emprunts ou renouvellements d'emprunts n'affecteront pas les pouvoirs d'emprunts généraux ou spéciaux que la cité possède ou posséderait si la cité de Maisonneuve n'avait pas été annexée à la cité de Montréal."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant de prendre une décision finale sur l'importante question de l'administration, il est sans doute opportun de se demander si l'attitude adoptée cette année par la Législature, à l'égard de l'administration de Montréal, rencontre les vues de la majorité des citoyens de la métropole et est bien conforme à la conduite que nous avons tenue dans le passé et si elle est bien juste envers les administrateurs de cette grande ville.

La Législature de Québec n'a certainement pas à se flatter de ses succès pour Montréal, depuis 1910, époque où elle crut changer la forme du gouvernement municipal de la métropole, répondre au désir des citoyens de cette ville en améliorant son système d'administration car, si je ne me trompe, la dette de Montréal a doublé depuis cette date et la mésentente entre le corps échevinal et le Bureau des commissaires de la cité n'a fait qu'accélérer la désorganisation financière et administrative.

Bon nombre de gens sérieux attribuent cette décadence administrative à l'impunité accordée à ceux qui ont fraudé le trésor public ou pratiquent publiquement la corruption.

Le résultat fut que des accusés, censurés mais non condamnés, surent maintenir leur pernicieuse influence et vinrent peu à peu à compter parmi les maîtres à l'hôtel de ville. Cet état de choses si déplorable et si désastreux a fait dire aux journaux des provinces étrangères que, sous l'administration de la justice dans la province de Québec, les voleurs publics, les dilapidateurs haut huppés pouvaient faire

face très aisément aux enquêtes, puisque nos lois à nous empêchaient presque les juges de donner une sanction à leurs jugements. Le gouvernement est responsable de la mauvaise administration de la métropole, car il n'a jamais voulu poursuivre les échevins qui ont été trouvés coupables de malversations. Et c'est pourquoi l'administration de Montréal est allée de mal en pis, que tous les ans les pèlerinages des représentants de la métropole à Québec ont été un triste spectacle pour les contribuables, comme pour nous, et que Montréal est en train d'inaugurer 1918 avec une dette qui dépassera \$102,000,000 et une taxe per capita plus élevée que celle de n'importe quelle autre cité du continent américain, à l'exception de New York peut-être.

Faut-il dire que la Législature n'est pas en grande partie responsable de cet état de choses, elle qui a préféré prêter l'oreille aux démagogues, prédicants de popularité, ou aux gros immeubliers ou aux spéculateurs de la haute finance, elle qui a mis à rancart les principes qui régissent les gouvernements des villes les mieux administrées du continent américain? Quelle est notre position aujourd'hui?

Maintenant, voici que le premier ministre présente une mesure, admettons-le franchement, une mesure draconienne. Mais je veux être juste pour le premier ministre. Je sais qu'il en est venu à cette conclusion après des suggestions nombreuses autant que différentes qui lui ont été faites par les corps les plus représentatifs de Montréal. Ceux qui ont fait des représentations étaient tous des hommes respectables, dignes d'attention. Les modes suggérés par la Chambre de commerce, par M. Mathys et autres, méritaient la plus grande considération. On ne peut s'entendre sur le mode. Tous ces corps ont voulu trouver, non pas dans le Parlement, mais dans la personne du premier ministre seulement le sauveur de la situation. On a proclamé le premier ministre le seul homme capable de sauver la situation. Le premier ministre a écouté; il s'est rendu aux supplications des requérants; il a réfléchi, il a parlé, puis a posé un acte.

Quel est cet acte? Le premier ministre a dit au maire de Montréal: Vous avez trop de pouvoir; vous pouvez nuire à la saine administration; vous serez plutôt un personnage décoratif mais on va vous laisser un salaire de \$10,000 avec quelques honneurs, mais pas de charge administrative. Le premier ministre a dit aux échevins, élus du peuple, des contribuables qui ont payé en 1917 au gouvernement des taxes pour la jolie somme de \$901,108.12, suivant la déclaration du trésorier provincial: Vous

n'aurez pas le contrôle de l'administration de votre propre ville. Vous pourrez parler, mais pas agir. Le gouvernement s'accorde de nouveaux pouvoirs pour ce qui concerne votre administration, et la commission administrative sera pratiquement sous le contrôle du gouvernement. Vous autres, les contribuables, pour mettre la commission en mesure de combler le déficit, vous aurez à payer de nouvelles taxes municipales et à l'avenir vous en paierez au gouvernement encore plus que vous n'en avez payé dans le passé.

Ce nouveau mode est évidemment le renversement de notre régime constitutionnel basé sur le principe de la plus saine démocratie. C'est l'autocratie érigée en système. Ce mode défranchise pratiquement les électeurs municipaux de Montréal pour ce qui concerne leur propre administration. Les membres de cette Chambre se sont toujours proclamés de fervents démocrates. Le premier ministre a maintes fois proclamé l'efficacité d'un gouvernement par le peuple. Ce fut la principale doctrine prêchée aux dernières élections.

Je comprends que des électeurs ainsi endoctrinés trouvent étrange que leur chef le plus écouté leur impose après les élections un régime qu'il a dénoncé comme exécration durant les campagnes électorales quand il s'agissait de gagner des votes.

Je reconnais que trois membres sur cinq dont les noms sont mentionnés ont une compétence des plus rassurantes. Mais ces messieurs ne sont pas éternels. À leur départ, quels seront leurs successeurs? Le gouvernement est-il sûr qu'il fera toujours un choix judicieux des membres de cette commission? Il est arrivé qu'il ait fait des nominations malheureuses. Il se pourrait que des hommes de deuxième ordre soient substitués et, alors, quel serait l'état de la situation?

Maintenant, la situation financière est-elle si mauvaise qu'il faille imposer à Montréal une pareille tutelle? Il remarque que la situation de Montréal est en partie due aux charges qui ont été insérées dans la charte par la Législature et aussi du fait que le gouvernement provincial retire des revenus qui, du moins une portion, devraient aller à la ville. Il reproche au premier ministre d'avoir contribué à la faillite de Montréal en lui enlevant une partie de ses revenus. Le premier ministre a dit: Montréal a un déficit parce qu'elle n'avait pas assez de revenus, nous allons lui accorder de nouveaux pouvoirs de taxer pour combler ce déficit. Mais le gouvernement ne consent pas pour cela à diminuer le chiffre des taxes qu'il perçoit lui-même à Montréal.

En accordant à l'administration actuelle les nouveaux pouvoirs accordés à la nouvelle commission, pourrait-on obtenir les résultats qu'on attend de la nouvelle administration? J'admets que les esprits les mieux avertis se sont alarmés de la situation de Montréal. Le régime actuel pourrait-il, avec les nouveaux pouvoirs, administrer de façon à combler les déficits? Il n'y a pas de doute que le régime, trop souvent, s'est conduit de façon à faire douter de sa compétence et même à dégoûter bien des gens sérieux.

Le procureur général n'aurait-il pas pu être plus sévère dans la poursuite des enquêtes judiciaires concernant des affaires municipales? Il y a de justes récriminations à ce sujet. Tous ces actes déplorables ont amené des hommes sérieux à demander un changement radical dans l'administration de Montréal.

Il trouve aussi étrange que la population de Montréal n'ait pas eu l'opportunité de se prononcer sur la forme de gouvernement à adopter. Je crois que le projet de la chambre de commerce respecte plus la volonté du peuple. Comme le maire Martin, il demande pourquoi au moins ne pas nommer cette commission pour quatre ans, et ensuite par référendum ou élections générales, consulter les contribuables de Montréal et leur donner le pouvoir de se donner le gouvernement municipal qu'ils trouveront plus conforme à leurs intérêts?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Chaque fois que la Législature est intervenue, c'était à la demande de la population de Montréal. Dans ces affaires d'enquête royale contre certains échevins de Montréal, le procureur général de la province a procédé en cela, comme l'on procède, non seulement dans toutes les provinces du dominion, mais dans tous les pays du monde.

Le chef de l'opposition reproche au solliciteur général de n'avoir pas pris de poursuites contre les échevins qui avaient été trouvés en faute avant 1910, comme le prouve l'enquête Cannon. Il n'appartient pas au procureur général de prendre ces poursuites. Il fallait qu'il y eût plainte de la part d'un citoyen et, une fois que l'on avait trouvé matière à procès, c'était au procureur général de mener la poursuite. Il n'a fait que se conformer à la loi criminelle britannique. D'ailleurs, les échevins de cette époque étaient surtout victimes du système. Il lui est agréable de l'admettre, car il aime mieux défendre les hommes que de les accuser. Le reproche que le chef de l'opposition nous fait donc ne peut pas tenir debout.

Le déficit de Montréal résulte du fait que les revenus ne sont pas assez nombreux, ai-je déjà dit. Je le répète encore. Mais je ne suis pas prêt à dire que c'est la seule raison du déficit actuel. Il y a bien d'autres raisons. Mais il est inutile de revenir en arrière et de chercher les raisons du mal. Il n'a pas changé l'administration de Montréal simplement parce qu'il y avait déficit dans les finances.

Encore cette fois-ci, tout le monde reconnaissait qu'un changement s'imposait dans l'administration de la métropole. Nous avons étudié, nous avons réfléchi, nous avons examiné tous les systèmes que l'on nous a proposés. Et nous en sommes venus à la conclusion contenue dans la proposition que nous étudions ce soir.

Parmi les amendements à la charte de la ville de Montréal, on a voulu donner un meilleur système. Le chef de l'opposition prétend qu'il est antidémocratique.

Cette proposition est-elle si antidémocratique? La proposition qui a été acceptée n'a rien qui porte atteinte à la démocratie, contrairement à ce que l'on se plaît à dire en certains quartiers. Au contraire, nous croyons nous rendre aux vœux de la majorité de la population de la métropole. À peu près tout le monde à Montréal demandait même que le gouvernement nomme une commission pour administrer Montréal. Nous nous rendons à leur demande en partie. Il n'y a donc pas là d'oligarchie en aucune façon. Au reste, M. le Président, ne sommes-nous pas, nous, de cette Chambre, les représentants du peuple? Et nous avons le droit de légiférer au point de vue municipal comme au point de vue agricole, au point de vue industriel.

Quelle tyrannie y a-t-il alors que nous nommions les membres d'une commission d'administration pour occuper les fonctions qu'ils exercent? C'est ce qui se fait, au reste, partout.

Pourquoi s'étonner que le gouvernement ait pris sur lui de nommer cette commission? En quoi nous sommes-nous départis de l'esprit démocratique qui doit nous animer? Prenez en France, pays où la démocratie fleurit avec grand succès, le gouvernement nomme tous les préfets. En Belgique qui est une monarchie, mais une monarchie constitutionnelle, les maires sont aussi désignés par l'autorité gouvernementale. À New York, les principaux administrateurs de la municipalité sont choisis par le premier magistrat. Montréal, comme toutes les municipalités, tient, au reste, tous ses pouvoirs de la Législature.

Nous avons l'approbation du peuple de Montréal dans un cas analogue à celui-ci. La question du tramway qui aurait dû se régler il y a dix ans, n'a-t-elle pas été réglée par une commission nommée par la Législature? On parlait alors d'une commission

spéciale nommée par le gouvernement et l'on criait à la tyrannie. On organisait des assemblées partout. L'an dernier, c'est à l'unanimité que l'on demandait la nomination de ces commissaires. Et la Législature a nommé presque à l'unanimité une commission pour régler la question du tramway, et les gens ont tous approuvé. Et incidemment ils suppliaient pour qu'on félicite les membres de cette commission pour le contrat modèle et pratique entre la ville de Montréal et la compagnie de tramways, qu'ils ont rédigé.

Il en sera peut-être ainsi de cette commission que nous avons nommée pour administrer Montréal. Elle se compose de trois hommes éminemment qualifiés incluant le président qui a été choisi par les représentants de la population de Montréal dont ils sont les employés et qui ne sont pas précisément inconnus de la population de Montréal. Nous leur adjoindrons deux autres membres que nous nommerons avec tous les soins possibles. Il assure que son "scheme" n'est que temporaire.

Le chef de l'opposition demande aussi au gouvernement pourquoi il ne met pas dans la loi que l'on devra consulter le peuple par un référendum au sujet de la commission administrative après les quatre ans déterminés pour l'exercice de ses fonctions.

Il n'y pas besoin d'un référendum. L'opinion de la population de Montréal peut être entendue sans un référendum, et la Législature, qui se réunit à chaque année, saura quoi faire et saura si des changements sont requis.

Et maintenant attendons quatre ans et si les résultats ne sont pas satisfaisants, nous adresserons au peuple.

Nous n'aurons pas besoin d'attendre quatre années pour savoir ce que penseront les citoyens de Montréal de ce système, on nous en fera des éloges bien avant. Il y a toujours lieu pour la Législature de revenir sur cette législation.

On peut l'amender à la prochaine session, si c'est le désir des électeurs de Montréal.

Certaines personnes, et des personnes de bonne foi, et le chef de l'opposition ont prétendu que les problèmes de Montréal étaient dus à l'imposition de dépenses à la cité par la Législature. Mais si on examinait les statuts des dernières 10 ou 15 années, on verrait que la charge n'a pas été considérable. On ne peut toujours pas dire que la Législature a imposé à la ville de Montréal des charges tellement lourdes que c'est elle qui l'a mise dans la position où elle est aujourd'hui. Si vous additionnez les montants, vous constaterez que le chiffre n'en est pas si élevé qu'on l'a dit et écrit, assez souvent pour finir par le faire croire à bien des braves gens.

On a parlé de certains boulevards qui seraient la cause du déficit. Il rappelle au leader de l'opposition que de tels projets étaient demandés par les représentants des citoyens, échevins et autres au comité des bills privés. Tous les projets ratifiés par la Législature ont été d'abord réclamés par les conseillers municipaux de la ville. Il n'est donc pas juste de parler d'imposition.

On dit que nous avons privé la ville de Montréal de revenus qui lui reviennent. Quels revenus? Je sais que certains disent que l'on ne devrait pas prendre la taxe sur les véhicules motorisés. Il ne voit dans ces déclarations aucune logique. Toutes ces taxes appartiennent au gouvernement provincial. Dans toutes les provinces de la Confédération, le gouvernement prend cette taxe à son compte. Il en est de même pour les gouvernements d'états dans la république voisine. La différence entre ce gouvernement et ceux des autres provinces et États, c'est que chaque cent que nous dépensons va à la construction et à l'entretien de routes de qualité.

Dans les autres provinces, les grandes villes, comme Toronto, Hamilton et autres, sont obligées de contribuer, et pour des milliers de dollars, à l'entretien des routes dans les campagnes environnantes. Il en est ainsi aux États-Unis. Nous n'avons pas telle loi dans la province de Québec. Le gouvernement y pourvoit seul. Le revenu de ces taxes, le gouvernement l'emploie à l'amélioration des chemins autour de Montréal qui n'a pas à voir ainsi à ces obligations.

Il (l'honorable M. Gouin) dit que le gouvernement s'est fait attaquer relativement à la taxe sur le théâtre; le gouvernement, dit-il, n'a rien enlevé à Montréal, mais a imposé un tarif plus élevé et a gardé la différence.

Quant au sou du pauvre dont nous aurions privé la cité de Montréal, on sait que le gouvernement avait étudié ce projet bien avant les municipalités et qu'il a consenti à laisser les villes qui le lui ont demandé en retirer le revenu. Il a laissé la ville de Montréal s'en emparer. Quand il l'a reprise, il n'a pas fait perdre à la métropole un seul sou de ce qu'elle touchait avant.

Dans les autres provinces, une taxe analogue est entièrement versée dans le trésor du gouvernement. La partie de cette taxe que nous retirons a été ajoutée à celle que les municipalités percevaient déjà, de sorte que ces dernières ne se trouvent pas du tout privées de ce revenu. Des \$600,000 à \$700,000 que l'Ontario reçoit de cette source, pas un sou n'est donné aux municipalités.

Les amendes de la cour du recorder qui apportent un revenu considérable à Montréal ne nous sont pas remises entièrement, contrairement à ce que l'on a déclaré. Le gouvernement n'en reçoit que cinquante pour cent, alors qu'il devrait tout retirer, à l'exemple de ce qui se passe dans les autres provinces, en Angleterre et dans les autres colonies où toutes les amendes vont à la Couronne et non aux municipalités en vertu des dispositions du Code criminel.

Ici, ce sont les dispositions des statuts fédéraux qui nous régissent dans le même sens. On ne saurait donc faire au gouvernement de reproches sérieux s'il ne prend que la moitié.

Non, le gouvernement n'est pas mesquin à l'endroit de la ville de Montréal. On se plaint que Montréal paie trop de taxes à la province, qu'elle paie un tiers des revenus. Le gouvernement a besoin d'argent pour administrer les affaires de la province et Montréal, où se retrouve un tiers de la population, paie un tiers des revenus, tout naturellement, c'est-à-dire environ \$900,000 et pas un sou de plus, quoique puissent affirmer les journalistes et autres. Elle paie sa part, comme Rimouski paie la sienne. Chaque municipalité de la province contribue dans les mêmes proportions à l'administration de la chose publique.

Le gouvernement a besoin de revenus s'il doit vivre. Ces revenus, ce sont les taxes qu'il doit nécessairement imposer. Si l'on enlève au gouvernement les taxes sur les automobiles et les autres taxes perçues présentement à Montréal, il faudra chercher ailleurs. Il faut toujours que le gouvernement vive. Voudrait-on l'abolir? Et même si le gouvernement disparaissait entièrement, il n'en faudrait pas moins garder ces taxes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On pourrait peut-être le remplacer par une commission.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Que l'on trouve une commission aussi bonne que le gouvernement et vous pourrez le faire. Si vous voulez que le gouvernement vive, il faut lui en donner les moyens. Les arguments comme ceux que l'on emploie chez certains hommes publics et dans certains journaux ne sont pas de nature à améliorer le sort de notre population. Il faut faire preuve de plus de sérieux.

Le comité étudie l'article 34 qui se lit comme suit: Les articles suivants sont insérés dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 364:

"364a. La cité est autorisée à imposer, par règlement, une taxe annuelle n'excédant pas trois pour cent de la valeur locative de tout immeuble, pour tout loyer y compris et au-dessus de deux cent cinquante piastres, telle que portée au rôle d'évaluation de ladite cité, et à déterminer de quelle façon cette taxe sera prélevée et à quelle époque elle sera exigible.

"364b. La cité est autorisée à imposer une taxe annuelle n'excédant pas \$10.00 sur tout célibataire mâle ayant atteint l'âge de vingt-cinq ans, résidant, travaillant ou ayant une place d'affaires dans la cité. Ladite cité pourra aussi décréter de quelle façon cette taxe sera imposée et prélevée, et à quelle époque elle sera exigible. Cette disposition ne s'appliquera pas aux personnes qui font partie d'un ordre religieux."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) veut amender cet article de sorte à exempter les célibataires qui sont propriétaires et paient un loyer et ainsi sont assujettis à la taxe sur le logement de trois pour cent.

Cet amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 19 voix contre 11.

Une voix propose d'ajouter l'article suivant:

"43. L'article suivant est inséré dans ladite loi après l'article 540:

"540a. Le trésorier actuel de la cité prendra sa retraite le 1^{er} mai 1918, et dans ce cas, il lui sera accordé une pension égale aux trois quarts du traitement de \$6,000.00 qu'il reçoit maintenant, laquelle commencera immédiatement après sa démission et lui sera servie sa vie durant comme pension insaisissable."

La proposition est adoptée.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose d'ajouter l'article suivant:

"56. L'article 25 de la loi 6 George V, chapitre 44, est remplacé par le suivant:

"25. Nonobstant toute disposition à ce contraire, il pourra être porté au budget, chaque année, durant cinq années successives, pour la bibliothèque municipale, telle qu'établie par le règlement no 624 de la cité, adopté le 28 mai 1917, une somme n'excédant pas \$25,000.00 aux fins ci-après décrites.

"a. Pour l'achat de livres, brochures, revues, journaux, tableaux, gravures, portraits, estampes, dessins, manuscrits, monnaies, médailles et autres objets historiques;

"b. Pour frais de reliure, réparation et entretien des livres;

"c. Pour travaux et matériaux nécessaires à l'installation, l'exposition et la conservation d'œuvres d'art.

"La somme votée pourra être dépensée pour les fins ci-dessus sans qu'il soit nécessaire de demander des soumissions.

"La juridiction de la commission de la bibliothèque pourra s'étendre aux succursales et aux cabinets de lecture déjà établis par la cité et à ceux qu'elle pourra établir dans l'avenir."

La proposition est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Turcot (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des licences

La Chambre continue le débat sur la motion proposée, ce jour, que le bill 22 amendant la loi des licences de Québec, soit lu une deuxième fois.

M. Tessier (Rimouski): Le trésorier provincial admet qu'il va perdre par l'adoption de cette loi \$500,000 de revenus. Il n'est donc pas dans son intérêt de proposer cette loi. Nul est le but de cette mesure. Est-ce dans un but moralisateur qu'elle est présentée? Si oui, elle n'atteindra pas son but, car aucune loi ne peut arriver à ce but. Pourquoi, si tel est le but que se propose le gouvernement de la province de Québec, n'est-elle pas à la tête de la Confédération sous ce rapport comme en font foi les statistiques criminelles.

Et il cite un article de la *Gazette* de Montréal à ce sujet.

Les statistiques démontrent que chez nous les arrestations opérées pour des offenses dues à l'alcoolisme ou à l'ivrognerie sont moindres en proportion de la population que dans les autres provinces prohibitionnistes.

Notre province est l'une des plus morales du pays, quoique la prohibition n'y soit pas en vigueur.

Si l'objectif que poursuit le bill n'est pas de favoriser le progrès de la morale, quel est-il?

La loi de prohibition serait donc inutile; d'ailleurs, les lois ne peuvent jamais réussir à faire un homme bon d'un homme méchant. Il ne croit pas qu'on puisse faire un saint par un acte du Parlement. Il est en faveur de la tempérance et d'une réglementation sévère de la vente de l'alcool, mais il n'a pas foi à la prohibition totale. C'est dans la réglementation qu'on trouverait un remède à la situation qu'on veut améliorer. Il se prononce en faveur d'une loi de tempérance mitigée, favorisant les licences pour le vin et la bière. Je suis pour la liberté individuelle, déclare-t-il.

M. David (Terrebonne): Il ne croit pas non plus à l'efficacité de la prohibition. Il se dit en faveur des licences pour la bière et le vin. Il note les progrès faits depuis quelques années par la tempérance. Il s'agirait maintenant d'éduquer le peuple. Cela serait facile, en un temps de crise, de nous recueillir. Quel but nous proposons-nous? Sûrement pas de punir Québec, ni de priver quelqu'un de sa liberté. Il ne peut s'agir que d'aider à la tempérance.

Il ne veut pas de la prohibition totale. Il est d'avis qu'il est impossible de guérir les extrêmes par d'autres extrêmes. Il est difficile, d'après lui, de rompre avec les habitudes. Si les liqueurs fortes sont interdites, ceux qui veulent des liqueurs, mais qui n'éprouvent pas ce qu'on appelle un besoin, trouveront autre chose. Le meilleur moyen est d'appliquer une mesure plus tempérée. Il rappelle qu'à l'époque de la Nouvelle-France, il n'y avait aucune boisson forte, mais un vin léger et une bière légère, et plus spécialement du cidre, et il croit que la province devrait revenir à la fabrication du cidre.

Il rappelle les nombreux vergers descendant des quelques branches de pommiers rapportés de Normandie.

Il y a plusieurs vergers dans la province de Québec qui donnent des pommes de qualité et desquelles un cidre pourrait être produit, et il (M. David) rappelle les nombreux vergers, autour de Montréal, disparus avec l'avènement des constructions immobilières. Il aimerait voir renaître les vergers de la province, et la production de cidre pourrait s'avérer un excellent substitut.

Le vin n'a pas rendu fumeux le cerveau de la France. Il n'a pas amolli le courage des poilus qui sont aussi prompts que les autres soldats alliés quand claironne la charge à escalader le parapet même si on a doublé leur ration de pinard.

Il regrette que la province n'ait pas tiré profit de la crise pour tenter d'éduquer le peuple, parce que, dit-il, l'interdiction est une voie brutale et que

l'éducation est de beaucoup préférable. Il devrait y avoir un substitut pour la liqueur forte, insiste-t-il. L'éducation est de meilleur goût, et si le cidre était fabriqué, ce serait là une forme d'éducation et on encouragerait ainsi les industries locales.

Le Québec ne devrait pas suivre les autres provinces, mais être à l'avant-garde et ce serait tenir ce poste d'honneur que de commencer l'éducation antialcoolique par l'usage du vin et de la bière et du cidre. Le système dont il se fait le défenseur serait plus probant que la prohibition. La guerre passée, la réaction opérée, si on fait retour à la vente libre des liqueurs enivrantes, on trouvera le peuple fortement trempé contre cette tentation mauvaise, grâce à l'éducation.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande à la Chambre la permission de dire quelques mots sur cette importante question. La position du gouvernement a été donnée par l'honorable trésorier et il ne croit pas devoir insister sur le bill.

Le député de Terrebonne (M. David) désire que la province de Québec soit à l'avant-garde de la Confédération pour ce qui est de la tempérance. Si l'on considère l'histoire des progrès de la tempérance dans ce pays, on constate que depuis dix ans c'est la province de Québec qui est à la tête de toutes les provinces dans cette question du trafic de liqueur. C'est elle qui la première a diminué le nombre des licences; c'est elle qui la première aussi a diminué le temps consacré à la vente des liqueurs. Chaque fois que les délégués des sociétés de tempérance de notre province assistaient à des conventions dans les autres provinces, ils entendaient avec plaisir répéter que Québec donnait l'exemple.

Ainsi à Montréal et à Québec nous avons graduellement diminué le nombre des licences tant pour les hôtels que pour les magasins. Nous avons aussi réduit considérablement le temps durant lequel la vente des liqueurs était permise. Les progrès accomplis dans cette voie ont été rapides et constants. Il y avait dans la ville de Québec, il y a dix ans, 150 licences de restaurants et 150 licences d'épiciers; l'an dernier, il n'en restait plus que 25 pour l'un et l'autre commerce. Il y avait à Montréal, il y a dix ans, 600 magasins et 600 buvettes; au 1^{er} mai, l'un et l'autre de ces chiffres devaient être réduits au total de 400, soit 200 marchands licenciés et 200 buvetiers.

La tactique adoptée par le gouvernement a favorisé la cause de la tempérance, tout le monde le reconnaît. Personne ne peut ignorer combien l'état de notre population s'est amélioré depuis dix ans et dans

quelle proportion les abus causés par l'alcool ont été supprimés. Nous croyions avoir la meilleure politique. Mais le peuple semble juger autrement et vouloir la prohibition.

À la dernière session, considérant les demandes faites annuellement par les sociétés de tempérance et de prohibition, tenant compte aussi des recommandations de la commission spéciale de licences, composée d'hommes compétents, nommés pour étudier cette question, nous avons resserré encore cette législation et nous avons décidé de faire certaines réformes qui devaient être mises en pratique au mois de mai prochain et une nouvelle réduction du nombre de licences a été décrétée pour prendre effet au mois de mai prochain.

Maintenant, on nous demande pourquoi revenir sur cette loi, pourquoi proposer la prohibition, quels changements ont pu survenir pour modifier notre opinion?

L'an dernier, la capitale de la province, après un grand nombre de villes, de villages et de paroisses, a voté librement la prohibition avec une majorité significative. C'était une indication que le peuple était contre les liqueurs. Bien peu de gens pensaient qu'une majorité aussi considérable pouvait favoriser cette mesure à Québec. Il en a été de même à Trois-Rivières, à Hull, et dans d'autres grands centres. Lorsqu'on a eu connaissance de tels résultats, et plus spécialement lorsque la capitale de la province a voté "prohibitionniste", on a pu voir la direction qu'avait prise l'opinion publique et, dès la fin mai, il ne resta de licences qu'à Montréal, Sherbrooke et Saint-Hyacinthe grâce au vote du peuple. Cette majorité de trois mille voix à Québec est un détail qui compte.

Maintenant, quant à ce qui concerne Montréal, il est convaincu, et si vous demandez aux intéressés eux-mêmes dans le commerce des liqueurs quels seraient les résultats d'une campagne prohibitionniste dans la métropole, tous vous disent la même chose, que cette mesure serait approuvée par une bonne majorité.

Nous administrons pour la population de la province de Québec. Or, les électeurs nous ont fait savoir, de façon à ne pas s'y tromper, il faut s'en rendre compte, qu'ils veulent avoir la prohibition. Cela doit nous guider. Quelle que soit notre opinion personnelle, on ne saurait la leur refuser. On peut conserver son opinion sur la valeur et le mérite de la loi.

Ce n'est pas parce que nous avons une population dont la morale est supérieure à celle des autres provinces, comme le prétend le député de

Rimouski avec raison d'ailleurs, que nous devons lui refuser la prohibition si elle la désire. La prohibition n'empirera sûrement pas ce caractère moral des citoyens de la province de Québec. Si nous avons été d'opinion que les élections désiraient nous voir continuer dans la voie de tempérance que nous poursuivions depuis dix ans, nous aurions maintenu la loi des licences telle qu'amendée à la dernière session mais, devant la manifestation évidente de l'opinion populaire, nous en sommes venus à la conclusion que Québec, comme les autres provinces, veut la prohibition; voilà pourquoi nous la lui donnons.

D'ailleurs, à quoi servirait de conserver nos licences après le 1^{er} mai 1919 maintenant que le gouvernement fédéral vient d'interdire, comme c'est son droit, la fabrication, la vente, le transport et l'importation des vins et des liqueurs enivrantes au Canada.

À partir du 1^{er} mai 1919, le stock sera épuisé; à quoi servira-t-il de donner des licences? Ce sont ces considérations-là qui ont inspiré le gouvernement.

Pourquoi ne pas nous rendre au désir apparent de la population et lui donner la prohibition. Même si nous ne nous rendions pas au désir de la population nous aurions la prohibition. Nous avons confiance que les partisans de la tempérance seront satisfaits de la loi et qu'elle est l'expression du vœu unanime de la population.

Le gouvernement se conforme donc au vœu de la population en présentant la loi qui vient d'être soumise à la Chambre.

Chacun est maître de son opinion. Chacun reste libre de voter comme il le veut. Nous ne savons pas ce que décidera la Chambre, mais si nous n'avons pas la confiance de la Chambre, nous en subissons les conséquences.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la loi des licences de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que, nonobstant toute loi contraire, le et après le premier jour de mai 1919, aucune licence ne devra être accordée pour la vente de liqueurs enivrantes dans la province, sauf et excepté pour la vente du vin pour des fins sacramentelles et de liqueurs enivrantes pour des fins de médecine, de mécanique, de fabrication et d'industrie.

Adopté.

2. Que les droits de licence pour la vente du vin pour des fins sacramentelles ou de liqueurs enivrantes pour des fins de médecine, de mécanique, de fabrication ou d'industrie seront ceux que prescrit le paragraphe 13 de l'article 988 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la section 10 du bill qui accompagne ces résolutions.

Adopté.

3. Que, quant aux formalités au sujet de l'octroi de ces licences, les restrictions à imposer aux porteurs de licence, et les pénalités encourues par ceux qui ne s'y conformeront pas, ainsi que les pénalités encourues par ceux qui vendront des liqueurs enivrantes sans licence, les dispositions applicables de la division I de la loi des licences de Québec s'appliqueront *mutatis mutandis*.

Adopté.

4. Que à compter de la date de la sanction de la loi qui accompagne ces résolutions, une taxe pourra être imposée par voie de licence ou autrement, sur toute personne autorisée, en vertu de toute législation du Parlement du Canada, à vendre des liqueurs enivrantes dans la province, et que cette taxe pourra être au montant et perçue de la manière que pourra déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

5. Qu'à compter de la publication, dans la *Gazette officielle du Québec*, de tout arrêté ministériel, émis en vertu de la résolution précédente, il sera interdit à toute personne de vendre des liqueurs enivrantes dans la province de Québec, avant d'avoir payé cette taxe et de s'être conformée à toutes les formalités requises aux termes de cet arrêté ministériel; et que toute contravention aux dispositions de la section 3 du bill qui accompagne ces résolutions ou de tout arrêté ministériel émis en vertu d'icelle, rendra le contrevenant passible des pénalités prescrites par l'article 1009 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 7 George V, chapitre 17, section 10.

Adopté.

6. Que les droits exigibles sur chaque licence pour vendre des liqueurs destinées à des fins de médecine, de mécanique, de fabrication ou d'industrie, ou pour l'usage du culte divin dans des municipalités où il existe un règlement prohibitif, seront pour une somme que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, laquelle somme devant être:

a. Dans les cités, d'au plus six cents piastres;

b. Dans les villes, d'au plus cinq cents piastres;

c. Dans toutes les autres municipalités, d'au plus trois cents piastres;

d. Dans un territoire non organisé, d'au plus deux cents piastres.

Adopté.

7. Que les droits exigibles pour chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance dans une municipalité où une licence d'auberge est en vigueur sera:

a. Dans la cité de Montréal, cinquante piastres;

b. Dans toute autre municipalité, cinq piastres;

Pour chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance dans une municipalité où aucune licence d'auberge n'est en vigueur sera:

a. Dans les cités, cinq piastres par chambre à coucher;

b. Dans les villes et villages ayant une population dépassant deux mille âmes, trois piastres par chambre à coucher;

c. Dans les villes et villages ayant une population de moins de deux mille âmes, deux piastres par chambre à coucher;

d. Dans toutes autres municipalités, une piastre par chambre à coucher, pourvu que les droits ne soient pas moindres que cinq piastres.

Pour chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance dans un territoire non organisé, une piastre pour chaque chambre à coucher, pourvu que les droits ne soient pas moindres que cinq piastres.

Pour chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance durant un maximum de six mois, dans une place de villégiature, la moitié des droits autrement exigibles pour une licence annuelle.

Adopté.

8. Que les droits sous les trois derniers paragraphes 17, 18 et 19 de l'article 988 des statuts refondus, 1909, tels qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront établis suivant le nombre total des chambres à coucher formant partie de l'hôtel de tempérance, situées ou non dans la même bâtisse à l'exception, toutefois, de celles réservées au personnel de l'hôtel ou à la famille, et ce jusqu'à concurrence de six par hôtel de tempérance dans les cités, de quatre par hôtel de

tempérance dans les villes et villages, et de trois par hôtel de tempérance dans les autres municipalités.

Adopté.

9. Que les droits exigibles pour chaque licence de droguiste ou d'autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramentel, médicinal et industriel, seront pour une somme que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, laquelle somme devant être:

a. Dans les cités, d'au plus six cents piastres;

b. Dans les villes, d'au plus cinq cents piastres;

c. Dans toutes les autres municipalités, d'au plus trois cents piastres.

d. Dans tout territoire non organisé, d'au plus deux cents piastres;

Et que pour chaque licence de gros dans toute partie de la province, les droits exigibles seront pour une somme que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, laquelle somme ne devant pas excéder huit cents piastres.

Adopté.

10. Que, dans toutes poursuites ou actions, en vertu des dispositions de la loi des licences autres que celles intentées devant la Cour de circuit, il sera accordé aux officiers du revenu, dix centins pour chaque mille parcouru par eux pour effectuer une saisie avant jugement des liqueurs enivrantes.

Adopté.

11. Que, sauf dans le cas prescrit par l'article 1292j des statuts refondus, 1909, toute personne, avant d'entrer dans un lieu d'amusements, ou lieu temporaire d'amusements, devra payer un droit, comme suit:

Sur toute entrée dont le prix est moindre que trente-cinq centins, deux centins;

Sur toute entrée dont le prix est de trente-cinq centins ou plus, mais moindre que soixante-quinze centins, trois centins;

Sur toute entrée dont le prix est de soixante-quinze centins ou plus, mais moindre que une piastre et demie, cinq centins;

Sur toute entrée dont le prix est de une piastre et demie ou plus, dix centins.

Et que le porteur d'un billet de faveur ou de saison devra payer le droit basé sur le prix d'admission qu'il paierait s'il ne possédait pas ce billet.

Adopté.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements à l'effet de diminuer les droits de licences pour les lieux d'amusements et pour les lieux temporaires d'amusements qui, à raison du manque de construction ou du genre de construction ou du genre d'amusements qui y sont

donnés, ne peuvent être utilisés durant certaine saison de l'année.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a déjà plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 22 amendant la loi des licences de Québec.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 22 amendant la loi des licences de Québec.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique le bill en détail.

M. Létourneau (Québec-Est) propose un amendement portant que les inspecteurs du revenu soient autorisés à faire la visite des domiciles particuliers et à poursuivre les gens trouvés en possession de plus de 28 onces de boissons fermentées. Il calcule que 200,000 familles payant une licence de \$5 chacune rapporteraient un million de dollars de revenus au gouvernement. Ce serait là une excellente source de revenu pour le gouvernement.

On pourrait faire payer la taxe à quiconque garde chez lui plus de 28 onces de liqueurs. Et savez-vous, M. l'Orateur, que 28 onces, c'est une bouteille?

Il hésite à lire l'amendement.

Des voix: Lisez!

M. Létourneau (Québec-Est) lit l'amendement.

M. Perrault (Arthabaska) décrète la motion hors d'ordre du fait qu'un simple député ne peut présenter impunément un amendement à un bill du gouvernement.

M. Létourneau (Québec-Est) dit que la raison pour laquelle il propose cet amendement, c'est

parce que plusieurs prohibitionnistes gardent de la boisson dans leurs caves. Il assure qu'il y a des gens qui gardent au-delà de 100 caisses de boisson.

Une voix: Chez des prohibitionnistes?

M. Létourneau (Québec-Est): Peut-être!

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 6 qui se lit comme suit:

"*a*. En remplaçant les mots "deux cents", dans la dix-septième ligne du paragraphe 1, tel que remplacé par la loi 7 George V, chapitre 17, section 5, par les mots "deux cent cinquante".

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"*a*. En remplaçant les mots "deux cents", dans la dix-septième ligne du paragraphe 1, tel que remplacé par la loi 7 George V, chapitre 17, section 5, par les mots "deux cent cinquante" sans préjudice au nombre de licences que la municipalité de Maisonneuve, annexée à la cité de Montréal, a le droit de conserver."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à partir de demain, le 8 février 1918, la Chambre tienne trois séances tous les jours, la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois heures à six heures du soir; et la troisième de huit heures et demie du soir jusqu'à l'ajournement; et que, à chacune de ces séances, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions de l'article 111 du règlement relatives aux séances du mardi et du jeudi.

Adopté.

La séance est levée.

Première séance du vendredi 8 février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Vente forcée
des immeubles**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 146 amendant le Code de procédure civile relativement à la vente forcée des immeubles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Constitution
de la Cour supérieure**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 143 relatif à la constitution de la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Emmagasinement des eaux
du lac Kénogami**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 145 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux du lac Kénogami.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 145 accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux du lac Kénogami.

Adopté.

**Charte
de Verdun**

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Montréal-Nord**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 amendant la loi 5, George V, chapitre 198, constituant en ville la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le nom de ville Montréal-Nord.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville
de Saint-Michel**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 117 concernant la ville Saint-Michel.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Girls' Cottage Industrial School

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la passation d'un contrat avec The Girls' Cottage Industrial School.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra passer avec The Girls' Cottage Industrial School, corps politique constitué en corporation par la loi 3 George V, chapitre 103, un contrat basé sur la formule reproduite dans la cédule des présentes résolutions et insérer, dans ledit contrat, toute clause incidente qui pourrait être nécessaire pour y donner effet.

Adopté.

2. Qu'il pourra être inséré dans ledit contrat, une clause d'après laquelle The Girls Cottage Industrial School, s'engage à recevoir, loger et nourrir, de la manière prescrite dans ledit contrat, dans son école, les enfants du sexe féminin qui pourraient lui être confiées par toute personne qui conviendrait de payer les sommes exigées pour l'entretien d'une enfant du sexe féminin internée aux frais du public dans The Girls' Cottage Industrial School.

Adopté.

CÉDULE

L'an mil neuf cent dix-huit, le (...) jour du mois de (...)

Devant Me, (...) le notaire soussigné
pour la province de Québec, résidant et
pratiquant à (...)

ont comparu :

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représenté par
l'honorable Jérémie-L. Décarie, de la cité de

Montréal, avocat, conseil du roi, secrétaire et
régistrataire de la province de Québec,
autorisé à l'effet des présentes aux termes
d'un arrêté ministériel, en date du (...) (1918),
et approuvé le (...) par Son Honneur le
lieutenant-gouverneur en conseil et dont
copie est annexée à la minute des présentes;

Partie de la première part,

et

THE GIRLS' COTTAGE INDUSTRIAL SCHOOL, corps
politique constitué en corporation par la loi 3
George V, chapitre 103, ayant son bureau
principal dans la cité de Montréal et ci-après
stipulée "la corporation" agissant aux
présentes par (...) dûment autorisé en vertu
d'une résolution du bureau de direction de
ladite corporation, en date du (...) jour de (...)
mil neuf cent dix-huit, copie de laquelle est
demeurée annexée aux présentes après avoir
été signée et paraphée "ne varietur" par les
parties et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les
conventions et stipulations, savoir:

La corporation s'engage à recevoir, loger,
nourrir, vêtir, entretenir et instruire toutes les enfants
du sexe féminin qui seront envoyées à son école de
réforme et d'industrie, communément connue sous le
nom de The Girls' Cottage Industrial School; à leur
donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en
maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à ses
frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par
leurs familles; à leur enseigner tout ouvrage en
rapport avec leur âge; et, en général, à traiter lesdites
enfants dans ladite école de réforme et d'industrie, et
les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite
satisfaction, et à remplir le but pour lequel est créée
ladite école.

La corporation sera soumise et sujette aux
lois de cette province, au sujet des écoles de réforme
et d'industrie.

Dans le cas de désertion des enfants confiées
à sa garde, la corporation sera tenue de les faire
appréhender et de les faire revenir à ses frais.

La corporation sera tenue de fournir au
département du secrétaire de la province de Québec,
un rapport hebdomadaire dans lequel elle donnera la
date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie

temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

À défaut par la corporation de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir le montant représentant la pension des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront ainsi restées vacantes.

La corporation sera de plus tenue de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors de l'école avant l'expiration de leur terme d'internement.

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges de sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et à l'Assemblée législative de la province de Québec, et aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à toute autre personne autorisée par la loi, de visiter en tout temps à des heures convenables ladite école ainsi tenue par la corporation.

La corporation devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

À défaut par la corporation d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est pour un terme de dix ans à compter de la date de la signature du présent contrat, devant expirer le *(insérer ici la date d'expiration des dix années)*.

De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer à la corporation, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10.00) par mois pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention à son école de réforme et d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ À (...)

sous le numéro (...)

ET, APRÈS lecture faite, les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

The Girls' Cottage Industrial School

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 159 autorisant la passation d'un contrat avec The Girls' Cottage Industrial School.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Entretien des aliénés

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant certains contrats relatifs à l'entretien, au séjour et au traitement des aliénés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): Attendu qu'il convient, par suite de l'augmentation dans le prix des nécessités de toute nature, de porter à un taux plus élevé que celui stipulé dans leurs contrats respectifs avec le gouvernement, le coût par tête de l'entretien, du séjour et du traitement des aliénés dans chacun des asiles mentionnés ci-après dans la présente résolution; qu'il soit en conséquence résolu:

Que, nonobstant toutes les dispositions contenues dans les contrats ratifiés, autorisés ou modifiés par les lois énumérées dans la cédule de la présente résolution, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de passer, avec chacune des corporations ci-après désignées, un contrat portant, à partir du premier juillet mil neuf cent dix-sept jusqu'à la fin de leurs contrats respectifs existants, le coût total annuel par tête, pour l'entretien, le séjour et le traitement des aliénés dans leurs asiles, à un montant n'excédant pas celui mentionné vis-à-vis chacun de leurs noms dans le tableau suivant, savoir:

Sœurs de la charité de la Providence, pour leur asile de la Longue-Pointe.....	\$200.00
Sœurs de la charité de Québec, pour leur asile de Beauport	200.00
L'hôpital protestant des aliénés, pour son asile de Verdun.....	200.00
Sœurs de la charité de Québec, pour leur asile de Saint-Ferdinand d'Halifax.....	150.00
Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, pour leur hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul	150.00

Contrat

Lois

Entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la charité de la Providence, en date du 13 mars 1897, ratifié par.....	9 Édouard VII, chapitre 5
Modifié par contrat, le 18 juin 1913, autorisé par.....	3 George V, chapitre 4
Expirant le 31 décembre 1922.	

Entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la charité de Québec, pour leur asile de Beauport, en date du 23 février 1903, ratifié par.....	3 Édouard VII, chapitre 4
Modifié par contrat le 10 mars 1913, autorisé par.....	3 George V, chapitre 3
Expirant le 31 décembre 1922.	

Entre le gouvernement de la province de Québec et l'hôpital protestant des aliénés, en date du 22 juillet 1910, autorisé par.....	1 George V (1 ^{re} session), chapitre 4
Expirant le 31 décembre 1925.	

Entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la charité de Québec, pour l'asile de Saint-Ferdinand d'Halifax, en date du 23 février 1903, ratifié	3 Édouard VII, chapitre 4
Expirant le 31 décembre 1922.	

Entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, en date du 16 décembre 1915, ratifié par.....	8 George V, chapitre (insérer ici le no du chapitre ratifiant tel contrat)
Expirant le 2 décembre 1926.	

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Entretien des aliénés

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 39 concernant certains contrats relatifs à l'entretien des aliénés.
Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations

M. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 180 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Théâtres de vues animées

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances entre le gouvernement et toutes personnes, directeurs de journaux, etc., depuis 1917, au sujet des théâtres de vues animées.

Il proteste contre certains théâtres de vues animées où l'on fait l'apothéose du crime et des criminels.

Il ne s'oppose pas aux vues animées, mais il demande qu'une supervision plus serrée soit maintenue quant à la nature des vues présentées à travers la province dans les salles de spectacle afin qu'elles cessent d'être une cause véritable de scandale pour la jeunesse.

Quelques uns de ces films présentés de nos jours sont obscènes, alors que d'autres, qui mettent en scène le crime sur l'écran, incitent les jeunes gens à enfreindre la loi en les familiarisant avec le vice et le crime.

Il préconise la nationalisation de ces théâtres pour les faire servir à l'éducation de la jeunesse. Il suggère que les théâtres de vues animées présentent, au lieu des choses frivoles et souvent immorales qu'on y donne, des sujets mettant en valeur la richesse de la nation ainsi que son histoire, et que le théâtre serve ainsi à des fins éducationnelles dans le vrai sens du mot.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) partage l'opinion du chef de l'opposition quant aux représentations que l'on donne dans ces théâtres, mais il est bien difficile d'y remédier plus qu'on ne l'a fait déjà.

Il mentionne le travail du Bureau de censure, et fait remarquer qu'aucune vue à tendance immorale ou questionnable n'échappe au contrôle de ce Bureau. Dans cette province, dit-il, la censure est plus sévère que partout ailleurs et nous avons reçu de loin beaucoup plus de plaintes de la part de ceux qui présentent les vues animées que de la part du public. Les producteurs ont déjà pris en charge les vues à caractère national et éducatif, et il ne fait aucun doute que l'essor viendra avec la demande du public.

Les compagnies cinématographiques sont maîtresses de ces vues et servent au public ce que le public semble le plus demander et il ne faut pas s'en étonner.

Après tout, l'industrie des vues animées est soumise, comme toutes les industries, à la loi de l'offre et de la demande, et les producteurs doivent donner au public ce qu'il réclame. Il admet qu'il serait préférable que l'on représentât des sujets plus sérieux dans les cinémas. Quant à l'accusation d'immoralité, il croit qu'elle n'est pas fondée et que le bureau de censure des vues animées fait son devoir.

La proposition est adoptée.

Subventions aux compagnies de chemin de fer

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant les subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées pour contribuer aux dépenses de construction des chemins de fer ci-après désignés, le tout à telles conditions qu'il lui plaira de déterminer.

a. À la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! étant maintenant la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertible en

argent, pour contribuer aux dépenses de construction des tronçons suivants de son chemin de fer dans le comté de Chicoutimi, savoir:

(1) 0.44 mille, prolongement de la voie principale à partir de la jonction Mathias jusqu'au quai de Bagotville;

(2) 3.50 milles, embranchement depuis la jonction La Brosse jusqu'au Bassin de Chicoutimi;

(3) 12.00 milles, embranchement à Laterrière jusqu'au lac Kénogami;

(4) 0.50 mille, embranchement à partir de Laterrière jusqu'à la rivière du Moulin;

(5) 1.50 mille, embranchement de Saint-Alexis;

(6) 0.50 mille, prolongement à eau profonde à Port-Alfred.

b. à la compagnie de chemin de fer Grand Lake Railway & Transportation Company, un subside de \$5,000 en argent, par mille, sur un point quelconque depuis la rivière Bell au Grand Lac; pourvu toutefois que ce subside, ne devant pas excéder en tout \$50,000, soit payable à ladite compagnie par le ministre des Terres et Forêts, en déduisant, chaque année, pendant une période ne devant pas excéder dix ans, 50 % des droits de coupe dus au gouvernement sur le bois fait par ladite compagnie dans la région traversée par son chemin de fer.

Adopté.

2. Que les dispositions des sections 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11 et 13 de la loi 2 George V, chapitre 5, et les amendements à icelles, ainsi que les arrêtés en conseil passés en vertu des dispositions de la section 8 de ladite loi, s'appliquent *mutatis mutandis* à ces compagnies, en ce qui concerne la subvention accordée par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 149 concernant les subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 13 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;

- bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture;

- bill 50 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles;

- bill 69 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company;

- bill 109 constituant en corporation les Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 56 amendant la charte de la ville Saint-Laurent.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 59 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Charette;

- bill 78 concernant The Lyman Real Estate Corporation Limited;

- bill 84 confirmant le règlement accordant une exemption de taxes municipales à The Canada Steamship Lines Limited;

- bill 85 amendant la charte de la ville de Joliette;

- bill 97 concernant la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste-de-Coaticook;

- bill 98 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham, pour les fins civiles et scolaires;

- bill 102 amendant la loi 63 Victoria, chapitre 78, concernant les pouvoirs corporatifs de The national Trust Company Limited, dans les limites de la province de Québec;

- bill 160 concernant les écoles protestantes de Montréal;
- bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ingénieurs civils.

Charte de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 amendant la charte de la ville Saint-Laurent. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de la municipalité de la paroisse de Charette

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 59 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Charette. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Lyman Real Estate Corporation Limited

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 concernant The Lyman Real Estate Corporation Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Canada Steamship Lines Limited

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 confirmant le règlement accordant une exemption de taxes municipales à The Canada Steamship Lines Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Joliette

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 amendant la charte de la ville de Joliette. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Saint-Jean-l'Évangéliste de Coaticook

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 97 concernant la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste de Coaticook. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 98 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham, pour les fins civiles et scolaires. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

National Trust Company Limited

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 amendant la loi 63 Victoria, chapitre 78, concernant les pouvoirs corporatifs de The National Trust Company Limited dans les limites de la province de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Écoles protestantes de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 concernant les écoles protestantes de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ingénieurs civils

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ingénieurs civils. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant les réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que, sujet aux dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et des autres

lois générales ou spéciales, il sera permis de tenir emmagasinées en toutes saisons les eaux des lacs, étangs, rivières et cours d'eau, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit, soit par leurs émissaires naturels ou par des dérivations, et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques, et, pour cet objet, de construire et de maintenir les chaussées, barrages, écluses, accessoires et autres travaux nécessaires et utiles.

Adopté.

2. Que nul ouvrage visé par la résolution précédente, dont la construction ou le maintien nécessiteront la prise de possession ou l'occupation de la propriété publique ou de celle des tiers, ou affecteront l'une ou l'autre de ces propriétés ou les droits des tiers de la province d'une manière préjudiciable, soit par le refoulement des eaux, soit autrement, ne pourra être construit ni maintenu à moins que les plans et devis s'y rapportant ne soient préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que, si un tel ouvrage est construit sans telle approbation, ou, si après avoir été construit, il n'est pas entretenu conformément aux plans et devis qui ont été ainsi approuvés, la démolition de l'ouvrage et la remise des terrains publics ou privés dans l'état original, ou dans un état s'y rapprochant le plus possible, pourront être ordonnés sur action ordinaire pour tout tribunal compétent, à la poursuite de la couronne ou de tout intéressé, selon que le terrain pris, occupé ou affecté est propriété publique ou privée, sans préjudice de tout autre recours légal.

Adopté.

4. Que la corporation, société ou personne qui se proposera de construire un tel ouvrage devra s'adresser par requête au lieutenant-gouverneur en conseil et transmettre la requête au ministre des Terres et Forêts, avec des plans et devis et un mémoire indiquant,

a. La désignation du terrain où sera construit l'ouvrage projeté;

b. La superficie, la désignation et la nature des terrains, ainsi que les autres droits qui seront affectés par le refoulement des eaux;

c. La superficie du bassin drainé par le lac, l'étang, la rivière ou le cours d'eau, et leurs tributaires qui seront affectés;

d. La nature et le coût approximatif de l'ouvrage projeté;

e. L'augmentation du volume d'eau qui en résultera;

f. La quantité totale du début et du volume d'eau que produiront le lac, l'étang, la rivière ou le cours d'eau ainsi améliorés.

5. Que si quelque partie des terres ou droits pris, occupés ou affectés, appartient à un particulier, il devra de plus:

a. Être déposé un double ou une copie des plans et devis mentionnés à la résolution no 4, au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où l'on a l'intention de faire les travaux, où il pourra être examiné par toute personne pendant les heures de bureau; et

b. Être donné avis, conformément à la formule A, annexée à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, de la demande et du dépôt des plans et devis, par annonce publiée une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et, en outre, dans la localité où l'on se propose de faire les travaux, en la manière dont y sont publiés les avis publics municipaux, pourvu que, si les travaux doivent être faits dans un territoire non encore organisé, l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* soit suffisant.

Adopté.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra approuver purement et simplement tous plans et devis qui lui seront transmis pour approbation en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, ou les approuver en y apportant les modifications et conditions qu'il jugera opportunes ou utiles, ou en refuser l'approbation.

Adopté.

7. Que, s'il est indispensable, pour la construction et le maintien d'un tel ouvrage, de prendre et d'occuper une partie quelconque d'une propriété particulière ou d'affecter autrement d'une manière préjudiciable une telle propriété ou quelque autre droit appartenant à un tiers, il devra être procédé, à défaut d'entente, à l'expropriation du terrain strictement nécessaire et, dans tous les cas, à l'estimation des dommages causés par la construction ou le maintien de l'ouvrage.

Adopté.

8. Que l'offre d'indemnité, la nomination des arbitres, les procédures en expropriation, la fixation de l'indemnité et les autres formalités seront soumises aux dispositions analogues de la loi de la province concernant les chemins de fer, en vigueur lors de l'expropriation.

Adopté.

9. Que la prise de possession ne pourra se faire par la personne qui exproprie qu'après le prononcé de la sentence arbitrale et le paiement de l'indemnité, mais qu'il sera loisible à la Cour

supérieure du district ou à un juge de cette cour d'accorder en tout temps, sur requête, la possession immédiate du terrain à être exproprié, conformément aux dispositions de l'article 6579 des statuts refondus, 1909, et à telles autres conditions qu'il croira justes.

Adopté.

10. Que l'expropriation en vertu des présentes résolutions ne pourra avoir lieu que pour la construction et le maintien d'un ouvrage visé par les présentes résolutions, qui sera destiné, seul ou avec d'autres ouvrages, à alimenter une chute ou un rapide d'une puissance naturelle moyenne d'au moins deux cents chevaux ou un aqueduc pour fins domestiques ou industrielles, et ne devra en aucun cas, être exercée au préjudice d'une industrie déjà établie, d'un aqueduc alimentant, en tout ou en partie, une municipalité, ou d'un privilège accordé par une loi particulière.

Adopté.

11. Que si la construction et le maintien d'un tel ouvrage rendent nécessaires la prise de possession ou l'occupation des terres publiques, ou si l'ouvrage doit avoir pour effet de submerger ou d'autrement affecter d'une manière préjudiciable de telles terres ou quelque autre droit de la province, il devra, préalablement à la construction, être obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil, en sus de l'approbation visée par la résolution 5, moyennant un loyer annuel ou une autre rémunération, une concession des terrains et des droits publics qui seront pris, occupés ou affectés.

Adopté.

12. Que le propriétaire des ouvrages construits et maintenus pour faciliter le flottage du bois conformément aux dispositions des articles 7297 et suivants des statuts refondus, 1909, peut les utiliser - avec ou sans modifications - aux fins d'emmagasiner en toutes saisons les eaux pour quelqu'un des objets énumérés dans la première de ces résolutions, en se conformant aux prescriptions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, laquelle s'appliquera ensuite à ces ouvrages, ainsi qu'à la corporation, société ou personne qui en sera propriétaire ou possesseur ou qui l'exploitera comme si l'ouvrage avait été originairement construit pour l'emmagasinement des eaux en toutes saisons.

Adopté.

13. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur le rapport du ministre des Terres et Forêts, à la requête de la corporation, société, ou personne qui sera propriétaire ou possesseur de, ou qui exploitera un réservoir formé par quelque

ouvrage visé par la première de ces résolutions, établir un tarif déterminant le montant que devront payer périodiquement les tiers audit propriétaire ou possesseur ou à la personne qui exploitera le réservoir, pour l'usage qu'ils feront de toute quantité d'eau emmagasinée qui excédera le volume qu'auraient fourni le lac, l'étang, la rivière ou le cours d'eau si l'ouvrage n'avait pas été construit.

Adopté.

14. Que ce tarif devra être basé sur la valeur totale de l'ouvrage et des améliorations, sur le coût d'entretien et sur toutes autres considérations qui pourront être trouvées justes et équitables; et que toutes les dépenses encourues en vue d'arriver à déterminer ledit tarif seront à la charge de la personne qui le demande.

Adopté.

15. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire amender ou abroger tout tarif d'honoraires selon qu'il estimera juste en ce qui regarde l'approbation des plans et devis transmis en vertu de la résolution 4, et les examens et études trouvés nécessaires.

Adopté.

16. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps lorsqu'il le jugera dans l'intérêt public, acquérir à l'amiable ou par expropriation, conformément à la loi de la province concernant les chemins de fer, tout ouvrage tombant sous le coup de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et que le prix d'acquisition de tel ouvrage, ainsi que les frais d'achat ou d'expropriation, seront pris à même les fonds qui sont de temps à autre votés par la Législature pour cet objet.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 161 concernant les réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général au cours de la présente séance.

Demande de documents:

Municipalités scolaires du Lac-Saint-Jean, octrois spéciaux

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances, depuis 1915, avec le département de l'honorable secrétaire provincial, concernant les octrois spéciaux en faveur des municipalités scolaires du Lac-Saint-Jean.

Il demande au gouvernement de se montrer plus généreux pour les colons de son comté, en donnant plus d'argent pour les écoles des pauvres colons.

La proposition est adoptée.

Commission des eaux courantes de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux emprunts nécessaires pour la construction de certains travaux, par la Commission des eaux courantes de Québec, dans la rivière Sainte-Maurice et ses tributaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que la Commission des eaux courantes de Québec pourra, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir les biens suivants, nécessaires ou utiles à l'entretien, à l'exploitation, à la réfection ou à l'utilisation du barrage construit sur la rivière Saint-Maurice, à La Loutre, savoir:

a. Le chemin de fer de Chaudière à La Loutre avec voies d'évitement et son matériel roulant;

b. Les bateaux servant au transport entre Sanmaur et Chaudière et les améliorations faites sur la rivière Saint-Maurice entre les deux endroits susmentionnés;

c. Les facilités de transbordement à Sanmaur, Chaudière et La Loutre, y compris les voies d'évitement à Sanmaur;

d. L'usine hydroélectrique à La Loutre;

e. Toutes les maisons, tous entrepôts et camps;

f. Le moulin à scie, l'usine pour réparer les machines avec tout son outillage, à La Loutre;

g. Les machines, avec outils, treuils, grues, etc., à La Loutre;

h. Les terrains nécessaires.

Adopté.

2. Que cette acquisition se fera pour un prix n'excédant pas cinq cent cinquante mille piastres, et sera sujette aux conditions suivantes, stipulées dans un ou des contrats à être passés entre les parties, savoir:

a. Les compagnies Shawinigan Water & Power, Laurentides Limited et Brown Corporation s'engageront à payer et à rembourser à la Commission, en outre de toute autre somme qu'elles sont tenues de lui payer en vertu de contrats avec elle pour l'eau provenant du barrage de la rivière Saint-Maurice, un million de piastres dans une période n'excédant pas quarante années au moyen de paiements semi-annuels égaux, représentant l'intérêt annuel qui sera fixé par les parties et le montant pour fonds d'amortissement annuel nécessaire pour payer et rembourser ce capital dans la période qui sera déterminée par les parties;

b. La St. Maurice Construction Company Limited, s'engagera à renoncer et renoncera à toute réclamation qu'elle peut et pourra avoir contre la Commission ou le gouvernement de la province de Québec, à raison de la construction du barrage de la rivière Saint-Maurice à La Loutre, et de ses accessoires, spécialement au montant de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent sept piastres et vingt centins qu'elle réclame pour travaux additionnels et au sujet duquel il y a contestation entre elle et la commission;

c. Toutes autres conditions que la Commission croira utiles ou nécessaires et qui devront être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que la Commission pourra, selon qu'elle sera autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil et à telles conditions qu'il prescrira, se servir de, utiliser ou exploiter elle-même, en tout ou en partie,

les biens mentionnés dans les résolutions 1 et 2, ou les louer ou les aliéner, en tout ou en partie.

Adopté.

4. Que les sections 7, 10, 11, 12, 14 et 17 de la loi 3 George V, chapitre 6, devront être lues et interprétées de manière à produire leur effet en ce qui regarde l'acquisition et l'exploitation autorisées par les résolutions 1, 2 et 3, comme si cette acquisition et cette exploitation y étaient spécialement mentionnées.

Adopté.

5. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi 3 George V, chapitre 6, il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, pour une somme n'excédant pas en tout \$2,500,000, au lieu d'une somme n'excédant pas \$1,500,000, tel que prescrit par la section 10 de ladite loi.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé, de l'étude du bill 150 amendant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec.

Commission des eaux courantes de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 amendant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

Réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 161 concernant les réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant les allocations aux sociétés d'agriculture.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut séparer chacun des comités de Témiscamingue et Pontiac, en deux parties désignées par les lettres A et B;

Et que de ce moment, chaque partie des comités ainsi séparés jouit de tous les droits et privilèges conférés aux autres comités de cette province pour les fins agricoles; mais que l'allocation à la société de chacune des divisions des comités ci-dessus nommés, ou aux sociétés de ces divisions, si plus d'une société y est organisée, ne doit excéder, en aucune année, la somme de cinq cents piastres.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 147 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les allocations aux sociétés d'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les allocations aux sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 400

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill D du Conseil législatif amendant l'article 400 du Code civil¹.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare qu'à l'avenir, le lit et les rives des rivières navigables appartiendront à l'État.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Demande de documents:

Don de graines de semence aux colons pauvres et débutants

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toutes correspondances échangées, depuis 1915, avec les départements de l'Agriculture et de la Colonisation pour fournir des grains et graines de semence aux colons pauvres et débutants.

Il demande au gouvernement de fournir gratuitement des graines de semence aux colons pauvres.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le gouvernement fera tout en son pouvoir pour fournir aux colons qui en manquent les graines de semence nécessaires.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 8 février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni et a adopté, sur division, le rapport présentement annexé.

Votre comité, après avoir entendu l'opinion d'un certain nombre de personnes représentant les corps publics, le commerce, l'industrie, les métiers, l'agriculture, et les chemins de fer, sur les clauses de la vie chère et sur les remèdes à y apporter, constate:

1. Que la mauvaise récolte de l'an dernier, l'exportation de nos produits agricoles, la difficulté de transports par chemins de fer, le manque de main-d'œuvre pour les travaux de la terre sont les principales causes de la cherté de la vie;

2. Que la main-d'œuvre agricole est devenue très rare, comme suite à l'enrôlement militaire et du travail dans les fabrications de munitions et autres, lesquelles paient des salaires très élevés;

3. Que l'entreposage exagéré des produits alimentaires provoque la hausse des prix et peut, en outre, conduire à la perte de certains produits gardés trop longtemps en entrepôts;

4. Que la difficulté des transports résulte de la mauvaise température, et surtout au charroyage considérable des munitions, de matériel de guerre de

toute sorte, de produits pour l'exportation, ainsi que des troupes;

5. Que le manque de chars est aussi une des grandes causes de la difficulté des transports.

Comme conclusion de l'enquête qu'il a tenue, votre comité recommande aux pouvoirs publics, ayant l'autorité nécessaire:

1. De prendre des mesures immédiates pour faire inspecter régulièrement les entrepôts frigorifiques;

2. Diminuer les droits sur la machinerie agricole et les enlever complètement sur les engrais artificiels, de même que sur les grains nécessaires à l'élevage et à l'engraissement des animaux;

3. Faire de l'enrôlement agricole et déclarer, par proclamation ou autrement, que tous ceux qui travailleront à la terre, de bonne foi, ne seront pas appelés à faire du service militaire, durant la présente guerre;

4. Commencer au plus tôt la construction des chars, pour le transport des marchandises, et utiliser à cette fin, tous les établissements industriels qui ne sont pas en opération, dans le présent moment, et particulièrement les usines du Transcontinental à Saint-Malo;

5. Prendre des mesures immédiates et énergiques pour faire renvoyer au Canada tous les chars appartenant aux chemins de fer canadiens et qui sont présentement retenus aux États-Unis;

6. Organiser sans délai le transport par chemin de fer, du blé d'Inde américain, sur les marchés canadiens, et faciliter aussi l'exportation, aux États-Unis, du surplus de foin récolté au Canada;

7. Surveiller attentivement les opérations des meuneries canadiennes afin de s'assurer que tous les sous-produits de meunerie restent au pays et soient vendus à des prix et conditions raisonnables aux cultivateurs;

8. Encourager la consommation du poisson, en facilitant le transport, et organiser pour cela un service hebdomadaire de bateaux réfrigérateurs, des ports du Golfe à Québec et à Montréal, ainsi que des chars réfrigérateurs sur l'Intercolonial et sur le Pacifique Canadien, de Halifax à Québec et à Montréal, avec facilités de distribution à différents endroits le long du parcours.

Votre comité recommande aussi de ne pas fixer le prix des denrées agricoles vendues sur les fermes. Il serait cependant désirable que l'on mît une limite aux profits des intermédiaires.

Votre comité insiste surtout sur l'absolue nécessité d'encourager, par tous les moyens possibles, les agriculteurs à augmenter leur

production, en aidant au transport rapide du grain de semence, des instruments d'agriculture, des farines pour l'engraissement et en pourvoyant de quelque manière à leur donner de la main-d'œuvre effective et économique.

Les salaires élevés payés dans l'industrie attirent un grand nombre de jeunes gens dans les fabriques, la culture du sol en devient de plus en plus coûteuse et difficile. Malgré les prix élevés des denrées, la plupart des cultivateurs ne font que des profits très limités sur toutes leurs opérations; et votre comité désire spécialement attirer l'attention de cette Chambre sur le danger d'une diminution notable de la production agricole, si les conditions actuelles continuent à prévaloir pendant quelque temps encore.

Votre comité désire spécialement attirer l'attention des autorités fédérales, sur le mauvais effet produit parmi la classe agricole, comme suite des appels nombreux, récemment faits par les autorités militaires, dans la plupart des cas d'exemptions accordées aux cultivateurs, aux experts agricoles et officiers du département de l'Agriculture, aux professeurs et élèves des écoles d'agriculture et aux fabricants de produits laitiers, par les tribunaux locaux. Ces appels faits presque en bloc, ont créé, dans les campagnes, un état d'incertitude et de découragement qui nuisent notablement à la poursuite des travaux de la terre et à l'augmentation des cultures, pour le printemps prochain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que ce rapport soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Attestation des dépositions, en France et en Belgique

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 142 modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôts judiciaires

M. Lafontaine (Berthier) demande la permission de présenter un bill 144 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux dépôts judiciaires et autres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 156 amendement la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane;

- bill 157 amendement la loi 7 George V, chapitre 4, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Jacques-Cartier;

- bill 164 pourvoyant à l'abolition des barrières et des taux de péage sur une partie de chemin de la paroisse de Saint-Laurent et sur une partie de chemin dans la cité de Montréal;

- bill 166 concernant la juridiction de certaines cours de magistrats dans et pour le comté du Lac-Saint-Jean;

- bill 176 amendement l'article 6763 des statuts refondus, 1909, concernant les syndicats coopératifs.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 70 constituant en corporation The Québec & Atlantic Railway Company;

- bill 108 amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

The Québec & Atlantic Railway Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 constituant en corporation The Québec & Atlantic Railway Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Saint-Hyacinthe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Commission des eaux courantes de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 150 amendant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente forcée des immeubles

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 amendant le Code de procédure civile relativement à la vente forcée des immeubles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 400

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le

bill D du Conseil législatif amendant l'article 400 du Code civil.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): Le gouvernement s'occupe un peu de colonisation dans l'Abitibi, dans la Matapédia, mais dans le Lac-Saint-Jean, il n'a rien fait. On nous répond que le Lac-Saint-Jean a eu sa part. Eh bien, aujourd'hui, on n'a pas le droit d'abandonner notre grande région. La région du Lac-Saint-Jean est peut-être la région la plus apte aux entreprises colonisatrices et elle est la plus négligée.

Il critique surtout la politique des chemins de colonisation. Les colons manquent de chemins, et l'argent est mal réparti pour la construction de ceux que l'on confectionne.

Il signale les vices de cette politique du gouvernement, surtout dans ses rapports avec le ministère des Terres.

Au début de la session, le premier ministre nous a invités à voyager pour nous renseigner. Je pourrais rendre au premier ministre et à ses collègues la même invitation et je serais heureux que le Lac-Saint-Jean eût la visite d'un des membres du gouvernement qui viendrait se rendre compte des besoins de nos colons.

Une voix: On promet de prendre ces remarques en sérieuse considération.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas convenable que les bills du gouvernement soient présentés uniquement à la dernière journée de la session. Les députés devraient avoir une meilleure chance de les étudier. Les ministres devraient préparer les pièces législatives avant la session et les présenter à la Chambre lors de l'ouverture de la session et non à la veille de la prorogation.

L'on a trop à faire en ces dernières séances de la session, alors qu'au début on n'avait siégé parfois qu'une vingtaine de minutes à peine.

Il regrette que le gouvernement ait attendu les derniers jours de la session pour discuter de la colonisation, la question la plus importante, après celle de l'Agriculture. Il regrette que la députation ne porte pas un intérêt plus vif à la question aujourd'hui si vitale de la colonisation. Si nos pères eussent montré la même indifférence, que serions-nous dans ce pays?

Il se plaint de l'apathie du gouvernement pour la colonisation. Sa politique manque d'âme, de souffle patriotique, d'ardeur apostolique et de but national.

Il veut plus d'avantages, plus d'encouragement, plus de protection pour le colon. Il préconise encore la terre libre, comme on le demande depuis le grand congrès de la colonisation tenu à Montréal en 1898. À ce congrès auquel assistaient un bon nombre de députés libéraux qui sont devenus ministres, on avait adopté des résolutions s'engageant à faire des merveilles.

Le gouvernement libéral venait d'arriver au pouvoir heureux d'avoir renversé un gouvernement conservateur, un gouvernement que l'on disait arriéré en matière de colonisation.

Qu'est-ce qu'on a fait pour réaliser les réformes prêchées à cette époque?

Rien ou à peu près rien.

On a fait quelque chose: on a augmenté le prix des lots de colonisation!

Il rappelle les principales résolutions adoptées à ce premier congrès.

1^o Concéder gratuitement leurs lots aux colons qui voudront s'établir dans la province, comme le fait au Manitoba le gouvernement d'Ottawa, à la condition pour les colons de faire leur chemin de front et de défricher au moins 2½ acres, chaque année, pendant quatre ans.

2^o Annuler immédiatement la vente des lots sur lesquels les conditions de défrichement n'auront pas été remplies, sur la demande et en faveur de toute personne intéressée qui fera cette preuve.

3^o Mettre le commissaire des terres de la couronne à l'abri de la loi et des influences politiques, en lui enlevant le pouvoir discrétionnaire et sans appel dont il a abusé pour suspendre l'exécution des lois qui peuvent le gêner quand il veut favoriser des amis, c'est-à-dire très souvent des spéculateurs.

4^o Favoriser l'établissement d'un crédit agricole ou colonial avec la garantie du gouvernement pour mettre des capitaux à bon marché à la disposition des cultivateurs pour encourager l'agriculture et des colons pauvres pour les aider à s'établir sur leurs lots.

Il cite encore plusieurs correspondances et articles de journaux pour démontrer que la colonisation ne progresse pas selon nos besoins. En voici le résumé, le contenu:

Comme nos intérêts sont entre les mains d'hommes élus pour nous gouverner, n'est-il pas logique et clair que la colonisation de chez nous, par les nôtres, devrait être préparée, guidée et conduite par ceux en qui nous avons placé notre confiance et la sauvegarde de nos destinées. Pourquoi tuer le temps à ergoter sur des questions si simples? Pourquoi verser tant d'encre et noircir du papier qui devient trop cher? Le temps presse, le peuple a faim.

Gouvernement, sois au moins logique avec toi-même. Depuis la guerre, tu nous cries production, culture, donne-nous donc de la terre. De cette terre canadienne française qui est à nous d'abord, à tous les titres. Elle nous a été donnée pour nous épanouir en liberté avant que tu ne t'en serves avec les spéculateurs. La justice la plus élémentaire t'oblige à ne pas sacrifier l'avenir de notre race pour enrichir quelques commerçants. Ton droit ne va pas jusqu'à permettre d'aliéner le sol au détriment des fils du pays. Incline ton oreille pour entendre nos revendications, ton intelligence pour les comprendre et ton cœur pour nous les accorder abondamment.

Au sujet de la colonisation au Témiscamingue, il cite une correspondance.

"La construction d'une ligne de chemin de fer dont tout le monde admet la nécessité pour nous sera le remède à un mal qui va s'aggravant de jour en jour: la désertion de nos campagnes. Oui, notre peuple uniquement composé de cultivateurs et de nouveaux colons, déserte en foule ce sol merveilleusement riche que la Providence nous a donné et qui n'est habité que depuis une trentaine d'années. De toutes nos paroisses, un courant d'émigration va l'accroissant de jour en jour, entraînant vers l'Ontario, le Transcontinental et même les centre miniers comme Timmins, etc.,

nombre de nos bonnes et nombreuses familles. Le rapport annuel de messieurs les curés nous montre une diminution constante dans le chiffre de la population. Chaque semaine, plusieurs encans se font et l'infortuné colon, après avoir vendu les quelques meubles de sa maison, sacrifie à moitié prix les rares animaux de son étable pour emporter au fond de son cœur l'espérance de vivre plus à l'aise là où il y a un chemin de fer avec le regret d'abandonner une terre fertile sur laquelle il aurait désiré vivre et mourir et aussi, il faut bien avoir le courage de le dire, un peu de haine contre sa province qui le force à s'expatrier. Une seule paroisse a vu partir ainsi dans une seule année 30 familles. Et pour 10 familles qui partent, il n'y en a pas une qui arrive. Le désir d'émigrer hante l'esprit de notre population. On ne pense qu'à cela. On trouve heureux ceux qui partent et on n'a qu'un regret, c'est de ne pas pouvoir les imiter. Voilà une vérité bien triste à dire, un mal bien honteux à dévoiler, surtout pour un pays riche comme le nôtre, et qui ne compte que trente ans de vie. Mais il faut avoir le courage de mettre la plaie à nu pour pouvoir y appliquer le remède.

Le remède, et le seul, c'est un chemin de fer qui nous relie enfin au monde civilisé.

Il demande encore d'accorder des primes spéciales au colon en vue de développer l'industrie laitière dans les nouveaux cantons. Il préconise aussi l'industrie de la chèvre dans les régions montagneuses et la création d'industries greffées sur l'agriculture. En 1898, tous les amis de la colonisation ont préconisé l'établissement d'un crédit agricole dans cette province. Le gouvernement, pour être resté sourd à cette demande, constate aujourd'hui l'insuccès de sa politique agricole. Il souligne que la production agricole, dans notre province, est insuffisante et bien loin de répondre à nos besoins.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) assure d'abord le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qu'il prend ses remarques en bonne part.

Mais il importe de ne pas laisser le public sous l'impression que dans les derniers jours de la session, le Parlement a tout fait à la vapeur et à la légère.

Il est vrai que, au début de la session, les séances ont été courtes. Il est vrai aussi que le travail est plus considérable à la fin de la session. Mais, il faut se rappeler que le début de la session est généralement consacré au travail préliminaire et à la préparation des pièces législatives, et qu'il y a aussi beaucoup de travail à faire à l'extérieur de la Chambre.

Cela peut, à la vérité, faire impression sur ceux qui ne connaissent pas les rouages parlementaires, et qui ignorent le travail considérable de préparation que coûte chaque mesure. Il ne faudrait pas que le public ignorât la procédure préliminaire. Les députés, eux, connaissent le travail nécessaire des comités. Chaque législation publique, de plus, doit être imprimée, soumise à l'officier en loi et étudiée ensuite par le cabinet.

Et, tout le monde sait encore que nous avons eu une législation privée excessivement considérable; et, il ne faut ni s'étonner ni s'en plaindre. Toute province qui se développe et avance a nécessairement une législation privée considérable. Nous n'en avons pas plus que les autres provinces. Nous en avons eu beaucoup cette année, encore une fois.

Toutes les mesures importantes ont été présentées en temps et aucune n'a été adoptée par la Chambre en profitant de précipitation. Les mesures ministérielles importantes introduites à la fin de la session sont connues depuis longtemps dans le public et elles ont été discutées dans la presse. Et, personne ne peut dire qu'on n'a pas toujours apporté la plus grande attention afin de donner à la députation tout le temps voulu pour discuter toutes les mesures. Nous avons, en effet, entendu les deux partis. Et, chaque bill a été consciencieusement et intelligemment étudié.

Le chef de l'opposition trouve qu'il y avait trop de mesures importantes à la dernière minute; il avoue cependant qu'il n'en est pas autrement partout ailleurs.

Mais nous pouvons affirmer que les mesures qui ont été soumises à l'approbation de cette Chambre n'ont pas été passées à la légère. Nous savons qu'elles n'étaient que les vœux concrétisés de la population de la province. Aussi, n'y en a-t-il pas une qui n'ait été sérieusement critiquée? Ainsi, la création du nouveau ministère des Affaires municipales était sûrement une mesure très importante. Cette loi a été faite dans le but de réaliser un vœu du peuple de la province. Elle satisfaisait le vœu de toutes les classes. Elle fut étudiée pendant des mois par le cabinet et par des avocats d'expérience. Elle fut ensuite étudiée article par article à la Chambre. Elle n'est pas parfaite, bien entendu. Elle a été discutée très longuement dans la presse.

Il faudra peut-être l'améliorer, car des circonstances pourraient se produire où la présente loi ne couvrirait pas encore tout le sujet. Ce n'est pas parce qu'on ne lui a pas accordé une attention sérieuse et appropriée. Mais nous pouvons affirmer

que cette pièce de législation, comme toutes les autres, est de la bonne législation. La Chambre a étudié cette mesure d'une manière intelligente et y a consacré toute l'attention qu'elle méritait. De nombreuses remarques ont été faites dans le plus grand intérêt du public.

On s'est plaint que la Chambre ne siégeait pas le soir. Qu'on voit ce qui se passe dans les autres provinces; nulle part on ne siège le soir.

Il rend ensuite hommage à l'esprit de travail des députés. Quelques-uns donnent plus ou moins de temps. Mais la plupart, je le sais, travaillent sérieusement dans l'intérêt public et quand on ne siège pas à la Chambre, et si quelques séances ont été courtes, c'est que dans l'intervalle, on reçoit des électeurs ou des délégations chargées d'exprimer les désirs des électeurs, qu'il convient d'entendre dans l'intérêt général afin d'améliorer notre législation.

Ces délégations méritent d'être entendues et c'est pourquoi les députés s'efforcent de lui accorder l'attention qu'elles méritent à plus d'un titre. Les électeurs ont le droit d'être entendus. Je puis rendre à la députation ce témoignage qu'elle travaille consciencieusement.

La Législature prend plus de peine pour étudier les lois que les autres Parlements du Canada, y compris la Chambre des communes. De toutes les provinces de la Confédération, Québec est celle dont les sessions sont les plus longues et où on donne le plus de temps à l'étude des subsides. Proportion gardée, la Législature de Québec consacre une période plus longue à voter son budget que le Parlement fédéral. Dans la province d'Ontario, les sessions sont moins longues et pourtant, elle est, avec celle de Québec, l'une des plus importantes dans la Confédération canadienne.

Il n'y a donc pas lieu de dire que la députation de notre province ne remplit pas tout son devoir. Quand le chef de l'opposition dit cependant que les députés ne sauraient jamais faire trop, je suis de tout cœur avec lui.

Mais, après l'avoir vu à l'œuvre durant la dernière session, je puis me prévaloir de mon expérience et déclarer que nous faisons aussi bien que n'importe quels représentants du peuple dans aucune province de la Confédération.

Il nous reste peu d'ouvrage, mais si le chef de l'opposition croit que nous allons trop promptement dans l'expédition des affaires qui sont devant la Chambre, il n'a qu'à le dire et nous accorderons deux semaines de plus, s'il le faut.

S'il le faut, qu'on les prenne et je serai le premier à approuver cette conduite. Le gouvernement

n'a pas d'objection, son seul but étant de faire son devoir et de travailler dans l'intérêt du peuple de cette province.

Il se rappelle qu'il y a quelques années, on adoptait le budget en quelques heures. Une année, entre autres, on l'avait adopté en trois heures.

Mais, nous avons étudié le budget en détail, item par item. Il y a 20 ans que je siège en cette Chambre et jamais, hormis peut-être l'avant-dernière session, nous avons étudié le budget aussi minutieusement. Jamais nous n'avons mis à cette étude autant de temps que cette année; il y a six semaines que nous sommes là-dessus. Quand on songe que le budget contient 350 items et que 275 sont des montants que la Chambre vote tous les ans pour l'instruction publique ou pour l'agriculture et qui furent déjà amplement discutés, on peut dire que l'on accorde aux choses qui sont les plus importantes toute l'attention qu'elles méritent.

Je crois qu'il ne serait pas juste pour cette Chambre, pas juste pour nous-mêmes de laisser dire que nous ne donnons pas toute la considération qu'il faut à la législation que nous avons étudiée dans cette Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) persiste à croire que les ministres pourraient présenter leurs projets plus tôt.

Je comprends cependant que le trésorier provincial n'ait pas prononcé son discours du budget à la date qu'il nous avait promise. Il y a quelquefois, comme ça, des accidents dans la vie.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) défend son ministère qui fait tout son possible pour le progrès de la colonisation. Le gouvernement n'a négligé aucune région de colonisation. Pour ce qui est du chemin de fer du Témiscamingue qui n'a pas été construit aussi vite qu'il aurait dû l'être, le Canadien Pacifique a dû suspendre les travaux de construction parce qu'on ne pouvait plus se procurer les matériaux nécessaires.

Cette construction n'a pas été faite à cause des difficultés insurmontables qui ont surgi, surtout depuis le commencement de la guerre, notamment le coût du matériel, mais, dès que la crise actuelle sera passée, la ligne sera continuée. Le gouvernement est disposé à aider cette région en autant qu'il sera en son pouvoir.

Comme le gouvernement ne pouvait pas faire construire de chemin de fer immédiatement, (il a instauré) un service de navigation qui peut rivaliser avec n'importe quel qui se trouve au pays.

Il assure le chef de l'opposition, qui lui rappelait des souvenirs, qu'il n'oublie pas le passé et qu'il se souvient. Et, c'est précisément parce que je me souviens, que je ne mettrai pas en pratique la suggestion du chef de l'opposition qui voudrait que nous donnions des lots gratuitement aux colons, mais que nous leur laissions le soin de leurs chemins. En agissant ainsi, nous aiderons beaucoup mieux aux colons et à la colonisation que nous ne le faisons maintenant.

Les mesures que le chef de l'opposition propose ne sont pas pratiques puisque le gouvernement accorde encore beaucoup plus que ce que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) demande et qu'il se prépare à accorder encore davantage.

Aussi, si dans l'Abitibi, on avait suivi une des suggestions du congrès de Montréal, et si on avait dépensé \$100 par famille pour le chemin de front, comme le réclamait ce congrès, on n'aurait donné à l'Abitibi que \$29,370, tandis que cette région a eu pour ses chemins de front, dans l'année dernière, \$40,000. Pour ce qui est du prix des lots, les colons ont des revenus satisfaisants pour payer un peu plus cher pour leurs lots et c'est pourquoi on en a augmenté le prix.

Aussitôt que le colon a prouvé sa bonne foi, nous lui donnons son billet de location, et il fait son premier versement. Il ne paie que \$5 ou \$8 par année. Et, nous faisons alors gagner à chaque famille plus de \$100 en la chargeant de faire les chemins. Nous faisons donc beaucoup mieux que ce que proposerait le chef de l'opposition. Le colon obtient ainsi une valeur beaucoup plus considérable que le montant payé.

Il repasse toutes les grandes lignes du programme de colonisation en disant qu'il est important de garder cette politique.

Il dit ce qui se passe dans les différentes régions de colonisation, dans Matapédia, dans le Témiscamingue et dans l'Abitibi.

Le gouvernement n'a pas favorisé, encore une fois, une région plus qu'une autre. Mais, les circonstances ont favorisé particulièrement l'Abitibi. Il vante les développements de l'Abitibi où le gouvernement a raison de diriger les forces vives de notre jeunesse.

Depuis le 30 juin 1917, jusqu'au 31 décembre pas moins de 3,466 colons sont allés en Abitibi. Cela représente 297 familles qui ont apporté avec elles 246 voitures remplies d'effets personnels, de meubles, etc.

La majorité de ces familles qui arrivent sur le nouveau territoire, attirées par les possibilités qu'elles y entrevoient, proviennent des vieux pays.

Il s'agit pour la plupart de pères de familles ayant quelques ressources et qui amènent avec eux de grandes familles.

D'autres sont des jeunes hommes qui, fidèles aux traditions familiales, ont quitté la maison paternelle et viennent poursuivre l'industrie agricole sur les terres fertiles du nord.

Depuis quatre ans, la population d'Abitibi a monté à 8,000 âmes. Cette région est développée de façon remarquable. Des églises, des écoles ont été construites, etc.

L'Abitibi ouvre aux colons tout un espace de possibilités, et plus d'une centaine de paroisses pourraient s'y établir.

Il est maintenant prouvé que le sol de l'Abitibi est propice à toutes sortes de cultures. À la première exposition agricole dans cette région, tenue à Amos le 19 octobre 1916, les produits exposés ont fait l'admiration de tous les visiteurs. On y trouvait des tomates, des betteraves, des carottes, du navet, des choux, des concombres, de superbes pommes de terres, du blé, de l'orge, de l'avoine de première qualité.

La terre de l'Abitibi peut produire toutes les variétés de céréales et de légumes. Les périodes de gel ne sont pas plus dures là-bas qu'elles ne le sont dans le reste de la province.

De toute façon, les grains atteignent leur pleine maturité avant que les gels se fassent sentir.

Le mouvement de la colonisation s'est accentué dans ces différentes régions. Le budget de la colonisation s'est augmenté proportionnellement à \$1,000,000.

Nous avons amélioré la construction de nos ponts, de nos chemins; de toute façon, la colonisation a fait un progrès immense qui s'accroît encore. Et, malgré les critiques, on peut dire que la colonisation se porte bien chez nous.

Ça ne va pas si mal que le chef de l'opposition le prétend, ça va même mieux que jamais.

Il répond au député du Lac-Saint-Jean (M. Turcotte) que l'Abitibi a eu plus de succès que les autres régions par la force des circonstances.

L'Abitibi est plus populaire que les autres régions grâce au Transcontinental.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi voit-on le nom du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Mercier fils) pour un octroi de \$1,699.44 parmi les montants qu'on nous demande de voter pour les sociétés de colonisation?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la suspension de cet item pour donner le temps aux fonctionnaires de faire des recherches.

L'entrée a mal été faite dans le rapport du ministère, et je regrette de n'avoir pas corrigé moi-même les épreuves de l'imprimeur de mon rapport, car j'aurais signalé l'erreur à mes officiers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au ministre si la Société de colonisation de Montréal a des octrois du gouvernement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, pas depuis longtemps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut connaître l'opinion du ministre sur la valeur de la Société de colonisation de Montréal.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il ne veut pas apprécier l'œuvre de cette société dont il a fait partie déjà car, pour donner une opinion exacte, il faudrait qu'il rafraîchisse sa mémoire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre devrait encourager les sociétés afin que le mouvement de la colonisation prenne un essor nouveau. Il lui reproche d'avoir attendu aux dernières heures de la session pour faire étudier par la Chambre les problèmes, si importants à l'heure actuelle, de la colonisation.

Le même reproche s'adresse au ministre de l'Agriculture. C'est à la dernière minute qu'on va nous faire voter les crédits de l'agriculture. Nos ministres se disent les amis du peuple. Ah! si le peuple les voyait à l'œuvre à la fin de la session, comme il les jugerait sévèrement!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit

ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent onze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

M. P.-É. Leblanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1918, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du gouvernement.

Québec, le 5 février 1918

Il est ordonné que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne, soient renvoyés au comité des subsides.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 8 février 1918**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 8 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Indemnité payée au député
de Westmount**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que, vu que M. Smart, député de Westmount, a fait du service actif dans l'armée canadienne durant la présente session et s'est, en conséquence, trouvé dans l'impossibilité d'assister aux séances de cette Chambre, le comptable soit autorisé à lui payer son indemnité sans déduction pour défaut de présence.

Adopté.

Assemblée législative

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency

(l'honorable M. Taschereau), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant l'Assemblée législative.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général y compris subsides à la compagnie du chemin de fer de la rive sud, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 2; concours d'abatis, conférences sur l'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conseil d'agriculture, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'industrie laitière de la province de Québec, statuts refondus de la province de Québec, 1909, articles 1958-1970 tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 20; 5 George V, chapitre 31 et ordre en conseil no 75, du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, (5 George V, chapitre 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour laboratoire de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour journal d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Mérite agricole provincial, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) peut-il dire combien il y a de lauréats agricoles dans le Conseil d'agriculture?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous en avons fourni une liste en réponse à une interpellation du chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pardon! C'est la liste des lauréats qui sont membres du Conseil législatif que vous m'avez donnée. Mais, le ministre pourrait-il me dire quels sont les noms des lauréats du Mérite agricole du Conseil d'Agriculture? Au lieu de trois, je crois qu'il n'y en a qu'un seul, l'honorable M. Garneau.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oh non! je ne connais pas leurs noms, mais je sais qu'il y en a plus qu'un. Il y a M. Gosselin, aussi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, M. Gosselin est mort il y a trois ans!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
14. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce qui presse le plus, c'est le développement agricole. Or, il est injuste de ne compter que sur les sacrifices et l'initiative du cultivateur pour obtenir ce résultat. On semble être sous l'impression que le cultivateur fait actuellement fortune, par le fait que les produits agricoles se vendent à des prix très élevés. On ne paraît pas tenir compte que le coût de production est aussi, proportionnellement, élevé. Le cultivateur a des obligations qu'il n'avait pas autrefois. Si l'on songe que même à cette époque, les sacrifices et le travail du cultivateur ne rapportent pas plus, à tout compter, que 4 p.c. à 5 p.c., on devra conclure que l'agriculture ne paye pas autant qu'on semble le croire.

Pour ma part, au point de vue public ou national, je préfère un cultivateur qui n'a pas de surplus, mais qui, chaque année, a fait les améliorations qui lui restaient à faire pour assurer le plein développement de son domaine et pour augmenter ses sources de revenus. Je crois que le gouvernement de demain sera celui qui aura fait preuve d'un dévouement éclairé pour l'agriculture. Au-dessus des spéculateurs et des capitalistes à gros profits, il y a la grande armée de travailleurs du sol et de l'atelier qui demandent justice, et je me fais un devoir de continuer à être leur fidèle représentant dans cette enceinte parlementaire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le cultivateur ne fait pas de profits exagérés. Il ne réalise actuellement que des profits raisonnables, et qui ne sont peut-être pas proportionnés à son travail. Il est bon de rectifier le jugement public à ce sujet.

Le cultivateur, lui, n'a pas la journée de huit ou dix heures. Il n'a pas d'heures de bureau. Il se lève au petit jour, et doit travailler sans cesse, par le beau et le mauvais temps. Pour tous les sacrifices qu'il fait, il devrait avoir une meilleure rémunération. Il n'encaisse pas d'argent. Mais, je ne dis pas cela pour décourager le cultivateur. Il a bien d'autres compensations. Il a le grand soleil qui le chauffe et le fortifie; il a des joies que ne connaît pas l'ouvrier des villes, et le sol le nourrit et peut le soutenir en cas de maladie.

Il fait ensuite allusion aux critiques du chef de l'opposition. Ce n'est pas du dénigrement, bien sûr, de dire que la province de Québec pourrait produire davantage. Mais, c'est du dénigrement de nous montrer inférieurs aux autres provinces en négligeant de faire cas des conditions différentes.

Ce fut le cas qui se produisit, il y a quelques années. Des gens s'en allaient répétant dans les réunions agricoles que notre production de beurre et de fromage était inférieure.

Il fait allusion à M. Langlois de la maison Gunn & Langlois qui comparaisait l'autre jour devant le comité d'agriculture. Le chef de l'opposition s'était scandalisé de ce que le correspondant parlementaire du *Soleil* ait rattaché M. Langlois à la classe des dénigreur.

Il a fait avouer à M. Langlois que, en disant que les cultivateurs de Québec ne produisaient pas assez d'œufs, il oubliait les conditions différentes avec la province de l'Ontario. La saison d'hiver est plus longue chez nous. Et, il faut, par exemple, presque un tour de force pour faire produire des œufs en décembre chez nous. Et, les poulets viennent en avril dans l'Ontario, tandis que chez nous, il est dangereux de les avoir avant mai ou juin.

Il est une autre affirmation de M. Langlois contre laquelle il s'inscrit en faux.

M. Langlois avait déclaré que nous ne produisons que 10 % des œufs que nous consommons.

Or, dans le Québec, il y a 50 % de la population qui vit à la campagne. Et, non seulement cette population produit assez d'œufs pour se subvenir à elle-même, mais on sait qu'on en exporte une bonne quantité dans les villes, soit 20 % de sa consommation d'œufs.

M. Langlois, en affirmant que nous ne produisons que 10 % de notre consommation, n'a basé ses chiffres que sur la ville de Montréal. Il ne faut pas croire que c'est toute la province.

Un autre obstacle à la production des œufs, c'est le coût de revient. Il est assez difficile à cause du climat et du prix des grains de produire avantageusement les œufs. Le cultivateur qui n'est pas plus hostile à ses intérêts qu'un autre, s'applique à produire ce qui lui rapportera davantage.

Car, il ne faut pas être pessimiste. Si nous produisons moins d'œufs que la province d'Ontario, nous produisons plus de beurre.

Et, c'est précisément au moyen de la diversité des produits qu'un pays peut soutenir son commerce. Chaque province produit le plus qu'elle peut, et c'est ainsi que notre production sera complète et suffira aux besoins de la population.

Notre province doit donc s'appliquer à intensifier la production de ce qu'elle peut le mieux produire. Et, c'est ce que vise la politique du gouvernement qui augmente les subventions.

Notre principale industrie est l'industrie laitière; nous la développons, et nous y portons une attention spéciale.

Le gouvernement encourage encore l'élevage du mouton qui est devenu très payant. L'élevage du porc a aussi fait des progrès étonnants, et c'est tant mieux. En 1903, nous n'exportions que pour \$16,650,487 de porc, tandis que nous en avons exporté en 1917 pour \$29,196,316.

Et pourtant, chacun sait que nous en dépensons beaucoup plus pour notre alimentation que dans l'Ontario. Le climat influe sur nous et nous mangeons plus de viande.

Nous pouvons donc affirmer qu'en tenant compte des difficultés de la production chez nous, la province de Québec n'est pas en arrière.

D'ailleurs, il n'y a pas si longtemps que M. Clarke, employé du fédéral, déclarait que la province de Québec avait la meilleure organisation agricole de toutes les provinces du dominion.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 modifiant la loi relative aux coroners de la province de Québec;
- bill 17 relatif aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 21 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal;
- bill 31 amendant l'article 1994 du Code civil;

- bill 148 modifiant l'article 35 du Code municipal de Québec;
- bill 153 constituant en corporation l'école technique de Trois-Rivières;
- bill 155 concernant certains diplômes de l'École des études commerciales de l'Université McGill de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 concernant le dépôt fait, en certains cas, des sommes d'argent destinées aux fonds d'amortissement en corporations municipales et scolaires et amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec;
- bill 30 créant un département des Affaires municipales, et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec;
- bill 173 amendant l'article 7033 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurances contre le feu;
- bill 174 amendant l'article 5247 des statuts refondus, 1909, concernant les architectes;
- bill 178 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de téléphone électrique.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 170 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales;
- bill 38 relatif à la Commission des chemins à barrière de la rive sud, à Québec.

Représentations théâtrales

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 170 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Commission des chemins à barrière de la rive sud à Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 38 relatif à la Commission des chemins à barrière de la rive sud à Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Emmagasinement des eaux du lac Kénogami

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 145 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux du lac Kénogami.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et le coût probable d'iceux, pourra être autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages, réservoirs ou autres travaux au lac Kénogami et dans les rivières Chicoutimi et Au Sable, dans le but d'emmagasiner les eaux de ces lacs et rivières et des lacs et rivières tributaires et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de la diminution des inondations qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques dépendant de ces lacs et rivières et de leurs tributaires.

Adopté.

2. Que la Commission adjudgera l'entreprise des travaux autorisés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la Commission; et que l'adjudication de l'entreprise sera constatée par un contrat qui sera

accordé à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la Commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux; mais qu'un contrat ne pourra toutefois être conclu par la Commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que la Commission pourra, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation;

a. Les barrages et travaux existants au lac Kénogami, sur la rivière Chicoutimi et sur la rivière Au Sable;

b. Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

c. Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

d. Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

e. Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

f. Les servitudes, droits réels, droits conférés par la Législature, droits résultant de contrats et tous autres droits d'une nature quelconque.

Adopté.

4. Que l'expropriation en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, sera faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec, et que la Cour supérieure du district ou un juge de ce tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos.

Adopté.

5. Qu'il sera loisible à la Commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il sera nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot cadastré ou non, d'acquérir en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin.

Adopté.

6. Que, après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la résolution no 1 et entendu les intéressés, il sera du devoir de la Commission de soumettre au ministère des Terres et Forêts:

a. Tout projet de contrat à intervenir entre la Commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

b. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe a, pour l'utilisation desdites eaux.

Adopté.

7. Que les contrats passés en vertu du paragraphe a de la résolution no 6, n'aurent force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que le tarif fixé en vertu du paragraphe b de ladite résolution, n'aura force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans le *Gazette officielle de Québec*.

Adopté.

8. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages et les acquisitions d'immeubles visés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de un million huit cent mille piastres.

Adopté.

9. Que ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas cinquante ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour-cent par année, et que ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Adopté.

10. Que les obligations ou rentes inscrites, émises en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, ne seront pas sujettes aux droits imposés par les lois de Québec relatives aux successions.

Adopté.

11. Que les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 145 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux du lac Kénogami.

Emmagasinement des eaux du lac Kénogami

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux du lac Kénogami soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Attestation des dépôts, en France et en Belgique

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôts judiciaires

M. Lafontaine (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dépôts judiciaires et autres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Lafontaine (Berthier) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement

M. Lafontaine (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Frais d'entretien des aliénés

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le paiement par les municipalités des frais d'entretien des aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille quatre cent trente-huit piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus, de la province de Québec, 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil): bureau du lieutenant-gouverneur, deux mille piastres; Conseil exécutif, cinq cents cinquante piastres; département du Trésor, (bureau des assurances), mille sept cent cinquante piastres; département du Trésor, (bureau du revenu), trois mille piastres, département du Trésor, (bureau de l'auditeur), deux mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, comprenant le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, comprenant dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-treize mille quatre cent quarante-deux piastres et quarante centins soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général: propriétés du gouvernement, Montréal, intérêts, taxes, assurances, etc., huit mille cinquante piastres et quarante-huit centins; bureau du gouvernement, Montréal, réparations, cinquante mille piastres; Spencer Wood, dépenses diverses, vingt-huit mille trois cent quatre-vingt-onze piastres et quatre-vingt-douze centins; édifices de la Législature et des départements, augmentation dans le prix du charbon, sept mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille deux cent quatre-vingt-cinq piastres et quarante-un centins soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer (réparations urgentes aux ponts dans la Beauce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., (palais de justice, Montréal, réparations à l'ascenseur), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille trois cent quatre-vingt-onze piastres et quatre-vingt-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, achèvement du restaurant et ameublement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés d'agriculture, statuts refondus de la province de Québec, 1909, article 1851, 5 George V, chapitre 29, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, concours d'abatis, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'industrie laitière à Saint-Hyacinthe, et travaux de la ferme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'élevage des volailles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Mérite agricole provincial, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentage, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, (comprenant l'inspection et la classification des terres), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement, (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, pour dépenses de bureau en sus du montant autorisé par l'article 712, statuts refondus de la province de Québec, 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Commission pour procurer de l'emploi aux soldats, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1918, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$631,542.76.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté, pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1919, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$5,960,184.83.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 8 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1918 et le 30 juin 1919 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

NOTE

1. Les *Journaux de l'Assemblée* ne font aucunement mention de la seconde lecture du bill D provenant du Conseil législatif. Cependant, puisque la Chambre est appelée à se former en comité général, et ce à deux reprises, pour l'étude de ce projet de loi, il ne fait aucun doute que la seconde lecture de ce projet de loi a bel et bien été adoptée. On ne peut cependant identifier avec certitude le moment de son adoption, puisque l'on ne retrouve aucune trace à ce sujet dans les sources dépouillées. Il subsiste un certain flottement quant à la présentation de cette seconde lecture: cette dernière pourrait possiblement avoir été présentée et adoptée à la séance du 7 février ou lors de la séance du 8 février, avant l'ordre de la Chambre de se former en comité général, pour la première fois. Nous avons retenu cette alternative, car il est plausible que l'absence de cette inscription au procès-verbal ne soit qu'une coquille survenue lors de la rédaction ou l'impression de cette source.

Dépôt de documents:**État des recettes et dépenses**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 janvier 1918, pour: État des recettes et dépenses, depuis le 30 juin 1917, à ce jour. (Document de la session no 29)

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, samedi, 9 février courant, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée.

Première séance du samedi 9 février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 10 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Liquidation volontaire
des compagnies
à fonds social

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 140 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 15 amendant les statuts refondus 1888, les statuts refondus, 1909,, et le Code municipal de Québec relativement aux affaires municipales;

- bill 28 concernant les chemins de grande communication;

- bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dommages à la personne;

- bill 67 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique de Saint-François;

- bill 154 amendant la loi 2 George V, chapitre 3, ratifiant la vente des ponts Viau et Lachapelle et des chemins macadamisés de l'Île Jésus;

- bill 158 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurance;

- bill 172 amendant les dispositions du Code de procédure civile concernant les appels au Conseil privé;

- bill 184 concernant la loi des compagnies de Québec;

- bill 186 détachant certains lots du comté de Maskinongé et les annexant à la paroisse de Charette dans le comté de Saint-Maurice pour fins électorales, municipales, judiciaires, et d'enregistrement;

- bill 187 détachant certains lots du comté de Yamaska et les annexant à la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, dans le comté de Drummond, pour fins électorales, municipales, judiciaires, et d'enregistrement.

Assemblée législative

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant l'Assemblée législative.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose:

1. Qu'au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition dans l'Assemblée législative, il soit accordé, en outre de l'indemnité de session prévue par l'article 154 des statuts refondus, 1909,, une indemnité annuelle supplémentaire de quatre mille piastres.

Adopté.

2. Que l'indemnité supplémentaire accordée en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions au député agissant comme chef reconnu de l'opposition à l'Assemblée législative ne soit pas une cause d'incapacité dans le sens de l'article 141 des statuts refondus, 1909,.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Assemblée législative

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 141 modifiant les statuts refondus de Québec, 1909, au sujet de l'Assemblée législative.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Il est juste, à cause du travail qu'il s'imposait, que le chef de l'opposition reçoive une indemnité en dessus de son indemnité de député.

Le chef de l'opposition a des obligations que les autres députés n'ont pas.

Il (M. Gouin) croit juste la proposition actuellement devant la Chambre. Il explique que le travail du chef de l'opposition au cours de la session est considérable et que les responsabilités qui lui incombent sont onéreuses. Il n'est que juste de reconnaître le travail accompli par le chef de l'opposition et les services qu'il rend à la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) remercie cordialement la Chambre, et le premier ministre en particulier, de la marque de confiance que l'on témoigne au chef de l'opposition. Il comprend que cela n'est pas un salaire voté au député des Deux-Montagnes, mais une indemnité au chef de l'opposition présent et futur. Sans abandonner aucunement son entière liberté d'action et de parole, il croit devoir accepter cette indemnité.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le député de Deux-Montagnes sera longtemps encore le chef de l'opposition.

Je comprends que le chef de l'opposition actuel s'intéresse aux chefs de l'opposition futurs, mais nous comprenons que nous ne changerons jamais de chef de l'opposition et que nous resterons toujours avec le chef actuel.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Constitution de la Cour supérieure

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 relatif à la constitution de la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Cette mesure pourvoit à la nomination de cinq nouveaux juges pour le district de Montréal et de deux pour le district de Québec.

La charge de travail sur les juges de la Cour supérieure de Montréal, qui est attribuable au fait que certains d'entre eux sont impliqués dans les audiences d'appels entrepris selon les dispositions de la loi du service militaire, occasionne des congestions devant les tribunaux civils où presque toutes les causes sont en suspens, et le Barreau de la province a réclamé auprès du premier ministre la nomination de juges supplémentaires, afin de donner plus de satisfaction aux plaideurs et de ne pas retarder l'administration de la justice. C'est au gouvernement fédéral de décider si ces juges seront nommés, car la Législature ne peut que créer les postes. Ottawa fait les nominations et paie les salaires.

Si les juges sont nommés, il y en aura vingt et un dans le district de Montréal et sept à Québec. Afin de soulager encore plus la congestion des cours civiles, le bill prévoit que, sujet à l'autorité législative d'Ottawa, le juge en chef ou le juge nommé par l'autorité appropriée pour remplir les tâches de juge en chef, selon le cas, peut, sur demande d'une des parties, référer l'audition et la décision de quelque cas, question ou affaire que ce soit pendant devant la Cour supérieure ou devant l'un des juges assignés, soit à un avocat ayant au moins quinze années de pratiques. L'avocat agissant de cette façon en tant que juge se verra conférer les mêmes pouvoirs qu'un juge de la Cour supérieure, et sa décision aura le même effet que si elle était rendue par un juge.

Le ministre donne à ce sujet une liste de tous ces avocats qui pourront rendre des jugements comme les juges. Il appartiendra au ministre de la Justice de fixer la rémunération des avocats agissant en tant que juges.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Charte de Sorel

M. Péloquin (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), que, vu que le bill 103 amendant la charte de la cité de Sorel a été retiré, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés, soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Rapports de comités:

L'ordre du jour appelle la prise en considération du huitième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présenté à cette Chambre le vendredi, 8 février courant.

M. Robert (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), que la motion en délibération soit amendée en y ajoutant les mots suivants: en en modifiant le paragraphe 3, en substituant le mot "provoquerait" et le mot "pourrait" aux mots "provoque" et "peut".

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

Et la motion principale, telle qu'amendée, étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

Demande de documents:

Bois de chauffage

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances entre le gouvernement et certaines personnes, en 1917, au sujet du bois de

chauffage, en vue de venir en aide à la population pauvre des villes de cette province.

Il fait quelques observations au sujet de la rareté du charbon et suggère d'y substituer la houille blanche et le bois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) annonce que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Allard) a un projet qui sera bientôt mis au jour. Actuellement, dans plusieurs municipalités, les cultivateurs ne peuvent plus trouver de charbon et se chauffent au bois. Le plan serait d'étendre cette pratique aux villes. D'après les renseignements, en effet, qui ont été communiqués au gouvernement par M. Magrath, le contrôleur du charbon, il se pourrait bien qu'il y ait disette de charbon avant la fin de l'hiver à Montréal et Québec. Afin de faire face à cette éventualité, le ministre des Terres s'occupe de faire faire un relevé exact de la richesse forestière de la province, des endroits où l'on pourra prendre du bois de chauffage, faisant rechercher surtout les endroits qui sont situés près des voies de communication afin que le transport en soit facile.

Il restera toujours, bien entendu, à solutionner les difficultés du transport qui sont le grand problème du moment. Mais, il faut louer le gouvernement, et le ministre des Terres en particulier, de faire preuve de sagesse et de réaliser l'idéal d'un bon gouvernement qu'est de prévoir. Pour le moment, la rareté du charbon n'est pas rendue à l'état le plus grave, mais si les choses se compliquent davantage, le gouvernement s'occupera de remédier à la situation.

La proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 20 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules moteurs;
- bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers;
- bill 119 amendant la loi 6 George V, chapitre 88, et donnant certains pouvoirs à l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise-de-la-Longue-Pointe;

- bill 118 ratifiant le titre de la partie subdivisée du lot numéro 177 aux plans et livres de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal situé dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal;

- bill 120 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge;

- bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec.

Oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise- de-la-Longue-Pointe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 amendant la loi 6 George V, chapitre 88, et donnant certains pouvoirs à l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise-de-la-Longue-Pointe.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Quartier Notre-Dame-de-Grâce de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 ratifiant le titre de la partie subdivisée du lot numéro 177 aux plans et livres de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal située dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi médicale de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Véhicules moteurs

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 20 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules moteurs.

Lesdits amendements sont lus deux fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte l'amendement du Conseil législatif au bill 20 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules moteurs, mais en le modifiant comme suit:

En retranchant tous les mots après le mot "amendé", dans la première ligne, et en les remplaçant par les suivants: "en en retranchant le dernier alinéa".

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Société des logements ouvriers

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers.

Lesdits amendements sont lus une première fois.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée à quatre heures de l'après-midi, ce jour.

Adopté.

La séance est levée.

Deuxième séance du 9 février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 4 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions;
- bill 91 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Droits sur les successions

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 91 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Dépôt de documents:

Destruction des mauvaises herbes

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 24 janvier 1918 pour copie de toutes correspondances entre le ministre de l'Agriculture et les conseils municipaux, relativement à la destruction des mauvaises herbes. (Document de la session no 30)

Transports des produits agricoles

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 16 janvier 1918 pour copie de toutes correspondances que possède le gouvernement au sujet de la question des transports des produits agricoles dans notre province. (Document de la session no 31)

Subsides agricoles, transport et distribution des graines de semence, élevage du porc

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 28 janvier 1918 pour copie de toutes correspondances entre le ministre de l'Agriculture fédéral, de 1915 à 1917 inclusivement, relativement aux subsides agricoles, à la question des transports, à la distribution des graines de semence et au développement de l'élevage du porc. (Document de la session no 32)

Société des logements ouvriers

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois.

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Robillard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers, avec les amendements suivants qu'il prie les honorables conseillers de bien vouloir agréer:

1. En ajoutant, à la fin du nouvel article 5, dans le paragraphe 2 des amendements, les mots: pourvu que ce soit autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. En remplaçant le paragraphe 3 des amendements par les paragraphes suivants:

3. L'article suivant est ajouté après l'article 5:
"6. La Société ne pourra pas à l'avenir s'engager dans de nouvelles entreprises sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil."

4. L'article 5 devient l'article 7.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

L'œuvre du petit séminariste

M. Petit (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. Thériault), que les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste leur soient remboursés, vu que ce bill concerne une institution religieuse et d'éducation.

Adopté.

Succession Pierre-Thomas Delvecchio

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), que, vu que le bill 94 concernant la succession Pierre-Thomas Delvecchio a été refusé par le Conseil législatif, la moitié des droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soit remboursée, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 amendant la loi des licences de Québec;

- bill 39 concernant certains contrats relatifs à l'entretien, au séjour et au traitement des aliénés;

- bill 145 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec relativement à l'emménagement des eaux du lac Kénogami;

- bill 146 amendant le Code de procédure civile relativement à la vente forcée des immeubles;

- bill 147 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les allocations aux sociétés d'agriculture;

- bill 149 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer;

- bill 180 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations;

- bill 165 amendant la loi de la chasse de Québec;

- bill 161 concernant les réservoirs pour l'emménagement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau;

- bill 159 autorisant la passation d'un contrat avec The Girls Cottage Industrial School;

- bill 150 amendant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec.

Rapports du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que le premier rapport du comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation, nommé pendant la dernière session, et le huitième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, nommé au cours de la présente session, soient, avec les témoignages que ces comités ont entendus, imprimés en une seule brochure et distribués comme un document parlementaire.

Messages de l'administrateur de la province¹:

Un message est reçu de Son Honneur l'administrateur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire:

M. l'Orateur,

Son Honneur l'administrateur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Son Honneur l'administrateur de la province donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés suivants:

- bill B amendant l'article 3408 des statuts refondus, 1909, et exemptant les voyageurs de commerce de remplir les fonctions de juré;

- bill C amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies pour faciliter le flottage du bois sur les rivières et les cours d'eau;

- bill 4 modifiant les statuts refondus, 1909, au sujet de l'entrée en fonction de certains officiers de justice;

- bill 5 modifiant la version anglaise des articles 759*a*, 4545 et 5780 des statuts refondus, 1909;

- bill 6 amendant le Code civil relativement au placement des biens appartenant à autrui;

- bill 7 modifiant la loi relative aux coroners de la province de Québec;

- bill 10 amendant la loi concernant certains officiers publics;

- bill 11 amendant les articles 2161 et 2162 du Code civil relativement à la tenue de certains registres dans les bureaux d'enregistrement;

- bill 12 concernant le dépôt fait, en certains cas, de sommes d'argent destinées aux fonds d'amortissement de corporations municipales et scolaires et amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus 1888 et le Code municipal de Québec;

- bill 13 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;

- bill 15 amendant les statuts refondus 1888, les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec relativement aux affaires municipales;

- bill 16 amendant l'article 3098 des statuts refondus, 1909, concernant les shérifs et les protonotaires;

- bill 17 relatif aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;

- bill 18 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;

- bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la protection des plantes contre les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques;

- bill 21 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal;

- bill 22 amendant la loi des licences de Québec;

- bill 23 concernant la contribution par certaines municipalités à la construction de certains chemins;

- bill 24 relatif à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales;

- bill 25 amendant l'article 718 des statuts refondus, 1909, concernant la Commission des services d'utilité publique;

- bill 26 pourvoyant à la protection des édifices publics contre les incendies.

- bill 27 autorisant une souscription de \$100,000.00 pour venir en aide aux victimes de l'explosion qui a dévasté la cité d'Halifax et les localités environnantes;

- bill 28 concernant les chemins de grande communication;

- bill 29 concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne-de-la-Baie-Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix;

- bill 30 créant un département des Affaires municipales, et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus 1888 et le Code municipal de Québec;

- bill 31 amendant l'article 1994 du Code civil;

- bill 32 amendant les dispositions des statuts refondus, 1909, concernant le parc national des Laurentides, le parc de la Montagne Tremblante et la réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie;

- bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dommages à la personne;

- bill 36 amendant la loi pour prévenir les incendies;

- bill 37 concernant les emprunts pour la construction de certains travaux par la Commission des eaux courantes de Québec;

- bill 39 concernant certains contrats relatifs à l'entretien, au séjour et au traitement des aliénés;

- bill 44 amendant les statuts refondus, 1909, en ce qui regarde les travaux faits sur les cours d'eau par les propriétaires riverains;

- bill 46 pourvoyant à un jour de repos par semaine pour les employés dans certaines industries;
- bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau;
- bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture;
- bill 49 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles;
- bill 50 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles;
- bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec;
- bill 52 constituant en corporation l'École apostolique Notre-Dame;
- bill 54 constituant en corporation la ville de Maple Grove;
- bill 55 amendant la charte de la Commission de chemin de fer Alma et Jonquière;
- bill 56 amendant la charte de la ville Saint-Laurent;
- bill 57 concernant la succession de feu Éloi Ouimet;
- bill 58 constituant en corporation l'Oeuvre du petit séminariste;
- bill 59 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Charette;
- bill 60 concernant les syndicats de la paroisse de Saint-Joseph-de-Bordeaux;
- bill 61 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal;
- bill 63 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire;
- bill 65 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse des Saints-Anges-Gardiens de Lachine;
- bill 66 amendant la loi 5 George V, chapitre 135, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal;
- bill 67 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique de Saint-François;
- bill 68 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet pour les fins civiles et scolaires;
- bill 69 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company;
- bill 71 concernant The British Canadian Life and Accident Insurance Company (La Canadienne Britannique, compagnie d'assurance sur la vie et contre les accidents);

- bill 72 ratifiant le règlement no 91 de la ville de Saint-Lambert et ratifiant et confirmant le contrat entre ladite ville et la Dominion Textile Company Limited;
- bill 73 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson;
- bill 74 concernant la succession François Décary;
- bill 75 concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal;
- bill 76 concernant le Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal et amendant la loi concernant les taxes scolaires de ladite cité;
- bill 77 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance (The Provident);
- bill 78 concernant The Lyman Real Estate Corporation Limited;
- bill 79 accordant des pouvoirs spéciaux à la municipalité du village d'Hébertville station;
- bill 80 autorisant la vente des immeubles appartenant aux successions de feu Frederick Thomas Judah et de son épouse, la feue dame Sarah Caine;
- bill 81 amendant la charte de la ville de Longueuil;
- bill 84 confirmant le règlement accordant une exemption de taxes municipales à The Canada Steamship Lines Limited;
- bill 85 amendant la charte de la ville de Joliette;
- bill 86 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le lot numéro 522 du cadastre du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal;
- bill 87 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières;
- bill 88 constituant en corporation de ville le village de Sainte-Rose;
- bill 89 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie);
- bill 92 amendant la loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest;
- bill 93 amendant la charte de la Civic Investment & Industrial Company;
- bill 95 amendant la loi constituant en corporation Les Prévoyants du Canada;
- bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Robitaille à l'exercice de la profession légale, et à lui accorder son diplôme à cet effet;
- bill 97 concernant la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste-de-Coaticook;

- bill 98 fixant les limites et bornes de la municipalité de Saint-Edmond-de-Grantham, pour les fins civiles et scolaires;
- bill 99 amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale;
- bill 101 amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls;
- bill 102 amendant la loi 63 Victoria, chapitre 78, concernant les pouvoirs corporatifs de The National Trust Company Limited, dans les limites de la province de Québec;
- bill 104 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 105 constituant en corporation la ville du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 106 amendant la loi 57 Victoria, chapitre 81, régissant l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel;
- bill 109 constituant en corporation le Fonds de secours des forestiers catholiques de la province de Québec;
- bill 110 amendant la charte de la corporation des Juifs anglais, allemands et polonais de Montréal;
- bill 111 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine;
- bill 112 amendant la charte de The Montreal General Hospital;
- bill 113 amendant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 114 constituant en corporation l'ordre des Chevaliers de Champlain;
- bill 115 concernant la succession de feu Samuel Finley;
- bill 116 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 145 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux du lac Kénogami;
- bill 146 amendant le Code de procédure civile relativement à la vente forcée des immeubles;
- bill 147 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les allocations aux sociétés d'agriculture;
- bill 148 modifiant l'article 35 du Code municipal de Québec;
- bill 149 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer;
- bill 150 amendant la loi 3 George V, chapitre 6, accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec;

- bill 153 constituant en corporation l'école technique des Trois-Rivières;
- bill 154 amendant la loi 2 George V, chapitre 3, ratifiant la vente des ponts Viau et Lachapelle et des chemins macadamisés de l'Île Jésus;
- bill 155 concernant certains diplômes de l'École des études commerciales de l'Université McGill de Montréal;
- bill 156 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane;
- bill 157 amendant la loi 7 George V, chapitre 4, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier;
- bill 158 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurance;
- bill 159 autorisant la passation d'un contrat avec The Girls Cottage Industrial School;
- bill 160 concernant les écoles protestantes de Montréal;
- bill 161 concernant les réservoirs pour l'emmagasinement de l'eau des lacs, étangs, rivières et cours d'eau;
- bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ingénieurs civils;
- bill 164 pourvoyant à l'abolition des barrières et des taux de péage sur une partie de chemin dans la paroisse de Saint-Laurent et sur une partie de chemin dans la cité de Montréal;
- bill 165 amendant la loi de la chasse de Québec;
- bill 166 concernant la juridiction de certaines cours de magistrats dans et pour le comté du Lac-Saint-Jean;
- bill 172 amendant les dispositions du Code de procédure civile concernant les appels au Conseil privé;
- bill 173 amendant l'article 7033 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurance contre le feu;
- bill 174 amendant l'article 5247 des statuts refondus, 1909, concernant les architectes;
- bill 176 amendant l'article 6763 des statuts refondus, 1909, concernant les syndicats coopératifs;
- bill 178 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de téléphone électrique;
- bill 180 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dispositions spéciales relatives à certaines compagnies et corporations;

- bill 184 concernant la loi des compagnies de Québec;
- bill 186 détachant certains lots du comté de Maskinongé et les annexant à la paroisse de Charette, dans le comté de Saint-Maurice, pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement;
- bill 187 détachant certains lots du comté de Yamaska et les annexant à la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, dans le comté de Drummond, pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Et les députés étant de retour,

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 9 février 1918

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 loi amendant la charte de la cité de Montréal.

Lesdits amendements sont lus deux fois.

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que

cette Chambre accepte les amendements 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du Conseil législatif au bill 90 loi amendant la charte de la cité de Montréal, mais que cette Chambre ne peut accepter l'amendement 6 du Conseil législatif parce qu'elle considère qu'il n'est pas opportun pour le présent d'apporter à la charte de la cité de Montréal les modifications contenues dans cet amendement.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 45 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la nomination d'un surintendant médical général pour les asiles d'aliénés.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 107 amendant la loi 5 George V, chapitre 108, constituant en ville la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le nom de ville de Montréal-Nord.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 117 concernant la ville Saint-Michel.

Ville de Saint-Michel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 concernant la ville Saint-Michel.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de l'Assemblée législative au bill suivant:

- bill D du Conseil législatif amendant l'article 400 du Code civil.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 62 concernant la Broad Realty Limited;
- bill 181 amendant l'article 398 du Code municipal de Québec;

- bill 53 concernant Richard Hemsley Limited;

- bill 100 amendant la charte de la cité de Verdun.

Broad Realty Limited

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 62 concernant la Broad Realty Limited.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code municipal, article 398

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 181 amendant l'article 398 du Code municipal de Québec.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Richard Hemsley Limited

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 53 concernant Richard Hemsley Limited.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 amendant la charte de la cité de Verdun.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 141 modifiant les statuts refondus de Québec 1909 au sujet de l'Assemblée législative;

- bill 142 modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec;

- bill 143 relatif à la constitution de la Cour supérieure;

- bill 144 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dépôts judiciaires et autres;

- bill 185 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le paiement par les municipalités des frais d'entretien des aliénés.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne persiste pas dans son amendement no 6 au bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal, mais il le retire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 8 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1918 et le 30 juin 1919 et pour d'autres fins du service public.

Messages de l'administrateur de la province:

Un message est reçu de Son Honneur l'administrateur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire:

M. l'Orateur,

Son Honneur l'administrateur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction Royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Son Honneur l'administrateur de la province donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés suivants:

- bill D amendant l'article 400 du Code civil;
- bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions;
- bill 20 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules moteurs;
- bill 38 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive sud, à Québec;
- bill 45 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la nomination d'un surintendant médical général pour les asiles d'aliénés;
- bill 53 concernant Richard Hemsley Limited;
- bill 62 concernant la Broad Realty Limited;
- bill 70 constituant en corporation The Quebec & Atlantic Railway Company;
- bill 83 amendant la loi constituant en corporation la Société des logements ouvriers;
- bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 91 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;
- bill 100 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 107 amendant la loi 5 George V, chapitre 108, constituant en ville la paroisse du Sault-au-Récollet sous le nom de ville Montréal-Nord;
- bill 108 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 117 concernant la ville Saint-Michel;
- bill 118 ratifiant le titre de la partie subdivisée du lot numéro 177 aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, situé dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal;
- bill 119 amendant la loi 6 George V, chapitre 88, et donnant certains pouvoirs à l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise-de-la-Longue-Pointe;

- bill 120 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge;

- bill 141 modifiant les statuts refondus de Québec 1909 au sujet de l'Assemblée législative;

- bill 142 modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec;

- bill 143 relatif à la constitution de la Cour supérieure;

- bill 144 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dépôts judiciaires et autres;

- bill 170 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales;

- bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec;

- bill 181 amendant l'article 398 du Code municipal de Québec;

- bill 185 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le paiement, par les municipalités, des frais d'entretien des aliénés.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative

s'adresse à Son Honneur l'administrateur de la province et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: bill 8 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1918 et le 30 juin 1919 et pour d'autres fins du service public.

M. l'administrateur de la province

remercie, au nom de Sa Majesté, remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur l'administrateur de la province de clore la deuxième session de la quatorzième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son honneur l'administrateur de la province

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Bien qu'il me soit agréable d'avoir à donner la sanction royale aux lois que vous avez adoptées au cours de cette session, je ne puis m'empêcher de regretter avec vous l'absence de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et je suis certain de me faire votre interprète à tous en lui souhaitant un heureux et prompt retour à la santé.

Vous avez apporté à l'étude des mesures qui vous ont été soumises une attention et un dévouement dont je tiens à vous féliciter. Je n'ai aucun doute que ces mesures contribueront à assurer davantage la prospérité de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez voté les crédits qui vous ont été demandés pour les besoins du service public et je vous en remercie. Soyez persuadés que toutes ces sommes seront dépensées avec une sage économie.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prenant congé de vous, je vous prie d'agréer les vœux que je forme pour le bien-être de notre population et particulièrement pour votre bonheur et celui de vos familles. Je demande aussi à la Providence de bénir notre province et de faire triompher les armées de notre gracieux souverain ainsi que celles de ses alliés.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté de Son Honneur l'administrateur de la province que cette législature soit prorogée jusqu'au mardi, le dix-neuvième jour de mars prochain, pour y être ici tenue; cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée au 19 mars prochain.

La séance est levée à 10 h 39.

NOTE

1. Selon *Le Soleil* du 8 février 1918 (p. 8), Sir Horace Archambault, administrateur de la province, proroge la session. Il remplit alors les fonctions de lieutenant-gouverneur durant l'absence, la maladie ou autre incapacité de ce dernier, conformément à l'article 67 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.

